

Staline, Israël et les Juifs

Laurent Rucker

Staline, Israël et les Juifs

« Publié avec le concours
de l'Université Paris X-Nanterre »



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

ISBN 2 13 051165 1

Dépôt légal — 1^{re} édition : 2001, ■ ■

© Presses Universitaires de France, 2001
6, avenue Reille, 75014 Paris

A Nira
A mes parents

Remerciements

Ce livre est tiré de ma thèse de doctorat entamée sous la direction d'Annie Kriegel. Je voudrais ici lui rendre hommage. Mes plus vifs remerciements vont au professeur Marc Lazar qui a accepté de reprendre la direction de cette thèse après la disparition d'Annie Kriegel. Ses conseils, ses critiques et ses encouragements m'ont permis de surmonter les difficultés et de mener cette entreprise à son terme.

Ma gratitude s'adresse à Stéphane Courtois qui m'a accueilli au sein du Centre d'étude, d'histoire et de sociologie du Communisme (devenu depuis le Groupe d'étude et d'observation de la démocratie) et qui m'a soutenu tout au long de ce travail et au professeur Alain Caillé qui a contribué à la publication de ce livre. Je voudrais aussi remercier tous mes collègues du département de sociologie de l'Université Paris X ainsi que ceux de l'Institut d'études politiques de Paris et de la Documentation française. Je tiens également plus particulièrement à remercier les professeurs Jacques Lévesque, Marie-Pierre Rey et Alain Dieckhoff pour leur soutien, leurs remarques et leurs conseils ainsi que le professeur Gabriel Gorodetsky de l'Université de Tel-Aviv.

Les recherches effectuées à Moscou n'auraient pu être menées sans le concours des responsables et des collaborateurs des centres d'archives. Malgré leurs conditions de travail souvent difficiles, ils ont toujours essayé de répondre à mes demandes. Vitaly Naumkine, qui m'a chaleureusement reçu à l'Institut des études orientales de l'Académie des sciences, m'a apporté une aide précieuse. Ce travail a bénéficié du soutien de l'Université Paris X, du GEODE, du ministère de la Recherche et du ministère des Affaires étrangères.

Une mention particulière à Dominique Vidal qui a relu et corrigé le manuscrit et à Dario Battistella, Pascal Cauchy, Alain Gresh, Pierre Grosser, Gaël Moullec et Nicolas Werth pour leurs suggestions et leur amitié ainsi qu'à Michel et France Rucker qui m'ont soutenu, aidé et encouragé. Sans la confiance de Jean-Christophe Brochier, des Presses universitaires de France, ce livre n'aurait pas pu voir le jour.

Un très grand merci à Nira. Ma dette envers elle est infinie...

Sigles et abréviations

AJ : Agence juive
CAJ : Comité antifasciste juif
CC : Comité central
CEIC : Comité exécutif de l'Internationale communiste
HCA : Haut-Comité arabe
IC : Internationale communiste (Komintern)
LLN : Ligue de libération nationale
MID : Ministère des Affaires étrangères
MGB : Ministère de la Sécurité d'État
NKGB : Commissariat du peuple à la Sécurité d'État
NKVD : Commissariat du peuple aux Affaires intérieures
ONU : Organisation des Nations unies
OSM : Organisation sioniste mondiale
PC(b)US : Parti communiste bolchevik de l'Union soviétique
PCH : Parti communiste hongrois
PCP : Parti communiste palestinien
PCI : Parti communiste israélien
PCT : Parti communiste tchécoslovaque
POSDR : Parti ouvrier social-démocrate de Russie

Introduction

Moscou, 24 avril 1994. En cette fin d'après-midi, la rue Tver (ex-rue Gorki) a été bloquée à la circulation. Soudain, un cortège de limousines noires arrive à vive allure en provenance de la place Pouchkine. Dans l'une d'elles se trouve le Premier ministre d'Israël. Dans quelques minutes, il sera reçu au Kremlin par le Président de la Fédération de Russie. Itzhak Rabin peut savourer l'instant ; il est historique. Pour la première fois depuis 1948, un chef de gouvernement de l'État hébreu effectue une visite officielle en Russie.

Certes, Boris Eltsine n'est plus le secrétaire général du tout-puissant PCUS, mais « seulement » le président d'une Russie amputée de la quasi-totalité des territoires conquis au cours des deux siècles précédents. La visite d'Itzhak Rabin ne peut avoir l'éclat qu'aurait eu celle de l'un de ses prédécesseurs, au temps où l'URSS était le centre et le cœur du système communiste mondial. Mais dans le monde bipolaire de la guerre froide, l'URSS et Israël appartenaient à deux camps ennemis. Enfin, presque. Les nécessités de l'affrontement planétaire entre l'Est et l'Ouest ont longtemps occulté un fait majeur qui a contribué à bouleverser l'histoire du Proche-Orient : sans la contribution décisive, politique, militaire et démographique de l'URSS et de ses satellites, l'État d'Israël n'aurait peut-être jamais vu le jour en 1948 et aurait éprouvé les plus grandes difficultés à survivre au cours des premières années de son existence.

Ce soutien soviétique à la création d'un État juif en Palestine fut une surprise pour tous les acteurs de l'époque. Il a longtemps intrigué les historiens. En effet, le sionisme avait toujours été considéré par le mouvement communiste et, avant lui, par le marxisme et la social-démocratie, comme un projet au service de l'impérialisme britannique et des intérêts de la bourgeoisie juive qui, par là, détournait le prolétariat juif de la lutte révolutionnaire. En outre, pour les marxistes et les bolcheviks, l'idée même de « peuple juif » était sans aucun fondement. Plus étonnant encore, Staline décida de

soutenir le mouvement sioniste au moment même où il engageait, dans son propre pays et dans les « démocraties populaires » est-européennes, une nouvelle vague de répression dont les Juifs étaient l'une des cibles principales et dont le caractère antisémite devint de plus en plus évident au fil des années. À la veille de la mort de Staline, on pouvait craindre que cette répression, qui entraîna la rupture des relations diplomatiques entre Moscou et Tel-Aviv, ne visât l'ensemble des Juifs d'URSS.

Autant d'événements qui ont soulevé de nombreuses interrogations et nourri quantité de travaux. Mais jusqu'en 1991, malgré leur grande qualité, ces études butaient sur un obstacle de taille qui laissait trop de questions sans réponse : l'impossibilité d'accéder aux archives soviétiques. L'effondrement soudain de l'URSS, en 1991, a partiellement levé cette hypothèque. Même si de nombreux fonds restent inaccessibles, en premier lieu celui qui regroupe les documents des secrétaires généraux du parti bolchevik ou ceux de l'ex-KGB, si d'autres ne sont que très sélectivement ouverts, et si, enfin, comme le rappelle Paul Ricœur, « le document n'est pas donné, il est cherché, constitué, institué »¹, il n'en reste pas moins que le voyage au pays des archives soviétiques s'avère extrêmement fructueux et a permis de faire progresser la connaissance historique de l'Union soviétique, du communisme et, plus largement, du monde contemporain. Ce livre s'appuie donc essentiellement sur l'exploitation des archives soviétiques accessibles que nous avons consultées au ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie (APEFR), au Centre russe de conservation et d'études des documents d'histoire contemporaine (CRECEDHC) et au Centre de conservation de la documentation contemporaine (CCDC)² ainsi que sur les documents publiés dans des recueils ou dans des revues russes et occidentales.

À la croisée de l'histoire et de la science politique, ce travail s'articule autour d'une interrogation centrale : existe-t-il une interaction entre la politique soviétique à l'égard d'Israël et le sort des Juifs en URSS ? Autrement dit, peut-on repérer un lien de causalité, et lequel, entre les évolutions des relations entre Moscou et Tel-Aviv, et l'attitude du Kremlin à l'égard des Juifs du bloc soviétique ? Si le soutien soviétique à la création d'Israël relève du champ des relations internationales, il n'en va pas de même de la dégradation des rapports entre l'URSS et l'État hébreu qui, à partir de 1949, semble épouser la

1. Paul Ricœur, « L'écriture de l'Histoire et la représentation du passé », *Annales HHS*, juillet-août 2000, n° 4, p. 738.

2. Ces deux centres abritent, entre autres, les archives du PCUS de 1917 à 1952 pour le premier et de 1953 à 1991 pour le second.

chronologie de la répression qui frappe les Juifs soviétiques pour aboutir à la rupture entre les deux pays en février 1953, conséquence de l'affaire des Blouses blanches. Dès lors, la question est de savoir si la répression des Juifs d'URSS est le produit d'un changement de la politique soviétique au Proche-Orient ou bien l'inverse. À quoi s'ajoute une autre question, tout aussi essentielle : pourquoi Staline a-t-il décidé d'élever les Juifs au rang « d'ennemis du peuple » au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ?

Pour répondre à ces interrogations, l'historiographie propose deux voies. La première repose sur l'approche réaliste des relations internationales, qui postule l'autonomie de la scène internationale, de ses règles et de ses acteurs. Dans cette perspective, l'URSS se comportait comme les autres États sur la scène internationale, c'est-à-dire qu'elle pratiquait une politique de puissance, en poursuivant les objectifs géopolitiques des Tsars et en se conformant aux normes et aux règles du système westphalien d'équilibre des forces. L'idéologie n'est alors qu'un instrument qui sert à masquer – et à donner du sens – à une politique de puissance qui ne dit pas son nom ; la politique étrangère est indépendante des contingences intérieures. En conséquence, les relations entre l'URSS et Israël et celles entre le Kremlin et les Juifs relèveraient de deux logiques distinctes et, si incidence de l'une sur l'autre il y eut, elle n'aurait été qu'occasionnelle et non essentielle, l'exception et non la règle. Pour employer des catégories chères à Durkheim, la *realpolitik* serait un fait social qui s'imposerait à tous les acteurs de la scène internationale, indépendamment de la nature des régimes politiques des États qui la composent.

La seconde voie a été proposée par l'école totalitaire. Selon ses tenants, la politique étrangère de l'URSS était l'expression de la nature du régime. Expansionniste par essence, elle avait pour objectif l'exportation de la révolution bolchevique et la déstabilisation des régimes occidentaux par la mise en œuvre d'une combinaison de moyens qui comprenaient aussi bien la diplomatie classique que l'action des partis communistes, le soutien aux mouvements de libération nationale, la manipulation des opinions publiques et l'exploitation des « contradictions interimpérialistes ». Les concessions et les adaptations aux normes du système international n'auraient été que provisoires et tactiques puisque l'URSS, acteur différent et perturbateur, était elle-même au cœur du sous-système communiste mondial¹, concurrent du premier et ayant pour vocation à s'y substituer.

Prises séparément, ces deux interprétations ne permettent pas d'appréhender la complexité de la politique étrangère soviétique et

1. Annie Kriegel, *Le système communiste mondial*, Paris, PUF, 1984.

sa nature duale¹. Il est donc nécessaire de tenter de repérer les tensions, les articulations, les hiérarchies entre la logique de puissance et la logique idéologique.

Cependant, il est souvent difficile et aléatoire de distinguer les éléments qui relèvent de l'une ou de l'autre. Qu'il s'agisse des relations avec les pays occidentaux, avec la Chine communiste, avec l'Allemagne nazie ou des pays du tiers monde, il est indispensable de tenir compte à la fois de l'héritage tsariste, du projet révolutionnaire et de la détermination de l'URSS à accumuler de la puissance comme tout État sur la scène internationale.

Il nous est donc apparu qu'il fallait envisager une autre approche pour appréhender cette complexité. Nous sommes partis de l'hypothèse que le comportement des dirigeants soviétiques sur la scène internationale était le produit d'une culture politique génératrice de conflits, qui combine des éléments hérités du tsarisme et de l'idéologie bolchevique. Celle-ci reposait sur une conception du politique divisant le monde entre amis et ennemis et assimilant la politique à une guerre².

Le concept de culture politique soulève de nombreux problèmes méthodologiques et a suscité de vifs débats³. Nous avons retenu la définition proposée par Clifford Geertz, selon laquelle la culture est « un système de signification communément partagé par les individus membres d'une même collectivité »⁴, et celle de Jacques Lagroye, pour qui la culture de chaque groupe social, qui conditionne pour partie les comportements, les attitudes et les croyances de ses membres, résulte de « grilles d'interprétation » des faits sociaux⁵. Les gouvernants, comme les autres groupes sociaux, ont

1. Jacques Lévesque, « Quelques paradoxes de la politique internationale de l'URSS », *Communisme*, n° 49-50, 1997, p. 8.

2. La conception bolchevique de la politique théorisée par Lénine s'apparente à celle du philosophe allemand Carl Schmitt, pour qui « la distinction spécifique du politique, à laquelle peuvent se ramener les actes et les mobiles politiques, est la discrimination de l'ami et de l'ennemi », Carl Schmitt, *La notion de politique*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 1992, p. 64. Sur cet aspect, voir Dominique Colas, *Le Léninisme*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 1998 ; Stéphane Courtois, « De la contre-société à la contre-Église. La dimension religieuse du phénomène communiste français », in Stéphane Courtois, Marc Lazar, Shmuel Trigano (sous la direction de), *Rigueur et passion. Hommage à Annie Kriegel*, Paris, Cerf / L'Âge d'Homme, 1994, p. 177 ; Stéphane Courtois, « Pourquoi ? », in Stéphane Courtois et alii, *Le Livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1997, p. 815.

3. Voir Bertrand Badie, *Culture et politique*, Paris, Economica, troisième éd., 1993, Yves Schemeil « Les cultures politiques », in Madeleine Grawitz, Jean Leca (sous la direction de), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, tome 3, p. 237-307.

4. Cité in Bertrand Badie, Marie-Claude Smouts, *Le retournement du monde*, Paris, Presses de la FNSP, 1992, p. 25.

5. Jacques Lagroye, *Sociologie politique*, Paris, Presses de la FNSP & Dalloz, 1993, p. 369.

du monde, des autres, de l'adversaire, de l'ami et de l'ennemi des représentations qui peuvent se révéler déterminantes dans la définition de leurs choix stratégiques et qui sont en grande partie liées à leur propre culture¹. Toutefois, cette approche exige de préciser la définition de la culture politique. Si l'utilisation de la notion de culture politique nationale est largement contestée, car elle ne serait rien d'autre qu'une « moderne théorie des climats »², en revanche, celle de culture politique partisane semble faire l'objet d'un certain consensus chez les politistes et les historiens. À condition de ne pas la considérer comme un corpus figé et monolithique, mais comme une construction retravaillée en permanence³. La culture politique partisane se définit comme « une sorte de code et un ensemble de référents formalisés au sein d'un parti ou plus largement diffus au sein d'une famille ou d'une tradition politiques », dont l'idéologie constitue le volet essentiel⁴.

Dans cette perspective, la culture politique des dirigeants bolcheviques, et en particulier celle du groupe stalinien, est le produit d'au moins trois grilles d'interprétation des faits sociaux :

- une grille « marxiste-léniniste » qui constitue son cadre idéologique ;
- une grille « clanique » qui conditionne son mode d'organisation et de fonctionnement ;
- une grille « russe » qui forme son héritage historique et son cadre sociétal.

Ces trois grilles ne se sont pas simplement additionnées : leur interaction est à la source d'une culture politique bolchevique spécifique. Les éléments les plus stables de cette dernière, et qui ont eu une incidence sur la politique étrangère de l'URSS, sont : la polarisation du politique à travers la discrimination ami / ennemi ; l'hostilité et la méfiance envers le monde extérieur ; la violence comme mode privilégié de résolution des conflits ; une conception territoriale de la sécurité et un projet idéologique à vocation universaliste et messianique.

La période 1941-1953 constitue la séquence la plus paradoxale

1. Bertrand Badie, Marie-Claude Smouts, *op. cit.*, p. 27.

2. Serge Bernstein (sous la direction de), *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, 1999, p. 18.

3. Marc Lazar, « Forte et fragile, immuable et changeante... la culture politique communiste », in Serge Bernstein, *op. cit.*, p. 215-242.

4. Jean-François Sirinelli, Éric Vigne, « Des cultures politiques », in Jean-François Sirinelli (sous la direction de), *Histoire des droites en France*, Paris, Gallimard, 1992, tome 2, p. III-IV.

des relations entre l'URSS et le monde juif. Alors que les troupes nazies mettent en œuvre une entreprise de destruction du judaïsme soviétique, Staline le dote, pour les nécessités de la guerre, d'une institution – le Comité antifasciste juif – qui rayonne au plan international et, pour la première fois, laisse les Juifs retrouver leurs racines et exprimer leur identité. Alors qu'en 1948, le « petit père des peuples » donne sa bénédiction à la création d'un État juif en Palestine, il fait au même moment assassiner la figure la plus symbolique du judaïsme russe : le grand acteur Solomon Mikhoels. Ce sont ces pages de l'histoire soviétique que nous avons essayé de reconstituer et de comprendre.

CHAPITRE I

Communisme et sionisme : Une opposition irréductible ?

Le sionisme et le communisme sont les enfants d'une même génération idéologique. Celle de la seconde moitié du XIX^e siècle qui tente d'apporter des réponses aux bouleversements engendrés par l'entrée dans la modernité politique, économique et sociale du continent européen. La simultanéité des actes de naissance de la social-démocratie juive (Bund, 1897), russe (POSDR, 1898) et du mouvement sioniste (1897) n'est pas le seul fruit du hasard chronologique. Elle exprime les interrogations du judaïsme européen face à la persistance de la discrimination dont les Juifs sont victimes, au développement d'un antisémitisme meurtrier dans l'Empire russe, mais aussi face à la poussée des sentiments antisémites au pays des Lumières avec l'affaire Dreyfus.

I — Les racines d'un conflit

Ces interrogations débouchent sur trois types de réponse – assimilationniste, nationale et territoriale – qui sont à la source du conflit théorique et politique entre le sionisme et la social-démocratie, puis entre le sionisme et le bolchevisme soviétique.

Assimilation contre nation

Malgré leurs divergences, désaccords et polémiques souvent violentes, la plupart des dirigeants de la social-démocratie européenne se sont retrouvés dans une opposition commune à l'idée d'une nation juive¹. Des plus dogmatiques aux plus fins analystes de la question

1. Georges Haupt, Michaël Löwy, Claudie Weill, *Les marxistes et la question nationale 1848-1914*, Paris, L'Harmattan, deuxième édition, 1997 ; Enzo Traveso, *Les marxistes et la question juive. Histoire d'un débat 1843-1943*, Paris, La Brèche, 1990 ; Annie Kriegel, *Le pain et les roses*, Paris, UGE, coll. « 10-18 », 1973, p. 207-243, *Les Juifs et le monde*

nationale, comme Otto Bauer¹, aucun, et quelle que soit la formule envisagée, ne reconnaît ni l'unité des Juifs dans la diaspora – déclaration de principe du sionisme – ni même celle de la *yiddishkeit*. Pourtant, les Juifs de l'Empire russe disposent, malgré eux il est vrai, d'un territoire – la zone de résidence – et d'une langue – le yiddish. Or, ces deux attributs, la langue et le territoire, qui constituent selon Karl Kautsky l'essence de la nation², sont rejetés par les sociaux-démocrates. L'argument territorial n'est pas recevable, puisque cet espace a été imposé aux Juifs par le pouvoir tsariste ; pas plus que l'argument linguistique, puisque le yiddish, loin d'être élevé au statut de langue à part entière, était considéré comme une non-langue, un allemand corrompu parlé par une caste vouée à disparaître. Ni Kautsky ni Lénine n'ont été sensibles au formidable essor du yiddish au XIX^e siècle, à sa transformation de jargon de la rue en une langue moderne, comme en témoignait le développement de la littérature yiddish³.

Les théoriciens marxistes n'accordaient aucune légitimité à une quelconque revendication nationale juive. « La culture nationale juive, c'est le mot d'ordre des rabbins et des bourgeois, le mot d'ordre de nos ennemis » », écrivait Lénine⁴. Totale­ment étrangers au monde de la *yiddishkeit*, ils n'envisageaient qu'une seule réponse à la question juive : l'assimilation, sur le modèle de celle réalisée par la Révolution française, qui constituait leur seule catégorie d'interprétation⁵. Le choix proposé aux Juifs était celui d'un dépassement de leur particularisme, d'une émancipation à l'échelle de la société⁶ ; le renoncement à un combat singulier au profit d'un combat universel d'où sortirait l'édification d'une société plus juste au sein de laquelle les Juifs trouveraient leur place. Tant pour Kautsky ou Bauer, que pour Lénine, le judaïsme était sans avenir ; sa disparition inéluctable.

Pour ces assimilationnistes, note Henri Minczeles, la société juive n'était pas un organisme vivant avec sa structure interne

moderne, Paris, Seuil, 1977, *Communismes au miroir français*, Paris, Gallimard, 1974. Ce ne sont là que quelques titres qui ont nourri notre réflexion dans une bibliographie immense.

1. Otto Bauer, *La question des nationalités et la social-démocratie*, Paris / Montréal, Arcantère / EDI / Gué­rin Littérature, 1988, 2 vol.

2. Enzo Traverso, *op. cit.*, p. 105.

3. *Ibidem*, p. 62-63 ; Régine Robin, *L'amour du yiddish. Écriture juive et sentiment de langue (1830-1930)*, Paris, Éditions du Sorbier, 1984.

4. Lénine, *Œuvres*, Paris, Éditions sociales, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1958-1976, tome 20, p. 18.

5. Enzo Traverso, *op. cit.*, p. 145.

6. Annie Kriegel, *Les Juifs et le monde moderne*, Paris, Seuil, 1977, p. 29.

comme les autres sociétés, mais un fossile social¹. Considérant l'assimilation des Juifs en Europe occidentale comme acquise, les marxistes de la II^e internationale voyaient dans le judaïsme d'Europe orientale, avec ses traditions, ses mœurs, sa structure sociale si particulière et sa langue, la marque de l'arriération de cette région. Selon Lénine, « la Galicie et la Russie [sont des] pays arriérés à demi sauvages, qui maintiennent les Juifs par la contrainte dans une situation de caste »². Ainsi, Otto Bauer expliquait que l'essor du capitalisme avait brisé le monopole juif du commerce. La circulation de l'argent s'étendait à l'ensemble de la société et les Juifs se mêlaient aux peuples environnants. Le judaïsme était donc destiné à disparaître avec l'entrée de ces sociétés dans la modernité³. Le socialisme était incapable de proposer au judaïsme un autre avenir que celui de son inéluctable déclin⁴.

La même grille est employée pour analyser la persistance de l'antisémitisme que les théoriciens marxistes perçoivent soit comme un phénomène d'arriération, à l'instar d'Engels pour qui c'est une « réaction des couches sociales arriérées, médiévales, contre la société moderne, composée essentiellement de capitalistes et de travailleurs salariés »⁵, soit comme « une arme de propagande de la classe dominante pour détourner vers une mauvaise cible l'anticapitalisme des masses travailleuses et de la petite bourgeoisie »⁶. Même si certains prennent conscience de l'ampleur du problème, comme Lénine qui déclare en 1914 qu'« aucune nationalité n'est aussi opprimée et persécutée que la nation juive, l'antisémitisme pousse des racines toujours plus profondes parmi les couches possédantes. Les ouvriers juifs gémissent sous le poids d'un double joug, qui les frappe en tant qu'ouvriers et en tant que Juifs »⁷.

Leur cadre d'analyse ne leur permet pas de prendre en compte l'émergence d'un antisémitisme moderne qui rencontre un écho certain dans la classe ouvrière. L'incapacité de la social-démocratie à comprendre la nature de ce phénomène la conduira dans des impasses tragiques et l'éloignera d'une partie de l'élite juive assimilée qui, confrontée à la violence de cet antisémitisme, va se tourner vers le sionisme. Le choc sera d'autant plus rude que l'assi-

1. Henri Minczeles, *Histoire générale du Bund*, Paris, Austral, 1995, p. 146.

2. Lénine, *op. cit.*, p. 18.

3. Enzo Traverso, *op. cit.*, p. 98.

4. Annie Kriegel, *op. cit.*, p. 38.

5. Enzo Traverso, *op. cit.*, p. 51. Lénine avait une position similaire : il considérait que l'antisémitisme était le produit de l'arriération et de la barbarie qui caractérisait le régime tsariste.

6. *Ibidem*, p. 246.

7. Lénine, *Œuvres*, tome 20, p. 178.

milation était considérée comme une donnée intangible par ces Juifs laïcisés, intégrés dans les couches sociales porteuses de la modernité politique, économique, intellectuelle et artistique à Vienne, Berlin ou Paris.

L'idée d'un retour à Sion est aussi ancienne que la dispersion des Juifs après leur défaite face aux Romains. « *L'An prochain à Jérusalem !* » Cette prière, répétée chaque année dans l'attente du messie, est restée du domaine du sacré jusqu'à la fin du XIX^e siècle, moment où elle prend la forme d'un projet politique : la construction en Palestine d'un État juif ou plus exactement d'un État des Juifs, comme l'écrit Herzl en 1896. La nuance n'est pas seulement sémantique¹.

Malgré leur peu d'intérêt pour le sionisme, les marxistes allemands et autrichiens le condamnent dès ses premiers pas, le considérant comme une aberration romantique, utopique et réactionnaire², un courant nationaliste animé par une petite élite intellectuelle, soutenu par quelques philanthropes de la grande bourgeoisie juive, mais dépourvu d'une base de masse et surtout sans avenir³. Pour Kautsky, l'entreprise sioniste en Palestine était vouée à l'échec pour des raisons tant pratiques que politiques. Le « pape du marxisme » doutait de la possibilité d'amener les Juifs à s'occuper d'agriculture et des perspectives de développement d'une industrie puissante en Palestine. Il pensait que l'aventure se terminerait en tragédie, car les Juifs ne réussiraient ni à devenir plus nombreux que les Arabes et ni à les convaincre « des bienfaits » que pourrait leur procurer un État juif⁴.

Jusqu'en 1917, les marxistes russes s'intéressèrent assez peu au sionisme, si ce n'est comme argument dans leur polémique avec le Bund. « Les bundistes, ce sont des sionistes qui ont le mal de mer », raillait Plekhanov, le fondateur du marxisme russe⁵. Lénine et Staline condamnaient certes le sionisme comme un mouvement réactionnaire et bourgeois, mais le Bund – le parti social-démocrate juif – était leur cible principale. Avant 1917, ni l'un ni l'autre n'a consacré de texte théorique ou même polémique au sionisme. Comme pour les autres partis de la social-démocratie européenne, le sionisme est demeuré une question marginale pour les marxistes russes, bolcheviks et mencheviks confondus. La question centrale résidait

1. Voir les remarques éclairantes de Claude Klein dans sa préface à la réédition du livre de Herzl, Théodore Herzl, *L'État des Juifs*, Paris, La Découverte, 1990, p. 5-12.

2. Walter Laqueur, *Histoire du sionisme*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », tome 2, 1973, rééd. 1994, p. 609.

3. Enzo Traverso, *op. cit.*, p. 96.

4. Walter Laqueur, *op. cit.*, p. 610-611.

5. Henri Minczeles, *op. cit.*, p. 124.

dans la relation entre les marxistes russes et le Bund¹. L'opposition au nationalisme juif, de la part de Lénine et de Staline, était avant tout le fruit de leur polémique avec le Bund, qui contestait les méthodes et les tendances hégémoniques des bolcheviks au sein de la social-démocratie russe. La construction d'un parti de révolutionnaires professionnels soumis à une discipline de fer était incompatible avec la volonté du Bund de conserver son autonomie organisationnelle et d'entretenir des rapports fédératifs avec le POSDR. Le conflit résultait davantage d'un rapport de forces défavorable aux bolcheviks² que de la volonté de Lénine et de ses compagnons de disputer au Bund le monopole du travail à l'égard de la population juive yiddishophone de la zone de résidence.

Il va prendre la forme d'une joute idéologique violente. Ignorant délibérément la spécificité de la structure sociale des Juifs de la zone de résidence, Lénine, assimilationniste convaincu, préfère présenter le Bund sous le jour d'un parti animé d'une passion nationaliste : « La question juive ne se pose pas autrement : assimilation ou particularisme ? Et l'idée d'une "nationalité juive" porte un caractère radicalement réactionnaire non seulement chez ses adeptes conséquents (les sionistes), mais aussi chez ceux qui s'attachent à la concilier avec les idées de la social-démocratie (les bundistes). L'idée d'une nationalité juive contredit les intérêts du prolétariat juif en créant chez lui, ouvertement ou implicitement, un état d'esprit hostile à l'assimilation, l'état d'esprit du ghetto. »³

Même si Lénine était convaincu de l'absolue nécessité de l'assimilation des Juifs, sa polémique avec le Bund puisait ses racines dans un constat chiffré : en 1903, le Bund comptait environ 30 000 membres contre 8 000 seulement pour le POSDR⁴. Dès lors, l'autonomie réclamée par le Bund était inacceptable pour Lénine dans la mesure où elle le privait du contrôle sur la majorité des membres de la social-démocratie russe. Aussi préféra-t-il la rupture au compromis, et le Bund quitta la social-démocratie russe, lors du congrès de Bruxelles en 1903, avant de la réintégrer trois ans plus tard.

Le degré d'intransigeance de Lénine à l'égard du nationalisme juif, incarné par le Bund, ne fut pas d'une constance absolue. Alors

1. Sur la fondation du Bund, voir *infra*.

2. « Si le Bund avait participé au congrès jusqu'à sa clôture, celui-ci aurait admis le principe d'un parti ouvrier recruté par adhésions et largement ouvert aux sympathisants, et les léninistes eussent été mis en minorité », Henri Minczeles, *op. cit.*, p. 141.

3. Lénine, *op. cit.*, tome 7, p. 99.

4. Henri Minczeles, *op. cit.*, p. 125.

qu'en 1903 il fustigeait l'idée d'une nationalité juive, en 1905 il définissait les Juifs comme une nationalité privée de tous les droits. En 1913, à la suite de Kautsky, il considérait les Juifs comme une caste et non comme une nation avant de critiquer Bauer qui leur refusait l'autonomie nationale culturelle bien qu'ils formassent une « nation extraterritoriale ». En 1913, il parle aussi des Juifs comme la « nation la plus opprimée et la plus persécutée ». Lénine, comme bon nombre de marxistes, ne savait trop comment faire entrer la question juive dans ses cadres d'analyse inadaptés : le judaïsme, en tant que phénomène historique, devait-il être considéré sous le seul angle religieux ou bien comme un fait d'ordre national relevant du politique¹ ?

Sa position fluctuait en fonction des événements, notamment après les pogroms des années 1903-1906, mais surtout suivant l'état de ses relations avec le Bund. Comme le souligne Enzo Traverso, il tendait à accepter l'idée d'une nation juive dans les périodes de collaboration avec le Bund (avant la scission de 1903, et en 1905, lorsque le Bund et les bolcheviks appelèrent ensemble au boycott de la Douma) et à la nier dans les phases de conflit (après la scission de 1903 et, après 1912, lorsque le Bund adhéra au bloc d'août, créé par les mencheviks)². Même lorsqu'en 1913 il confie à Staline la rédaction de plusieurs articles sur la question nationale, son objectif est moins de clarifier la position des bolcheviks sur ce problème que d'alimenter la polémique avec le Bund. Malgré les erreurs grossières et la pauvreté de la démonstration, Lénine n'hésita pas à faire les louanges du travail effectué par le « merveilleux géorgien ». Il pouvait ainsi reprendre son offensive contre le Bund : « L'article est excellent, écrit Lénine à Gorki. Il traite une question brûlante, et nous ne céderons pas un iota sur notre position de principe à la canaille bundiste. »³ Bien des années plus tard, alors que la polémique avec le Bund n'était plus qu'un souvenir ancien, les articles de Staline réunis en un seul ouvrage intitulé *Le marxisme et la question nationale* seront élevés au titre de référence scientifique obligée du mouvement communiste international sur la question nationale, et serviront de base à la négation de toute légitimité des revendications nationales des Juifs, puisque Staline, à la suite il est vrai de Kautsky, Bauer et Lénine, en avait décidé ainsi.

1. Annie Kriegel, *op. cit.*, p. 216.

2. Enzo Traverso, *op. cit.*, p. 147.

3. Lénine, *Polnoe Sobranie Sotchinenii*, Moscou, 1959-1965, tome XXXV, p. 57-59. L'expression « merveilleux géorgien » est employée par Lénine dans cette même lettre à Gorki.

Jusqu'en 1917, la position de Lénine sur la question juive est moins affirmée que ne pourrait le laisser croire son opposition de principe à toute forme de nationalisme juif. Elle reflète les « incertitudes théoriques de l'approche bolchevique de la question juive », selon l'expression d'Annie Kriegel¹, incertitudes elles-mêmes liées aux aléas des relations entre bolcheviks et bundistes. Quant au sionisme, il n'est pas au centre des préoccupations des bolcheviks, loin s'en faut. En réalité, avant l'année 1917, la lutte contre le sionisme est essentiellement du ressort du Bund pour lequel elle constitue un enjeu bien plus vital que pour les marxistes russes. Le monopole du Bund dans la lutte antisioniste assure un double bénéfice à Lénine et aux dirigeants bolcheviks : elle fragilise le Bund dans la mesure où celui-ci doit déployer temps, moyens et énergie pour combattre le mouvement sioniste ; la lutte contre le sionisme est assurée puisque précisément le Bund s'en charge suivant un argumentaire identique à celui des bolcheviks.

Autonomie contre Territoire

Le Bund fut fondé en septembre 1897, un mois après le congrès de Bâle, qui marque la naissance du mouvement sioniste. Si bundistes et sionistes s'accordaient pour reconnaître l'existence d'une nation juive et l'inadéquation de l'assimilation comme seule réponse à la question juive, ce qui les distinguait des marxistes russes, allemands et autrichiens, ils s'opposaient sur tout le reste : analyse, objectifs et méthodes.

Dès sa création, le Bund adopta un antisionisme radical. Lors de son quatrième congrès en 1901, il entérina une résolution sur le sionisme le considérant comme « une réaction de la classe bourgeoise contre l'antisémitisme et la situation anormale du peuple juif. Le sionisme politique érigeant pour but la création d'un territoire pour le peuple juif ne peut prétendre résoudre la question juive, ni satisfaire le peuple dans son ensemble et demeure une utopie irréalisable. Le congrès estime que l'agitation des sionistes compromet le sentiment national et peut être un frein au développement de la conscience de classe »².

Pour le Bund, le sionisme symbolisait une doctrine de fuite et de défaitisme. Pour lutter contre l'oppression dont les Juifs étaient l'objet, il fallait faire appel non seulement à la solidarité juive, mais également à la solidarité internationale prolétarienne, œuvrer pour

1. Annie Kriegel, *op. cit.*, p. 216.

2. Henri Minczeles, *op. cit.*, p. 77-78.

la révolution sociale, là où le travailleur était né, là où se trouvait sa vie familiale, professionnelle et politique¹.

Ce programme n'eût pas été très différent de celui des marxistes assimilationnistes si le Bund ne s'était distingué par l'originalité de son approche de la question juive. Pour les théoriciens du Bund, en premier lieu pour Vladimir Medem, la voie de la normalisation de la société juive passait non par l'édification d'un État bourgeois, mais par le développement d'une autonomie politico-culturelle. Reprenant les thèses de Bauer et de Karl Renner, les bundistes avançaient que l'élément central de la nation était constitué non par le territoire, mais par la langue considérée par Medem comme la source et le laboratoire de la culture nationale². Pour les Juifs, nation sans territoire, la solution consistait à revendiquer une autonomie nationale-culturelle visant à garantir les droits nationaux des minorités économiquement intégrées aux peuples dont elles partageaient le territoire. Cette autonomie devait ouvrir la possibilité pour chaque nationalité d'avoir son système d'enseignement dans sa propre langue, de l'utiliser dans les tribunaux et les administrations. Tous les citoyens appartenant à une nationalité donnée devraient rejoindre une organisation spéciale qui instituerait des assemblées culturelles dans chaque région et une assemblée culturelle générale pour l'ensemble du pays³. Les bundistes plaçaient le yiddish au cœur de leur projet d'autonomie nationale-culturelle. C'est ce lien linguistique qui permettait au Bund de développer son influence au sein du prolétariat juif, et qui faisait défaut aux marxistes russes. Les sionistes, qui considéraient le yiddish comme incarnant l'esprit de ghetto, axaient leur projet autour de la renaissance de l'hébreu pour le transformer en une langue moderne. La lutte du bundisme contre le sionisme s'est poursuivie jusqu'à la révolution d'Octobre. Dans les années qui la suivirent, les bundistes ralliés aux bolcheviks ne furent pas les partisans les moins fervents de la répression contre les sionistes. Mais surtout, après avoir tant combattu le Bund, Lénine une fois parvenu au pouvoir reprit ses principales propositions. Ce ne fut pas la moindre des ironies de l'histoire du mouvement ouvrier juif en Russie. Si sionistes, bundistes et marxistes russes se sont combattus souvent avec violence, des tentatives de synthèse ont toutefois été entreprises.

1. *Ibidem*, p. 283.

2. Enzo Traverso, *op. cit.*, p. 122.

3. Henri Minczeles, *op. cit.*, p. 278-279.

La synthèse impossible

Pour l'essentiel, deux projets ont marqué le sionisme socialiste : celui de Nachman Syrkin et celui de Ber Borokhov. Tous deux étaient partisans d'une réponse territoriale à la question juive – ce qui les rapprochait des sionistes – conjuguée avec la construction d'une société fondée sur des principes socialistes.

Pour Syrkin, le prolétariat juif est victime d'une double oppression à la fois comme classe et comme membre d'un groupe national persécuté. Il est donc nécessaire de mettre un terme simultané à ce double asservissement. Or, pour lui, la seule voie possible est la création d'un État national juif, en Palestine ou ailleurs, au sein duquel une société serait édifiée suivant les principes du coopératisme et de l'anarchisme. Le socialisme de Syrkin était fortement influencé par les populistes russes, dont il partageait l'idée selon laquelle il était possible de faire l'économie de la phase capitaliste. Son modèle était celui d'une auto-organisation des travailleurs dans des communes autonomes où la terre serait la propriété collective de ceux qui la cultivent¹. Les conceptions de Syrkin débouchèrent sur la fondation du Parti ouvrier sioniste-socialiste en février 1905.

L'unique véritable tentative de synthèse du marxisme et du sionisme a été opérée par Ber Borokhov, le théoricien du Poale Sion (les ouvriers de Sion). À partir de catégories d'analyse marxistes (conditions de production, rapport de production et forces de production), Borokhov constatait l'anormalité de la condition des Juifs d'Europe orientale².

Anormalité nationale puisque, privés de territoire comme toutes les nations extra-territoriales, les Juifs devaient s'adapter à des conditions de production extérieures qu'ils ne maîtrisaient pas³. Or, pour Borokhov, la lutte des classes ne pouvait réellement prendre son essor que si la question nationale avait été réglée au préalable. L'émancipation sociale ne pouvait être réalisée que si l'émancipation nationale avait été obtenue. Or, les Juifs étaient dépourvus de cette base territoriale stratégique. Une normalisation des conditions

1. Alain Dieckhoff, *L'invention d'une nation. Israël et la modernité politique*, Paris, Gallimard, 1993, p. 75-79. Pour de plus amples développements, voir Jonathan Frankel, *Prophecy and Politics. Socialism, Nationalism and the Russian Jews 1862-1917*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, p. 288-328.

2. Sur les théories de Borokhov, voir Alain Dieckhoff, *op. cit.*, pp. 80-89 ; Jonathan Frankel, *op. cit.*, p. 329-362 ; Enzo Traverso, *op. cit.*, p. 132-144.

3. Enzo Traverso, *op. cit.*, p. 138.

de production devait intervenir pour que le prolétariat juif puisse mener la lutte contre la bourgeoisie.

Anormalité sociale puisque la structure de la société juive était une pyramide inversée avec une paysannerie inexistante, une classe ouvrière pratiquement exclue de la grande industrie et concentrée dans les stades finaux de la production et une prolétarianisation synonyme de paupérisation des couches intermédiaires. Bref, « sans pays, sans base économique indépendante, pris dans le piège de relations économiques étrangères », les Juifs se trouvaient dans la situation d'une minorité nationale sans aucun pouvoir.

Dès lors, la solution du problème juif ne résidait ni dans l'assimilation, ni dans l'émancipation socialiste, mais dans l'autolibération et l'autoémancipation qui restaureraient « l'existence juive sur une base économique saine, clé de voûte de l'existence nationale et fondement d'une lutte des classes fructueuse vers la transformation socialiste de la vie nationale juive »¹. Au plan politique, les idées de Borokhov donneront naissance au Poale Sion. En Russie², le Poale Sion connaîtra plusieurs scissions, notamment après octobre 1917, et sera le dernier parti à être dissous par les bolcheviks (en 1928).

La greffe du marxisme sur le sionisme ne produisit pas de résultats concluants. En réalité, l'entreprise relevait de la quadrature du cercle, comme le souligne Alain Dieckhoff. Les contradictions entre les deux idéologies s'avéraient insurmontables et les sionistes-socialistes étaient mis devant un choix cornélien : soit sauver le marxisme contre le sionisme, soit sauver le sionisme contre le marxisme³. Les uns se dissoudront dans le bolchevisme ; les autres placeront la construction de l'État et l'édification nationale avant le socialisme, comme l'a fort bien montré Zeev Sternhell à propos du mouvement travailliste israélien⁴.

Si l'hostilité entre le sionisme et le communisme pouvait s'accommoder de quelques arrangements tactiques, illustrés par les fluctuations de la position de Lénine, elle n'en restait pas moins profondément ancrée. Au-delà des joutes idéologiques sur l'existence d'une nation juive, elle se fondait sur une concurrence plus essentielle. Sionisme et communisme se disputaient, sous des formes différentes, la légitimité universaliste, se targaient d'une même

1. Henri Minczeles, *op. cit.*, p. 268.

2. Il existait aussi des Poale Sion aux États-Unis, en Pologne, en Palestine mais avec des lignes politiques relativement éloignées les unes des autres.

3. Alain Dieckhoff, *op. cit.*, p. 88.

4. Zeev Sternhell, *Aux origines d'Israël. Entre nationalisme et socialisme*, Paris, Fayard, 1996.

prétention rédemptrice à créer une société nouvelle, un homme nouveau et plus prosaïquement visaient le « même cœur de cible » : le prolétariat juif d'Europe orientale et l'intelligentsia d'Europe occidentale.

II — Des idéologies concurrentes

L'universalisme prolétarien

L'affrontement entre le communisme et le sionisme – tout au moins avec les courants socialistes de ce dernier – est le produit d'un conflit de légitimité, autour de l'incarnation de l'universalisme. Le parallèle peut sembler contestable, puisque si le communisme relève d'une aspiration universaliste, le sionisme vise à reconstruire une identité nationale et à lui donner un cadre étatique, par conséquent il devrait être rangé dans la catégorie des aspirations particularistes. Mais, à y regarder de plus près, le sionisme se situait aussi sur le terrain de l'universalisme en proclamant l'unité du peuple juif dans la diaspora. Par là, il faisait appel au dépassement du cadre national des Juifs diasporiques pour qu'ils se fondent dans une nouvelle nation. Le sionisme, comme le communisme, fonctionne sur un ressort universaliste dans la mesure où il établit un lien, une relation, entre des individus et des groupes qui n'en avaient pas auparavant en leur proposant un changement d'identité, d'allégeance au profit d'une nouvelle fusion dépassant les particularismes antérieurs.

Cette concurrence est exacerbée par le fait que sionisme socialiste et communisme ont tous deux confié à la classe ouvrière la mission de devenir le fer de lance de leur universalisme, le noyau central de leur société nouvelle. Dans le cas du sionisme socialiste, la classe ouvrière n'est pas destinée à libérer l'humanité tout entière de l'oppression. Seul l'avenir du peuple juif lui est confié. Elle doit en devenir l'avant-garde et démontrer par son travail la viabilité du projet sioniste en Palestine et faire ainsi la preuve que la structure sociale de la société juive n'est pas une fatalité. Le salut des Juifs passe par leur « productivisation » – ouvrière et paysanne – en Palestine. Si le prolétariat juif n'est encore rien dans la société juive de la diaspora, il sera tout dans la société juive de Palestine, non pas une classe particulière, mais toute la nation¹. Les bolcheviks mettront en œuvre un programme similaire de « productivisation » après leur prise du pouvoir.

1. Alain Dieckhoff, *op. cit.*, p. 115.

Le sionisme puise son pouvoir d'attraction, sa force universaliste dans cette mission rédemptrice confiée au prolétariat juif. Les Juifs pourront mettre un terme à leur anormalité, se débarrasser de la malédiction de l'Exil en se dotant d'une armée du travail chargée de la conquête et de la construction nationale en Palestine, dont les *kibboutzim* seront la figure emblématique. L'image de l'ouvrier-paysan-soldat juif, vivant en structure socialiste, contribua à véhiculer la dimension universaliste du sionisme dans une proportion n'ayant aucune mesure avec sa place réelle dans la société et dans l'économie du Yishouv, puis d'Israël. Or, sur ce terrain de l'universalité prolétarienne, le sionisme entra en concurrence directe avec le communisme. Comme le souligne Alain Dieckhoff, on y retrouve « la même insistance sur la dimension socio-économique du bouleversement révolutionnaire ; même caractère total du changement révolutionnaire ; même conséquence radicale : l'avènement d'une société de travailleurs égaux »¹. Cependant, poursuit-il, le sionisme, à la différence du communisme, n'avait pas pour ambition de détruire l'ordre ancien, mais d'édifier ailleurs une nouvelle société.

Le communisme, qui s'est construit sur le dépassement de l'universalité bourgeoise en proposant une révolution totale, c'est-à-dire non seulement politique mais aussi sociale, voire quasi spirituelle en prétendant offrir un autre être-au-monde, ne pouvait rester indifférent à l'universalité prolétarienne sioniste. Le communisme a tenté de démontrer que son universalité – il est destiné à toute l'humanité et non à l'un de ses segments – était synonyme de libération pour les Juifs, qui pouvaient compter sur le soutien du prolétariat international. Il « a proposé que les Juifs échangent leur “particularisme obsessionnel” contre les particularités d'une classe, la classe ouvrière »². En adhérant au projet communiste, les Juifs prendraient part à la libération de l'humanité, qui mettrait fin à l'oppression dont ils étaient les victimes, et se situeraient dans une nouvelle perspective, internationaliste et prolétarienne, leur permettant d'échapper à l'antinomie judéité / antisémitisme par l'assimilation dans la lutte révolutionnaire.

Si ce schéma convenait assez bien au judaïsme occidental en voie d'assimilation, il était tout à fait inadapté au judaïsme oriental. Même si le sionisme pouvait sembler être un projet utopique et lointain, le refus du mouvement marxiste de reconnaître que la situation spécifique des Juifs en Europe orientale appelait une réponse particulière discréditait son discours assimilationniste.

1. *Ibidem*, p. 106.

2. Annie Kriegel, *op. cit.*, p. 33.

Subissant une oppression nationale et sociale, les Juifs ne pouvaient y adhérer ; la violence de l'antisémitisme populaire et prolétarien, tout comme celui des élites, renvoyait la possibilité de leur assimilation à des horizons fort lointains. L'universalisme socialiste pouvait attirer des Juifs assimilés, entrés dans la modernité, ayant rompu avec leur communauté d'origine, mais pas ceux qui vivaient l'antisémitisme au quotidien et à qui toute forme de reconnaissance de leur spécificité était refusée. Le sionisme et le bundisme s'engouffraient dans des espaces délaissés par les marxistes russes incapables de comprendre que leur universalisme révolutionnaire assimilationniste était rejeté par les Juifs d'Europe orientale.

Deux offres politiques

Concurrents par leur dimension universaliste et messianique, le communisme et le sionisme l'étaient aussi, et peut-être même surtout, parce qu'ils cherchaient à recueillir l'adhésion des mêmes catégories sociales. Les Juifs susceptibles de se tourner vers le sionisme ou le communisme étaient nécessairement ceux qui subissaient le plus violemment l'oppression : l'intelligentsia et les couches populaires et ouvrières.

Aussi bien dans l'Empire tsariste qu'en Europe centrale, le XIX^e siècle est marqué par l'émergence d'une couche intellectuelle juive, passée par les écoles et les universités, qui aspire à s'intégrer dans la société moderne¹. Mais, au tournant du siècle, avec la montée de l'antisémitisme et l'instauration de législations discriminatoires en Russie, cette intelligentsia ne trouve plus de débouchés. Alors qu'ils représentaient 14,4 % des étudiants des universités russes en 1886, les Juifs, après l'instauration du *numerus clausus*², ne constituent plus que 6,2 % de la population étudiante en 1894³. En Europe centrale, l'antisémitisme était prêché dans les universités et inclus dans les programmes des principales forces politiques ; dans une certaine mesure, il était une composante de l'idéologie officielle. L'intelligentsia juive restait donc marginalisée et discriminée⁴.

Cette situation constituait un terreau fertile pour la radicalisation

1. En 1895, les Juifs représentaient 10 % de la population étudiante en Allemagne, contre 1 % de la population totale et, à Vienne, les étudiants juifs constituaient 23,6 % des étudiants, contre 10 % de la population, Enzo Traverso, *op. cit.*, p. 56.

2. Le *numerus clausus* a été instauré en juillet 1887. La proportion de Juifs était limitée à 10 % dans les lycées et les universités et à 5 % à Moscou et 3 % à Saint-Petersbourg.

3. Robert J. Brym, *The Jewish Intelligentsia and Russian Marxism*, New York, Schocken Books, 1978, p. 55. En 1864, les Juifs ne formaient que 3,1 % de la population étudiante russe. La progression enregistrée entre 1864 et 1886 était donc spectaculaire.

4. Enzo Traverso, *op. cit.*, p. 56.

de ses membres et leur entrée dans le mouvement révolutionnaire – s'ils croyaient à l'assimilation socialiste – ou dans le mouvement sioniste – s'ils considéraient que la quête de l'assimilation déboucherait dans une impasse. Cette intelligentsia se trouvait dans une situation de *no man's land* : aliénée par rapport à sa tradition, qu'elle avait abandonnée ou reniée, et par rapport à la société, allemande, russe ou autrichienne qui ne l'acceptait pas comme en témoignait le développement de l'antisémitisme. Les intellectuels de langue yiddish évoluaient dans un contexte un peu plus favorable puisque, même s'ils subissaient la même oppression, et donc étaient entraînés vers la même radicalisation, leur lien avec leur communauté d'origine n'était pas coupé.

Ce groupe social formait une cible de choix pour les mouvements sioniste et marxiste ; ceux-ci n'auront de cesse de se le disputer. Le conflit potentiel deviendra latent après 1917 et éclatera en 1949 lorsque, après avoir soutenu sans réserve la création d'Israël, Staline décidera de détruire tout ce qui restait de l'influence sioniste et bundiste au sein de l'intelligentsia juive soviétique.

Le cas du prolétariat juif est plus complexe. Sa structure particulière posait un problème aux marxistes russes, dont les schémas reposaient sur le modèle de la grande industrie. Or, un tel prolétariat juif n'avait aucune réalité dans la Russie de la fin du XIX^e siècle. En 1897, 54,4 % des Juifs économiquement actifs étaient des commerçants, des colporteurs, ou des personnes sans occupation bien définie : les *Luftmenschen* ; 18,4 % étaient des artisans et environ 25 % des travailleurs salariés, dont 10 % de non-manuels¹.

La classe ouvrière juive était, pour l'essentiel, composée d'artisans : la zone de résidence comptait 500 000 artisans, soit 10 % de la population juive de Russie, dont plus de la moitié composée de tailleurs et de cordonniers, et seulement 50 000 ouvriers d'usine². Les artisans travaillaient pour leur propre compte ou dans des petits ateliers. Les paysans représentaient moins de 3 % de la population active juive. Cette structure sociale était peu propice à l'implantation d'un mouvement révolutionnaire tel que le concevaient les bolcheviks. Jusqu'en 1917, ils n'accomplirent aucun travail en direction de la classe ouvrière juive yiddishophone, laissant au Bund le monopole de ce qui était pour eux une *terra incognita*.

1. *Ibidem*, p. 115.

2. Robert Brym, *op. cit.*, p. 32.

En revanche, la concurrence entre bundistes et partis sionistes était vive. Les différents partis du sionisme socialiste totalisaient plus d'adhérents que le Bund¹. Le contrôle du prolétariat juif était avant tout un enjeu pour les partis juifs, alors qu'il restait un objectif marginal pour les bolcheviks, qui préféraient œuvrer en terrain connu : obtenir le ralliement du segment du judaïsme russe en voie d'assimilation.

Pourtant, Lénine souligna à plusieurs reprises le potentiel révolutionnaire des Juifs : « Si, des dix millions et demi de Juifs existant dans le monde entier, un peu plus de la moitié habitent la Galicie et la Russie, pays à demi sauvages, qui maintiennent les Juifs par la contrainte dans la situation d'une caste, l'autre moitié vit dans un monde civilisé, où il n'y a pas de particularisme de caste pour les Juifs et où sont clairement manifestes les nobles traits universellement progressistes de la culture juive : son internationalisme, son adhésion aux mouvements progressistes de l'époque (la proportion des Juifs dans les mouvements démocratiques et prolétariens est partout supérieure à celle des Juifs dans la population en général). »²

Lénine s'intéressait non au prolétariat juif de Russie, mais aux Juifs d'Europe centrale et occidentale, qui entraient dans son cadre de pensée assimilationniste. La sureprésentation des Juifs au sein des instances de direction du parti bolchevik a produit un effet de loupe grossissant et déformant. En réalité, le parti bolchevik attirait fort peu les Juifs, bien moins que les mencheviks, et sans commune mesure avec le Bund³. En janvier 1917, le parti bolchevik comptait seulement 958 Juifs pour 23 600 membres⁴, loin derrière le Bund et ses 40 000 membres⁵. La chute de l'Empire tsariste, en février 1917, montra que le courant majoritaire chez les Juifs de Russie n'est ni le Bund et encore moins le parti bolchevik, mais bien le sionisme qui, dans sa version socialiste, totalisait, toutes tendances confondues, environ 50 000 membres⁶. L'influence du sionisme ne se mesurait pas seulement à l'aune des effectifs des

1. En 1907 le Bund comptait 33 000 adhérents contre 54 000 pour les différents partis sionistes socialistes, *ibidem*, p. 79.

2. Lénine, *op. cit.*, tome 20, p. 18.

3. Au congrès du POSDR, il y avait 22 Juifs sur 96 délégués mencheviks, contre 12 Juifs pour 105 délégués bolcheviks.

4. Zvi Gitelman, *Jewish Nationality and Soviet Politics, The Jewish Section of the CPSU*, Princeton, Princeton University Press, 1972, p. 105.

5. Henri Minczeles, *op. cit.*, p. 305.

6. Benjamin Pinkus, « La participation des minorités nationales extra-territoriales à la vie politique et publique de l'Union soviétique 1917-1939 », *Cahiers du monde russe*, XXXVI (3), 1995, p. 299.

partis sionistes socialistes, mais aussi aux chiffres des départs vers la Palestine. Entre 1905 et 1914, l'Empire russe est le principal pourvoyeur d'immigrants. Au cours de cette seconde *aliya* (la « montée » vers la Palestine), la majorité des 35 à 40 000 immigrants qui arrivent en Palestine sont originaires de Russie¹. Parmi eux, un certain David Gryn, futur Ben Gourion².

III — La Palestine à Moscou

Déclaration Balfour et révolution d'Octobre

La publication de la déclaration Balfour (2 novembre) et la prise du pouvoir par les bolcheviks (7 novembre) se déroulèrent à cinq jours d'intervalle. La concomitance de ces événements ne devait que fort peu au hasard du calendrier. Inquiète des sentiments pro-allemands des Juifs russes et d'Europe centrale, la Grande-Bretagne cherchait à obtenir leur soutien – ainsi que celui des Juifs américains – pour qu'ils se rallient à l'Entente. En effet, l'alliance entre la Grande-Bretagne et le régime tsariste avait entraîné un certain désenchantement à l'égard de Londres parmi les Juifs d'Europe centrale et orientale³. Les Juifs allemands s'étaient lancés dans de grandes déclarations patriotiques au moment du déclenchement de la guerre, en août 1914, et la plus grande partie du mouvement sioniste était pro-allemande, même si quelques dirigeants et non des moindres – Chaim Weizmann, Vladimir Jabotinsky, Ahad Ha'am – considéraient cet engagement comme une erreur et tentèrent de corriger le tir. Toutefois, pour la majorité des Juifs à l'est de l'Europe, la victoire de la Russie, soutenue par la France et la Grande-Bretagne, serait synonyme de la perpétuation et peut-être même de l'aggravation de la persécution, alors que sa défaite ne pouvait que signifier leur libération⁴.

Après la chute du tsarisme en février 1917, l'inquiétude de la Grande-Bretagne s'accrut devant la montée des sentiments pacifistes, anti-annexionnistes. En avril 1917, le *Foreign Office* demanda

1. Il convient cependant de souligner que la majorité des Juifs qui quittent l'Empire tsariste ne se dirigent pas vers la Palestine, mais vers les États-Unis. De 1905 à 1914, plus d'un million d'émigrants prirent le chemin des États-Unis, contre 24 000 celui de la Palestine, Marie-Pierre Rey, « Juifs et émigration juive dans la politique extérieure soviétique : handicap ou atout ? 1917-1991 », *Historiens et Géographes*, n° 332, 1991, p. 251.

2. Voir Pierre Haski, *Ben Gourion*, Paris, Autrement, 1998.

3. Sharman Kadish, *Bolsheviks and British Jews. The Anglo-Jewish Community, Britain and the Russian Revolution*, Londres, Frank Cass, 1992, p. 138.

4. Walter Laqueur, *Histoire du sionisme*, *op. cit.*, tome 1, p. 259-261.

à son ambassadeur à Petrograd son opinion sur la mise en œuvre d'une politique pro-sioniste : « Nous pensons que l'une des meilleures méthodes pour contrer le pacifisme juif et la propagande socialiste en Russie serait d'encourager nettement les aspirations nationales juives en Palestine. »¹ Le *Foreign Office* était convaincu que le sionisme était le courant dominant parmi les Juifs russes et qu'en conséquence le sionisme était « le seul moyen d'atteindre le prolétariat juif »². L'auteur de ces propos, Ronald Graham, suggéra que le *Foreign Office* publiât une déclaration de sympathie en faveur du sionisme³ qui éloignerait les Juifs à la fois de l'influence allemande et de l'influence révolutionnaire. En soutenant le sionisme, Londres pourrait séduire les Juifs russes qui, à leur tour, s'emploieraient à écarter les perspectives d'une paix séparée avec l'Allemagne et le danger du défaitisme révolutionnaire léniniste. Si la déclaration Balfour permit à la Grande-Bretagne de regagner une partie du terrain perdu dans la société juive est-européenne, en revanche, elle ne fut d'aucune utilité pour freiner les aspirations pacifistes en Russie.

Les bolcheviks, tout juste après leur coup d'État, interprétèrent la déclaration Balfour comme une marque d'hostilité à leur égard. L'un des premiers actes de la diplomatie révolutionnaire du nouveau régime conduite par Trotski, fraîchement nommé Commissaire du peuple aux Affaires étrangères, fut de dénoncer les accords secrets Sykes-Picot⁴ signés en mai 1916 par la France et la Grande-Bretagne et ratifiés par la Russie aux termes desquels les trois puissances se partageaient la majeure partie du Proche-Orient actuel⁵. Ce geste accompli pour mettre fin à la diplomatie secrète était de toute évidence une réaction à la déclaration Balfour. Les bolcheviks dévoilaient ainsi les manœuvres franco-britanniques pour le partage de l'Empire ottoman alors que Londres avait promis une grande partie de ces territoires, dont la Palestine, aux Arabes

1. Sharman Kaddish, *op. cit.*, p. 139.

2. *Ibidem*, p. 141.

3. *Ibidem*, p. 143.

4. En fait signés par Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, et par Edward Grey, secrétaire d'État au Foreign Office.

5. Aux termes de l'accord, la France et la Grande-Bretagne se partageaient un territoire comprenant pour la France la Cilicie, le vilayet d'Adana, la bande côtière syro-libanaise ainsi que l'actuelle Syrie ; pour la Grande Bretagne les régions de Bagdad et Basra, l'actuelle Jordanie, les ports de Haïfa et Saint-Jean d'Acre ; la Palestine devait être placée sous régime international après consultation de la Russie, voir le texte de l'accord in Nadine Picaudou, *La décennie qui ébranla le Moyen-Orient, 1914-1923*, Bruxelles, Complexe, 1992, p. 201. La Russie était surtout attachée à conserver les droits et les privilèges des établissements orthodoxes en Terre sainte, Henry Laurens, *La question de Palestine*, Paris, Fayard, tome 1, « L'invention de la Terre sainte, 1799-1922 », 1999, p. 335.

un an avant les accords Sykes-Picot et s'engageait maintenant à tout faire pour faciliter la construction d'un foyer national juif en Palestine.

La révélation des accords Sykes-Picot par les bolcheviks quelques jours après la publication de la déclaration Balfour mit la France et la Grande-Bretagne dans une situation difficile. Comme le souligne Jean-Pierre Alem, elle arrivait au moment où l'armée du prince Faysal apportait aux alliés une aide efficace en Syrie. Elle conduisit l'Angleterre et la France à prononcer une série de déclarations, toutes en contradiction avec les promesses de la déclaration Balfour. Elle donna au nationalisme arabe, qu'exaltait sa renaissance militaire, de nouveaux aliments et de nouvelles cibles¹.

Les premiers pas de la Russie bolchevique étaient marqués par une instrumentalisation internationale de la Palestine, du sionisme et de la question juive ; ce qui n'était pas de très bon augure pour les relations futures entre le nouveau pouvoir et le sionisme. Pourtant, au cours des premières années, les dirigeants bolcheviks tolèrent, dans une certaine mesure, les activités du mouvement sioniste, tout en essayant de construire un projet alternatif à celui des héritiers de Herzl.

Quand les bolcheviks deviennent bundistes

Ce n'est pas la révolution d'Octobre, mais celle de Février qui libéra les Juifs de la législation discriminatoire tsariste. Le 4 avril 1917, Alexandre Kerenski, ministre de la Justice du gouvernement dirigé par le prince Lvov, publia un décret qui stipulait que « toutes les limitations apportées au droit des citoyens russes par la législation en vigueur à ce jour pour des raisons de religion, de croyance ou de nationalité sont annulées »². La fin de plus d'un siècle de mesures limitant strictement l'activité et la circulation des Juifs de l'Empire donna un formidable élan aux forces politiques de la société juive et démontra que le mouvement sioniste était le courant dominant.

Le premier congrès sioniste panrusse, qui se tint en mai 1917, rassembla 552 délégués représentant 140 000 porteurs de shekels appartenant à 700 communautés juives³. En septembre 1917, il

1. Jean-Pierre Alem, *La déclaration Balfour. Aux sources de l'État d'Israël*, Bruxelles, Complexe, 1982, p. 27.

2. Henri Minczeles, *op. cit.*, p. 307.

3. Salo W. Baron, *The Russian Jew under Tsars and Soviets*, New York, Macmillan, 1964, p. 178. Un shekel correspondait à un bon de cotisation pour l'œuvre sioniste remis

existait en Russie 39 périodiques sionistes en yiddish, 10 en hébreu et 3 en russe¹. Mais ce sont surtout les élections à l'Assemblée constituante de novembre 1917 qui révélèrent le poids de l'influence sioniste : sur près de 500 000 voix recueillies par les partis juifs, plus de 410 000 se portèrent sur les partis sionistes et religieux et 20 000 sur le Poale Sion, le parti sioniste d'extrême gauche. Les bundistes et les autres partis socialistes non sionistes obtinrent respectivement plus de 31 000 et 29 000 voix².

Une fois au pouvoir, les bolcheviks, qui n'avaient jusque-là effectué aucun travail en direction de la communauté juive et dont la politique se résumait à faire l'apologie de l'assimilation, devaient adopter un programme, faute de quoi la société juive russe basculerait dans le camp sioniste. Or, le seul existant et qui était un tant soit peu adapté aux besoins des Juifs russes était celui d'autonomie nationale-culturelle du Bund.

Pourtant, les relations entre le Bund et les bolcheviks ne s'étaient guère améliorées avec la révolution d'Octobre. Le huitième et dernier congrès du Bund, en décembre 1917, débattit passionnément du « coup d'État bolchevique » et adopta la résolution suivante : « La révolution que nous vivons présentement ne peut pas conduire à l'établissement du socialisme en Russie [...] parce que les forces prolétariennes sont encore à un niveau trop bas. Toutes les tentatives visant à transformer la révolution actuelle en une révolution sociale ne trouveront pas l'appui de la majorité non prolétarienne de la population russe et sont inévitablement vouées à un échec qui aboutira à la ruine de la situation économique et du prolétariat et de la paysannerie. [...] En exploitant toutes ces circonstances et en encourageant les manifestations spontanées des masses au moyen de leurs mots d'ordre et de leurs promesses démagogiques, les bolcheviks se sont emparés du pouvoir par une insurrection armée le 25 octobre. [...] En conséquence [...] il faut mobiliser les forces de la classe ouvrière derrière le parti social-démocrate pour combattre les méthodes blanquistes qui règlent les problèmes par la contrainte, à coups de "décrets" et avec l'aide des fusils [...] et compromettent l'idéal socialiste aux yeux des masses. [...] Il faut combattre de toutes ses forces la politique bolchevique, mobiliser les masses

à tout donateur de la diaspora. Le shekel était une monnaie d'or ou d'argent en usage au Proche-Orient dans l'Antiquité. Elle fut frappée par les autorités juives durant la révolte contre les Romains. Le shekel donna son nom à la monnaie israélienne.

1. J. B. Schechtman, « L'URSS, le sionisme et Israël », in Lionel Kochan, *Les Juifs en Union soviétique depuis 1917*, Paris, Calmann-Lévy, 1971, p. 144.

2. Salo W. Baron, *op. cit.*, p. 178.

populaires dans ce but, exiger que l'Assemblée constituante ait les pleins pouvoirs dans ce pays. »¹

Le rapport à la démocratie marquait une ligne de rupture entre le Bund et les bolcheviks. Le Bund était opposé aux méthodes autoritaires et brutales du nouveau pouvoir, même si finalement une part importante des militants bundistes, convaincus ou résignés, finirent par rallier le Parti communiste russe. Suivant une méthode à laquelle ils étaient rompus, les bolcheviks adoptèrent, après l'avoir violemment combattue, la politique de leur adversaire pour mieux l'éliminer. Lénine avait fini par admettre qu'une structure particulière était nécessaire pour que le message bolchevique puisse être reçu par la population juive yiddishophone². Mais sa décision était largement d'ordre tactique ; il lui fallait improviser une politique pour atteindre un groupe fermé à son influence.

Au cours d'un entretien à la fin de 1917, Simon Diamenstein, l'un des rares bolcheviks à connaître la société juive, obtint l'accord de Lénine pour créer une section juive au sein du parti bolchevique : la *Evseksia*³. Parallèlement, le Commissariat du peuple aux Nationalités (*Narkomnats*), dirigé par Staline, se dote d'un Commissariat aux Affaires juives (*Evkom*). Cependant, le *Evkom* n'eut guère de succès : les organisations juives répondirent aussitôt par un boycott⁴. En outre, il comprenait surtout des hommes qui n'avaient pour ainsi dire aucun lien avec la réalité nationale juive⁵. Pendant ce temps, le mouvement sioniste ne cessait de progresser. En 1918, il comptait 1 200 sections locales rassemblant 300 000 membres⁶. Il devenait donc urgent pour la *Evseksia* de se mettre au travail avec un objectif : étouffer les bundistes et les sionistes, d'une part, en reprenant l'action du Bund en direction du prolétariat juif et, d'autre part, en lançant le mot d'ordre « la Palestine à Moscou » afin d'offrir une alternative soviétique au sionisme. La *Evseksia* devait prendre tout le pouvoir, au nom de la classe ouvrière juive et instaurer la dictature du prolétariat dans la « rue juive »⁷.

La *Evseksia* fut constituée le 20 janvier 1918. Son programme était articulé autour de trois objectifs :

1. Henri Minczeles, *op. cit.*, p. 319.
2. Zvi Gitelman, *op. cit.*, p. 119.
3. Acronyme de *Evreiskaia Sektsia*, « section juive ».
4. Henri Slovès, *L'État juif de l'Union soviétique*, Paris, Les Presses d'aujourd'hui, 1982, p. 26.
5. J.-B. Schechtman, *op. cit.*, p. 145.
6. *Ibidem*, p. 144.
7. Henri Slovès, *op. cit.*, p. 30.

- développer les idées de la révolution d'Octobre au sein de la population juive ;
- appliquer la politique nationale du gouvernement soviétique parmi les masses juives ;
- former des bolcheviks juifs pour les rapprocher du parti et les y intégrer.

Pour assurer son activité de propagande en milieu juif, la *Evsekt-sia* fut dotée, en mars 1918, d'un journal en yiddish, *Di Vorhayt*. Le yiddish devint l'instrument linguistique au service du communisme, note Henri Minczeles¹, mais aussi celui de la lutte contre le sionisme. Entre 1920 et 1930, le yiddish connut son âge d'or en URSS : écoles, revues, littérature, théâtre, journaux, etc.² Le yiddish fut même élevé au rang de langue officielle en Biélorussie et en Ukraine. Le dernier point du programme visait à attirer dans le giron du pouvoir les concurrents directs du parti bolchevik : les bundistes et les autres socialistes juifs.

L'offensive de la *Evsekt-sia* plaçait le Bund dans une situation douloureuse. La dissolution expéditive de la première assemblée constituante élue démocratiquement en Russie confirma les craintes du Bund quant à la pente dictatoriale de leurs frères ennemis bolcheviques. Mais la reprise par la *Evsekt-sia* du programme qu'il avait soutenu depuis sa fondation ainsi que les violences pogromistes perpétrées par les armées blanches, en particulier en Ukraine – ce qui ne laissait guère d'illusions sur ce qui attendaient les Juifs en cas de défaite de l'Armée rouge – avaient largement entamé l'unité du Bund. Divisé entre ceux qui, par séduction, ambition ou résignation, voulaient intégrer le pouvoir et ceux qui restaient opposés aux bolcheviks après vingt ans d'âpres combats, le Bund finit par éclater en 1920. Une majorité se prononça pour l'affiliation du Bund en tant que mouvement autonome au parti bolchevik – ce qui était à l'origine du différend entre les deux partis depuis 1903 –, tandis que la minorité réaffirma son attachement à la social-démocratie et son rejet d'un pouvoir minoritaire et violent. Mais, comme l'avait prédit Raphaël Abramovitch, le leader de la minorité, une fois le Bund affaibli, les bolcheviks en profitèrent pour lui porter le coup de grâce³. Aucune des exigences du Bund communiste ne fut satis-

1. Henri Minczeles, *op. cit.*, p. 311.

2. Jeffrey Veidlinger, « Let's Perform a Miracle : The Soviet Yiddish State in the 1920's », *Slavic Review*, vol. 57, n° 2, 1998, p. 372-397.

3. « Votre formation, qui se veut indépendante, sera rapidement engloutie dans ses rangs. Vous serez vite absorbés, perdant en chemin tout ce qui était cher à chaque bundiste », Henri Minczeles, *op. cit.*, p. 327.

faite : pis, il dut se saborder pour que ses militants puissent adhérer individuellement au parti bolchevik. Le Bund s'est autodissous en mars 1921, dans une atmosphère empreinte d'une grande émotion. Finalement, relativement peu de bundistes rejoignirent les rangs bolcheviques. En 1925, sur 31 200 adhérents juifs du parti communiste soviétique, 2 799 étaient d'anciens bundistes, soit environ 9 %, ce qui représentait à peine 7 % des effectifs du Bund de 1918¹.

L'absorption des autres partis ouvriers juifs ne présenta pas de difficultés majeures pour les bolcheviks. Le Poale Sion se divisa en 1919 en deux fractions : l'une voulait, avec le soutien de l'Union mondiale, adhérer au Komintern et créa le Parti communiste juif Poale Sion (*Yekape*) tandis que l'autre, le Poale Sion social-démocrate, se maintint mais fut exclu de l'Union mondiale. Le Poale Sion tenta alors de se faire admettre au Komintern, mais les bolcheviks employèrent la même tactique que pour le Bund : il n'était pas question de l'y faire entrer en tant qu'organisation à part entière.

Dans un premier temps, le Komintern exigea que le Poale Sion éclaircisse sa position à l'égard de la Palestine : « Le Poale Sion communiste a demandé son admission au Komintern. Le Comité exécutif a posé comme condition à cette affiliation l'autodissolution du Poale Sion afin qu'il réunisse un congrès d'ici cinq mois, l'acceptation totale des thèses des II^e et III^e congrès du Komintern ainsi que l'abandon total des tendances et des théories sionistes. Les camarades juifs doivent se déclarer contre les tendances à la colonisation juive en Palestine. »² L'entrée du Poale Sion au Komintern fut rejetée ; seules les adhésions individuelles furent acceptées. Pour justifier sa décision, le Komintern prit prétexte de la position du Poale Sion sur la Palestine : « Le thème de la Palestine, les tentatives de détourner les masses travailleuses juives de la lutte des classes par la propagande en faveur d'une installation à grande échelle en Palestine ne sont pas seulement nationalistes et petites-bourgeoises, mais contre-révolutionnaires, si de larges masses ouvrières sont agitées par cette idée et ainsi détournées d'une lutte efficace contre les exploiters capitalistes juifs et non juifs. » La déclaration du Komintern s'achevait par un appel demandant à toutes les sections de l'IC de soutenir la minorité du Poale Sion qui acceptait les conditions posées à l'adhésion du principal parti sioniste socialiste. De toute évidence, les concessions faites par le Poale Sion à propos de la

1. *Ibidem*, p. 330.

2. CRCEDHC, f. 495, o. 154, d. 143, l. 41, cité in Taline Ter Minassian, *La politique soviétique au Moyen-Orient et les minorités du début des années vingt à la veille de la Guerre froide*, Thèse de doctorat, IEP, 1995, volume 2, p. 425.

Palestine étaient jugées insuffisantes¹. Mais le véritable motif du refus de l'IC se situait ailleurs : le parti bolchevik devait devenir hégémonique dans le prolétariat juif².

Inverser la pyramide

L'anormalité de la société juive, selon le schéma marxiste – la fameuse pyramide inversée décrite par Borokhov –, était à la source de l'incompréhension des bolcheviks. Ils ne savaient que faire avec cette société sans ouvriers – au sens où ils l'entendaient – ni paysans. Le remède semblait donc simple : il fallait normaliser la société juive, autrement dit la « productiviser », puisque le reproche essentiel qui lui était adressé concernait son caractère improductif, spéculatif, parasitaire et pour tout dire inutile.

Les bolcheviks n'étaient pas les seuls à formuler cette analyse. Des tsars, du moins ceux qui avaient eu quelques velléités de réformes, aux sionistes, en passant par les sociaux-démocrates allemands et autrichiens, tous aboutissaient à la même conclusion : la Rédemption des Juifs passait par le développement du travail ouvrier et / ou paysan. D'ailleurs, le programme de productivisation des Juifs mis en œuvre par les bolcheviks après 1917 visait en grande partie à concurrencer le projet sioniste en Palestine, comme en témoigne le discours du chef de la *Evseksia* lors de la conférence des sections et commissariats juifs en octobre 1918 :

« La révolution d'Octobre a créé de grandes possibilités pour les travailleurs juifs dans le domaine agricole. Sous le règne des

1. Lors du II^e congrès du Komintern, un représentant de l'Union mondiale des Poale Sion défendit la demande d'adhésion au Komintern. À propos de la Palestine, il fit l'intervention suivante : « Quelle est notre attitude, celle du Poale-Sion communiste, à l'égard de la Palestine ? Tout d'abord, nous n'avons pas l'intention de créer un État, et surtout pas avec le soutien de l'impérialisme britannique. Nous sommes convaincus que, dans le processus de productivisation des masses juives, à l'époque de la révolution sociale, un nombre important de Juifs quitteront les pays dans lesquels ils vivent actuellement en masse, tels que l'Ukraine, la Lituanie et surtout la Pologne. Une partie d'entre eux se rendra en Palestine et y travaillera dans l'agriculture... Quand la Palestine, dans la progression ultérieure de la révolution sociale, deviendra un État soviétique, la question de la colonisation juive de ce pays fera partie de la question générale de la productivisation des masses juives et de leur participation à l'édification d'une société humaine, travailleuse et libre. Ces idées que nous défendons n'ont rien à voir avec le projet d'un État juif, et surtout pas d'un État bourgeois », Henri Sloves, *op. cit.*, p. 50.

2. En 1923, il ne restait plus aucun parti ouvrier juif, à l'exception, curieusement, de la minorité du Poale Sion qui était restée social-démocrate. Ce parti fut la dernière formation non bolchevique à être dissoute en 1928. Le parti ouvrier socialiste juif unifié, né en juin 1917 de la fusion du parti ouvrier sioniste socialiste et parti ouvrier juif socialiste, se rallia lui aussi au pouvoir soviétique en janvier 1919, avant d'être totalement absorbé par les bolcheviks la même année.

tsars, les masses populaires juives étaient enfermées dans un ghetto. On ne leur permettait pas de travailler la terre et cela les obligea à devenir des marchands, des colporteurs. Ainsi s'est formée chez nous une classe de gens ayant une psychologie de bourgeois et des poches de prolétaires. À la suite des transformations économiques que connaît notre pays, ces marchands perdent aujourd'hui tout moyen d'existence. Nombre d'entre eux ne vivent que de l'air du temps et cela développe chez eux un sentiment antisoviétique. Nous devons en tenir compte. Nous devons prendre les mesures nécessaires pour que ces hommes deviennent productifs, pour qu'ils puissent servir notre république socialiste soviétique. Nous devons créer des communes juives et former des travailleurs agricoles juifs. **Nous devons créer une Palestine à Moscou.** Nous devons détruire la psychologie bourgeoise de ces hommes aux poches prolétariennes. »¹

La stupeur fut générale dans l'Assemblée, rapporte Henri Slovès. Le programme de Diamenstein était beaucoup trop nationaliste aux yeux des délégués. Non seulement le chef de la *Evseksia* voulait venir en aide aux « petits-bourgeois » juifs, c'est-à-dire l'ennemi de classe, mais en plus il venait en une phrase d'associer deux termes parfaitement antinomiques : Palestine et Moscou.

Diamenstein se plaçait délibérément sur le terrain de ses adversaires sionistes et bundistes pour tenter une synthèse soviétique. Il prenait en compte la spécificité de la société juive, ce qu'avaient toujours fait les bundistes dans leurs polémiques avec Lénine, et proposait un projet de règlement global de la question juive par sa normalisation sociale et territoriale, même si un État juif soviétique n'était pas explicitement évoqué. « La formule annonçait "Palestine plus Moscou", autrement dit une sorte de paradis terrestre des Juifs et pour lequel même les sionistes oublierait le sionisme et la Palestine », remarque fort justement Henri Slovès².

Le discours de Diamenstein annonce la politique qui sera celle du pouvoir soviétique à l'égard des Juifs jusqu'au milieu des années trente : les productiviser, les territorialiser et concurrencer le projet sioniste en le dépassant. Le sionisme à la soviétique serait réellement universaliste, car il permettrait aux Juifs de s'émanciper du poids de leurs structures sociales archaïques en même temps que de l'oppression nationale et sociale.

Cependant, la guerre civile suspendit les projets de Palestine à Moscou de Diamenstein. À l'issue de cette « sale guerre », selon

1. Cité in Henri Slovès, *op. cit.*, p. 31-32.

2. *Ibidem*, p. 33.

l'expression de Nicolas Werth, la société juive se trouvait dans une situation des plus critiques. Certes, les Juifs avaient acquis de nouveaux droits, la zone de résidence était supprimée, nombre d'entre eux intégrèrent l'appareil d'État et du parti, mais ils ne représentaient qu'une minorité. En réalité, la grande majorité était totalement désemparée. La guerre civile les avait durement touchés et une bonne partie de la population juive, du fait de son origine sociale, se trouvait rangée dans la catégorie des « ennemis du peuple » et des citoyens privés de leurs droits (les *lichentsy*), devenus, par l'obsession de la catégorisation du nouveau pouvoir, des « éléments socialement étrangers » et des « éléments déclassés »¹. Il était donc nécessaire de trouver une solution, faute de quoi les Juifs ainsi délaissés allaient se tourner vers le mouvement sioniste. C'est alors qu'émergea l'idée d'installer les Juifs à la campagne.

La révision de la politique à l'égard des Juifs impliquait, dans un premier temps, une nouvelle approche idéologique. Elle fut formulée par Grigorii Broido², l'adjoint de Staline au *Narkomnats*, dans un rapport rédigé en 1923. Les Juifs travaillant dans le petit commerce et le petit artisanat ne doivent plus être considérés comme des ennemis du peuple mais comme des paysans pauvres, alliés potentiels du prolétariat³. Dès le départ, les responsables soviétiques ont été sensibles aux implications internationales de leur lutte contre le sionisme. Dans son rapport, Broido manifeste le souci de tenir compte des aspects internationaux de la politique d'alliance entre la rue juive petite bourgeoise et le prolétariat : « Ce type de politique peut aussi avoir des avantages internationaux : a) elle s'opposera au sionisme sur la scène internationale ; b) elle résoudra le problème juif qui est très douloureux ; c) elle résoudra en effet un problème que la bourgeoisie n'a pas été capable de résoudre depuis des siècles ; d) elle provoquera la sympathie du judaïsme européen et américain qui jouent un rôle significatif dans notre politique étrangère ; et finalement e) elle nous aidera à mobiliser des flux de ressources en provenance de l'étranger et à réhabiliter notre agriculture. »⁴

1. Voir A. I. Dobkin, *Lichentsy, 1918-1936*, Moscou, Znemia, 1992.

2. Broido, était un menchevik rallié aux bolcheviks en 1918. Il est nommé vice-commissaire aux nationalités en 1921 au côté de Staline, et directeur de l'Université communiste des travailleurs d'Orient qui avait pour vocation de former les cadres révolutionnaires pour l'Orient. La plupart des dirigeants des partis communistes du Moyen-Orient sont passés par cette université.

3. Mattityahu Mintz, « Illegal Zionist Organisations in Ukraine », *Jews in Eastern Europe*, 3 (31), 1996, p. 51.

4. Mattityahu Mintz, « The Birobidzhan Idea : When it Was First Proposed ? », *Jews in Eastern Europe*, 1(26), 1995, p. 7.

Les plus hautes autorités de l'État-parti soviétique avaient bien conscience de la difficulté de la situation : en décembre 1923, le Politburo décida de nommer une commission chargée d'étudier les implications politiques et pratiques du projet d'implantation des Juifs à la campagne. Dans son rapport, la commission soulignait la nécessité de trouver un territoire pour former un district juif, déconseillait explicitement de choisir l'Ukraine méridionale ou la Crimée en raison des sentiments antisémites des habitants de ces régions. Elle proposait finalement d'étudier deux possibilités : la République de Kirghizie ou la province du sud-ouest, c'est-à-dire, selon toute probabilité le sud-est de la Sibérie¹. Quelques mois plus tard, le pouvoir soviétique crée le Komzet et l'Ozet,² qui sont chargés de mettre en œuvre le projet d'installation à la campagne d'une partie de la population juive. Pour financer le projet, une collaboration est engagée avec des organisations américaines, notamment avec le Joint Distribution Committee, qui sera au cœur de l'affaire des Blouses blanches trente ans plus tard.

Un plan prévisionnel de colonisation fut élaboré, aux termes duquel environ 100 000 familles juives seraient amenées à s'installer à la campagne au cours des dix années à venir (1927-1936)³. Il fut entériné, le 15 juin 1926, par le présidium du Comité exécutif central (le VTSIK) qui, dans une résolution, le déclarait « conforme tant aux intérêts d'État qu'aux besoins les plus urgents de la population laborieuse juive »⁴.

Il restait à choisir les régions où ces 100 000 familles allaient s'installer. L'Ukraine semblait exclue. Le 19 mai 1926, le Conseil des commissaires du peuple de l'Ukraine publia un décret intitulé « Dispositions pour améliorer la situation matérielle des masses laborieuses juives », dans lequel il soulignait que, « étant donné la pénurie des terres en Ukraine, qui empêche de donner pleine satisfaction à la fraction de la population juive qui désire passer à l'agriculture, il y a lieu de présenter une requête au Comité central exécutif de l'Union soviétique afin qu'il soit mis à disposition des postulants juifs d'Ukraine des fonds domaniaux du Caucase, de

1. *Ibidem*.

2. Le Komzet, acronyme de Komitet po zemel'nomu ustroistvu trudiachtchikhtsia evreev (Comité pour l'établissement des travailleurs juifs dans l'agriculture), est créé le 29 août 1924. Parmi ses membres, on trouve, entre autres, Maxime Litvinov, alors vice-commissaire aux Affaires étrangères. L'Ozet (Obchtchestvo po zemel'nomu ustroistvu trudiachtchikhtsia evreev v SSSR) (Société pour l'établissement dans l'agriculture de travailleurs juifs en URSS) est instituée quelques mois plus tard, en janvier 1925. Sur les compétences respectives des deux organisations, voir Henri Slovès, *op. cit.*, p. 81-84.

3. *Ibidem*, p. 86.

4. *Ibidem*, p. 89.

Crimée, de Sibérie et d'autres régions »¹. La Crimée accueillait déjà des colonies agricoles juives, mais n'était pas en mesure de recevoir les 100 000 familles du plan. Il fallait donc trouver un territoire capable d'absorber cet afflux de population en offrant des terres cultivables et sans que cela provoque des réactions antisémites de la part de la population locale.

Dans le même temps, la question d'un territoire qui serait accordé aux Juifs commença à être discutée². L'espoir d'obtenir un territoire juif autonome fut ravivé lorsque Mikhaïl Kalinine, chef de l'État soviétique et personnalité respectée, évoqua cette perspective en légitimant les aspirations nationales juives devant le congrès de l'Ozet, en novembre 1926 : « Il me semble que l'aspiration qui s'est fait jour dans une partie importante de l'intelligentsia populaire juive et une couche plus vaste encore de la population juive tombée dans la misère, c'est-à-dire l'aspiration de revenir à la terre, repose certes et avant tout sur une nécessité économique, sur le désir de renforcer et consolider sa propre base économique. Je dois pourtant ajouter que, si j'aborde ce problème sur le plan idéologique, d'un point de vue national, je vois apparaître de manière sous-jacente un phénomène puissant, inconscient peut-être, mais de masse, une aspiration à préserver sa propre nationalité. Il me semble que ce phénomène représente une des formes de l'autopréservation nationale. Il est naturel que la population juive, avec sa culture si ouverte, sa maturité politique et sociale forgée dans les combats séculaires pour l'existence, sente à son tour resurgir en elle-même une aspiration à trouver sa place nationale au sein de l'Union soviétique. Le contraire eût été inconcevable. Le peuple juif se trouve placé devant une grande tâche : préserver sa propre nationalité. Pour ce faire, il faut transformer une bonne partie de la population juive en population paysanne solidement établie sur la terre et qui devrait se compter, pour le moins, par centaines de milliers. »³

Le discours de Kalinine provoqua de très vives réactions au sein de la *Evseksia*, qui y voyait une transgression des principes léninistes. Mais la déclaration de Kalinine ne pouvait être prise à la légère : une entité juive soviétique était bien envisagée par le pouvoir. Staline, semble-t-il, fit savoir au premier secrétaire du Bureau central de la *Evseksia*, Tchemerisky, que les Juifs auraient bien une région, mais que ce ne serait pas la Crimée⁴.

1. *Ibidem*, p. 90.

2. Nora Levin, *op. cit.*, p. 144.

3. Henri Slovès, *op. cit.*, p. 94-95.

4. Nora Levin, *op. cit.*, p. 149.

Sion en Extrême-Orient

Les documents conservés dans les archives soviétiques montrent que l'idée d'installer les Juifs au Birobidjan commence à émerger dès 1924, et non en 1926 comme on le pensait jusqu'à présent. Martin Latsis, membre du Komzet et ancien directeur du département secret-opérationnel de la Tcheka¹, fut le premier à évoquer cette région dans un rapport à la fin de l'année 1924. Selon Latsis, l'installation de 100 000 familles juives à la campagne – le chiffre qu'il avance sera repris dans le plan prévisionnel deux ans plus tard – nécessitait de trouver des terres vierges et cultivables. Le seul espace qui correspondait à cette définition se situait, d'après lui, dans une région de l'Extrême-Orient dans le district de l'Amour et comprenait :

- a) un endroit entre les fleuves Zeira et Amour, le long de la ligne de chemin de fer au sud de l'Amour et au nord incluant la région de Kukhmerlin et
- b) la région de Bira entre les fleuves Bira et Amour et la région de Primorskaia dans l'oblast' de Kiia le long des fleuves Kiia et Khor et la région de Trans-Amour le long des fleuves Kur et Tunguzka².

Même si les régions décrites ne correspondent pas exactement au territoire qui finalement formera le Birobidjan, il n'en reste pas moins que, dès 1924, Latsis le considère comme l'espace le plus approprié pour recevoir les 100 000 familles juives.

Contrairement à l'interprétation avancée jusqu'alors, le Birobidjan n'a pas d'abord été envisagé pour des raisons stratégiques – la défense de l'Extrême-Orient soviétique face à la Chine et au Japon –, mais bien pour trouver une solution territoriale à l'installation des Juifs dans l'agriculture. L'Ukraine et la Crimée ayant été écartées, le Birobidjan fut choisi en 1928 pour devenir une unité nationale, administrative et territoriale juive parce que cette alternative était déjà envisagée depuis quatre ans. Les considérations stratégiques ont certainement fait pencher favorablement la balance, mais elles n'étaient pas à l'origine du projet.

Le choix du Birobidjan ne fit pas l'unanimité au sein de la *Evsksia* et des institutions chargées de l'installation des Juifs à la campagne. Le Birobidjan était une terre éloignée, sans aucun lien

1. Alexandre Kokourin, Nikita Petrov, « VTchK (1917-1922) », *Svobodnaia Mysl'*, n° 6, 1998, p. 107.

2. Matityahu Mintz, « The Birobidzhan Idea... », *op. cit.*, p. 8.

avec l'histoire juive, contrairement à l'Ukraine et la Crimée. L'idée d'un territoire juif heurtait les anciens bundistes qui restaient attachés à l'autonomie culturelle extra-territoriale. Ce débat resurgira à partir de 1943 avec le projet de République juive en Crimée, défendu par les dirigeants du Comité antifasciste juif, Solomon Mikhoels et Itzhik Fefer.

Pour l'heure, il fallait donner vie à ce projet. Selon une logique toute soviétique, un plan de colonisation fut établi prévoyant pour chaque année le nombre d'immigrants. Mais ce fut un échec. L'éloignement de la région, l'absence de liens historiques avec la société juive, l'improvisation la plus totale dans la réalisation du projet, les rudes conditions de vie découragèrent bien des candidats. Chaque année, au moins la moitié des nouveaux immigrants repartait presque aussitôt. Les purges de l'année 1937 porteront le coup de grâce à cette « Palestine soviétique » en la privant de ses principaux organisateurs¹.

Les débuts difficiles du Birobidjan réclamaient de donner un élan supplémentaire à l'entreprise et donc d'en pousser la logique à son terme : la création d'une entité juive dans le cadre des institutions soviétiques. Le 7 mai 1934, par une décision du Comité central exécutif, le Birobidjan fut transformé en Région autonome juive. Région autonome ne signifiait pas République soviétique et encore moins État indépendant mais, pour la première fois depuis l'Antiquité, les Juifs disposaient d'un espace autonome. Trois semaines après cette décision, Mikhaïl Kalinine fit un discours dans lequel il exalta la nationalité juive, mais version socialiste ; il laissait entendre que la région accèderait bientôt au statut de République et affichait sa volonté de concurrencer le projet sioniste².

Si la création de la région autonome au Birobidjan avait d'abord pour objectif de résoudre un problème interne, elle visait aussi à gagner la sympathie des communautés juives occidentales, à l'heure des alliances antifascistes en Europe. L'URSS venait de changer de cap diplomatico-révolutionnaire, en cessant de démoniser les « sociaux-fascistes » et les « sociaux-traîtres », pour se lancer dans une alliance avec les forces antifascistes. Mais, surtout, les termes du discours de Kalinine sont explicites, la Région autonome juive et la promesse de la transformer en République avaient pour but de montrer que la véritable réponse à la question juive n'était pas le sionisme, mais « l'édification communiste d'une vraie culture socia-

1. Robert Weinberg, « Purge and Politics in the Periphery in 1937 », *Slavic Review*, 52, n° 1, 1993, p. 13-27.

2. Cité in Henri Slovès, *op. cit.*, p. 160-162.

liste juive », c'est-à-dire faire du Birobidjan la patrie des prolétaires juifs comme l'URSS était la patrie des prolétaires du monde entier, ce qui sous-entendait que la Palestine n'était pas la patrie de ces mêmes prolétaires juifs.

Kalinine reprenait dans son discours les termes d'État national, de culture nationale juive, en contradiction complète avec les écrits de Lénine et de Staline. De cette façon, l'URSS venait concurrencer le sionisme directement sur son terrain en donnant une réponse territoriale à la question juive. Dès le lendemain du premier discours de Kalinine, en 1926, sur la création d'un territoire juif en URSS, Alexandre Tchemerisky, le secrétaire du Bureau central de la *Evseksia*, s'était exclamé : « Le territoire autonome juif portera un grand coup aux sionistes et à l'idéologie religieuse. »¹ La création du Birobidjan transforma, pour quelque temps, la propagande anti-sioniste. Elle n'était plus seulement négative, dénonçant les maux du sionisme, elle devenait positive en s'appuyant sur le « modèle » soviétique. Ainsi l'organe du Komintern pouvait-il écrire, en 1934, que le Birobidjan « démontrait au monde entier que le pouvoir soviétique, malgré toutes les difficultés et les obstacles, était en train de parvenir à une solution nationale et sociale de la question juive. Pour la première fois depuis des milliers d'années, il existe un État juif, une région autonome juive socialiste qui fera une impression profonde et durable sur les masses de travailleurs juifs à travers le monde »².

Un an plus tard, un autre article appelait explicitement les ouvriers juifs à venir au Birobidjan : « Tandis que l'expérience palestinienne approche lentement de sa fin, le gouvernement soviétique est en train de procéder, pas à pas, non seulement à la résolution du problème juif en Union soviétique, mais aussi à la transformation de l'Union soviétique en un pays où les travailleurs juifs étrangers pourront s'installer, trouver un foyer et ceci sans grande fanfare et sans la musique des blindés et des bombardements aériens qui l'accompagne comme en Palestine. »³

L'annonce de la création de la région autonome juive au Birobidjan suscita un certain enthousiasme dans l'opinion publique juive mondiale. « Jamais, note Henri Slovès, les sympathies pour l'Union soviétique ne furent aussi vives et ce, non seulement dans les masses populaires juives, mais aussi dans les classes moyennes et parmi

1. Nora Levin, *op. cit.*, p. 291.

2. Cité in Jacob Hen-Tov, *Communism and Zionism in Palestine. The Comintern and the Political Unrest in the 1920's*, Cambridge, Schenkman Publishing Company, 1974, p. 166.

3. *Ibidem*.

l'intelligentsia. »¹ Cependant, les émigrants en provenance de l'Occident ne dépassèrent jamais les quelques centaines, et la plupart repartirent presque aussitôt. Quant au mouvement sioniste, il n'engagea pas de campagne de contre-propagande contre le Birobidjan : l'émigration vers la région autonome y était trop faible pour le menacer. En revanche, ses dirigeants se souciaient du risque de démobilisation politique et financière de leurs soutiens aux États-Unis et en Europe. Mais l'inquiétude fut de courte durée. Le Birobidjan ne fut jamais en mesure de concurrencer réellement la Palestine auprès de l'opinion publique juive. D'autant moins qu'à partir des années trente, la grande vague de répression ne pouvait guère encourager à l'émigration vers l'URSS, surtout lorsqu'en 1937-1938 les responsables du Birobidjan furent, eux aussi, victimes de la grande terreur.

Malgré l'hostilité profonde du régime soviétique au sionisme, les partisans du retour à Sion purent, dans une certaine mesure, mener leurs activités au cours des premières années suivant la révolution d'Octobre.

IV — Le sionisme, entre tolérance et répression

Jusqu'en 1925, le pouvoir soviétique hésite sur l'attitude à adopter à l'égard du mouvement sioniste en URSS. Entre tolérance et répression, voire tentatives de séduction, le moins que l'on puisse dire est que la politique suivie ne reflète pas l'opposition idéologique radicale du bolchevisme au mouvement fondé par Herzl. Au cours des premières années du régime, la lutte idéologique contre le sionisme sera surtout le fait de la *Evseksia*, c'est-à-dire un combat interne aux Juifs de Russie.

La chute du tsarisme et la déclaration Balfour avaient donné un vif élan au mouvement sioniste en Russie. Au cours de ses premiers mois, le régime bolchevique toléra les activités du mouvement sioniste. Des bureaux d'émigration vers la Palestine s'ouvrirent à Minsk, Petrograd et Odessa ainsi que dans plusieurs villes d'Ukraine. Une semaine de la Palestine, organisée au printemps de 1918, remporta un grand succès. Moins d'un an après la chute du tsarisme, les activités sionistes battaient leur plein dans toute la Russie². Les déclarations de guerre au sionisme lancées par la *Evseksia* dès sa création n'étaient pas vraiment suivies d'effet.

1. Henri Slovès, *op. cit.*, p. 169.

2. J. B. Schechtman, *op. cit.*, p. 145.

Jusqu'en 1920, la répression contre le sionisme s'exerça de manière intermittente et désordonnée : il s'agissait le plus souvent de confiscations de documents, d'arrestations de dirigeants suivies de leur libération rapide, d'interdiction de journaux. Le régime, il est vrai, avait d'autres priorités : la guerre civile faisait rage. La situation commença à se détériorer en 1920.

Au mois d'avril, le comité central sioniste convoqua un congrès sioniste panrusse : 109 délégués se réunirent à Moscou. Au bout de trois jours de travaux, la Tcheka arrêta soixante-quinze participants qui restèrent incarcérés trois mois à la prison de Boutyrki. Soixante-huit d'entre eux seront relâchés en juillet, les sept autres condamnés à des peines de travaux forcés allant de six mois à cinq ans. On les libéra ensuite en échange de leur engagement de s'abstenir de toute activité sioniste¹.

Au même moment, la *Evseksia* reprit son offensive et demanda l'interdiction et la liquidation totales du sionisme : « Il n'y a plus de raisons de ménager le sionisme. Il est nécessaire de mettre fin aux hésitations de l'attitude officielle à l'égard du parti sioniste en général et de toutes ses organisations culturelles et économiques. Il est indispensable qu'elles soient liquidées totalement, en dépit de la phraséologie socialiste des socialistes du Tzerei Sion et des sionistes socialistes. »² Mais aucune suite ne fut donnée à la demande de la *Evseksia*.

Parallèlement, la Tcheka adopta une directive secrète intitulée « Sur la lutte contre le sionisme », décrivant les bases idéologiques de la lutte contre le sionisme et les mesures pratiques à prendre³. Au chapitre idéologique, la directive soulignait que, « puisque le mouvement sioniste est acceptable pour la bourgeoisie, il ne peut pas être acceptable pour le prolétariat et le gouvernement soviétique ». En outre, le sionisme est utilisé par l'impérialisme britannique pour poursuivre ses objectifs coloniaux au Moyen-Orient aux dépens des intérêts de la population arabe. Enfin, l'attraction du sionisme sur l'intelligentsia juive priverait la Russie soviétique de milliers de spécialistes, de physiciens, de pharmaciens, d'ingénieurs et d'architectes dont le régime avait un besoin pressant. Ce dernier argument sera utilisé par le régime soviétique, dans les années soixante et soixante-dix, pour s'opposer à l'émigration d'une manière générale et à l'émigration juive en particulier.

1. *Ibidem*, p. 150.

2. *Ibidem*, p. 151.

3. Michael Beizer, Vladen Izmorzik, « Dzerzhinskii's Attitude toward Zionism », *Jews in Eastern Europe*, 23 (1), 1994, p. 65.

Les moyens répressifs à mettre en œuvre contre le sionisme reprennent ceux qui ont été proposés au cours de la réunion du CC du parti bolchevik en juillet 1919¹ : mettre sous surveillance les organisations sionistes ; empêcher sous des prétextes divers la tenue des réunions de ces organisations en arrêtant les dirigeants pour vingt-quatre heures ; intercepter la correspondance, etc.². Cependant, pendant deux ans, cette directive ne fut pas appliquée avec beaucoup de zèle. L'offensive reprit en janvier 1922 à l'initiative de la *Evseksia*, qui demanda dans les colonnes de son organe, *Der Emes*, « une campagne pour exterminer à jamais le sionisme en URSS »³. Plusieurs milliers de militants sionistes furent arrêtés entre 1922 et 1924 et envoyés dans les camps. En 1924, cinquante-cinq groupes sionistes étaient sous le coup d'une enquête préliminaire secrète menée par l'OGPU et le nombre de dossiers individuels s'élevait à 1520⁴.

Certains avaient la chance de se voir offrir l'expulsion vers la Palestine en échange de la reconnaissance du caractère antisoviétique de leurs activités. Ainsi, le pouvoir bolchevique faisait d'une pierre deux coups : il se débarrassait de centaines de militants et affaiblissait, de cette façon, le mouvement sioniste, tout en pouvant affirmer que les militants sionistes étaient réprimés non parce qu'ils voulaient émigrer, mais parce qu'ils se livraient à des activités oppositionnelles. Selon certaines sources, plusieurs milliers de sionistes étaient enfermés dans les camps soviétiques en 1924⁵.

Malgré cette répression, le pouvoir continuait à tolérer les activités du mouvement sioniste sur le territoire soviétique. L'organisation sportive sioniste Maccabi fut autorisée à fonctionner normalement⁶. Le syndicat du mouvement sioniste, la Histradout, fut invité à l'exposition agricole internationale de Moscou en 1923⁷. Le pavillon de la Palestine attira des dizaines de milliers de visiteurs enthousiastes, ce qui produisit une très forte impression sur le chef de la délégation palestinienne, le secrétaire général de la Histradouth, David Ben Gourion⁸. En 1925, deux dirigeants sionistes entamèrent des négociations avec le pouvoir en vue de faire libérer les prisonniers, d'obtenir des visas de sortie pour la Palestine et de

1. Voir *infra*.

2. Michael Beizer, *op. cit.*, p. 65.

3. J. B. Schechtman, *op. cit.*, p. 151.

4. CRCEDHC, f. 76, o. 3, d. 306, l. 368, cité in Michael Beizer, *op. cit.*, p. 67.

5. J. B. Schechtman, *op. cit.*, p. 153.

6. Michael Beizer, *op. cit.*, p. 64.

7. Sur la participation de la Histadrouth, voir les documents publiés par la revue *Istotchnik*, n° 1, 1993, p. 87-90.

8. Son biographe note qu'il envisagea même d'ouvrir à Moscou une succursale de la banque de la Histadrouth, Michel Bar Zohar, *Ben Gourion*, Paris, Fayard, 1986, p. 87.

faire cesser les arrestations. Dans un premier temps, les pourparlers semblèrent progresser mais, à la suite de l'intervention de la *Evseks-tia* qui s'opposa à toute concession aux sionistes, les discussions s'arrêtèrent¹. L'émigration vers la Palestine continuait à un rythme soutenu : en 1925-1926, le nombre d'immigrants en provenance de Russie soviétique était estimé à 21 157².

Pourquoi le régime soviétique faisait-il preuve de clémence relative à l'égard du sionisme au milieu des années vingt, alors qu'il avait éliminé sans hésitation tous ses adversaires politiques et que le sionisme était rangé dans la catégorie des ennemis du régime ?

Quelques documents extraits des archives de l'OGPU (le successeur de la Tcheka et prédécesseur du NKVD) permettent d'apporter un début de réponse à cette question. Il apparaît que la répression contre le sionisme a fait l'objet, au sein des « organes », d'un débat portant à la fois sur les dimensions interne et externe du problème.

Ce débat a débuté dès 1919, comme en témoigne Meir Mandel'sberg, un membre de la *Evseksia*, qui relate dans un rapport adressé au Collège du Narkomnats, dirigé par Staline, les discussions du CC du parti bolchevik qui se sont tenues, en juillet 1919, à propos du mouvement sioniste : « La question de la nécessité de la liquidation de cette organisation et de toutes ses branches a été débattue par les dirigeants du parti et par le CC. Les opinions divergent sur un seul point : la méthode de liquidation. Une partie du CC insistait sur une liquidation publique totale et brutale de tous les repaires du parti sioniste ; une autre partie, cependant, prenait en considération la situation internationale et les espoirs de relations diplomatiques avec l'Angleterre et, craignant qu'une liquidation ouverte des sionistes ne puisse affecter le succès de notre diplomatie soviétique, croyait qu'il serait plus utile d'obtenir la déroute de cette organisation par une répression administrative, une suppression des subventions, la confiscation de la propriété de ses institutions culturelles sous divers prétextes. La majorité du CC était d'accord avec cette dernière approche ainsi que cela a été noté dans les minutes de la réunion du 19 juillet 1919 du CC de l'Orgburo et exprimé dans beaucoup de conversations privées des membres de la *Evseksia* avec le camarade Dzerjinski et d'autres. Afin d'appliquer les décisions du CC, le bureau central a reçu la directive d'établir un organe spécial secret au sein de la Vetcheka, un groupe pour combattre la contre-révolution juive. »³

1. J. B. Schechtman, *op. cit.*, p. 154-155.

2. *Ibidem*, p. 157.

3. Document extrait des Archives centrales d'État des organisations publiques d'Ukraine, cité in Michael Beizer, Vladen Izmorzik, « Dzerzhinskii's Attitude toward Zionism », *Jews in Eastern Europe*, 23 (1), 1994, p. 65.

Le débat entre les partisans d'une ligne sans concessions, majoritaire au sein des *Evsektivs*, et ceux d'une ligne plus subtile – qui avaient pour objectif de récupérer les masses juives, en particulier la jeunesse, attirées par le sionisme, et de ménager l'opinion publique juive occidentale – s'est poursuivi au moins jusqu'en 1925, date à laquelle les responsables de l'OGPU constatent que la lutte contre le sionisme menée depuis 1918 n'a donné que de piètres résultats.

Dans un rapport rédigé dans la seconde moitié de l'année 1925, Eduard Karlson, le directeur adjoint de l'OGPU d'Ukraine, expose les raisons qui, selon lui, peuvent expliquer cet échec¹. Une erreur d'analyse de la situation des Juifs a rendu inefficace la lutte contre le sionisme.

Les Juifs en Ukraine, souligne Karlson, ont été victimes de notre politique économique, parce que la lutte menée contre la petite bourgeoisie pour le contrôle du marché est « principalement une lutte contre les masses juives qui sont presque complètement composées de cette petite bourgeoisie »². En conséquence, cette lutte sociale s'est transformée en lutte nationale. Le mouvement sioniste a su profiter de cette erreur du pouvoir soviétique pour développer avec succès sa propagande, en montrant que la politique conduite par le pouvoir revenait à une « destruction physique et morale » des masses juives. Il ne faut donc pas analyser le succès du mouvement sioniste d'un point de vue national mais social, explique le responsable de l'OGPU : « La forte croissance du sionisme et son lien organique avec les masses juives sont compréhensibles si l'on considère le sionisme non pas comme un mouvement national, mais plutôt comme étant exclusivement un mouvement politique de la petite bourgeoisie juive. » Celui-ci, ajoute-t-il, quelques pages plus loin, « représente les trois quarts, sinon plus, des masses juives en Ukraine. En conséquence, la question de classe ou la lutte purement économique est transformée en une lutte contre une entité nationale. Nous nous heurtons à la tâche de paralyser le mouvement sioniste en faisant aussi peu de tort que possible à la population juive dans son ensemble »³.

L'analyse de la situation que propose Karlson reste dans un cadre marxiste, dans la mesure où il ne prend pas en compte les facteurs

1. Document extrait des Archives centrales d'État des organisations publiques d'Ukraine, f. 1, o. 2019, d. 20, rédigé par Eduard Karlson et adressé au secrétaire du CC du PC d'Ukraine, Lazare Kaganovitch. Kaganovitch a demandé que le rapport soit envoyé à tous les membres du Politburo et au président de la Commission de contrôle du parti bolchevik. Publié in Mattityahu Mintz, « Illegal Zionist Organizations in Ukraine, 1924-1925 », *Jews in Eastern Europe*, 2 (31), 1996, p. 52-66.

2. *Ibidem*, p. 53.

3. *Ibidem*.

autres qu'économiques pour expliquer l'influence du sionisme chez les Juifs russes et qu'en outre il ne fait aucune mention du rôle joué par l'antisémitisme. Karlson explique ensuite que, reposant sur une analyse erronée, la lutte contre le sionisme a employé des moyens inadaptés. « Nos moyens administratifs de lutte contre le mouvement sioniste n'ont pas atteint leur objectif, puisque les forces sionistes actives croissent à une vitesse effrayante et que les jeunes y sont majoritaires. »¹ Sous le vocable de mesures administratives, l'auteur fait référence aux mesures d'emprisonnement, d'exil, et de déportation en camp de concentration. Il s'inquiète vivement de l'influence du sionisme sur la jeunesse juive et critique le travail des *Komsomol* qui ont rejeté systématiquement les jeunes Juifs, en raison de leurs penchants sionistes. Le responsable de l'OGPU critique aussi sévèrement l'action menée par la *Evseksia*, qui n'a pas su attirer la jeunesse juive, produire une presse de qualité et surtout n'a pas été capable de récupérer les membres des organisations sionistes liquidées : « Nous savons que, habituellement, les organisations du Parti comprennent des ex-membres des autres organisations (en particulier ceux qui avaient exercé une influence considérable sur les masses) qui sont utilisés ensuite pour lutter contre leurs anciennes organisations. Les *Evseksii* non seulement ont échoué sur ce plan, mais il est devenu impossible d'attirer en nombre d'ex-membres des organisations juives vers une activité soviétique. Il en a résulté un monopole limité sur la "rue juive" qui n'a pas été en mesure de profiter de la désintégration des organisations [sionistes] mentionnées plus haut pour réaliser un exode de masse de celles-ci, comme le parti l'a fait avec les mencheviks, les SR, etc. »²

En conclusion, Karlson propose une série de mesures pour combattre efficacement le sionisme : elles ne se résument pas à la seule répression, qui a prouvé son inefficacité, mais visent à rallier au régime la population juive attirée par cette idéologie. Parmi ces mesures, citons la poursuite de la répression à l'égard des sionistes les plus actifs ; le renforcement quantitatif et qualitatif des *Evseksii* ; l'ouverture des *Komsomol* à la jeunesse juive ; des mesures pour faciliter l'installation des colonies agricoles juives ; l'amélioration de la presse juive qui devra porter une attention particulière à la situation des Juifs en Europe occidentale et en Palestine³.

Parmi les partisans de cette seconde ligne, on peut inclure le président de l'OGPU, Feliks Dzerjinski, pourtant peu suspect de

1. *Ibidem*.

2. *Ibidem*, p. 64.

3. *Ibidem*, p. 65-66.

magnanimité envers les adversaires du régime. Dans une correspondance avec son adjoint Menjinski et dans d'autres documents datant de 1924-1925, Dzerjinski souligne que la répression contre le sionisme est inutile et que ce mouvement pourrait même être utilisé dans les intérêts de l'URSS : « J'ai étudié les matériaux des sionistes. Je reconnais que je ne comprends pas exactement pourquoi ils doivent être persécutés pour leur appartenance sioniste. Une grande part de leurs critiques à notre égard est fondée sur le fait que nous les persécutons. Persécutés, ils seront des milliers de fois plus dangereux que s'ils ne le sont pas et développeront leur activité sioniste parmi l'intelligentsia et la petite et grande bourgeoisie spéculatrice. Leur activité ne présente aucun danger pour nous, parce que les [vrais] ouvriers ne les suivront pas. Mais leurs bruyantes protestations contre les arrestations atteindront les oreilles des banquiers et des "Juifs" de tous les pays et nous causeront un tort considérable. Le programme des sionistes n'est pas dangereux pour nous, au contraire, je le considère utile. J'ai été en un temps assimilationniste. Mais c'était une "maladie de jeunesse". Nous ne devons assimiler qu'un très petit pourcentage, c'est suffisant. Les autres peuvent être sionistes. Nous ne devons pas les en empêcher, à la condition qu'ils ne se mêlent pas de notre politique. Ils insultent la *Evseksia* ; il faut laisser la *Evseksia* les insulter. D'autre part, nous devons combattre et punir impitoyablement les spéculateurs et tous ceux qui violent la loi. Nous devons accéder aux demandes des sionistes et nous devons essayer de donner des postes non pas à eux, mais à ceux qui considèrent l'URSS, et non la Palestine, comme leur patrie. »¹

La note de Dzerjinski appelle deux remarques. Premièrement, l'expérience du pouvoir a convaincu le fondateur de la Tcheka que le dogme assimilationniste bolchevique n'est pas adapté à la situation des Juifs russes. Deuxièmement, Dzerjinski se soucie de l'impact à l'étranger que pourrait avoir une répression trop violente du sionisme. D'autant qu'il doutait de son efficacité, comme en témoigne une note écrite à Menjinski quelques jours plus tard : « Est-il correct que nous persécutons les sionistes ? Je pense que c'est une faute politique. Les mencheviks juifs, qui travaillent parmi les Juifs, ne sont pas dangereux pour nous. Au contraire, cela ne fait pas de publicité au menchevisme. Il faut revoir notre tactique. Elle n'est pas correcte. »² Sa crainte que la répression ne porte préjudice à l'URSS sur la scène inter-

1. CRCEDHC, f. 76, o. 3, d. 326, l. 2, 15 mars 1924, note de Dzerjinski à Menjinski et Iagoda, in *Istotchnik*, n° 4, 1994, p. 114-115.

2. *Ibidem*, l. 4, 24 mars 1924, note de Dzerjinski à Menjinski, in *Istotchnik*, n° 4, 1994, p. 115.

nationale est confirmée dans une note de 1925 : « Je pense qu'une telle répression des sionistes ne nous sera utile ni en Pologne, ni en Amérique. Il me semble nécessaire d'influencer les sionistes pour qu'ils cessent leur travail contre-révolutionnaire à l'égard du pouvoir soviétique. En principe, nous pourrions être les amis des sionistes. Cette question doit être étudiée et résolue par le Politburo. Les sionistes ont une grande influence en Amérique et en Pologne. Pourquoi devraient-ils être nos ennemis ? »¹

Nous ne savons pas si les propositions de Dzerjinski furent ensuite débattues au Politburo, mais elles montrent qu'une partie des dirigeants soviétiques s'interrogeaient sur la politique à mener face à l'influence du mouvement sioniste en URSS. Les réflexions de Dzerjinski éclairent les hésitations du pouvoir soviétique.

La fin de la tolérance à l'égard du mouvement sioniste est contemporaine de la mort de Dzerjinski. Faut-il y voir un lien de cause à effet ? Toujours est-il qu'une centaine de dirigeants sionistes furent arrêtés en 1926 et condamnés à l'exil au Kazakhstan². Il n'est pas exclu que le projet d'« unité administrative juive » ait incité le pouvoir bolchevique à vouloir se défaire des restes du mouvement sioniste pour éviter qu'ils ne perturbent le projet birobidjanais. En 1929, le mouvement sioniste n'existait plus en URSS et, en 1930, la *Evseksia* fut dissoute. Le pouvoir bolchevique avait dès le départ conçu la *Evseksia* comme une structure provisoire établie pour résoudre un problème tactique. À la fin des années vingt, les différents courants du mouvement ouvrier juif avaient été absorbés par le pouvoir, le mouvement sioniste était décimé, et la question juive résolue, aux yeux des dirigeants soviétiques, avec la création du Birobidjan. La *Evseksia* n'avait donc plus aucune utilité.

V — La révolution et la Palestine

Nous n'allons pas ici retracer l'histoire du mouvement communiste en Palestine, déjà étudiée en détail par ailleurs³, mais nous interroger sur la question de savoir si l'antisionisme bolchevique a

1. *Ibidem*, t. 5, 31 mai 1925, note de Dzerjinski à Menjinski, in *Istotchnik*, n° 4, 1994, p. 116.

2. J.B. Schechtman, *op. cit.*, p. 156.

3. Alain Greilsammer, *Les communistes israéliens*, Paris, Presses de la FNSP, 1978 ; Sondra Miller Rubenstein, *The Communist Movement in Palestine and Israël, 1919-1984*, Boulder, Westview Press, 1985 ; Jacob Hen-Tov, *op. cit.* ; Maher Al Charif, *Communisme et nationalisme dans l'Orient arabe. Un cas d'analyse : la Palestine 1918-1948*, thèse de doctorat, Université Paris I, 1982 ; *Communisme*, n° 6, 1984 ; Joel Beinen, « The Palestine Communist Party, 1919-1948, *MERIP Reports*, 55, 1977.

influencé la politique de Moscou en Palestine ? Peut-on établir une corrélation entre la lutte contre le sionisme à l'intérieur de l'URSS et la politique soviétique en Palestine dans les années vingt et trente ?

On peut distinguer trois formes de manifestation de l'antisionisme de la politique soviétique en Palestine. Au demeurant, il est plus exact de parler de politique du Komintern en Palestine puisque la diplomatie soviétique en est absente comme elle l'est du reste du Proche-Orient jusqu'en 1943, date de l'ouverture de la première ambassade au Caire.

La propagande véhiculée par le Parti communiste palestinien (PCP) et par le Komintern s'articulait autour de trois thèmes :

- 1 / Le sionisme est un instrument de l'impérialisme britannique ;
- 2 / Le sionisme est un mouvement non seulement petit-bourgeois et nationaliste, mais aussi contre-révolutionnaire, car il a pour but de détourner la classe ouvrière de la lutte des classes ;
- 3 / Le sionisme est soutenu par les réformistes de la II^e internationale. Après 1928, lorsque la social-démocratie sera devenue l'ennemi principal du mouvement communiste, le sionisme sera lui aussi qualifié de social-fasciste, puis identifié au nazisme. Ainsi, *Imprecator*, l'organe du Komintern, affirme que le sionisme et le nazisme « en réalité parlent le même langage et la possibilité d'une entente entre Hitler et les sionistes n'est pas exclue. La "Terre Promise" aide Herr Hitler dans ses efforts de relancer l'économie et en échange les Juifs riches ont accès à leurs comptes bancaires »¹. À la même époque, au début des années trente, le Komintern accusait le sionisme de participer à la préparation de la guerre contre l'Union soviétique².

La deuxième expression de l'antisionisme du Komintern résidait dans l'obligation faite aux Juifs du PCP, d'une part de mener de violentes campagnes antisionistes et, d'autre part de procéder à l'arabisation des cadres du parti. En effet, admis en 1924 au Komintern, le PCP était composé essentiellement de militants et de dirigeants juifs, qui plus est pour la plupart venus de Russie ou de l'ancienne zone de résidence, et issus des rangs du Poale Zion. Le PCP a été accepté au sein du Komintern en dépit du fait qu'il est constitué « de révolutionnaires juifs qui n'ont pas encore eu le temps de faire sentir leur influence sur les masses arabes »³.

1. Karl Franz, « Anti-Soviet Incitement at the XVIII Zionist Congress », *Imprecator*, vol. 13, n° 38, 1^{er} septembre 1933, cité in Jacob Hen-Tov, *op. cit.*, p. 83.

2. *Ibidem*, p. 84-85.

3. CRCEDHC, f. 495, o. 154, d. 198, ll. 37-38 cité in Taline Ter Minassian, *Colporteurs*

La première tâche assignée au PCP, un parti à direction minoritaire selon l'expression de Taline Ter Minassian¹, est d'éliminer totalement l'influence pernicieuse du sionisme. Il lui est impossible de l'accomplir tant qu'il restera exclusivement juif : quelle image du communisme arabe peut donc donner une poignée d'intellectuels juifs yiddishisants ?² Le PCP doit donc s'arabiser. Cette politique imposée par le Komintern marquera toute l'histoire du communisme en Palestine. Les Juifs du PCP se trouvaient devant une double contradiction s'ils voulaient rester communistes : ils devaient combattre le sionisme dans un pays qui était précisément la raison d'être du sionisme et alors que les Juifs qui y venaient le faisaient par adhésion au projet sioniste, surtout dans les années vingt et trente ; ils devaient soutenir la communauté arabe de Palestine qui, elle, rejetait l'arrivée des Juifs en Palestine. Nous nous trouvons en présence d'un cas presque idéal-typique du phénomène décrit par Marc Lazar et Stéphane Courtois³, à savoir que les Partis communistes sont pris entre deux dimensions : une dimension sociétale qui correspond à l'environnement social et national dans lequel ils évoluent et une dimension téléologique, relative au rapport à l'idéologie marxiste-léniniste, au centre soviétique, à l'organisation. Lorsque ces deux dimensions s'harmonisent, le parti communiste peut évoluer sans difficulté, mais lorsqu'elles entrent en conflit, la dimension téléologique devient prédominante. Or, le PCP constitue un cas où la tension entre les deux dimensions a été pratiquement constante – à l'exception, pour les communistes juifs, des années 1947-1949.

Le mot d'ordre d'arabisation revenait à couper de leur société les cadres et militants juifs du PCP, sans pour autant qu'ils soient en mesure de gagner la confiance de la société arabe et de s'y implanter. Jusqu'en 1928, les grandes lignes de l'action du PCP peuvent se résumer en quatre points :

- 1 / aider le fellah – le paysan palestinien – à s'opposer au mouvement de colonisation des terres par les Juifs ;
- 2 / miner de l'intérieur l'action des partis sionistes ;
- 3 / défendre les droits de la classe ouvrière arabe ;

du Komintern. *L'Union soviétique et les minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sc.-Po, 1998, p. 177.

1. *Ibidem*, p. 182.

2. Alain Greilsammer, *Les communistes israéliens*, Paris, Presses de la FNSP, 1978, p. 35.

3. Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du parti communiste français*, Paris, PUF, 1995, p. 17-18.

4 / servir de centre d'impulsion à l'ensemble du mouvement communiste au Proche-Orient¹.

La politique du PCP en direction de la population arabe ne déboucha sur aucun résultat tangible. En réalité, ne parlant pas l'arabe, les cadres juifs ne pouvaient s'implanter au sein de la population arabe. Durant cette première période, le PCP est resté un parti juif².

Après le tournant gauchiste pris par le Komintern en 1928 et les événements de l'été 1929 en Palestine, l'IC imposa cette fois l'arabisation au PCP. En août 1929, des incidents violents se produisirent à Jérusalem. Des groupes de paysans arabes, exhortés par le mufti de Jérusalem, Hadj Amin al-Husseini, attaquèrent et massacrèrent des Juifs au pied du mur des Lamentations. Hébron, Safed et d'autres centres judéo-arabes sont également le théâtre de violences. Le bilan est lourd : 133 morts et 300 blessés côté juif, et 67 morts côté arabe. Ces événements provoquèrent un réflexe d'autodéfense de la part des dirigeants du PCP, qui engagèrent une collaboration avec la Hagana pour assurer la protection de la population juive. Mais le Komintern ne l'entendait pas de cette oreille. Le 16 octobre 1929, une résolution du CEIC nia le caractère pogromiste et raciste des émeutes arabes. Au contraire, elles étaient le signe d'un mouvement anti-impérialiste de libération nationale, qui avait pour but « le renversement de l'impérialisme, l'unification nationale, de tous les pays arabes et la solution de la question nationale »³ et s'inscrivait, selon l'analyse de l'IC, dans le cadre de la montée des mouvements révolutionnaires en Orient : « Le soulèvement en Palestine survient au moment précis où se manifeste une fermentation révolutionnaire dans les plus importants centres industriels de l'Inde, au moment où la contre-révolution chinoise est en crise et où se manifeste à l'Ouest un grand mouvement des travailleurs. »⁴

En conséquence, la réaction aux événements de la direction du PCP était totalement erronée et témoignait « d'une influence sioniste et impérialiste sur le parti » qui « n'a pas réussi à se rendre compte du fait que le conflit national-religieux se transformait en une révolte anti-impérialiste »⁵. La source de tous ces maux résidait dans le fait que le « parti n'a pas amorcé un tournant clair et précis vers son arabisation ; il s'est adressé principalement aux ouvriers juifs, au lieu de concentrer le maximum de ses forces et de ses moyens en

1. Taline Ter Minassian, *op. cit.*, p. 182.

2. Alain Greilsammer, *op. cit.*, p. 50.

3. *Ibidem*, p. 64.

4. *Ibidem*, p. 65.

5. *Ibidem*.

direction des travailleurs et des masses arabes »¹. En clair, le parti, contrairement aux instructions répétées par le Komintern depuis 1924, n'avait pas procédé à son arabisation. Le Komintern allait y remédier de manière autoritaire en nommant des Arabes à la direction du PCP et en rappelant à Moscou les dirigeants juifs, notamment Wolf Averbach et Joseph Berger-Barzilay². Tous deux, fondateurs du parti, connaîtront un sort tragique : le premier fut arrêté en 1936 et exécuté dans une prison moscovite en 1941, le second passa vingt ans au Goulag après son arrestation en 1937³.

À partir de 1930, les Juifs du PCP sont réduits à un rôle secondaire, ils doivent être une « force d'appoint ». Cette politique d'arabisation condamnera le mouvement communiste en Palestine : il se divise une première fois en 1937, avec le regroupement des militants juifs dans une « Section juive », suivi d'une scission définitive en 1943. Il renaîtra provisoirement de ses cendres après la guerre, mais sera une nouvelle fois déchiré par la création de l'État d'Israël.

Enfin, l'antisionisme peut se lire à travers le développement d'une propagande montrant la supériorité des réalisations soviétiques en faveur des Juifs par rapport à celles du mouvement sioniste en Palestine. L'organe du Komintern publia plusieurs articles sur ce thème, en particulier après la création du Birobidjan : « Le résultat misérable des efforts sionistes et leur fiasco total peuvent être observés de manière particulièrement claire si on les compare avec la grande vitesse avec laquelle les masses travailleuses juives ont adopté l'agriculture. »⁴ Dans un autre article, il est souligné « qu'avec une petite part des immenses sommes d'argent que le sionisme a gaspillées, l'Union soviétique a réussi en quelques années, sur une saine base socialiste, bien plus que le sionisme a accompli sur une base malsaine au cours des décennies d'installation des Juifs »⁵.

Force est de constater la concordance chronologique entre la fin de la tolérance à l'égard du mouvement sioniste en URSS, la création du Birobidjan et l'arabisation du PCP imposée par le Komintern. La radicalisation de la politique du Komintern en Palestine a suivi le lancement du projet de région juive au Birobidjan. Même si ces deux politiques répondaient à des impératifs différents, le fait pour le pouvoir soviétique d'avoir « réglé » la question juive lui permet-

1. *Ibidem*, p. 66.

2. Taline Tar Minassian, *op. cit.*, p. 178-180.

3. Joseph Berger-Barzilay, *Le naufrage d'une génération*, Paris, Denoël, 1974.

4. P. Kitaigorodski, « The Bloody Events in Palestine », *Imprecor*, vol. 9, n° 47, 6 septembre 1929, cité in Jacob Hen-Tov, *op. cit.*, p. 86.

5. Leo Katz, « The Last Phase of Zionism », *Imprecor*, vol. 11, n° 39, 23 juillet 1931, *ibidem*, p. 87.

taut d'adopter une ligne antisioniste sans concession en Palestine en offrant une alternative au sionisme. Toutefois, la radicalisation de la politique du Komintern en Palestine à partir de 1929 s'inscrit dans la logique suivie depuis 1924, antérieure à la création du Birobidjan, que celle-ci est venue renforcer sans en être la source. L'origine de la ligne ouvertement pro-arabe du Komintern, de son soutien au mouvement national arabe palestinien, y compris dans ses aspects antijuifs, est à rechercher dans le gauchissement de la politique du Komintern à partir de 1928, et non dans la création d'une région juive au Birobidjan.

Les années trente marquent la fin de la période de tolérance du pouvoir soviétique à l'égard du sionisme. Tant au plan intérieur qu'extérieur, le sionisme est rangé, à partir de ce moment-là, dans la catégorie des ennemis de l'URSS. Si le conflit entre le sionisme et le bolchevisme existait depuis l'origine des deux mouvements, pendant une courte période après leur prise du pouvoir, certains dirigeants bolcheviques ont toléré le sionisme. Leur objectif était alors d'éliminer les autres partis ouvriers juifs. En outre, ils pensaient que la réponse à la question juive qu'ils proposaient leur permettrait de rallier à leur cause la société juive russe. Malgré leur doctrine assimilationniste, les bolcheviks ont opéré, à travers l'expérience du Birobidjan, une sorte de syncrétisme entre l'autonomie culturelle-nationale des bundistes et le territorialisme du sionisme. Mais l'absence de liens historiques du judaïsme russe avec le Birobidjan et le volontarisme désordonné du pouvoir soviétique ont rapidement conduit à l'échec de l'expérience. Le conflit entre le pouvoir soviétique et le sionisme deviendra ouvert lorsqu'ils se retrouveront seuls face à face, quand toutes les institutions intermédiaires auront été détruites. Une fois éliminés la *Evsektia* – en 1930 – et le Comité antifasciste juif – en 1949 –, les dirigeants de l'URSS ne disposeront plus d'interlocuteurs jouant un rôle de médiation entre eux-mêmes et les Juifs soviétiques. Dès lors, le conflit sera frontal.

À partir des années trente, les traits conflictuels de la culture politique bolchevique se sont affermis avec la stalinisation de l'URSS. La lutte contre le sionisme s'est transformée en une guerre qui se poursuivra presque sans interruption jusqu'à l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir et prendra un caractère de plus en plus ouvertement antisémite, assimilant le sionisme au nazisme¹. Cette opposition radicale au sionisme constituera un facteur important de

1. Alain Dieckhoff, *Le sionisme comme racisme : genèse, expansion, itinéraires, résurgence d'une équation perverse*, Thèse de doctorat de 3^e cycle, Université Paris X, 1983.

la politique soviétique au Proche-Orient, mais aussi des relations soviéto-américaines. La permanence de ce rapport conflictuel entre le communisme et le sionisme soulève une question : pourquoi une grande puissance comme l'URSS a-t-elle accordé autant d'importance à une idéologie tout de même marginale par rapport à bien d'autres questions internationales ? La réponse à cette question est à rechercher dans la concurrence entre le communisme et le sionisme, qui se disputaient le contrôle de deux vecteurs potentiels importants de leur idéologie : le prolétariat juif et l'intelligentsia.

Le paradoxe le plus surprenant de cette histoire est que l'URSS antisioniste se révélera comme le meilleur allié du sionisme à l'heure la plus décisive de la vie du mouvement fondé par Herzl.

CHAPITRE II

L'URSS, la guerre et la Palestine

Pratiquement absente du Proche-Orient depuis 1917, l'URSS y effectue son retour en 1943. Si l'on excepte le court épisode saoudien¹ à la fin des années vingt, Moscou ne dispose d'aucune représentation diplomatique dans la région avant cette date. Et ce ne sont pas les jeunes partis communistes soumis aux multiples tournants stratégiques du Komintern, numériquement faibles et sociologiquement « minoritaires »², qui peuvent lui permettre de jouer un rôle décisif face à la domination britannique. Et pourtant, le Proche et le Moyen-Orient prennent pour l'URSS une importance considérable dès le déclenchement de la guerre avec l'Allemagne nazie.

L'un des objectifs de l'opération Barbarossa est la conquête du Caucase soviétique. En raison de l'accès à la mer Noire qu'elle procure, de ses frontières avec la Turquie et l'Iran et de ses richesses pétrolières, cette région a une valeur stratégique pour Moscou, mais aussi pour les Alliés. Si l'URSS ne peut éviter l'occupation d'une partie du Caucase par l'armée nazie, Bakou est préservée. En outre, elle s'assure, dès août 1941, le contrôle – partagé avec les Britanniques – de l'Iran, par lequel transitera la moitié de l'aide américaine qui lui est destinée pendant la durée de la guerre³.

L'espace proche et moyen-oriental constitue donc un enjeu

1. L'URSS fut le premier État à reconnaître l'Arabie Saoudite en 1926, Vitaly Naumkin, « La diplomatie soviétique dans le Hedjaz », 1923-1926, *Communisme*, n° 49-50, 1997, p. 137-149.

2. Voir sur ce point Taline Ter Minassian, *Colporteurs du Komintern*, Paris, Presses de Sc.-Po, 1997.

3. Jean-Pierre Derrienic, *Le Moyen-Orient au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1980, p. 100. Sur les relations soviéto-iraniennes, voir David Nissman, *The Soviet Union and Iranian Azerbaijan : The Uses of Nationalism for Political Penetration*, Boulder, Westview, 1987, Louise L'Estrange Fawcett, *Iran and the Cold War, The Azerbaijan Crisis of 1946*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992 et Taline Ter Minassian, *Colporteurs...*, *op. cit.* ; Tadeusz Swietochowski, *Russia and Azerbaijan. A Borderland in Transition*, New York, Columbia University Press, 1995.

majeur pour Moscou dans la guerre contre l'Allemagne nazie. Il l'est également dans la perspective des négociations sur l'après-guerre qui débutent dès la fin de l'année 1941, avec la visite d'Anthony Eden dans la capitale soviétique. Ce premier facteur, conjugué à la nécessité pour l'URSS de mobiliser autant de soutiens que possible, en particulier aux États-Unis, entraîne un changement d'approche du mouvement sioniste qui, d'ennemi irréductible, acquiert le statut d'allié potentiel. Coupé du judaïsme russe, ce dernier ne demande qu'à renouer les liens. D'autant plus que la signature du pacte Ribbentrop-Molotov, en août 1939, a eu une conséquence pour le moins inattendue pour l'URSS : l'augmentation de sa population juive. De 3 020 000 en 1939¹, elle passa à 4 800 000 en 1940 après l'annexion par l'URSS de la partie orientale de la Pologne, des pays baltes, de la Bessarabie et de la Bukovine du Nord². Il faudrait ajouter la partie de la population juive qui, fuyant l'avancée allemande en Pologne, en septembre 1939, se réfugia en URSS : on l'estime à environ 150 000 personnes³.

I — Les premiers contacts

Londres, Washington, Ankara

Le dialogue entre l'URSS et le mouvement sioniste s'ouvre avant même le déclenchement de l'opération Barbarossa, en juin 1941. Un premier contact est établi à Londres, en février 1940, entre l'ambassadeur soviétique, Ivan Maïski, et le Grand rabbin de Palestine, Isaac Halevi Herzog. Ce dernier souhaite obtenir des visas de transit pour des étudiants des écoles religieuses qui, après avoir fui la Pologne et s'être réfugiés en Lituanie – occupée par

1. Ce chiffre correspond au recensement de 1939. Les résultats du recensement de 1937, qui restèrent secrets jusqu'à la disparition de l'URSS, faisaient apparaître une population juive de 2 715 108 personnes. Mais elle a été sous-estimée en raison d'un enregistrement défectueux dans le Caucase et en Asie centrale. Mordechai Altshuler, *Soviet Jewry on the Eve of the Holocaust*, Jérusalem, The Centre for Research of East European Jewry, 1998, p. 2-7. Alain Blum, *Vivre, naître et mourir en URSS 1917-1991*, Paris, Plon, 1994, p. 113-126.

2. La population juive des territoires occupés par l'URSS entre 1939 et 1941 est estimée à 1 915 000 personnes selon d'autres travaux. Ce chiffre est difficile à établir, car les derniers recensements dans ces régions ont été réalisés au début des années trente. Mark Kupovetsky, « Estimation of Jewish Losses in the USSR during the World War II », *Jews in Eastern Europe*, 2 (24), 1994, p. 31.

3. Ce chiffre ne constitue qu'une estimation, à laquelle il convient d'ajouter des réfugiés juifs venus de Tchécoslovaquie (5 000), et de Roumanie (de 45 000 à 130 000), Mark Kupovetsky, *op. cit.*, p. 29 ; Mordechai Altshuler, *op. cit.*, p. 326.

l'URSS, avant d'être annexée en juin 1940 –, souhaite émigrer en Palestine¹.

À partir d'octobre 1940, le mouvement sioniste décide de prendre langue avec les diplomates soviétiques aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Nahoum Goldman, le représentant de l'Agence juive aux États-Unis, et le rabbin Stephen Wise, président du Congrès juif américain, rencontrent Konstantin Oumanski, l'ambassadeur soviétique à Washington. Ils lui proposent notamment d'envoyer une délégation à Moscou pour ouvrir des discussions sur la question des réfugiés juifs polonais en URSS. Un nouveau pas est franchi en janvier 1941 lors d'un entretien, à Londres, entre Ivan Maïski et le président de l'Organisation sioniste mondiale, Chaim Weizmann. L'ambassadeur soviétique n'est pas un personnage de second rang. Entré au Narkomindel en 1922, ancien menchevik, il n'a rejoint le parti bolchevik qu'en 1921. Juif, comme Litvinov, il est en poste à Londres depuis près de dix ans. Familier de la capitale britannique où il s'était exilé avant la révolution de 1905, apprécié de Churchill, il y a noué de très précieuses relations. Il a réussi à échapper à la grande purge des années 1937-1939. Même si Molotov et Staline s'en méfient, à l'heure de la guerre, ils ne peuvent se passer de sa compétence et de sa connaissance intime du monde politique britannique. Weizmann se trouve donc face à un interlocuteur de premier plan qu'il convient de convaincre. Il décide de s'engager sur le terrain politique. Venu proposer un échange commercial – l'URSS pourrait acheter des oranges de Palestine et les payer avec des fourrures revendues à des entreprises juives à New York ! –, Weizmann aborde l'avenir de la Palestine devant son interlocuteur attentif. Les deux hommes évoquent le problème de la population arabe. Le diplomate soviétique déclare, sans s'en émouvoir, qu'une partie des Arabes palestiniens devra inévitablement être transférée pour que les Juifs puissent s'installer en Terre promise. Weizmann estime qu'un million d'Arabes doivent partir pour que deux millions de Juifs s'installent à leur place. Il convient néanmoins de souligner que la relation de cet échange

1. Le 28 août 1940, Maïski donnera une réponse positive à la requête d'Herzog. Les étudiants pourront obtenir un visa de transit s'ils veulent se rendre en Palestine, via Odessa et la Turquie, à condition qu'ils possèdent également un visa de transit turc et un visa britannique pour la terre promise. Cependant, à la suite de l'annexion des États baltes, la Grande-Bretagne décida de refuser toute demande de visa pour la Palestine provenant des territoires occupés par l'URSS. D'après un rapport rédigé, en mai 1943, par N. Goldmann à l'attention de E. Bénès, le pouvoir soviétique aurait autorisé entre septembre 1940 et mai 1941 l'émigration vers la Palestine via la Turquie d'environ 5 000 juifs lituaniens, *Documents on Israeli-Soviet Relations (DIRS)*, t. 1, Londres, Frank Cass, 2000, p. 65.

diverge quelque peu dans les comptes rendus rédigés par les deux hommes¹.

Si les contacts entre le mouvement sioniste et l'URSS ont pu être établis malgré l'alliance germano-soviétique, la rupture de celle-ci, après le 22 juin 1941, leur donne un nouvel élan. Les dirigeants sionistes poursuivent dès lors un double objectif : obtenir l'accord de Moscou pour l'émigration en Palestine des Juifs polonais réfugiés sur le territoire soviétique – ils évitent soigneusement de soulever la question des Juifs soviétiques² – et, surtout, convaincre les dirigeants bolcheviques antisionistes que la création d'un État juif en Palestine n'est nullement contradictoire avec leurs intérêts. Malgré les violentes querelles du passé, le sionisme et le communisme ne sont pas philosophiquement antagonistes. C'est la tâche à laquelle s'attellent tant Chaim Weizmann que David Ben Gourion avec leur principal interlocuteur : Ivan Maïski.

Début septembre, le premier se rend chez l'ambassadeur soviétique à Londres pour évoquer la meilleure façon de répondre à l'appel lancé, le 24 août 1941, par les Juifs d'URSS – acte fondateur du Comité antifasciste juif qui sera créé quelques mois plus tard³. Weizmann s'inquiète de la réaction du Kremlin. Une mobilisation du mouvement sioniste ne risque-t-elle pas d'être mal accueillie à Moscou, compte tenu de l'antisionisme bolchevique⁴. Maïski le rassure et, quelques jours plus tard, Weizmann lui adresse un télégramme destiné au Comité antifasciste juif⁵.

Le 9 octobre 1941, David Ben Gourion, alors président de l'Agence juive, rencontre Ivan Maïski à Londres. Il lui expose les réalisations de la communauté juive en Palestine – en insistant sur les dimensions ouvrière, paysanne, communautaire et socialiste – et propose d'envoyer une délégation à Moscou afin de discuter de la contribution du mouvement sioniste à l'effort de guerre soviétique, d'expliquer le rôle et les objectifs du mouvement ouvrier juif et d'évoquer l'avenir de la Palestine. Ben Gourion insiste sur le rôle majeur que l'URSS sera appelée à jouer en tant que grande puissance. Maïski accueille avec bienveillance ces propositions et demande à Ben Gourion de lui envoyer un mémorandum qu'il transmettra à

1. APEFR, f. 17a, o. 1, p. 2, d. 8, ll. 17-19, 3 février 1941, *Sovetsko-izrail'skie otnochenia. Sbornik Dokumentov (SIO)*, Moscou, Mejdounarodnye otnochenia, 2000, t. 1, p. 15-17 et Archives H. W, *DISR*, t. 1, p. 1-3.

2. Au cours de son premier entretien avec Maïski, en janvier 1941, Weizmann déclare qu'il considère que les Juifs d'URSS ne sont pas en danger et qu'ils sont en voie d'assimilation.

3. Voir chapitre VI.

4. APEFR, f. 059, o. 1, p. 352, d. 2404, ll. 158-159, 2 septembre 1941, *SIO*, t. 1, p. 20.

5. AW, 8 septembre 1941, *DISR*, t. 1, p. 10-11.

Moscou. Vu du Kremlin, avant d'envisager l'avenir de la Palestine, l'objectif de ces contacts est d'obtenir une participation américaine à l'effort de guerre soviétique. Maïski le dit sans détour à Ben Gourion : « Vous allez en Amérique. Vous nous rendrez un grand service si vous faites comprendre aux gens là-bas l'urgence qu'il y a à nous aider : nous avons besoin de tanks, de fusils et d'avions – le plus possible et, par dessus tout, le plus tôt possible. »¹

Le 2 mars 1942, Weizmann adresse à Maïski un mémorandum dans lequel il décrit la situation des Juifs en Europe et les objectifs du sionisme. Après les massacres et les souffrances infligés par les nazis, explique Weizmann, les Juifs d'Europe centrale et orientale n'auront d'autre choix que d'émigrer et la Palestine ne peut être que la seule terre d'asile. Il revient sur les relations tumultueuses entre le mouvement sioniste et l'URSS, qui ne « doivent pas constituer une barrière à une nouvelle orientation de l'URSS à l'égard du sionisme ». Au contraire, tout concourt à un rapprochement. « Les sionistes, comme les Soviétiques, écrit Weizmann, ont une économie planifiée et doivent bâtir une société moderne développée dans des pays arriérés ». Le président de l'OSM avance également un argument qui montre son ignorance des règles de fonctionnement du système stalinien. Selon lui, le fait que la grande majorité des adhérents au sionisme aient des liens personnels et familiaux avec l'URSS constitue un élément qui peut contribuer à une meilleure compréhension mutuelle. Or, le Kremlin se méfie par-dessus tout des groupes nationaux qui entretiennent des relations avec des États et des mouvements politiques à l'extérieur de l'URSS, qui plus est lorsque ceux-ci appartiennent à la catégorie des ennemis. En conclusion, Weizmann appelle l'URSS à s'intéresser à « la solution sioniste de la question juive »².

Parallèlement à ces contacts à Londres, et à Washington avec Maxime Litvinov – l'ancien commissaire aux Affaires étrangères devenu ambassadeur aux États-Unis –, le mouvement sioniste explore d'autres canaux, notamment celui de l'ambassade soviétique à Ankara. Une première rencontre, organisée par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Grande-Bretagne a lieu, le 8 décembre 1941, entre le représentant de l'AJ, Eliahu Epstein, et l'ambassadeur d'URSS, Sergueï Vinogradov³.

1. ABG, *DISR*, t. 1, p. 13.

2. AW, 2 mars 1942, *ibidem*, p. 25-28.

3. S. Vinogradov retournera au Proche-Orient à la fin de sa carrière, en Égypte, entre 1967 et 1970. Il fut l'artisan du développement des relations soviéto-égyptiennes, en particulier sur le plan militaire, après la guerre des Six-Jours. Il fut ambassadeur d'URSS en France de 1953 à 1965.

La conversation porte sur deux sujets : la contribution du Yishouv à l'effort de guerre soviétique (envoi de médicaments, d'hôpitaux de campagne et de médecins) et l'ouverture d'un bureau de l'AJ à Moscou¹ – à laquelle le MID est opposé². Epstein soulève également, mais sans nourrir d'espoir, la question des prisonniers sionistes en URSS. Ce dernier point a déjà été évoqué prudemment par les représentants sionistes au cours de leurs conversations à Londres et à Washington. À chaque fois, les diplomates soviétiques ont répondu que les militants sionistes avaient été arrêtés non en raison de leur appartenance politique, mais parce qu'ils avaient transgressé la loi soviétique³.

En fait, selon Epstein, l'intérêt des entretiens avec les diplomates soviétiques réside avant tout dans le fait qu'ils permettent d'avoir un contact direct et d'expliquer les objectifs et les réalisations du mouvement sioniste⁴.

Le travail effectué depuis un an tant à Londres, à Washington qu'à Ankara, porte ses fruits. Pour la première fois, en août 1942, deux diplomates soviétiques en poste en Turquie se rendent en Palestine à l'occasion de la convention de la Ligue du V.

La Ligue du V

Le premier meeting radiodiffusé des « représentants du peuple juif », qui se tint à Moscou le 24 août 1941, souleva une vague d'enthousiasme au sein du Yishouv. Le 28 septembre 1941, lors d'une émission diffusée par la *Voix de Jérusalem*, un message officiel du Yishouv fut adressé aux Juifs soviétiques. Plusieurs personnalités de premier plan prirent la parole à cette occasion⁵. Comme

1. APEFR, f. 0118, o. 4, p. 3, d. 1, ll. 2-3, 31 décembre 1941, confidentiel.

2. APEFR, f. 0118, o. 5, p. 3, d. 6, ll. 1-2, 20 janvier 1942, confidentiel, *SIO*, t. 1, p. 27-28. En outre, le MID accepte l'envoi de matériel, mais pas celui de personnel.

3. ASC S25/486, entretien de K. Oumanski avec E. Neumann et M. L. Perlzweig, 17 juillet 1941, *DISR*, t. 1, p. 7 ; ASC S25/1935, I. J. Linton à M. Shertok, 2 août 1941, *ibid.*, p. 8. Il est par ailleurs intéressant de constater que la population juive dans les camps passe de 19 758 à 31 132 personnes de 1939 à 1941, soit un rapport de 10,3 pour mille habitants. Ce qui place, de ce point de vue, la population juive en troisième position après les Allemands et les Turkmènes. Comme le souligne Alain Blum : « Moins représentés (dans les camps) que les Russes en 1939, les Juifs le sont plus en 1941 », Alain Blum, *op. cit.*, p. 113-126. Cette augmentation correspond probablement aux arrestations des militants sionistes dans les territoires occupés et annexés par l'URSS au cours de la même période. Voir aussi Mordechai Altshuler, *op. cit.*, p. 27.

4. ASC S25/486, 25 janvier 1942, confidentiel, *DISR*, t. 1, p. 16-24.

5. Parmi celles-ci, signalons le grand rabbin de Palestine Herzog, le président du Conseil national juif (*Vaad Leumi*) Yitzhak Ben Zvi, Berl Katznelson et quelques autres. Shimon Redlich, *Propaganda and Nationalism in Wartime Russia. The Jewish Antifascist Committee in the USSR, 1941-1948*, Boulder, East European Monographs, 1982, p. 139.

aux États-Unis et en Angleterre, un comité de soutien à l'URSS en guerre, dénommé « Comité public d'aide à l'URSS en guerre contre le fascisme », est alors créé. Préluce à la Ligue du V, il rassemble des socialistes radicaux et des intellectuels libéraux. Par sa dénomination et sa composition, il ressemble fort à ses homologues américains et correspond ainsi aux objectifs assignés au CAJ¹. Un homme semble avoir joué un rôle important dans la fondation de ce comité : Shlomo Tsirulkinov, homme de gauche non sioniste, considéré comme un « compagnon de route »², qui avait participé aux activités de la Ligue ANTIFA au milieu des années 1930³. En mai 1942, le comité change de nom pour devenir la Ligue pour la Victoire ou Ligue du V. Elle connut un rapide succès. En mois d'un an, elle comptait 20 000 adhérents et une centaine de branches à travers la Palestine⁴.

Malgré les divergences entre communistes et sionistes sur les objectifs de la Ligue – les uns souhaitaient la circonscrire strictement à des activités de soutien à l'URSS, alors que les autres voulaient obtenir l'appui de Moscou aux revendications sionistes –, l'URSS porta un intérêt particulier à ses activités. Au point d'envoyer deux diplomates lors de la convention de la Ligue, qui se tint à Jérusalem en août 1942 : Sergueï Mikhaïlov et Nikolaï Petrenko, respectivement premier secrétaire et attaché de presse à l'ambassade d'URSS à Ankara. Leur présence à cette convention, qui rassembla 250 délégués, constitua la première participation soviétique à une manifestation officielle en Palestine. Au cours de leur séjour, Mikhaïlov et Petrenko rencontrèrent les dirigeants de la communauté juive de Palestine, le haut-commissaire britannique ainsi que quelques représentants arabes de second rang à Jérusalem et Bethléem. Ils se rendirent également dans plusieurs localités juives. Les dirigeants sionistes tirèrent un bilan très positif du voyage des deux diplomates. Yitzhak Ben-Zvi, le président du *Vaad Leumi*, écrivit que Mikhaïlov « a exprimé son admiration pour les réalisations des Juifs, en disant que cela dépassait tous les rêves »⁵. Lors de ses entretiens avec les diplomates soviétiques, Ben-Zvi aborda différents sujets, dont les relations judéo-arabes, le développement du Yishouv, mais égale-

1. Voir chapitre VI.

2. Shimon Redlich, *op. cit.*, p. 140.

3. La Ligue pour la lutte contre le fascisme et l'antisémitisme (1934-1937). Cette organisation, branche palestinienne du Comité international anti-fasciste dont le siège se trouvait à Paris, rassemblait le Poalei Sion de Gauche, des communistes et des sans-parti. Peretz Merhav, *La Gauche israélienne*, Paris, Anthropos, 1973, p. 461.

4. Taline Ter Minassian, *Colporteurs*, *op. cit.*, p. 274.

5. ASC, J89/125, 31 août 1942, *DISR*, p. 41.

ment la question des prisonniers sionistes en URSS et celle des réfugiés juifs polonais. Toutefois, Mikhaïlov et Petrenko ne donnèrent aucune information quant à la position de l'URSS sur la création d'un État juif et limitèrent leurs relations avec l'AJ¹. Leur présence en Palestine marquait un changement considérable illustré par les propos de Mikhaïlov à Bethléem, où il déclara que « les Juifs et les Arabes ont un attachement historique à la terre ; il y a de la place [en Palestine] pour les deux nations »².

Les relations entre les diplomates soviétiques et la Ligue du V se poursuivirent jusqu'en 1944. Moscou considérait que, malgré les divergences idéologiques, la Ligue pouvait lui être utile, notamment dans le domaine de la propagande et par son travail de mobilisation en faveur de l'effort de guerre de l'URSS³. Ainsi, des représentants de la Ligue du V se rendirent à Téhéran en décembre 1943 et en novembre 1944 pour livrer à l'ambassade soviétique des ambulances militaires et du matériel médical⁴.

Au printemps 1944, S. Mikhaïlov, accompagné d'A. Soultanov, revient en Palestine pour étudier avec les dirigeants de la Ligue les moyens de renforcer la propagande soviétique⁵. Au lieu d'améliorer les relations avec la Ligue, ce voyage contribua à les dégrader irrémédiablement. À son retour, S. Mikhaïlov rédigea un rapport extrêmement sévère. Il reprochait à la Ligue du V d'être bien plus une officine de propagande sioniste qu'un instrument de soutien à l'URSS en guerre. Plus grave, il l'accusait de détourner l'argent collecté pour l'Armée rouge, pour publier, à travers l'AJ, de la propagande sioniste en russe⁶. En fait, les tensions avec la Ligue étaient également dues aux relations qu'elle entretenait avec le CAJ⁷. Elles n'eurent aucune influence sur les relations soviéto-sionistes. Au contraire, celles-ci ne cessaient de s'améliorer au fil des mois.

1. Mikhaïlov refusa de se rendre au bureau de l'Agence juive et laissa cette tâche à Petrenko, diplomate d'un rang inférieur.

2. ASC, S25/486, 30 août 1942.

3. Lozovski dans un rapport à Chtcherbakov, soulignait « le fait que les sionistes, contraints de suivre l'état d'esprit des masses et de participer à l'aide à l'Union soviétique, ont pris leur revanche et ont inclus dans les statuts de la Ligue une clause selon laquelle, dans son travail (d'aide à l'URSS), elle tentera d'obtenir la sympathie de l'Union soviétique à l'égard du sionisme. En dépit de cette clause stupide, l'activité de la Ligue, bien que restreinte, est utile ». CRCEDHC, f. 17, o. 125, d. 86, l. 27, 3 septembre 1942, in *Evreiski antifachistskii Komitet v SSSR, 1941-1948*, Moscou, Mejdounarodnye otnochenia, 1996, p. 205.

4. Shimon Redlich, *op. cit.*, p. 144.

5. *Ibid.*, p. 143.

6. APEFR, f. 0118, o. 7, p. 4, l. 8, 9 août 1944, confidentiel, note de l'ambassade de S. Mikhaïlov au MID, SIO, t. 1, p. 95.

7. Voir chapitre VI.

Maïski en Palestine

À partir de 1943, les contacts s'intensifient entre dirigeants sionistes et diplomates soviétiques. Si l'émigration vers la Palestine des réfugiés juifs polonais en URSS reste au menu des discussions¹, l'après-guerre est également à l'ordre du jour. L'AJ demande au président tchécoslovaque en exil, Edvard Bénès, de plaider sa cause à Moscou, arguant qu'il n'existe aucune raison à la persistance de l'hostilité entre le mouvement sioniste et l'URSS².

Le 14 septembre 1943, quelques jours avant son retour à Moscou, Ivan Maïski reçoit une délégation de l'AJ dirigée par Chaim Weizmann. Pour la première fois, il laisse entendre que l'URSS pourrait soutenir le point de vue sioniste en prenant soin cependant de déclarer que cela ne constituait pas un engagement de la part de son gouvernement. Toutefois, l'ambassadeur soviétique s'inquiète de la capacité d'absorption du Yishouv. Weizman tente de le convaincre que deux millions de Juifs peuvent être accueillis en Palestine³. Maïski a, quelques jours plus tard, l'occasion de se former une opinion *de visu*. Il fait escale en Palestine lors de son voyage de retour de Londres à Moscou. Il passe d'abord trois jours en Égypte, où il arrive le 28 septembre 1943. Puis, il part le 2 octobre pour Jérusalem, où il reste une journée. Dans ses mémoires, il relate sa rencontre avec Harold McMichael, le haut-commissaire britannique en Palestine, mais ne donne aucune indication quant au contenu de leurs conversations⁴. En revanche, grâce au rapport rédigé par David Ben Gourion, nous savons que Maïski, accompagné de son épouse, a demandé à se rendre dans deux kibboutzim près de Jérusalem. Visiblement impressionné par ces visites, Maïski aborde la question de l'après-guerre avec Ben Gourion en insistant à nouveau sur les

1. Notamment lors d'un entretien à Londres le 13 janvier 1943 entre Ivan Maïski et Moshe Shertok. Ce dernier tente de convaincre Maïski que les réfugiés, compte tenu de leurs difficultés à s'intégrer en URSS, seraient plus utiles en Palestine, y compris pour l'effort de guerre soviétique. Shertok propose que le gouvernement soviétique autorise l'émigration de 3 000 à 5 000 réfugiés. ACS Z4/14920, 19 janvier 1943 et S25/858, 29 avril 1943, *DISR*, p. 51-52 et p. 56-57.

2. ASC, Z5/1377, lettre de Nahoum Goldmann à Edvard Bénès, 27 mai 1943, *DISR*, t. 1, p. 60-66.

3. AW, 14 septembre 1943, *DISR*, t. 1, p. 68.

4. Ivan Maïsky, *Memoirs of a Soviet Ambassador, The War 1939-43*, Londres, Hutchinson, 1967, p. 396. Il convient néanmoins de noter qu'il ne mentionne aucunement cet épisode dans son journal, qui se trouve dans les archives du MID. Ivan Maïski a tenu un journal quotidien pour les années 1941, 1942, 1943, à l'exception, semble-t-il, de la période juillet-octobre 1943. APEFR, f. 017, o. 1, p. 2, d. 10.

capacités d'absorption de la Palestine juive, demande des documents et des photographies¹. « Après la guerre, déclare Maïski à Ben Gourion, il y aura un sérieux problème juif et il devra être résolu ; nous devons prendre position, donc nous devons savoir. »² À leur retour à Jérusalem, Maïski demande à visiter la partie juive de la ville, créant, selon Ben Gourion, une certaine panique au sein de l'escorte britannique chargée de sa sécurité. L'intérêt de Maïski pour l'avenir de la Palestine surprend le chef de l'AJ. « Pour moi, ce fut une révélation, écrit Ben Gourion. Je pouvais difficilement y croire. Cela nous oblige à agir. Il y a maintenant un autre pays qui s'intéresse à cette question. »³ D'après le témoignage de Bartley Crum, Dimitri Manouïlski lui aurait dit que Maïski, à la suite de son séjour en Palestine, avait transmis au Kremlin un rapport très favorable « sur les magnifiques progrès accomplis par les Juifs en Palestine »⁴. Nous ne savons pas si Maïski a véritablement rédigé un tel rapport. Compte tenu de sa longue expérience et de sa connaissance du système stalinien, il est peu probable qu'il se soit exprimé en des termes aussi emphatiques. Mais il n'existe pas non plus de raison de mettre en doute les propos de Manouïlski⁵.

Après onze ans passés à Londres, Maïski rentre, en octobre 1943, à Moscou où, nommé vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères, il est chargé, tout comme Litvinov rappelé de Washington, de la préparation des conférences de paix. L'URSS va devoir définir une position sur la Palestine. Même si Maïski semble favorable à la cause sioniste, Moscou a le choix entre plusieurs options à l'aube de l'année 1944.

1. Dans un mémorandum qu'il adresse à Maïski quelques mois plus tard, Ben Gourion indique que la Palestine est en mesure d'absorber 2,5 millions d'immigrants juifs, APEFR, f. 017, o. 1, p. 4, d. 39, ll. 58-59, lettre de Ben Gourion à Maïski, 8 août 1944, *SIO*, t. 1, p. 93.

2. ASC, S100/40, 4 octobre 1943, *DISR*, t. 1, p. 71.

3. *Ibidem*, p. 72.

4. Bartley Crum, *Behind the Silken Curtain. A personal account of Anglo-American diplomacy in Palestine and the Middle East*, New York, Simon and Schuster, 1947, p. 65. Bartley Crum était membre de la commission d'enquête anglo-américaine sur la Palestine créée en 1945. À ce titre, il rencontra Dimitri Manouïlski à Londres en 1946. Ce dernier, ancien dirigeant du Komintern, était alors le ministre des Affaires étrangères de la République socialiste soviétique d'Ukraine qui disposait, comme la Biélorussie, d'un siège à l'ONU.

5. Dimitri Manouïlski fut membre de la commission Litvinov, chargée de la préparation des pourparlers de paix et de l'organisation de l'après-guerre. À ce titre, il collabora avec Litvinov et Maïski et put avoir connaissance de ce rapport.

II — Les options

À partir de 1943, plusieurs commissions et groupes de travail sont institués au sein du MID afin de nourrir la réflexion du Kremlin sur l'après-guerre. Ils ont pour fonction d'une part d'envisager, d'une manière globale, la stratégie soviétique à l'égard du monde occidental et, d'autre part, de passer en revue tous les dossiers qui seront abordés lors des conférences de paix. Ces réflexions donnent lieu à la rédaction de documents de synthèse à destination de Staline et Molotov.

Ivan Maïski est l'auteur de l'un de ces rapports en janvier 1944. Il élabore une vision d'ensemble des relations internationales et de la place de l'URSS dans le monde de l'après-guerre. Selon lui, le nouvel ordre sera caractérisé par les contradictions entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, dont les intérêts sont appelés inmanquablement à se heurter. En effet, Londres sortira « affaiblie et appauvrie » de la guerre et devra subir la domination américaine : « Son système socio-économique et ses traditions culturelles et historiques pousseront l'Angleterre vers l'Amérique, mais celle-ci sera son adversaire puissant et son concurrent direct sur le marché international, dans les colonies, dans les secteurs de l'aviation civile et de la marine marchande »¹.

Dans ce cadre, Maïski envisage deux scénarios :

- soit des révolutions prolétariennes éclateront en Europe – hypothèse à laquelle il ne croit guère – dès la fin de la guerre, ce qui mettra au premier plan la contradiction principale entre le capitalisme et le socialisme ;
- soit aucune révolution prolétarienne ne verra le jour – hypothèse qu'il retient – et alors l'URSS, selon le précepte léniniste, pourra utiliser les contradictions anglo-américaines en cherchant un rapprochement avec la Grande-Bretagne contre les États-Unis. L'URSS, selon Maïski, a intérêt à œuvrer en faveur du maintien d'une Angleterre puissante et en particulier à la préservation de sa flotte de guerre, car « nous pourrions avoir besoin de l'Angleterre pour équilibrer l'expansion impérialiste des États-Unis »². Sur ce point, l'opinion de Maïski était différente de celle de Litvinov qui, lui, considérait que l'URSS devait renforcer sa coopération avec les États-Unis alors que des contradictions ne

1. APFR, f. 3, o. 63, d. 237, ll. 52-93, Note de I. Maïski à Molotov, 11 janvier 1944, strictement confidentiel, document publié in *Istotchnik*, n° 4, 1995, p. 142-143.

2. *Ibidem*, p. 143.

manqueraient pas de surgir entre Moscou et Londres pour le partage des sphères d'influence en Europe¹.

La garantie de la sécurité de l'URSS et le maintien de la paix en Europe pour une période de trente à cinquante ans constituent, selon Maïski, les principes fondamentaux sur lesquels doit reposer l'ordre de l'après-guerre. Cette durée est nécessaire pour qu'une partie de l'Europe continentale devienne socialiste, ce qui mettrait l'URSS à l'abri d'une nouvelle guerre. Mais surtout, souligne-t-il, les frontières de l'URSS doivent être celles de 1941 – donc y compris les territoires annexés par l'URSS à la suite du Pacte Molotov-Ribbentrop. Ce sera le meilleur et le plus sûr moyen d'assurer la sécurité de l'URSS. Ce qui n'empêche pas d'envisager d'autres modifications, bien sûr, favorables à Moscou.

Pour Maïski, le monde de l'après-guerre sera dominé par quatre grandes puissances : l'URSS, les États-Unis, l'Angleterre et la Chine. Les États-Unis seront l'incarnation de ce qu'il appelle un « impérialisme dynamique »² d'un type nouveau. Ils ne chercheront pas à annexer de nouveaux territoires, mais ils exerceront une domination économique-financière. La Grande-Bretagne deviendra un « impérialisme conservateur affaibli »³.

L'ancien ambassadeur d'URSS à Londres souligne que la question coloniale constitue un terrain particulièrement favorable à l'expression de ces contradictions entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Il constate que l'URSS s'est peu intéressée à cette question alors que ce sera l'une des plus importantes de l'après-guerre. Elle doit donc s'y préparer d'urgence, car des conflits couvent entre les États-Unis et l'Angleterre, et leur issue, note Maïski, dépendra de la position de l'URSS.

S'agissant du Proche-Orient, il ne développe pas de propositions détaillées, mais définit plutôt un cadre général assez large. Il donne lui-même une explication à ce flou ; le monde arabe se trouvait jusqu'à présent en dehors de la sphère d'influence soviétique. Excepté la mission soviétique ouverte au Caire en 1943, l'URSS ne dispose d'aucune représentation diplomatique dans la région. Appuyant son analyse sur le court séjour qu'il a effectué en octobre 1943, Maïski affirme « qu'il y a sans aucun doute un terrain [favo-

1. Note de Litvinov à Staline et Molotov sur la politique des États-Unis, 2 juin 1943, strictement confidentiel. Ce document a été envoyé à Vorochilov, Mikoïan, Beria, Malenkov, Vychinski, Dekanozov et Lozovski, *Vestnik ministerstvo inostrannykh del*, n° 7 (65), 1990, p. 54-63.

2. Note de I. Maïski à Molotov, *op. cit.*, p. 140.

3. *Ibidem*, p. 140.

nable] au renforcement de l'influence soviétique »¹ au Proche-Orient et que cela doit même devenir un objectif de la diplomatie soviétique, sans développer le contenu de ce que devra être la politique de Moscou dans cette région. Analysant le mouvement pan-arabe qui commence à prendre forme, il préconise « de prendre une position de principe bienveillante à son égard, mais sans le soutenir activement »². Il justifie cette réserve par le fait que cela créerait des complications avec l'Angleterre, « ce qui ne correspondrait pas à nos intérêts ». En revanche, il ne dit pas un mot sur le problème de la Palestine.

Les conceptions développées par Maïski sont à rapprocher de celles défendues par Litvinov dans les années 1930. Une politique d'apaisement avec les puissances capitalistes, fondée à la fois sur la recherche du compromis et sur l'exploitation des contradictions interimpérialistes. L'objectif restant, au moins sur le plan théorique, de permettre la progression du système socialiste en Europe, mais sans volontarisme révolutionnaire, sans utilisation de la force. Cette conception peut sembler éloignée de la vision stalinienne des relations internationales. En réalité, elle constitue un aspect de la tactique des « deux fers au feu ». Parallèlement et successivement à cette politique de compromis, Staline déploie une stratégie de déstabilisation des puissances capitalistes, de retournement d'alliances afin de faire progresser le mouvement révolutionnaire partout où cela est possible, par la force si nécessaire.

En 1943-1944, l'URSS n'a pas de politique définie pour le Proche-Orient mais, comme le montrent le rapport Maïski ainsi que les contacts qu'elle entretient avec les dirigeants sionistes, elle entrevoit la possibilité d'étendre son influence, d'enfoncer un coin entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, et surtout de peser sur les décisions qui devront être prises dans le cadre de la réorganisation du monde de l'après-guerre. Mais cela nécessite une présence dans la région qui, en 1943, fait encore défaut.

Moscou s'installe au Proche-Orient

Absente du Proche-Orient depuis 1917, l'URSS ne peut vouloir prétendre jouer un rôle dans cette région sans y disposer d'un solide appareil diplomatique. C'est évidemment en Égypte que Moscou choisit d'installer sa première mission en 1943. Cœur du monde arabe, plaque tournante du dispositif militaire allié, escale obligé

1. *Ibidem*, p. 132.

2. *Ibidem*, p. 133.

des communications entre l'URSS et l'Occident : l'établissement de relations diplomatiques entre Moscou et Le Caire est donc le préalable indispensable à une présence soviétique au Proche-Orient. Une nouvelle fois, Ivan Maïski est l'artisan de ce rapprochement soviéto-égyptien. De par sa présence à Londres, ce rôle lui a été naturellement dévolu.

Dans ses mémoires, il rapporte que l'ambassadeur d'Égypte à Londres, Nachat-Pasha, lui proposa, après la bataille de Stalingrad, d'établir des relations diplomatiques entre Le Caire et Moscou. Durant plusieurs semaines, les deux ambassadeurs en négocièrent les conditions. Ils achoppèrent en raison des exigences avancées par l'ambassadeur égyptien qu'il tenait en piètre estime, le qualifiant de « créature du roi Farouk, un ultra-réactionnaire et un grand admirateur d'Hitler et de Mussolini ». L'ambassadeur égyptien voulait, notamment, que l'URSS s'engage à ne pas intervenir dans les affaires intérieures de son pays et accomplisse le premier pas de la reconnaissance diplomatique. Finalement, lors d'un voyage dans la capitale soviétique début juillet 1943, Maïski fit une escale au Caire et trouva une solution avec le Premier ministre Nahhas Pacha¹.

À son retour à Londres, il envoie une note à Molotov dans laquelle il souligne la valeur de l'Égypte comme « un point important stratégiquement, économiquement, politiquement pour le présent comme pour l'avenir ». Il recommande une décision rapide en raison des menaces qui pèsent sur le Premier ministre égyptien, chef du parti Wafd². Les relations entre le roi Farouk et son Premier ministre sont mauvaises et Maïski craint qu'il ne doive démissionner, auquel cas tout serait à recommencer³.

Les relations diplomatiques entre les deux pays sont officiellement établies le 26 août 1943. Premier représentant soviétique au Caire, Nikolai Novikov prend ses fonctions en novembre 1943⁴.

1. Ivan Maïski, *op. cit.*, p. 372.

2. Le parti Wafd est né à la fin de la Première Guerre mondiale lorsqu'une délégation (wafd) de nationalistes égyptiens, dirigée par Saad Zaghloul, se rendit à Londres pour négocier l'indépendance de l'Égypte. La délégation prend alors le sens de « délégation de l'ensemble du peuple égyptien ». Le Wafd devient un parti, un peu analogue au parti du Congrès en Inde. Parti laïc et nationaliste, le Wafd dispose d'une solide base populaire au moins jusqu'en 1944. Revendiquant l'indépendance nationale égyptienne, il sera, par moments, soutenu par les Britanniques pour empêcher que la monarchie égyptienne ne devienne trop puissante. Le 4 février 1942, craignant que l'Égypte ne bascule dans le camp de l'Axe, les Britanniques encerclent le palais royal et exigent le retour du Wafd au pouvoir. Nahhas Pacha est nommé Premier ministre. Il sera contraint de démissionner le 8 octobre 1944. Henry Laurens, *Le Grand jeu, Orient arabe et rivalités internationales*, Paris, Armand Colin, 1991, p. 13-16.

3. APEFR, 017, o. 5, p. 3, d. 1. l. 3, sans date.

4. Il a relaté dans ses mémoires son arrivée au Caire et sa prise de fonctions. Cependant

L'URSS poursuit son installation au Proche-Orient par l'ouverture de missions en Syrie, au Liban et en Irak pendant l'été 1944.

Depuis 1914, à la suite de la rupture des relations diplomatiques entre la Russie et l'Empire ottoman, Moscou ne possédait plus aucune présence officielle en Palestine. En octobre 1941, l'ambassadeur d'URSS à Ankara suggère au MID d'ouvrir un consulat en Palestine, mais le vice-commissaire, V. Dekanozov, estime alors cette proposition inopportune, car Moscou devrait en échange autoriser l'ouverture de consulats britanniques en URSS¹. En mars 1945, Sergueï Kavtaradzé reformule la proposition en soulignant la nécessité « de surveiller la politique de l'Angleterre et des États-Unis dans cette région » et de défendre les intérêts soviétiques, estimés à 1 million de livres sterling. De plus, note Kavtaradzé, « l'attitude de la population de la Palestine – les Arabes et les Juifs – à l'égard de l'URSS est amicale. Même les cercles sionistes antisoviétiques tentent maintenant par tous les moyens d'établir des liens officiels avec l'URSS »². Une résolution du Conseil des ministres entérine l'ouverture à Jérusalem d'un consulat placé sous l'autorité de la mission soviétique au Caire. Cependant, cette décision ne sera pas suivie d'effet, toujours en raison du problème de réciprocité³. Les premiers diplomates soviétiques arriveront en terre palestinienne après la création de l'État d'Israël en 1948.

À partir de 1944, Moscou dispose d'une présence sur le terrain qui va lui permettre de rencontrer les acteurs locaux, de recueillir des informations de première main et d'exercer une influence. Il lui restait à définir une politique, c'est-à-dire faire des choix entre les différentes options possibles. La question était de savoir quelles étaient les motivations du Kremlin. Voulait-il favoriser une déstabilisation de la région, créant ainsi un terreau favorable à la fixation de foyers révolutionnaires ? Affirmer son statut de grande puissance, proposer ainsi une alternative aux différents peuples et États de la région face à la Grande-Bretagne et aux États-Unis et réviser l'équilibre des forces au Proche-Orient ? L'objectif était-il de jouer la carte de la Grande-Bretagne contre les États-Unis comme le suggérait Maïski, ou l'inverse ? Autant de questions auxquelles il est peu probable que les dirigeants soviétiques aient été capables de

l'ouvrage reste le plus souvent à un niveau anecdotique. N.V. Novikov, *Vospominania Diplomata. Zapiski, 1938-1947*, Moscou, Politizdat, 1989.

1. APEFR, f. 0118, o. 6, p. 3, d. 1, l. 4, 15 mai 1943, *Sto, op. cit.*, p. 73. La Grande-Bretagne posait effectivement cette condition.

2. APEFR, f. 0118, o. 8, p. 4, d. 2, ll. 9-10. Note de Kavtaradzé à Molotov, confidentiel, 31 mars 1945.

3. APEFR, f. 0118, o. 8, p. 4, d. 2, l. 11.

répondre, en 1944, tant la politique de Moscou semble avoir été définie au gré des circonstances.

L'option arabe

L'idée d'une fédération des pays arabes est née pendant la guerre. Elle a d'abord été avancée par Anthony Eden, alors ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Winston Churchill, lors d'un discours prononcé devant la Chambre des Communes le 29 mai 1941, mais, comme le note Henry Laurens, celui-ci « n'a que peu d'impacts dans l'opinion publique arabe »¹. Ce n'est qu'après la victoire britannique à El-Alamein que cette idée commence à rencontrer un certain écho chez les dirigeants arabes. Après une lutte entre dirigeants égyptiens et irakiens, l'Égypte parvient à prendre la direction des opérations et réunit tous les représentants des États arabes, y compris un représentant palestinien, à Alexandrie, le 25 septembre 1944. La charte constitutive de la Ligue arabe est signée au Caire le 22 mars 1945. Quelle fut l'attitude de l'URSS face à cette tentative d'unification du monde arabe ?

Un premier rapport sur la question, rédigé par S. Mikhaïlov², premier secrétaire de l'ambassade d'URSS à Ankara, est adressé au vice-commissaire aux Affaires étrangères, S. Kavtaradzé, en octobre 1943. Mikhaïlov y analyse les causes de l'émergence de projets de fédération arabe. Selon le diplomate soviétique, l'apparition de cette question s'explique « plutôt par la volonté des Anglais que par celle des cercles politiques arabes »³. La « rivalité anglo-américaine », poursuit-il, conséquence de l'arrivée des troupes américaines dans le bassin méditerranéen, constitue un facteur nouveau. Le renforcement des positions politico-économiques des États-Unis a provoqué l'inquiétude légitime des Britanniques. Dans leur propagande en direction du Moyen-Orient, les Américains font presque ouvertement la promotion de l'indépendance pour tous les peuples de la région. Sachant les pays arabes sensibles à l'idée d'unité, Londres a décidé d'ouvrir un grand débat sur cette question en pensant que cela produira une impression favorable sur les pays du Moyen-Orient, même si cela ne débouche sur rien de concret⁴. Résumant son propos, Mikhaïlov note que « les Anglais, pour renforcer leur domination sur le Moyen-Orient, sont prêts à accepter, sous certaines

1. Henry Laurens, *op. cit.*, p. 352.

2. Mikhaïlov fut l'un des deux diplomates soviétiques envoyés au congrès de la Ligue arabe, qui se déroula en Palestine en août 1942.

3. APEFR, f. 087, o. 7, p. 5, d. 12, l. 141, confidentiel, 8 octobre 1943.

4. APEFR, f. 087, o. 7, p. 5, d. 12, ll. 141-142.

conditions, une union des pays arabes qui ne porterait pas atteinte à leurs intérêts fondamentaux », mais que les Américains, qui tentent d'affaiblir la position des Anglais au Moyen-Orient, y sont opposés. En conclusion, il prédit l'échec du projet¹, sans se prononcer sur ce que devrait être la position de l'URSS. Dans une deuxième note, rédigée en mars 1944 par A. Lavrentiev, directeur du département du Proche-Orient, des arguments semblables sont avancés². La réalisation de ce projet placerait, selon lui, cette région entièrement dans les mains des Anglais. « Cela léserait nos intérêts. Notre attitude à l'égard du mouvement à cette étape doit être négative. »³ Les diplomates soviétiques commencent à percevoir le projet de fédération non pas seulement comme le fruit d'une rivalité anglo-américaine, mais également comme une opération dirigée contre l'URSS.

En novembre 1944, I. Samylovski, successeur de Lavrentiev à la tête du département du Proche-Orient, indique que ce projet vise à créer « une barrière contre le développement de l'influence soviétique dans cette région »⁴. Il suggère néanmoins que l'URSS adopte une position nuancée : ne pas soutenir le projet, mais ne pas le dire publiquement, « afin de ne pas provoquer une réaction hostile des cercles dirigeants des pays arabes, de la presse arabe et des Anglais »⁵.

Au lendemain de la signature de la charte constitutive de la Ligue arabe en 1945, l'ambassadeur d'URSS en Irak, Gueorgui Zaïtsev, estime qu'elle est un instrument aux mains des Anglais destiné à la fois à « évincer les Français de la Syrie », à renforcer leurs positions stratégiques, économiques et financières dans le bassin méditerranéen et dans le monde arabe. Elle doit aussi permettre à Londres de résister à la pénétration des États-Unis et de l'URSS au Proche-Orient⁶. Quelques semaines plus tard, dans un second rapport⁷, il avance un certain nombre d'arguments selon lesquels l'URSS ne devrait pas avoir une position de rejet définitif face à cette tentative d'union du monde arabe.

Le premier élément significatif, selon le diplomate soviétique, est constitué par le changement de la situation au Proche-Orient. Elle n'est plus la même qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale. L'Angleterre n'y est plus toute-puissante, notamment

1. APEFR, f. 087, o. 7, p. 5, d. 12, ll. 153-154.

2. APEFR, f. 087, o. 7, p. 5, d. 12, l. 6, confidentiel, 2 mars 1944.

3. APEFR, f. 087, o. 7, p. 5, d. 12, l. 7.

4. APEFR, f. 087, o. 7, p. 5, d. 12, l. 89, 25 novembre 1944, confidentiel.

5. APEFR, f. 087, o. 7, p. 5, d. 12, l. 90.

6. APEFR, f. 087, o. 8, p. 8, d. 12, l. 22, 25 mars 1945, confidentiel.

7. APEFR, f. 087, o. 8, p. 8, d. 12, ll. 62-69, 7 mai 1945, confidentiel.

parce que « l'influence de l'Union Soviétique croît rapidement dans tout le Proche et Moyen-Orient ; les peuples arabes dans leur lutte de libération nationale comptent sur le soutien de l'URSS »¹.

Zaïtsev propose de retourner la Ligue arabe contre les Britanniques. L'idée de libération nationale est populaire dans le monde arabe. La Ligue arabe y est perçue comme son expression. « Avec une attitude favorable de l'URSS à l'égard de la Ligue arabe, l'union des peuples slaves exercera sur l'union arabe une beaucoup plus grande influence qu'avec notre attitude négative. Dans ce cas, l'URSS pourrait orienter, dans certaines circonstances, le mécontentement des pays arabes contre la politique anglaise au Proche-Orient et gagner la sympathie des masses arabes. »²

Enfin, il avance un argument qui sera l'un des points cardinaux de la politique soviétique au Proche et Moyen-Orient pendant près de quarante ans : empêcher la mise sur pied d'une organisation régionale dirigée contre l'URSS. L'ambassadeur soviétique à Bagdad craint qu'une position défavorable de l'URSS à l'égard de la Ligue arabe ne facilite la tâche à la Grande-Bretagne. En cas de conflit entre Londres et Moscou, elle pourrait être utilisée contre l'URSS. En conclusion, Zaïtsev propose de « ne pas adopter une attitude négative à l'égard de l'union arabe et de s'efforcer d'orienter cette organisation dans le sens de nos intérêts »³. Ce rapport de Zaïtsev marque une évolution sensible de l'analyse soviétique de la situation dans le monde arabe. Certains diplomates semblent percevoir des signes qui, habilement exploités, pourraient être favorables à l'URSS. Ils rejoignent en cela les propositions formulées par Maïski dès janvier 1944.

En 1944-1945, l'URSS manifeste peu d'enthousiasme pour les développements à l'œuvre dans le monde arabe surtout considérés comme des dangers potentiels en raison de l'implication de la Grande-Bretagne. En revanche, elle tente de cerner la façon dont les contradictions entre Londres et Washington pourraient être exploitées dans cette région.

Un exemple parmi d'autres de cette attitude concerne la question du retrait des troupes françaises encore présentes en Syrie alors que cette dernière est formellement indépendante depuis 1943. Ce sujet est abordé par Litvinov dans le dossier consacré à la Syrie et au Liban dans le cadre de la commission qu'il préside⁴. Litvinov sug-

1. APEFR, f. 087, o. 8, p. 8, d. 12, l. 62.

2. *Ibidem*, l. 69.

3. *Idem*.

4. APEFR, f. 013, o. 7b, p. 9, d. 17, ll. 1-18. Rapport adressé par Litvinov à Staline, Molotov, Vychinski, Lozovski, Manouïlski, Kozyrev.

gère de soutenir Damas et Beyrouth qui demandent l'évacuation des troupes françaises, et de s'entendre avec les États-Unis pour écarter la Grande-Bretagne de la région¹. Moins que de proposer une véritable politique pour le Proche-Orient, le souci premier de Litvinov est de consolider le rôle de l'URSS dans cette région qui, comme il le souligne, se trouve à proximité des frontières soviétiques. L'objectif poursuivi par Moscou, selon Litvinov, est d'empêcher que « le problème syro-libanais puisse être examiné sans notre participation »².

En 1944-1945, l'URSS ne dispose pas de « politique arabe ». Elle reste méfiante à l'égard du mouvement qui agite le monde arabe même si elle est attentive au parti qu'elle pourrait en tirer. Dans le cas de la Palestine, que pouvait signifier le choix d'une option arabe ? En réalité, la question se posait moins en termes d'un choix en faveur d'une solution « arabe » que d'une adhésion ou d'une opposition à la création d'une entité juive.

L'option juive

Hostiles par principe au sionisme, inquiets d'un éventuel regain de nationalisme chez les Juifs d'URSS, pourquoi les dirigeants soviétiques auraient-ils pu manifester un quelconque intérêt pour la cause sioniste en 1944-1945 ? D'autant que, face à la puissance potentielle du monde arabe, la présence et les moyens des Juifs en Palestine paraissent bien faibles. Alors que Moscou aspire à jouer un rôle d'importance dans cette région du monde, alors qu'elle n'y dispose, pour l'heure, d'aucune base solide, prendre le risque de provoquer l'hostilité du monde arabe pouvait être gros de dangers pour l'avenir.

Les premières analyses, dont nous disposons, sur la situation en Palestine formulées par des diplomates soviétiques datent de 1943. Dans un premier rapport, Mikhaïlov écarte l'idée d'un soutien à la création d'un État juif ; celle-ci pourrait être interprétée comme une attaque contre une position importante de l'Empire de Sa Gracieuse Majesté³. En revanche, il souligne le leurre d'une coexistence des Juifs et des Arabes dans le cadre d'un pouvoir dominé par les Arabes⁴. Même si ce n'est que l'analyse produite par un diplomate de second rang, elle met à mal l'idée d'un État binational chère aux communistes juifs palestiniens.

En novembre 1944, l'ambassadeur d'URSS en Égypte, Chtchibo-

1. APEFR, f. 013, o. 7b, p. 9, d. 17, ll. 16-17

2. *Ibidem*, l. 18.

3. APEFR, f. 087, o. 7, p. 5, d. 12, l. 143, confidentiel, 8 octobre 1943.

4. *Ibidem*, l. 152.

rine, et le chef du département du Proche-Orient, Samylovski, envoient une note au vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères Dekanozov, sur l'attitude de l'URSS à l'égard de la création d'un État juif en Palestine¹. Les deux diplomates restent extrêmement prudents. Ils craignent les réactions du monde arabe et de la Grande-Bretagne si Moscou soutient la cause sioniste, et suggèrent de s'en tenir à une position attentiste². Parallèlement à ces réflexions, les contacts avec les dirigeants sionistes se poursuivent. En août 1944, K. Oumanski, alors ambassadeur à Mexico, reçoit N. Goldman. Selon le compte rendu de l'entretien rédigé par ce dernier, le diplomate soviétique, qui se serait exprimé à titre personnel en tant que « Russe et Juif », laisse entendre clairement que l'URSS soutiendra la création d'un État juif³. De son côté, le représentant de l'AJ au Caire, E. Epstein a, au cours de l'été 1944, plusieurs entretiens avec Daniil Solod, conseiller à l'ambassade soviétique, dont il tire l'impression que Moscou cherche à en savoir plus sur le mouvement sioniste⁴.

La Palestine n'était pas officiellement à l'ordre du jour de la conférence de Yalta en février 1945. D'après différentes sources, elle fit l'objet de discussions entre Roosevelt, Staline et Churchill⁵, mais les versions sont contradictoires⁶.

Un autre signe de l'intérêt croissant de Moscou pour la création d'un État juif en Palestine fut la ratification par la délégation soviétique à la conférence syndicale mondiale, qui se tint à Londres en février 1945, d'une résolution sur les Juifs et la Palestine, affirmant que « protéger les Juifs de l'oppression et de la discrimination, dans tous les pays, doit être l'obligation de la nouvelle autorité internationale » et appelant à « donner au peuple juif la possibilité de continuer à développer la reconstruction de la Palestine en tant que foyer national »⁷. Un représentant soviétique déclara qu'il était en faveur d'une double politique sur la question juive : droits égaux pour les Juifs dans tous les pays et création d'un foyer national pour les Juifs qui veulent émigrer en Palestine. Cette convention permet aux délégués de la Histradout de s'entretenir avec les membres de la délégation soviétique qu'ils invitent en Palestine⁸. Le vote de

1. APEFR, f. 087, o. 7, p. 5, d. 12, ll. 89-91, confidentiel, 25 novembre 1944.

2. APEFR, f. 087, o. 7, p. 5, d. 12, ll. 90-91.

3. ASC Z6/2253, 15 août 1944, *DISR*, t. 1, p. 79-80.

4. ASC S25/486, note de Epstein à Ben Gourion, 3 septembre 1944, *DISR*, t. 1, p. 84.

5. Michel Bar-Zohar, *Ben Gourion*, Paris, Fayard, 1986, p. 196.

6. Joseph Heller, « Roosevelt, Stalin and the Palestine Problem at Yalta », *The Wiener Library Bulletin*, n° 41-42, 1977, p. 35.

7. Cité in Aharon Cohen, *Israël and the Arab World*, Londres, W.H. Allen, 1970, p. 363.

8. L'un des délégués soviétiques répond que cette visite ne peut être organisée dans

cette résolution ne signifie pas pour autant le soutien de l'URSS à la création d'un État juif indépendant, comme l'a fait remarquer le consul soviétique à Beyrouth, Reuben Agronov, à des représentants du Yishouv : « Le gouvernement soviétique n'est pas devenu pro-sioniste, il clarifiera sa position lorsque la question palestinienne verra éventuellement devant les Nations Unies. »¹

Alors que la fin de la guerre approche, Moscou n'envisage pas encore de prendre position en faveur du mouvement sioniste. Le dossier consacré à la Palestine par la commission Litvinov montre que la diplomatie soviétique optait pour le changement dans la continuité². Au lieu d'un système mandataire unilatéral, elle proposait une tutelle collective. Dans sa conclusion en sept points, Litvinov souligne que, n'étant liée à aucune des parties – juive ou arabe – l'URSS pourrait demander à exercer une tutelle sur la Palestine jusqu'à ce que le problème soit résolu³. Conscient que cette solution serait rejetée par la Grande-Bretagne qui refusera « le transfert provisoire de la Palestine dans les mains d'un autre État et encore plus dans celles de l'URSS »⁴, Litvinov propose une tutelle collective des trois Alliés : l'URSS, les États-Unis et l'Angleterre. Ces propositions avancées par la commission Litvinov restent vagues⁵ et avaient peu de chance d'être acceptées par Londres et Washington qui ne souhaitaient évidemment pas voir Moscou s'immiscer dans la question palestinienne. La Palestine fit l'objet de discussions lors de la conférence des ministres des Affaires étrangères, qui se tint à Londres du 11 septembre au 2 octobre 1945. Molotov proposa au secrétaire au Foreign Office, Ernest Bevin, de retirer les troupes soviétiques stationnées dans le nord de l'Iran en échange d'un retrait des troupes britanniques d'Égypte et de Palestine⁶.

En 1945, la Grande-Bretagne veut éviter l'internationalisation de la question palestinienne et surtout que l'URSS n'y soit impliquée, ce qui signifierait la fin de son hégémonie sur le Proche-Orient déjà

l'immédiat mais que la Histradrout peut envoyer une invitation officielle à Moscou à laquelle une suite favorable sera donnée, ASC S25/15349, 25 février 1945, *DISR*, t. 1, p. 92.

1. Archives sionistes centrales S 25 / 486, cité in Yaacov Ro'i, *Soviet Decision Making in Practice, The USSR and Israël 1947-1954*, New Brunswick, Transaction Books, p. 18.

2. APEFR, f. 013, o. 7b, p. 9, d. 17, ll. 78-116, 13 mars-28 juillet 1945, strictement confidentiel. Rapport adressé à Staline, Molotov, Manouïlski, Lozovski, Souritz.

3. *Ibidem*, l. 115.

4. APEFR, f. 013, o. 7b, p. 9, d. 17, l. 115.

5. Il faut souligner que ce rapport consacré à la question palestinienne est assez décevant. Il contient pour l'essentiel un rappel historique sans grand intérêt de la situation en Palestine. Nous ne disposons pour l'instant que de peu d'informations sur les conditions dans lesquelles cette commission a travaillé.

6. Yaacov Ro'i, *op. cit.*, p. 20.

fortement contestée par les États-Unis. Ces derniers commencent à prendre une part active dans la recherche d'une solution à la question palestinienne. En particulier, ils poussent les Britanniques à ouvrir les portes de la Palestine aux Juifs qui veulent s'y installer. Le problème est crucial, car plusieurs dizaines de milliers de Juifs qui ont tout perdu sont regroupés dans des camps de « personnes déplacées » ouverts par les Alliés en Europe. Mais les États-Unis ne veulent en aucun cas devoir assurer le maintien de l'ordre en Palestine. Pour des raisons de politique intérieure, ils refusent d'envoyer des troupes américaines au Moyen-Orient et, surtout, ils souhaitent conserver la plus large marge de manœuvre possible dans une région qui peut leur offrir de grandes perspectives.

Devant l'urgence de résoudre le problème des « personnes déplacées », habilement exploité par le président américain Harry Truman, le Premier ministre britannique, Clement Attlee, propose en octobre 1945 la formation d'une commission d'enquête anglo-américaine sur le sort des Juifs en Europe. Sous la pression américaine son champ d'activité est étendu à la Palestine. La création de cette commission signifie clairement la mise à l'écart de l'URSS du règlement de la question palestinienne. Dans la revue *Temps nouveaux*, éditée par le ministère des Affaires étrangères, C. Séréjine écrit à propos de la commission anglo-américaine : « Les projets de fonder un État sioniste juif en Palestine sont soutenus par des milieux américains influents. Le message du président Truman proposant de transférer 100 000 Juifs d'Europe en Palestine, et les pourparlers anglo-américains engagés à ce propos, ont encore embrouillé le nœud palestinien. Il a été constitué une commission anglo-américaine pour les Affaires de Palestine chargée de résoudre ce problème en dehors de ceux qui y sont le plus intéressés. »¹ C'est sans aucun doute un échec pour l'URSS. Sa politique attentiste n'aura pas suffi pour en faire un partenaire indispensable des affaires du Proche-Orient². La constitution de cette commission montre, dans le même temps, aux dirigeants soviétiques qu'il n'est pas si simple de pouvoir exploiter les contradictions au sein du camp impérialiste alors que, comme le souligne Yaacov Ro'i, « les Soviétiques soutenaient qu'il y avait une certaine logique dans un front soviéto-américain contre une puissance impérialiste obsolescente »³.

1. *Temps nouveaux*, n° 3, 1946.

2. Ce qu'a clairement signifié le président Truman lors d'une conférence de presse, pendant la conférence de Potsdam, en août 1945. Alors qu'on lui demandait s'il avait eu des entretiens avec Staline sur la Palestine, il répondit par la négative, ajoutant que l'Union soviétique n'était pas en position de jouer un rôle en Palestine. Yaacov Ro'i, *op. cit.*, p. 20.

3. *Ibidem*, p. 23.

La dégradation des relations entre les communautés juive et arabe en Palestine et l'incapacité de la Grande-Bretagne à maîtriser ce conflit vont conduire à l'internationalisation de la question palestinienne. Portée devant les Nations Unies, elle devient un objet de débat entre les grandes puissances. L'URSS va donc, sous la pression des événements, devoir opérer des choix. Ils seront inattendus pour ceux qui restaient persuadés de l'insurmontable hostilité du bolchevisme au sionisme.

CHAPITRE III

La surprise

À l'issue de la guerre, la position soviétique au Moyen-Orient demeure précaire. Entre 1944 et 1946, Moscou s'est lancée à deux reprises dans une épreuve de force avec la Grande-Bretagne et les États-Unis sur le terrain moyen-oriental. La première avait pour cible l'Iran et la seconde la Turquie. Par deux fois, ce fut l'échec.

L'URSS a cherché à profiter de sa présence militaire dans le nord de l'Iran, obtenue à la faveur de la guerre, pour exiger sa part du gâteau pétrolier. Devant le refus de Téhéran, Washington et Londres, le Kremlin entreprit une manœuvre de déstabilisation en soutenant les revendications séparatistes au Kurdistan et en Azerbaïdjan iraniens et, surtout, en refusant de retirer l'Armée rouge, en violation de l'accord conclu en 1942. Devant la résistance de Téhéran qui, soutenu par les États-Unis, porta l'affaire devant le conseil de sécurité de l'ONU, en mars 1946, Moscou fut obligée de reculer et d'abandonner ses alliés communistes iraniens à leur sort.

Parallèlement, Staline mit, comme il l'avait fait avec Hitler entre 1939 et 1941¹, la question des Détroits turcs à l'ordre du jour des négociations entre les Alliés. Il voulait non seulement une révision de la Convention de Montreux, mais également le retour à l'URSS des territoires de Kars, Ardahan et Artwin – annexés par la Russie en 1871, mais rendus à la Turquie en 1921 – et l'établissement d'une base militaire à proximité des Détroits. Autant de revendications inacceptables pour les États-Unis, la Grande-Bretagne et, bien entendu, pour la Turquie. Comme en Iran, Moscou fut obligée de reculer devant la réaction américaine.

On ne peut manquer de s'interroger sur les raisons qui ont motivé cette offensive sur deux points stratégiques du Moyen-Orient : politique de puissance, prolongement de la poussée révolutionnaire réa-

1. Sur ce point, voir Gabriel Gorodetsky, *Le Grand jeu de dupes*, Paris, Les Belles Lettres, 2000.

lisée en Europe de l'Est, réponse au monopole atomique américain¹, volonté de tester les capacités de résistance des Occidentaux, comme l'affirmait Molotov². Toujours est-il qu'elle fut lourde de conséquences. La position de force choisie par l'URSS en Iran contribua à renforcer l'inquiétude des pays occidentaux, déjà alertés par la situation des pays d'Europe centrale et orientale. Elle ne fut pas étrangère au fameux « long télégramme » de George Kennan³, alors chargé d'affaires des États-Unis à Moscou, et au discours prononcé par Churchill à Fulton, en mars 1946. Quant à la crise turque, elle est directement à l'origine de la formulation de la doctrine Truman de l'endiguement (*containment*)⁴. Du moins, la mise en œuvre de

1. Vladislav Zubok, Constantine Pleshakov, *Inside the Kremlin's Cold War*, op. cit., p. 43.

2. « J'avais avancé l'idée d'un contrôle sur les Détroits exercé par nous et par la Turquie, précise Molotov. Je pense que cette idée n'était pas vraiment la bonne, mais je devais remplir la mission qui m'avait été confiée. J'ai soulevé la question en 1945, une fois la guerre terminée : les Détroits doivent être placés sous la protection de l'Union soviétique et de la Turquie. C'était une proposition intempestive et irréalisable. Je tiens Staline pour un grand homme politique, mais lui aussi a commis des erreurs. Nous avons proposé ce contrôle, la victoire ayant été remportée par les armées soviétiques. Mais je n'ignorais pas que c'était inacceptable. Au fond, c'était une erreur de notre part. Encore que... si la Turquie avait été un État socialiste, il aurait pu en être question. Nous avions des revendications sur des territoires turcs. Ce n'était pas convenable de protéger le Bosphore conjointement avec les Turcs. Milioukov, autrefois, avait parlé du Bosphore. Les généraux russes aussi [...] Une sortie de la mer Noire ! Ça n'a pas marché. Si nous avions pénétré dans les Dardanelles, tout le monde l'aurait remarqué. Durant les dernières années de sa vie, Staline a un peu perdu toute mesure ; ainsi en politique étrangère, j'étais contraint de réclamer ce que Milioukov avait réclamé : les Dardanelles ! Staline : "Vas-y ! Fonce ! Demande un condominium..." Je lui disais : "Ils ne marcheront pas ! – Exige-le quand même !" », Felix Tchouev, *Conversations avec Molotov. 140 entretiens avec le bras droit de Staline*, Paris, Albin Michel, 1995, p. 98-99.

3. En février 1946, George Kennan envoya un télégramme au département d'État sur la politique extérieure soviétique. « Ce sont des nécessités purement intérieures et non une analyse objective de la situation extérieure qui conditionnent l'attitude des Soviétiques face au monde. C'est le traditionnel et instinctif sens de l'insécurité des Russes qui est à la base de la vision névrotique du monde qui est celle du Kremlin. Dans l'esprit de Moscou, la coexistence est impossible. Le marxisme est la feuille de vigne de leur respectabilité morale et intellectuelle. Personne ne doit sous-estimer l'importance du dogme dans les affaires soviétiques. Fondamentalement, pour eux, il ne peut y avoir aucun compromis avec une puissance rivale, et le travail constructif ne pourra commencer que lorsque le pouvoir communiste l'aura emporté. Imperméable à la raison, l'Union soviétique est parfaitement sensible à la force. C'est pourquoi elle peut facilement battre en retraite – et elle le fait habituellement – lorsqu'elle rencontre une forte résistance quelque part », *Foreign Relations of the United States (FRUS)* 1946, volume VI, Washington, Government Printing Office, p. 699-700. Les vues exprimées dans le long télégramme furent portées devant l'opinion publique un an plus tard par la publication dans la revue *Foreign Affairs* d'un article intitulé « The Sources of Soviet Conduct », signé par un certain monsieur X qui n'était autre que George Kennan.

4. Cette doctrine fut exposée, le 12 mars 1947, dans un discours du président américain devant le Congrès.

cette politique déjà élaborée depuis plusieurs mois, notamment au sein du Département d'État, s'accéléra après les crises iraniennes et turques. Enfin, celles-ci placèrent les communistes turcs et iraniens en situation délicate vis-à-vis de leur environnement social et fournirent un solide prétexte à la répression exercée contre eux. Après ces deux tentatives, il ne restait plus à l'URSS que la Palestine pour développer son influence et affaiblir la Grande-Bretagne.

L'année 1946 marque un tournant de l'attitude soviétique à l'égard du problème palestinien. Après l'échec de sa politique attentiste, l'URSS doit, sous la pression des événements, définir et mettre en œuvre une stratégie, si elle ne veut pas rester à l'écart du règlement du conflit qui oppose la Grande-Bretagne aux communautés juive et arabe en Palestine. Ni Washington, ni Londres n'étant disposées à associer Moscou à la recherche d'une solution, l'URSS entreprend une politique articulant, suivant une méthode souvent éprouvée, déstabilisation des puissances occidentales – en particulier de la Grande-Bretagne – et exploitation des « contradictions impérialistes ». Cette tactique, développée dans le but de réintroduire l'URSS dans un jeu dont elle a été exclue, doit aboutir à l'internationalisation de la question palestinienne devant les instances de l'ONU.

La Palestine est alors considérée à Moscou comme le centre des contradictions impérialistes au Proche-Orient. Ainsi, l'ambassadeur d'URSS aux États-Unis, N. Novikov – ancien ambassadeur au Caire –, dans un rapport rédigé en septembre 1946, pendant du « long télégramme » de G. Kennan, estime que les États-Unis ne retourneront pas à leur isolationnisme d'avant-guerre et que la Grande-Bretagne est sortie très affaiblie du conflit mondial : « Les fondations politiques de l'Empire britannique ont été sensiblement secouées, des crises ont surgi en Inde, en Palestine et en Égypte. »¹ Analysant la situation au Proche-Orient, Novikov indique que si Londres et Washington sont parvenues à un accord en Extrême-Orient, il n'en va pas de même en Méditerranée, en raison de l'importance de cette région pour l'Empire britannique. Les États-Unis ne veulent pas soutenir ce point vulnérable de l'Empire, mais, au contraire, profiter de cette situation pour faire progresser leurs positions².

Novikov aborde ensuite la question de la Palestine comme « un exemple des contradictions très aiguës de la politique

1. Le rapport de Novikov a été publié in *Diplomatic History*, vol. 15, n° 4, 1991, p. 528.

2. *Ibidem*, p. 532.

des États-Unis et de l'Angleterre au Proche-Orient ». Selon l'ambassadeur soviétique, la demande américaine d'autoriser 100 000 Juifs à entrer en Palestine va créer beaucoup de difficultés à la Grande-Bretagne. L'intérêt des États-Unis pour la Palestine s'explique avant tout par des considérations économiques. « Le capital américain souhaite intervenir dans les affaires de la Palestine et pénétrer l'économie » pour défendre ses intérêts pétroliers¹. Le diplomate soviétique, dont la plume est tenue par Molotov – le document a été inspiré et corrigé par ce dernier –, considère que cette situation pourrait miner l'ensemble des relations américano-britanniques, même si le renforcement des positions de Washington au Proche-Orient risque de menacer la « sécurité des régions méridionales de l'Union soviétique »². Pour l'heure, ces dissensions sont une aubaine pour l'URSS.

Malgré leurs nombreux désaccords, les États-Unis et la Grande-Bretagne tentent néanmoins de trouver une réponse à la question palestinienne à travers la commission d'enquête anglo-américaine et le plan Morrison-Grady³. L'objectif pour la Grande-Bretagne est d'éviter l'internationalisation du problème et de sauver ce qui peut encore l'être d'un empire qui se délite. Pour Washington, il s'agit d'étendre son influence au Proche-Orient, pour l'instant limitée à l'Arabie saoudite, sans toutefois s'y engager militairement. Cependant, la volonté de maintenir Moscou à l'écart du dossier proche-oriental réunit Londres et Washington. Mais le Kremlin n'entend pas laisser passer l'occasion de s'ouvrir les portes du Proche-Orient en aggravant le différend entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Il choisit d'instrumentaliser le problème des Juifs rescapés des camps nazis, regroupés dans des camps de personnes déplacées en Allemagne et en Autriche. L'objectif est de déstabiliser la Grande-Bretagne. Le mouvement sioniste et l'URSS deviennent des « alliés objectifs ».

1. Ce thème revient aussi dans la presse soviétique. Par exemple, un article de *Temps nouveaux* (n° 22, 1949) souligne : « La guerre en Palestine a été le reflet de la lutte entre les impérialistes anglais et américains se disputant les leviers de commande de ce pays, le contrôle de la vie économique palestinienne et du port de Haïfa auquel aboutit le pipe-line venant des exploitations pétrolières situées en Irak. »

2. *Diplomatic History*, *op. cit.*, p. 535.

3. Sur ces deux points, voir Michael Cohen, *Palestine and the Great Powers 1945-1948*, Princeton, Princeton University Press, 1982, p. 96-134.

I — Les personnes déplacées

« Jusqu'au 8 mai 1945, les masses juives n'avaient pu être sauvées de la catastrophe ; à présent, les survivants devaient être sauvés de ses conséquences. Sur le territoire conquis de ce qui avait été le Reich allemand, des dizaines de milliers de Juifs s'agglutinaient autour des camps de concentration libérés : Bergen-Belsen dans la zone britannique, le complexe de Dachau dans la zone américaine, Mauthausen en Autriche. Les survivants les plus mal en point furent évacués par milliers vers des hôpitaux en Allemagne, en Suisse et en Suède. D'autres milliers entamèrent une longue marche en direction de la Hongrie et de la Pologne pour chercher leurs familles perdues. Au Sud et à l'Est, les communautés juives restantes, brisées, formaient une ceinture d'agitation qui allait des Balkans jusque dans les profondeurs de la Russie en passant par la Pologne. La zone roumano-hongroise abritait encore un demi-million de Juifs. Beaucoup étaient dispersés, d'autres n'avaient rien pour vivre, et aucun ne se sentait en sécurité. En Pologne, les rares survivants trouvèrent leurs biens et leurs maisons dans d'autres mains. Plus d'un Juif polonais, refaisant surface après être passé par les camps de travail forcé ou s'être caché, était accueilli avec incrédulité : "Encore en vie ?" Ces Juifs aussi voulaient partir, mais aucune porte ne s'ouvrait devant eux. »¹

La situation décrite par Raul Hilberg va rapidement devenir inextricable. Un déplacement du champ humanitaire au champ politique – pour employer un langage contemporain – s'opère sous l'effet conjugué de l'arrivée massive des Juifs polonais dans les camps de réfugiés ; de l'intransigeance britannique à l'égard de l'émigration vers la Palestine ; des pressions américaines en faveur du départ de 100 000 Juifs vers la Palestine et des opérations d'émigration clandestine organisées par le mouvement sioniste.

L'URSS a-t-elle délibérément choisi d'aggraver le problème des personnes déplacées en incitant les Juifs originaires des pays sous son contrôle à se rendre en Allemagne et en Autriche, dans les zones d'occupation américaine et britannique ?

D'environ 70 000 en 1945, le nombre des personnes déplacées atteignit 250 000 en 1948. Ces deux chiffres donnent une idée de l'accroissement, en moins de trois ans, de cette population regroupée dans des camps.

La majeure partie de cet afflux de personnes déplacées provient, *stricto sensu*, de la Pologne ; mais, en réalité, ces personnes arrivaient

1. Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, Paris, Fayard, 1988, p. 985.

de l'Union soviétique où elles avaient passé la guerre. En effet, en juillet 1945, à la suite d'un accord entre Moscou et Varsovie, tous les Polonais (juifs et non juifs) résidant en URSS, qui étaient citoyens polonais avant le 19 septembre 1939, furent autorisés à rentrer dans leur pays d'origine¹. Plus de 150 000 Juifs, réfugiés en Asie centrale soviétique, bénéficièrent de cet accord². D'après les chiffres utilisés par l'historien israélien Yaacov Ro'i, avant le début du rapatriement à l'été 1945, il y avait environ 50 000 Juifs en Pologne³. Entre le 6 juillet 1945 et le 31 décembre de la même année, 22 058 Juifs polonais furent rapatriés d'Union soviétique⁴ suivis de 173 420 entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} août 1946, date à laquelle le rapatriement prit fin⁵. Au total, ce sont près de 200 000 Juifs polonais qui partirent d'Union soviétique. Au cours de l'année 1946, 150 000 Juifs quittèrent la Pologne pour les zones d'occupation américaine et britannique en Allemagne et en Autriche⁶.

L'URSS avait d'abord organisé ce rapatriement des Juifs polonais pour qu'ils participent à la reconstruction de la Pologne, en dépit de l'opposition du secrétaire général du PC polonais, Wladislaw Gomulka, conscient des sentiments hostiles aux Juifs au sein de la population polonaise⁷. Staline se serait laissé convaincre par Kaganovitch de mener cette politique, afin d'éloigner des Juifs polonais qui, trop critiques à l'égard du régime, représentaient un danger pour la société soviétique⁸.

Si l'URSS avait eu la reconstruction de la Pologne pour seul objectif, le retour des Juifs en Pologne aurait dû cesser devant le phénomène de migration massive vers l'Allemagne et l'Autriche. Or, il n'en a rien été. Le départ des Juifs polonais s'est même amplifié après la vague d'antisémitisme que connut la Pologne en 1946⁹. Entre juin et septembre 1946, 63 000 partirent définitivement¹⁰.

De tels déplacements de population dans des régions sous contrôle de l'Armée rouge ne pouvaient s'effectuer sans l'accord

1. Yosef Litvak, « Polish-Jewish Refugees Repatriated from the Soviet Union at the End of the Second World War and Afterwards », Norman Davies, Antony Polonsky (Edited by), *Jews in Eastern Poland and in the USSR, 1939-46*, Londres, Macmillan, 1991, p. 231.

2. Raul Hilberg, *op. cit.*, p. 986.

3. Yaacov Ro'i, *Soviet Decision...*, *op. cit.*, p. 28.

4. Yosef Litvak, *op. cit.*, p. 232.

5. *Ibidem*, p. 235.

6. Raul Hilberg, *op. cit.*, p. 995.

7. Yosef Litvak, *op. cit.*, p. 229.

8. *Ibidem*, p. 230.

9. En particulier après le pogrom de Kielce le 4 juillet 1946 dont le bilan fut de 42 morts et 80 blessés. Yosef Litvak, *op. cit.*, p. 237 ; Marc Hillel, *Le Massacre des survivants en Pologne 1945-1947*, Paris, Plon, 1985, p. 257-352.

10. Yosef Litvak, *op. cit.*, p. 238.

explicite de Moscou. Un rapport du lieutenant-général Golubev, envoyé au MID en septembre 1946, confirme que ces mouvements migratoires étaient suivis de près. Il indique que les Juifs polonais cherchent à se rendre en Palestine, via la Tchécoslovaquie et la zone soviétique en Autriche ainsi que via les camps de personnes déplacées dans les zones américaine et britannique en Allemagne et en Autriche¹. Les responsables du MID transmettent ces informations au vice-ministre, V. Dekanozov, en recommandant que les diplomates soviétiques en poste dans les pays concernés ne soient pas impliqués dans cette affaire. Mais, ils ne suggèrent nullement de s'opposer au départ des Juifs vers les camps de personnes déplacées².

L'augmentation du nombre de réfugiés imposait la recherche d'une solution rapide. Compte tenu des restrictions à l'émigration aux États-Unis, un départ de ces réfugiés vers la Palestine constituait l'unique possibilité. Les États-Unis y étaient favorables, alors que la Grande-Bretagne s'y opposait. Une situation qui ne pouvait pas mieux correspondre aux désirs du Kremlin : diviser les « puissances impérialistes », rendre un problème insoluble afin de le porter devant les Nations Unies pour que Moscou fasse entendre sa voix.

Cependant, officiellement, l'URSS restait hostile à l'émigration massive des Juifs vers la Palestine, comme en témoignent les commentaires de la presse soviétique³. À la suite de la publication, le 30 avril 1946, du rapport de la commission d'enquête anglo-américaine, le chef du département du Proche-Orient du MID, M. Maximov, adresse une note à V. Dekanozov dans laquelle il évoque la question de l'émigration juive en Palestine en termes négatifs : « La question juive en Europe, écrit Maximov, ne peut pas être résolue par l'immigration des Juifs en Palestine. Seules la totale liquidation de toutes les racines du fascisme et la démocratisation des pays d'Europe pourront assurer des conditions de vie normale aux masses juives. »⁴

1. APEFR, f. 0118, o. 2, p. 2, d. 7, ll. 16-17, 4 septembre 1946, confidentiel, *STO*, t. 1, p. 161.

2. APEFR, f. 0118, o. 2, p. 2, d. 7, ll. 18-19, 17 septembre 1946, confidentiel, *STO*, t. 1, p. 164-165.

3. *Temps nouveaux*, n° 3, p. 16. Lors d'une conférence prononcée le 9 août 1946 au Parc Gorki à Moscou, l'orientaliste Vladimir Lutski déclara : « Les "protecteurs" anglo-américains du sionisme savent que l'immigration juive en Palestine engendre dans ce pays d'immenses difficultés économiques, provoque des désordres et des effusions de sang, qu'elle entraînera inévitablement de nouvelles centaines de victimes tant parmi les immigrants juifs que parmi la population arabe autochtone. Mais le sang de ces victimes, évidemment, ne trouble pas les "humanistes" anglo-américains, car il doit leur garantir des bases militaires en Palestine et les nombreux millions provenant des monopoles pétroliers », V. B. Lutski, *Palestinskaia Problema, Stenogramma publitchnoi leksii protchitannoi 9 avgutsa 1946*, Moscou, Izdateľstvo Pravda, 1946, p. 23.

4. APEFR, f. 018, o. 8, p. 7, d. 92, l. 9, 15 mai 1946, confidentiel.

Cette position d'un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères ne correspond pas à la réalité de la politique menée par l'URSS sur le terrain. À la lecture des documents dont nous disposons, le MID ne semble pas avoir été impliqué dans la gestion de ce problème des personnes déplacées. Ce dernier fut probablement pris en charge par l'Armée rouge ou par la Sécurité d'État.

Ce qui est certain, en revanche, c'est que l'URSS contribua de manière évidente à l'augmentation du nombre des personnes déplacées entre 1945 et 1948, même si la flambée d'antisémitisme en Pologne et la dévastation de leurs anciens lieux de résidence avaient poussé les Juifs à partir. Sur les 250 000 personnes déplacées recensées en 1948, près de 220 000 étaient originaires des pays appartenant à la zone d'influence soviétique : Pologne (150 000), Tchécoslovaquie (5 000), Roumanie (40 000) et Hongrie (25 000). Sur ces 250 000 personnes déplacées, 142 000 rejoindront la Palestine¹. Alors qu'elle était opposée à une émigration massive des Juifs en Palestine, l'URSS aura contribué de manière décisive à augmenter le nombre de candidats potentiels au départ ainsi que celui des élus, comme le reconnaît un membre de la section américaine de l'Agence juive, David Wahl, dans un courrier adressé, le 15 mai 1947, au rabbin Abba Hillel Silver, président de l'Organisation sioniste américaine et de la Conférence centrale des rabbins américains : « En faisant le bilan de mon expérience des dix-huit derniers mois sur le problème des réfugiés, je dois vous dire, en toute honnêteté, que c'est la coopération du gouvernement soviétique qui, avec le rapatriement de dizaines de milliers de Juifs polonais, a permis de faire passer de 70 000 à la fin de la guerre à près de 250 000 maintenant le nombre de personnes déplacées juives en Allemagne, et personne ne peut contredire le fait que la pression de cette population est d'une valeur inestimable pour la cause sioniste en ce qui concerne l'accroissement de l'immigration et la formation d'une majorité juive en Palestine. »²

II — Objectif ONU

La création de la commission d'enquête anglo-américaine sur le sort des réfugiés juifs en Europe a clairement signifié la mise à l'écart de l'URSS du règlement de la question palestinienne. Alors que la commission entame ses activités en janvier 1946, les diplo-

1. Tous ces chiffres sont tirés de Raul Hilberg, *op. cit.*, p. 993-995.

2. AEI, 93.03/2268/16, 15 mai 1947, *Mejdounarodnaia Jizn'*, n° 10, 1998, p. 84-85.

mates soviétiques attirent l'attention du MID sur les conséquences néfastes pour l'URSS de sa politique attentiste¹.

La publication, le 30 avril 1946, du rapport de la commission d'enquête anglo-américaine oblige la diplomatie soviétique à réagir. Dans une note adressée à Vychinski et à Dekanozov, le directeur du département du Proche-Orient analyse la politique des États-Unis et de la Grande-Bretagne en Palestine et les réactions du monde arabe². Selon lui, les deux puissances capitalistes se disputent le contrôle du marché pétrolier, mais s'entendent pour conserver leur monopole sur la région. D'où leur volonté de régler le problème palestinien en dehors de l'ONU. Il souligne à son tour la nécessité pour l'URSS de faire connaître son point de vue par la publication d'articles dans la presse, faute de quoi le silence soviétique pourrait être interprété par tous les autres acteurs comme un accord avec les propositions de la commission anglo-américaine³. Qui ne dit mot, consent ! Ensuite, il définit en quatre points ce que devrait être la position soviétique : rejet des conclusions de la commission créée en dehors de l'ONU ; opposition à l'immigration juive en Palestine ; abrogation du mandat et retrait des troupes britanniques ; instauration d'une tutelle de l'ONU jusqu'à la création d'une « Palestine indépendante et démocratique »⁴. Cependant, Maximov suggère que l'URSS ne prenne pas elle-même l'initiative de porter le problème palestinien devant l'ONU : mieux vaut laisser celle-ci aux États arabes⁵. La solution soviétique, à ce stade, même si elle n'est pas explicitement formulée ainsi, est binationale. Un État unique en Palestine signifie que les deux communautés devront partager le pouvoir, projet que défendent les communistes juifs palestiniens et l'extrême gauche sioniste. Il est bien difficile, à la lumière de ces propositions, d'imaginer qu'un an plus tard, Moscou se fera l'avocate de la création d'un État juif en Palestine.

Les recommandations suggérées semblent avoir été suivies d'effet. Plusieurs articles, notamment dans la revue *Temps nouveaux*, furent consacrés à la situation au Proche-Orient⁶. Au moins deux conférences publiques furent prononcées par V. Lutski à Moscou au cours des mois de juillet et août 1946⁷.

1. APEFR, f. 0118, o. 2, p. 2, d. 6, ll. 6-10, 3 janvier 1946, confidentiel, *SHO*, t. 1, p. 140.

2. APEFR, f. 018, o. 8, p. 7, d. 92, ll. 7-10, 15 mai 1946, confidentiel.

3. *Ibidem*, l. 9.

4. *Idem*, l. 9-10.

5. *Idem*, l. 7.

6. K. Séréjine, « La Palestine aujourd'hui », *Temps nouveaux*, n° 15, 1946, p. 19-23.

7. V. Lutski a prononcé deux conférences intitulées « Le problème palestinien ». La première, le 17 juillet 1946 à Moscou dans la salle des Conférences ; la seconde eut lieu

Au cours de l'été 1946, même si chacun l'entend d'une manière différente, l'idée du partage de la Palestine alimente tous les débats. Côté britannique, elle est envisagée comme un moyen de rester en Terre sainte. Le plan Morrison-Grady¹, présenté en juillet 1946 devant la Chambre des communes, propose une large autonomie dans deux provinces attribuées aux communautés juive et arabe et un gouvernement central britannique qui contrôlerait le Néguev et Jérusalem ainsi que les Affaires étrangères et la Défense. Côté sioniste, on rejette ce plan mais, en août 1946, Ben Gourion fait adopter un texte par l'exécutif de l'AJ qui se prononce pour « un État juif viable dans une partie appropriée de la Palestine » et la délivrance immédiate de 100 000 certificats d'immigration pour les Juifs qui attendent dans les camps de personnes déplacées en Europe. À Washington, on se rallie à la version sioniste du partage, après avoir rejeté celle de Londres². À Moscou, la partition de la Palestine ne soulève pas l'enthousiasme. M. Maximov estime qu'avec son plan Londres contrôlera la Palestine pour une période indéfinie. La position de l'URSS demeure inchangée : retrait des troupes britanniques, abrogation du mandat et établissement d'une Palestine démocratique sous la tutelle de l'ONU³.

Parallèlement à ces réflexions, les contacts entre les diplomates soviétiques et les représentants sionistes se poursuivent. D'abord au Caire, où le représentant de l'AJ, Eisenstadt, s'entretient régulièrement avec les journalistes de l'agence Tass et avec des diplomates soviétiques. Ces derniers soulignent le caractère progressiste des réalisations sionistes en Palestine, qui contraste avec l'arriération des Arabes⁴. Le premier secrétaire de l'ambassade d'URSS au Caire reçoit Eisenstadt à deux reprises, le 25 mai 1946 et le 30 juillet 1946⁵. Outre ces rencontres au Proche-Orient, d'autres entretiens se déroulèrent entre des diplomates soviétiques et des représentants du mouvement sioniste en Europe de l'Est, notamment en Pologne.

Entre les mois de mai et de juillet 1946, Vladimir Iakovlev, conseiller à l'ambassade d'URSS à Varsovie, reçoit plusieurs délégués. Dans

le 9 août 1946 au parc Gorki. Le sténogramme de cette conférence a été publié : V. B. Lutski, *op. cit.*

1. Du nom de Herbert Morrison, membre de la Chambre des lords, et de Henry Grady, conseiller du président Harry Truman.

2. Le texte de l'AJ a été présenté au président Truman avant sa publication. Le 4 octobre, jour de la fête du Yom Kippour, il annonce que les États-Unis rejettent définitivement le plan Morrison-Grady et réaffirme sa demande de 100 000 certificats d'immigration pour la Palestine et déclare son soutien au plan de l'AJ.

3. APEFR, f. 0118, o. 2, p. 2, d. 7, ll. 9-11, note de M. Maximov à V. Dekanozov, 6 septembre 1946, confidentiel, *SIO*, t. 1, p. 164.

4. ASC S25/486, 1^{er} janvier 1946 et 1^{er} février 1946, *DISR*, p. 118, p. 124.

5. APEFR, f. 087, o. 9, d. 8, p. 10, ll. 123-125, 30 juillet 1946, confidentiel.

un rapport adressé à Andreï Vychinski, l'ambassadeur V. Lebedev résume la teneur du premier entretien, qui se déroula en mai 1946, entre V. Iakovlev et une délégation de la gauche sioniste composée de représentants du Poale-Sion (L. Levite et M. Erem) et de l'Hashomer Hatzair (Israel Barzilai). Les délégués sionistes veulent se rendre en URSS pour obtenir le soutien du gouvernement soviétique à la création d'un État juif¹.

Bien que les membres de la délégation sioniste appartiennent aux partis les mieux disposés envers l'URSS et les plus proches idéologiquement – en dehors, bien sûr, du PCP –, la perspective de leur séjour à Moscou ne semble pas soulever l'enthousiasme de la diplomatie soviétique. Plusieurs raisons peuvent être avancées : n'ayant pas encore pris une position tranchée, l'URSS ne veut certainement pas donner de signes qui pourraient être interprétés comme l'illustration d'un choix ; le sionisme, même de gauche, continue à susciter, sinon de l'hostilité, au moins de la méfiance à Moscou.

Le 7 juillet 1946, Iakovlev reçoit Levite. Au cours de cette conversation, tout en reprochant à la communauté juive polonaise de ne pas prendre une part active à la construction de la Pologne nouvelle et en expliquant que le départ vers la Palestine des réfugiés en provenance d'Union soviétique allait alimenter les sentiments anti-soviétiques, Iakovlev fit une ouverture. Il demanda au dirigeant sioniste de lui fournir un mémorandum, qu'il enverrait à Moscou, sur l'impossibilité pour les Juifs de rester en Pologne. Devant le scepticisme de Levite, Iakovlev déclara que « les dirigeants soviétiques seront probablement disposés à examiner les questions sous un angle nouveau »².

Quelques jours plus tard, c'est au tour d'Israël Barzilai. Iakovlev explique au dirigeant de l'Hashomer Hatzair que Moscou n'avait, pour l'heure, pas l'intention de modifier son attitude sur la question palestinienne³. Au cours d'une seconde rencontre, Iakovlev exprima ses doutes quant à la faisabilité d'un État binational en Palestine⁴, projet cher à l'Hashomer Hatzair⁵. Malgré l'hostilité officielle de Moscou à l'égard de l'immigration juive en Palestine, le diplomate reconnut que les ambassadeurs soviétiques en Europe orientale avaient reçu des instructions afin qu'ils influencent les gouverne-

1. APEFR, f. 07, o. 12a, p. 42, d. 6, ll. 36-38, cité in Iurii Strizhov, « The Soviet Position on the Establishment of the State of Israel », in Ro'i Yaacov (Ed.), *Jews and Jewish Life in Russia and the Soviet Union*, Londres, Frank Cass, 1995, p. 306-307.

2. Yaacov Ro'i, *Soviet Decision Making*, op. cit., p. 32.

3. *Ibidem*, p. 32.

4. *Ibidem*, p. 33.

5. Alain Gresh, Dominique Vidal, *Palestine 47, un partage avorté*, Bruxelles, Complexe, 1987, p. 78-84.

ments auprès desquels ils étaient accrédités pour que ces derniers autorisent les activités du département de l'AJ chargé de l'immigration¹.

Les archives soviétiques accessibles n'apportent pas d'information sur le soutien de l'URSS aux activités clandestines du mouvement sioniste pour l'organisation de l'émigration des Juifs d'Europe de l'Est vers la Palestine. Néanmoins, plusieurs éléments laissent à penser que ce soutien a existé et qu'il s'est notamment manifesté à partir de la Roumanie. En mai 1946, un premier bateau d'immigrants juifs, le *Max Nordau*, part du port de Constanza – occupé par les Soviétiques – en Roumanie². Selon Pavel Soudoplatov, l'un des adjoints de Beria, c'est au cours de cette même année 1946, qu'il reçut des instructions pour envoyer des agents en Palestine, via la Roumanie. L'un d'entre eux, « Iossif Garbouz resta en Roumanie, où il s'employait à rassembler des candidats désireux de s'installer dans le futur État d'Israël »³.

La politique de l'URSS qui, *de facto*, aggrave le problème des personnes déplacées, et sa propagande sont clairement destinées à placer la Grande-Bretagne dans une situation inextricable en Palestine. L'objectif sera atteint puisque, le 18 février 1947, le secrétaire au Foreign Office, Ernest Bevin, annonce à la Chambre des Communes la décision de son gouvernement de porter la question palestinienne devant les Nations unies. Cette décision est interprétée à Moscou comme une manœuvre diplomatique très adroite qui permettra à Londres de gagner du temps et de préserver sa position⁴.

Néanmoins, l'URSS peut afficher sa satisfaction. La Grande-Bretagne a été déstabilisée ; la preuve de son incapacité à assumer ses responsabilités de grande puissance a été démontrée. Le problème palestinien va être débattu devant l'ONU, où Moscou disposera d'une tribune et d'un champ de manœuvres. En février 1947, le gouvernement britannique demande au secrétaire général de l'ONU, Trygve Lie, de convoquer une assemblée spéciale des Nations Unies sur la Palestine. Trygve Lie suggère plutôt la création d'une commission *ad hoc* chargée d'étudier le problème et de présenter ses conclusions pour la session de septembre. Cette procédure obtient l'aval de Londres et Washington à la fin du mois de mars 1947⁵. Le 6 mars 1947, Gromyko reçoit un télégramme de Molotov lui indiquant de

1. Yaacov Ro'i, *op. cit.*, p. 33.

2. *Ibidem*, p. 27.

3. Pavel Soudoplatov et alii, *Missions spéciales, op. cit.*, p. 364.

4. APEFR, f. 07, o. 12a, p. 42, d. 6, ll. 134-141, 6 mars 1947, note de B. Stein à A. Vychinski, *STO*, t. 1, p. 189.

5. Michael Cohen, *Palestine and Great Powers...*, *op. cit.*, p. 260.

donner l'accord de l'URSS au secrétaire général de l'ONU pour la création de cette commission¹.

Une note rédigée par le département des pays du Proche-Orient à l'attention de Vychinski expose la position que défendra l'URSS. Elle est inchangée par rapport à celle définie au cours des mois précédents. Rien n'annonce le discours que prononcera Andreï Gromyko, quelques semaines plus tard, en faveur du partage de la Palestine².

Un mémorandum adressé à Vychinski, le 6 mars 1947, par Boris Stein, membre de la délégation soviétique à l'ONU, précise les contours de la position de l'URSS : exiger l'abrogation du mandat, le départ des troupes britanniques et soutenir l'indépendance complète de la Palestine. Une tutelle de l'ONU, un temps envisagé, n'est plus d'actualité selon le diplomate soviétique. Ni les Juifs ni les Arabes ne l'accepteront. Stein se prononce en faveur d'un État unique qui garantira les mêmes droits à chaque communauté. Cependant, il met en garde : l'indépendance de la Palestine ne suffira pas à faire disparaître l'antagonisme judéo-arabe³. Autrement dit, l'URSS se rallie à la solution binationale, rejetée par la majorité du camp sioniste et soutenue par les communistes juifs, des personnalités comme le recteur de l'Université hébraïque de Jérusalem, le rabbin Judah Magnès, l'Hashomer Hatzair et l'aile gauche du Mapai – le parti de Ben Gourion – qui fit scission en 1944. Combattue par la majorité du mouvement sioniste, la solution binationale l'est également par l'ensemble du camp arabe, à de très rares exceptions près. Même les communistes arabes, s'ils étaient favorables à la coexistence avec les Juifs dans un État unique, refusaient le partage du pouvoir⁴.

III — Un ou deux États ?

Rien ne permettait donc de prévoir, avant le printemps 1947, que l'URSS se ferait, au moment le plus crucial, le plus ardent avocat de la réalisation d'un objectif – la création d'un État juif en Palestine – poursuivi par un courant politique que le mouvement communiste combattait depuis plus de quarante ans. Et ce, au moment le plus inattendu. En plein déclenchement de la Guerre froide. Alors que

1. APEFR, f. 018, o. 9, p. 17, d. 77, l. 1, Note de I. Samylovski à J. Malik, 14 mars 1947, strictement confidentiel.

2. *Ibidem*.

3. APEFR, f. 07, o. 12, p. 42, d. 6, ll. 140-141, *SIO*, t. 1, p. 191.

4. Alain Gresh, Dominique Vidal, *Palestine 47...*, *op. cit.*, p. 78-84.

pendant les mois qui précédèrent le vote du partage de la Palestine, la Grande Alliance avait été enterrée pour faire place à un monde divisé en deux blocs.

Le discours de Gromyko

Le 28 avril 1947, la session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU consacrée à la situation en Palestine s'ouvre à New York. À l'ordre du jour : la création d'un comité spécial chargé d'étudier le problème palestinien. La délégation soviétique est conduite par le vice-ministre des Affaires étrangères, Andreï Gromyko qui, le 14 mai, prononce un discours historique.

Dès l'ouverture des discussions, les délégués soviétique, polonais et tchécoslovaque militent en faveur de l'audition des représentants de l'AJ, dans des termes qui laissent entrevoir le soutien que les démocraties populaires, aux côtés de l'URSS, vont apporter à la cause sioniste. « Nul n'a tenté, déclare le délégué polonais le 3 mai, de nous faire croire que le problème juif n'est pas étroitement lié à celui de la Palestine. Point n'est besoin de répéter les arguments fournis à l'appui de cette opinion. Il ne suffit pas de manifester de la sympathie devant les souffrances des Juifs en Palestine, à Chypre et dans les camps de personnes déplacées. Il faut que, sans tarder, on trouve une solution qui mette un terme à ces souffrances. »¹

Au cours des semaines précédant le discours de Gromyko du 14 mai, le département des pays du Proche-Orient du MID prépara la position soviétique. Dans un premier temps, il avait été envisagé que la délégation soviétique se contentât de critiquer le mandat britannique, demandât son abrogation et déclarât qu'il n'était pas possible de prendre une décision concrète sur l'avenir du statut de la Palestine. « Cette décision ne peut être prise qu'après l'étude minutieuse de tous les projets existants concernant le destin de la Palestine. »² L'objectif assigné était d'obtenir la constitution d'un comité chargé d'étudier ces projets tant avec les représentants arabes et juifs de la population de la Palestine. La délégation polonaise, d'après les sources diplomatiques françaises, avait reçu des instructions identiques³. Le comité, selon les propositions soviétiques, devrait examiner quatre options :

1. Nations Unies, *Documents officiels de la Première session extraordinaire de l'Assemblée générale*, volume 1, 28 avril-15 mai 1947, p. 71.

2. APEFR, f. 118, o. 5, p. 3, d. 1, ll. 1-14.

3. MAE, Fonds NUOI (1944-1959), dossier 210, télégramme de l'ambassadeur de France en Pologne, 29 avril 1947 : « Le chargé d'affaires d'Égypte a été reçu il y a deux jours

- La création d'un État arabe souverain et indépendant, proposition qui, d'après les diplomates soviétiques, présentait l'inconvénient de laisser le pouvoir entre les mains des Anglais et de ne pas résoudre les contradictions judéo-arabes ;
- la création d'un État juif dont il faut évaluer la viabilité ;
- la création en Palestine d'un territoire libre sur le modèle du territoire libre de Trieste ;
- un État binational « démocratique et indépendant »¹.

Enfin, Andreï Gromyko ne retiendra dans son discours du 14 mai que deux possibilités : la création d'un État judéo-arabe ou le partage de la Palestine en deux États, l'un juif, l'autre arabe « s'il s'avérait que les relations entre les Juifs et Arabes de Palestine sont si tendues qu'il est impossible d'assurer la coexistence pacifique des Arabes et des Juifs »².

Le problème de l'immigration juive est aussi abordé dans les documents préparatoires au discours de Gromyko, mais dans des termes sensiblement différents de la version finale, puisqu'il y est dit que la question juive et celle de la Palestine ne doivent pas être mélangées³. À la tribune de l'ONU, le délégué soviétique tient des propos d'une tout autre teneur. Il établit un lien entre les persécutions endurées par les Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, leur situation en Europe après la guerre et les aspirations sionistes. Gromyko a même recours – fait suffisamment rare dans la carrière de cet apparatchik pour être souligné – à des images poignantes pour décrire les désastres qui se sont abattus sur la population juive en Europe. « Le peuple juif a enduré pendant la dernière guerre des malheurs et des souffrances extraordinaires. Ces malheurs et ces souffrances peuvent, sans exagération, être qualifiés d'indescriptibles. Il est difficile de les exprimer par des colonnes de chiffres abstraits indiquant le nombre de pertes en vies humaines infligées au peuple juif par les occupants fascistes. Dans les territoires sur lesquels s'est étendue la domination hitlérienne, les Juifs ont été presque complètement exterminés. Le nombre total de Juifs tués

par M. Modzelewski qu'il a interrogé sur l'attitude qu'adopterait la Pologne lors de la discussion à New York de la question palestinienne. Le ministre des Affaires étrangères a souligné que son pays, où plus de quatre millions de Juifs avaient trouvé la mort pendant la guerre, se trouvait obligé de prendre le parti des colons sionistes dans la rivalité qui les oppose actuellement aux Arabes. La délégation polonaise a en conséquence reçu pour instruction d'appuyer toute demande qui serait présentée en vue de la désignation d'une commission internationale chargée d'enquêter sur les événements en Palestine. »

1. APEFR, f. 118, o. 5, p. 3, d. 1, ll. 1-14.

2. Nations Unies, *Documents officiels de la Première session extraordinaire de l'Assemblée générale*, volume 1, 28 avril-15 mai 1947, p. 134.

3. APEFR, f. 118, o. 5, p. 3, d. 1, ll. 1-14.

par les bourreaux fascistes est d'environ six millions. Seulement un million et demi de Juifs environ ont survécu à la guerre en Europe occidentale. Mais ces chiffres, qui indiquent les pertes infligées au peuple juif par les agresseurs fascistes, ne suffisent pas pour se rendre compte de la situation pénible dans laquelle se sont trouvés un très grand nombre de Juifs après la guerre. Une énorme proportion des juifs d'Europe qui ont survécu à la guerre se sont trouvés sans patrie, sans abri et sans moyen de subsistance. Des centaines de milliers de Juifs errent à travers différents pays européens à la recherche d'un asile. Une grande partie d'entre eux se trouvent dans des camps de personnes déplacées et continuent d'endurer de lourdes privations. Ces privations ont déjà été signalées, en particulier par le représentant de l'Agence juive que nous avons entendu à la première commission.

[...] En soulignant qu'il nous faut nous soucier des besoins de la population juive qui se trouve sans abri et sans moyen d'existence, la délégation soviétique croit devoir attirer l'attention de l'Assemblée générale sur le fait important que voici : l'expérience du passé et surtout de la Seconde Guerre mondiale a prouvé qu'aucun des pays d'Europe occidentale n'a été en mesure d'accorder au peuple juif l'aide nécessaire pour la défense de ses droits et la protection de son existence même, que mettaient en danger les hitlériens et leurs alliés. C'est là un fait pénible, mais qu'il faut reconnaître, hélas, comme il faut reconnaître tous les faits. Qu'aucun des pays d'Europe occidentale n'ait été en mesure d'assurer la défense des droits élémentaires du peuple juif ou de le protéger contre les violences déclenchées par les bourreaux fascistes, cela explique l'aspiration des Juifs à la création d'un État à eux. Il serait injuste de ne pas tenir compte de ce fait, et de refuser au peuple juif le droit de réaliser de semblables aspirations. On ne saurait justifier le refus de ce droit au peuple juif si l'on tient compte de tout ce qu'il a souffert au cours de la Seconde Guerre mondiale. »¹

Il y a plus qu'une nuance entre la version finale du discours de Gromyko et les moutures préparatoires. Bien que l'URSS n'ait pas encore tranché en faveur de l'un des deux termes de l'alternative qu'elle considère comme réaliste – un État binational ou le partage en deux États de la Palestine –, l'intervention de Gromyko constitue un changement radical. Le vice-ministre des Affaires étrangères de l'URSS prononce des mots qu'aucun dirigeant sioniste ne renierait. L'emploi par Gromyko de l'expression « peuple juif » ne laisse pas

1. Nations Unies, *Documents officiels de la Première session extraordinaire de l'Assemblée générale*, volume 1, 28 avril-15 mai 1947, p. 131-132.

d'étonner. En effet, depuis les polémiques entre Lénine et le Bund et les articles de Staline sur la question nationale, la notion même de l'existence d'un peuple juif avait été écartée par le marxisme-léninisme.

Il apparaît donc maintenant clairement que le tournant de la politique soviétique a lieu au cours du mois d'avril 1947. En tout état de cause, c'est à ce moment-là qu'il est pris en compte par la diplomatie soviétique. Cela rend caduque l'hypothèse, souvent avancée, d'un vaste dessein stratégique prêté à Staline. Cette décision semble plus être le fruit d'une « fenêtre d'opportunité » qui s'est ouverte aux Soviétiques au moment où les ressources de la politique menée par Staline à l'égard de l'Occident depuis 1943 sont pratiquement épuisées. En effet, après ses échecs en Iran et en Turquie, la Palestine constituait la dernière chance pour Moscou de pouvoir réviser l'équilibre des forces au Proche-Orient.

Le 15 mai 1947, un comité spécial sur la Palestine est créé. La délégation soviétique, suivie par les délégations polonaise et tchécoslovaque, demande que les membres du Conseil de sécurité en fassent partie. Cela aurait permis à l'URSS d'être directement engagée, avec les États-Unis, dans le règlement du problème palestinien. La proposition est repoussée. Le comité créé compte onze membres, dont la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie¹. Le mandat confié aux délégations du bloc soviétique est rempli.

Du côté des dirigeants sionistes, le discours de Gromyko est accueilli avec une grande satisfaction d'autant plus qu'il était inattendu. « Une telle prise de position, raconte Abba Eban, constituait pour nous une aubaine inouïe ; en un instant, toutes nos prévisions, tous nos calculs sur l'issue de la discussion aux Nations Unies se trouvaient bouleversés. »²

La satisfaction traverse tout le spectre du courant sioniste. Le Lehi, mouvement à la fois ultra-nationaliste – il revendique l'établissement d'un État juif sur les deux rives du Jourdain –, ouvriériste et anti-impérialiste, s'attribue le mérite du nouveau cours soviétique³. Les dirigeants de ce mouvement – parmi lesquels on trouve l'un des futurs Premiers ministres d'Israël, Itzhak Shamir – pensent que les dirigeants soviétiques ont été séduits par leurs opérations

1. Outre ces deux pays, l'UNSCOP (United Nations Special Committee on Palestine) comprenait l'Australie, le Canada, le Guatemala, les Pays-Bas, le Pérou, la Suède, l'Inde, l'Iran et l'Uruguay.

2. Abba Eban, *Autobiographie*, Paris, Buchet / Chastel, 1979, p. 62.

3. Joseph Heller, *The Stern Gang, Ideology, Politics and Terror, 1940-1949*, Londres, Franck Cass, 1995, p. 172-173 ; Marius Schattner, *Histoire de la droite israélienne*, Bruxelles, Complexe, 1991, p. 212.

de lutte armée contre les Britanniques et par leur discours anti-impérialiste.

Pourtant, les dirigeants sionistes ne disposaient d'aucune garantie sur la position que l'URSS adopterait à l'égard de leurs revendications. Malgré les divers contacts qu'ils avaient avec les représentants soviétiques, polonais ou tchécoslovaques, l'AJ ne possédait pas de structure chargée des relations avec l'URSS avant le mois de mars 1947. D'après Moshe Sneh, alors chef du département politique de l'Agence juive en Europe et futur dirigeant du parti communiste israélien, l'ouverture d'une section de relations avec l'URSS fut décidée à ce moment-là¹. Toutefois, le mouvement sioniste américain a servi de relais auprès de diplomates soviétiques à Washington et à New York.

Ainsi, le 15 mai, au lendemain du discours de Gromyko, David Wahl, le secrétaire de la section américaine de l'Agence juive envoie une lettre au rabbin Abba Hillel Silver, dans laquelle il fait le bilan de son action auprès des diplomates soviétiques. Ce document témoigne de la collaboration entre les représentants de Moscou et les sionistes américains au cours des semaines précédentes². « Comme vous avez dû en être informé, écrit Wahl à Silver, j'ai accompli un travail considérable avec l'ambassade soviétique et avec la délégation à New York [à l'ONU]. Je dois vous dire que l'ambassade à Washington a été très soucieuse de recevoir toute l'aide et toutes les suggestions possibles au profit de sa délégation aux Nations Unies. Ils ont envoyé à leur délégation, par la valise diplomatique, tous les matériaux que j'avais recueillis auprès du Conseil d'urgence sioniste et du bureau de l'Agence juive à Washington. En outre, dans la perspective de ma rencontre avec M. Gromyko et M. Tsarapkin à New York, l'ambassade soviétique à Washington leur a transmis par la valise diplomatique un mémorandum que j'avais préparé et dans lequel j'exposais les souhaits de l'Agence

1. « Après tous les échecs et les difficultés, il fut décidé d'ouvrir, dans le département politique, une section de relations avec l'Union soviétique, dirigée par mon frère. Cette section serait intégrée dans le département politique de l'Agence juive à Paris et à la tête duquel je me trouverai. Il y aurait deux sections dans ce département : celle de l'Europe occidentale, dirigée par Fisher, et celle de l'Europe orientale, dirigée par I. Kilinov. » Ces informations sont contenues dans l'autobiographie rédigée par Moshe Sneh à l'attention des dirigeants soviétiques. Cette autobiographie, longue de 80 pages, conservée dans les fonds d'archives de l'Internationale communiste, ne comporte pas de date. Elle a probablement été rédigée par Moshe Sneh après son adhésion au Parti communiste israélien en 1954, mais comprend cependant assez peu de détails sur son activité après 1945. CRCEDHC, f. 495, o. 212, d. 33, l. 67.

2. Fin avril, M. Vavilov, premier secrétaire de l'ambassade d'URSS à Washington, est entré en contact avec D. Wahl pour lui demander des documents afin d'alimenter les délégués soviétiques à l'ONU, AEI, 93.03/2268/16, 29 avril 1947, *DISR*, t. 1, p. 187-189.

juive et de la communauté juive américaine à l'égard de la Palestine. »

David Wahl décrit ensuite sa surprise devant l'accueil fait, par la délégation soviétique, aux revendications sionistes : « Je n'ai rencontré aucune résistance aux attentes du peuple juif telles qu'elles sont exprimées dans les positions politiques officielles de l'Agence [juive] et c'est un sujet de grande satisfaction pour moi, et cela doit l'être pour vous, *le fait que la délégation soviétique nous ait soutenus au-delà de ce que nous étions habitués à attendre de la part de n'importe quelle grande puissance* (souligné par nous). » Devant cette contribution décisive, Wahl forme le souhait que l'AJ et l'Organisation sioniste américaine exprimeront formellement à l'ambassade soviétique et à sa délégation leur satisfaction. « Je voudrais aussi souligner que, dans le nouveau climat qui a été développé, l'Agence doit faire tout son possible pour établir, pour l'avenir, des rapports de coopération avec les Soviétiques afin de contrebalancer l'attitude antijuive des représentants britanniques et américains qui s'est exprimée au cours du débat aux Nations Unies. »¹

Même si l'URSS avait opéré un tournant considérable sur la question palestinienne avec le discours de Gromyko à l'ONU, rien ne garantissait encore qu'elle se prononcerait en faveur du partage de la Palestine. La montée de la tension avec l'Occident, au cours de l'été 1947, pouvait tout remettre en question. Certains diplomates américains continuaient à penser que, finalement, l'URSS soutiendrait les États arabes².

Au cours de l'été, les dirigeants sionistes tentent de sonder les diplomates soviétiques. Ces derniers refusent de donner une réponse claire, mais font valoir quelques arguments rassurants pour l'AJ. Ainsi, lors de plusieurs entretiens avec le représentant de l'AJ, E. Epstein, le premier secrétaire de l'ambassade d'URSS à Washington, M. Vavilov, déclare que le travail réalisé en Palestine a convaincu son gouvernement des capacités du mouvement sioniste à construire un État. En outre, même si Moscou sait que l'État juif aura une structure capitaliste, il pense que les Juifs construiront un État pacifique, démocratique et progressiste, qui fera pièce aux intrigues antisoviétiques à l'œuvre dans les cercles dirigeants réactionnaires du monde arabe³. Le diplomate soviétique s'intéresse également à la réaction de l'opinion publique américaine – juive et non

1. *Ibidem*.

2. Note du département d'État du 30 septembre 1947 cité in Yaacov Ro'i, *Soviet Decision Making...*, op. cit., p. 83.

3. ASC S25/9299, 31 juillet 1947, *DISR*, t. 1, p. 217.

juive. Moscou espère bien tirer les bénéfices, auprès de la société américaine, de son soutien à la cause sioniste, à l'heure où la Guerre froide se radicalise. De ce point de vue, cette politique s'inscrit dans la parfaite continuité de l'action menée pendant la guerre par le Comité antifasciste juif. En soutenant la création d'un État juif, le Kremlin espère que la communauté juive américaine influencera l'opinion publique et la Maison Blanche dans le sens des intérêts de l'URSS.

Au mois de septembre, l'Agence juive ne sait pas encore quelle sera la position de Moscou. Son représentant à Washington, E. Epstein demande à un membre de la délégation soviétique à l'ONU, Semion Tsarapkin, si l'URSS votera pour la solution envisagée par la minorité des membres de l'UNSCOP, à savoir la solution fédéraliste qui avait les faveurs de l'Inde, de l'Iran et surtout de la Yougoslavie¹. « Pas nécessairement », lui répond le diplomate soviétique².

En fait, la décision est déjà prise à Moscou et, semble-t-il, depuis le mois d'avril, à en croire Molotov. Le 30 septembre 1947, il envoie des instructions à Vychinski, qui dirige la délégation soviétique à l'ONU. Il lui demande de ne se prononcer ni « contre l'avis de la majorité de la commission sur la question du partage de la Palestine », ni « contre les recommandations de la commission adoptées à l'unanimité sur le mandat, sur l'octroi de l'indépendance à la Palestine »³. Le même jour, Molotov adresse des instructions complémentaires : Vychinski doit « soutenir l'avis de la majorité [de l'UNSCOP] qui correspond à notre orientation fondamentale sur cette question » et se souvenir que l'option en faveur d'un État binational n'avait été avancée qu'en fonction de considérations tactiques – l'URSS ne voulant pas prendre l'initiative de proposer la création d'un État juif⁴. Même si cette information est donnée par Molotov plusieurs mois après le discours de Gromyko, il n'y a pas de raison de la mettre en doute.

Début octobre, la Tchécoslovaquie déclare son soutien au plan de partage, suivie par la Pologne. S. Tsarapkin prononce un discours à l'ONU, le 13 octobre, dans lequel il justifie la revendication sioniste : « Chaque peuple, y compris le peuple juif, a le droit d'exi-

1. Plusieurs explications ont été avancées à propos de la différence entre les positions des deux pays du bloc soviétique. Il semble probable que cette situation permettait aux dirigeants soviétiques de conserver deux fers au feu, l'issue du problème palestinien restant incertain.

2. AEI, 93.03/92/35, 19 septembre 1947, reproduit in *International Affairs*, n° 10, 1998, p. 92.

3. APEFR, f. 018, o. 9, p. 17, d. 77, l. 27, confidentiel, 23 octobre 1947.

4. APEFR, f. 059, o. 18, p. 17, d. 116, l. 109, 30 septembre 1947, strictement confidentiel, télégramme codé, *sio*, t. 1, p. 251-252.

ger que son destin ne dépende pas de la charité ou de la bonne volonté de tel ou tel autre État. Les membres des Nations Unies peuvent aider le peuple juif en agissant conformément à la Charte, qui garantit à chaque peuple son droit à l'indépendance et à l'auto-détermination. » Et d'expliquer le choix de l'URSS en faveur du plan de partage par l'impossibilité de trouver un compromis satisfaisant les deux communautés : « Les relations entre les Arabes et les Juifs ont atteint un tel degré de tension qu'il est devenu impossible de réconcilier leurs points de vue sur la solution au problème ; par conséquent, le plan de la minorité est apparu impraticable. Aussi, dans ces circonstances, le plan de partage proposé par la majorité offre plus d'espoirs de réalisation. »¹

Le 15 octobre, Vychinski reçoit de nouvelles instructions. Molotov lui demande de recueillir « l'avis des Juifs » sur toutes les questions importantes, en particulier sur Jérusalem et d'obtenir la réduction de la période transitoire afin d'empêcher que l'Angleterre continue à exercer le pouvoir². En outre, la délégation soviétique doit soutenir la proposition uruguayenne d'autoriser le départ vers la Palestine de 30 000 enfants juifs qui se trouvent dans les camps de réfugiés et d'établir un quota pour l'immigration des parents de ces enfants, et celle, présentée par la Colombie, sur l'immigration de 150 000 Juifs³. La délégation devra également appuyer la motion yougoslave demandant que tous les réfugiés juifs regroupés dans les camps à Chypre soient immédiatement admis en Palestine⁴. Désormais, l'URSS est un fervent partisan de la cause sioniste.

Les différents points contenus dans ces instructions sont riches d'enseignements.

Premier enseignement : elles formalisent la politique de coopération qui s'engage entre l'URSS et l'AJ à l'ONU. Pendant les discussions – qui précédèrent le vote – sur les modalités d'application du plan de partage, Vychinski et d'autres membres de la délégation soviétique consultèrent régulièrement les délégués de l'AJ. Le 27 octobre, Vychinski envoie un télégramme à Molotov pour lui soumettre les propositions soviétiques sur la période transitoire entre le départ des Anglais et l'établissement des deux États en soulignant qu'elles ont reçu l'aval des délégués de l'AJ. Molotov les transmet

1. Fédération sioniste de France, *Pour l'État juif*, Paris, sd.

2. APEFR, f. 018, o. 9, p. 17, d. 77, l. 27.

3. APEFR, f. 059, o. 18, p. 17, d. 117, l. 60, 16 octobre 1947, strictement confidentiel, SIO, t. 1, p. 253.

4. APEFR, f. 018, o. 9, p. 17, d. 77, l. 28. La Grande-Bretagne avait regroupé à Chypre les Juifs qui tentaient d'entrer en Palestine sans certificat d'immigration. Les camps d'internement comptaient alors 17 000 personnes.

à Staline. Sur cette note, l'assistant de Molotov, Podtserob, a ajouté à la main : « Le Cam. Poskrebychev dit que le cam. Staline est d'accord. » Ce détail nous indique que Staline exerçait un contrôle très serré sur la politique étrangère, car les questions abordées dans cette note sont d'ordre technique ; la décision de soutenir le plan de partage avait déjà été prise¹. Cette étroite collaboration soviétosioniste va durer près d'un an, jusqu'à l'arrivée du premier ambassadeur israélien à Moscou.

Deuxième enseignement : l'URSS milite pour un départ rapide des Britanniques de Palestine et, à travers sa proposition de transférer l'administration de la Palestine au Conseil de sécurité pendant la période transitoire, cherche un moyen d'intervention directe.

Vychinski propose de mettre fin au mandat britannique à compter du 1^{er} janvier 1948. La perspective de placer l'administration de la Palestine sous l'autorité du Conseil de sécurité inquiète les États-Unis, d'autant que l'URSS soulève la question d'un envoi éventuel de troupes des membres du Conseil pour garantir l'application du plan de partage. Ces propositions avaient probablement un caractère tactique, car les États-Unis n'auraient pas accepté de partager des responsabilités en Palestine avec l'URSS. Les Américains craignaient en effet que la Palestine finît par être divisée en zones comme l'Allemagne, la Corée ou l'Autriche. Cédant sur ce point, l'URSS pouvait plus facilement insister sur des garanties d'application du plan de partage.

Troisième enseignement : l'URSS s'engage ouvertement dans une politique de soutien à l'immigration juive en Palestine.

Le 26 novembre, Gromyko annonce devant l'Assemblée générale de l'ONU que l'URSS se rallie au plan de partage. Trois jours plus tard, elle apporte sa voix avec celles de la Biélorussie, de l'Ukraine, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. La résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU est adoptée avec 33 voix pour, 13 contre et 10 abstentions, dont celle de la Yougoslavie. Paradoxe, ce sont les votes mêlés du bloc soviétique, des États-Unis et de leurs alliés qui ont fait triompher le partage. Alors que la Grande alliance a depuis longtemps été enterrée et que la division du monde en deux camps structure désormais la scène internationale, le projet sioniste se concrétise grâce à une convergence d'intérêts des deux ennemis. Il est vrai que, pour Moscou, la Grande-Bretagne demeure l'ennemi principal, une puissance impérialiste dont il convient d'accélérer le déclin. Le mouvement sioniste profite de cette concurrence des Puissances. Israël aurait difficilement pu voir le jour sans ce par-

1. APEFR, f. 06, o. 9, p. 22, d. 267, ll. 12-13.

rainage américano-soviétique ; du moins une solution onusienne au problème de la Palestine n'aurait pas été envisageable.

IV — La création de l'État d'Israël

À peine voté, le plan de partage est menacé de toutes parts : par le refus arabe, par les hésitations américaines, par la faiblesse militaire du Yishouv, mais surtout par le déchaînement de violence qui se produit en Palestine dès le 30 novembre 1947. Cette « guerre avant la guerre »¹ renforce le camp des opposants au plan de partage.

Dans ces conditions, quelle va être l'attitude de l'URSS ? Après le tournant stratégique et radical opéré par Moscou, aucun nouveau changement de politique n'est envisagé. D'autant plus que les réticences américaines permettent aux dirigeants soviétiques d'enfoncer un coin entre le mouvement sioniste et son allié « naturel ».

Les craintes de l'administration Truman de voir l'URSS s'installer au Proche-Orient sont à l'origine des préventions américaines à l'endroit du plan de partage, bien plus qu'une hypothétique menace brandie par les États arabes producteurs de pétrole². Certes, Washington ne veut pas être amené à intervenir militairement en Palestine pour garantir l'application du plan de partage face aux oppositions violentes qu'il rencontre. Mais ce sont surtout les bénéfices que l'URSS pourrait en tirer qui inquiètent les diplomates américains. Dans un long rapport rédigé en janvier 1948, le père de la doctrine du *containment*, George Kennan, énumère les motifs pour lesquels les États-Unis doivent procéder à un changement de politique en Palestine. Il souligne, entre autres, que, « si le plan de partage était appliqué par la force, l'URSS aurait tout à y gagner car elle y trouverait le prétexte pour participer au "maintien de l'ordre" en Palestine. Et si les troupes soviétiques entraient en Palestine pour mettre en œuvre le partage, les agents communistes y trouveraient une base excellente pour étendre leurs activités subversives, déployer leur propagande, tenter de renverser les gouvernements arabes actuels et les remplacer par des "républiques populaires". Les forces soviétiques en Palestine seraient une menace directe pour nos positions en Grèce, en Turquie, en Iran, une menace à long terme pour la stabilité de toute la Méditerranée

1. Alain Gresh, Dominique Vidal, *op. cit.*, p. 139.

2. « Les responsables américains, note Michael Cohen, avaient en fait reçu à de multiples occasions, l'assurance des Saoudiens, que leur dépendance économique à l'égard des États-Unis ne leur permettait pas d'être entraînés dans un conflit avec l'Occident à propos de la Palestine », Michael. J. Cohen, *Palestine and the Great Powers*, *op. cit.*, p. 355.

orientale. L'URSS n'a d'ailleurs pas qu'une seule stratégie à sa disposition. Fournir des unités militaires est l'une des possibilités. Mais bien des témoignages montrent que l'URSS fournit peut-être d'ores et déjà des armes, indirectement ou en secret, aux Juifs, mais aussi aux Arabes, contribuant ainsi à accentuer le conflit au Moyen-Orient. Du point de vue soviétique, il est peut-être préférable d'exploiter de cette manière la situation explosive créée par le partage plutôt que de pénétrer militairement dans la région. Que les forces soviétiques participent ou non à la mise en œuvre du partage, la décision des Nations Unies favorise de toute façon les objectifs soviétiques, qui sont de semer la discorde et de déstabiliser les pays non communistes. »¹

Le rapport de Kennan, suivi par d'autres de la même teneur, conduit à une réorientation de la politique américaine. Le 19 mars 1948, Warren Austin déclare, devant le Conseil de sécurité, que son pays estime que le plan de partage est inapplicable et propose l'instauration d'une tutelle temporaire des Nations Unies sur la Palestine. Cette annonce provoque la colère des dirigeants sionistes. La veille, le président Truman aurait assuré à Chaim Weizmann que les États-Unis soutiendraient la mise en œuvre du partage de la Palestine. Du moins, selon la version de l'entretien donnée par le futur premier président de l'État d'Israël. En réalité, ce « cafouillage » résulte de dysfonctionnements au sein de l'administration Truman².

L'URSS réagit vivement à cette nouvelle proposition américaine. Le 23 mars, devant le Conseil de sécurité, Gromyko déclare : « Le seul moyen de réduire le bain de sang, c'est la création rapide et effective de deux États en Palestine. Si les États-Unis et quelques autres États bloquent l'application du plan de partage et regardent la Palestine comme un élément de leurs considérations économiques et stratégiques, alors toute décision sur l'avenir de la Palestine, y compris l'établissement d'une tutelle, signifiera la transformation de la Palestine en un champ de bataille entre les Juifs et les Arabes

1. Cité in Donald Neff, « Truman, la Palestine et l'équilibre stratégique américain », *Revue d'études palestiniennes*, n° 28, 1988, Paris, Éditions de Minuit, p. 70.

2. Le Président américain n'avait pas été consulté avant la déclaration d'Austin devant le Conseil de sécurité. Sur le fond, il n'était pas en désaccord avec les analyses du département d'État mais, pour des raisons de politique intérieure, il ne voulait pas donner l'impression d'abandonner le plan de partage. Truman avait, dès le mois de février, approuvé l'idée d'une tutelle sur la Palestine mais, dans une note à son secrétaire d'État, le général Marshall, il avait précisé que « rien de ce qui sera présenté au Conseil de sécurité ne devra pouvoir être interprété comme un recul de notre part ». D'après Marshall, Truman regretta de ne pas avoir été mis au courant suffisamment à l'avance de la déclaration d'Austin, car « il aurait pu prendre certaines dispositions pour éviter les protestations de la presse », Michael J. Cohen, *Truman and Israël*, Berkeley, University of California Press, 1990, p. 188-197.

et ne fera qu'accroître le nombre de victimes. [...] Le régime tutelle contredit les intérêts des deux peuples en Palestine, car il les empêchera de créer leurs États indépendants. Pour l'ONU, ce sera un retour à la case départ, lorsqu'il y a un an les discussions sur la Palestine ont débuté. »¹

Malgré l'opposition soviétique, le Conseil de sécurité adopte le 1^{er} avril une résolution appelant à la tenue d'une session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU pour examiner la question du futur gouvernement de la Palestine. Dans la perspective de cette réunion, le 9 avril, Molotov envoie à Staline les instructions qu'il compte transmettre à la délégation soviétique. Elles s'articulent autour de deux principes : la défense du plan de partage et l'opposition à la proposition américaine de tutelle, dont « l'objectif est d'annuler la décision de l'Assemblée générale », et qui « conduira à l'affrontement entre les Juifs et les Arabes et, de ce fait, créera une menace à la paix et accentuera l'agitation au Proche-Orient »².

Ces directives reprennent, pour l'essentiel, la position adoptée, au mois de mars, par Gromyko devant le Conseil de sécurité. Jusqu'à la proclamation de l'État d'Israël, le 14 mai, l'URSS s'en tient à cette ligne et rejette toutes les autres propositions. Moscou devient alors le meilleur allié du mouvement sioniste. Comme le souligne un diplomate français, « l'URSS profite très largement du contraste entre l'attitude de M. Gromyko et celle de M. Austin [le délégué américain à l'ONU]. L'URSS est en train de s'acquérir à Tel-Aviv une remarquable popularité, point basée sur les particularités, ici généralement peu appréciées, de ses institutions économiques, sociales ou politiques, mais bien sur le fait que M. Gromyko a voté le 29 novembre pour le partage, et a conservé dans cette question une attitude en harmonie avec cette première prise de position »³.

Les délégués soviétiques à l'ONU deviennent les interlocuteurs privilégiés des représentants de l'AJ qui cherchent à contrer les projets américains, comme l'a raconté Abba Eban : « L'Union soviétique était maintenant la seule puissance mondiale à soutenir notre cause. Du coup je me mis à participer presque chaque soir à des réunions avec des représentants soviétiques dont Gromyko, Tsarapkine et Jacob Malik, pendant lesquelles, jouant les conspirateurs, nous cherchions les moyens de faire échec à la proposition américaine d'une tutelle internationale sur la Palestine. »⁴

1. Cité in Yaacov Ro'i, *op. cit.*, p. 119.

2. APEFR, f. 06, o. 10, p. 15, d. 160, ll. 4-7, 9 avril 1948, confidentiel, *Mejdounarodnaïa Jizn*, n° 10, 1998, p. 89.

3. MAE, fonds NUOI, dossier 211, 23 mars 1948, p. 2.

4. Abba Eban, *Autobiographie, op. cit.*, p. 84.

Le soutien apporté par l'URSS à la cause sioniste depuis un an provoque inquiétude et mécontentement dans le monde arabe, dont la conséquence la plus directe est l'affaiblissement du mouvement communiste arabe qui évolue dans un environnement hostile.

V — Les réactions du monde arabe

Les États arabes

Quelques jours avant le vote du plan de partage, le chargé d'affaires en Irak, A. Soultanov, adresse au MID une analyse des réactions arabes. Selon lui, le monde arabe est convaincu que l'URSS n'apportera pas sa voix à la création d'un État juif. Le diplomate évalue les conséquences de la position de Moscou sur ses relations avec le monde arabe. Dans la colonne des aspects positifs, il retient le fait que l'État juif pourrait être un facteur révolutionnaire dans cette région s'il prend ses distances avec les banques anglo-américaines et la « diplomatie du dollar ». Dans celle des aspects négatifs – beaucoup plus longue –, il note le risque de s'aliéner l'ensemble du monde arabe, de favoriser l'alliance des Anglo-Saxons et des dirigeants réactionnaires de la Ligue arabe, de faciliter la formation d'un bloc musulman antisoviétique constitué des États de la Ligue arabe, de la Turquie et du Pakistan, de rendre plus facile l'élimination du mouvement démocratique et révolutionnaire – c'est-à-dire le mouvement communiste. En outre, ajoute Soultanov, il existe un risque pour que l'État juif devienne une base de l'expansion américaine au Proche-Orient et que les États arabes, ayant perdu confiance en l'URSS, concluent un accord avec les Anglo-Saxons sur l'ouverture de bases et l'utilisation de ressources stratégiques en cas de guerre avec Moscou¹. Le tableau est sombre et en partie réel, mais, pour l'heure, le Kremlin juge que les bénéfices du soutien à l'État juif seront supérieurs au prix à payer dans le monde arabe.

Au cours d'un entretien avec le vice-ministre des Affaires étrangères, Fedor Gusev, l'ambassadeur d'Égypte à Moscou fait part de l'incompréhension de son pays face à la décision soviétique et lui déclare que l'URSS aurait pu rester neutre². Les diplomates soviétiques reçoivent régulièrement les plaintes des pays arabes sur la question palestinienne jusqu'à la création de l'État d'Israël³. L'URSS

1. APEFR, f. 0118, o. 2, p. 3, d. 11, ll. 62-64, 5 novembre 1947, confidentiel, SIO, t. 1, p. 265.

2. APEFR, f. 087, o. 10, p. 13, d. 2, l. 22, 17 décembre 1947, confidentiel.

3. Par exemple lors d'un entretien entre l'ambassadeur d'URSS à Beyrouth et le ministre des Affaires étrangères du Liban, au cours duquel ce dernier demande si l'URSS ne pourrait

subit quelques tracasseries, comme la censure des films qu'elle souhaite diffuser dans les pays arabes ou la fermeture de la Société des relations culturelles soviéto-libanaise, qui est d'ailleurs contrôlée par le parti communiste libanais : un membre de son comité central, Antoine Tabet, la préside¹.

Analysant les réactions à la politique des grandes puissances en Palestine, l'ambassadeur d'URSS à Beyrouth, Daniil Solod, souligne que les États-Unis sont l'ennemi principal des Arabes même si la position soviétique a provoqué désarroi et perplexité².

Moscou répond en trois points aux critiques du monde arabe :

- 1 / L'URSS a prouvé ses liens d'amitié avec le monde arabe en soutenant l'Égypte, le Liban et la Syrie dans leurs conflits avec la Grande-Bretagne et la France et aura l'occasion de le faire à l'avenir, comme le déclare Gromyko à l'ONU à la veille du vote du plan de partage³ ;
- 2 / Ce sont les réactionnaires arabes alliés aux impérialistes qui s'opposent au plan de partage de la Palestine. Ils utilisent le problème de la Palestine pour détourner l'attention des masses arabes de la domination impérialiste⁴. Ces mêmes réactionnaires qui hier étaient les alliés de Hitler et Mussolini – cette attaque vise le grand mufti de Jérusalem⁵ ;
- 3 / Les organisations démocratiques – autrement dit les partis communistes – soutiennent la position de l'URSS.

À partir du moment où ils se sont engagés en faveur du plan de partage, les responsables soviétiques n'ont plus cherché à ménager la sensibilité du monde arabe sur le problème palestinien. Pour l'heure, ce sont les partis communistes arabes qui se retrouvent dans une situation inextricable.

Le parti communiste palestinien

Depuis sa création, le mouvement communiste en Palestine cumule tous les handicaps que peuvent rencontrer les partis communistes.

pas revenir à sa première position, c'est-à-dire la création d'un État démocratique en Palestine. APEFR, f. 0106, o. 7, p. 8, d. 7, ll. 91-92, 5 mai 1948, confidentiel.

1. *Ibidem*.

2. APEFR, f. 0106, o. 7, p. 8, d. 7, l. 58, 10 mai 1948, confidentiel.

3. GA OR, 2^e session, 125^e Assemblée plénière, 26 novembre 1947.

4. *Izvestia*, 20 janvier 1948.

5. *Radio Moscou* en arabe, 20 janvier 1948 cité in Yaacov Ro'i, *Soviet Decision making...*, op. cit., p. 114.

Ultra-minoritaire, menacé sans cesse par des tendances centrifuges, le Parti communiste palestinien, puis israélien se montrera incapable de surmonter et de résoudre ses contradictions sur la question nationale. Il se trouvera souvent en porte à faux avec son environnement sociétal en raison de la politique menée par Moscou. Le PCP doit faire face à deux problèmes principaux :

- Du côté juif, son discours intrinsèquement antisioniste rencontre un faible écho : les Juifs sont venus en Palestine précisément pour donner corps au projet sioniste. De plus, le terrain politique et syndical est fermement tenu par le mouvement socialiste sioniste et jouit de l'autorité et du prestige de son chef, David Ben Gourion. Le Parti communiste palestinien ne soutiendra la création d'un État juif en Palestine qu'au lendemain du vote à l'ONU du plan de partage de la Palestine ;
- Le Parti communiste palestinien, tant dans sa composante juive qu'arabe, connaît une tension permanente entre sa fidélité à Moscou et son environnement social. Les changements brutaux de politique opérés par Moscou sont, pour chaque composante du PCP, une source de conflits internes et de tensions avec la société à laquelle ils appartiennent.

Ce fut le cas pour les Juifs entre 1936 et en 1939, lorsque le Komintern imposa le soutien à la révolte arabe même dans ses aspects les plus violents et les plus nationalistes ; entre 1939 et 1941, lors du pacte germano-soviétique, puis au début des années cinquante, lorsque la répression menée par Staline en URSS et dans les démocraties prend un caractère incontestablement antisémite, enfin avec l'alliance entre l'URSS et le monde arabe ou sur la question de l'immigration des Juifs d'URSS.

S'agissant de la composante arabe du PCP, la liste des sujets pouvant créer un conflit entre son allégeance à Moscou et son environnement sociétal fut beaucoup moins longue, mais la seule véritable pierre d'achoppement – le soutien soviétique à création de l'État d'Israël – produisit des effets tout aussi désastreux non seulement pour les communistes arabes en Palestine, mais également pour les partis communistes dans l'ensemble du Proche-Orient.

Comment les communistes arabes palestiniens réagirent-ils au soutien soviétique à la création de l'État d'Israël ?

Depuis la dissolution du Komintern en mai 1943, le PCP est scindé en différents groupes arabes et juifs. Les communistes arabes se sont regroupés au sein de la Ligue de libération nationale (LLN)

vers la fin de 1943 ou le début de 1944¹ dont les principaux dirigeants sont Émile Touma, Émile Habibi, Fouad Nassar, Tawfik Toubi et Moussa Dadjani. Bien que dirigée par des communistes et organisée sur le modèle d'une organisation communiste, la LLN se distingue par le fait qu'elle place le facteur national au premier plan, tant par son appellation d'où le mot communiste est absent que par ses objectifs puisqu'elle s'adresse uniquement aux Arabes de Palestine. Comme l'a noté Alain Greilsammer, « à ce point de vue, la Ligue apparaissait comme une organisation frontiste nationaliste »². Dès sa création, la LLN s'est opposée à toute idée de partage de la Palestine, que ce soit sous une forme territoriale ou sous celle d'un État binational qui recueillait les faveurs des communistes juifs. La LLN se prononce pour un État arabe indépendant, au sein duquel la minorité juive disposerait des mêmes droits que les autres citoyens. La LLN ne reconnaissait aux Juifs que des droits individuels, mais aucun droit collectif³. Ce qui, au fond, était cohérent avec l'anti-sionisme marxiste.

Jusqu'au vote du plan de partage, en novembre 1947, la LLN s'en tient à cette position. Coupée des communistes juifs, elle se retrouve à l'aile gauche du camp arabe palestinien, dominé et divisé par les rivalités entre le mufti de Jérusalem, Hadj Amin Al Husseini, qui dirige le Haut Comité Arabe (HCA) et l'Émir Abdallah de Transjordanie. Le HCA s'impose comme le représentant du camp arabe palestinien et exercera une très forte pression sur la LLN pour qu'elle boycotte les auditions organisées par l'UNSCOP à l'été de 1947— elle privera ainsi le camp arabe de la possibilité d'exposer son point de vue devant les représentants de l'ONU. La LLN se contente d'envoyer un mémorandum, dans lequel elle réaffirme son opposition à toute forme de partage de la Palestine. Jusqu'au vote de la résolution de l'ONU, elle ne modifia pas sa position, pas plus qu'elle ne s'exprima, du moins publiquement, sur le changement de la politique soviétique amorcée depuis le discours de Gromyko le 14 mai. Cependant, les dissensions internes ne tardèrent pas à se manifester entre ceux qui souhaitaient rester fidèles à Moscou et donc soutenir le partage et ceux qui, foncièrement hostiles au projet sioniste, refusaient de s'aligner.

Parmi ces derniers, Émile Touma prit l'initiative de faire connaître aux Soviétiques son refus du partage de la Palestine et surtout

1. Nous ne possédons ni document ni témoignage permettant de dater avec précision la création de la LLN.

2. Alain Greilsammer, *Les Communistes israéliens*, Paris, Presses de la FNSP, 1978, p. 132.

3. *Ibidem*, p. 145.

ses remarques et critiques à propos du discours de Gromyko du 14 mai. Il écrivit une longue lettre de dix-neuf pages en anglais¹ parvenue au département international du CC du PC(b)US par l'intermédiaire du ministère de la Sécurité d'État (MGB)².

Par sa franchise, elle témoigne du désarroi créé par la nouvelle politique de Moscou chez certains communistes arabes et, sur un autre plan, de la faible emprise du centre sur sa périphérie palestinienne. Les critiques de Touma à propos du discours de Gromyko sont multiples. Selon lui, il a semé la confusion dans le monde arabe, a affaibli le potentiel révolutionnaire et a fait le jeu de la réaction³. Il reproche à Gromyko d'avoir longuement expliqué les aspirations sionistes, mais « complètement ignoré le peuple arabe en Palestine, ses aspirations, son mouvement national anti-impérialiste et ses liens traditionnels avec les peuples arabes au Moyen-Orient »⁴.

La principale critique que Touma formule à l'égard du discours de Gromyko concerne le soutien au sionisme, alors qu'il était considéré jusque-là « comme une entreprise dirigée par l'impérialisme britannique dans le but de créer un cheval de Troie au Moyen-Orient ». Le retournement soviétique aura pour conséquence « de renforcer l'idéologie sioniste et l'emprise sioniste sur les masses juives » et « d'aider l'impérialisme à poursuivre l'utilisation des masses juives comme des instruments dans leur opposition aux mouvements de libération dans le Moyen-Orient arabe »⁵. Touma désapprouve le lien établi par le diplomate soviétique entre le problème des réfugiés – c'est-à-dire celui des personnes déplacées – et la question palestinienne⁶.

Après l'énoncé de ces critiques, Touma réaffirme son opposition à la partition et sa conviction que la seule solution reste la création d'un État indépendant et démocratique. Cette lettre montre à quel point le discours de Gromyko à l'ONU fut une surprise pour les communistes arabes.

La réaction de Touma ne fut pas unique. Le soutien de l'URSS à la création de l'État d'Israël provoqua une grave crise. Puisque la

1. CRCEDEC, f. 17, o. 128, d. 388, ll. 1, 12-30, 13 octobre 1947, strictement confidentiel.

2. CRCEDEC, f. 17, o. 128, d. 1114, l. 31, 6 novembre 1947, confidentiel. Ce document manuscrit n'est ni daté ni signé. Ce sont les indications données par les responsables soviétiques qui le désignent comme émanant d'Émile Touma. Il n'y a cependant pas lieu de les mettre en doute. Cette lettre a dû être écrite peu de temps après le discours de Gromyko du mois de mai.

3. *Ibidem*, l. 30.

4. *Idem*, l. 20.

5. *Idem*, l. 23.

6. *Idem*, l. 24.

solution qui avait les faveurs de la LLN n'avait pas été retenue et, après le vote de l'ONU, n'avait plus aucune de chance de l'être, il ne restait plus à cette organisation que deux solutions :

- soutenir la position soviétique en prenant le risque de se couper du monde arabe ;
- ou rejeter le plan de partage, mais ainsi se couper de Moscou sans pour autant pouvoir se prémunir des effets en retour qui ne manqueraient pas de se faire sentir du fait de la politique de l'URSS.

La ligne de partage du mouvement communiste en Palestine ne passait plus seulement entre les Juifs et les Arabes, mais au sein même de la composante arabe entre les partisans de l'un ou l'autre terme de l'alternative. La crise se manifesta nettement après le vote du plan de partage. Au cours d'une réunion qui se tint au début du mois de décembre 1947, le comité central de la LLN se scinda en deux groupes : l'un comprenant six membres du CC, emmené par Émile Touma, contre le soutien au plan de partage ; l'autre comptant cinq membres du CC, dirigé par Fouad Nassar, en sa faveur¹. Le CC décida alors de convoquer une réunion pour trancher entre les deux groupes. Celle-ci se tint à la mi-décembre, mais sans la participation de la majorité qui la boycotta ; ce qui permit à la minorité dirigée par Fouad Nassar de l'emporter et de faire campagne en faveur de l'application du plan de partage. Trois ans plus tard, les « minoritaires » analysèrent l'épisode comme le moment où « la Ligue mit fin à son ancienne politique chauvine et opportuniste et choisit la voie du marxisme-léninisme, la voie du combat contre l'impérialisme, pour l'indépendance de la Palestine, la liberté de ses deux peuples et leur droit à l'autodétermination »².

Cependant, malgré l'opposition entre les deux lignes au sein de la LLN, la rupture n'était pas encore consommée au début de l'année 1948. Au cours d'un entretien avec l'ambassadeur d'URSS à Beyrouth, le secrétaire général du PC syrien, Khaled Bagdache, fait

1. Les informations sur le rapport de forces au sein du CC ont été rapportées par le secrétaire général du PC syrien, Khaled Bagdache, à l'ambassadeur d'URSS à Beyrouth, Daniil Solod. Bagdache avait obtenu ces informations lors d'une rencontre avec Émile Touma et Fouad Nassar, venus à Beyrouth pour des « consultations avec les PC syrien et libanais », APEFR, f. 0106, o. 7, p. 7, d. 6, ll. 173-174, 30 janvier 1948, confidentiel.

2. CRCEDHC, f. 17, o. 137, d. 754, l. 27, 1^{er} septembre 1951, confidentiel. Ce document de la LLN – devenue entre-temps le Parti communiste jordanien – était connu avant l'ouverture des archives soviétiques : Alain Greilsammer le cite abondamment dans son ouvrage, *op. cit.*, p. 146-147. Il est néanmoins intéressant de constater qu'il est parvenu jusqu'à Moscou. Signe que l'activité de cette organisation continuait à être suivie tant dans la capitale soviétique qu'à l'ambassade d'URSS en Israël.

mention d'une rencontre qu'il a eue avec F. Nassar et E. Touma, venus lui exposer la situation au sein de la LLN au bord de la rupture. Selon Bagdache, Nassar « menace de former un autre parti en rétablissant l'appellation de communiste »¹. Bagdache, certainement inquiet des répercussions de la politique soviétique en Palestine sur le mouvement communiste au Moyen-Orient, « leur a conseillé de cesser les débats à l'intérieur de la Ligue et de ne se prononcer pour le moment ni pour ni contre le partage de la Palestine, car une scission dans les conditions actuelles ne fera qu'affaiblir le mouvement démocratique en Palestine »². Cette position était difficile à tenir dans le climat radicalisé de la Palestine en ce début d'année 1948 – la LLN ne la tiendra pas.

La ligne défendue par Fouad Nassar devient la ligne officielle de la LLN en février 1948³. Les opposants, dont Touma⁴, ayant été écartés pour cause de déviation droitière et de trahison⁵, les dirigeants de la LLN entreprirent un rapprochement avec le PC juif de Shmuel Mikounis. La réunification entre les deux mouvements n'eut lieu qu'en octobre 1948, mais le soutien de la LLN au plan de partage, à partir de février 1948, a permis le rétablissement des contacts.

Les partis communistes libanais et syrien

Les autres partis communistes du monde arabe eurent à trancher le même dilemme et se heurtèrent aux mêmes difficultés que le PC palestinien : s'aligner ou non sur la position soviétique et subir les mesures de répression prises par les gouvernements arabes.

Comme les communistes arabes palestiniens, les communistes syriens et libanais avaient combattu le sionisme. La décision soviétique constitua donc, pour eux aussi, une surprise. Khaled Bagdache, qui dirigeait les deux partis, choisit de s'aligner sur Moscou au prix de « démissions collectives de militants qui, s'estimant trahis dans

1. APEFR, f. 0106, o. 7, p. 7, d. 6, ll. 173-174, 30 janvier 1948, confidentiel.

2. *Ibidem*, l. 174.

3. Alain Gresh, « Communistes et nationalistes au Proche-Orient : le cas palestinien depuis 1948 », *Communisme*, n° 6, 1984, p. 58.

4. Il convient toutefois de noter que, malgré son exclusion de la LLN, Touma resta en contact avec le mouvement communiste : il rencontre, en avril 1948, Antoine Tabet à Beyrouth. Ce dernier est membre du CC du PC libanais et président de la société des relations culturelles avec l'URSS. Il est un interlocuteur privilégié de l'ambassadeur d'URSS à Beyrouth, Daniil Solod, auquel il rend compte régulièrement de ses entretiens avec les membres des PC du Proche-Orient. Au cours d'un entretien qu'il a avec Solod, le 28 avril 1948, Tabet rapporte les propos de Touma sur la situation en Palestine. Bien qu'il ait été exclu de la LLN, Tabet le présente comme le président de cette organisation ! APEFR, f. 0106, o. 7, p. 8, d. 7, ll. 47-52, confidentiel.

5. Alain Greilsammer, *op. cit.*, p. 148.

leurs plus profondes aspirations, ne tardèrent pas à venir grossir les rangs des partis nationalistes »¹. Il semble bien que cette politique provoqua une hémorragie des effectifs des PC syrien et libanais. Dans un rapport adressé au département international du PCUS en août 1947, Nicolas Chaoui, membre du CC du PC libanais, indique qu'à cette date, le PC libanais comptait 12 000 membres² et le PC syrien 8 400 membres³. Deux ans plus tard, d'après les informations données par le secrétaire général du PC israélien, Shmuel Mikounis, les effectifs du PC libanais seraient tombés à 3 500 membres et ceux du PC syrien à 4 500⁴. Le PC libanais aurait donc perdu les deux tiers de ses effectifs et le PC syrien près de la moitié. Cette chute n'est pas seulement la conséquence de la position prise par les dirigeants communistes libanais et syrien à propos de la Palestine. Elle est également due au passage à la clandestinité de ces deux partis après leur dissolution en décembre 1947 (PC syrien) et en janvier 1948 (PC libanais), décidée par les gouvernements de Damas et de Beyrouth, en réaction au vote de l'ONU sur la Palestine.

Ce n'est pas une situation nouvelle pour le mouvement communiste libano-syrien, qui n'était devenu légal qu'en 1937, après la victoire du Front populaire en France, avant d'être à nouveau pourchassé entre 1939 et 1941 après la signature du pacte germano-soviétique. Après la guerre, le PC syrien s'est préparé à l'éventualité d'un nouveau passage à la clandestinité, comme l'indiquent le rapport de Nicolas Chaoui⁵ et une note de l'ambassade d'URSS à Beyrouth⁶. Ce que confirme Khaled Bagdache lors de son entretien avec l'ambassadeur d'URSS à Beyrouth à la fin du mois de janvier 1948 : « Les partis communistes libanais et syrien accélèrent leur restructuration pour le passage à une situation d'illégalité totale, pour la réorganisation des organisations communistes de base et du système de communication avec la direction, pour l'amélioration de la conspiration et la purge des partis des éléments douteux. »⁷

Même si les dirigeants communistes libanais et syriens sem-

1. Majed Nehmé, « Le Parti communiste syrien : de la stratégie internationaliste à la contestation nationaliste », *Communisme*, n° 6, 1984, p. 119.

2. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 387, l. 44, Rapport de Nicolas Chaoui « Organisation du PC libanais », 2 août 1947, confidentiel.

3. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 389, l. 65, Rapport de Nicolas Chaoui « Organisation du PC syrien », confidentiel.

4. CRCEDHC, f. 17, o. 137, d. 154, l. 55, 8 juin 1949, strictement confidentiel. Les chiffres donnés par Mikounis dans ce rapport sont évidemment à prendre avec précaution, car il n'y a pas d'indication de leur origine.

5. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 389, l. 71.

6. CRCEDHC, f. 17, l. 16, 23 janvier 1948, confidentiel.

7. APEFR, f. 0106, o. 7, p. 7, d. 6, l. 171.

blaient s'être préparés à la clandestinité, ils devaient néanmoins faire face à des difficultés, notamment matérielles. Le manque de moyens était un problème récurrent de ces deux partis, comme le soulignait Nicolas Chaoui dans les rapports qu'il consacra, en août 1947, à la situation des PC libanais¹ et syrien².

L'engagement de l'URSS en faveur d'un État juif crée pour le mouvement communiste arabe une situation similaire – toutes proportions gardées – à celle que connurent les communistes en Europe au moment de la signature du pacte germano-soviétique en 1939. Un conflit majeur causé par une double loyauté : laquelle privilégier entre Moscou, devenu allié du sionisme, et la société arabe qui y est profondément hostile, y compris les communistes arabes. L'allégeance à Moscou l'emporte et le mouvement communiste arabe en paye, pour un temps, le prix. Il est parfois très élevé, comme en Irak où le PC irakien a fait campagne en faveur du plan de partage. En 1948, à la suite de la signature d'un nouveau traité entre l'Irak et la Grande-Bretagne, des troubles quasi insurrectionnels éclatent dans tout le pays. Les dirigeants communistes, dont le secrétaire général Fahd, sont arrêtés. La complicité avec le sionisme figure parmi les chefs d'accusation. Les trois dirigeants arrêtés – Fahd, Zaki Mahmoud Bassim et Husayn Mahmoud Al Shabibi – sont condamnés à mort et pendus en place publique le 4 février 1949³.

En dépit de la chute des effectifs et des difficultés que ces PC doivent affronter, les noyaux dirigeants, les cadres résistent. Là réside l'essentiel pour un parti de type bolchevique. Une fois l'orage passé, il dispose d'une structure fiable pour repartir.

Prise au printemps 1947, la décision de soutenir la création d'un État juif en Palestine a été plus le produit de circonstances que celui d'une stratégie élaborée de longue date. Même si les contacts entre les diplomates soviétiques et les représentants du mouvement sioniste se multipliaient depuis plusieurs années, et que les délégués de l'AJ trouvaient un écho favorable à leurs arguments, l'appareil du MID penchait encore en avril 1947 pour une solution – l'État unique et démocratique – rejetée par l'organisation dirigée par Ben Gourion.

Le ralliement de Moscou à la cause sioniste s'explique à la fois

1. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 387, l. 49

2. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 389, l. 70.

3. Mohieddine Hadhri, « Essai sur l'histoire du parti communiste irakien : luttes nationales et stratégie internationaliste », in René Gallissot, *Mouvement ouvrier, communisme et nationalismes dans le monde arabe*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1978, p. 217 ; M. S. Agwani, *Communism in the Arab East*, Londres, Asia Publishing House, 1969, p. 66-67.

par sa volonté de modifier l'équilibre des forces et la distribution de la puissance au Proche-Orient – qui lui sont défavorables – et par les postulats idéologiques de sa politique étrangère. À la séculaire concurrence géopolitique entre Moscou et Londres – le fameux grand jeu – s'ajoutent l'hostilité et la méfiance du pouvoir bolchevique à l'égard d'une Grande-Bretagne qui incarne l'ennemi impérialiste, capitaliste et qui, de surcroît, était intervenue militairement contre la révolution d'Octobre. Après les années de guerre, au cours desquelles l'URSS par nécessité avait refusé de s'en prendre aux positions de Sa Gracieuse Majesté, la division en deux blocs antagonistes, qui se matérialise en 1947, change la donne. Désormais, Moscou fait de l'affaiblissement de l'Empire britannique son objectif principal et de l'exploitation des contradictions impérialistes son moyen privilégié. Si l'on suit la chronologie de la politique soviétique à l'égard de la Palestine, on remarque que l'URSS formule son soutien à un éventuel partage de la Palestine au printemps de l'année 1947 – et définitivement en octobre de la même année. C'est-à-dire précisément au moment où l'on observe une montée des tensions avec la Grande-Bretagne et les États-Unis après l'annonce, en mars 1947, de la doctrine Truman, l'échec du conseil des ministres des Affaires étrangères de Moscou en avril, le plan Marshall en juin et la création du Kominform en septembre.

Dans le monde bipolaire tel qu'il se dessine à partir de 1947, il n'existe pas, selon l'expression de Kenneth Waltz, de périphérie pour les grandes puissances¹. Or, le bassin méditerranéen et le Proche-Orient constituent un point faible pour l'URSS : elle y est pratiquement absente depuis 1917. Et ce, malgré l'intérêt stratégique de cette région qui se situe en bordure de ses frontières méridionales. À partir de 1943, Moscou tente donc d'y revenir. Son principal atout est de ne pas avoir d'intérêts à y défendre, mais c'est aussi son handicap, car elle ne dispose que de forces très faibles – les partis communistes – sur lesquelles elle pourrait s'appuyer. L'objectif de l'URSS est alors de trouver des zones où exercer une influence. L'exercice s'avère difficile, car les possibilités demeurent restreintes. Après la guerre, plusieurs voies pouvaient être explorées à cette fin.

L'URSS tenta de s'implanter en Iran, puis en Turquie, mais sans succès. L'extension de la sphère d'influence soviétique à la France, l'Italie et la Grèce ne pouvait, pour diverses raisons, être envisagée. Il ne restait que le Proche-Orient où la situation d'instabilité et les

1. Kenneth Waltz, *Theory of International Politics*, Reading, Addison Wesley Publishing Company, 1979, p. 171.

sentiments d'hostilité à l'égard des puissances mandataires, la France et la Grande-Bretagne, allaient grandissant et offraient à l'URSS les seules possibilités réelles d'implantation. Cette zone géographique recouvrait l'Égypte, la Palestine, la Syrie et le Liban. Effectivement, de 1946 à 1948, l'URSS soutient toutes les revendications de l'Égypte, de la Syrie et du Liban à l'égard de la France et de la Grande-Bretagne et tente de développer des relations économiques et culturelles avec chacun de ces pays. Même si l'URSS peut s'appuyer sur des partis communistes et sur des réseaux minoritaires dont l'influence est loin d'être négligeable¹, sa faculté d'exercer une influence réelle dans ces pays reste limitée en raison des liens entre la Grande-Bretagne et les dirigeants arabes et de la crainte qu'y suscite le communisme. Reste la Palestine où le jeu est ouvert. L'URSS a fait finalement le choix, contrairement à la politique suivie jusqu'en 1947, du soutien au partage de la Palestine et donc de la création d'un État juif.

Le Kremlin tente alors un pari. Le soutien à la cause sioniste permettra de faire coup triple. Il lui offre d'abord la possibilité d'opérer une percée au Proche-Orient non sans risque – notamment celui de se couper du monde arabe – d'y bouleverser l'équilibre des forces et de combler en partie son déficit de puissance. En outre, après la perte de l'Inde, celle de la Palestine entaillerait profondément l'Empire britannique, comme l'indique un document préparatoire à la création du Kominform, rédigé au cours de l'été 1947 : « Sans doute, l'Empire anglais traverse-t-il une période de déclin rapide. La guerre lui a porté un coup grave [...]. Les forces centrifuges se développent dans tout l'Empire anglais. L'Inde, la Birmanie, ne veulent pas vivre sous le joug anglais. L'Égypte n'a pas l'intention de tolérer les troupes britanniques sur son territoire. »²

Ensuite, il permet à l'URSS de se livrer à son jeu favori : diviser les puissances impérialistes. Le problème des colonies était considéré comme un terrain particulièrement propice à l'application du principe léniniste : « Les puissances impérialistes ne pourront pas, à long terme, avoir une politique commune à l'égard des colonies. La question coloniale accentue comme aucune autre les contradictions entre les puissances impérialistes. »³ La Palestine paraît alors parfaitement refléter cette analyse. Non seulement Londres et Washington sont divisées sur la solution, mais Truman et Attlee doivent

1. Taline Ter Minassian, *La politique soviétique au Moyen-Orient et les minorités...*, *op. cit.*

2. CRCEDHC, f. 575, o. 1, d. 3, ll. 62-63.

3. CRCEDHC, f. 575, o. 1, d. 3, l. 96.

composer avec les divisions de leurs administrations, les différents lobbies et leurs opinions publiques. Cette pierre lancée dans le jardin des divisions anglo-américaines ne peut que profiter à l'URSS, au moment où la guerre froide entre dans une séquence de radicalisation. Moscou espère rallier à sa cause l'opinion publique juive. Cette politique qui lui avait si bien réussi pendant la guerre devait, selon les calculs du Kremlin, affaiblir les capacités de résistance de Londres et Washington. Le « lobby juif » pourrait les amener à revoir à la baisse leur offensive antisoviétique.

Enfin, l'appui à la création d'un État juif provoque des tensions entre le mouvement sioniste et ses alliés traditionnels. Depuis la fin de la guerre, le conflit n'a fait que s'exacerber entre dirigeants sionistes et britanniques, et les attentats contre l'armée de Sa Gracieuse Majesté – même s'ils sont le fait d'organisations extrémistes – ont creusé un peu plus le fossé entre les deux parties.

Si l'URSS veut parvenir à un affaiblissement réel de la Grande-Bretagne dans cette région, seul le mouvement sioniste peut en être le vecteur. Les héritiers d'Herzl sont déterminés à ne pas laisser passer la chance historique d'obtenir leur État, d'autant que des centaines de milliers de candidats à l'émigration en Palestine attendent dans les camps de réfugiés en Europe et à Chypre. Il présente donc, aux yeux de l'URSS, les meilleures garanties.

À la veille de la proclamation de l'État juif, le bilan, vu de Moscou, est positif. Aucune raison donc de s'arrêter en si bon chemin. Après avoir apporté ses votes et sa voix à l'ONU, l'URSS s'engage dans un soutien militaire et démographique à l'État d'Israël.

CHAPITRE IV

La lune de miel

Le 14 mai 1948, au son de la *Hatikva*, l'hymne national, sous le portrait de Théodore Herzl, David Ben Gourion proclame l'État d'Israël. Le « Vieux » sait que la joie sera de courte durée ; dans quelques heures, la guerre fera place à la fête. Cependant, comme au cours des mois précédents, les dirigeants sionistes maintenant à la tête de leur État peuvent compter sur un allié de poids : l'Union soviétique et ses satellites. Fidèle à sa politique depuis le vote du plan de partage, Moscou apporte un soutien décisif à Israël au cours de la première année de son existence : un soutien politique, militaire – par la poursuite des livraisons d'armes tchécoslovaques – et démographique – par l'immigration massive des Juifs d'Europe orientale.

I — Un soutien politique

Les relations soviéto-israéliennes débutèrent sous les meilleurs auspices. Le 16 mai 1948, le ministre israélien des Affaires étrangères, Moshe Shertok, adressa un télégramme à Molotov pour lui demander que l'URSS reconnaisse le nouvel État et son gouvernement et pour lui exprimer « l'immense gratitude du peuple juif de Palestine et des Juifs à travers le monde à votre égard pour la position ferme de la délégation de l'URSS à l'ONU sur la question de la création en Palestine d'un État juif indépendant et souverain et pour la défense de cette position en dépit de toutes les difficultés »¹. Cette dernière phrase de Moshe Shertok est sans aucun doute une allusion aux attermoissements américains.

La reconnaissance d'Israël donna lieu à une petite surenchère entre Moscou et Washington. L'URSS reconnut Israël *de jure* le

1. *Pravda*, 18 mai 1948.

17 mai¹ alors que les États-Unis s'étaient limités à une reconnaissance *de facto*, mais dès le 14 mai. En effet, le débat au sein de l'administration américaine sur la politique à l'égard de la Palestine s'est poursuivi après la proclamation d'Israël. Les diplomates du Département d'État, y compris le général George Marshall qui le dirigeait alors, étaient partisans d'attendre quelques jours avant de reconnaître l'État juif. Ne voulant pas laisser à Moscou le monopole de ce geste symbolique, Truman passa outre². Pour autant, le débat n'était pas encore clos. La reconnaissance *de jure* fit l'objet de discussions et de pressions de toutes parts. Elle ne fut accordée que le 31 janvier 1949³ ; les combats entre Israël et les pays arabes étaient pratiquement terminés, et la situation de l'État juif stabilisée.

Moscou et Tel-Aviv conclurent rapidement un accord sur l'établissement de missions diplomatiques⁴. Pavel Erchov fut nommé ambassadeur d'URSS et Golda Meir ambassadeur d'Israël. La mission soviétique s'installa début août à Tel-Aviv. Golda Meir – retardée par un accident de voiture aux États-Unis – arriva quelques semaines plus tard dans la capitale soviétique, où elle fut chaleureusement reçue par Molotov le 7 septembre⁵.

Les relations avec les pays du bloc soviétique figurent en tête des priorités de la nouvelle diplomatie israélienne. Dans un mémorandum, rédigé en juin 1948, le directeur général du ministère des Affaires étrangères, A. Levavi, énumère les facteurs sur lesquels va reposer la définition de la politique israélienne à l'égard du bloc soviétique. Centre majeur de la puissance, celui-ci abrite des communautés juives qui, pour une part, constituent un « réservoir d'immigration ». En outre, ajoute Levavi, l'État hébreu peut compter sur l'appui des Juifs « qui occupent des postes gouvernementaux importants dans la plupart des pays » du bloc de l'Est⁶.

Lorsque Pavel Erchov et Golda Meir s'installent dans leurs postes respectifs, les manœuvres diplomatiques battent leur plein. Il faut trouver une issue à une guerre qui a déjà permis à l'État juif d'accroître d'un tiers son territoire par rapport au plan de partage. Déclenchée, le 15 mai, avec l'invasion de la Palestine par les armées égyptienne, libanaise, jordanienne, syrienne et irakienne, la première phase des opérations militaires – la plus délicate pour Israël

1. *Ibidem*.

2. Michael J. Cohen, *Truman and Palestine*, Berkeley, University of California Press, 1990, p. 215-221.

3. *Ibidem*, p. 273-274.

4. *Pravda*, 26 mai 1948.

5. APEFR, f. 089, o. 1, p. 1, d. 1, ll. 1-5, 7 septembre 1948, confidentiel.

6. ACS, S25/5634, 13 juin 1948, *DISR*, p. 302.

– s’achève le 11 juin, date à laquelle la première trêve est décrétée sous la pression de l’ONU. La situation militaire d’Israël est alors fragile. Près d’un tiers des territoires qui lui avaient été attribués dans le plan de partage sont occupés par les armées arabes. Mais l’État juif met cette trêve à profit pour renforcer et organiser son armée grâce, notamment, à l’arrivée des armes tchécoslovaques en dépit de l’embargo décidé par l’ONU.

Dès le 15 mai, l’URSS condamne l’intervention des armées arabes et prend la défense d’Israël. Le délégué ukrainien balaye, devant le Conseil de sécurité de l’ONU, l’argument des délégations arabes selon lequel l’intervention militaire en Palestine a pour objectif d’y restaurer l’ordre. « Conformément au droit international, déclare-t-il, un gouvernement n’a le droit de restaurer l’ordre que dans son propre pays. »¹ Quelques jours plus tard, un article paru dans la *Pravda* dénie toute légitimité à l’intervention des pays arabes : « L’action des pays arabes peut seulement être décrite comme un acte d’agression qui viole les droits légitimes du peuple juif et qui est contraire aux principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies. »²

La deuxième phase des opérations militaires (8-18 juillet 1948), la « guerre des dix jours », est à nouveau déclenchée par l’Égypte qui rompt le cessez-le-feu le 8 juillet et s’attire les foudres de l’URSS³. L’armée israélienne remporte plusieurs victoires significatives au cours de ce deuxième acte, et *Radio Moscou* décrit le soldat israélien comme « fermement convaincu qu’il combat pour une juste cause, pour sauvegarder ses droits contre les Arabes qui sont les marionnettes de l’impérialisme britannique »⁴. Les délégués soviétiques à l’ONU ne cachent pas leur admiration devant les exploits réalisés par *Tsahal* – l’armée israélienne –, à l’instar de Iakov Malik, qui déclare à Abba Eban que Moscou ne s’attendait pas à une telle débâcle des armées arabes⁵ et de Dimitri Manouiliski, qui s’enflamme pour les qualités combattantes de la jeunesse israélienne⁶.

Israël se trouve en bien meilleure situation qu’avant la trêve. Néanmoins, il lui reste à conquérir le Néguev, qui lui avait été attribué dans le plan de partage. Ce sera le but de guerre de la troisième phase qui débute le 15 octobre – mais, cette fois, à l’ini-

1. Yaacov Ro’i, *Soviet Decision...*, *op. cit.*, p. 235.

2. *Pravda*, 30 mai 1948.

3. *Pravda*, 12 juillet 1948.

4. Cité in Yaacov Ro’i, *op. cit.*, p. 245-246.

5. AEI, 130.02/2384/2, 12 août 1948, *DISR*, t. 1, p. 317.

6. AEI J1/3445, 26 octobre 1948, *DISR*, t. 1, p. 392.

tiative israélienne – et s'achève à la fin du mois de décembre 1948. Le Néguev conquis, l'armée israélienne tente alors de pousser son avantage en pénétrant en territoire égyptien, provoquant une réaction militaire de la Grande-Bretagne et de fortes pressions américaines. Israël est sommé de faire machine arrière. Cette fois encore, Moscou porta secours à son allié, en dénonçant les manœuvres occidentales. Mais l'URSS alla plus loin, semble-t-il, en poussant, à la fin de l'année 1948, Israël à prendre la ville d'Umm Rashrash – rebaptisée Eilat – située au nord du golfe d'Akaba qui débouche sur la mer Rouge. Une fois l'opération menée à bien, Moscou aurait fait connaître sa satisfaction¹.

Parallèlement aux combats, d'intenses négociations se déroulent autour d'un plan, proposé par le médiateur de l'ONU, qui révisé le partage – déjà remis en cause par les armes – voté le 29 novembre 1947.

Le plan Bernadotte

Le 20 mai, le comte Folke Bernadotte, vice-président de la Croix-Rouge suédoise, est nommé par l'ONU pour tenter de trouver une issue au conflit en Palestine. La résolution du Conseil de sécurité qui définit sa mission prévoit qu'il pourra être assisté d'observateurs militaires. Dans un premier temps, Bernadotte s'adresse aux États-Unis, à la Grande-Bretagne et à l'Union soviétique. Mais cette dernière, tout comme Israël, s'oppose à la participation britannique, arguant que Londres est partie prenante au conflit. Bernadotte se tourne alors vers la France, la Belgique et les États-Unis pour qu'ils mettent des observateurs à sa disposition, ce qui engendre le mécontentement de l'URSS. Gromyko tente d'obtenir un quota d'observateurs soviétiques, mais échoue en raison de l'opposition américaine. Washington craint d'ouvrir la porte du Proche-Orient à des troupes soviétiques. Un rapport de l'armée américaine souligne que l'entrée de forces soviétiques en Palestine serait incontrôlable et le prélude à une domination militaire soviétique au Moyen-Orient².

À la fin du mois de juin, Bernadotte présente un plan à Israël et aux États arabes. Il propose la formation d'une confédération sur l'ensemble du territoire de l'ancienne Palestine mandataire. Elle comprendrait deux États : Israël recevrait une partie de la Galilée ; l'État arabe prévu dans le plan de partage irait à la Transjordanie ainsi que Jérusalem et le Néguev ; la zone de l'aéroport de Lod et

1. Yaacov Ro'i, *op. cit.*, p. 271-272.

2. Rami Ginat, *The Soviet Union and Egypt, op. cit.*, p. 87.

Haïfa seraient déclarées zones libres. Les solutions de Bernadotte, à l'exception du problème du Néguev, s'inscrivaient dans le droit fil de l'accord tacite conclu, le 17 novembre 1947 – avant le vote de l'ONU – entre Golda Meir et le roi Abdallah de Transjordanie¹, mais elles constituaient une remise en cause radicale du plan de partage. Ce que ne manque pas de souligner la presse soviétique qui fustige le médiateur : « Cet énergique personnage prend des initiatives à longue visée. La révision des décisions de l'Assemblée générale sur la Palestine n'entre nullement dans ses attributions, mais Bernadotte se permet de les ignorer et cherche à les faire abroger. »²

Dès la réception du plan, Abba Eban, le représentant israélien à l'ONU, le communiqua à Gromyko et ils se concertèrent pour le faire échouer³. L'URSS, comme Israël, rejeta les propositions du diplomate suédois. Gromyko s'en prit à Bernadotte devant le Conseil de sécurité le 7 juillet, l'accusant d'avoir remis en cause une décision de l'ONU et par conséquent de miner l'autorité de l'institution qui l'avait mandaté. Il reprocha à Bernadotte d'être manipulé par la Grande-Bretagne⁴. Les médias soviétiques prolongèrent les attaques de Gromyko⁵ et, lors d'une autre séance du Conseil de sécurité, Manouïlski, qui représentait l'Ukraine, accusa Bernadotte d'être au service des intérêts pétroliers⁶.

Le 16 septembre, le médiateur présenta un second plan, mais dont les grandes lignes, cette fois, furent élaborées dans le plus grand secret par les États-Unis et la Grande-Bretagne qui souhaitaient éviter un nouvel échec⁷. Les nouvelles propositions étaient plus réalistes : elles prenaient en compte le nouveau rapport de forces établi à l'issue des combats entre Arabes et Israéliens. Bernadotte avait abandonné l'idée d'union au profit de deux États sépa-

1. Avi Shlaïm, *Collusion across the Jordan. King Abdullah, the Zionist Movement, and the Partition of Palestine*, Oxford, Clarendon Press, 1988, p. 121 ; Dominique Vidal, *Le péché originel d'Israël*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1998, p. 52. Lors de cette rencontre secrète, qui se déroule à Naharayim, au bord du Jourdain, douze jours avant le vote de l'ONU, les deux dirigeants scellent leur alliance sur le dos des Palestiniens. Abdallah accepte la création d'un État juif, en échange, il pourra annexer l'État arabe prévu dans le plan de partage.

2. *Temps nouveaux*, n° 29, 14 juillet 1948.

3. Amitzur Ilan, *Bernadotte in Palestine, 1948*, Oxford, Macmillan, 1989, p. 140.

4. Déclaration de Gromyko devant le Conseil de sécurité reproduite in Yaacov Ro'i, *From encroachment to involvement*, New York / Jerusalem, John Wiley / Israël University Press, 1974, p. 54-57.

5. Yaacov Ro'i, *Soviet Decision Making*, op. cit., p. 243.

6. *Ibidem*, p. 247.

7. Michael Cohen, *Truman and Palestine*, op. cit., p. 232-237 ; Amitzur Ilan, op. cit., p. 177-191.

rés : Israël recevrait la Galilée, mais devrait renoncer au Néguev qui reviendrait à la Transjordanie, laquelle hériterait des territoires attribués à l'État arabe dans le plan de partage. Haïfa et Lod seraient déclarés zones franches et Jérusalem serait placée sous le contrôle de l'ONU.

Le lendemain, Bernadotte fut assassiné dans le secteur juif de Jérusalem. L'attentat a été perpétré par un commando du Lehi¹. L'hypothèse d'une participation soviétique à cet attentat a été évoquée à plusieurs reprises. Elle a été alimentée par le fait qu'à cette époque le Lehi considérait l'URSS comme le meilleur allié d'Israël et que cette organisation aurait été infiltrée par les services d'espionnage soviétique². L'ambassadeur des États-Unis à Tel-Aviv estimait, lui aussi, que l'URSS était l'instigatrice de l'attentat contre Bernadotte³. Cependant, aucune preuve n'a été apportée. La presse soviétique rejeta l'accusation et la retourna contre la Grande-Bretagne, qui aurait manipulé le Lehi⁴.

Malgré la mort de Bernadotte, les discussions sur les propositions contenues dans son second plan se poursuivirent devant les instances de l'ONU jusqu'au mois de décembre 1948. Au cours de cette période, l'URSS et Israël collaborèrent étroitement pour coordonner leurs positions⁵. Dès la publication du plan, la condamnation de Moscou est sans appel. Le nouveau découpage reviendrait à « réduire de deux tiers le territoire de l'État d'Israël et à en faire un pays nain. [...]. Le plan Bernadotte n'a rien à voir avec les intérêts des peuples de Palestine. Il ne sert que les buts égoïstes des cliques impérialistes »⁶.

Plusieurs documents du MID, préparés pour la délégation soviétique à l'ONU, font état des discussions entre Soviétiques et Israéliens

1. Sur cette affaire, voir Amitzur Ilan, *op. cit.*, p. 218-225 ; Joseph Heller, *The Stern Gang, op. cit.*, p. 239-255 ; Marius Schattner, *Histoire de la droite israélienne, op. cit.*, p. 249-255 ; Charles Enderlin, *Shamir*, Paris, Olivier Orban, 1991, p. 246-247. Si Ben Gourion se saisit de l'assassinat de Bernadotte pour faire interdire l'Irgoun et le Lehi, en revanche les auteurs de l'attentat n'ont jamais été arrêtés. Quelques années plus tard, Ben Gourion se liera même d'amitié avec l'un d'entre eux, Yehoshua Cohen. Rien ne permet d'affirmer que le gouvernement israélien ait été impliqué dans l'élimination de Bernadotte, mais, comme le souligne Amitzur Ilan, il avait contribué à créer une atmosphère de haine et de suspicion autour de Bernadotte. En outre, de nombreuses négligences ont été constatées dans l'organisation de la sécurité du médiateur de l'ONU. En toute hypothèse, la disparition de Bernadotte servait les intérêts israéliens.

2. Dans ses mémoires, Pavel Soudoplatov affirme que le groupe Stern était infiltré depuis 1937. Mais il n'existait pas encore à cette date, Pavel Soudoplatov, *op. cit.*, p. 364.

3. Joseph Heller, *op. cit.*, p. 342.

4. *Temps nouveaux*, n° 40, 29 septembre 1948.

5. APEFR, f. 089, o. 1, p. 1, d. 1, ll. 6-8, entretien Meir-Zorine, 14 septembre 1948, confidentiel ; *ibidem*, ll. 9-10, entretien Meir-Gusev.

6. *Temps nouveaux*, n° 41, 13 octobre 1948, p. 17.

sur chacune des propositions de Bernadotte¹. Ils font apparaître un accord presque total entre Tel-Aviv et Moscou. En particulier, sur les questions les plus importantes aux yeux d'Israël, comme l'attribution du Néguev aux Arabes et de la Galilée occidentale à l'État juif – que Moscou considère comme une révision du plan de partage² –, la question des frontières, des réfugiés – nous y reviendrons – ou même de Jérusalem³. Seul point notable de divergence : le rattachement à la Transjordanie de l'État arabe prévu dans le plan de partage. En acceptant cette proposition, Israël espère récupérer le Néguev lors de négociations avec Abdallah. Les Soviétiques y sont opposés, car cela signifierait que « les quatre cinquièmes du territoire de la Palestine seraient à nouveau sous le contrôle des Anglais »⁴. Au moment où s'ouvrent les discussions à l'ONU, Molotov soumet à Staline, qui l'approuve, la position soviétique sur le plan Bernadotte⁵. Dans les couloirs de l'AG de l'ONU qui s'ouvre à Paris en octobre 1948, Shertok et Vychinski se concertent sur les propositions du feu médiateur. Le vice-ministre prend clairement le parti de l'État hébreu : « La justice est de leur côté », clame-t-il à Malik en présence de Shertok. Lorsqu'il rapporte ces propos devant le Conseil des ministres, Shertok ajoute : « Nos relations avec l'Union soviétique sont très bonnes. Les Russes veulent connaître notre position dans le détail. [...] Au Conseil de sécurité, il agissent non pas seulement comme nos alliés, mais comme nos émissaires. »⁶

Au cours du débat à l'ONU, l'URSS demanda à plusieurs reprises le retrait des troupes étrangères de Palestine, c'est-à-dire des troupes des pays arabes voisins d'Israël⁷. Proposition évidemment favorable à l'État juif. Finalement, le débat s'acheva par l'adoption d'une résolution de l'Assemblée générale, dont les principaux points stipulaient : la création d'une commission de conciliation devant assumer les fonctions dévolues auparavant au médiateur ; la tenue de négociations entre les parties intéressées en vue d'un règlement du conflit ; le retour ou l'indemnisation des réfugiés⁸. Cette résolution

1. APEFR, f. 07, o. 21b, p. 49, d. 39, ll. 81-86, 16 octobre 1948, confidentiel, et ll. 148-153, 14 novembre 1948, confidentiel ; *ibid.*, entretien Manouliski-Shertok, 22 octobre 1948, ll. 89-91, confidentiel.

2. APEFR, f. 07, o. 21b, p. 49, d. 39, l. 148.

3. *Ibidem*, l. 85.

4. *Ibid.*, l. 149.

5. APEFR, f. 06, o. 10, p. 15, ll. 161-164, 20 octobre 1948, *SIO*, t. 1, p. 407-409.

6. AEI, J1/3445, 26 octobre 1948, *DISR*, t. 1, p. 390-391.

7. APFR, f. 3, o. 65, p. 7, ll. 161-162, 17 septembre 1948, strictement confidentiel, *SIO*, t. 1, p. 373-374.

8. Résolution 194 adoptée par l'AG de l'ONU le 11 décembre 1948, *Origines et évolution du problème palestinien 1947-1977*, New York, Nations Unies, 1979, p. 47.

constituait une victoire pour Israël et l'URSS, puisqu'elle ne mentionnait pas l'attribution du Néguev ou de la partie arabe de la Palestine à la Transjordanie et appelait à une négociation directe entre Israël et les pays arabes. En revanche, l'URSS ne parvint pas à obtenir sa participation ou celle d'une démocratie populaire à la Commission de conciliation, qui fut finalement composée des États-Unis, de la France et de la Turquie¹. Israël put se prévaloir du soutien de Moscou sur un autre dossier extrêmement sensible : le sort des 700 000 Arabes palestiniens expulsés ou partis des territoires conquis par les forces juives.

Les réfugiés arabes

Cette question fait l'objet, depuis quelques années en Israël, d'un vif débat historiographique². Fuite encouragée par les dirigeants arabes, projet de transfert – volontaire ou forcé – de la population arabe ou expulsion organisée délibérément par la direction du mouvement sioniste et au premier chef par David Ben Gourion, ou encore problème né simplement de la guerre ? Le débat dépasse le cadre de notre propos, mais notons que les travaux effectués sur la base des archives israéliennes tendent à prouver qu'il s'agissait bien d'une politique délibérée visant à la fois à exercer des représailles après les attaques arabes contre les convois et les implantations juives et à marquer des points dans la bataille pour accroître l'espace d'Israël et sa population. La question âprement discutée aujourd'hui est celle du degré de responsabilité et d'implication dans cette politique de David Ben Gourion.

En 1948, le débat est déjà ouvert, et l'URSS se révèle sur ce point aussi un fidèle allié d'Israël. La presse soviétique ignora le massacre contre les habitants du village arabe de Deir Yassine perpétré le 9 avril 1948, avant la proclamation de l'État d'Israël, par des com-

1. Yaacov Ro'i, *Soviet Decision Making...*, *op. cit.*, p. 263.

2. Voir Benny Morris, *1948 and After, Israël and the Palestinians*, Oxford, Oxford University Press, 1994, p. 1-48 et *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987 ; Ilan Pappé, *The Making of the Arab-Israeli Conflict 1947-1951*, Londres, I. B. Tauris, 1994 ; pour une synthèse des travaux des « nouveaux historiens », voir Dominique Vidal, *Le péché originel d'Israël*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1998 ; pour des travaux palestiniens, voir Elias Sanbar, *Palestine 1948. L'expulsion*, Éditions de la Revue d'études palestiniennes, 1984 ; Walid Khalidi, « Plan Dalet : Master Plan for the Conquest of Palestine », *Journal of Palestine Studies*, vol. XVIII, n° 69, 1988 ; Walid Khalidi, « L'histoire véridique... », *op. cit.*, p. 67 ; Nur Masalha, *Expulsion of the Palestinians*, Washington, Institute for Palestine Studies, 1992 et, du même auteur, *A Land without a People. Israel, Transfer and the Palestinians 1949-1996*, Londres, Faber and Faber, 1997.

mandos de l'Irgoun et du Lehi¹. Le débat sur les réfugiés arabes débuta à l'ONU au mois d'août 1948, à l'instigation du délégué britannique, Sir Alexandre Cadogan, qui souhaitait ouvrir une discussion sur le problème des réfugiés juifs en Europe et des réfugiés arabes en Palestine. Au cours de ce débat, l'URSS dédouana Israël de toute responsabilité, la rejetant sur la Grande-Bretagne et les pays arabes².

Moscou appuya la position d'Israël lors de l'examen des propositions du plan Bernadotte. Alors que le médiateur était favorable au droit au retour ou à une compensation financière, Israël demandait que la question soit traitée lors des pourparlers de paix avec les États arabes. Position soutenue par Vychinski et Molotov³. Dans une lettre à Golda Meir, Shertok rapportait que lors de ses entretiens avec les diplomates soviétiques à Paris, ces derniers avaient manifesté une absence totale d'intérêt pour le sort des réfugiés arabes⁴. En décembre 1948, Moscou vota contre la résolution 194-III de l'Assemblée générale de l'ONU qui stipulait, entre autres, que les réfugiés devaient pouvoir retourner dans leurs foyers ou devaient être indemnisés.

Aux différents éléments que nous avons évoqués, il convient d'ajouter le soutien que l'URSS apporta à Israël lors du débat sur l'admission de l'État juif à l'ONU. Avant même qu'Israël ne pose officiellement sa candidature, l'URSS, mettant à profit son tour de présidence, assurée par le représentant ukrainien Dmitri Manouïlski, fut le premier pays à inviter Abba Ebban à s'exprimer, au nom de l'État d'Israël, lors des séances du Conseil de sécurité. Après le dépôt de la candidature israélienne le 29 novembre 1948 – date du premier anniversaire du vote du plan de partage –, le délégué soviétique, Iakov Malik l'appuya en ces termes : « Depuis sa naissance, l'État Israël a déclaré qu'il souhaitait vivre en paix et entretenir des relations pacifiques avec tous ses voisins et toutes les nations du monde. Il n'est pas à blâmer pour le fait que cet appel n'a reçu aucune réponse, ni de ses voisins, ni d'États plus éloignés. Les difficultés rencontrées par cet État depuis les premiers pas de son

1. Le 9 avril 1948, une centaine d'habitants de ce village, femmes, enfants, vieillards sont abattus. Le nombre de victimes, publié à l'époque, était plus élevé (254) mais il a depuis été revu à la baisse par les historiens palestiniens et israéliens. Voir Walid Khalidi, « L'histoire véridique de la conquête de la Palestine », Paris, *Revue d'études palestiniennes*, Hors série, printemps 1998, p. 66 ; Marius Schattner, *Histoire de la droite israélienne*, Bruxelles, Complexe, 1991, p. 241.

2. Déclaration de Iakov Malik le 18 août 1948 devant le Conseil de sécurité reproduite in Yaacov Ro'i, *From encroachment...*, *op. cit.*, p. 58-60.

3. APEFR, f. 07, o. 21b, p. 49, d. 39, l. 86, 16 octobre 1948, confidentiel.

4. AEI, 130.09/2325/3, 5 novembre 1948, *DSR*, t. 1, p. 399.

existence, qui ont été entravés par des forces extérieures, sont connues. Néanmoins, il a prouvé sa viabilité et sa capacité à remplir ses obligations internationales, en particulier celles qui lui ont été imposées par les Nations Unies et spécialement par le Conseil de sécurité. »¹

Le Conseil rejeta la candidature israélienne, malgré les votes favorables de l'URSS et des États-Unis. Israël fut finalement admis à l'ONU quelques mois plus tard, le 11 mai 1949, et tout le bloc soviétique lui apporta ses voix.

II — Des armes pour les Juifs

« Elles sauvèrent le pays. Je n'en ai aucun doute. Les armes tchèques constituèrent l'aide la plus importante que nous avons obtenue. Elles nous ont sauvés et je doute fort que, sans elles, nous aurions pu survivre le premier mois. »² Cette déclaration de David Ben Gourion, faite en 1968, donne la mesure de ce que représenta l'aide tchécoslovaque pour le mouvement sioniste.

Les contrats d'armement signés entre la Tchécoslovaquie et Israël présentent un intérêt historique, non seulement parce qu'ils ont « sauvé » le jeune État juif, mais en raison d'un élément, sur lequel nous reviendrons ultérieurement, qui ne laisse pas d'étonner. Presque tous les responsables tchèques qui ont participé à cette coopération militaire avec Israël seront arrêtés, jugés et, pour certains, condamnés à mort et exécutés lors des procès de 1951-1952³.

*Les négociations*⁴

En mai 1947, au lendemain du discours de Gromyko à l'ONU, David Ben Gourion fait de l'acquisition d'armements lourds une priorité absolue. Le chef du mouvement sioniste décide alors

1. Déclaration de Iakov Malik le 2 décembre 1948 devant le Conseil de sécurité reproduite in Yaacov Ro'i, *From encroachment to involvement*, op. cit., p. 64-66.

2. Cité in Uri Bialer, *Between East and West : Israël's foreign policy orientation 1948-1956*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 181.

3. Voir chapitre VIII.

4. Nous nous appuyerons sur les travaux de Arnold Kammer, *The Forgotten Friendship, Israël and the Soviet Bloc 1947-1953*, Urbana, University of Illinois Press, 1974, p. 55-122 et « L'aide militaire tchèque à Israël, 1948 », *Revue de l'Est*, 1974, p. 153-175 ; Yaacov Ro'i, *Soviet Decision Making...*, op. cit. ; Uri Bialer, « The Czech-Arms Deal Revisited », *The Journal of Strategic Studies*, vol. 8, n° 3, 1985, p. 307-315, et *Between East and West ; op. cit.*, p. 173-193 ; Karel Bartosek, « Le pouvoir communiste en Tchécoslovaquie et la naissance de l'État d'Israël », *Communisme*, n° 6, 1984, p. 47-53.

d'envoyer des agents spéciaux à travers le monde pour acheter tout ce dont l'armée juive a besoin afin de se préparer à la guerre. D'emblée, il se heurte à deux difficultés. D'une part, le mouvement sioniste ne représente pas un gouvernement. Ses émissaires devaient donc en permanence user de subterfuges pour échapper à la surveillance policière, en particulier américaine et britannique. D'autre part, le département d'État américain décrète, le 14 novembre 1947, un embargo sur les ventes d'armes à destination de la Palestine et des pays arabes, qui est rendu public, le 5 décembre, après le vote du plan de partage. Le président Truman n'aurait été averti qu'après sa publication officielle. Mais, malgré les pressions du mouvement sioniste, il refusa de lever l'embargo¹. Les portes américaine et britannique étant closes, le chef de l'Agence juive cherche alors d'autres solutions. Le début des négociations entre les représentants sionistes et les autorités tchécoslovaques fait l'objet de plusieurs versions.

D'après l'historien israélien Yaacov Ro'i, les premiers contacts furent établis par Moshe Sneh en juillet 1947. Ce dernier indique, dans l'autobiographie qu'il rédigea pour le service des cadres du PCUS, qu'il rencontra, les 19 juillet et 25 septembre 1947, Vladimir Clementis, à l'époque vice-ministre des Affaires étrangères – il deviendra ministre après le coup d'État de février 1948². Cependant, Sneh ne fait pas mention du contenu de ces entretiens, au cours desquels il aurait sondé Clementis sur le principe de vente d'armes tchèques au mouvement sioniste³. À la suite de ces premiers contacts, deux agents du département *Rechesh* (chargé des fournitures d'armes et de matériel militaire) de la Hagana furent envoyés à Prague pour entamer les pourparlers⁴.

Arnold Krammer, quant à lui, indique qu'un homme d'affaires, Otto Felix – juif d'origine tchèque installé à Jérusalem et qui se rendait fréquemment en Tchécoslovaquie pour ses affaires –, fut à l'origine de la piste pragoise. En effet, lors de l'un de ses voyages en Tchécoslovaquie, Otto Felix aurait reçu des assurances selon lesquelles le ministre de la Défense était prêt à envisager un contrat de livraisons d'armes à la Hagana à condition d'y mettre les formes, autrement dit qu'il demeurât secret. Ben Gourion décida alors d'envoyer deux de ses meilleurs agents, Ehud Avriel et Munya Mardor, respectivement à Paris et à Rome⁵.

1. Michael J. Cohen, *Truman and Palestine*, *op. cit.*, p. 174-175.

2. CRCEDHC, f. 495, o. 212, d. 33, l. 68.

3. Yaacov Ro'i, *Soviet Decision Making...*, *op. cit.*, p. 151.

4. *Ibidem*.

5. Arnold Krammer, *op. cit.*, p. 58.

Deux autres personnages ont souvent été mentionnés pour avoir participé, dans les coulisses, aux négociations sur les ventes d'armes : il s'agit de Mordechai Oren et de Shmuel Mikounis, secrétaire général du PC israélien¹.

Mordechai Oren, membre de la Hachomer Hatzair, effectua plusieurs voyages dans les démocraties populaires entre 1945 et 1948, en particulier en Tchécoslovaquie où il rencontra à diverses reprises Vladimir Clementis entre 1945 et 1947² et Antonin Zapotocky, vice-Premier ministre après le « coup de Prague » de février 1948, puis Premier ministre à partir du mois de juin. D'après son témoignage, Oren aurait insisté auprès de Zapotocky pour que Prague poursuive et renforce son assistance militaire à Israël, notamment pour la vente de chasseurs, de mitrailleuses et de tanks³. La chronologie et le contenu des différents contacts de Mordechai Oren restent cependant imprécis, ce qui ne permet pas de déterminer s'il exerça une influence notable sur la décision des autorités tchécoslovaques. Selon Oren, « son travail fut plus efficace que celui des représentants officiels de l'Agence juive parce qu'il parlait le même langage idéologique et politique que les régimes est-européens »⁴. Cela demande à être confirmé par d'autres sources. L'activité de Mordechai Oren nécessite un examen plus approfondi en raison de sa « participation » au procès Slansky⁵.

Ces différentes versions ne sont pas contradictoires, et les faits relatés peuvent fort bien s'être déroulés simultanément – le chef de l'Agence juive était prêt à explorer toutes les pistes pour se procurer des armes.

Dès le lendemain du vote du plan de partage de la Palestine à l'ONU, Ehud Avriel est contacté à Paris par un juif roumain, Robert Adam Abramovici, qui, avant la guerre, était le représentant à Bucarest de l'usine d'armement tchécoslovaque Ceskoslovenka Zbrojovka Brno. Adam présente catalogues et dépliants à Avriel et l'informe qu'il est attendu à Brno le lendemain. Ehud Avriel se rend donc à Brno, en compagnie de Robert Adam, le 1^{er} décembre 1947 et signe le premier contrat dans la journée après des entretiens avec Masaryk et Clemen-

1. Sur le rôle de ce dernier, voir *infra*.

2. Oren évoque une réunion de la Fédération syndicale mondiale qui se tint à Prague, en juillet 1947, à laquelle il participait en tant que délégué du syndicat des Juifs de Palestine, la Histadrout : Mordechai Oren, *Prisonnier politique à Prague*, Paris, Julliard, 1960, p. 188.

3. *Ibidem*, p. 98.

4. Arnold Krammer, « Soviet Motives in the Partition of Palestine, 1947-1948 », *Journal of Palestine Studies*, vol. II, n° 2, 1973, p. 105.

5. Voir chapitre VIII.

tis¹. « Officiellement », le contrat est conclu avec l'Éthiopie. En effet, la Hagana avait acheté, après la guerre, du papier à en-tête au consulat éthiopien qu'elle utilisait pour organiser l'immigration illégale en Palestine. Ce premier contrat aurait porté sur la vente de 10 000 fusils Mauser P. 18 ; 4 500 mitrailleuses lourdes ZB-37 ; 3 millions de cartouches de 7,92 mm². Ironie de l'histoire, à l'origine ces armes étaient destinées à la Wehrmacht. Mais, en raison de la reconversion de l'industrie militaire tchécoslovaque aux normes soviétiques, elles étaient devenues obsolètes. Cependant, cette version semble remise en cause par quelques documents soviétiques et israéliens.

La Tchécoslovaquie aurait, dans un premier temps, refusé de vendre des armes au mouvement sioniste. Dans une note adressée à Molotov le 22 janvier 1948, Valerian Zorine, le vice-ministre des Affaires étrangères, indique que « les Tchèques ont refusé de vendre des armes à l'Agence juive en Palestine qui en a fait la demande en novembre 1947 »³. La cause de ce refus : les négociations que Prague menait parallèlement avec la Syrie et l'Égypte⁴ qui, elles aussi, cherchaient à acheter des armes. La veille de l'arrivée à Prague de Ehud Avriel en décembre 1947, une délégation syrienne avait conclu un contrat d'achat de 8 000 fusils et 10 millions de cartouches de 7,92 mm⁵. Mais Moscou était opposée à ces ventes d'armes tchèques aux pays arabes : « Compte tenu de la position que nous avons adoptée sur la question de Palestine, je suggère qu'il serait possible d'autoriser le camarade Bodrov, lorsque l'occasion se présentera, à attirer l'attention de Gottwald sur le fait que le gouvernement tchécoslovaque vende des armes aux Arabes, dans les conditions actuelles, alors que la situation en Palestine est en train de s'aggraver chaque jour, pourrait être utilisé par les Anglo-Américains contre l'Union soviétique et les nouvelles démocraties. »⁶ Les dirigeants sionistes demandèrent à Moscou d'intervenir pour faire cesser les livraisons d'armes tchèques aux pays arabes, comme en

1. Ehud Avriel, *Open the Gates ! A Personal Story of Illegal Immigration to Israël*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1975, p. 332-335.

2. Arnold Krammer, *The Forgotten...*, *op. cit.* p. 60-61.

3. APEFR, f. 0118, o. 2, p. 3, d. 11, ll. 60-61, 22 janvier 1948, confidentiel, document reproduit in *Mejdounarodnaïa Jizn*, n° 10, 1998, p. 87.

4. Sur les négociations avec l'Égypte, voir Rami Ginat, *The Soviet Union and Egypt 1945-1955*, Londres, Frank Cass, 1993, p. 84-85.

5. Ehud Avriel se serait rendu en Yougoslavie pour obtenir l'aide du ministre de l'Intérieur, Alexandre Rankovic, afin de localiser le bateau transportant les armes syriennes en Méditerranée. Les agents de la Hagana auraient intercepté la cargaison et coulé le bateau, Arnold Krammer, *op. cit.*, p. 64-65.

6. APEFR, f. 0118, o. 2, p. 3, d. 11, ll. 60-61, 22 janvier 1948, confidentiel, document reproduit in *Mejdounarodnaïa Jizn*, n° 10, 1998, p. 87.

témoigne un télégramme, en date du 13 février 1948, de Moshe Shertok à David Ben Gourion, dans lequel le futur ministre des Affaires étrangères d'Israël rapporte qu'il a rencontré Gromyko, à ce sujet, le 5 février, à New York. Cette démarche a été suivie d'effet puisque Shertok informe Ben Gourion qu'Ehud Avriel vient de lui confirmer que la cargaison d'armes destinée aux Arabes était revenue dans la capitale tchécoslovaque¹. Bien que la chronologie exacte de la signature des contrats de livraisons d'armes entre l'Agence juive et la Tchécoslovaquie reste à établir, il est maintenant acquis que l'URSS y a joué un rôle déterminant. Moscou a fait pression sur Prague pour qu'elle cesse son commerce avec les capitales arabes et vende des armes au mouvement sioniste. Cependant, les motivations tchécoslovaques étaient plus économiques que politiques, comme le souligne Arnold Krammer. En 1947, la Tchécoslovaquie, comme l'ensemble de l'Europe dévastée par la guerre, se trouve dans une situation difficile d'autant que, contrainte par Staline à refuser le plan Marshall², elle ne peut recevoir l'aide américaine. Les dollars que rapportent les ventes d'armes, devenues obsolètes pour l'armée tchécoslovaque, sont appréciables.

Une fois les armes achetées par l'Agence juive à la Tchécoslovaquie, il fallait trouver une solution pour les transporter en Palestine. Or, pour ce faire, il était indispensable de détourner la vigilance britannique et américaine et établir un itinéraire en tenant compte du fait que la Tchécoslovaquie ne disposait d'aucun accès maritime. Avriel discuta de ce problème avec le vice-ministre des Affaires étrangères, Vladimir Clementis³. Il fut finalement décidé de transporter les armes tchèques vers un port yougoslave, via la Hongrie. De là, elles seraient envoyées par bateau en Palestine. Cependant, Belgrade, malgré les bonnes relations qu'entretenaient Ehud Avriel et Alexandre (Marko) Rankovic, le ministre yougoslave de l'Intérieur, n'était pas disposée à laisser transiter sur son territoire les armes destinées à la Hagana. Une fois encore, les dirigeants sionistes se tournèrent vers Moscou pour régler ce problème⁴. Nous ne savons pas si l'URSS est effectivement intervenue, mais toujours est-il que Belgrade finit par donner son accord à l'utilisation des ports yougoslaves. Un cargo, le *Nora*,

1. Archives sionistes centrales, S25/1702, 13 février 1948, document reproduit in *Mejdunarodnaïa Jizn*, n° 10, 1998, p. 87. Ce qui est contradictoire avec la version selon laquelle la Hagana aurait détruit la cargaison.

2. Sur ce point, voir Francesca Gori, Silvio Pons (ed.), *The Soviet Union and Europe in the Cold War 1943-1953*, Londres, MacMillan Press, 1996, p. 208-220.

3. Arnold Kammer, *op. cit.*, p. 62.

4. Archives sionistes centrales, S25/1702, 13 février 1948, document reproduit in *Mejdunarodnaïa Jizn*, n° 10, 1998, p. 87 ; Arnold Krammer, *op. cit.*, p. 62-63.

chargé d'armes tchécoslovaques, camouflées sous une montagne d'oignons, quitta le port de Sibenik sur la côte dalmate, le 28 mars 1948, et arriva sans dommage, le 3 avril, en Palestine.

Plusieurs autres accords, conclus avant et après la proclamation de l'État d'Israël, suivirent ce premier contrat. Au total, la Tchécoslovaquie a vendu à la Hagana et à l'État d'Israël, entre janvier 1948 et février 1949 :

57 millions de cartouches de 7, 92 mm ;
 1,5 million de cartouches de 9 mm ;
 24 500 fusils Mauser P-18 ;
 10 000 baïonnettes pour les fusils Mauser P-18 ;
 5 015 mitrailleuses légères ZB-34 ;
 880 mitrailleuses lourdes ZB-37 ;
 250 pistolets 9 mm Zbrojvka ;
 12 tanks de 16 t avec leurs munitions ;
 10 tanks de 9,5 t avec leurs munitions ;
 1 million de cartouches de munition anti-chars ;
 25 avions de combat Messerschmitt 109 (S-199) ;
 59 Spitfires-IX de combat ;
 4 184 bombes de 2 kg ;
 2 988 bombes de 10 kg ;
 146 bombes de 20 kg ;
 2 614 bombes de 70 kg¹.

Le coup d'État communiste à Prague, en février 1948, n'entrava rien les démarches des émissaires de l'AJ. Bien au contraire. Dès la première semaine du mois de mars 1948, Avriel fut reçu par le nouveau vice-ministre de la Défense, le général Bedrich Reicin – il sera exécuté avec les autres accusés du procès Slansky en 1952² –, qui l'assura de la poursuite de la collaboration entamée³. Elle fut effectivement fructueuse à compter du printemps 1948 ; les contrats conclus ne concernaient plus seulement des fusils et des munitions, mais des tanks et des avions. Un véritable pont aérien, sous le nom de code Balak, fut mis en place pour acheminer tout ce matériel – 107 t d'armes entre le 31 mars et le 20 mai 1948 – vers la Palestine.

1. *Ibidem*, p. 105-106.

2. Né en 1911, Reicin est communiste depuis l'âge de 15 ans. Il a passé la guerre en URSS. Il revient en Tchécoslovaquie en 1945 en tant qu'officier du corps militaire tchécoslovaque en URSS et devient le directeur du deuxième département des services de contre-espionnage de l'armée, Karel Bartosek, *Les Aveux des archives*, Paris, Seuil, 1996, p. 397.

3. Arnold Krammer, *op. cit.*, p. 84.

Des avions-cargo DC3, loués à la compagnie aérienne tchécoslovaque partaient de la base aérienne de Zatec, faisaient escale en Yougoslavie (à Podgorica au Monténégro), puis se rendaient à Ekron en Palestine – via la Corse ou le nord de l'Italie pour cause de ravitaillement. Des techniciens tchécoslovaques accompagnèrent même les Messerschmitt jusqu'en Palestine afin d'en assurer le remontage. Toutes ces opérations étaient menées en violation de l'embargo sur l'entrée d'armes en Palestine, voté le 16 avril 1948, par le Conseil de sécurité de l'ONU¹. Moscou craignait d'ailleurs d'être prise la main dans le sac. Ainsi, dans une note adressée à Zorine le 5 juin, Bakouline plaide en faveur d'une intervention discrète des ambassadeurs soviétiques à Prague et à Belgrade pour faire aboutir les demandes israéliennes d'armes lourdes et d'avions ainsi que l'ouverture de négociations avec la légation israélienne dès que celle-ci sera arrivée à Moscou. Zorine répond à ces suggestions que l'URSS ne peut se permettre d'agir avec aussi peu de précautions : « Nous devons éviter tout mouvement qui pourrait être utilisé contre nous. »²

Le 15 juillet 1948, le gouvernement tchécoslovaque ratifia un contrat sur la vente de 59 avions de combat Spitfire-IX, que l'armée de l'air britannique avaient donnés à la Tchécoslovaquie à la fin de la guerre³. Une partie de ces avions arriva en Israël à la fin de l'année 1948. La Yougoslavie fut une nouvelle fois mise à contribution : les pilotes israéliens allaient chercher les avions en Tchécoslovaquie, faisaient escale à Podgorica, puis repartaient pour Israël⁴.

Entre décembre 1947 et le 15 mai 1948, l'AJ achète pour près de 13 millions de dollars d'armes à la Tchécoslovaquie. Au cours du deuxième semestre de l'année 1948, Israël obtient un crédit de 12 millions de dollars pour une durée de six mois, afin de financer les achats d'armes tchèques. Israël n'utilisera que 9 de ces 12 millions de crédit⁵. Au total, l'Agence juive puis le gouvernement israélien achètent pour près de 22 millions de dollars de matériel militaire à la Tchécoslovaquie.

Prague ne se contenta pas de fournir des armes à l'État juif. Elle organisa aussi la formation du personnel appelé à s'en servir, en particulier celle des pilotes d'avions. En effet, et pour cause, pratiquement aucun pilote de la Hagana ne savait manier un Messerschmitt. Les premiers arrivèrent de Palestine le 5 mai 1948. Ils furent envoyés en stage dans un camp à Ceske-Budejovice, sur la

1. Yaacov Ro'i, *op. cit.*, p. 123.

2. APEFR, f. 089, o. 1, p. 1, d. 6, l. 3, 5 juin 1948, *SHO*, t. 1, p. 314.

3. Arnold Krammer, *op. cit.*, p. 99.

4. *Ibidem*, p. 100.

5. Uri Bialer, *op. cit.*, p. 174-175.

Moldau, et à l'école de l'air tchécoslovaque, située à Hradec Kralové près de la frontière polonaise. De cinquante à soixante-quinze pilotes furent formés entre mai et septembre 1948. Une formation pour des parachutistes fut aussi organisée à la suite d'un entretien entre Ehud Avriel¹ et le général Reicin, en mai 1948. Une cinquantaine de parachutistes israéliens bénéficièrent de ce stage qui se déroula, dans le plus grand secret, jusqu'au mois d'août 1948².

Les émissaires de l'Agence juive tentèrent d'acheter des armes dans les autres pays passés sous contrôle soviétique depuis 1945. D'après les sources disponibles, il semble que Mikounis se soit rendu à cette fin, en mars 1948, en Bulgarie où il aurait rencontré Dimitrov, puis en Roumanie où il aurait eu un entretien avec le ministre des Affaires étrangères, Ana Pauker, et avec le vice-Premier ministre. Ensuite, il alla en Pologne, où Gomulka lui signifia que son gouvernement n'avait pas d'armes à vendre à la Hagana, mais était d'accord pour recevoir des officiers en stage d'entraînement. Enfin, le secrétaire général du PC israélien effectua un voyage en Yougoslavie, où il rencontra notamment Milovan Djilas et Alexandre Rankovic³. D'autres émissaires se rendirent en Pologne, mais sans obtenir plus de résultats⁴, et en Yougoslavie⁵.

Des conversations s'ouvrirent aussi entre diplomates israéliens et soviétiques aussitôt après l'arrivée de la mission israélienne à Moscou. Un premier entretien se déroula, le 5 octobre 1948, entre l'attaché militaire israélien, Yohanan Ratner, et le général Seraev. Il ne porta que sur les questions de formation. Ratner demanda s'il était possible d'obtenir des manuels soviétiques et d'organiser des cours pour les officiers israéliens⁶. Quelques jours plus tard, au cours d'un entretien avec le premier vice-chef de l'état-major, Aleksei Antonov, Ratner suggéra que l'URSS organisât des stages d'entraînement pour les officiers israéliens et vendît à Israël le matériel militaire allemand tombé entre les mains de l'Armée rouge. En réponse, Antonov demanda à Ratner d'établir une liste des besoins israéliens⁷. Le 7 novembre, Ben Gourion adressa la liste à Ratner⁸, qui la soumit le 11 au chef du département des pays du Proche-

1. Le 19 mai 1948, Ehud Avriel a été nommé ambassadeur d'Israël à Prague. Il a conservé auprès de lui son équipe du *Rechesh* dont les membres sont désormais des représentants officiels d'un gouvernement légitime.

2. Arnold Krammer, *op. cit.*, p. 93-94.

3. *Ibidem*, p. 73-74.

4. Yaacov Ro'i, *op. cit.*, p. 153 ; Mordechai Oren, *op. cit.*, p. 207.

5. Mordechai Oren, *op. cit.*, p. 188-189.

6. AEI, 130.09/2514/6, 13 septembre 1948, *DISR*, t. 1, p. 343.

7. Yaacov Ro'i, *op. cit.*, p. 155.

8. AEI, 130.09/2325/3, 7 novembre 1948, *DISR*, t. 1, p. 400.

Orient du MID, Ivan Bakouline. L'État hébreu souhaitait acheter, entre autres, 45 chars T-34, 50 avions de combat et des armes antichars et antiaériennes. Bakouline déclara qu'il transmettrait la requête, tout en soulignant les difficultés qu'elle soulevait en raison de l'embargo sur les armes décrété par l'ONU. « Bien que la Grande-Bretagne viole cet embargo, poursuit Bakouline, vous risqueriez de vous trouver dans une situation fort difficile s'il s'avérait que l'URSS vous apporte une aide militaire directe. »¹

À la suite de cet entretien, Bakouline envoya une note à Zorine, le vice-ministre des Affaires étrangères, dans laquelle il suggérait de ne pas donner une suite favorable à la demande israélienne et de justifier le refus soviétique en invoquant l'embargo de l'ONU². Golda Meir posa à nouveau cette question lors de son dernier entretien avec Vychinski qui répondit que c'était un problème compliqué qui pouvait créer beaucoup de difficultés³. Selon la version de l'entretien rédigée par G. Meir, Vychinski déclara : « Il suffit que nous vous donnions un petit revolver et on dira que l'on vous a donné la bombe atomique. En outre, il y aura des commentaires sans fin sur la "dimension spéciale" de cet accord : une alliance entre les Soviétiques et l'État d'Israël, qui ont une chose en commun – Karl Marx, le socialiste et le Juif ; une alliance pour attaquer et détruire le monde. »⁴ Un document du MID nous laisse à penser que la demande israélienne n'est pas remontée jusqu'à Staline. En effet, dans une note adressée à Gromyko, Bakouline indique que la question de l'aide militaire « a été posée par les Juifs pendant la période de la guerre en Palestine. Depuis la fin de la guerre et la stabilisation de la situation en Palestine, les Juifs ne nous l'ont plus reposée. Considérant que la demande de caractère militaire n'a pas été posée sérieusement par les Juifs, nous estimons inutile d'y répondre et de ne poser à l'instance [c'est-à-dire Staline] que la question du crédit »⁵.

En réalité, l'URSS ne souhaitait pas être impliquée dans une coopération militaire directe avec Israël.

La brigade tchécoslovaque

Un épisode a marqué les relations israélo-tchécoslovaques pendant l'année 1948 : la création d'une brigade de volontaires de Juifs tchécoslovaques qui irait combattre dans les rangs de l'armée israélienne.

1. Yaacov Ro'i, *op. cit.*, p. 156.

2. APEFR, f. 089, o. 1, p. 1, d. 2, 24 novembre 1948, confidentiel.

3. APEFR, f. 089, o. 2, p. 3, d. 4, l. 10, 14 avril 1949, confidentiel.

4. AEI, 130.02/2457/14, *DISR*, t. 1, p. 463.

5. APEFR, f. 089, o. 2, p. 3, d. 14, l. 16, 30 septembre 1949, confidentiel.

Le premier, semble-t-il, à avoir avancé l'idée d'une brigade fut le secrétaire général du Parti communiste israélien, Shmuel Mikounis. Il avait évidemment à l'esprit le modèle des brigades internationales envoyées en Espagne pendant la guerre civile. Mikounis y aurait pensé au cours d'un voyage en Tchécoslovaquie et dans les autres démocraties populaires, effectué après le coup de Prague de février 1948¹. De retour à Jérusalem, Mikounis aurait rendu compte à David Ben Gourion, devenu chef du gouvernement israélien, de ses contacts avec les dirigeants communistes². Il repartit pour la Tchécoslovaquie au début du mois de juin 1948. Le 20 juin, Mikounis aurait eu un entretien téléphonique avec le dirigeant soviétique Gueorgui Malenkov, au cours duquel il aurait demandé l'autorisation de lancer un appel à la mobilisation en faveur d'Israël en direction de la jeunesse juive d'Europe de l'Est. Ce qu'il fit le lendemain au cours d'une conférence de presse, mais au nom de l'État d'Israël et non en tant que secrétaire général du PC israélien³. En autorisant Mikounis à tenir cette conférence de presse, les dirigeants soviétiques et tchécoslovaques poursuivaient des objectifs politiques. Il appela notamment à une alliance entre Israël et le bloc soviétique et à la participation du PC israélien au gouvernement d'Israël⁴.

Au début du mois de septembre, le ministre de la Défense tchécoslovaque, le général Svoboda, informa Ehud Avriel que la création d'une brigade était à l'étude. À la mi-septembre, celle-ci fut constituée sous l'autorité d'un officier de l'armée tchécoslovaque, le major Antonin Sochor. Un groupe de neuf officiers de l'armée israélienne se joignit à Sochor pour coordonner l'entraînement de cette brigade. Selon Arnold Krammer, le camp de formation se situait à Velke-Schelba, en Bohême⁵, alors que d'autres sources le situent à Olomouc en Moravie centrale⁶. D'après les estimations, la brigade compta entre 1 000 et 2 000 personnes⁷. L'entraînement se poursuivit jusqu'au mois de novembre 1948. À cette date, le camp fut brusquement fermé, à la suite, semble-t-il, de sa découverte par les États-Unis. La brigade fut alors envoyée en Israël à partir du 15 décembre 1948. Le transfert s'acheva au début du mois de février

1. *Ibidem*, p. 74.

2. Yaacov Ro'i, *op. cit.*, p. 145.

3. Arnold Krammer, *op. cit.*, p. 77.

4. Yaacov Ro'i, *op. cit.*, p. 160-161.

5. *Ibidem*, p. 110.

6. Karel Bartosek, « Le pouvoir communiste en Tchécoslovaquie et la naissance de l'État d'Israël », *Communisme*, n° 6, 1984, p. 50.

7. Arnold Krammer, *op. cit.*, p. 110 ; Karel Bartosek, *op. cit.*, p. 51.

1949, mais la guerre israélo-arabe avait pratiquement pris fin. La brigade, y compris le major Antonin Sochor, fut dispersée et versée dans différentes unités de l'armée israélienne.

Un différend avait opposé à ce sujet les autorités tchécoslovaques et israéliennes pendant l'entraînement des volontaires. Les premières souhaitaient que la brigade fût intégrée en un bloc dans l'armée de l'État juif et même qu'elle regroupât tous les soldats israéliens d'origine tchécoslovaque, ce que, bien évidemment, le gouvernement israélien refusait. Une telle entreprise pouvait représenter une sérieuse menace sur le plan politique et militaire et était contraire au processus d'intégration dans cette nation encore balbutiante. Après la fin de la guerre, les volontaires restèrent en Israël et s'installèrent dans un kibboutz, surnommé « Kibboutz Gottwald », du nom du président tchécoslovaque. Le major Antonin Sochor, quant à lui, retourna à Prague en juillet 1949 et disparut mystérieusement dans un accident de voiture en 1950.

Au total, le bilan de cette brigade est bien mince. Les volontaires furent peu nombreux, leur rôle insignifiant sur le plan militaire. De plus, comme le projet avait été lancé par Mikounis et que la brigade était tout de même sous contrôle tchécoslovaque, les dirigeants israéliens ne voulaient prendre aucun risque. Il convient de souligner que d'autres projets de ce type ont été mis en œuvre, sous l'impulsion de Mikounis et de Mordechai Oren, en Pologne, en Roumanie, en Bulgarie et en Yougoslavie. Ils n'obtinrent pas plus de succès¹. Comme pour les livraisons d'armes, la motivation économique est aussi perceptible dans l'épisode de la brigade tchécoslovaque. En effet, chaque candidat au départ devait se défaire de ses biens au profit de l'État tchécoslovaque. Malgré les efforts des diplomates israéliens pour obtenir des compensations, les négociateurs tchèques, le vice-ministre du Commerce extérieur, Eugène Loeb, et le vice-ministre des Finances Otto Fischl – tous deux se retrouveront sur le banc des accusés du procès Slansky –, se montreront inflexibles². Ces conditions avaient de quoi décourager nombre de candidats au départ.

III — Un soutien démographique

Pour les dirigeants israéliens, la consolidation et le développement de leur État étaient étroitement dépendants des éléments classiques de la puissance : l'espace et le nombre. Grâce à l'aide mili-

1. Arnold Krammer, *op. cit.*, p. 113.

2. *Ibidem*, p. 108-109.

taire tchécoslovaque, ils ont pu élargir le territoire accordé par l'ONU ; grâce à l'arrivée massive des Juifs des démocraties populaires, ils vont gagner la bataille du nombre.

*L'immigration en provenance d'Europe de l'Est
(1945-14 mai 1948)*

Il convient de distinguer la période qui précéda la création d'Israël de celle qui la suivit, et ce pour plusieurs raisons.

Jusqu'au 14 mai 1948, l'immigration juive en Palestine fut, pour une large part, illégale en raison des restrictions imposées par la Grande-Bretagne. Pour moitié selon certaines données : sur 61 023 juifs arrivés en Palestine entre 1946 et 1948, 31 566 seraient entrés clandestinement¹. Ce caractère illégal disparaît une fois l'État juif créé.

Par ailleurs, jusqu'à la création de l'État d'Israël, l'objectif de Moscou, comme dans le cas de sa politique à l'égard des personnes déplacées², est d'affaiblir la position de la Grande-Bretagne en tirant sur la corde humanitaire et en jouant sur les divergences anglo-américaines. Après la proclamation d'Israël, le soutien à l'immigration juive en Palestine change de nature. Il équivaut à un renforcement de la position de l'État juif sur les plans militaire et démographique dans le combat qui oppose ce dernier aux Arabes. Au cours de la période 1946-1948, l'URSS laisse donc les gouvernements des pays d'Europe de l'Est négocier, sous son contrôle, avec les émissaires de l'Agence juive les conditions de l'immigration en Palestine de leurs ressortissants juifs. Les principales sources d'immigration en provenance d'Europe orientale furent la Roumanie et la Pologne. Les personnes originaires de ces deux pays représentent environ les deux tiers de l'immigration en Palestine entre 1945 et 1948³.

Avant même la fin de la guerre, en janvier 1945, Nahoum Goldmann sollicite l'aide de l'ambassade soviétique à Washington pour obtenir des visas de sortie pour les Juifs de Bulgarie et de Roumanie qui veulent émigrer en Palestine. Moscou a donné son accord à leur départ, ainsi que le rapporte N. Goldmann dans une lettre à Gromyko, mais des difficultés administratives subsistant, le représentant

1. Moshe Sicron, *Immigration to Israël 1948-1953*, Jerusalem, Falk Project for Economic Research in Israël and Central Bureau of Statistics, 1957, p. 26.

2. Voir chapitre II.

3. Moshe Sicron, *op. cit.*, p. 29. Ces chiffres sont cependant à manier avec précaution, car aucune distinction n'est opérée entre ceux qui sont arrivés directement de Pologne ou de Roumanie et ceux qui ont transité dans les camps de personnes déplacées.

de l'AJ demande à nouveau l'intervention des autorités soviétiques¹. Au milieu de l'année 1946, les émissaires du Mossad – le département de l'Agence juive chargé de l'immigration clandestine –, Moshe Agami et Chaïke Dan, ouvrirent des négociations avec les autorités communistes roumaines, en particulier avec Ana Pauker, afin d'obtenir que les Juifs roumains reçoivent l'autorisation d'émigrer. Bucarest était disposée à laisser partir environ 50 000 Juifs, mais à la condition que ces émigrants abandonnassent leurs biens et leur argent et que le Mossad payât une « taxe » pour chacun d'entre eux². La motivation économique était loin d'être négligeable. Ce véritable racket fut pratiqué aussi dans les autres démocraties populaires et n'est pas sans rappeler les méthodes employées par l'Allemagne nazie, avant la guerre³.

En mai 1946, un premier bateau d'immigrants, le *Max Nordau*, quitta le port de Constanza avec 1 666 personnes à bord⁴. À la fin de l'année 1947, à partir du même port, le Mossad tenta d'organiser l'immigration de 15 000 Juifs embarqués sur deux bateaux, le *Pan York* et le *Pan Crescent*. Les États-Unis exercèrent alors une forte pression tant sur l'AJ que sur le gouvernement roumain pour qu'ils renoncent à l'entreprise⁵. Ana Pauker aurait alors déclaré à l'ambassadeur américain à Bucarest que c'était une affaire intérieure à la Roumanie⁶. Le gouvernement américain s'y opposait pour trois motifs : il craignait que l'immigration en Palestine ne servît de prétexte à l'URSS pour y infiltrer des agents ; il voulait éviter un nouvel incident du type de celui survenu avec l'*Exodus* ainsi que des complications avec la Grande-Bretagne au moment où se déroulait à l'ONU le débat sur le partage de la Palestine. Malgré toutes les pressions, le Mossad ne renonça pas à son projet mais, pour éviter des complications internationales – en raison de la présence de la

1. ASC Z6/2262, 13 avril 1945, *DISR*, p. 97

2. Uri Bialer, *Between East and West*, *op. cit.*, p. 80.

3. Les Juifs allemands voulant émigrer devaient acquitter une « taxe de fuite », Raul Hilberg, *La destruction*, *op. cit.*, p. 119-128. Cependant, des accords furent aussi conclus entre les dirigeants sionistes et nazis. L'accord dit *Haavara* (transfert), signé en août 1933, permettait à des Juifs allemands, suivant une procédure assez complexe, de transférer leurs capitaux en Palestine et aux nazis d'inciter les Juifs à quitter l'Allemagne, Tom Segev, *Le septième million*, Paris, Liana Levi, 1993, p. 31.

4. Jon et David Kimche, *The Secret Roads, The « Illegal » Migration of a People 1938-1948*, Londres, Secker and Warburg, 1955, p. 143.

5. Moshe Sneh participa à Bucarest à l'organisation de cette opération. Dans l'autobiographie qu'il rédigea pour le PCUS, il raconte qu'il était contre l'ajournement du départ des bateaux préconisé notamment par Moshe Shertok en raison des pressions américaines. Sneh explique qu'il décida de faire de cette affaire le motif de son départ de l'AJ, CRCEDHC, f. 495, o. 212, d. 33, ll. 70-71.

6. Ehud Avriel, *Open the Gates !*, *op. cit.*, p. 339-340.

marine soviétique à Constanza –, l'URSS suggéra d'utiliser un port bulgare. Un contact fut arrangé entre les émissaires du Mossad et le Premier ministre bulgare, Traicho Kostov¹. Finalement, les deux bateaux partirent du port de Burgas vers la Palestine, mais furent interceptés le 1^{er} janvier 1948 par les Britanniques et leurs passagers internés à Chypre. Dans le même temps, une campagne de presse fut déclenchée sur l'infiltration communiste parmi les passagers de ces bateaux².

Avant la proclamation de l'État d'Israël, un second accord fut conclu entre le représentant de l'Agence juive, Mordechai Namir, et Ana Pauker. Selon les termes de cet accord, le gouvernement roumain autorisait l'émigration de 5 000 Juifs par mois³.

Peu de Juifs émigrèrent de Bulgarie avant la création de l'État d'Israël, un peu plus de 7 000 pour la période 1919-1948⁴. Mais, comme nous venons de le voir, la Bulgarie permettait le transit des Juifs roumains moyennant dédommagement. En janvier 1947, les agents du Mossad, Chaïke Dan et Yitzhak Frances, entamèrent des négociations avec Sofia. Tentant de convaincre les dirigeants bulgares, ils arguèrent que l'immigration juive en Palestine constituait un soutien à la lutte contre l'impérialisme britannique. L'un de leurs interlocuteurs leur aurait répondu que « dans ce cas, la lutte contre l'impérialisme britannique en Palestine ou la possibilité de créer un État juif m'intéresse moins que la possibilité d'obtenir des devises étrangères pour le gouvernement bulgare »⁵. Vraie ou fausse, l'anecdote est révélatrice des motivations qui animaient les dirigeants bulgares. En juin 1947, le Mossad et le gouvernement de Sofia conclurent un accord sur le transit de 24 000 Juifs roumains pour un montant de 50 à 60 dollars pour chaque Juif quittant la Bulgarie. À la mi-février 1948, un accord portant cette fois sur le départ de Juifs bulgares stipulait qu'une somme de 100 dollars devait être versée pour chacun d'entre eux. D'après les estimations d'Uri Bialer, ce sont près de 5 millions de dollars qui seraient entrés dans les caisses bulgare et roumaine. Mais ce chiffre est à prendre avec beaucoup de précautions, car Bialer ne précise ni son mode de calcul, ni la période concernée⁶. Ces pratiques se sont poursuivies après la création d'Israël.

1. Jon et David Kimche, *op. cit.*, p. 200.

2. Arnold Kammer, *The Forgotten Friendship, op. cit.*, p. 45-46.

3. Uri Bialer, *op. cit.*, p. 87-88.

4. Marie-Pierre Rey, « Juifs et émigration juive dans la politique extérieure soviétique : handicap ou atout ? 1917-1991 », *Historiens et Géographes*, n° 322, 1991, p. 254.

5. Uri Bialer, *op. cit.*, p. 81.

6. *Ibidem*.

Le cas de la Pologne est plus complexe, car la majeure partie des Juifs polonais qui ont émigré en Israël provenaient des camps de personnes déplacées en Allemagne et en Autriche¹. Pour l'essentiel, les Juifs polonais sont entrés en Palestine après le 15 mai 1948. D'après les estimations d'Uri Bialer, le nombre de ceux qui sont arrivés en Palestine, entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la proclamation d'Israël, s'élèverait à 12 000².

Il n'y eut aucun accord entre les autorités hongroises et l'AJ avant la création d'Israël. Selon les estimations disponibles, environ 10 000 Juifs auraient quitté clandestinement leur pays entre le vote du plan de partage et la fin de l'année 1948³. Enfin, environ 5 000 Juifs tchécoslovaques auraient émigré en Palestine au cours des années 1945-1948, dont la moitié arrivait directement de Tchécoslovaquie⁴.

Reste le cas de l'URSS où, conformément à la doctrine officielle, l'émigration vers Israël fut quasiment nulle, avant comme après la création de l'État hébreu. Certaines données font parfois apparaître des chiffres de plusieurs milliers d'immigrants soviétiques. Mais elles ne sont pas significatives, en raison du mode de comptabilisation des immigrants arrivés en Palestine jusqu'en 1950 : ils pouvaient être enregistrés en fonction soit de leur lieu de résidence, soit de leur pays d'origine. Le croisement des deux critères n'est intervenu qu'en 1950⁵. Or, des Juifs polonais ou baltes pouvaient fort bien arriver des camps de réfugiés et être enregistrés comme immigrants d'origine soviétique. Ainsi, les statistiques du ministère de l'Absorption d'Israël ont comptabilisé l'entrée de 8 163 Juifs d'URSS pour la période 15 mai 1948-1951⁶, alors que, selon les sources soviétiques, seules 500 personnes ont été autorisées à émigrer vers Israël entre 1945 et 1955⁷. Selon les chiffres cités par Uri Bialer, 131 Juifs ont quitté l'URSS pour l'État hébreu entre 1948 et 1955, dont 9 avant 1953⁸. D'après un document adressé à Molotov par

1. Voir chapitre III.

2. Uri Bialer, *op. cit.*, p. 62.

3. *Ibidem*, p. 63 ; Marie-Pierre Rey, *op. cit.*, p. 254 ; Eugene Duschinsky, « Hungary », in Peter Meyer et alii, *The Jews in the Soviet Satellites*, Syracuse University Press, 1953, p. 458.

4. Les Juifs tchécoslovaques représentaient environ 9 % des 61 000 Juifs entrés en Palestine entre 1946 et 1948, soit près de 5 500, Moshe Sicron, *op. cit.*, p. 29 ; voir aussi Peter Meyer, *op. cit.*, p. 146.

5. Shlomo Sitton, *Israël, immigration et croissance, 1948-1958*, Paris, 1963, p. 85.

6. Marie-Pierre Rey, *op. cit.*, p. 254.

7. Ce chiffre est tiré d'une note récapitulative rédigée en 1973 par un responsable du ministère de l'Intérieur de l'URSS, *Istotchnik*, n° 1, 1996, p. 154-155.

8. Uri Bialer, *op. cit.*, p. 63.

Vychinski en avril 1952, sur 65 demandes de départ pour Israël déposées par des Juifs soviétiques entre 1948 et 1951, 8 ont reçu une réponse positive¹.

Si l'on considère la politique du bloc soviétique entre 1946 et 1948 (jusqu'au 15 mai), malgré les incertitudes statistiques, on peut conclure qu'elle aura très fortement contribué à renforcer le poids démographique des Juifs en Palestine. Sur les 60 000 immigrants entrés en Palestine entre 1946 et 1948, 96 % étaient originaires d'Europe, dont près de 80 % de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie et de Hongrie².

Si la décision soviétique de soutenir la création d'un État juif passait nécessairement par une aide à l'émigration d'une fraction des Juifs d'Europe orientale, le mouvement communiste ne s'est en aucun cas départi de sa profonde hostilité au sionisme. Une note de Shmuel Mikounis, secrétaire général du PC juif palestinien, datant de mars 1948, résume assez bien les motivations, les objectifs et les limites du soutien apporté par le bloc soviétique à l'immigration juive en Palestine. Après avoir rappelé la doctrine communiste sur le sionisme, Mikounis écrit que « la question de l'immigration des Juifs en Palestine fut l'un des instruments les plus importants de la politique impérialiste "diviser pour [mieux] régner" au cours des trente dernières années. La politique chauviniste et antiarabe des cercles dirigeants sionistes a aidé l'impérialisme et la réaction arabe à monter les masses populaires arabes contre l'immigration [des Juifs]. Le Parti communiste lutte pour un accord judéo-arabe sur cette question, en tant que partie d'un accord anti-impérialiste global pour la lutte commune pour l'indépendance nationale »³.

Il aborde ensuite la partie la plus intéressante de sa démonstration en expliquant clairement les raisons pour lesquelles il convient de soutenir l'émigration des Juifs en Palestine. Les méthodes de « pirates » employées par la Grande-Bretagne pour lutter contre l'émigration clandestine « ont renforcé les sentiments antibritanniques des masses juives en Palestine et dans les autres pays et ont miné l'autorité de Bevin »⁴. Et de poursuivre : « Nous considérons qu'au plan purement humanitaire et aussi au plan politique [les candidats à] l'émigration "illégal" doivent être recrutés principalement dans les camps de la zone anglo-américaine. C'est là que les victimes du fascisme seront libérées de l'esclavage, là qu'aura

1. APEFR, f. 022, o. 5a, p. 66, d. 9, ll. 131-133, 6 avril 1952, strictement confidentiel, SIO, t. 2, p. 343.

2. Moshe Sicron, *op. cit.*, p. 29.

3. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 607, ll. 7-14, 25 mars 1948.

4. *Ibidem*, l. 10.

lieu le conflit avec l'impérialisme, c'est là que se trouve le matériau humain qui hait le fascisme et les nouveaux maîtres Bevin-Marshall. »¹

Les objectifs du mouvement communiste à l'égard de ce problème ne peuvent être plus clairement – plus cyniquement – exprimés. Mikounis aborde la question de l'immigration des Juifs des démocraties populaires, en expliquant comment elle doit être utilisée et instrumentalisée. « Puisque, dans les démocraties populaires et dans d'autres pays, il y a des Juifs qui souhaitent aller en Palestine, il ne faut pas les laisser dans les mains des sionistes qui utilisent [les Juifs] dans leurs propres intérêts. Et ce au détriment de l'indépendance nationale et de la lutte anti-impérialiste. » Mikounis craint qu'à leur arrivée en Palestine ces « éléments déclassés » ne rallient le camp réactionnaire et que cela ne crée « un grand déséquilibre entre les forces progressistes et réactionnaires, au profit de ces dernières. C'est pourquoi il faut intervenir activement dans cette affaire [...] afin de garantir les intérêts des pays démocratiques et le caractère progressiste des contingents d'émigrants. Il est clair qu'un bateau d'émigrants "illégaux" détourné, sans résistance, vers Chypre et ses camps de concentration perd sa force politique. »²

Il explique ensuite comment il convient de s'y prendre pour que les Juifs des démocraties populaires s'engagent dans la construction du socialisme. « Afin d'obtenir de bons résultats dans ce domaine, il faut adopter une tactique qui convaincrerait les masses juives que les PC n'ont pas l'intention de les retenir de force et de les empêcher d'aller en Palestine. En les rassurant sur ce point et en gagnant leur confiance, les PC parviendront à lutter avec succès contre le travail de "sauvetage" des sionistes, contre la panique qu'ils répandent et contre le mouvement sioniste. »³ Cette partie de la note montre que le contrôle de ce segment de l'immigration fait l'objet d'une lutte politique entre le PCP et le mouvement sioniste. L'enjeu est capital : la force politique qui aura aidé les Juifs désireux d'émigrer pourrait se trouver en bonne position pour gagner leurs suffrages dans la bataille qui s'annonce une fois l'État hébreu proclamé.

Ce texte de Mikounis résume bien l'objectif de la politique de l'URSS à l'égard de l'immigration juive : déstabiliser la Grande-Bretagne. Le soutien aux revendications sionistes n'est que tactique.

1. *Idem.*

2. *Ibidem*, I, 11.

3. *Ibidem*, II, 11-12.

L'immigration de masse (1948-1949)

Passé le 15 mai 1948, les restrictions imposées par les Britanniques n'existent plus. Une politique facilitant l'immigration des Juifs en Palestine prend alors une tout autre portée politique, notamment à l'égard des pays arabes entrés en guerre contre Israël. Il s'agit ni plus ni moins que d'une contribution à l'effort de guerre israélien.

Une fois l'État d'Israël proclamé, les diplomates israéliens disposent de toute la latitude pour mener les négociations avec les gouvernements d'Europe de l'Est. Cependant, ils firent face à des situations très différentes, et parfois chaotiques, d'un pays à l'autre. Plus de 300 000 Juifs originaires d'Europe de l'Est sont arrivés en Israël entre le 15 mai 1948 et la fin de l'année 1951, soit environ la moitié du nombre total des immigrants au cours de la période considérée¹, répartis comme suit² :

Roumanie	117 950
Pologne	106 414
Bulgarie	37 260
Tchécoslovaquie	18 788
Hongrie	14 324
Yougoslavie	7 661

En raison des méthodes de comptabilisation adoptées, il n'est pas possible de distinguer, pour cette période, entre les immigrants arrivés des camps de personnes déplacées et ceux provenant directement de leur pays d'origine, en particulier pour les Juifs polonais et roumains. D'après Uri Bialer, un tiers des Juifs polonais aurait immigré directement de Pologne au cours de cette période³. Un tiers des Juifs roumains ayant émigré en Israël, entre 1948 et 1951, serait arrivé des camps de réfugiés (environ 30 000)⁴. Le départ massif des Juifs de Roumanie a eu lieu en 1950 (47 041) et 1951 (40 625)⁵.

En effet, malgré l'accord Pauker-Namir, l'émigration roumaine

1. Entre mai 1949 et décembre 1951, selon les estimations, de 660 000 à 685 000 personnes sont arrivées en Israël, Moshe Sicron, *op. cit.*, p. 39 ; *Encyclopedia Judaica*, New York, Macmillan Company, vol. 9, 1971, p. 535.

2. Ces chiffres sont tirés de Marie-Pierre Rey, *op. cit.*, p. 254.

3. Uri Bialer, *op. cit.*, p. 62.

4. Nicolas Sylvain, « Rumania », in Peter Meyer, *op. cit.*, p. 549.

5. Uri Bialer, *op. cit.*, p. 64-65.

vers Israël fut pratiquement stoppée à la fin de l'année 1948, à la suite du déclenchement d'une campagne antisioniste. Le cas roumain fut au cœur d'une longue conversation entre M. Shertok et A. Vychinski en décembre 1948 à Paris, en marge de la session de l'ONU. Le ministre israélien tenta de convaincre son interlocuteur du caractère absolument vital pour Israël de cette immigration : « C'est notre plus grand réservoir de main-d'œuvre potentielle. »¹ Certes, ajouta Shertok, Israël peut également compter sur une immigration massive de Juifs originaires du Maroc, mais ils ne sont pas assez bien formés pour construire à eux seuls le pays. « Les Juifs d'Europe orientale sont le sel de notre terre », s'exclama-t-il². Et d'en appeler à la cohérence de la position du bloc soviétique : « Vous avez pris une position claire, mais apparemment tout le monde n'en a pas tiré les conclusions logiques. »³

Vychinski réagit sans animosité : « J'ai compris votre position et je considère que, de votre point de vue, elle est justifiée »⁴, en ajoutant aussitôt que si Israël avait besoin des Juifs roumains, la Roumanie pouvait avancer le même argument. Il laissa ensuite entendre à son interlocuteur que la demande d'intervention israélienne dans le dossier roumain pourrait remonter au plus haut niveau : « Vous avez mentionné au début de votre propos que vous n'étiez pas sûr, ou que vous souhaiteriez être sûr que, lorsque nous avons pris cette position, nous en avons mesuré toutes les conséquences. Je ne peux rien dire à ce sujet au nom de mon gouvernement, mais, à titre personnel, franchement, je ne peux pas dire que j'en avais tiré toutes les conclusions. Ce que vous avez dit exige d'être étudié et considéré et requiert une décision. Vos remarques seront transmises au gouvernement, à Molotov et peut-être plus haut. »⁵ « Plus haut » ne peut désigner que Staline. Difficile d'interpréter ces dernières phrases de Vychinski. Toujours est-il que cela signifie qu'une suite sera donnée à la demande israélienne. Dans son rapport, Shertok se demanda si Vychinski n'était pas allé trop loin dans ses propos. Néanmoins, ceux-ci permirent aux dirigeants israéliens de s'y référer dans leurs conversations avec les diplomates soviétiques⁶. En avril 1949, au cours de son dernier entretien avec Vychinski avant son retour en Israël, Golda Meir aborda à nouveau

1. AEI, 130.11/2502/8, 12 décembre 1948, *DISR*, t. 1, p. 415.

2. *Ibidem*.

3. *Ibidem*, p. 416.

4. *Ibidem*.

5. *Ibidem*, p. 418.

6. Entretien Ben Gourion-Erchov, AEI, 130.02/2410/20, 27 décembre 1948, *DISR*, t. 1, p. 422-423 ; Sharett-Erchov, 14 mars 1949, AEI, 130.09/2325/3, *DISR*, t. 1, p. 450-451.

le problème roumain. Tout en déclarant comprendre les besoins israéliens, le ministre soviétique répondit que c'était un problème complexe et qu'il était difficile pour l'URSS d'intervenir, soulignant que c'était une question politique importante car la Roumanie et la Hongrie luttaienent pour leur existence contre des forces intérieures très puissantes. Et d'ajouter que les Juifs surpassaient tous les autres citoyens dans leur loyauté aux nouveaux régimes. « Un demi-million de citoyens loyaux, ce n'est pas rien ! »¹ De toute évidence, après son entretien avec M. Shertok, soit Vychinski n'a pas fait remonter la demande « au plus haut niveau », soit il a reçu une fin de non-recevoir.

Au cours de l'année 1949, les diplomates israéliens à Bucarest tentèrent de poursuivre les négociations en proposant des arrangements financiers, mais sans succès². Finalement, l'émigration redémarra à la fin de l'année 1949, sans qu'il soit possible de déterminer les raisons de ce nouveau retournement de situation. Cependant, cette reprise s'accompagna de substantielles compensations financières³.

Après la grande vague de migration des Juifs polonais vers les camps de personnes déplacées en 1945-1946, la Pologne ferma ses frontières au début de l'année 1948. Un accord commercial entre la Pologne et Israël fut conclu en mai 1949. Tel-Aviv promettait d'acheter pour 16 millions de dollars de produits polonais au cours de l'année suivante. Israël Barzilai, l'ambassadeur israélien à Varsovie, pensait que cela pouvait influencer favorablement le gouvernement polonais⁴. En effet, l'émigration vers l'État hébreu commença deux mois plus tard, à la suite de l'annonce, en septembre 1949, de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions sur l'obtention des passeports. Ceux qui souhaitaient gagner l'État juif avaient un an pour exprimer leur vœu, mais devaient renoncer à la citoyenneté polonaise et n'avaient le droit d'emporter avec eux que 150 à 200 dollars. Malgré de fortes pressions pour les en dissuader, plus de 25 000 Juifs émigrèrent ainsi entre septembre 1949 et décembre 1950⁵.

À l'exception de l'URSS, la Hongrie fut le cas le plus difficile

1. Cette partie des propos de Vychinski figure dans le compte rendu rédigé par M. Namir, qui accompagnait G. Meir, et non dans celui de Vychinski, AEI 130.02/2457/14, DISR, t. 1, p. 465. Pour le compte rendu de Vychinski, APEFR, f. 089, o. 2, p. 3, d. 4, ll. 8-11, 14 avril 1949, confidentiel.

2. *Ibidem*, p. 88-89.

3. *Idem*.

4. Tom Segev, 1949, *The First Israelis*, New York, The Free Press, 1986, p. 99.

5. *Idem*, p. 64, et Bernard Weinryb, « Poland », in Peter Meyer, *op. cit.*, p. 313.

qu'eurent à connaître les diplomates de Tel-Aviv. Pourtant, ils avaient placé de grands espoirs dans cette communauté forte de 200 000 personnes. Malgré d'âpres négociations, ils ne purent parvenir à un accord substantiel avec les autorités hongroises. Pourtant, le gouvernement de David Ben Gourion était prêt à d'importantes concessions financières, mais les Hongrois – pour faire échouer les négociations – se montrèrent trop gourmands. En mai 1949, la Hongrie proposa de laisser partir 1 000 Juifs contre 1 million de dollars, « offre » que les autorités israéliennes refusèrent. Toutefois, leur ambassadeur à Prague, Ehud Avriel, insista pour poursuivre les négociations et rechercher un accord qui créerait un précédent. Finalement conclu à la fin du mois de septembre 1949¹, il prévoyait le départ de 3 000 Juifs hongrois pour 1 million de dollars, mais, contrairement aux espoirs israéliens, il ne fut pas suivi par d'autres².

En Tchécoslovaquie, les Juifs qui le désiraient purent émigrer massivement en 1949. L'accord conclu entre le gouvernement tchécoslovaque et Ehud Avriel stipulait qu'au maximum 20 000 Juifs pouvaient émigrer au cours de l'année 1949³ ; les candidats au départ devaient acquitter de fortes taxes et abandonner leur biens. Au total, 17 804 immigrants en provenance de Tchécoslovaquie arrivèrent en Israël entre le 15 mai 1948 et la fin de l'année 1949⁴. L'immigration de masse cessa dès 1950 (263 immigrants), à la fois faute de candidats et en raison du non-renouvellement de l'accord.

L'arrangement conclu en février 1948 entre la Bulgarie et l'Agence juive permit l'émigration d'un peu plus de 35 000 Juifs bulgares entre mai 1948 et décembre 1949, et de près de 2 000 jusqu'en 1951. Puis le processus fut stoppé. Sur les 10 000 Juifs bulgares restants, 2 000 étaient candidats au départ⁵.

Environ 200 000 Juifs d'Europe orientale sont arrivés directement – sans passer par les camps de personnes déplacées – entre 1948 et 1951, soit un tiers de l'immigration en Israël au cours de la même période. Cependant, les contrastes entre les politiques menées par chaque démocratie populaire nous conduisent à réfuter l'idée d'une politique globale décidée à Moscou. La décision d'autoriser l'émigration des Juifs des démocraties populaires découlait du soutien soviétique à la création de l'État juif, mais chaque pays semble avoir suivi son propre cours. La politique ne fut pas la même à Sofia, Bucarest et Budapest. La chronologie aussi fut différente. Alors qu'une

1. Tom Segev, *op. cit.*, p. 101-102.

2. Uri Bialer, *op. cit.*, p. 84-87.

3. Peter Meyer, *op. cit.*, p. 147.

4. Uri Bialer, *op. cit.*, p. 64.

5. *Ibidem*, p. 65, et Marie-Pierre Rey, *op. cit.*, p. 254.

émigration massive eut lieu en 1948 en Bulgarie et en 1949 en Tchécoslovaquie, elle avait pratiquement été stoppée en Roumanie où elle deviendra massive en 1950 et 1951 – elle avait déjà cessé à ces dates à Prague et à Sofia. Les trois quarts des Juifs hongrois ayant émigré en Israël l'ont fait clandestinement, toutefois ils n'ont représenté qu'un peu plus de 10 % de la population juive en Hongrie.

Comment expliquer ces différences de traitement d'un pays à l'autre ? Il conviendrait d'observer si l'on peut établir un parallèle entre la politique à l'égard de l'émigration juive en Israël et les différentes phases de la soviétisation des démocraties populaires, les conflits et les tensions au cours de cette période à la fois entre les gouvernements et les sociétés et entre ces gouvernements et l'URSS, et enfin la lutte pour le pouvoir entre les clans à Moscou. Cette question de l'émigration des Juifs constituait certainement une bombe à retardement pour les dirigeants communistes des démocraties populaires, car elle pouvait ouvrir la voie à d'autres revendications au départ chez tous ceux qui refusaient de participer à la « construction du socialisme ». Elle pouvait aussi nourrir des sentiments de frustration et d'antisémitisme – pourquoi seulement les Juifs ? –, mais également affaiblir la légitimité de gouvernements au sein desquels les Juifs auraient été sureprésentés¹.

La politique de Moscou à l'égard de l'émigration juive en Israël entre 1948 et 1949 présente deux aspects apparemment contradictoires : un soutien du principe du droit des Juifs d'Europe centrale à émigrer et, dans le même temps, un refus total de laisser partir les Juifs d'URSS.

C'est surtout au cours des débats à l'ONU que l'URSS affirma à plusieurs reprises la légitimité de l'immigration juive en Israël. Ainsi le délégué ukrainien, Vassili Tarasenko, déclara-t-il le 27 mai 1948, devant le Conseil de sécurité : « La question de l'immigration en Israël est une affaire intérieure de l'État d'Israël. Le Conseil de sécurité n'a ni le droit ni la capacité d'empiéter sur les droits souverains d'un État [...]. Certains délégués ont avancé, devant le Conseil, l'argument selon lequel cette immigration menace la sécurité des États arabes. Je veux souligner avant tout que nous ne connaissons aucun exemple d'incursion des forces armées d'Israël sur le territoire d'un autre État, à l'exception des cas d'autodéfense lorsque ces dernières furent contraintes de repousser les attaques des forces armées d'autres pays en territoire israélien. C'était de l'auto-défense au plein sens du mot. »² Au cours de la même séance,

1. Sur tous ces points voir les chapitres VIII et X.

2. Cité in Yaacov Ro'i, *Soviet Decision, op. cit.*, p. 238.

Gromyko attaqua la proposition britannique de stopper l'immigration des hommes en âge de combattre. Ces déclarations engendrèrent de violents accrochages avec les délégués des pays arabes.

Cependant, dès l'arrivée des diplomates israéliens à Moscou en septembre 1948, les responsables soviétiques firent clairement comprendre que l'émigration vers l'État hébreu ne concernait pas les Juifs d'URSS. Au cours de son premier entretien avec le vice-ministre des Affaires étrangères, Valerian Zorine, Golda Meir déclara que « le problème juif ne peut être résolu que par une large immigration des Juifs dans l'État d'Israël ». Zorine répondit « qu'à ses yeux, l'immigration ne pouvait à elle seule résoudre ce problème puisque de nombreux Juifs n'iraient pas en Palestine, mais continueraient à vivre dans d'autres pays. En URSS, dans un pays socialiste, la situation d'inégalité en droits et d'oppression nationale des Juifs est réglée pour toujours et, dans les autres pays, ce problème ne peut être résolu que par leur démocratisation »¹. Au cours du même entretien, Golda Meir déclara à son interlocuteur qu'Israël considérerait toute limitation à l'immigration, comme celle proposée par Bernadotte dans son plan, comme une atteinte à sa souveraineté². Le même jour, elle eut un autre entretien avec le chef du département du Proche-Orient : elle reprit les mêmes arguments, en ajoutant que l'immigration était une condition *sine qua non* pour « la construction et la consolidation de l'État ». Bakouline répondit que cette immigration ne pouvait concerner que les Juifs des pays non démocratiques, c'est-à-dire capitalistes³.

À la fin de l'année 1948 et au début de l'année 1949, les responsables israéliens réaffirmèrent à leurs homologues soviétiques le caractère vital de l'immigration pour le développement de l'État hébreu. Cependant, le gouvernement de Tel-Aviv choisit, au cours de cette période, de ne pas poser la question de l'émigration des Juifs soviétiques. Le directeur du département de l'Europe de l'Est du ministère des Affaires étrangères israélien soulignait les obstacles à surmonter avant de pouvoir soulever ce problème : « Deux conditions sont nécessaires : premièrement, nous devons atteindre une position qui rendra l'État d'Israël moins dépendant de la position soviétique qu'actuellement, ce qui nous permettra de soulever une question qu'ils jugent intérieure sans craindre de ruiner nos relations [avec les Soviétiques] et de perdre leur soutien ; deuxièmement, la

1. APEFR, f. 089, o. 1, p. 1, d. 1, l. 6, entretien Zorine-Meir, 14 septembre 1948, confidentiel.

2. *Ibidem*, l. 7.

3. APEFR, f. 089, o. 1, p. 1, d. 2, l. 8, 15 septembre 1948, confidentiel.

tension entre l'Est et l'Ouest doit être moins forte pour que les dirigeants de l'URSS puissent envisager une solution d'ensemble à l'égard de l'émigration de masse de leur citoyens, quelque chose qui contredit l'atmosphère qui règne actuellement en Union soviétique. »¹

Cette ligne de conduite sera maintenue jusqu'à la fin de l'année 1951. Néanmoins, les diplomates israéliens abordèrent prudemment la question de la réunification des familles pour les cas de citoyens israéliens ayant des parents âgés en URSS². Les réponses étaient soit évasives, soit dissuasives, à l'instar de celle de Vychinski à Golda Meir qui déclara que chaque cas devait être examiné individuellement et découragea son interlocutrice de présenter une liste de noms.

Après avoir apporté un soutien décisif au vote du plan de partage de la Palestine et à la création d'un État juif, le bloc soviétique a fourni les ressources militaires et démographiques nécessaires à la survie et à la consolidation d'Israël. On ne peut manquer de s'interroger sur l'ampleur de l'aide soviétique à l'État hébreu. Après avoir choisi son camp, Moscou n'a pas ménagé son soutien. Elle n'avait plus guère le choix. Une défaite militaire israélienne aurait probablement signifié un renforcement des positions britanniques et de ses alliés arabes. Autre facteur : l'incapacité des dirigeants soviétiques à penser leur action sur la scène internationale autrement qu'en termes conflictuels. Leur culture politique polarisée, structurée autour des catégories de l'ami et de l'ennemi, les empêche de concevoir des politiques équilibrées, mais les incite, au contraire, à toujours s'engager en faveur d'un camp : en 1947-1948 en faveur d'Israël, plus tard aux côtés de l'Égypte.

Alors qu'Israël est sorti vainqueur de la première guerre avec ses voisins arabes, le ciel des relations entre Moscou et Tel-Aviv semble dégagé de toute menace tant les intérêts stratégiques des deux alliés donnent l'impression de converger. Pour l'URSS, le bilan est positif. Non seulement la Grande-Bretagne a perdu la Palestine, mais, en outre, la sévère défaite enregistrée par les dirigeants arabes qu'elle soutenait rejaillit sur elle. La puissance britannique a été affaiblie dans toute la région, ce qui entraîne outre un regain de la contestation contre sa présence militaire, notamment en Égypte, une montée de la protestation sociale contre des pouvoirs discrédités par la défaite militaire et la tragédie des Arabes palestiniens.

1. Cité in Uri Bialer, *op. cit.*, p. 75.

2. Entretien Namir-Vlassov, APEFR, f. 089, o. 1, p. 1, d. 2, ll. 17-19, 21 octobre 1948, confidentiel ; entretien Vychinski-Meir, APEFR, f. 089, o. 2, p. 3, d. 4, l. 2, 20 janvier 1949, confidentiel.

À l'heure de la crise de Berlin, la nouvelle configuration du Moyen-Orient interdit, au moins dans l'immédiat, l'intégration de la région dans un dispositif de sécurité occidentale. La persistance de l'antagonisme israélo-arabe constitue, de ce point de vue, le meilleur atout de Moscou. Bref, comme le souligne le délégué d'Israël à l'ONU, Abba Eban, l'URSS considère que sa décision de soutenir la création d'un État juif a été triomphalement justifiée eu égard aux objectifs qu'elle poursuit au Proche-Orient. L'euphorie semble de mise. À l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre, Ben Gourion adresse un message de félicitations à Staline, dans lequel il écrit qu'Octobre 1917 « a garanti l'égalité nationale à tous les peuples de l'URSS, un emploi et des moyens d'existence à tous ses travailleurs, a ouvert le chemin du progrès social et spirituel aux masses rurales et urbaines et a donné naissance à la puissante Armée rouge, qui a réalisé d'immenses prouesses dans la guerre contre la menace nazie et fasciste ». Ben Gourion remercie l'URSS pour sa contribution à la naissance d'Israël : « Notre peuple n'oubliera jamais l'aide apportée par l'URSS aux victimes juives du nazisme, ni le soutien loyal à Israël dans sa lutte pour la liberté et l'indépendance dans son foyer historique. »¹ Staline se contenta de sobres remerciements à ce télégramme².

Cette correspondance n'en reste pas moins unique et emblématique du climat des relations soviéto-israéliennes. Le 7 novembre 1948, Golda Meir et les diplomates israéliens assistèrent, avec leurs familles, au défilé militaire sur la place Rouge et furent invités à une soirée chez Molotov. Ce dernier offrit un verre de vodka à Golda Meir, qui se déclara impressionnée par la parade du matin. « Si nous avions ne serait-ce qu'une petite partie des armes [présentées lors] de la parade », lança-t-elle à Molotov qui répondit : « Vous en aurez, nous aussi nous avons commencé avec peu ! » C'est lors de cette soirée que Golda Meir eut une chaleureuse conversation avec la femme de Molotov, Polina Jemtchoujina³. Conversation qui vaudra bien des « désagréments » à cette dernière. Malgré cette apparente euphorie, la lune de miel touche à sa fin. Si l'URSS continuera plusieurs années encore à soutenir l'État hébreu sur la scène internationale, la convergence stratégique commence peu à peu à s'affaiblir, mais surtout la liste des griefs réciproques va s'allonger.

Une fois l'État d'Israël créé et stabilisé, l'URSS avait atteint ses principaux objectifs géopolitiques : affaiblir la Grande-Bretagne et

1. AEI, 130.09/2513/15, 4 novembre 1948, *DISR*, t. 1, p. 395.

2. APEFR, f. 89, o. 1, p. 1, d. 6, l. 10, 18 novembre 1948, *SIO*, t. 1, p. 430.

3. AEI, 130.09/2325/4, 9 novembre 1948, *DISR*, t. 1, p. 402.

modifier la configuration de l'équilibre des forces au Proche-Orient. Il convient de s'interroger si, en soutenant la cause sioniste, Moscou ne poursuivait pas également des buts idéologiques.

IV — Une offensive révolutionnaire ?

La déstabilisation de la Grande-Bretagne et l'exploitation des contradictions entre Londres et Washington, nous l'avons déjà souligné, peuvent aussi se lire à l'aune des principes léninistes. Ils ne sont pas uniquement des éléments d'une politique de puissance ; ils s'inscrivent dans le cadre d'une guerre aux fondements idéologiques. Pour les dirigeants bolcheviques, la Grande-Bretagne et les États-Unis entraient dans la catégorie des ennemis capitalistes et impérialistes au même titre que l'Allemagne nazie. Au-delà de l'application de ce principe fondateur de la diplomatie soviétique, l'URSS, à travers le soutien à Israël, a-t-elle cherché à créer une situation révolutionnaire au Proche-Orient qui, dans l'immédiat après-guerre, pouvait prendre deux formes : la constitution d'un État communiste en Israël ; le déclenchement de mouvements révolutionnaires dans un monde arabe secoué au plus profond de ses structures par la création de l'État hébreu.

Israël communiste ?

Les dirigeants soviétiques ont-ils espéré que l'aide fournie à la cause sioniste conduirait soit à la constitution d'un État communiste, soit à l'adhésion d'Israël au camp socialiste, ou du moins au non-alignement de l'État hébreu sur le camp occidental ?

La première hypothèse – la formation d'un État communiste en Israël – a été avancée notamment par Hélène Carrère d'Encausse : « Les principes socialistes qui animent les colonies juives, écrit-elle, le passé des dirigeants de l'État juif qui ont souvent transité par des partis communistes est-européens ou lutté à leur côté, la volonté de modernisation de ces dirigeants permettent de penser que, dans le Moyen-Orient aux structures figées, Israël sera un îlot de modernité, de progrès, en dernier ressort un modèle révolutionnaire. »¹

Cette analyse fut partagée, à l'époque, par le secrétaire au Foreign

1. Hélène Carrère d'Encausse, *La politique soviétique au Moyen-Orient 1955-1975*, Paris, PNFSP, 1975, p. 13. L'idée que les structures socialistes des kibboutz auraient favorisé le rapprochement soviéto-sioniste est aussi partagée par d'autres auteurs : voir Arnold Krammer, *The Forgotten...*, *op. cit.*, p. 48-49 ; Galia Golan, *Soviet Policies in the Middle East*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 35.

Office britannique, Ernest Bevin, qui écrivait en octobre 1947 que les Soviétiques étaient convaincus que, « dans un délai très court, ils pourraient faire entrer en Palestine suffisamment de Juifs endoctrinés pour le [Israël] transformer en un État communiste. Les Juifs de New York ont travaillé pour eux [les Soviétiques] »¹. Cette crainte était aussi répandue dans l'administration américaine. Plusieurs rapports des services de renseignement américains soulignaient le danger communiste en Israël. Un fonctionnaire du département d'État fut même dépêché sur place pour étudier le risque d'infiltration communiste². Les dirigeants soviétiques ont probablement envoyé des agents parmi les Juifs des démocraties populaires qui ont émigré en Palestine entre 1946 et 1951, mais nous ne disposons d'aucune information à ce sujet. Cependant, il apparaît peu probable que l'URSS ait envisagé que l'État d'Israël devînt un État communiste.

La faiblesse du Parti communiste palestinien, puis israélien, et l'absence de troupes soviétiques en Palestine interdisaient la concrétisation d'un tel projet, si tant est qu'il ait existé. Moscou n'est parvenu à installer des régimes communistes que dans les pays occupés par l'Armée rouge, dotés ou non d'un parti communiste puissant. Même lorsque ces deux conditions étaient réunies, comme en Iran, l'URSS n'a pas réussi à imposer une telle solution en dehors de sa sphère d'influence négociée dans le cadre de la Grande alliance. Or, faute d'une présence militaire soviétique en Palestine que la Grande-Bretagne et les États-Unis n'auraient pas tolérée, la marge de manœuvre de Moscou, à cette aune, était inexistante.

Quant au Parti communiste israélien, en raison de ses divisions et de la faiblesse de son implantation, il n'était pas en mesure d'accéder au pouvoir, ni même d'exercer une influence sérieuse. Les premières élections législatives israéliennes en janvier 1949 – il y recueillit 3,5 % des suffrages et obtint 4 députés (Mikounis, Vilenska, Toubi et Habibi) – confirmèrent le manque d'enracinement d'un parti qui avait été opposé à la création d'un État juif jusqu'en novembre 1947.

Les dirigeants soviétiques formulèrent beaucoup de critiques sur son activité et ses dirigeants, comme en témoignent plusieurs rapports. En juillet 1948, un document du département international du PCUS mettait sérieusement en cause la politique de participation à l'effort de guerre du PCI. Le gouvernement israélien, souligne l'auteur, cherche à utiliser la direction du parti et son influence sur

1. Cité in Michael Cohen, *Fighting the World War Three from the Middle East. Allied Contingency Plans, 1945-1954*, Londres, Frank Cass, 1996, p. 102.

2. *Ibidem*, p. 10.

les masses populaires pour atteindre les objectifs définis par la bourgeoisie sioniste dans la lutte contre la réaction arabe ; il tente également de se servir des liens du PC avec les démocraties populaires et l'URSS dans le but d'obtenir des livraisons d'armes supplémentaires et des volontaires pour l'armée juive¹. Il reproche au PCI d'être tombé dans le piège en mettant en avant le mot d'ordre « Tout pour le Front, tout pour la victoire ». Le PC s'est identifié, dans de nombreux cas, au gouvernement national-bourgeois-sioniste et, au lieu de se concentrer sur le travail politique, les organisations de soldats, de travailleurs et de paysans pour la réalisation des revendications nationales démocratiques, il joue le rôle d'agent du gouvernement israélien pour le transport des armes et le recrutement, pour l'armée juive, des volontaires à l'étranger. Milogradov met en cause non seulement la politique du PCI dans ses relations avec le gouvernement Ben Gourion, mais aussi les missions conduites par Mikounis dans les démocraties populaires alors que ces démarches avaient reçu, semble-t-il, l'aval de Malenkov.

Une série de notes, rédigées en juillet 1949 par le deuxième secrétaire de l'ambassade d'URSS en Israël, montre que les dirigeants soviétiques portaient un jugement peu flatteur sur la direction du PCI et au premier chef sur son secrétaire général, Shmuel Mikounis. « Il n'a pas suffisamment d'autorité dans le Parti et encore moins dans le pays. Les leaders des autres partis ne le prennent pas en considération. C'est en partie la conséquence d'une série de fautes personnelles et de fautes du Parti commises dans le passé. Par exemple, jusqu'en mai 1943, Mikounis considérait que le *Livre blanc* anglais constituait une base pour un règlement du problème palestinien. Il se laisse parfois mener par les autres. »² Le diplomate soviétique reproche aussi à Mikounis de ne pas avoir préparé de cadres clandestins « en cas de complication »³. Fedorin est plus indulgent à l'égard des autres dirigeants du PCI⁴, mais, dans un autre rapport écrit quelques mois plus tard, ils les décrira comme de « jeunes communistes, insuffisamment préparés sur le plan théorique, ils n'ont pas assez d'habileté, ni la maîtrise nécessaire pour conduire le PC sur le bon chemin »⁵.

L'URSS n'a pas envisagé sérieusement qu'Israël devienne un État

1. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 8, l. 77, 16 juillet 1948, confidentiel.

2. CRCEDHC, f. 17, o. 137, d. 154, l. 61, 24 juillet 1949, ce rapport de Fedorin a été envoyé par le MID au Comité central.

3. *Ibidem*.

4. *Ibidem*, ll. 64-68, notes sur Meir Vilner, Ruth Lubitsch, Tawfik Toubi, Emile Habibi, Esther Vilenska.

5. CRCEDHC, f. 17, o. 137, d. 457, l. 13.

communiste, mais plus sûrement qu'il adopte une politique étrangère de non-alignement. Cette hypothèse repose sur des arguments plus consistants que la précédente.

Les dirigeants soviétiques auraient pu la retenir sur la base de deux éléments : l'orientation de la politique étrangère faisait l'objet d'un débat au sein du Mapaï – le parti de Ben Gourion – avant même la création de l'État hébreu ; la place du parti de la gauche sioniste, le Mapam, dans la configuration politique israélienne qui se dessine au cours de l'année 1948-1949.

Le débat au sein du Mapaï portait sur deux aspects. Le premier était relatif à la place du parti au sein du mouvement ouvrier et socialiste international. À la fin du mois de novembre 1947, le secrétariat du Mapaï discuta de la position à adopter à l'égard de la reconstitution de l'Internationale socialiste¹. De ce point vue, l'URSS n'avait pas grand-chose à attendre. Le Mapaï se situait clairement dans le camp de la social-démocratie : « Deux types de socialisme existent dans le monde – l'un est totalitaire et dictatorial, l'autre est démocratique. Il n'y a rien entre les deux. Le parti doit combattre pour un socialisme démocratique. »²

Le second problème concernait l'orientation de la future politique extérieure israélienne. Les dirigeants israéliens ont fait le choix du non-alignement moins par conviction qu'à la suite d'une analyse des contraintes qui allaient peser sur le futur État juif. Ils se trouvaient devant un problème insoluble crûment exposé par l'un des dirigeants du Mapaï, Pinhas Lavon, lors de la discussion sur la reconstitution de l'Internationale socialiste. Pour Lavon, Israël devait concilier trois impératifs : obtenir, dans un délai de cinq à six ans, l'immigration des 600 000 à 700 000 juifs des démocraties populaires dont dépendait le succès du projet sioniste ; tenir compte du fait que six millions et demi de Juifs vivaient dans la sphère d'influence anglo-saxonne et que la dépendance de l'économie israélienne à l'égard des États-Unis et de la Grande-Bretagne pèserait pendant au moins une génération. Dans ces circonstances, conclut Lavon, le sionisme « ne peut pas être un gage ni dans les mains de l'Est, ni dans celles de l'Ouest ; l'affiliation à l'un des blocs signifierait notre mort »³.

Ces propos, énoncés en 1947, deviendront la ligne directrice de l'État d'Israël à partir de mai 1948. Cette politique de non-aligne-

1. Sur l'Internationale socialiste, voir Guillaume Devin, *Histoire et sociologie de l'Internationale socialiste*, Paris, PUF, 1993.

2. Uri Bialer, *Between East and West*, *op. cit.*, p. 19.

3. *Ibidem*, p. 20.

ment, ou plus exactement de non-identification selon le terme israélien, fut officiellement proclamée par Ben Gourion en septembre 1948¹. Elle a été maintenue tant que les négociations sur l'émigration des Juifs des démocraties populaires se sont poursuivies.

Les dirigeants soviétiques ne semblent pas avoir tenu compte de ces débats : dès 1948, diplomates et responsables du parti dénoncent l'orientation pro-occidentale du gouvernement israélien et émettent de vives critiques à l'égard de la politique de non-alignement, considérée comme dépourvue de fondement, notamment à la suite de l'annonce de l'octroi du crédit américain². Les responsables soviétiques n'ont pas su nouer, probablement en raison de leur hostilité fondamentale au sionisme, avec les dirigeants israéliens, des relations qui leur auraient peut-être permis d'influencer les orientations de la politique étrangère de l'État hébreu.

Sans doute faut-il rechercher, dans l'exacerbation de la tension entre l'Ouest et l'Est, la raison de cette radicalisation idéologique alors que les Soviétiques avaient su faire preuve d'un grand pragmatisme entre 1947 et 1949. Mais, comme le souligne Yaacov Ro'i, l'URSS n'était pas préparée à avoir des relations amicales avec un pays en dehors du bloc soviétique³. L'URSS connut de semblables difficultés dans ses relations avec l'Inde indépendante. Dans un premier temps, l'Inde fut insérée par Moscou dans le camp « démocratique » et anti-impérialiste, c'est-à-dire soviétique, lors de la conférence constitutive du Kominform⁴. Mais, le neutralisme indien n'ayant pas signifié un alignement sur les thèses soviétiques, les dirigeants du Kremlin révisèrent leur jugement et fustigèrent Nehru, le traitant d'agent de l'impérialisme⁵. Toutefois, il n'existait pas entre l'Inde et l'URSS un obstacle idéologique aussi difficile à fran-

1. Michael Brecher, *The Foreign Policy of Israel, Setting, Images, Process*, Oxford, Oxford University Press, 1972, p. 39-41 et p. 270-272.

2. Voir chapitre suivant.

3. Yaacov Ro'i, *op. cit.*, p. 206.

4. La hiérarchie du camp anti-impérialiste établie par Jdanov était la suivante : 1) L'URSS et les pays de démocratie nouvelle ; 2) les pays qui ont rompu avec l'impérialisme et qui suivent la voie du développement démocratique, comme la Roumanie, la Hongrie, la Finlande ; 3) L'Indonésie et le Viêtnam qui sont proches du camp anti-impérialiste ; 4) L'Inde, l'Égypte et la Syrie qui s'associent à ce camp, lequel comprend aussi le mouvement ouvrier et démocratique dans tous les pays, les partis communistes dans tous les pays, les combattants des mouvements de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants et les forces démocratiques et progressistes dans tous les pays, Guiliano Procacci, *The Cominform, Minutes of the Three Conferences 1947 / 1948 / 1949*, Milan, Feltrinelli Editore, 1994, p. 227.

5. Surendra K. Gupta, *Stalin's policy towards India 1946-1953*, New Delhi, South Asian Publishers, 1988, p. 75-78 ; Harish Kapur « La déchirure et les partis communistes de l'Asie : le cas de l'Inde », *Relations internationales*, n° 48, 1986, p. 471-479.

chir que celui du sionisme entre l'URSS et Israël. En 1947, les dirigeants soviétiques sont revenus à leur conception des relations internationales reposant sur la dialectique de l'ami et de l'ennemi, foncièrement génératrice de conflit et qui n'offre guère de place pour les subtilités du non-alignement. Si les Soviétiques n'ont pas porté d'intérêt réel au non-alignement israélien, ont-ils cherché à peser sur les orientations du gouvernement israélien à travers le Mapam, qui était le concurrent le plus direct du parti de Ben Gourion ? Depuis 1945, les dirigeants du Mapam avaient noué des liens tant avec les dirigeants des démocraties populaires qu'avec les diplomates soviétiques¹.

Né en 1948 de l'agrégat de trois partis – Hachomer Hatsaïr, le groupe le plus important ; Ahdout Haavoda, issu du Mapaï, et le Poalei Sion de gauche –, le Mapam représentait en janvier 1949 la deuxième force politique du pays, avec 14,7 % des suffrages et 19 députés sur 120². Une union entre le PCI et le Mapam pouvait donner l'occasion à l'URSS d'élargir son champ d'intervention dans la vie politique israélienne. Des négociations s'ouvrirent pour la formation d'un « front » entre les deux partis, sous le regard attentif des diplomates soviétiques en poste en Israël.

Dans un premier temps, ces derniers ont estimé qu'une alliance entre le Mapam et le PCI permettrait à Moscou d'influencer l'opinion publique, à défaut de voir ses protégés conquérir le pouvoir solidement tenu par Ben Gourion. Ainsi, le deuxième secrétaire de l'ambassade soviétique écrit que les célébrations de la révolution d'Octobre ont montré que les « forces progressistes » avaient une influence significative au sein de la population. Et de conclure : le Mapam et le PCI peuvent avoir un poids significatif en Israël s'ils possèdent des bons groupes dirigeants et s'ils coopèrent étroitement³. Toutefois l'optimisme fut de courte durée. À la fin du mois de décembre 1949, l'ambassadeur Pavel Erchov et le deuxième secrétaire Fedorin envoient un rapport à Moscou sur les relations entre les deux partis, qui démontre que la ligne de fracture autour de la question du sionisme représentait une pierre d'achoppement difficilement franchissable.

Les deux diplomates soviétiques expliquent que la constitution d'un front des « forces progressistes » est devenue nécessaire, en raison de « l'opportunisme, de la trahison de la direction du Mapaï,

1. Voir chapitre III.

2. Le Mapaï avait obtenu 46 sièges avec environ 35,7 % des suffrages, Alain Greilhammer, *Les communistes israéliens*, Paris, PENSF, 1975, p. 319.

3. APEFR, f. 089, o. 2, p. 4, d. 29, l. 221, 7 décembre 1949, confidentiel, *SIO*, t. 1, p. 112.

de sa politique proaméricaine réactionnaire qui est devenue plus manifeste avec la création de l'État d'Israël »¹. Si ce projet n'a pas abouti, selon Erchov et Fedorin, il faut en rechercher la cause dans « la faiblesse du PCI, ses erreurs passées, dans la division du Mapam et dans son idéologie sioniste »². Le Mapam refuse la constitution d'un front uni sans la reconnaissance du sionisme par le PCI, condition que celui-ci juge inacceptable³. Cependant, poursuivent les auteurs, un rapprochement ultérieur des deux partis n'est pas à exclure, et des actions communes sur certaines questions pourraient permettre d'atteindre cet objectif. En effet, le Mapam considère que, pour l'heure, la question de l'immigration est prioritaire mais, une fois réglée, elle passera au second plan et la lutte des classes reviendra au cœur de son action. Erchov et Fedorin concluent sur une note optimiste : « Le tort causé à l'autorité du mouvement sioniste lorsque ses militants seront démasqués comme des agents de l'impérialisme anglo-américain contribuera à une prise de distance du Mapam et des autres éléments progressistes du pays à l'égard du sionisme »⁴.

Ce rapport montre que l'URSS a effectivement cherché – ou pour le moins encouragé – une alliance entre le PCI et le Mapam, pensant probablement que cette version du Front populaire lui permettrait d'affaiblir le courant pro-occidental, dominant, au sein du gouvernement israélien. Mais les diplomates soviétiques avaient conscience des limites dans lesquelles pouvait se développer la relation PCI-Mapam. Il est donc difficile de penser qu'ils aient entretenu des illusions sur un possible basculement d'Israël, à travers cette alliance, dans le camp soviétique. En revanche, le Mapam était très utile à Moscou, tant pour la collecte d'informations sur la vie politique israélienne que pour maintenir une pression de gauche sur le gouvernement Ben Gourion.

Après l'installation de la mission soviétique à Tel-Aviv, Moshe Sneh, Yaacov Riftin et Israël Galili devinrent des interlocuteurs réguliers du conseiller Mikhaïl Mukhin et du deuxième secrétaire Fedorin⁵. Les entretiens portaient sur des sujets très divers comme la situation à l'intérieur du Mapam, les séances à huis clos de la commission des Affaires étrangères du Parlement israélien – dont Riftin faisait un compte rendu détaillé au diplomate soviétique ; les

1. CRCEDHC, f. 17, o. 137, d. 457, l. 24.

2. *Ibidem*.

3. *Ibidem*, l. 32.

4. *Ibidem*, l. 33.

5. Voir les comptes rendus de ces entretiens, APEFR, f. 089, o. 3, p. 6, d. 7 pour les années 1949 et 1950.

relations entre le Mapam et le Mapaï. Il convient de mentionner que les dirigeants du Mapam – au moins Riftin et Galili, Sneh constituant un cas à part – étaient mandatés par leur parti pour établir des contacts avec la mission soviétique¹. De toute évidence, les responsables soviétiques attachaient une certaine importance à ces contacts avec le Mapam. Ce parti, au moins jusqu'à son éclatement au milieu des années cinquante, représentait une force politique importante, influente dans les kibboutz et disposant de relais dans l'armée – Israël Galili avait été le commandant national de la Hagana avant d'être démis de ses fonctions par Ben Gourion. Tous ces facteurs étaient loin d'être négligeables mais, pour autant, l'hypothèse selon laquelle Moscou aurait, sous une forme ou sous une autre, misé sur une orientation de l'État d'Israël sinon révolutionnaire, du moins articulée autour d'une gauche favorable à l'URSS, ne nous paraît pas fondée. Ce n'est pas cet objectif idéologique qui a principalement motivé le soutien soviétique à la création de l'État hébreu. En revanche, l'opposition au sionisme fut bien un obstacle idéologique au développement des relations entre les dirigeants soviétiques et le gouvernement israélien, mais aussi entre le PCI et le Mapam.

Déstabiliser le monde arabe ?

La stratégie soviétique visait-elle, à travers le soutien à Israël, à déstabiliser le monde arabe, afin d'y provoquer des situations révolutionnaires qui auraient chassé du pouvoir des régimes anticomunistes et pro-occidentaux ? Cette thèse s'appuie sur deux arguments.

D'une part, la modernité des structures sociales et politiques d'Israël aurait constitué un facteur de perturbation de l'ordre social dans un monde arabe archaïque et, d'autre part, la guerre en Palestine aurait fait la preuve de la faillite des dirigeants arabes et de leur incapacité à se défaire de la tutelle britannique.

Au plan sociologique, cette analyse est assez convaincante. Il ne fait pas de doute que l'expérience de la défaite par les armées arabes en Palestine engendra du ressentiment et de la frustration dans les rangs des jeunes officiers. L'exemple de Nasser et de ses compagnons, qui prendront le pouvoir en Égypte en 1952, est souvent cité pour illustrer cette thèse, mais l'URSS avait-elle réellement envisagé un tel scénario ou n'est-ce qu'une reconstruction rétrospective ?

Les diplomates soviétiques, comme l'attestent certains de leurs propos tenus devant leurs homologues israéliens, considéraient que

1. Yaacov Ro'i, *Soviet Decision...*, op. cit., p. 176-177.

la défaite en Palestine des armées arabes ne manquerait pas d'affecter profondément les sociétés arabes¹. Ils pensaient également qu'un succès des Juifs en Palestine, après celui de l'Inde, était susceptible de servir d'exemple pour les pays arabes et de renforcer les courants hostiles à la présence britannique. Le départ des troupes britanniques du Proche-Orient représentait l'un des objectifs centraux de l'URSS et un trait constant de sa politique. En revanche, l'idée d'un vaste plan de Moscou visant à créer une situation révolutionnaire dans le monde arabe par un soutien à la création d'Israël apparaît plus problématique. À court terme, les partis communistes arabes sont affaiblis par la répression, parfois sanglante comme en Irak, et par la dégradation de leur image. L'alliance entre le communisme et le sionisme a entamé gravement leur crédibilité dans des sociétés hostiles à la création d'un État juif en Palestine. En outre, dans l'immédiat après-guerre, les dirigeants soviétiques ont beaucoup varié sur le rôle à attribuer à la bourgeoisie nationale dans le monde arabe comme dans les autres pays décolonisés ou en voie de l'être. Le schéma idéal d'un mouvement de libération nationale conduit par un parti communiste était rare.

L'un des rapports préparatoires à la création du Kominform consacre une large place à la situation dans les pays coloniaux ou nouvellement indépendants. « Après la Seconde Guerre mondiale, écrit l'auteur, le mouvement de libération nationale des peuples coloniaux a pris de nouveaux aspects. »² Il en recense quatre : 1) ils sont devenus des mouvements de masse ; 2) ils se sont développés simultanément dans toutes les anciennes colonies ; 3) le mouvement de libération nationale s'est amélioré en qualité. Dans certains pays, la lutte pour l'indépendance a pris la forme concrète d'une lutte pour une république démocratique ; 4) les conflits de classe sont revenus au premier plan après la guerre. « Craignant plus le mouvement populaire de masse dans leur pays que l'impérialisme, une partie significative de la bourgeoisie nationale a pris le parti des puissances impérialistes, trahissant ainsi les intérêts nationaux au profit de ses intérêts de classe. C'est particulièrement clair dans le cas de pays coloniaux et dépendants comme l'Inde, la Chine du Guomindang, les Philippines. »³ Mais, toujours selon ce rapport, les partis communistes sont en train de prendre la tête de certains mouvements de libération nationale, comme dans certaines régions de Chine, en Indonésie et en Indochine. « Dans les autres colonies,

1. AEI, 130.02/2384/2, 12 août 1948, *DISR*, p. 317.

2. CRCEDHC, f. 575, o. 1, d. 3, l. 83.

3. *Ibidem*, ll. 83-84.

comme en Inde, en Birmanie, en Irak, en Syrie et en Palestine, les partis communistes continuent à combattre pour diriger le mouvement de libération nationale. »¹

Les dirigeants soviétiques resteront hostiles et méfiants à l'égard de la bourgeoisie nationale jusqu'au milieu des années cinquante. Or, dans le monde arabe, compte tenu de la faiblesse des partis communistes, il n'existait pas d'autre alternative pour l'URSS que de la soutenir.

En 1947, l'Union soviétique était confrontée à un choix tactique, comme l'a souligné Arnold Krammer : l'exploitation des différences entre les États arabes nouvellement émancipés et la Grande-Bretagne ou, avec l'idée de saper la région de l'intérieur, l'abandon des Arabes irrévocablement engagés aux côtés de l'Occident bourgeois².

Au Proche-Orient, faute d'un mouvement communiste fort qui aurait pu diriger le mouvement de libération nationale et ainsi en garantir le contrôle par Moscou, l'URSS devait choisir entre deux mouvements de libération nationale dirigés, selon ses catégories d'analyse, par la bourgeoisie. Elle a considéré que le soutien au mouvement sioniste lui serait, au moins à court terme, plus profitable. L'anomalie dans le choix de Moscou est que, jusqu'en 1947, le sionisme n'était pas assimilé à un mouvement de libération nationale, mais à une idéologie colonisatrice, raciste et réactionnaire.

1. *Idem.*

2. Arnold Krammer, *The Forgotten Friendship...*, *op. cit.*, p. 34.

CHAPITRE V

Du soutien à la rupture

À partir de 1949, après la crise de Berlin qui s'est soldée par une défaite pour le Kremlin, le centre de gravité du conflit entre l'URSS et l'Occident se déplace de l'Europe vers l'Asie, avec la victoire de la révolution communiste en Chine, puis, moins d'un an plus tard, le déclenchement de la guerre de Corée. Les dernières années du règne de Staline peuvent, au plan de la politique extérieure, être découpées en deux phases.

Dans une première phase, qui couvre les années 1949-1951, l'optimisme révolutionnaire semble à nouveau à l'ordre du jour à Moscou. L'arrivée au pouvoir de Mao, l'explosion de la première bombe atomique soviétique, le nouvel élan de la lutte anticoloniale sont interprétés au Kremlin comme autant de signes de l'affaiblissement des puissances « capitalistes » et « impérialistes ».

La seconde phase débute en 1951 et s'achève avec la mort de Staline. Elle est caractérisée par un retour de la doctrine de l'encerclement capitaliste et du syndrome de la forteresse assiégée, favorisés par l'enlisement de la guerre en Corée, le réarmement de la RFA et la consolidation de l'OTAN¹.

Dans quelle mesure ces deux phases se reflètent-elles dans la politique de l'URSS au Proche-Orient ? Moscou a-t-elle considéré cette région comme un champ propice au développement de son influence entre 1949 et 1951, et la situation au Proche-Orient a-t-elle

1. Sur ces différentes phases et les éléments nouveaux apportés par les archives soviétiques, voir notamment William Curti Wohlforth, *The Elusive Balance*, op. cit., p. 105-115 ; Vojtech Mastny, *The Cold War and Soviet Insecurity. The Stalin Years*, Oxford, Oxford University Press, 1996, p. 85-115 ; Vladislav Zubok, Constantine Pleshakov, *Inside the Kremlin's Cold War*, op. cit., p. 54-77 ; Odd Arne Westad (edited by), *Brothers in Arms. The Rise and Fall of the Soviet-Sino Alliance 1945-1963*, Washington, Woodrow Wilson Center Press / Stanford University Press, 1998 et *Reviewing the Cold War*, Londres, Frank Cass, 2000 ; Pierre Grosser, *Les temps de la guerre froide*, Bruxelles, Complexe, 1995.

contribué à renforcer le sentiment d'insécurité des dirigeants soviétiques à partir de 1951 ?

I — Du soutien actif à la neutralité passive

Après l'alliance des années 1947-1948, les relations entre l'URSS et Israël connaissent une dégradation progressive à partir de 1949, puis entrent dans une phase de crise aiguë au cours des semaines qui précèdent la mort de Staline en mars 1953. Toutefois ce processus ne fut pas linéaire. Alors que, dès 1949, les sources de friction sinon de tensions commençaient à se multiplier, Moscou continua à apporter un soutien appréciable à Tel-Aviv sur la scène internationale au moins jusqu'en 1951. L'explication à cette apparente contradiction doit être recherchée dans le fait que les deux pays partageaient, dans une certaine mesure, et pour des motifs différents, des intérêts stratégiques communs. Les projets de création d'une organisation de sécurité au Proche-Orient, pendant de l'OTAN dans la région, inquiétaient les dirigeants tant israéliens que soviétiques. Cette convergence, malgré les reproches mutuels, permit à Israël de bénéficier d'une aide soviétique non négligeable dans les instances de l'ONU. Plus surprenant, le camp socialiste poursuit ses fournitures d'armes à l'État juif.

Jérusalem

Une première illustration de la poursuite du soutien diplomatique soviétique à l'État hébreu nous est fournie par le problème de Jérusalem. Sur cette question, fort sensible pour toutes les parties du conflit israélo-arabe, la politique de Moscou semble avoir été guidée par deux soucis.

Le premier était de réduire, autant que possible, l'influence occidentale sur la gestion de la ville sainte. Le second consistait à faire valoir un droit de regard particulier sur son statut, en invoquant la défense des biens, publics et privés, autrefois détenus par la Russie et revendiqués par l'URSS. Malgré ces principes directeurs, la position soviétique sur Jérusalem évolua suivant une logique souvent fluctuante.

Dans un premier temps, l'URSS soutint le statut de Jérusalem prévu dans le plan de partage de la Palestine, voté en novembre 1947. La ville devait être constituée en *corpus separatum* sous un

régime international spécial et administrée par les Nations Unies¹. Un conseil de tutelle de l'ONU fut bien établi, mais, à l'issue des combats au début de l'année 1949, la ville fut divisée en deux : la partie occidentale devint israélienne et la partie orientale, y compris la Vieille ville, jordanienne.

Moscou sembla alors s'accommoder de cette situation et faire son deuil de l'internationalisation de la ville. L'ambassadeur soviétique fut même l'un des seuls diplomates, avec le représentant des Pays-Bas, à assister à l'ouverture de la première session de la Knesset à Jérusalem, en février 1949². Ce soutien manifeste à Israël s'expliquait par le désir de l'URSS de récupérer les biens russes en Palestine. D'après l'un des responsables du département des pays du Proche-Orient du MID, le retour de ces biens consoliderait les positions de l'URSS en Palestine. Or, le projet de statut de Jérusalem présenté par le Conseil de tutelle donnerait au gouverneur de la ville un pouvoir de décision sur les biens russes. « Une telle situation crée une sérieuse menace pour l'intégrité de nos biens », écrit Bakouline, qui a peine à croire que le futur gouverneur de Jérusalem sera « bienveillant envers l'Union soviétique »³. Le rapport de forces à l'ONU ne permettait effectivement pas d'envisager la nomination d'une personnalité favorable à l'URSS.

Pourtant, en décembre 1949, le délégué soviétique vote en faveur de l'internationalisation de Jérusalem, lors de l'examen de cette question par l'Assemblée générale de l'ONU. Pour la première fois, l'URSS et Israël adoptent des positions opposées. Cependant, le geste de Moscou ne constituait en rien le signe d'un retournement à l'égard de l'État juif. L'URSS craignait avant tout que la partition de la ville ne renforçât la Grande-Bretagne : la ville arabe et les Lieux saints se seraient alors trouvés sous l'autorité de la Jordanie, étroitement liée à Londres.

Cette interprétation est, à l'époque, celle des dirigeants israéliens. Le ministre israélien des Affaires étrangères, Moshe Sharett, déclare devant les membres de la Knesset que l'objectif de l'URSS reste l'affaiblissement de la Grande-Bretagne⁴. Le vote du représentant soviétique à l'ONU ne doit donc pas être interprété comme une marque d'hostilité à l'égard d'Israël⁵. Les diplomates israéliens tentent alors de convaincre leurs homologues soviétiques que leur analyse est erronée. Même si le risque existe que la Vieille ville

1. Frédéric Encel, *Géopolitique de Jérusalem*, Paris, Flammarion, 1998.

2. Yaacov, Ro'i, *Soviet Decision Making...*, *op. cit.*, p. 451.

3. APEFR, f. 089, o. 2g, p. 1, d. 4, l. 12, 15 juillet 1949, confidentiel.

4. Uri Bialer, *Between East and West*, *op. cit.*, p. 142.

5. Yaacov Ro'i, *op. cit.*, p. 453.

tombe sous influence britannique en cas d'annexion par la Transjordanie, une tutelle internationale placerait Jérusalem sous la coupe des Anglo-Saxons et des catholiques¹, et, par conséquent, porterait atteinte non seulement aux intérêts israéliens, mais également à ceux de l'URSS².

Moscou n'est pas resté sourde aux arguments de Tel-Aviv : quelques semaines plus tard, nouveau revirement. Dans une note adressée à Staline, Vychinski explique que le projet d'internationalisation de Jérusalem est inapplicable, car il est rejeté aussi bien par les Juifs que par les Arabes. Il est par conséquent inutile de continuer à soutenir cette solution. Vychinski ne propose toutefois pas d'alternative, mais souligne seulement qu'il revient à l'ONU de trouver une formule acceptable tant pour les Arabes que pour les Juifs³. Le 17 avril 1950, le représentant soviétique remet une note au secrétaire général de l'ONU l'informant de la décision du Kremlin. Le projet d'internationalisation est enterré ; sans les voix de Moscou et de ses alliés, il n'existe plus aucune majorité pour le porter.

Les réfugiés

En 1948, l'URSS avait pratiquement dédouané Israël de toute responsabilité et accusait la Grande-Bretagne d'avoir créé le problème des réfugiés arabes palestiniens⁴. Moscou maintient cette position au moins jusqu'en 1951. En décembre 1949, l'URSS et le bloc socialiste votent contre la création d'une agence de l'ONU (United Nations Work and Relief Agency – UNWRA), chargée d'aider les réfugiés palestiniens. La presse soviétique décrit cet organisme comme un instrument qui permettra à l'impérialisme anglo-américain de renforcer ses positions au Proche-Orient⁵. Pour les responsables du MID, la solution au problème des réfugiés réside dans la création de l'État arabe prévu dans le plan de partage⁶. Mais cette clause de la résolution de l'ONU a été passée par pertes et profits par tous les acteurs. La Transjordanie veut s'approprier ce qui reste

1. AEI, 130.11/2513/14, 6 décembre 1949, *DISR*, t. 2, p. 558.

2. APEFR, f. 089, o. 2, p. 3, d. 5, l. 56, 7 décembre 1949, confidentiel.

3. APEFR, f. 07, o. 23a, p. 4, d. 41, l. 28, 31, 34-41, 16 mars 1950, strictement confidentiel. La note est aussi adressée à Molotov, Malenkov, Beria, Mikoïan, Kaganovitch et Boulganine.

4. Voir chapitre IV.

5. Yaacov Ro'i, *Soviet Decision...*, *op. cit.*, p. 455.

6. APEFR, f. 0118, o. 2, p. 3, d. 13, ll. 144-148, 31 août 1949, confidentiel, *SIO*, t. 2, p. 62 ; f. 0118, o. 2, p. 3, d. 13, ll. 181-187, 3 septembre 1949, confidentiel, *SIO*, t. 2, p. 66.

de la Palestine mandataire et les Palestiniens, après la défaite de 1948, sont dans l'incapacité politique de créer leur État.

En décembre 1950, la France, les États-Unis, l'Angleterre et la Turquie, proposent à l'Assemblée générale de l'ONU de voter l'octroi d'une aide financière aux réfugiés. Dans une note du département du Proche-Orient, le MID suggère que l'URSS s'abstienne ou vote contre cette proposition¹. Il prône aussi l'abstention ou le rejet d'un projet de résolution égyptienne sur le rapatriement ou l'indemnisation des réfugiés palestiniens, au motif que l'adoption d'une telle résolution créerait un dangereux précédent. Moscou craint en effet que le cas palestinien ne puisse servir de jurisprudence aux revendications des Allemands des Sudètes expulsés de Tchécoslovaquie en 1945².

Sur ce problème, l'URSS adopte une position de neutralité passive qui, *de facto*, joue en faveur d'Israël. Pour Moscou, les États-Unis et la Grande-Bretagne restent les principaux responsables de la situation des réfugiés. Un rapport de l'ambassade d'URSS en Israël, datant de 1951, souligne que « les gouvernements des États-Unis et de l'Angleterre ont besoin de l'existence de ce problème pour leurs objectifs impérialistes, avant tout pour préparer contre l'Union soviétique une place d'armes au Proche-Orient »³.

Toutefois, l'auteur de ce rapport met en lumière la responsabilité de la propagande arabe, qui aurait incité la population palestinienne à quitter son territoire⁴, et celle des dirigeants israéliens, qui refusent tout retour des réfugiés pour créer « des conditions favorables à l'immigration juive de masse »⁵. Le diplomate considère que les massacres perpétrés par certaines organisations juives « semi-fascistes » sont la principale cause de l'exil des Arabes palestiniens. Mais ces dernières remarques, plus conformes à la réalité, n'ont pas entraîné un quelconque changement de politique, ni même de condamnation publique d'Israël.

Il semble bien que les dirigeants soviétiques aient eu le désir d'instrumentaliser le problème des réfugiés palestiniens dans un autre cadre que celui du conflit israélo-arabe. En effet, à partir de 1945, à la faveur de la réconciliation entre le pouvoir bolchevique et l'Église orthodoxe intervenue pendant la guerre, l'URSS a tenté de renouer avec la diplomatie de protection des minorités pratiquée par la Russie tsariste, dont l'Église orthodoxe était l'outil privilégié. En mai 1945, le tout nouveau patriarche orthodoxe Alexeï entre-

1. APEFR, f. 07, o. 23b, p. 62, d. 10, l. 18, 12 décembre 1950, confidentiel.

2. *Ibidem*, l. 20.

3. APEFR, f. 089, o. 4a, p. 10, d. 2, l. 18, 30 mai 1951, confidentiel.

4. Cette version ne correspond pas à la réalité, mais à celle diffusée par Israël.

5. *Ibidem*, l. 4.

prend une tournée au Proche-Orient pour mettre en œuvre la stratégie qu'il a élaborée avec Staline avant son départ : ramener dans le giron soviétique les patriarcats du Proche-Orient. L'entreprise ne sera pas couronnée du succès espéré, sauf en Syrie¹.

En 1950, le patriarche d'Antioche, Alexandre III, se plaint auprès de l'ambassadeur soviétique à Damas, Daniil Solod, de ne pouvoir venir en aide aux réfugiés palestiniens orthodoxes, en raison des difficultés matérielles de son patriarcat. Dans une note adressée à Molotov, Vychinski propose d'accéder à la demande d'Alexandre III qui, écrit-il, « de tous les patriarcats orientaux est le plus loyal envers l'Église orthodoxe russe et l'Union soviétique »². Vychinski propose d'accorder une somme de 5 000 à 7 000 dollars pour que le patriarcat puisse secourir les réfugiés les plus démunis. Cela, poursuit Vychinski, « rehaussera l'autorité du patriarcat d'Antioche et de l'Église orthodoxe russe au Proche-Orient », mais surtout permettra de faire obstacle à l'action menée par le Vatican, qui, selon Vychinski, cherche à convertir les réfugiés orthodoxes au catholicisme. Les représentants du Saint-Siège, soutenus par les Américains, utiliseraient l'aide aux réfugiés à des fins de propagande contre « le patriarcat de Moscou, l'Union soviétique et les démocraties populaires ».³

L'affaire des réfugiés palestiniens ne constitue que l'une des facettes de la bataille que se livrent Moscou et le Vatican⁴. Qu'elle soit déterminée en fonction des relations américano-soviétiques ou soviéto-vaticanes, la position de l'URSS sur la question des réfugiés palestiniens n'a en tout cas qu'un très lointain rapport avec les réalités du conflit israélo-arabe.

Les ventes d'armes

L'aide militaire apportée par la Tchécoslovaquie à Israël en 1948 a permis à l'État juif naissant de gagner la première guerre israélo-arabe⁵. Jusqu'à une période récente, sur la foi des déclarations des dirigeants israéliens, il était admis que la coopération militaire entre Israël et la Tchécoslovaquie avait pris fin au cours des dernières semaines de l'année 1948⁶. L'ouverture d'une partie des archives israéliennes a remis en cause cette approche. Il apparaît maintenant

1. Taline Ter Minassian, *op. cit.*, p. 711-712.

2. CRCEDHC, f. 17, o. 137, d. 461, ll. 42-44, 28 avril 1950, confidentiel.

3. *Ibidem*.

4. Sergio Trasatti, *Vatican-Kremlin. Les secrets d'un face à face*, Paris, Payot, 1995.

5. Voir chapitre IV.

6. Yaacov Ro'i, *Soviet Decision...*, *op. cit.* ; Arnold Krammer, *The Forgotten Friendship*, *op. cit.*

que les livraisons d'armes tchécoslovaques à Israël se sont poursuivies au moins jusqu'en 1951.

En janvier 1949, le Dr Asher Citron, un haut fonctionnaire du ministère de la Défense israélien, est envoyé à Prague pour coordonner le travail de l'équipe chargée de l'achat des armes tchécoslovaques. Les négociations menées par Citron et Ehud Avriel, l'ambassadeur d'Israël à Prague, se poursuivirent tout au long de l'année 1949. Dans son Journal, David Ben Gourion indique que, pour l'année 1950, Israël a reçu de la Tchécoslovaquie :

2 500 mitrailleuses ; 5 000 fusils semi-automatiques ; 40 000 fusils ; 40 000 culasses ; 20 millions de cartouches.

Le montant de ces achats représente plus de 6,2 millions de dollars, soit le quart de la valeur totale des armes importées par Israël pour l'année 1950¹. Ces armes furent envoyées en Israël via la Pologne. La coopération militaire entre les deux pays ne se limita pas à l'achat de matériel. Plusieurs officiers israéliens se rendirent à Prague pour rencontrer leurs homologues tchécoslovaques afin d'y parler des livraisons d'armes, mais aussi de la formation et de l'entraînement des soldats. Il semble même qu'en 1950, les Tchécoslovaques aient donné leur accord de principe pour l'envoi d'experts en Israël afin de former les techniciens de l'État juif au maniement du matériel tchèque. Moscou était régulièrement informé de ces négociations².

Nous ne disposons que d'éléments épars sur l'aide militaire tchécoslovaque à Israël au cours des années 1949-1951, mais il est indéniable qu'elle s'est poursuivie, à un niveau important, au-delà de la période constitutive de l'État d'Israël. En l'état actuel de la documentation disponible, il semble que la Tchécoslovaquie ait cessé ces livraisons d'armes en février 1951³.

Les différends entre Israël et les pays arabes

Au printemps 1951, la querelle entre Israël et la Syrie à propos du drainage des eaux du lac Huleh dégénère en affrontements armés. En effet, pour la Syrie, le lac se situant dans une zone démilitarisée, les travaux d'assèchement des marais constituent une violation de la convention d'armistice signée en 1949⁴. Chacun accusant l'autre, les deux États portent plainte devant le Conseil de sécurité qui, au cours du mois de mai, vote plusieurs résolutions appelant Israël et la Syrie

1. Uri Bialer, *op. cit.*, p. 177.

2. APEFR, f. 059, o. 24, p. 52, d. 332, l. 172, 24 mai 1950, *STO*, t. 2, p. 179.

3. Uri Bialer, *op. cit.*, p. 179.

4. Henry Laurens, *Orient arabe et rivalité internationales...*, *op. cit.*, p. 125.

à mettre un terme aux hostilités et demandant au premier de cesser ses travaux de drainage. À chaque fois, le délégué soviétique s'abstient, alors que les autres membres du Conseil apportent leur soutien aux résolutions. Cette question du lac Huleh a été évoquée à deux reprises au moins entre les diplomates israéliens et soviétiques à Moscou¹. La presse soviétique a mis en cause le rôle des puissances occidentales dans le déclenchement des incidents entre Israël et la Syrie, affirmant qu'ils étaient le fruit des intrigues des États-Unis et que les instances de l'ONU chargées de faire respecter les accords d'armistice étaient sous totale influence américaine². À l'occasion de cette crise, l'URSS n'a pas pris ouvertement une position pro-israélienne, mais l'abstention de son délégué à l'ONU a profité à l'État hébreu. Un scénario presque identique s'est reproduit, quelques semaines plus tard, lors du différend qui opposa Israël à l'Égypte.

Le 11 juillet 1951, Israël dépose une plainte devant le Conseil de sécurité de l'ONU pour protester contre les entraves égyptiennes à la circulation de navires israéliens dans le canal de Suez. Ce problème, récurrent depuis la fin des combats, en 1949, avait déjà été examiné plusieurs fois par le Conseil. Mais, à l'été 1951, il prend un caractère plus aigu en raison des fortes tensions égypto-britanniques. L'URSS aurait pu saisir cette occasion pour se rapprocher de l'Égypte en la soutenant face au front israélo-américano-britannique.

Tout en soulignant la légalité de la position égyptienne, Moscou se garde de prendre une position claire en faveur du Caire.

Au lendemain du dépôt de la plainte d'Israël, Gromyko envoie une note à Staline, suggérant que le représentant soviétique n'intervienne pas lors du débat devant le Conseil³. Cette proposition a sans aucun doute été entérinée par le Politburo : le délégué soviétique, Seymon Tsarapkine, ne prendra pas la parole devant le Conseil avant la fin du mois d'août. À ce moment-là, l'URSS fut obligée de prendre position, car la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont proposé une résolution demandant à l'Égypte de lever les restrictions à la circulation des bateaux israéliens dans le canal de Suez. L'Égypte, quant à elle, souhaitait porter l'affaire devant la Cour internationale de justice. Les dirigeants soviétiques ont hésité sur la conduite à adopter. Dans une première note adressée à Staline et

1. APEFR, f. 089, o. 4, p. 9, d. 6, ll. 9-11, entretiens le 12 avril et le 17 mai 1951 entre le chargé d'affaires israélien Agraman et le directeur adjoint du département du Proche-Orient, Chtchiborine.

2. Yaacov Ro'i, *Soviet Decision...*, op. cit., p. 459.

3. APEFR, f. 07, o. 24, p. 2, d. 19, ll. 22-25, 16 juillet 1951, strictement confidentiel. Note envoyée à Staline, Molotov, Malenkov, Beria, Mikoïan, Kaganovitch, Boulganine, Khrouchtchev.

aux membres du Politburo, Vychinski explique que le MID considère que ces deux projets de résolution sont inacceptables. Il propose que le délégué soviétique s'abstienne afin de ne pas avoir recours au droit de veto dont l'usage constituerait un geste politique fort¹. Le ministre des Affaires étrangères place donc les deux camps sur un même pied d'égalité. Mais Vychinski propose une nouvelle tactique. « Notre représentant, écrit-il, ne doit pas adopter une attitude passive sur cette question ». Il suggère que l'URSS présente à son tour un projet de résolution devant le Conseil de sécurité, envisageant l'établissement d'une commission composée de représentants de l'Inde, de l'Iran, de la Suisse et de l'Équateur, qui devrait rendre, dans un délai de deux semaines, un rapport sur le problème de la navigation du canal de Suez².

Cette première version n'a pas été retenue et Vychinski adresse un second projet à Staline, trois jours plus tard. Le nouveau projet de résolution propose la tenue de négociations entre les parties en conflit sur la base du respect de la souveraineté de l'Égypte et en tenant compte de l'importance du canal de Suez pour « le développement des relations économiques et culturelles entre les États ». En outre, le MID demande au délégué soviétique à l'ONU d'utiliser son droit de veto lors du vote de la résolution présentée par les États occidentaux.

Cette deuxième proposition, plus offensive que la première, ne sera pas non plus retenue par Staline et le Politburo. Finalement, lors de la session du Conseil, le 29 août, Tsarapkin demandera simplement un délai pour retarder le vote de la résolution présentée par les Occidentaux. Il obtiendra gain de cause ; le vote fut reporté de deux jours. Le 1^{er} septembre, l'URSS s'abstint. L'Égypte fut donc condamnée par le Conseil. Les dirigeants soviétiques – Staline ? – avaient décidé de s'en tenir à leur attitude de neutralité passive puisqu'aucun projet de résolution de l'URSS ne fut présenté au Conseil de sécurité. Moscou ne vint pas au secours de l'Égypte favorisant, ainsi, la position israélienne.

Que ce soit sur le problème du canal de Suez ou sur celui du lac Huleh, l'URSS a préféré de ne pas s'engager en faveur des États arabes qui, pourtant, se trouvaient en conflit avec les puissances occidentales sur ces questions. La position de l'URSS est d'autant plus surprenante qu'elle cherchait à mettre en échec les tentatives de la Grande-Bretagne et des États-Unis de créer une organisation de défense du Moyen-Orient, à laquelle tous les États arabes étaient

1. APEFR, f. 07, o. 24, p. 2, d. 19, l. 37, 28 août 1951, strictement confidentiel.

2. *Ibidem*, l. 37.

invités à prendre part et, au premier chef, l'Égypte. Un soutien à l'Égypte et à la Syrie aurait permis à Moscou de renforcer ses positions dans le monde arabe ; d'exploiter les « contradictions » entre Washington et Londres sans avoir besoin de procéder à des investissements politiques de grande envergure.

Moscou s'est donc retrouvée dans une alliance objective avec Tel-Aviv. Mais il ne s'agissait pourtant pas d'un choix délibéré de soutenir les revendications israéliennes. La passivité et le non-engagement de l'URSS en faveur des pays arabes ont profité à Israël. Les documents du MID montrent que les relations israélo-soviétiques ont connu une nette dégradation à partir de 1951, même si cela ne s'est pas immédiatement traduit au plan international, pour des raisons que nous allons examiner.

II — La guerre froide au Proche-Orient

Paradoxalement, le Proche-Orient a été relativement épargné par la guerre froide jusqu'en 1950, du moins au plan militaire. La guerre en Palestine fut d'abord le produit de l'affrontement de revendications nationales contradictoires. Ce conflit avait sa dynamique propre, même si les grandes puissances y ont joué un rôle essentiel en tentant de l'instrumentaliser dans une logique relevant de considérations globales, dans un jeu d'équilibre des forces sous-tendu par un affrontement idéologique.

Contrairement à l'Asie et à l'Europe, le Proche-Orient n'est pas, en 1949, un théâtre de la guerre froide au sens où il mettrait face à face les forces militaires occidentales et soviétiques. Le monopole de la présence physique militaire dans cette région est toujours détenu par la Grande-Bretagne. Mais, à partir de 1949, la possibilité que le Proche-Orient se transforme en terrain d'affrontement soviéto-occidental devient le pivot de toutes les analyses stratégiques et politiques, aussi bien à Londres qu'à Washington et Moscou¹.

1. L'analyse la plus précise des plans opérationnels occidentaux, dans la perspective d'une guerre avec l'URSS au Proche-Orient, est fournie par Michael J. Cohen, *Fighting World War Three from the Middle East. Allied Contingency Plans, 1945-1954*, Londres, Frank Cass, 1997. Nous ne disposons malheureusement pas encore d'un travail similaire pour l'URSS, puisque les archives militaires soviétiques restent fermées pour la période de l'après-guerre. En 1949, les états-majors américain et britannique partaient de l'hypothèse selon laquelle les objectifs de l'URSS au Moyen-Orient étaient les suivants : donner de la profondeur à la défense de ses frontières méridionales ; priver les Alliés de l'usage des bases aériennes stratégiques et des ressources pétrolières ; couper les communications aériennes et maritimes alliées à travers la région, notamment celles qui traversent l'Égypte, Michael J. Cohen, *op. cit.*, p. 30.

La quadrature du cercle

L'idée d'une organisation régionale et collective de défense du Proche-Orient a émergé au lendemain de la guerre dans les états-majors occidentaux, mais, contrairement aux craintes exprimées par l'URSS, elle n'était pas le produit d'un accord et d'un plan concerté entre les États-Unis et la Grande-Bretagne.

À Londres, après la perte de l'Inde et de la Palestine, on considère que les bases britanniques en Égypte, autour du canal de Suez, sont indispensables à la sécurité et à la défense de cette région pour la protéger d'une éventuelle attaque soviétique¹. Mais – et c'est tout le problème pour les Britanniques – l'Égypte est fermement décidée à obtenir le départ des troupes de Sa Gracieuse Majesté. La Grande-Bretagne, comprenant qu'elle ne peut, à elle seule, convaincre les États arabes de la nécessité du maintien de ses troupes sur le canal et qu'elle n'est pas en mesure de supporter le coût financier de la défense du Proche-Orient, se tourne vers les États-Unis pour leur demander de s'impliquer dans l'organisation de la défense de la région. Tout en admettant la valeur stratégique des bases du canal de Suez, les États-Unis se montrent réticents à s'engager aux côtés des Britanniques dans leur bras de fer avec l'Égypte. En réalité, si, dans le cadre de la doctrine Truman, ils cherchent à prévenir l'expansion soviétique au Proche et Moyen-Orient et à protéger le pétrole – ressource vitale en cas de guerre avec l'URSS² –, les États-Unis, qui ne sont pas perçus comme une puissance coloniale après la guerre, ne veulent pas s'aliéner le monde arabe en s'opposant aux aspirations nationales. Prôner le maintien des bases britanniques en Égypte identifierait les États-Unis à l'impérialisme anglais, mais les abandonner créerait un problème stratégique. Afin de surmonter ces contradictions, Londres et Washington élaborent des projets d'une organisation de sécurité régionale qui permettrait de maintenir les

1. David Devereux, *The Formation of the British Defence Policy towards the Middle East 1948-1956*, Londres, Macmillan, 1990. Il faut d'ailleurs s'interroger, comme le fait John Kent, sur le sens véritable de cette volonté de maintenir des bases en Égypte. Est-ce pour défendre la région des dangers que fait peser l'URSS, ou bien pour préserver ce qui reste de puissance de cet empire sur le déclin ? Dans cette hypothèse, les bases militaires ont une valeur plus symbolique que stratégique. Ce débat dépasse évidemment le cadre de notre propos. John Kent, « The Egyptian Base and the Defence of the Middle East, 1945-1954 », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 21, n° 3, 1993, p. 47. *A contrario*, le propos vaudra pour l'URSS lorsque celle-ci établira des bases militaires en Égypte. À la valeur stratégique, il faut sans conteste ajouter la valeur symbolique, en termes de prestige, d'une puissance en expansion.

2. Michael Cohen, *op. cit.*, p. 33-35.

bases occidentales, notamment en Égypte, dans le cadre d'un partenariat stratégique. Pour des raisons différentes, Israël et l'URSS sont décidés à les faire échouer.

L'État hébreu n'est pas hostile au principe de renforcer la défense du Proche-Orient face à la menace soviétique, mais refuse que son principal ennemi – l'Égypte – devienne le partenaire privilégié de l'Occident. En fait, Tel-Aviv cherche elle-même à devenir le pivot de la politique occidentale au Proche-Orient, mais dans le cadre d'accords bilatéraux, en particulier avec les États-Unis, et non dans celui d'une organisation de défense régionale. Cette position israélienne rejoint *de facto* celle de l'URSS, qui, de son côté, veut à tout prix éviter la constitution d'une version proche-orientale de l'OTAN.

Dès 1949, Moscou commence à s'inquiéter des projets anglo-américains d'organisation de la défense du Proche-Orient¹. Elle y répond en mobilisant son appareil de propagande afin de montrer que Washington et Londres, bien qu'alliés « pour exploiter les peuples d'Orient », se livrent à une lutte sans merci pour le pouvoir au Moyen-Orient, où « les impérialistes anglais et américains se font une concurrence acharnée, chacune des deux parties cherchant à établir, à étendre, à consolider sa domination économique et politique dans les contrées arriérées, à les subjuguier, à en faire des possessions coloniales dominées sans partage »².

L'analyse ne correspond pas à la réalité : ce ne sont pas les États-Unis qui cherchent à affaiblir la Grande-Bretagne pour la remplacer au Proche-Orient, mais bien au contraire Londres qui tente de convaincre Washington de s'impliquer davantage dans cette région.

La déclaration tripartite

À partir de 1950, le danger se précise pour Moscou. Washington accepte, pour la première fois, de s'engager au Proche-Orient afin d'éviter la course aux armements entre Israël et les pays arabes, après la levée de l'embargo sur les livraisons d'armes décidée par l'ONU en août 1949³. Le 25 mai 1950, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis publient la Déclaration tripartite, qui reconnaît aux États de la région le droit de se procurer du matériel militaire pour

1. *Izvestiia*, 18 février 1949.

2. H. Salimdjanov, « La rivalité anglo-américaine dans les pays du Proche et Moyen-Orient », *Temps nouveaux*, n° 22, 1949.

3. L'ONU avait décrété un embargo sur les armes à destination du Proche-Orient en 1948.

assurer leur sécurité intérieure et leur légitime défense, à la condition que ce matériel ne serve pas à agresser un autre État. Les trois puissances se font aussi les garantes des frontières et des lignes d'armistice. Bien que, comme le souligne Henry Laurens « pour les Arabes, la déclaration tripartite est une reconnaissance unilatérale des annexions israéliennes »¹, elle fut néanmoins acceptée par la Ligue arabe car elle leur permettait d'acquérir des armes – tout comme Israël. Pour les trois signataires de la Déclaration, celle-ci constitue, en outre, un moyen d'éviter que l'URSS n'entreprenne une politique de livraisons d'armes au Proche-Orient.

La Déclaration tripartite ne suscita aucune réaction officielle de l'URSS. Elle se contenta de répondre par voie de presse en dénonçant violemment l'initiative franco-anglo-américaine². À la rhétorique anti-impérialiste contre les « fauteurs de guerre », la presse soviétique ajouta une charge contre « la politique des États du Proche-Orient qui est influencée par les intérêts égoïstes de leur propre bourgeoisie nationale ainsi que par les préoccupations dynastiques des gouvernants couronnés de ces pays et par d'autres facteurs locaux »³. L'attaque vise sans aucun doute le gouvernement égyptien, alors que l'URSS tente pourtant de s'en rapprocher. Toutefois, certains dirigeants arabes, comme le Premier ministre syrien, prirent soin de souligner que, malgré l'acceptation de la Déclaration tripartite, leur pays restait libre d'acheter des armes à l'URSS⁴. Plus que de la possibilité de livrer des armes aux pays arabes, l'URSS s'inquiète surtout des effets que la Déclaration tripartite pourrait produire sur l'évolution du conflit israélo-arabe⁵.

La perspective d'un règlement du conflit israélo-arabe inquiète les dirigeants soviétiques, car elle ouvrirait la voie à un pacte de défense régionale. De ce point de vue, le *statu quo* entre Israël et ses voisins arabes est de l'intérêt de l'URSS. Contrairement aux années soixante-dix durant lesquelles elle milita pour la tenue d'une conférence internationale, au début des années cinquante, elle était favorable à des négociations directes entre Israël et ses voisins, rejoignant ainsi la position de Tel-Aviv⁶. Des négociations bilatérales n'avaient aucune chance d'aboutir et pas seulement en raison de l'intransigeance arabe, comme l'a longtemps affirmé l'historio-

1. Henry Laurens, *Le Grand jeu...*, *op. cit.*, p. 94.

2. Yaacov Ro'i, *op. cit.*, p. 406.

3. Y. Zviaguine, « La diplomatie totale dans le Proche-Orient », *Temps nouveaux*, n° 27, 1950.

4. Rami Ginat, *op. cit.*, p. 112.

5. *Temps nouveaux*, n° 27, 1950.

6. Yaacov Ro'i, *Soviet Decision*, *op. cit.*, p. 447-449.

graphie officielle israélienne¹. En fait, la perpétuation du conflit israélo-arabe convenait parfaitement à l'URSS.

Plus que d'autres considérations, cet élément explique la « neutralité passive » de Moscou que nous avons observée lors des différends qui opposent l'État hébreu et les pays arabes devant les instances de l'ONU entre 1949 et 1952. Si Moscou cherche à éviter l'intégration des pays arabes dans un système de défense du Proche-Orient à commandement anglo-américain, il n'est pas non plus dans son intérêt qu'Israël abrite des bases occidentales sur son sol ou qu'il soit partie prenante des projets de défense régionale. Cette analyse est celle, *in fine*, de l'ambassadeur soviétique à Tel-Aviv. « En apportant une aide économique à Israël, écrit Pavel Erhov, et en lui fournissant des armes, les États-Unis et la Grande-Bretagne, non sans raison, comptent que l'État d'Israël jouera un rôle significatif dans leurs plans agressifs antisoviétiques au Proche-Orient. À la lumière de cela, Israël deviendra un point important pour nous au Proche-Orient. »² Avant que les contradictions entre la politique intérieure et extérieure ne deviennent insurmontables, l'URSS a évité d'adopter une position pro-arabe et anti-israélienne qui aurait irrémédiablement jeté l'État hébreu du côté occidental et donc pu créer une situation dangereuse au plan militaire, avec la perspective de l'installation de bases occidentales en Israël³.

La victoire de la révolution communiste en Chine en 1949, puis le déclenchement de la guerre de Corée en juin 1950 amènent les États-Unis à revoir leur stratégie proche-orientale : ils sont désormais convaincus que l'URSS va engager une politique d'expansion au Moyen-Orient, alors que la Grande-Bretagne semble de moins en moins en mesure de défendre cette région⁴.

La résolution du conflit égypto-britannique devient donc urgente. Mais, si les dirigeants américains conviennent que les bases du canal de Suez ont une importance stratégique indiscutable, ils veulent faire de la Turquie, et non de l'Égypte, à la différence de leurs homologues britanniques, le pivot de l'organisation de la défense du Proche-Orient. Pour eux, la Turquie, de par sa position, doit servir à protéger le flanc sud de l'OTAN. Washington tient à ce

1. Dominique Vidal, *op. cit.*, p. 117-131.

2. APEFR, f. 089, o. 4, p. 9, d. 9, ll. 157-158, 28 mars 1951, *STO*, t. 2, p. 240-241.

3. Cette possibilité a d'ailleurs été envisagée par la Grande-Bretagne, mais les pourparlers entamés avec le gouvernement Ben Gourion en 1950 ne débouchèrent sur aucun résultat concret. D'où le retour des Britanniques à la case départ, à savoir la nécessité de conserver leurs bases sur le canal de Suez. Les Israéliens étaient prêts à accueillir des bases étrangères sur leur sol, à condition qu'elles fussent américaines, Michael J. Cohen, *op. cit.*, p. 209.

4. Peter Hahn, *op. cit.*, p. 102.

que, tout comme la Grèce, elle devienne membre de l'organisation atlantique.

Le refus égyptien

Une formule de compromis est élaborée avec la Grande-Bretagne en 1951. Elle prend la forme d'un projet d'organisation de défense du Moyen-Orient, le Middle East Command (MEC) associant la Grande-Bretagne, les États-Unis, la France et la Turquie. Londres pense pouvoir utiliser ce projet pour convaincre Le Caire de conserver ses bases sur le canal de Suez en lui proposant de devenir un membre fondateur du MEC. Mais les négociations avec l'Égypte échouent avant même que la proposition ne lui soit officiellement faite, le gouvernement Wafd décide, le 8 octobre 1951, d'abroger le traité anglo-égyptien de 1936. Malgré ce geste de défiance, les quatre puissances signataires du MEC proposent officiellement à l'Égypte d'adhérer à la nouvelle organisation. Mais, le 15 octobre, le gouvernement égyptien rejette l'offre occidentale.

L'URSS ne reste évidemment pas inerte devant la concrétisation du projet de défense du Proche-Orient. L'occasion d'exploiter la situation en sa faveur est trop belle pour la laisser échapper. D'autant que Moscou a déjà « manqué le coche », en septembre 1951, lors du conflit israélo-égyptien à propos de la circulation dans le canal de Suez¹. Conçu pour protéger le Proche-Orient des ambitions soviétiques, le projet du MEC appelle une réponse de Moscou. Le refus égyptien d'y participer lui rend la tâche plus facile. La presse soviétique voit dans cet épisode un signe de « l'exacerbation de la crise du système colonial de l'impérialisme »². Toutefois, l'URSS craint que ce refus ne soit pas définitif, comme l'explique Gromyko dans une note à Staline : « Il n'est pas exclu que l'Égypte donne son accord à des pourparlers sur la création d'un commandement moyen-oriental en cas de retrait des troupes britanniques d'Égypte et du Soudan et de leur remplacement, par exemple, par les Américains. »³

Elle décide donc de prendre une initiative, la première depuis la fin de la guerre en Palestine, pour contrer le projet du MEC. Cela devient d'autant plus nécessaire que, afin d'exercer une pression sur l'Égypte, les puissances signataires du MEC ont proposé, le

1. Voir *supra*.

2. Rami Ginat, *op. cit.*, p. 123.

3. APEFR, f. 07, o. 24, p. 1, d. 8, l. 19, strictement confidentiel, 18 novembre 1951, note adressée à Staline, Molotov, Malenkov, Beria, Mikoïan, Kaganovitch, Boulganine, Khrouchtchev.

10 novembre, aux autres pays du Proche-Orient de se joindre au projet¹. Gromyko propose à Staline d'envoyer deux séries de notes :

- Une première à destination des pays du Proche-Orient, afin de montrer « le caractère agressif » du MEC et de souligner qu'une participation des pays du Proche et Moyen-Orient « porterait atteinte aux relations existantes entre l'URSS et ces pays et aussi aux intérêts du maintien de la paix et de la sécurité au Proche-Orient »² ;
- Une seconde série aux États fondateurs du MEC (France, États-Unis, Turquie, Grande-Bretagne), soulignant que ce projet représente « une menace pour la paix et la sécurité dans une région située à la proximité immédiate des frontières de l'URSS »³.

La proposition du MID est adoptée le 20 novembre 1951⁴ par le Politburo, et les séries de notes furent adressées aux différents États les 21, 22 et 24 novembre⁵.

Au cours de cet épisode du MEC, l'URSS trouva en l'État d'Israël un allié de circonstance. L'invitation lancée au Caire à participer au MEC, écrit David Ben Gourion dans son Journal, constitue « un danger pour notre sécurité et notre existence, les armes égyptiennes ne seront jamais dirigées contre les ennemis de la liberté et de la démocratie mais seulement contre nous »⁶. En outre, Israël cherche encore à préserver les intérêts, pourtant déjà fort compromis, des Juifs d'Europe centrale et orientale⁷. Une adhésion à un pacte anti-soviétique annihilerait tout espoir d'obtenir la reprise de l'immigration juive des démocraties populaires, même si, pour l'URSS, l'arrêt de ce mouvement relève avant tout de considérations internes. Israël se retrouve donc dans une position d'alliance objective avec l'URSS sur cette question du MEC. D'ailleurs, la presse soviétique se garde bien d'attaquer l'État hébreu⁸. L'intérêt de l'URSS était alors d'entretenir de bonnes relations avec Israël afin d'éviter, d'une part, l'entrée

1. La proposition est adressée à la Syrie, au Liban, à l'Irak, à l'Arabie Saoudite, au Yémen, à la Jordanie et à Israël.

2. APEFR, f. 07, o. 24, p. 1, d. 8, l. 20, strictement confidentiel, 18 novembre 1951.

3. *Ibidem*, l. 21.

4. Indication manuscrite sur le document.

5. Voir les textes des notes in MID SSSR, *SSSR i Arabskye strany*, *op. cit.*, p. 103-108. Ces notes seront suivies d'une réponse occidentale au mois de décembre, puis d'une nouvelle note soviétique en janvier 1952, *ibidem*, p. 109-112.

6. Cité in Uri Bialer, *op. cit.*, p. 245.

7. *Ibidem*, p. 249.

8. V. Berejtkov, « Les plans des impérialistes dans le Proche et Moyen-Orient », *Temps nouveaux*, n° 48, 1951 ; A. Miller, « Le commandement du Moyen-Orient, instrument d'oppression coloniale », *Temps nouveaux*, n° 3, 1952.

de ce dernier dans une alliance régionale et, d'autre part, son engagement dans une politique de coopération stratégique bilatérale avec les puissances occidentales.

Le projet du MEC fut abandonné, au début de l'année 1952, mais pas l'idée d'une forme d'organisation de défense du Moyen-Orient. Au printemps 1952, les États-Unis proposent la transformation du MEC en Middle East Defence Organization (MEDO), conçue non comme une organisation militaire, mais comme un outil politique destiné à une activité de planification et de coordination. Cependant, les mêmes causes produisant les mêmes effets, faute d'un accord anglo-égyptien et de la résolution du conflit israélo-arabe, le MEDO connaîtra le même destin que le MEC.

Si le danger de voir se constituer une version proche-orientale de l'OTAN s'est pour un temps éloigné, il ne fait pas de doute qu'il n'en a pas moins contribué au refroidissement de l'optimisme révolutionnaire au Kremlin et au retour en force de la théorie de l'encerclement capitaliste. D'autant plus que Moscou a plus bénéficié de l'incapacité des Occidentaux à résoudre le conflit anglo-égyptien que de sa propre capacité à mener une politique fédérant autour d'elle des forces en mesure de contrer les projets de défense du Proche-Orient.

III — La lente dégradation des relations soviéto-israéliennes

À partir de 1951 et jusqu'à la mort de Staline en mars 1953, les rapports entre l'URSS et Israël entrent dans une période d'une tension extrême. Cette dégradation est le reflet à la fois de l'affrontement américano-soviétique en Corée, de la répression à l'égard des Juifs en URSS et de la mise au pas des démocraties populaires. La conjonction de ces trois facteurs va conduire l'URSS à considérer Israël, au même titre que les États-Unis ou la Grande-Bretagne, comme son ennemi principal.

Les premiers signes

Les premières critiques à l'égard d'Israël datent de l'année 1948. Alors que l'URSS mène, en étroite collaboration avec les diplomates israéliens, une offensive contre le premier plan Bernadotte¹, un rapport, rédigé par un responsable du département inter-

1. Voir chapitre IV.

national du PCUS, P. Milogradov, juge sévèrement les débuts du gouvernement dirigé par Ben Gourion, dont le programme « reflète pleinement les intérêts de la bourgeoisie sioniste »¹. En politique extérieure, « le gouvernement d'Israël mise sur les cercles impérialistes anglo-saxons, avec lesquels les dirigeants du gouvernement ont des liens depuis longtemps »². L'auteur accuse celui-ci de vouloir nettoyer Israël de toute présence arabe. « Dans l'ensemble des territoires occupés par les Juifs, plus de 250 000 Arabes se sont enfuis, conséquence du régime de terreur des bandes juives, en premier lieu, "Stern" et 'Irgoun Zvei Leumi. »³ Voilà qui contraste singulièrement avec les déclarations des représentants soviétiques à l'ONU, qui dédouanent Israël de toute responsabilité à l'égard du problème des réfugiés arabes. Les thèmes développés dans cette note sont conformes à la phraséologie et à la propagande antisionistes telle qu'on peut les lire, de manière récurrente, dans la presse communiste et soviétique. L'intérêt de cette note est plutôt chronologique. Elle a été rédigée en juillet 1948, soit bien avant un quelconque tournant anti-israélien, mais surtout avant l'article d'Ilya Ehrenbourg, paru dans la *Pravda* en septembre 1948, qui sonna le glas des espoirs – des illusions ? – des Juifs soviétiques.

Les rapports des diplomates soviétiques sont dès 1949 émaillés de commentaires semblables à ceux de la note citée précédemment. Ainsi, en mars 1949, après la formation du nouveau gouvernement israélien, le responsable des pays du Proche-Orient du MID écrit que, constitué principalement de membres du Mapai – le parti de Ben Gourion –, il poursuivra sa politique d'alignement sur les États-Unis, tout en ajoutant qu'Israël ayant encore besoin du soutien soviétique pour résoudre certains problèmes (Jérusalem, les frontières), il n'adoptera pas de « position ouvertement hostile » à l'URSS⁴. Signe qu'à Moscou, le non-alignement israélien n'a jamais été réellement pris au sérieux, même si les diplomates soviétiques s'en servaient à l'occasion pour rappeler les engagements pris par l'État hébreu au moment de sa création, à l'instar d'A. Vychinski qui demanda à G. Meir de confirmer que Tel-Aviv ne laisserait pas s'installer des bases étrangères sur son sol, ni ne se joindrait à une coalition dirigée contre l'URSS⁵.

1. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 8, l. 76, 16 juillet 1948, confidentiel.

2. *Ibidem*, l. 77.

3. *Ibidem*, l. 77.

4. APEFR, f. 089, o.2, p. 4, d. 25, l. 6, 15 mars 1949, confidentiel.

5. APEFR, f. 089, o. 2, p. 3, d. 4, l. 8, 14 avril 1949, confidentiel, *SHO*, t. 1, p. 481.

Ce n'est qu'à partir du milieu de l'année 1949 que des signes extérieurs de mécontentement commencent à apparaître.

En juin 1949, une conférence sur « la lutte de libération nationale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale » est organisée par l'Institut des études sur le Pacifique. L'orientaliste Vladimir Lutski fait une communication sur le Proche-Orient, qui met très nettement en cause les dirigeants israéliens, les accusant d'avoir vendu l'État juif au capital américain et d'être prêts à participer à un bloc agressif en Méditerranée. Lutski affirme que l'État juif n'est ni indépendant, ni démocratique et renvoie dos à dos Israël et les leaders arabes « féodaux-bourgeois », responsables d'avoir empêché la création de l'État arabe palestinien prévu par le plan de partage de l'ONU¹.

Au même moment, Moscou rejette l'invitation faite à A. Gromyko de se rendre en Israël pour une visite officielle. Selon le MID, elle a été lancée dans le seul but de renforcer la position de l'État juif face aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, à un moment où il cherche à obtenir un nouveau prêt et pour « diminuer la pression des Anglo-Saxons sur la question des frontières, des réfugiés arabes et de Jérusalem ». En outre, cette visite pourrait être instrumentalisée par le Mapai « pour rehausser son prestige auprès des masses populaires ». Enfin, et peut-être surtout, Moscou craint que cette visite ne soit utilisée par les États-Unis et la Grande-Bretagne pour renforcer leur influence dans les pays arabes et affaiblir celle de l'URSS². L'ambassadeur d'URSS à Tel-Aviv estime, quant à lui, que cette invitation israélienne a pour objectif de maintenir la fiction, de moins en moins crédible, de la « politique de neutralité absolue »³.

Dès septembre 1949, dans un rapport adressé au MID, P. Erchov estimait que, au plan intérieur, la situation en Israël était marquée par une « exacerbation de la lutte entre les forces progressistes et les forces réactionnaires », et au plan extérieur, le gouvernement de Ben Gourion risquait de devenir un instrument entre les mains des États-Unis au service de leurs « plans expansionnistes » au Proche-Orient⁴. En réponse, le MID donne pour instruction à son ambassadeur d'avoir une attitude réservée à l'égard du gouvernement israélien et de l'informer rapidement sur les évolutions de la politique intérieure et extérieure⁵.

1. *Voprosy Ekonomiki*, n° 10, 1949, p. 84-87.

2. APEFR, f. 089, o. 3, p. 6 ; d. 10, ll. 3-4.

3. APEFR, f. 089, o. 3, p. 6, d. 8, l. 219.

4. APEFR, f. 089, o. 2, p. 3, d. 8, ll. 2-11, 29 septembre 1948, confidentiel, *S/O*, t. 2, p. 75.

5. *Ibidem*.

La publication en septembre 1949, dans l'organe du Kominform, d'un article du secrétaire général du PC israélien est un autre signe notable de la dégradation des relations soviéto-israéliennes¹. Après avoir rappelé que l'État d'Israël a pu voir le jour grâce à l'aide soviétique, Mikounis dénonce la politique du gouvernement israélien : « Sous le rideau de fumée de la "neutralité" et de "l'orientation sur l'ONU", le gouvernement d'Israël s'est attelé de plus en plus étroitement au char de l'impérialisme américain. [...] La politique intérieure du gouvernement est profondément antidémocratique et contraire aux intérêts vitaux des masses travailleuses. »²

À peine un an après la création de l'État d'Israël, la liste des griefs de l'URSS à son égard est déjà substantielle. Il y eut en premier lieu l'affaire du prêt d'un montant de 100 millions de dollars, octroyé par les États-Unis au début de l'année 1949, qui a provoqué de vives réactions à Moscou, plus que les résultats des premières élections générales en janvier 1949.

Selon l'ambassade d'URSS en Israël, ce prêt entraînera la soumission totale de l'économie israélienne à celle des États-Unis³. En outre, il « a contribué de manière significative à la consolidation de la position du parti social-réformiste Mapaï et à celle des cercles réactionnaires bourgeois-cléricaux » et a joué un « rôle décisif dans l'alignement de la politique extérieure d'Israël sur celle des États-Unis ». Dès 1949, les diplomates soviétiques considèrent que la politique extérieure de Tel-Aviv, malgré sa neutralité proclamée, est alignée sur les États-Unis, tout en ayant « la garantie du soutien de l'URSS en cas de nécessité »⁴.

Parallèlement à sa demande de crédit auprès des États-Unis, Israël fit une démarche similaire auprès de l'URSS, présentée le 14 avril 1949, par G. Meir lors de son entretien avec Vychinski, qui aurait pu relancer des relations commerciales au point mort depuis plusieurs mois.

Pourtant, à la fin de l'année 1948, celles-ci semblaient en bonne voie. Le MVT⁵ était favorable à la conclusion d'un accord, de même que le vice-ministre des Affaires étrangères, Valerian Zorine, qui transmet le dossier à Molotov en soulignant qu'il considérait qu'il était « aussi nécessaire de renforcer les relations politiques existantes entre l'Union soviétique et l'État d'Israël par des relations éco-

1. Shmuel Mikounis, « Qui agit en maître dans l'État d'Israël ? », 1^{er} septembre 1949, *Pour une démocratie populaire, pour une paix durable*, p. 6.

2. *Ibidem*.

3. APEFR, f. 089, o. 2, p. 3, d. 3, l. 22, 3 avril 1949, confidentiel.

4. APEFR, f. 089, o. 2, p. 3, d. 3, l. 35, 30 mars 1949, confidentiel.

5. Ministerstvo vnechnei torgovli (ministère du Commerce extérieur).

nomiques avec ce pays »¹. Entre 1948 et 1949, l'État juif acheta pour un montant de 750 000 dollars de marchandises soviétiques, mais, pour l'essentiel, il s'agissait de pétrole. Israël, en guerre, en avait le plus grand besoin, mais rencontrait d'immenses difficultés pour s'en procurer². Toutefois l'activité commerciale entre les deux pays décrut rapidement. Du côté israélien, le problème était avant tout économique. La faiblesse des réserves en devises étrangères et la moindre compétitivité des produits soviétiques constituaient l'obstacle principal au développement des relations commerciales entre les deux pays. L'attaché commercial israélien à Moscou tentait néanmoins de convaincre Jérusalem que la conclusion d'accords commerciaux pouvait être bénéfique sur le plan politique³. En revanche, côté soviétique, le problème était politique.

En septembre 1949, le MID s'oppose à l'octroi d'un crédit à Israël, car la demande a été formulée « pour des considérations d'ordre politique » afin de « consolider sa position à l'intérieur du pays » et de répondre à l'opposition qui accuse le gouvernement de Ben Gourion de se soumettre aux États-Unis. Et d'ajouter : « Économiquement, l'octroi d'un crédit à Israël ne nous apportera aucun bénéfice, car Israël ne peut pas le rembourser avec des produits qui nous intéressent. »⁴ Israël avait d'ailleurs demandé ce crédit sans espoir de l'obtenir. En effet, l'objectif était autre, comme le soulignait l'attaché commercial israélien : « Si la réponse est "non", cela nous donnera au moins une excuse commode [pour expliquer] le fait que le commerce a diminué depuis le mois de mars en raison de [notre] manque de devises étrangères. »⁵

Outre cette affaire du prêt américain, Moscou se plaignait très régulièrement des articles « hostiles à l'Union soviétique » publiés dans la presse israélienne et reprochait à Tel-Aviv de ne rien faire pour mettre un terme à la diffusion de ces « calomnies contre un pays ami »⁶. D'une manière plus globale, la « bataille de l'opinion publique » a rapidement engendré des tensions. Moscou pouvait espérer récolter les fruits de son soutien à l'État juif dans l'épreuve du feu. Ainsi, l'ambassadeur soviétique à Tel-Aviv notait que « la sympathie de la population à l'égard de l'URSS avait considérable-

1. APEFR, f. 089, o. 1, p. 2, d. 14, l. 11, 9 décembre 1948, note de Zorine à Molotov, confidentiel. Molotov répondit qu'il « fallait savoir ce qu'Israël pouvait nous vendre et que le MVT devait transmettre sa demande au Comité central », APEFR, f. 089, o. 1, p. 2, d. 14, l. 10, 25 décembre 1948, note de Zorine à Menchikov, confidentiel.

2. Uri Bialer, *op. cit.*, p. 124.

3. *Ibidem*, p. 125-127.

4. APEFR, f. 089, o. 2, p. 3, d. 14, l. 17, 30 septembre 1949, confidentiel.

5. Cité in Uri Bialer, *op. cit.*, p. 126.

6. APEFR, f. 089, o. 2, p. 3, d. 13, l. 8-20, 21 janvier 1949, confidentiel.

ment augmenté » depuis son arrivée quelques semaines plus tôt. « Cela, ajoutait-il, nous donne de grandes possibilités pour conduire notre propagande et organiser des manifestations culturelles diverses en dépit de la résistance de la part d'éléments réactionnaires. »¹ Cette attaque vise les représentants du Mapaï, membres de la Ligue pour l'amitié avec l'URSS, qui avait succédé en 1946 à la Ligue du V fondée pendant la guerre² et dont le secrétaire général n'était autre que L. Tarnopoler, membre prosoviétique du Mapam. Comme son prédécesseur, la nouvelle Ligue regroupait toute la gauche sioniste et communiste. Aux mêmes causes, les mêmes effets : les tensions ne tardèrent pas à se manifester entre les différentes organisations. Afin de s'assurer du contrôle des activités de la Ligue, qui devait servir de vecteur à la propagande soviétique en Israël, Moscou, sur proposition de son ambassadeur, décida de sa réorganisation. Au principe de l'adhésion partisane fut substitué celui de l'adhésion « individuelle ». L'objectif était d'écarter les membres du Mapaï avec l'aide de ceux du Mapam³. Ce qui fut fait au cours de l'année 1949 ; le Mapaï, de son côté, créa une ligue concurrente, la Société d'amitié URSS-Israël.

Dans son rapport d'activité pour l'année 1948-1949, l'ambassadeur d'URSS en Israël, Pavel Erchov, après avoir rappelé le rôle essentiel de Moscou dans la victoire diplomatique et militaire, souligne que « les cercles dirigeants d'Israël, en se fondant sur leurs intérêts de classe, n'évaluent pas à sa juste mesure l'attitude amicale de l'URSS à l'égard d'Israël ». Pour Erchov, la dégradation des relations soviéto-israéliennes est le fait de l'État juif. D'une part, écrit-il, « le gouvernement d'Israël craint que la montée de la popularité de l'URSS auprès des masses laborieuses d'Israël ne renforce l'influence des partis ouvriers de gauche dans le pays et risque d'influencer les résultats des élections à l'Assemblée constituante ». D'autre part, ajoute-t-il, « la tendance à un alignement sur les États-Unis et l'influence de ces derniers, qui s'est renforcée en Israël, se traduisent par la détérioration de l'attitude du gouvernement d'Israël à l'égard de l'Union soviétique »⁴. Pour Erchov, la neutralité d'Israël au plan international n'est que de la propagande, la « politique extérieure d'Israël, en se transformant en instrument du bloc anglo-américain, conduira l'État d'Israël à la perte de son indépendance, qui a été obtenue avec le soutien de l'Union soviétique il y a seulement un

1. APEFR, f. 089, o. 1, p. 2, d. 21, ll. 7-8, 20 octobre 1948, confidentiel, *SIO*, t. 1, p. 410.

2. Voir chapitre II.

3. APEFR, f. 089, o. 2, p. 4, d. 29, ll. 110-118, 27 juin 1949, confidentiel, *SIO*, t. 2, p. 36.

4. APEFR, f. 089, o. 3, p. 6, d. 8, l. 209, 14 septembre 1950, strictement confidentiel.

an et demi »¹. Toutefois, souligne Erchov, le gouvernement israélien est obligé de prendre en compte les sentiments amicaux de la population envers l'URSS. En outre, les dirigeants d'Israël manifestent toujours de l'intérêt à conserver l'appui de l'URSS à l'ONU. C'est, selon le diplomate soviétique, la raison pour laquelle ils s'abstiennent de toute déclaration officielle contre l'URSS². Mais, quelques pages plus loin, il écrit : « La politique de l'actuel gouvernement d'Israël à l'égard de l'Union soviétique et des démocraties populaires est une politique hypocrite et inamicale. »³

L'ambassadeur soviétique prédit une détérioration des relations entre Moscou et Tel-Aviv. « Il faut s'attendre à ce que l'attitude hostile envers l'Union soviétique soit plus ouverte et s'exprime sans masque. » En conséquence, il propose « de dénoncer, dans la presse et par d'autres voies, le caractère antipopulaire et antinational de la politique du gouvernement bourgeois clérical » et, dans le même temps, de « soutenir les forces progressistes qui luttent pour le renforcement de l'indépendance d'Israël et pour l'établissement de relations amicales avec l'Union soviétique »⁴. Même s'il contient des éléments nuancés, il se dégage du rapport d'Erchov une perception très négative de la politique israélienne qui, si elle ne constitue certainement pas la source de la dégradation des relations entre Moscou et Tel-Aviv, y a sans aucun doute contribué.

En fait, malgré l'alliance des années 1947-1949, l'URSS a toujours entretenu une méfiance constante à l'égard du parti social-démocrate – le Mapai – au pouvoir à Tel-Aviv. Considéré – comme tous les autres partis sociaux-démocrates – comme un parti bourgeois, allié de l'« impérialisme », il ne pouvait être un partenaire fiable à l'aune des critères bolcheviques. À l'heure où la guerre froide entame une séquence de montée aux extrêmes, la relation avec le gouvernement de Ben Gourion ne pouvait, à plus ou moins longue échéance, que se dégrader.

La guerre de Corée

La guerre de Corée marque indéniablement une étape substantielle dans la montée de la tension entre l'URSS et les États-Unis, au cours des années qui précèdent la mort de Staline. Face à cette crise, la position de neutralité israélienne paraît difficilement tena-

1. *Ibidem*, I, 211.

2. *Ibidem*, I, 212.

3. *Ibidem*, I, 226.

4. *Ibidem*, II, 263-264.

ble. Il convient cependant de souligner que le déclenchement de la guerre en Corée, au mois de juin 1950, n'est pas à l'origine d'une réorientation de la politique étrangère israélienne. Depuis plusieurs mois, un débat s'était instauré entre les partisans de la poursuite de la politique de neutralité et ceux qui étaient favorables à une orientation plus nettement pro-occidentale¹.

Les premiers – essentiellement les diplomates en poste dans les pays d'Europe de l'Est – soutenaient qu'Israël devait préserver les intérêts des Juifs est-européens qui voulaient émigrer dans l'État juif.

Les seconds, l'American School, considéraient que la relation avec les États-Unis était le facteur le plus important de la politique étrangère israélienne, compte tenu non seulement de la dépendance économique d'Israël envers l'Amérique, mais aussi de la nécessité d'équilibrer l'influence pro-arabe de la Grande-Bretagne sur la politique américaine. Les diplomates israéliens tenants de ce courant craignaient en effet que Londres n'entraîne par trop Washington dans une coopération avec le monde arabe.

La crise coréenne a donné l'occasion aux partisans de l'American School de faire valoir leur point de vue. Dès le 29 juin, Moshe Keren, conseiller à l'ambassade d'Israël à Washington, suggère de soutenir indirectement les États-Unis, en s'appuyant sur la charte de l'ONU. Position qui, explique-t-il, permettra de faire d'une pierre deux coups : améliorer les relations entre Israël et les États-Unis tout en restant fidèles à la philosophie de l'ONU². Ce télégramme de Keren est antérieur aux pressions américaines. Il faut attendre le 2 juillet pour que le gouvernement israélien se réunisse pour prendre une décision sur la position à adopter sur la question coréenne³. À l'issue de cette réunion, le ministre israélien des Affaires étrangères, Moshe Sharett, informe le secrétaire général de l'ONU qu'Israël soutient la résolution du Conseil de sécurité condamnant l'agression nord-coréenne. Cette position est présentée non comme un soutien aux États-Unis, mais comme l'appui de l'État juif au respect des principes de l'ONU : un petit État comme Israël ne peut accepter l'agression d'un autre État. En effet, cela pourrait constituer un précédent dangereux pour sa propre sécurité⁴.

La presse soviétique dénonça assez violemment la position israélienne, accusant Tel-Aviv d'avoir choisi son camp, en l'occurrence

1. Uri Bialer, *Between East and West...*, *op. cit.*, p. 220-223.

2. *Ibidem*, p. 218.

3. *Ibidem*, p. 219.

4. Yaacov Ro'i, *Soviet Decision*, *op. cit.*, p. 421.

celui des États-Unis¹. Pourtant, cet épisode de la guerre de Corée ne constitue pas en soi un tournant des relations soviéto-israéliennes : elles ont commencé à se dégrader avant l'épisode coréen et, *a contrario*, l'URSS a continué à maintenir une position de neutralité plutôt favorable à Israël au moins jusqu'en 1952. Les hésitations du monde arabe, en particulier de l'Égypte, ne constituaient d'ailleurs pas, pour Moscou, un signe tangible permettant d'envisager un renversement d'alliance. Dans un premier temps, l'Égypte a soutenu la résolution américaine condamnant la Corée du Nord, puis s'est abstenue le 30 juin 1950 lors du vote du texte, présentée une fois encore par les États-Unis, appelant à entreprendre une action pour défendre la Corée du Sud. Enfin, en janvier 1951, Le Caire donnera sa voix à la résolution autorisant les forces de l'ONU à franchir le 38^e parallèle².

L'épisode de la guerre de Corée n'a donc pas été une étape décisive de la dégradation des relations soviéto-israéliennes, même s'il y a contribué. Il arrivera même, comme lors des débats sur l'entrée à l'ONU de la Chine communiste, que l'État hébreu mêle sa voix à celles du bloc soviétique, favorable à l'admission de Pékin à l'ONU³.

Bien plus que l'évolution du conflit israélo-arabe ou que la détérioration des relations entre Moscou et Washington, ce sont la tension et les contradictions entre la politique intérieure et extérieure de l'URSS qui vont conduire à la rupture entre l'URSS et Israël.

Vers la rupture

L'année 1951 marque sans conteste une nouvelle étape des relations soviéto-israéliennes ou plutôt de leur inexorable détérioration. Alors qu'elles avaient été jusque-là préservées tant de la politique, de plus en plus répressive, menée par le pouvoir stalinien à l'égard des Juifs soviétiques, depuis 1946, que de la montée de la tension internationale depuis 1947, elles ne résisteront ni à la mise au pas des démocraties populaires ni à l'exacerbation de la guerre froide, qui caractérisent les dernières années du système stalinien.

La neutralité passive de Moscou envers Tel-Aviv se transforme en une hostilité ouverte sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs : le problème de l'émigration vers Israël des Juifs de l'Europe de

1. *Novoe Vremia*, 12 et 26 juillet 1950.

2. Rami Ginat, *The Soviet Union and Egypt*, *op. cit.*, p. 112-115.

3. Israël fut même l'un des premiers pays non communistes à reconnaître *de jure* la Chine populaire. À l'automne 1950, Israël vota aussi contre l'annulation du boycott diplomatique de l'Espagne franquiste, Uri Bialer, *op. cit.*, p. 165.

l'Est ; les retombées des purges en Europe de l'Est et de l'affaire des Blouses blanches ; la radicalisation de la guerre froide.

Depuis le milieu de l'année 1949, les diplomates soviétiques en poste à Tel-Aviv envoient à Moscou des rapports de plus en plus critiques à l'égard d'Israël. Dans son bilan pour l'année 1950, P. Erchov estime que, sur le plan intérieur, la tendance est à « l'appauvrissement des masses, la suppression des libertés démocratiques, la persécution et la répression des organisations progressistes » ainsi qu'à « l'encouragement des forces réactionnaires et profascistes ». La politique extérieure se caractérise par le renforcement de l'hostilité à l'égard du bloc soviétique et par « la perte totale de l'indépendance »¹. Le tableau est on ne peut plus sombre ; il devient noir l'année suivante.

Dans son rapport d'activité pour 1951, Erchov souligne que « le renforcement de l'orientation proaméricaine du gouvernement israélien se ressent avant tout dans l'attitude d'Israël à l'égard de l'Union soviétique et des démocraties populaires. En 1951, le gouvernement israélien a été plus hostile à l'égard de l'URSS qu'auparavant. Plusieurs déclarations antisoviétiques de membres du gouvernement israélien et les campagnes antisoviétiques permanentes de la presse israélienne témoignent du fait qu'Israël, n'ayant maintenant plus besoin du soutien politique de l'URSS pour la résolution de questions le concernant, comme c'était le cas dans le passé, détériore sciemment ses relations avec l'Union soviétique. La question de l'immigration des Juifs d'URSS est soulevée de plus en plus souvent, et il est tout à fait possible que, précisément, cette question devienne le critère [déterminant] des relations futures entre Israël et l'URSS. [...] L'attitude hostile du gouvernement israélien à l'égard de l'URSS s'intensifiera à l'avenir, et on ne peut pas exclure que les Israéliens puissent être prêts à engager un conflit politique avec nous, en utilisant comme prétexte la question de l'émigration des Juifs d'URSS en Israël »².

L'ambassadeur soviétique n'est pas le seul à souligner les aspects négatifs de l'immigration des Juifs des démocraties populaires. Les dirigeants du PC israélien se plaignent auprès de Pavel Erchov du fait « que presque aucun des immigrants n'est entré au PC. L'immigration des démocraties populaires renforce la réaction en Israël, parce que des affairistes et des spéculateurs arrivent. Ils

1. APEFR, f. 089, o. 4, p. 9, d. 9, ll. 157-158, 28 mars 1951, confidentiel, *SIO*, t. 2, p. 240.

2. APEFR, f. 089, o. 5, p. 12, d. 9, ll. 248-251, 12 mai 1952, confidentiel, *SIO*, t. 2, p. 353.

intègrent les rangs des partis bourgeois, du Mapai, et quelques-uns entrent au Mapam »¹. Voilà un constat qui met un terme aux espoirs – si tant est qu'ils aient jamais existé – de voir ces immigrants devenir les vecteurs du communisme en Israël.

En 1951, la question de l'immigration des Juifs d'URSS et d'Europe de l'Est devient une source de conflit et de tension entre Moscou et Tel-Aviv. Jusque-là, les dirigeants israéliens avaient adopté une stratégie consistant à ne pas poser le problème de l'immigration des Juifs soviétiques, pensant que cela faciliterait les négociations pour l'immigration des Juifs des démocraties populaires. En juillet 1950, lors d'une conférence rassemblant les diplomates israéliens, M. Namir, ambassadeur à Moscou, plaidait encore en faveur de la poursuite de la « politique de neutralité » afin de préserver les chances, même maigres, d'obtenir le départ vers Israël des Juifs soviétiques².

Mais, en 1951, les ressources de cette stratégie sont épuisées. Le Kremlin n'est pas disposé à laisser partir les Juifs désirant émigrer en Israël, et les portes des démocraties populaires se sont pratiquement refermées. À l'exception de la Roumanie³, toutes les autres démocraties populaires ont mis un terme aux autorisations d'émigration vers Israël. Les dirigeants israéliens se trouvent alors dans une impasse. Ils ne disposent d'aucun moyen pour exercer une quelconque pression sur les dirigeants soviétiques et sur ceux des démocraties populaires. Porter cette question devant l'opinion publique internationale risque d'être un remède pire que le mal : cela pourrait entraîner une dégradation supplémentaire de la condition des Juifs d'URSS et de l'Est européen. Néanmoins, Ben Gourion lance un ballon d'essai en mai 1950. Pour la première fois, il demande publiquement à Moscou de bien vouloir autoriser les Juifs soviétiques à émigrer⁴. Toutefois, cette initiative ne fait pas l'unanimité. Les diplomates israéliens, comme le rapporte le Premier ministre dans son Journal, lui demandent de ne pas soulever cette question⁵.

En 1950, les représentants de Tel-Aviv commencent à aborder ce sujet, sous l'aspect de la réunification des familles, lors de leurs entretiens avec leurs homologues soviétiques, qui les laissent sans

1. CRCEDHC, f. 17, o. 137, d. 457, l. 129, entretien Pavel Erchov-Meir Vilner, 8 juillet 1950, confidentiel.

2. AEI, 130.02/2384/15, *DISR*, t. 2, p. 646.

3. Près de 83 000 juifs roumains ont émigré en Israël au cours des années 1950-1951. Meyer, *op. cit.*, p. 549.

4. Yaacov Ro'i, *The Struggle for Soviet Jewish Emigration*, *op. cit.*, p. 91.

5. Uri Bialer, *Between East and West*, *op. cit.*, p. 73.

réponse¹. En novembre 1950, Sharett demande à Vychinski d'autoriser les Juifs d'URSS à émigrer : « Autorisez-en 50 000 ; autorisez-en 100 000 ! », lance-t-il à son *alter ego*, qui répond sans acrimonie que la demande israélienne est contraire aux lois soviétiques².

Au mois d'octobre 1951, le gouvernement israélien décide de poser officiellement le problème de la réunification des familles, en envoyant une note écrite à Moscou³. En décembre 1951, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, M. Sharett se rend à l'ambassade d'URSS à Paris pour y rencontrer Vychinski. Principal sujet de l'entretien : l'émigration des Juifs soviétiques. Cette fois, le ton est beaucoup moins amène. Sharett joue d'entrée son va-tout : « L'Union soviétique est le seul pays au monde duquel les Juifs n'ont pas émigré en Israël. [...] Cela nous a rendus malheureux, déprimés et ne nous a pas laissés en paix. [...] Nous ne comprenons pas pourquoi l'Union soviétique se met en travers de l'histoire juive », déclare-t-il au ministre soviétique qui rétorque : « Il peut y avoir différentes interprétations de l'histoire. » Ne pouvant réprimer une – feinte ? – colère, Vychinski reproche à Israël son attitude inamicale et son manque de reconnaissance à l'égard de l'URSS, déclare qu'il ne connaît aucun juif soviétique qui veuille partir, et cite en exemple Kaganovitch comme preuve que les Juifs occupent des postes importants en URSS. Le reste de l'entretien, certes sur un ton plus calme, ne relève pas moins du dialogue de sourds⁴.

À la fin de l'année 1951, les relations israélo-soviétiques entrent dans leur phase la plus critique, obérant toute possibilité pour les dirigeants israéliens de résoudre le problème de l'émigration. D'ailleurs, l'ambassadeur d'URSS propose alors au MID de « mettre un terme à l'émigration des Juifs des démocraties populaires, car elle renforce les ressources potentielles d'Israël »⁵. Quel est le sens de cette proposition, puisque l'immigration en provenance des démocraties populaires a alors complètement cessé ? La réponse du MID est encore plus énigmatique : « La suggestion de stopper l'immi-

1. APEFR, f. 089, o. 4, p. 9, d. 5, ll. 5-11, entretiens entre les responsables du MID et les diplomates israéliens entre le 14 juin et le 8 décembre 1951.

2. AEI, 130.09/2325/3, 3 novembre 1950, *DISR*, t. 2, p. 673.

3. APEFR, f. 019, o. 2, p. 18, d. 155, ll. 1-4, 21 octobre 1951, confidentiel, *SIO*, t. 2, p. 293.

4. Il convient de souligner que la relation de l'entretien par Vychinski est très brève, une page, alors que celle de Sharett, s'étale sur plus de dix pages ! APEFR, f. 089, o. 26, p. 63, d. 391, ll. 92-93, 23 décembre 1951, *SIO*, t. 2, p. 314-315 ; AEI, 130.13/2594/1, 22 décembre 1951, *DISR*, t. 2, p. 771.

5. APEFR, f. 089, o. 5, p. 12, d. 9, ll. 250-251, 12 mai 1952, confidentiel, *SIO*, t. 2, p. 354.

gration en Israël des Juifs des démocraties populaires, écrit Alexandre Chtchiborine, le chef du département des pays du Proche-Orient, a été présentée en termes généraux, sans justification suffisante. En particulier, elle n'est accompagnée d'aucune donnée factuelle ou d'une analyse de l'immigration juive des démocraties populaires. Cette question ne peut être considérée que si la mission présente une information détaillée et une analyse sérieuse. »¹ Il est difficile d'interpréter cette appréciation du MID sur la proposition de son ambassadeur en Israël dans la mesure où la politique que ce dernier propose existe déjà dans les faits.

Si cette question de l'immigration des Juifs d'Europe de l'Est fut déterminante dans la détérioration des relations entre Moscou et Tel-Aviv, ce furent les événements de la dernière année du pouvoir stalinien qui conduisirent à la rupture entre les deux pays. Le procès de Prague et l'affaire des Blouses blanches, dans lesquels le mouvement sioniste et Israël étaient directement mis en cause², ne pouvaient pas ne pas affecter les relations entre l'URSS et Israël.

Il convient cependant de noter que l'ambassadeur d'URSS en Israël suggérait, dès 1951, de lancer une vaste offensive contre l'État juif. Non seulement Erchov proposait de stopper l'immigration juive, mais il demandait aussi de « cesser tout soutien politique à Israël dans les questions examinées à l'ONU et dans ses organes » ; de « reprendre, dans la presse soviétique et dans celle des démocraties populaires, la publication de matériaux démasquant la politique intérieure antipopulaire et la politique extérieure proaméricaine du gouvernement israélien » ; d'« apporter une aide efficace aux forces progressistes »³.

La dégradation des relations entre l'URSS et Israël s'accéléra à partir du procès de Prague, en novembre 1952. Dans un article publié dans l'organe du Kominform, le secrétaire général du PCI, Shmuel Mikounis, mit en cause les diplomates israéliens, en particulier Ehud Avriël – le premier ambassadeur d'Israël à Prague, et surtout négociateur des contrats de livraisons d'armes tchèques à l'État hébreu –, les accusant d'espionnage en Tchécoslovaquie au profit des États-Unis, cautionnant ainsi les accusations du procès Slansky : « Après la création de l'État d'Israël, écrit Mikounis, les Américains ont utilisé ses diplomates en qualité d'espions ; par leur intermédiaire, avec les conspirateurs du centre dirigé contre l'État, Slansky en tête,

1. APEFR, f. 089, o. 5, p. 12, d. 9, ll. 268-269, cité in Nina Sementchenko, Sergueï Mirokhin, « Soviet Diplomacy and the Issue of Jewish Immigration to Israel, 1946-1953 », in Yacovov Ro'i (éd.), *Jews and Jewish Life...*, op. cit., p. 323.

2. Voir chapitres VIII et IX.

3. APEFR, f. 089, o. 5, p. 12, d. 9, ll. 250-251, 12 mai 1952, strictement confidentiel.

ils ont organisé une série d'actes de sabotage qui ont causé un lourd préjudice à la République tchécoslovaque. »¹

Le gouvernement israélien ne pouvait plus rester sans réagir à des événements où l'État hébreu était directement mis en cause et accusé d'espionnage. Dans un discours à la Knesset, le 24 novembre 1952, le ministre israélien des Affaires étrangères dénonça « le tissu de calomnies et d'inventions à propos des activités des membres et des émissaires du [ministère des Affaires étrangères] produit par l'imagination fertile de la police secrète tchécoslovaque et du procureur »². L'ambassadeur d'URSS en Israël considère que les réactions des dirigeants et des partis israéliens au procès de Prague confirment que « le sionisme, ses représentants et ses membres sont des agents directs de l'impérialisme américain »³. L'analyse du diplomate soviétique ne diffère en rien des articles publiés dans la presse d'URSS au même moment. Le 6 décembre, l'ambassadeur d'Israël en Tchécoslovaquie, Arie Kubovy, est déclaré *persona non grata* à Prague.

La tension atteint son comble après la publication de l'article de la *Pravda*, le 13 janvier 1953, sur le « complot des Blouses blanches »⁴. Le lendemain, le gouvernement israélien suspendit pour une durée de dix jours la publication de *Kol Haam*, le journal du PC israélien, qui avait soutenu, dans un éditorial, les accusations de la *Pravda* contre les médecins⁵. Le 15 janvier, un incendie, probablement d'origine criminelle, ravage la librairie soviétique de Jérusalem.

Le 19 janvier, l'État d'Israël, par la voix de Moshe Sharret, décide de réagir vivement au déclenchement de l'affaire des Blouses blanches : « Dans la conscience du peuple juif, les calomnies de Moscou sont équivalentes à celles lancées au Moyen Âge contre les Juifs, accusés d'empoisonner l'eau et d'assassiner les enfants chrétiens pour des raisons religieuses. Cela nous rappelle le procès Beilis, qui avait été monté par le régime tsariste, à cette différence près que le régime tsariste n'a pas obligé Beilis à confesser son crime et lui avait accordé la possibilité de se défendre lui-même avec les meilleurs avocats de Russie. Un grand nombre de citoyens

1. *Pour une paix durable, Pour une démocratie populaire*, 21 novembre 1952. D'après Alain Greilsammer, le PCI fut dans un premier temps surpris par l'affaire Slansky. Ce n'est qu'au retour d'un séjour de Mikounis à Moscou, en plein milieu du procès de Prague, que le PCI durcit le ton et reprend à son compte les accusations du procès. Voir Alain Greilsammer, *Les communistes israéliens*, *op. cit.*, p. 180-181.

2. Cité in Arnold Kammer, *The Forgotten Friendship*, *op. cit.*, p. 191.

3. APEFR, f. 059, o. 28, p. 57, d. 346, ll. 274-275, 10 décembre 1952, *sto*, t. 2, p. 394.

4. L'affaire des Blouses blanches sera analysée en détail dans le chapitre IX.

5. Arnold Kammer, *op. cit.*, p. 191.

de l'État d'Israël et de Juifs à travers le monde sont convaincus que les accusés sont innocents, même s'ils ont été forcés de reconnaître des forfaits qu'ils n'ont jamais commis. »¹

L'ambassadeur d'URSS en Israël voit dans ces déclarations et dans les violentes réactions de la presse israélienne une « nouvelle campagne antisoviétique » dont l'objectif est de « montrer aux États-Unis et, en particulier, au nouveau gouvernement républicain que le gouvernement israélien se tient résolument aux côtés des États-Unis et qu'il peut être assuré du soutien israélien pour la réalisation de ses plans agressifs au Proche et Moyen-Orient et de la possibilité d'utiliser Israël, comme auparavant, en tant que centre d'espionnage pour les opérations dans les pays du camp socialiste »².

Une nouvelle fois, l'analyse de l'ambassadeur Erchov est en tout point conforme aux éditoriaux de la *Pravda*. La rupture entre les deux pays intervient, le 12 février, à la suite d'un attentat perpétré trois jours plus tôt (le 9 février) contre la légation soviétique à Tel-Aviv. Cet attentat, qui endommage gravement le bâtiment et blesse trois membres du personnel de l'ambassade, dont l'épouse de l'ambassadeur, va servir de prétexte au gouvernement soviétique. Dans un télégramme envoyé à Moscou après l'attentat, Erchov écrit que « cet acte de terreur et de sabotage contre la légation soviétique est le résultat de la campagne antisoviétique qui a été récemment conduite par le gouvernement israélien ». En conclusion, l'ambassadeur propose la rupture des relations diplomatiques³. Malgré les excuses du gouvernement israélien et la promesse de tout mettre en œuvre pour découvrir les auteurs de l'attentat, l'URSS saisit cette occasion pour rompre les relations diplomatiques avec l'État hébreu⁴.

Cette évolution des relations soviéto-israéliennes s'explique avant tout par la contradiction croissante entre les objectifs intérieurs et extérieurs du pouvoir stalinien.

La répression à l'égard des Juifs soviétiques, les campagnes de dénonciation du sionisme, la mise en cause dans les démocraties populaires des dirigeants communistes juifs accusés, entre autres, de nationalisme juif bourgeois et de collusion avec le mouvement sioniste et Israël : tout cela ne pouvait plus être longtemps compatible avec la volonté de l'URSS de maintenir une certaine neutralité

1. Cité in Yehoshua Gilboa, *The Black Years of Soviet Jewry*, op. cit., p. 313.

2. APEFR, f. 089, o. 6, p. 15, d. 8, ll. 33-34, 31 janvier 1953, confidentiel.

3. APEFR, f. 059, o. 30, p. 53, d. 311, ll. 45-46, 9 février 1953, *sio*, t. 2, p. 422.

4. APEFR, f. 89, o. 14a, p. 17, d. 1, ll. 62-63.

au Proche-Orient afin d'éviter la constitution d'une version proche-orientale de l'OTAN.

Cette contradiction devient insurmontable à partir de 1951, avec l'arrêt de l'immigration des Juifs d'Europe de l'Est, l'implication directe d'Israël dans les affaires qui secouent les pays du bloc soviétique et la radicalisation des relations entre Moscou et l'Occident. L'URSS choisit alors de rompre avec Israël plutôt que de chercher un moyen de résoudre les conflits qui opposent les deux pays. Dans quel but ? Plusieurs hypothèses peuvent être avancées.

Une première hypothèse, que nous pouvons écarter, tendrait à expliquer la dégradation des relations soviéto-israéliennes par un rapprochement entre l'URSS et le monde arabe. En effet, les attaques soviétiques contre Israël n'ont pas pour objet de séduire un monde arabe, dont Moscou continue à se méfier, même si elle cherche à contrer les tentatives américano-britanniques en vue de former un bloc militaire au Proche-Orient¹.

Il est nécessaire d'envisager une deuxième hypothèse. L'URSS n'avait pas d'objectif précis, mais la contradiction entre sa politique intérieure et extérieure l'avait conduite dans une impasse qui, compte tenu de la logique du pouvoir stalinien, ne pouvait déboucher que sur une solution violente et conflictuelle.

Plusieurs facteurs doivent être pris en compte pour comprendre les ressorts de la politique soviétique entre 1951 et 1953.

Le premier tient au fait qu'Israël a perdu tout intérêt stratégique pour l'URSS. L'État hébreu ne peut plus être instrumentalisé pour diviser les « puissances impérialistes » et « approfondir leurs contradictions ». La relation de plus en plus étroite entre Tel-Aviv et le monde occidental laisse à penser, à Moscou, que les possibilités d'exercer une influence sur le gouvernement israélien sont de plus en plus minces. Mais, surtout, avec l'arrêt de l'immigration des Juifs d'Europe de l'Est et le niveau très faible des échanges commerciaux entre Israël et le bloc soviétique, l'URSS s'est privée des instruments qui lui auraient permis de peser sur Israël.

En fait, ce sont les facteurs internes à l'URSS qui ont conduit à la rupture avec Israël. L'hostilité des dirigeants soviétiques à l'égard du sionisme a été mis, un temps, entre parenthèses au profit des bénéfices que l'URSS pensait pouvoir tirer du soutien à la création d'Israël. Cependant, dans le cadre du développement de la guerre froide, de la reprise en main de la société soviétique au lendemain de la guerre et de la mise au pas des démocraties populaires, le sionisme entre dans la catégorie des ennemis principaux de l'URSS

1. Voir *infra*.

au même titre que le « titisme » ou l'« impérialisme ». Cette désignation du sionisme comme l'un des ennemis principaux de l'URSS et du mouvement communiste international ne pouvait pas ne pas provoquer à plus ou moins court terme un conflit avec Israël. Tant que les intérêts stratégiques des deux parties coïncidaient, le conflit est resté latent, mais, une fois devenus divergents, il a éclaté.

La contradiction entre la politique intérieure – de répression des Juifs d'URSS – et la politique extérieure – de neutralité passive à l'égard d'Israël – est devenue insurmontable lorsque l'État hébreu, et non plus le sionisme de manière plus ou moins générale, a été directement mis en cause dans le procès de Prague et dans l'affaire des médecins.

À partir de 1951, la convergence d'intérêts entre l'URSS et Israël a, du propre point de vue de chaque acteur, disparu. Lui succède un conflit dénué de rationalité géopolitique. Israël ne menace en rien la sécurité de l'URSS, et celle-ci ne dispose pas de solution alternative au Proche-Orient – elle se refuse à contracter une alliance avec le monde arabe. La politique soviétique à l'égard d'Israël, dans les années 1951-1953, ne peut être analysée qu'en la replaçant dans le cadre de la conception stalinienne d'un monde divisé entre amis et ennemis, où les conflits sont résolus par la violence réelle ou symbolique.

Le conflit opposant l'URSS à Israël a été résolu à la fois par la violence – la répression contre les Juifs d'URSS, même si celle-ci n'est pas uniquement due à la relation soviéto-israélienne – et par le symbole, la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, décidée par l'URSS, en février 1953.

La dégradation, puis la rupture des relations soviéto-israéliennes s'expliquent pour l'essentiel par des facteurs intérieurs. La politique de l'URSS à l'égard du monde arabe, au cours de la même période, ne permet pas d'établir un lien de cause à effet entre une éventuelle amélioration des relations soviéto-arabes et la rupture entre Moscou et Tel-Aviv.

IV — Les relations soviéto-arabes

Après la création de l'État d'Israël, les relations de l'URSS avec les pays arabes sont évidemment tendues. À l'ONU, les passes d'armes sont vives.

La condamnation soviétique de l'opération militaire déclenchée par les États arabes en Palestine, le 15 mai 1948, provoqua de fortes réactions de la part des délégués arabes à l'ONU. Par exemple,

le délégué syrien répondit à Gromyko, au cours de la séance du Conseil de sécurité du 27 mai 1948 : « Nous avons toujours apprécié la position soviétique sur l'Égypte, la Syrie et le Liban mais, à propos de la Palestine, l'Union soviétique a adopté une position opposée. L'URSS soutient précisément des convives qui n'ont pas été invités et qui essaient d'obtenir plus de droits que les propriétaires du pays. Nous pouvons conclure que la position soviétique dans les autres cas ne résultait pas de la sympathie pour les Arabes, mais de la haine des invités. Sa position n'était pas destinée à protéger des peuples faibles, mais à diminuer l'autorité de ses adversaires. Un telle motivation diminuera bien sûr notre gratitude. »¹

Les délégués arabes dénoncèrent à plusieurs reprises les livraisons d'armes tchécoslovaques à Israël ainsi que l'autorisation donnée aux Juifs d'Europe orientale d'émigrer vers l'État hébreu. En novembre 1948, alors que les délégués soviétiques réclamaient l'évacuation des « troupes étrangères » de Palestine, le délégué égyptien, Mahmud Fawzi, répliqua : « Les habitants arabes de Palestine avait été expulsés de leur pays avec l'aide d'armes dont l'origine était connue des représentants de l'URSS. [...] Ce sont les sionistes qui se sont rendus coupables de l'agression, comme on a pu le voir grâce au le flot continu de troupes et de matériel militaire qu'ils se sont procurés en Europe orientale. De plus en plus de troupes, formées conformément à une idéologie spécifique, arrivaient chaque jour d'Europe orientale pour aider les sionistes. »²

Lors du premier débat sur l'admission d'Israël à l'ONU, en décembre 1948, le délégué syrien accusa les dirigeants soviétiques de ne pas tenir compte des « 25 ou 30 millions de musulmans soviétiques qui se sont joints aux centaines de millions de musulmans et d'Arabes à travers le monde dans l'opposition à l'admission d'Israël à l'ONU »³.

Face à ces attaques, l'URSS rétorqua que la position de l'URSS sur le partage de la Palestine n'était pas dirigée contre les Arabes. « L'Union soviétique, déclara Gromyko devant le Conseil de sécurité le 20 mai 1948, partage le vœu des peuples du Proche-Orient, y compris des peuples arabes, de se libérer eux-mêmes de l'influence étrangère. [...] Nous ne pouvons pas identifier les intérêts vitaux des peuples de l'Orient arabe aux efforts de certains chefs d'État arabes pour faire échec à la décision de l'Assemblée géné-

1. Cité in Yaacov Ro'i, *op. cit.*, p. 239.

2. *Ibidem*, p. 261-262.

3. *Idem*, p. 265.

rale. »¹ Cette distinction, traditionnelle, entre les aspirations progressistes des peuples et les tendances réactionnaires des dirigeants arabes, marionnettes manipulées par les impérialistes, revient souvent dans les propos des délégués de l'URSS à l'ONU et dans la presse soviétique.

Lors d'entretiens avec leurs homologues arabes, les diplomates soviétiques ne manquaient pas de rappeler que Moscou s'était prononcée dans un premier temps pour un État unique judéo-arabe, que les dirigeants arabes avaient refusé². L'URSS, plus pour sauver les apparences que par conviction, rappela à maintes reprises que le plan de partage prévoyait aussi la création d'un État arabe et s'opposa à l'annexion de celui-ci par la Transjordanie. Mais elle ne fit aucune proposition concrète pour obtenir la création de cet État et accepta le verdict des combats en soutenant les revendications israéliennes.

Au plan commercial, les divergences entre l'URSS et l'Égypte sur la question palestinienne n'empêchèrent pas les deux pays de signer, en mars 1948, un accord portant sur la vente de coton égyptien à l'URSS en échange de l'achat de blé et de maïs soviétiques³. Même si cet accord était de faible portée, eu égard au volume des échanges commerciaux entre l'Égypte et les pays occidentaux, il constituait le premier du genre entre l'URSS et un pays arabe, même si les dirigeants égyptiens insistaient sur le fait qu'il était dépourvu de tout contenu politique. Cependant, les exportations égyptiennes vers l'URSS chutèrent de moitié entre 1948 et 1949, mais, semble-t-il, non pas pour des motifs liés à la guerre en Palestine, mais parce que l'URSS avait revendu une partie du blé égyptien sur le marché mondial à un prix inférieur à celui pratiqué sur le marché égyptien⁴! Selon des sources britanniques, la Tchécoslovaquie aurait vendu des armes à l'Égypte en 1948 et en 1949, notamment des armes légères⁵.

Même s'il n'a pas causé de dommages irréparables aux positions soviétiques dans le monde arabe, le soutien de l'URSS à la création d'Israël a néanmoins entraîné un préjudice certain pour le développement de son influence. L'alliance entre l'URSS et Israël a semé le trouble et la division au sein du mouvement communiste arabe. Elle

1. *Idem*, p. 236.

2. Par exemple lors d'un entretien entre le chargé d'affaires soviétique au Liban et le directeur du ministère des Affaires étrangères du Liban, APEFR, f. 0106, o. 7, p. 8, d. 7, ll. 203-204, 11 octobre 1948.

3. Voir le texte de l'accord in MID, *SSSR i Arabskyie strany*, *op. cit.*, p. 103 ; Rami Ginat, *The Soviet Union and Egypt*, *op. cit.*, p. 104-107.

4. Rami Ginat, *op. cit.*, p. 105.

5. *Ibidem*, p. 84-85 et p. 102. Rapports de diplomates britanniques conservés dans les archives du Foreign Office.

a, en outre, donné aux pays arabes l'occasion de mener une répression accrue contre les organisations communistes, accusées d'être à la solde de Moscou et du sionisme.

Le mouvement communiste égyptien, qui n'a jamais su surmonter ses faiblesses originelles, a considérablement pâti de la politique soviétique. Divisé, dirigé par des cadres issus de minorités nationales, il ne parvient pas à devenir le vecteur de la contestation politique et sociale égyptienne qui se développe dans les années d'après-guerre. La répression qui suit l'instauration de la loi martiale en mai 1948, pour cause de guerre en Palestine, et son incapacité à surmonter ses divisions – malgré la tentative du MDLN¹ – obèrent ses chances de devenir un acteur central de la politique égyptienne. Sur ce point, les analyses soviétiques et occidentales se rejoignent.

En 1949, un rapport de l'ambassade soviétique au Caire souligne qu'il n'existe pas de « parti révolutionnaire qui pourrait conduire la lutte du peuple égyptien pour son indépendance nationale et le renversement du pouvoir des propriétaires et des capitalistes ». Pour l'auteur du rapport, il n'existe en Égypte que des groupes de gauche qui souffrent tant de la répression, de leur situation de clandestinité que de leur division, de leur composition sociale « petite-bourgeoise », de la faiblesse de leurs liens avec la classe ouvrière et la paysannerie. La conclusion du rapport ressemble à un vœu pieu : « L'Égypte a besoin d'un parti communiste qui pourrait unir non seulement tous les groupes de gauche, mais aussi tous les différents groupes de patriotes égyptiens. »²

L'objectif ne sera jamais atteint et, après l'échec du dernier gouvernement Wafd, la contestation contre la monarchie de Farouk sera portée par de jeunes officiers. En 1950, les diplomates américains et britanniques estimaient que le communisme égyptien était considérablement affaibli et ne représentait plus une menace pour la monarchie au pouvoir³. Même si le soutien à Israël avait permis à l'URSS d'atteindre l'un de ses objectifs, à savoir la déstabilisation des régimes arabes probritanniques, une fois la guerre terminée, elle ne pouvait ignorer le monde arabe. D'autant moins que le danger d'une organisation de sécurité régionale sous parapluie occidental

1. Le Mouvement démocratique de libération nationale (MDLN) est né, en juillet 1947, de la fusion des deux groupes communistes les plus importants, le Mouvement égyptien de libération nationale, dirigé par Henri Curiel, et l'Iskra, fondé par Hillel Schwarz. La tentative sera un échec, car ils ne pourront jamais surmonter leurs divisions. Voir Selma Botman, *The Rise of Egyptian Communism*, Syracuse, Syracuse University Press, 1988, p. 33-104.

2. CRCEDHC, f. 17, o. 137, d. 152, l. 13, 6 mai 1949, confidentiel, rapport transmis par le MID au CC.

3. Rami Ginat, *The Soviet Union and Egypt*, op. cit., p. 38.

se précisait. Faute de pouvoir s'appuyer sur les communistes égyptiens, l'URSS commence à envisager de soutenir la seule alternative crédible : la bourgeoisie nationale, incarnée par le parti Wafd.

Le gouvernement Wafd

Grâce à son succès aux élections législatives de janvier 1950, le Wafd revient au pouvoir. Au programme du nouveau gouvernement dirigé par Nahhas Pacha : obtenir le départ des troupes britanniques. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Salah al-Din, fait du principe de neutralité l'axe central de sa politique. L'URSS va déterminer son attitude envers le gouvernement Wafd en fonction d'une analyse géopolitique fondée sur un jeu d'équilibre des forces. Et ce, malgré la répression menée par ce même gouvernement contre le mouvement communiste égyptien¹. Le ministre de l'Intérieur, Siraj-al Din Pasha, ne sera pas moins ferme que ses prédécesseurs. Il crée un département spécial pour combattre les communistes. Il procède à de nombreuses arrestations, dont celle d'Henri Curiel en juillet 1950. Le leader du MDLN est expulsé d'Égypte le mois suivant².

L'URSS, qui cherche à faire obstacle aux tentatives occidentales de créer un équivalent de l'OTAN au Moyen-Orient, considère que la politique du Wafd, qui veut le départ de la Grande-Bretagne du sol égyptien, offre une chance d'affaiblir Londres. Les relations commerciales entre l'Égypte et le bloc soviétique s'améliorent à partir de 1950 et poursuivent leur progression au même rythme que la détérioration des relations anglo-égyptiennes³.

Le rapprochement semble entrer dans une nouvelle phase, en 1951, lorsque l'URSS propose à l'Égypte, au cours de l'été, d'ouvrir des négociations en vue de la signature d'un pacte de non-agression⁴. Au mois d'octobre 1951, lorsque le gouvernement Pacha décide d'abroger le traité anglo-égyptien de 1936, Moscou apporte son soutien à l'initiative égyptienne. Le Conseil du Mouvement pour la Paix fit de même, lors de sa réunion de novembre 1951. Enfin, le ministre égyptien des Affaires étrangères déclara que rien n'empêcherait Le Caire d'acheter des armes soviétiques. Des négociations auraient même été entamées sur cette question, mais l'URSS aurait décliné l'offre⁵.

1. *Ibidem*, p. 38.

2. Gilles Perrault, *Un homme à part*, Paris, Bernard Barrault, 1984, p. 212-214.

3. Rami Ginat, *op. cit.*, p. 134-143.

4. *Ibidem*, p. 119.

5. *Ibidem*, p. 129.

Vrai ou faux, l'épisode illustre les limites de la politique soviétique à l'égard de l'Égypte et plus généralement envers le monde arabe. Moscou ne veut pas s'engager dans une véritable alliance qui l'obligerait à prendre parti pour les États arabes dans leur conflit avec Israël.

Les Officiers libres

La tentative d'épreuve de force avec la Grande-Bretagne entreprise par le gouvernement Wafd échoua, et le Premier ministre égyptien dut quitter le pouvoir à la fin du mois de janvier 1952. Au cours des mois suivants, l'Égypte entra dans une période d'instabilité – plusieurs gouvernements, beaucoup plus anticommunistes et opposés à une politique de rapprochement avec l'URSS, se succédèrent sans parvenir à trouver une issue à la crise politique et sociale. La solution ne viendra ni du mouvement communiste, très affaibli par la répression, ni des forces islamistes, mais de l'armée, creuset de l'ascension sociale des couches modestes. La défaite en Palestine, en 1948, l'incapacité des gouvernements successifs à endiguer la corruption de la monarchie et à obtenir le départ des troupes britanniques ont fait monter la révolte au sein de l'armée et avivé les sentiments nationalistes.

Au mois de juillet, un groupe de jeunes officiers – ils ont tous moins de 40 ans –, les « Officiers libres », décide de renverser la monarchie du roi Farouk. L'alliance entre l'URSS et l'Égypte de Nasser, nouée à partir de 1955, a occulté la période de relations tendues qui l'a précédée.

En effet, dans un premier temps, l'URSS stigmatise cette prise du pouvoir assimilée à un coup d'État militaire¹. Si la répression contre les communistes égyptiens a suscité le courroux de Moscou, c'est surtout les liens entre les Officiers libres et les États-Unis qui provoquent cette hostilité soviétique à l'égard du nouveau pouvoir égyptien². L'analyse des dirigeants soviétiques n'est pas le seul produit de leur aveuglement idéologique. Les États-Unis ont effectivement soutenu le coup d'État des Officiers libres. Ces derniers

1. « Dans la nuit du 23 juillet, un groupe d'officiers réactionnaires, lié aux États-Unis et dirigé par le général Naguib, a pris le pouvoir [...] et a établi une dictature militaire », *Bolchaïa Sovietskaïa Entsiklopediia*, cité in Yaacov Ro'i, *From Encroachment to Involvement*, *op. cit.*, p. 103.

2. Un rapport du Comité d'information du MID, datant de septembre 1952, souligne que les États-Unis ont inspiré le coup des Officiers libres : cité in Vadislav Zubok, « Soviet Intelligence and the Cold War : The "Small" Committee of Information, 1952-1953 », *Diplomatic History*, vol. 19, n° 3, 1995, p. 459.

entretenaient les meilleures relations avec l'ambassadeur américain au Caire¹. Les contradictions entre les objectifs intérieurs et extérieurs de la politique américaine conduiront plus tard à la dégradation des relations entre les deux pays.

Seul Nasser échapperait à l'influence américaine, selon le chargé d'affaires hongrois au Caire, qui puiserait ses informations auprès d'un membre du MDLN lié aux « Officiers libres »². Pourtant Nasser n'est pas le moins anticommuniste des nouveaux dirigeants³. Mais le diplomate hongrois a vu juste. Nasser sera l'artisan de l'alliance entre Moscou et Le Caire deux ans plus tard. Il entretenait même de bonnes relations avec le MDLN, à la veille du coup d'État du 23 juillet 1952⁴. Le MDLN soutiendra les Officiers libres, alors que le Parti communiste égyptien qualifiera Nasser de traître et de dictateur.

Pour l'heure, les relations soviéto-égyptiennes ne s'améliorent guère. Le représentant du Bureau d'information soviétique en Égypte assure, dans son rapport pour l'année 1952, qu'« il faut s'attendre à un renforcement de la dictature militaro-policière et par conséquent à une nouvelle dégradation des conditions de diffusion d'une information vraie sur l'URSS »⁵. La rupture des relations diplomatiques entre l'URSS et Israël ne fut pas perçue comme un signe en direction du monde arabe⁶. L'heure du rapprochement n'a pas encore sonné. Il faudra attendre que les crises politiques en Égypte et en URSS soient résolues, et que Moscou entreprenne une réorientation globale de sa politique étrangère pour assister au véritable départ des relations soviéto-égyptiennes.

La politique soviétique à l'égard du monde arabe a pour objectif principal d'affaiblir la Grande-Bretagne et d'empêcher la constitution d'un bloc militaire occidental au Proche-Orient. Elle constitue un instrument au service d'un dessein géopolitique, mais sans avoir de buts propres. Les relations soviéto-arabes ne sont pas portées par un projet autonome. Elles n'ont qu'une fonction défensive, tant côté

1. Laila Amin Morsy, « American support for the 1952 Egyptian Coup : Why ? », *Middle Eastern Studies*, vol. 31, n° 2, 1995, p. 307-316 ; Elie Podeh, « The Drift Towards Neutrality : Egyptian Foreign Policy during the Early Nasserist Era, 1952-1955 », *Middle Eastern Studies*, vol. 32, n° 1, 1996, p. 159-178.

2. APEFR, f. 087, o. 15, p. 29, d. 7, l. 300, entretien entre les chargés d'affaires soviétique (Kiktev) et hongrois (Zagor), 29 octobre 1952, confidentiel.

3. Henry Laurens, « L'URSS et l'Égypte de Nasser à Sadate », in Dominique Chevalier (sous la direction de), *Renouvellements du monde arabe 1952-1982*, Paris, Armand Colin, 1987, p. 48-49.

4. Selma Botman, *op. cit.*, p. 139.

5. CRCEDHC, f. 17, o. 137, d. 766, l. 120, 10 février 1953, confidentiel.

6. Rami Ginat, *op. cit.*, p. 162.

soviétique qu'égyptien. Pour des raisons idéologiques et géopolitiques, Moscou hésite à soutenir les pays arabes. Les ouvertures faites aux capitales du monde arabe seront suivies le plus souvent de reculs qui porteront atteinte à la crédibilité de la politique de rapprochement engagée.

En réalité, plusieurs obstacles entravent son développement. Le premier est d'ordre idéologique. La répression du mouvement communiste dans le monde arabe est une source permanente de tension. De ce point de vue, l'existence légale du Parti communiste israélien est un élément que l'URSS ne peut négliger, dans une région où cette situation relève de l'exception. Toutefois, au Proche-Orient comme ailleurs, l'URSS n'hésitera pas à sacrifier un mouvement communiste – faible et divisé – au profit de ses relations avec les gouvernements anti-communistes, mais anti-occidentaux.

Les dirigeants soviétiques de l'époque stalinienne font également montre d'une grande méfiance à l'égard des mouvements de libération nationale qui ne sont pas contrôlés par les communistes. La tactique, depuis de VII^e congrès du Komintern en 1935, consiste à créer des fronts populaires anti-impérialistes dirigés par les communistes. Ce schéma est encore à l'ordre du jour dans l'après-guerre : « Étant donné que l'impérialisme soutient et encourage tous les exploités du peuple, y compris les féodaux, des conditions propices existent pour que le mouvement antiféodal se confonde avec la lutte de libération nationale en un torrent révolutionnaire unique. Cette fusion ne peut s'accomplir que sous la direction de la classe ouvrière. L'histoire confirme que la paysannerie constitue le gros des forces de tout mouvement national puissant. Et, quand la classe ouvrière prend la tête du mouvement, il acquiert une puissance vraiment irrésistible. »¹

Or, cette configuration est impossible au Proche-Orient, compte tenu des problèmes qu'y rencontrent les partis communistes. Les mouvements de libération nationale, lorsqu'ils ne sont pas dirigés par les communistes, ne sont considérés que dans la mesure où ils peuvent affaiblir les « impérialistes » ou renforcer les contradictions entre les puissances impérialistes, mais ils ne sont pas envisagés comme des membres à part entière du camp socialiste². C'est l'un des éléments qui peut expliquer que le Proche-Orient n'ait pas été apprécié comme un terrain propice à une poussée révolutionnaire entre 1949 et 1951, à la différence de l'Asie, qui disposait d'un mouvement communiste fort et armé.

1. L. Skouratov, « L'écheveau du Proche-Orient », *Temps nouveaux*, n° 17, 1953.

2. William Wohlforth, *op. cit.*, p. 113.

Toutefois, l'expérience de la coopération avec le gouvernement Wafd servira de modèle et de précédent pour la politique soviétique dans le monde arabe à partir de 1955, au moins sous deux aspects : la possibilité pour Moscou, sinon d'établir une alliance, du moins de mener une politique de rapprochement avec des gouvernements nationalistes non communistes, voire anticommunistes, mais anti-occidentaux ; l'utilisation des échanges commerciaux comme instrument de promotion des intérêts politiques de l'URSS dans le monde arabe. Ainsi, malgré l'hostilité de Moscou envers les Officiers libres, l'Égypte figure en bonne place dans la hiérarchie des mouvements de libération nationale établie par Malenkov, lors de son rapport au XIX^e congrès du PCUS, en octobre 1952¹.

Le second obstacle résulte des contradictions internes de la politique soviétique au Proche-Orient. L'objectif de Moscou est d'affaiblir la Grande-Bretagne. À cette fin, elle soutient les gouvernements, qui, au Proche-Orient, sont en conflit avec Londres. Mais, cette politique renforce la volonté des Occidentaux d'établir un système de sécurité régionale au Proche-Orient, sur le modèle de l'OTAN. Or, l'objectif principal de l'URSS, entre 1949 et 1953, et même au-delà, était de faire obstacle à ce projet.

À la veille de la disparition de Staline, la situation de l'URSS au Proche-Orient n'est guère brillante. Elle ne dispose d'aucun allié dans une région proche de ses frontières, qui fait l'objet d'une attention croissante de la part des États-Unis et où, malgré leur affaiblissement, la France et la Grande-Bretagne continuent à jouer un rôle majeur. L'équilibre des forces au Proche-Orient lui est encore plus défavorable qu'au sortir de la guerre en Palestine en 1949. Malgré la gravité du conflit anglo-égyptien et la déstabilisation du monde arabe après la défaite en Palestine, l'URSS n'a pas su saisir les occasions qui se sont présentées au cours de cette période.

La politique soviétique au Proche-Orient souffre pour l'essentiel de deux maux :

— le poids de la politique intérieure. Le problème des Juifs soviétiques pèse de plus en plus sur les relations soviéto-israéli-

1. « Au lieu d'un asservissement des peuples des pays coloniaux et dépendants, déclare Malenkov devant les délégués du Congrès, nous sommes en présence d'un nouvel et puissant essor de la lutte pour la libération nationale dans ces pays ; la crise du système colonial de l'impérialisme s'est aggravée. [...] Les peuples des pays coloniaux et dépendants opposent une résistance de plus en plus énergique aux asservisseurs impérialistes. La lutte des peuples du Viêtnam, de Birmanie, de Malaisie, des Philippines et d'Indonésie, la résistance nationale croissante en Inde, en Iran, en Égypte et d'autres pays attestent l'ampleur que prend le mouvement de libération nationale », G. Malenkov, Rapport présenté au XIX^e congrès du parti sur l'activité du comité central du parti communiste (bolchevik) de l'URSS, 5 octobre 1952.

liennes, jusqu'à les priver de toute autonomie par rapport aux considérations intérieures. La mise en cause d'Israël dans les différentes « affaires » en URSS et dans les démocraties populaires a conduit les relations soviéto-israéliennes dans une impasse. Toute la politique de l'URSS au Proche-Orient a été déséquilibrée.

La rupture des relations entre l'URSS et Israël, non seulement renforce le courant des dirigeants israéliens qui prône une alliance occidentale, mais affaiblit les forces favorables à l'URSS (PC israélien, aile gauche du Mapam, « compagnons de route »), réduisant la marge de manœuvre de Moscou et sa capacité à influencer sur la vie politique israélienne ;

– Malgré le rapprochement avec l'Égypte à l'époque du gouvernement Wafd, les dirigeants soviétiques restent méfiants à l'égard de la bourgeoisie nationale. Ils refusent de s'engager dans une alliance avec des gouvernements ou des mouvements au sein desquels les communistes n'exercent aucune influence. Après la révolution chinoise, le modèle dominant de la prise du pouvoir reste plus que jamais celui d'une situation contrôlée par les communistes. En Égypte, et plus généralement dans le monde arabe, ce modèle est inapplicable.

Dix ans après l'établissement de sa première ambassade dans le monde arabe, au Caire en 1943, l'URSS affiche un déficit important si l'on considère la distribution de la puissance au Proche-Orient, que ce soit au plan des relations interétatiques ou du point de vue des perspectives de développement du mouvement révolutionnaire. Elle n'a pas su profiter de l'affaiblissement de la Grande-Bretagne et de ses clients dans le monde arabe. Une fois la crise de succession résolue, les héritiers de Staline engageront, dans la région, une nouvelle stratégie qui donnera des résultats plus tangibles.

CHAPITRE VI

Les Juifs d'URSS et la création d'Israël

Au soir du 22 juin 1941, l'URSS se trouve dans une situation désastreuse dont Staline, parce qu'il a refusé jusqu'au dernier moment de prendre des mesures indispensables à la défense du pays, est largement responsable¹. Face au désastre militaire, la mobilisation de la société soviétique, dont la loyauté au régime est loin d'être acquise dans certaines régions, devient l'un des objectifs prioritaires². À cette fin, le pouvoir opère un rapprochement avec l'Église orthodoxe, les communautés musulmane³ et juive. Mais surtout, après deux ans d'alliance avec l'Allemagne nazie, l'URSS doit opérer un nouveau retournement diplomatique. Il s'agit cette fois de conclure une alliance avec les ennemis d'hier, les États-Unis et la Grande-Bretagne, et de mobiliser leurs opinions publiques pour que Churchill et Roosevelt participent à l'effort de guerre soviétique.

1. Sur les causes du désastre du 22 juin 1941, voir Gabriel Gorodetsky, *Le Grand jeu...*, *op. cit.* ; Gaël Moulec, « L'étrange défaite de juin 1941 », *Communisme*, n° 49-50, 1997, p. 65-85.

2. Comme en Ukraine ou dans le Caucase et dans les Républiques baltes, où l'armée allemande reçut, au moins dans un premier temps, un accueil plutôt favorable. Par ailleurs, le pouvoir soviétique dut affronter le mécontentement ouvrier à l'automne 1941, comme par exemple à Ivanovo. Nicolas Werth, Gaël Moulec, *Rapports secrets soviétiques 1921-1991, La société russe dans les documents confidentiels*, Paris, Gallimard, 1994, p. 230-238.

3. Dès septembre 1941, le pouvoir soviétique assouplit sa politique à l'égard de l'Église orthodoxe. En septembre 1943, Staline autorise l'élection d'un nouveau patriarche sur le siège laissé vacant depuis 1924. Un même mouvement de détente est opéré en direction des musulmans avec la création, en octobre 1943, d'une « Direction centrale des musulmans » à Tachkent.

I — La création du Comité antifasciste juif

L'appel du 24 août

Le 24 août 1941, un meeting « des représentants du peuple juif » est organisé à Moscou et retransmis aux États-Unis et en Grande-Bretagne par la radio soviétique. L'initiative en revient à des intellectuels et des artistes qui constitueront le noyau central du Comité antifasciste juif. Le 16 août 1941, Solomon Mikhoels, David Bergelson, Leib Kvikto, Chakhno Epstein et quelques autres avaient adressé la lettre suivante à Solomon Lozovski, alors responsable du Sovinformburo et vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères : « Nous, un groupe de l'intelligentsia juive, considérons qu'il serait utile d'organiser un meeting juif en direction des Juifs des États-Unis, de la Grande-Bretagne et aussi des Juifs des autres pays. L'objectif de ce meeting est de mobiliser l'opinion publique juive mondiale dans la lutte contre le fascisme et pour un soutien actif à l'Union soviétique dans sa grande guerre patriotique de libération. À notre avis, un meeting avec la participation d'académiciens, d'écrivains, d'artistes et de combattants juifs de l'Armée rouge aura un grand impact à l'étranger. »¹

Le meeting est soigneusement organisé par Solomon Lozovski et Alexandre Chtcherbakov, responsables du Sovinformburo. Ils sélectionnent les orateurs et relisent les textes². À la tribune se succèdent les figures les plus prestigieuses du judaïsme soviétique : l'acteur Solomon Mikhoels, les écrivains Ilya Ehrenbourg, David Bergelson, Peretz Markish, le physicien Piotr Kapitsa, le cinéaste Sergueï Eisenstein. L'émotion est à son comble. Les mots prononcés sont poignants. Ils expriment la détresse des Juifs d'URSS face à la catastrophe qui s'annonce. Tous les discours sont ponctués d'une apostrophe : « À nos frères juifs du monde entier ! » Détresse, mais pas résignation. David Bergelson en appelle à la résistance contre la barbarie nazie : « Je ne mourrai pas. Je vivrai ! » D'autres, assimilationnistes convaincus, retrouvent leurs racines juives : « Je suis un écrivain russe, lance Ehrenbourg. Maintenant, comme tous les Russes, je défends ma patrie. Mais les nazis m'ont rappelé autre chose. Ma mère s'appelait Hannah. Je suis juif. Je le dis fièrement. »

1. CRCEDHC, f. 17, o. 125, d. 35, ll. 64-65, 16 août 1941, in *Evreiski antifachistski Komitet v SSSR, 1941-1948*, Moscou, Mejdounarodnye otnochenia, 1996, p. 35-36.

2. Komissia pri prezidente rossiskoï federatsii po reabilitatsii jertv političeskikh repres-sii, *Nepravednyi soud posledni stalinski rasstrel*, Moscou, Nauka, 1994, p. 147.

Dans la bouche du fidèle zélateur du régime, ces mots, impossibles à dire encore quelques semaines auparavant, prennent un sens particulier. Ils signifient que pour cause de patrie en danger, le Kremlin est prêt à provisoirement lâcher du lest. Du moins pour ceux qui disposent de ressources qui peuvent être mobilisées en faveur de l'effort de guerre. Signe des temps, un compte rendu de ce meeting est publié le lendemain dans la *Pravda*.

Le succès de « l'appel du 24 août » est immédiat. Plusieurs comités d'aide à l'URSS aux États-Unis et en Angleterre sont créés, dont le Comité des écrivains, artistes et scientifiques juifs présidé par Albert Einstein. Moscou ne pouvait rêver plus prestigieuse caution. Le mouvement sioniste répond également à l'appel¹. Tout cela incite le pouvoir soviétique à se lancer dans la création du Comité antifasciste juif (CAJ) à la fin de l'année 1941². Derrière cette idée, on trouve le tout-puissant commissaire du peuple aux Affaires intérieures depuis 1938, et membre du GKO³ depuis sa création en juin 1941 : Lavrentii Beria. Pour comprendre la genèse du CAJ, il faut revenir à l'affaire Erlich-Alter.

Henryk Erlich et Viktor Alter étaient deux dirigeants du parti ouvrier juif (Bund) de Pologne et de l'Internationale socialiste⁴. Après le pacte germano-soviétique d'août 1939, Erlich et Alter fuient Varsovie et se dirigent vers l'est, devenu territoire soviétique. Recherchés par le NKVD, Alter est arrêté le 26 septembre 1939 à Kovel et Erlich le 4 octobre à Brest-Litovsk : tous deux sont transférés à la prison de la Loubianka à Moscou. Ils sont accusés de « positions anticommunistes contre le PC polonais, d'avoir critiqué le pacte germano-soviétique, de contacts avec les services d'espionnage polonais »⁵. Alter et Erlich sont condamnés à mort par le Collège militaire de la Cour suprême de l'URSS – respectivement le 20 juillet et le 2 août 1941, soit après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne. Quelques jours plus tard (le 22 juillet

1. Voir chapitre II.

2. *Ibid.*, p. 148.

3. *Gosoudartsvennyi Komitet Oboroni* (Comité d'État à la Défense), créé le 30 juin 1941, présidé par Staline et composé de Molotov, Malenkov, Beria, Vorochilov, Mikoïan et Kaganovitch, ce comité assumait la totalité des pouvoirs pendant la guerre.

4. Henryk Erlich : né en 1882 à Lublin en Pologne, il fit ses études à Varsovie et Saint-Petersbourg, adhère en 1903 au Bund, dont il deviendra le principal leader après la démission de Vladimir Medem en 1920. Victor Alter, né en 1890 à Mława. Après son exclusion du lycée, il adhère au Bund. Arrêté, il est déporté en Sibérie, puis exilé en Belgique, où il accomplit une partie de ses études, avant de revenir en Pologne en 1919. Il devint le numéro deux du Bund avec Erlich. Voir Henri Minczeles, *Histoire générale du Bund, un mouvement révolutionnaire juif*, Paris, Austral, 1995.

5. *Chtchit i Metch*, septembre 1992. Dans une lettre qu'il envoya à Mikhaïl Kalinine, président du Soviet suprême de l'URSS, Henryk Erlich retraça les événements qui s'étaient produits depuis leur libération en septembre 1941.

pour Alter et le 27 août pour Erlich), leurs peines sont commuées en détention, puis ils sont libérés le 11 septembre, en vertu d'un accord sur le sort des citoyens polonais incarcérés en URSS conclu entre le gouvernement polonais en exil à Londres et Moscou¹.

D'après Erlich, le NKVD leur a proposé d'étudier la façon dont ils pourraient prendre part à la lutte contre l'hitlérisme. C'est alors qu'ils auraient conçu l'idée d'un Comité antifasciste juif, dont l'objectif aurait été de mobiliser les communautés juives occidentales, en particulier aux États-Unis et en Angleterre, pour les inciter à aider l'URSS.

Erlich et Alter discutèrent avec Beria des principes de ce comité. Ils lui adressèrent, en octobre 1941, une lettre dans laquelle ils proposaient de créer un Comité juif antihitlérien et que ledit comité soit établi en URSS. Erlich et Alter joignirent à leur missive une note destinée à Staline, procédure que Beria leur avait conseillé de suivre. En conclusion, ils demandaient à Beria de les « aider à atteindre cet objectif » [la création du comité] afin que leur proposition soit « examinée rapidement et qu'une décision positive soit prise »². Erlich et Alter suggéraient que le comité fût présidé par Erlich, que Mikhoels en soit le vice-président et Alter le secrétaire³.

Dans leur lettre à Staline, après avoir rappelé que « le destin du mouvement ouvrier et de l'humanité dépend de l'issue des gigantesques batailles qui se déroulent maintenant sur l'immense territoire de l'Union soviétique », ils mettaient l'accent sur le fait que l'objectif d'Hitler était « l'extermination de tout le peuple juif », raison pour laquelle les Juifs devaient prendre part à la lutte contre Hitler⁴.

Si leur lettre arriva bien sur le bureau de Staline, elle n'eut pas le résultat attendu. Évacués à Kouïbychev, en octobre 1941, avec les institutions soviétiques et le corps diplomatique, ils sont à nouveau arrêtés et mis au secret le 3 décembre⁵. Ni Erlich ni Alter ne furent informés des raisons de leur nouvelle arrestation. Alter adressa une lettre à Beria dans laquelle il exprimait son incompréhension face à « cette conclusion inattendue de nos négociations qui étaient fondées sur "la confiance mutuelle" »⁶. Contrairement à ce que l'on avait cru jusqu'à présent, Erlich et Alter ne furent pas

1. Les négociations se déroulèrent à Londres, entre Ivan Maïski, l'ambassadeur d'URSS à Londres, et le général Sikorski. Un traité soviéto-polonais fut signé le 17 juillet 1941 et un accord sur l'amnistie des citoyens polonais le 12 août 1941.

2. Document cité in *Evreïski antifachistskii Komitet*, *op. cit.*, p. 21-22.

3. *Chtchit i Metch*, septembre 1992.

4. Cité in *Evreïski antifachistski*, *op. cit.*, p. 22-23.

5. Note de Raïkhman au camarade Bachtakov, chef de la 1^{re} section spéciale du NKVD, 5 décembre 1941, strictement confidentiel, *ibidem*, p. 70.

6. Lettre de Alter à Beria, 13 décembre 1941, *ibidem*, p. 73.

exécutés immédiatement. En réalité, Erlich se suicida le 14 mai 1942¹ et Alter fut fusillé le 17 février 1943, à la suite d'une condamnation sans appel prononcée trois jours plus tôt par le collègue militaire de la Cour suprême de l'URSS et approuvée par Staline². De toute évidence, Beria venait de commettre un faux pas. Selon le témoignage de son fils Sergo, il ignorait qu'Erlich et Alter avaient critiqué Staline et n'avait qu'une connaissance très relative des conflits qui avaient opposé le Bund aux bolcheviks³. Voire. Beria n'abandonna pas la partie. Il était convaincu que le lobby juif américain pouvait jouer un rôle décisif pour faire entrer les États-Unis en guerre contre l'Allemagne nazie. Selon son fils, il nourrissait l'espoir que « toute la communauté juive mondiale, avec ses savants et ses banquiers, travaillerait pour l'Union soviétique. Il souhaitait même créer un réseau d'agents d'influence et même d'agents tout court »⁴. En particulier, il cherchait à recruter des agents pour obtenir des informations sur le projet atomique.

Toujours est-il que, si les premiers promoteurs du projet furent éliminés, ce dernier ne fut pas pour autant abandonné. Chtcherbakov et Lozovski travaillent, à partir de la fin de 1941, à la formation des comités antifascistes (slave, des femmes, des scientifiques, etc.) qui seront placés sous leur autorité. C'est alors que le CAJ prend forme. Solomon Mikhoels en est nommé président⁵.

Né en 1890 dans la petite ville de Dvinsk en Lettonie, Solomon Vovsi grandit dans une famille qui compte neuf enfants – huit garçons, dont son frère jumeau Chaim, et une fille. Son père consacre plus de temps à l'étude de la Bible et du Talmud qu'à la gestion de son exploitation de bois. Il envoie ses enfants au Heder (l'école primaire juive). Mikhoels ne lira le russe qu'à partir de l'âge de treize ans. En 1905, la famille doit quitter Dvinsk à la suite de la faillite de l'entreprise paternelle. Elle s'installe à Riga, où Solomon poursuit sa scolarité au lycée. C'est à Riga qu'il fait la connaissance de sa première épouse, Sarah Kantor. En 1915, il entreprend des études de droit à l'université de Saint-Pétersbourg et subvient aux besoins familiaux en enseignant les mathématiques. Jusqu'à ce que sa passion secrète le rattrape : le théâtre. Dans la famille Vovsi,

1. Voir les rapports sur le suicide d'Erlich, Lukasz Hirszowicz, « NKVD Documents Shed New Light on the Fate of Erlich and Alter », *East European Jewish Affairs*, vol. 22, n° 2, 1992, p. 75-79.

2. *Ibidem*, p. 82-85.

3. Sergo Beria, *Beria, mon père. Au cœur du pouvoir stalinien*, Paris, Plon / Critérium, 1999, p. 169.

4. *Ibidem*, p. 168.

5. *Nepravednyi soud, op. cit.*, p. 148.

mieux valait envisager de devenir avocat, médecin ou rabbin. Acteur, certainement pas. « Dans ma famille, écrivait Mikhoels, on considérait comme méprisable le métier d'acteur. Je gardais ces idées profondément cachées en moi, pensant que je ne disposais pas des capacités nécessaires pour me consacrer à des idées théâtrales. »¹ À la fin de l'année 1918, il croise Alexis Granowski sur la perspective Nevski. Celui-ci, qui vient de créer un studio de théâtre juif, lui propose de participer à l'aventure. Solomon a déjà vingt-huit ans. Après une nuit d'hésitation, il accepte. En 1920, la troupe s'installe à Moscou pour fonder le Théâtre juif d'État. Solomon Vovsi prend alors le pseudonyme de Mikhoels. Marc Chagall décore le théâtre, rue Stankevitch. Ses pièces connaissent un immense succès. Elles sont présentées en province et même à l'étranger – en 1928, la troupe effectue une tournée en Europe. Mikhoels et Granowski ne se contentent pas de monter le répertoire yiddish (Sholem Aleikhem, Mendele Moïkher Sforim, Sholem Asch) : ils s'attaquent aux traductions des grands auteurs occidentaux. En 1935, Mikhoels dirige et joue le *Roi Lear* de Shakespeare. L'écho de sa mise en scène et de son interprétation, exceptionnelle, se font entendre bien au-delà des murs du Théâtre juif. En 1939, à l'occasion du vingtième anniversaire du Théâtre, qu'il dirige depuis que Granowski a choisi de s'exiler en 1929, Mikhoels reçoit le titre d'Artiste populaire de l'URSS et l'Ordre de Lénine.

Personne ne pouvait mieux que Mikhoels représenter ce judaïsme russe, à la fois attaché à sa langue (le yiddish), à ses traditions, mais aussi ouvert sur le monde et épris de modernité. Son rayonnement artistique et son aura le désignaient pour mobiliser les Juifs occidentaux.

Le choix du secrétaire du comité se porta sur Chakhno Epstein. Journaliste, ancien bundiste, Epstein avait rejoint le parti bolchevik en 1919. Mais c'était surtout un collaborateur de longue date du département étranger du NKVD, titre auquel il fut nommé à ce poste stratégique. Cette nomination n'a pu se faire qu'avec l'accord de Beria, qui disposait ainsi d'un moyen d'influence et de contrôle sur le comité.

Le comité rassembla la fine fleur de l'intelligentsia littéraire et scientifique juive soviétique. Au total, il compta soixante-dix membres, dont 19 siégeaient au présidium². Les membres du comité

1. Natalia Vovsi-Mikhoels, *Mon père Salomon Mikhoels. Souvenirs sur sa vie et sur sa mort*, Montricher, Les éditions Noir sur Blanc, 1990, p. 22.

2. CRCEDHC, Rapport de Mikhoels et Fefer adressé à Souslov, f. 17, o. 128, d. 76, ll. 3-9, 21 juin 1946.

furent sélectionnés en fonction de l'objectif qui lui était assigné : mobiliser l'opinion publique juive en faveur de l'URSS¹.

Le cadre des activités du CAJ a été défini au cours de plusieurs échanges entre Mikhoels, Epstein, Lozovski et Chtcherbakov. Mikhoels et Epstein proposèrent d'orienter le travail du CAJ autour de trois objectifs :

1) Rassembler des informations sur la situation des Juifs en URSS et dans les pays occupés par l'Armée nazie et sur la participation des Juifs à la guerre patriotique ; 2) promouvoir la création de comités antifascistes à l'étranger et organiser le travail de propagande sur les atrocités commises contre les Juifs et sur la lutte des masses juives contre le fascisme ; 3) organiser une campagne de collecte d'argent, en particulier aux États-Unis, afin d'acheter des médicaments et des vêtements chauds pour l'Armée rouge et les populations évacuées des régions occupées par les Allemands². Ce dernier point est considéré comme le plus important par Lozovski, qui souligne : « Nous pouvons recevoir des millions de dollars de médicaments et de vêtements chauds [...] avec très peu de travail. »³

En avril 1942, Lozovski annonce la création des comités antifascistes lors d'une conférence de presse pour les correspondants étrangers à Kouibychev. Le CAJ va développer son activité dans trois directions : la mobilisation de l'opinion publique juive par la création de comités antifascistes en Angleterre et aux États-Unis, le développement de campagnes de collectes de fonds en faveur de l'Armée rouge et « une propagande systématique parmi les Juifs à l'étranger ». Pour favoriser ce travail de propagande, un journal en yiddish du CAJ est créé : *Eynikayt* (Unité) et publié trois fois par mois⁴. La première livraison sortit le 7 juin 1942, mais, en fait, le journal était difficilement accessible à la population juive en URSS en raison de la faiblesse du tirage (entre 1 000 et 5 000 exemplaires). Ce n'est qu'après la guerre que son tirage sera porté à 10 000 exemplaires et qu'il parut trois fois par semaine⁵. Parallèlement à la publication d'*Eynikayt*, le CAJ enverra pendant toute la guerre des matériaux pour alimenter les articles sur l'URSS dans la presse internationale⁶. Par ailleurs, des

1. *Nepravednyi soud*, op. cit., p. 150-151.

2. CRCEDHC, f. 17, o. 125, d. 106, ll. 1-3, note de Lozovski à Chtcherbakov, 5 février 1942, *Evreiski antifachistski Komitet*, op. cit., p. 57-58.

3. *Ibidem*.

4. CRCEDHC, f. 17, o. 117, d. 311, l. 122, 27 avril 1942, décision du secrétariat du CC du PCBUS, *ibidem*, p. 54.

5. Shimon Redlich, *War, Holocaust and Stalinism. A documented History of the Jewish Anti-Fascist Committee in the USSR*, Londres, Hardwood Academic Publishers, 1995, p. 51.

6. Le CAJ envoya plus de dix mille articles à la presse étrangère pendant la guerre, CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 1057, l. 51, 7/8 janvier 1947.

émissions de radio à destination des États-Unis et de la Grande-Bretagne sont réalisées deux fois par semaine¹.

Les premiers résultats du travail effectué par les comités américains sont accueillis favorablement par Lozovski et le CAJ. En particulier, la collecte de fonds s'avère très fructueuse². Dès 1942, ces organisations expriment le souhait de recevoir une délégation du CAJ aux États-Unis, mais le Kremlin préfère attendre la victoire de Stalingrad qui a renforcé la position de l'URSS³.

Le voyage de Mikhoels et Fefer aux États-Unis

Ce voyage constitue l'épisode central de l'activité du CAJ et lui sera fatal quelques années plus tard, même si d'autres éléments le conduiront à sa perte. C'est à partir de ce moment-là que les dirigeants du CAJ transforment le comité et sortent du cadre qui leur avait été fixé. Après le succès obtenu lors de cette tournée, le CAJ devient l'interlocuteur des Juifs en Occident, mais aussi des Juifs soviétiques. Ou, plus exactement, les dirigeants du CAJ se prennent à penser qu'ils peuvent jouer ce rôle. Plus et pire pour leur destin : ils croient possible, au nom des succès du CAJ, de prendre l'initiative de poser la question juive en URSS. Euphorie, naïveté, imprudence, manipulation ? Staline ne leur pardonnera pas d'avoir franchi la ligne jaune.

Officiellement, l'objectif du voyage s'inscrit dans le cadre de l'activité du CAJ : mobiliser les opinions publiques et récolter des fonds pour l'Armée rouge, mais d'autres buts sont visés. Il s'agit d'abord de faire oublier l'affaire Erlich-Alter, qui avait soulevé une vive émotion aux États-Unis et en Grande-Bretagne⁴. En septembre 1942, le consul soviétique à New York écrit à Lozovski qu'elle est utilisée « par les organisations juives réactionnaires qui ont conduit une campagne contre l'Union soviétique »⁵. Dans le projet d'instructions à l'intention de Mikhoels et Fefer, Lozovski indique que, « en cas de tentative des ennemis juifs et polonais de l'Union soviétique de soulever lors d'une quelconque réunion l'affaire Erlich et

1. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 1057, l. 46, 7/8 janvier 1947.

2. Les estimations varient d'un document à l'autre. Lors de son procès, en 1952, Lozovski déclara que le comité d'aide à la Russie en guerre avait collecté 93 millions de dollars. Dans un rapport rédigé en 1946 sur les activités du CAJ, il est fait mention de 35 millions de dollars.

3. *Nepavednyi soud*, op. cit., p. 169.

4. Sur les réactions britanniques, voir les documents du Foreign Office publiés in *Soviet Jewish Affairs*, vol. 3, n° 1, 1973, p. 104-109.

5. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 1122, l. 42, 9 septembre 1942, Shimon Redlich, *War, Holocaust...*, op. cit., p. 74.

Alter, les délégués doivent fermement prendre la défense de l'Union soviétique en déclarant que la destruction de la cinquième colonne, indépendamment de la nationalité de ses complices, est la condition préalable et indispensable à la défaite de l'Allemagne hitlérienne »¹. Mais les organisations juives américaines étaient elles-mêmes soucieuses de ne pas entraver la venue de Mikhoels et Fefer, à l'instar de Nahoum Goldmann qui demanda au département d'État de ne pas soulever le cas Erlich-Alter². Le dirigeant sioniste ne voulait pas compromettre l'avenir de la relation avec l'URSS alors que son mouvement cherchait à obtenir son soutien en faveur de la création d'un État juif en Palestine.

Au-delà de cet aspect, la préparation de l'après-guerre est déjà présente dans tous les esprits. La communauté juive américaine pourrait peser d'un poids certain, à la fois sur les négociations qui vont s'engager entre les Alliés à Téhéran, en cette même année 1943, et sur les futures échéances électorales américaines. Dans les deux cas, une opinion publique juive favorable à l'URSS serait un atout important pour Moscou.

Pour accompagner Mikhoels, Lozovski et Chtcherbakov choisissent Itzhik Fefer. Né avec le siècle dans une petite ville près de Kichinev (l'actuelle capitale de la Moldavie, rebaptisée Chisinau), d'un père instituteur et d'une mère tricoteuse de bas, il est contraint d'abandonner ses études à l'âge de douze ans. Il fait divers métiers avant de devenir syndicaliste et d'intégrer les rangs du Bund. En 1919, il adhère au parti bolchevik. Un an plus tard, il rencontre, à Kiev, David Bergelson, David Hofstein et Leib Kvikto. Il commence alors à publier ses premiers poèmes. En 1934, il est élu membre de la direction de l'Union des écrivains. Mikhoels se méfiait de Fefer. Avant son départ, dans une lettre à sa femme, il écrit à son propos : « Je doute que je puisse compter sur son soutien. »³ Était-ce parce qu'il savait que Fefer appartenait à la Sécurité d'État ? Toujours est-il que leur voyage fut soigneusement organisé avec la collaboration du NKVD – et donc, sous l'œil de Beria.

Aux États-Unis, ils furent étroitement contrôlés par les deux responsables du NKVD, Vassili Zaroubine à Washington et Grigori Kheifetz, vice-consul à San Fransisco et, par ailleurs, tous deux impliqués dans l'organisation d'un réseau d'espionnage destiné à recueillir des informations sur la construction de la bombe atomique

1. APEFR, f. 06, o. 5, p. 98, d. 11, l. 6. Ce projet est adressé à Molotov le 13 février 1943.

2. Shimon Redlich, *War, Holocaust..., op. cit.*, p. 74

3. Archives centrales pour l'histoire du peuple juif, Fonds Mikhoels, Jérusalem, Dossier 166, mars 1943, in *Evreiski antifachistski, op. cit.*, p. 197.

américaine. Avant leur départ, les deux délégués reçoivent des instructions précises. En particulier, il leur est demandé de ne pas s'exprimer sur la situation en Palestine et de se comporter non pas seulement en tant que représentants du CAJ ou des Juifs d'URSS, mais en tant que citoyens soviétiques. Ce qui signifie qu'ils ne doivent pas limiter leurs discours à des « thèmes juifs », mais parler également de « l'amitié des peuples de l'URSS et de l'héroïsme de l'Armée rouge multinationale »¹.

Pendant six mois, de mai à décembre 1943, Mikhoels et Fefer parcourent l'Occident – la Grande-Bretagne, le Canada, les États-Unis et le Mexique –, participent à de nombreux meetings et rencontrent plusieurs personnalités de renom, en particulier aux États-Unis où ils sont reçus par Albert Einstein, Chaim Weizmann, Thomas Mann, Lion Feuchtwanger, Charlie Chaplin. Mikhoels retrouve son vieil ami Marc Chagall. Un meeting organisé en leur honneur à New York rassemble plus de 50 000 personnes.

Les objectifs fixés à la délégation seront largement atteints. Au plan politique, Lozovski souligne les résultats très positifs obtenus par la tournée de Mikhoels et Fefer : « L'arrivée de la délégation du Comité antifasciste juif a joué un rôle assez significatif dans l'isolement des éléments antisoviétiques. À en juger à partir de tout ce dont nous disposons, le groupe autour [du journal] *Vorwärts* et des petits groupes de mencheviks et de bundistes russes ont été écartés ce qui, sans aucun doute, constitue un avantage pour le mouvement d'aide à l'Union soviétique. »²

Mikhoels et Fefer rentrèrent début décembre 1943 à Moscou. Ils étaient enthousiasmés par leur voyage, comme en témoignent la lettre qu'envoya Fefer à sa famille quelques jours avant leur retour³ et le rapport de Mikhoels lors de la réunion du Sovinformburo, qui se tint dès leur arrivée à Moscou⁴. De leur voyage ils rapportent deux idées qui vont les conduire sur une pente dangereuse : le projet

1. APEFR, f. 013, o. 5, p. 3, d. 28, ll. 6-7, 19 février 1943.

2. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 792, l. 11, 15 juillet 1943, note de Lozovski à Chtcherbakov, confidentiel, in *Evreiski antifachistski, op. cit.*, p. 198.

3. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 830, l. 66, lettre de Fefer à sa famille, 3 novembre 1943, in *Evreiski antifachistski, op. cit.*, p. 201. Dans cette lettre, Fefer compare la mission qu'il accomplit avec Mikhoels à d'autres épisodes de l'histoire juive : « Nous avons mis quarante jours pour atteindre Washington depuis notre départ de Moscou et, après le banquet national de clôture à New York, il nous a fallu encore quarante jours d'attente, de voyage en avion, d'attente encore, de voyage en avion avant que nous atteignions Londres. Ce chiffre revient plus d'une fois dans l'histoire juive et dans La Bible. Les Juifs sont restés quarante ans dans le désert après leur marche difficile depuis l'Égypte jusqu'à la Terre sainte, le déluge dura quarante jours et quarante nuits. »

4. AEFR, f. 8581, o. 1, d. 1157, ll. 48-59, in *Evreiski antifachistski, op. cit.*, p. 202.

du *Livre noir* et la création d'une République autonome juive en Crimée. Dans les deux cas, la mise en avant d'une forme de spécificité juive – fût-elle tragique – sera, le moment venu, utilisée comme la preuve d'un manquement aux canons, définis par Staline, de la question nationale en URSS. Elle sera perçue par Staline comme le prélude à la constitution d'un groupe autonome pouvant échapper à son contrôle.

Le *Livre noir*

L'idée du *Livre noir*¹ est américaine, ce qui la rend tout de suite suspecte dans un système où tout ce qui émane de l'étranger peut être assimilé à de l'espionnage, du complot, de la manipulation. Dès la fin de 1942, Albert Einstein propose, avec Ben Zion Goldberg et Sholem Asch, que le CAJ rassemble des documents sur l'extermination de la population juive d'URSS par les nazis². En avril 1943, Mikhoels et Epstein envoient une première note à Chtcherbakov pour lui soumettre le projet en soulignant que le CAJ ne devait pas seulement être représenté dans le comité éditorial : il lui revenait de contrôler l'ensemble de l'entreprise.

Le projet du *Livre noir* fut ensuite discuté au cours du voyage de Fefér et Mikhoels aux États-Unis, notamment avec Einstein et Goldberg. Mais il faudra attendre encore presque un an pour qu'il prenne véritablement forme avec la participation d'Ilya Ehrenbourg et de Vassili Grossman. Depuis 1943, les deux écrivains travaillaient de leur côté à un projet similaire. Par son travail de journaliste pour la *Krasnaia Zvezda*, Ehrenbourg avait été conduit à recueillir de nombreux témoignages et à recevoir un courrier considérable. De ce fait, il était le mieux placé pour diriger cette entreprise. En août 1944, Mikhoels et Epstein demandèrent à ce qu'Ehrenbourg soit nommé à la tête d'une commission littéraire chargée de préparer l'édition russe du *Livre noir*, tout en soulignant que le CAJ conserverait la direction de l'ensemble de l'opération qui devait comprendre des éditions destinées à l'étranger³.

Des différends ne tardèrent pas à surgir entre Ehrenbourg et les dirigeants du CAJ. Ehrenbourg souhaitait que le *Livre noir* fût centré sur les atrocités commises par les nazis sur le territoire soviétique et qu'il mît en évidence la solidarité des autres peuples de l'URSS

1. Ilya Ehrenbourg, Vassili Grossman, *Le Livre noir*, Arles, Actes Sud / Solin, 1995, 1136 p.

2. Déclaration de Fefér à la réunion du présidium du CAJ du 25 avril 1946, AEFR, f. 8114, o. 1, d. 967, ll. 15-20, in *Evreiski antifachistski, op. cit.*, p. 258.

3. CRCEDHC, f. 17, o. 125, d. 246, l. 188, 23 août 1944, *ibidem*, p. 247.

à l'égard des Juifs et les actes de résistance des Juifs¹. Les dirigeants du CAJ préféraient élargir son propos en rendant compte des crimes des nazis à l'égard des Juifs dans toute l'Europe. La divergence la plus grave portait sur le contrôle du projet.

En 1944, le CAJ envoya aux États-Unis, à la demande d'Andreï Gromyko², pour l'édition américaine du *Livre noir*, une partie des matériaux préparés pour l'édition russe, mais sans l'accord d'Ehrenbourg³. Ce qui provoqua la colère de ce dernier : il démissionna de la présidence de la commission littéraire et fut remplacé par Grossman⁴. Toutefois, malgré cet incident, Ehrenbourg continua à soutenir les efforts en vue de la publication du *Livre noir*. Les divergences entre Ehrenbourg et les dirigeants du CAJ étaient aussi l'expression de leurs différences culturelles. Ehrenbourg s'exprimait et écrivait en russe et était parfaitement à l'aise en compagnie des intellectuels occidentaux. Mikhoels ou Fefer étaient des représentants de la culture yiddish, qu'ils servaient avec beaucoup de talent, mais, à l'inverse d'Ehrenbourg, leur œuvre et leur environnement social étaient beaucoup plus, sinon exclusivement, judéocentrés. La ligne de fracture entre Ehrenbourg et le CAJ n'était autre que celle qui traversait le judaïsme européen : entre une culture assimilationniste portée par l'idéal des Lumières et la défense d'une identité sans cesse menacée par l'antisémitisme, comme c'était le cas en Europe orientale ou dans l'ancienne zone de résidence de l'Empire russe. Ce conflit autour du *Livre noir* montrait que le vieux débat qui avait opposé bolcheviks et bundistes était loin d'être clos.

Au-delà des querelles de personnes et des enjeux de pouvoirs, le *Livre noir* posait un problème de fond : dans quelle mesure la spécificité du sort subi par les Juifs pouvait-elle être soulignée ?

Fefer l'avait bien subodoré en déclarant lors d'une réunion du CAJ : « Nous avons abordé cette question [la proposition d'Einstein], mais les choses avançaient très lentement. Nous ne savions pas s'il fallait élaborer un *Livre noir* consacré exclusivement aux atrocités commises par les Allemands contre la population juive. »⁵

1. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 1129a, l. 275, 6 septembre 1944, *ibidem*, p. 248.

2. Il était alors ambassadeur d'URSS aux États-Unis où il avait succédé à Litvinov rappelé à Moscou en 1943.

3. Mordechai Altshuler, Sima Ycikas, « Were There Two Black Books about the Holocaust in the Soviet Union », *Jews and Jewish Topics in the Soviet Union and Eastern Europe*, vol. 1 (17), 1992.

4. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 1127, l. 336, 30 janvier 1945, lettre d'Ehrenbourg au CAJ, in *Evrejski antifachistski, op. cit.*, p. 250.

5. *Le Livre noir, op. cit.*, préface à l'édition russe, p. 18. Notons que cette intervention de Fefer est nettement postérieure aux événements décrits puisqu'elle date du 25 avril 1946.

La publication du *Livre noir* pouvait provoquer des réactions en chaîne. Privilégier les atrocités commises contre les Juifs soviétiques risquait d'inciter d'autres nationalités à revendiquer « leur *Livre noir* ». D'autre part, le problème de l'attitude des populations soviétiques face aux massacres perpétrés par les nazis contre les Juifs, et donc de leur éventuelle participation, comme en Ukraine, allait inévitablement être posé. Ces deux problèmes avaient été perçus par Ehrenbourg qui avait suggéré de souligner les actes de solidarité envers les Juifs et de faire participer des écrivains russes « afin d'éviter de donner l'impression que le livre a été réalisé uniquement par des Juifs »¹ et par Grossman, pour qui la répétition du mot « juif » pourrait irriter le lecteur².

Parce que c'était une initiative d'origine américaine et qu'il touchait à la question nationale en URSS, le projet du *Livre noir* était une entreprise à haut risque, qui pouvait à tout moment se retourner contre ses promoteurs. Le piège finira effectivement par se refermer sur le CAJ. Tout comme une autre idée rapportée des États-Unis par Mikhoels et Fefer : la création d'une République juive en Crimée.

II — Un État juif en Crimée

À la fin de l'année 1943, Fefer et Mikhoels rentrent enthousiastes, voire euphoriques, de leur voyage en Occident. Est-ce le « vertige du succès » qui va les conduire à prendre l'initiative de proposer à Staline la création d'une République juive en Crimée ? Il est vrai que, malgré la tragédie qui a détruit le judaïsme soviétique et européen, l'horizon semble se dégager.

La fin de la guerre approche, le prestige de l'Armée rouge et de l'URSS est à son zénith. Les dirigeants du CAJ pensent qu'ils vont récolter les fruits de leur contribution à l'effort de guerre et que réparation sera faite aux Juifs soviétiques après ce déferlement d'atrocités. Mais la proposition que Mikhoels, Fefer et Epstein font à Staline se retournera contre eux.

« L'affaire » de la Crimée est complexe. Même aujourd'hui, malgré l'apport essentiel des archives soviétiques, il reste difficile d'en saisir tous les tenants et aboutissants. Cette proposition de créer une République juive en Crimée fut-elle une initiative des dirigeants du CAJ ou a-t-elle été suggérée ou encouragée par d'autres ? Mik-

1. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 912, ll. 1-28, 13 octobre 1944, sténogramme de la réunion de la commission littéraire du CAJ, in *Evreiski antifachistski, op. cit.*, p. 251.

2. *Ibidem*, p. 250.

hoels, Fefer et Epstein avaient-ils reçu des assurances que leur proposition serait examinée avec bienveillance ? Dans le cas contraire, pourquoi ont-ils fait preuve de tant d'imprudences ? La création d'une République juive en Crimée a-t-elle été sérieusement envisagée par la direction soviétique comme une alternative possible à la création d'un État juif en Palestine ? N'était-elle qu'un avatar de plus de l'hostilité profonde des bolcheviks au projet sioniste ? Pourquoi cette proposition fut-elle finalement rejetée par Staline ?

La possibilité d'installer les Juifs en Crimée avait été envisagée dès le milieu des années vingt avant même la création d'une Région autonome juive au Birobidjan en 1928¹. D'après tous les témoignages et les documents dont nous disposons, l'idée de créer une République juive autonome en Crimée commence à être évoquée dès le retour de Mikhoels et Fefer, à la fin de 1943.

Au début de leur tournée aux États-Unis, à l'été 1943, Fefer et Mikhoels rencontrent James Rosenberg, l'un des dirigeants d'une organisation juive, le Joint, dont il sera question dans l'affaire des Blouses blanches. Cette rencontre a été organisée conformément aux objectifs et aux instructions de la mission de Mikhoels et Fefer. C'est-à-dire avec l'accord préalable du Narkomindel, du consul et de l'ambassadeur soviétique à Washington². Sur le contenu de la conversation avec Rosenberg, nous ne disposons que de la déposition de Fefer devant le tribunal, lors du procès du CAJ en 1952. Bien que sujette à caution – puisque Fefer a modifié à plusieurs reprises ses déclarations au cours du procès –, il semble qu'au moins une partie des informations au sujet de cette rencontre soit fiable, car elle a été par ailleurs confirmée par Lozovski devant ce même tribunal.

Donc, d'après Fefer, Rosenberg leur déclara que le Joint était prêt à financer la création d'une République juive en Crimée. Lozovski le confirma lors du procès, déclarant qu'il approuvait l'aide éventuelle du Joint³. Dès leur retour des États-Unis, Mikhoels et Fefer en parlent à Lozovski et à Molotov. Le premier n'était pas opposé au principe de créer une République autonome juive en Crimée, mais avait des doutes quant à sa faisabilité, « car les juifs sont des citoyens »⁴. Quant à Molotov, il leur répondit : « Écrivez-moi une note ainsi qu'à Staline, nous regarderons. » Auparavant, il avait écarté l'idée de la création d'une République juive sur le

1. Voir chapitre I.

2. *Nepravednyi soud, op. cit.*, p. 173.

3. *Nepravednyi soud, op. cit.*, p. 175.

4. *Idem.*

territoire des Allemands de la Volga – solution que préférait Ehrenbourg¹ –, arguant « qu'on ne peut pas mettre des juifs sur des tracteurs »².

Forts de ce qu'ils pensent être un soutien de Molotov, deuxième personnage de l'État soviétique, les dirigeants du CAJ élaborent leur projet. Il convient néanmoins de noter qu'il ne fait pas l'unanimité au sein du CAJ : Peretz Markish et Ilya Ehrenbourg font part de leurs plus vives réserves³. Une ébauche de lettre est rédigée par les trois dirigeants du CAJ – Mikhoels, Fefer, Epstein – avec l'aide de Lozovski. Ce dernier ordonne aux dirigeants du CAJ de ne pas signer la lettre au nom du CAJ : « Je leur ai dit qu'ils n'avaient pas le droit d'écrire au nom du CAJ, car ils dépassaient là les fonctions et les limites du comité. Mais, en tant que citoyens soviétiques, ils pouvaient envoyer leur proposition ou leur demande au gouvernement soviétique en leur nom. »⁴ Sage précaution, mais qui sera insuffisante. Une première version, adressée à Staline, est envoyée le 15 février à Molotov, qui demande des corrections. Une seconde lettre signée par Mikhoels, Fefer et Epstein, est donc envoyée le 21 février 1944 à Molotov, adressée à lui et non plus à Staline.

Dans une première partie, les trois signataires dressent un tableau de la catastrophe qui s'est abattue sur le judaïsme soviétique. Compte tenu de l'ampleur de celle-ci, le retour des Juifs dans les régions où ils vivaient avant la guerre n'est guère envisageable. Elles « ont été transformées en cimetière par les fascistes », écrivent-ils. Ensuite Mikhoels, Fefer et Epstein avancent les arguments qui militent en faveur de la création d'une république autonome juive. Ils en recensent au moins trois :

— le développement des Républiques soviétiques et la formation de cadres nationaux a réduit les débouchés d'une partie impor-

1. Shimon Redlich, *Propaganda and Nationalism...*, op. cit., p. 56.

2. Déposition de Fefer devant le tribunal, cité in G. Kostyrchenko, *V plenou u krasnogo faraona*, Moscou, Mejdounarodnye Otnochenia, 1994, op. cit., p. 34.

3. La femme de Peretz Markish, Esther Markish, a raconté qu'il s'était opposé à ce projet en raison « du droit des Tatars sur la Crimée et il voyait dans cette proposition une provocation ouverte et grossière », Esther Markish, *Le Long retour*, Paris, Robert Laffont, 1974, p. 178. Esther Markish fait une erreur de date car elle situe la scène en 1947 et non en 1944.

Ehrenbourg s'est lui aussi opposé au projet, car il redoutait que « le projet n'éveille la méfiance de Staline et n'exacerbe l'hostilité des Ukrainiens. Ehrenbourg pensait que si les Juifs voulaient s'établir sur un territoire, mieux valait que ce soit dans la région de la Volga, auparavant habitée par des Allemands, ou en Palestine. Litvinov partageait cette opinion ». Ewa Bérard, *La vie tumultueuse d'Ilya Ehernbourg, juif, russe et soviétique*, Paris, Ramsay, 1991, p. 257.

4. *Nepravednyi soud*, op. cit., p. 175.

tante de l'intelligentsia juive, qui pourrait être employée à la construction d'une culture juive soviétique. Mais la dispersion des Juifs et la faiblesse des institutions juives rendent la tâche impossible ;

- la résurgence de l'antisémitisme, avec l'occupation nazie, a été douloureusement vécue par les Juifs soviétiques et favorise le développement d'un « état d'esprit nationaliste et chauvin » en leur sein ;
- l'échec de l'expérience au Birobidjan.

À partir de cette analyse, les dirigeants du CAJ considéraient que la seule solution consistait à créer une république socialiste juive en Crimée¹.

Cette lettre fut communiquée par Molotov à Malenkov, Mikoïan, Chtcherbakov, Voznessenski². Ni Staline, ni Beria, ni Khrouchtchev ne figuraient parmi les destinataires. Khrouchtchev a raconté dans ses mémoires que Molotov lui avait téléphoné à ce sujet³. Aucune réponse officielle ne fut donnée. D'après la déposition de Fefer lors du procès du CAJ, ce premier acte de l'affaire prit fin lors d'une rencontre avec Kaganovitch : « Ce fut un très long entretien, deux heures ou plus. Lazare Moïssevitch Kaganovitch critiqua notre note sur la Crimée uniquement pour des considérations pratiques. Il a dit que ce n'était pas réaliste, que les Juifs n'iraient pas en Crimée, que chacun d'entre eux rentrera chez lui, que seuls des artistes et des poètes avaient pu inventer un pareil projet. »⁴

Que le projet Crimée fût enterré par Kaganovitch, seul juif membre du Politburo, fin connaisseur du système stalinien, n'est certainement pas le fruit du hasard. L'enterrement n'est que provisoire. L'affaire de la Crimée sera au cœur du procès du CAJ. Pour la comprendre, nous devons essayer de sérier les motivations, les arrière-pensées et les objectifs des différents protagonistes, qu'il s'agisse des dirigeants du CAJ ou de ceux du Kremlin.

Mikhoels, Fefer et Epstein n'ont, de toute évidence, pas perçu d'une part qu'ils dépassaient le cadre du travail du CAJ, conçu comme un appareil de propagande, et d'autre part le danger que pouvait représenter leur proposition. Que Mikhoels – peu au fait de la chose politique – fût preuve de naïveté peut sembler plausible. Cela l'est beaucoup moins pour Fefer et Epstein, tous deux travail-

1. *Evreiski antifachistski...*, *op. cit.*, p. 44-47.

2. CRCEHC, f. 17, à. 125, d. 246, ll. 169-172, cité in Shimon Redlich, *War, Holocaust...*, *op. cit.*, p. 61.

3. Nikita Khrouchtchev, *Souvenirs*, Paris, Robert Laffont, 1970, p. 249.

4. *Nepravednyi soud*, *op. cit.*, p. 178.

lant pour le NKVD. Sans parler de Lozovski, vieux bolchevik à la longue expérience. Même si le relâchement du contrôle de l'État sur la société soviétique pendant la guerre, l'espace d'expression donné au judaïsme soviétique à travers le CAJ, le succès du voyage de Fefer et Mikhoels en Occident peuvent expliquer qu'un certain climat d'euphorie se soit installé en 1944. L'histoire récente des grandes purges des années 1930 et surtout le caractère toujours sensible de la question nationale en URSS auraient dû, pour le moins, inciter les dirigeants du CAJ à la prudence.

Il reste donc trois hypothèses : soit les dirigeants du CAJ ont reçu des assurances à un niveau élevé de la hiérarchie soviétique, soit ils ont été les victimes d'un piège qui leur a été tendu, soit, enfin, ce projet de création d'une République pouvait être une carte pour le pouvoir soviétique dans le cadre des négociations avec les Alliés.

Mikhoels, Fefer et Epstein ont-ils été soutenus dans leur démarche par des membres de la direction soviétique ? Molotov fut leur interlocuteur le plus haut placé. Il ne les a pas découragés dans leur entreprise : il leur a demandé de lui écrire une note ainsi qu'à Staline. Il ne leur a cependant rien promis, comme l'a souligné Lozovski lors du procès. Ce dernier avait des doutes quant à la réalisation ce projet. Mais il n'avait « aucun doute politique. Je n'y voyais pas de nationalisme et de plans quels qu'ils soient contre l'Union soviétique ». Il ne déconseilla pas aux dirigeants du CAJ d'écrire la note sur la Crimée. Il se contenta de demander à Mikhoels, Fefer et Epstein d'écrire en leur nom, et non en celui du CAJ. En cela, il avait compris que cette initiative dépassait le cadre du comité.

Restent Beria et Staline. Leurs noms n'apparaissent dans aucun document disponible. Il est important, à ce stade, de rappeler que Fefer et Epstein travaillent tous deux pour la Sécurité d'État. Les notes sur la Crimée n'ont pu être écrites qu'avec l'accord de Beria – en tout cas un veto de sa part aurait rendu l'opération impossible. Pourquoi a-t-il laissé se développer un projet dont il pouvait aisément mesurer les risques potentiels ? Nous ne pouvons là nous situer que sur le terrain des hypothèses. Il faut probablement replacer cette démarche dans le cadre des luttes et des conflits qui se déroulèrent, à cette époque, au sein de la direction soviétique. Beria, dont nombre des proches collaborateurs étaient juifs, cherchait peut-être à se constituer une clientèle politique¹. Du fait même de ses origines – mingréliennes –, il était attentif aux questions concernant les minorités nationales.

1. Sur ce point, voir chapitre X.

Staline semble être le grand absent de ce dossier. Il n'existe ni document, ni témoignage sur sa réaction à la proposition du CAJ. Le fait qu'aucune suite n'y ait été donnée confirme qu'il y était hostile.

Les dirigeants du CAJ sont-ils tombés dans un piège ? Cette hypothèse a été souvent évoquée, en raison du destin tragique du CAJ. Une provocation aurait été organisée contre le CAJ pour ensuite pouvoir l'éliminer. Ce scénario nous semble peu vraisemblable, car il aurait fallu, en 1944, une préscience des événements qui se dérouleront entre 1948 et 1952. Il a notamment été alimenté par deux éléments : la coïncidence entre la note du 15 février 1944 et la préparation, à cette même, date de la déportation des Tatars de Crimée pour cause d'une prétendue collaboration avec l'ennemi¹. Ainsi, selon la thèse de la provocation, Mikhoels, Fefer et Epstein, une fois tombés dans le piège, seraient accusés de vouloir profiter de la répression qui allait s'abattre sur les Tatars. Ces opérations de déportation de « peuples punis » étaient préparées dans le plus grand secret par le NKVD, sous la direction de Beria et Staline. Il est difficile d'imaginer que les dirigeants du CAJ en aient été informés.

Les dirigeants soviétiques ont certainement envisagé cette affaire de la Crimée comme une carte dans leurs relations avec les États-Unis et la Grande-Bretagne. D'après le témoignage de Pavel Soudoplatov, proche collaborateur de Beria, qu'il convient de traiter avec précaution, les discussions autour du projet se seraient poursuivies jusqu'en juin 1945. Fefer aurait rencontré à plusieurs reprises le général Raikhsman et Beria, « pour faire le point sur la question juive et encourager la mise en œuvre du projet ». Il s'agissait alors pour Staline de calmer les Britanniques, qui craignaient d'être chassés de Palestine si un État juif y était créé². Le projet de République juive en Crimée aurait ainsi constitué une preuve de la bonne volonté soviétique. Bien que ne reposant sur aucun document probant, cette interprétation peut avoir une certaine consistance car, en 1945, l'URSS n'avait pas encore de politique véritablement définie à l'égard de la Palestine. Mais une autre interprétation peut être avancée. Dans le cadre de la préparation de l'après-guerre, le projet Crimée pouvait, au moins pour les besoins de la propagande, être présenté comme une alternative au projet sioniste, dans le but de maintenir

1. Jean-Jacques Marie, *Les peuples déportés d'Union soviétique*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, p. 93-104. Les Tatars de Crimée furent déportés en Ouzbékistan à partir du 18 mai 1944.

2. Pavel Soudoplatov, Anatoli Soudoplatov, Jerrold et Leona Schecter, *Missions spéciales. Mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov*, Paris, Le Seuil, 1994, p. 362-363.

la mobilisation des Juifs soviétiques, de diviser le mouvement sioniste et de consolider le soutien des Juifs américains acquis pendant la guerre. Cependant, la réalisation de ce projet de République juive ne semble jamais avoir été sérieusement envisagée.

III — Le Comité antifasciste juif après la guerre

Une fois la guerre achevée, la mission qui avait été assignée au CAJ était terminée. Deux hypothèses pouvaient alors être envisagées : soit dissoudre le comité ; soit redéfinir sa mission et le cadre de ses activités.

Après la mort de Chtcherbakov en mai 1945, Lozovski fut nommé directeur du Sovinformburo. Le CAJ était désormais sous sa seule responsabilité. Il adressa alors une lettre à Malenkov concernant l'avenir de tous les comités antifascistes, dans laquelle il se déclarait favorable à la poursuite des activités du CAJ, mais ne voulait pas en conserver la tutelle¹. Le CAJ passa sous l'autorité du comité central au mois d'août 1946. Dès lors, il se retrouva sous la surveillance de Souslov et Jdanov.

La mort de Chakhno Epstein, en juillet 1945, imposa une réorganisation de la direction du CAJ. Fefer le remplaça au poste de secrétaire exécutif du comité, et Solomon Spiegelglass fut nommé secrétaire adjoint, mais il décéda au bout de quelques mois. Il fut remplacé par Grigori Kheifetz, agent du NKVD et ancien vice-consul soviétique à San Francisco, qui avait suivi les activités de Fefer et Mikhoels lors de leur voyage aux États-Unis. Avec cette nomination, le CAJ restait sous l'étroite surveillance de la sécurité d'État et de Beria.

À partir de 1945, le CAJ tenta de poursuivre ses activités dans deux directions : le maintien des relations avec les Juifs en Occident, et le développement de son champ d'intervention dans les affaires des Juifs d'Europe orientale.

Les relations avec l'Occident

Malgré les restrictions imposées dès la fin de la guerre dans ses contacts avec l'Occident, le CAJ put accueillir quelques personnalités juives américaines prosoviétiques, comme Ben Zion Goldberg et Paul Novick.

1. CRCEDHC, f. 17, o. 125, d. 317, ll. 1-4, juillet 1945, confidentiel, in *Evreiski antifachistskii Komitet, op. cit.*, p. 178-179.

Goldberg arriva en URSS en janvier 1946 et y resta six mois. Compte tenu de ses fonctions, il présentait un grand intérêt pour la propagande soviétique aux États-Unis. Président du Comité américain des écrivains, artistes et scientifiques juifs, il avait, à ce titre, accueilli Mikhoels et Fefer au cours de leur voyage aux États-Unis. En outre, il était marié avec la fille du célèbre écrivain juif, Sholem Aleikhem, très apprécié en URSS. Goldberg aurait reçu du gouvernement soviétique 60 000 dollars de droits d'auteur en tant qu'héritier de l'écrivain¹.

La venue en URSS de Goldberg avait évidemment été organisée avec l'accord de la sécurité d'État, qui portait sur lui un jugement positif². Au cours de l'instruction et du procès du CAJ, elle fut utilisée contre les accusés. Entre-temps, Goldberg, aux yeux du pouvoir soviétique, était devenu un espion américain³. Pourtant, lors de son séjour il avait eu droit aux honneurs réservés aux invités de marque : il fut reçu par Mikhaïl Kalinine, alors président du Soviet suprême⁴, il eut plusieurs conversations avec Lozovski⁵ et effectua un grand voyage à travers l'URSS, où il prit de nombreux contacts avec les Juifs soviétiques. Il se rendit notamment dans les pays baltes et en Ukraine⁶. Ces déplacements s'effectuaient sous la surveillance de la sécurité d'État, à laquelle Fefer ou Spiegelglass rendaient compte des faits et gestes de Goldberg. Dans son récit de ce voyage, ce dernier raconte que Fefer et Mikhoels ont tout essayé pour prolonger son séjour en URSS, arguant qu'ils attendaient une décision du Kremlin à propos des Juifs, et qu'ils voulaient que Goldberg fût le premier à l'annoncer au monde, sans toutefois préciser la nature de cette décision⁷. Goldberg souhaitait se rendre au Birobidjan, mais il n'y fut pas autorisé – bien que, selon lui, Lozovski approuvait l'idée –, sous le prétexte que la Sibérie était un territoire fermé aux étrangers⁸.

Au cours de ses conversations avec Lozovski, Goldberg émit l'idée de transformer le CAJ en un équivalent soviétique du Congrès

1. Guennadi Kostyrchenko, *V plenou...*, *op. cit.*, 1994, p. 78.

2. Alexandre Bortchagovski, *L'Holocauste inachevé*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1995, p. 208.

3. Un tome entier (volume n° 38), intitulé « Documents sur le séjour à Moscou de l'espion américain », lui est consacré, *ibidem*, p. 200.

4. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 76, note de Mikhoels et Fefer à Souslov, 21 juin 1946.

5. *Ibidem* ; Ben Zion Goldberg, *The Jewish Problem in the Soviet Union*, New York, Crown Publishers, 1961, p. 59 ; Shimon Redlich, *Propaganda and Nationalism in Wartime Russia*, *op. cit.*, p. 152.

6. *Ibidem*.

7. Ben Zion Goldberg, *op. cit.*, p. 92.

8. *Ibidem* ; Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 78.

juif mondial. À la veille de son départ d'URSS, il écrit à Lozovski pour le convaincre de prendre en compte son idée : « Je me demande si vous vous rendez clairement compte de la position stratégique qu'occupent les Juifs dans la sphère de l'opinion publique dans le monde entier. C'est là que le Comité antifasciste juif peut être d'une grande utilité. » Goldberg suggéra à Lozovski de développer l'activité du CAJ à la fois en direction des Juifs soviétiques et des communautés juives occidentales¹.

Une autre figure de la communauté juive américaine proche de l'URSS séjourna en URSS entre septembre 1946 et janvier 1947 : Paul Novick. Membre du PC américain depuis 1921 et rédacteur en chef du *Morning Freiheit*, journal communiste édité en yiddish, il suivit à peu près le même programme que Goldberg, et publia lui aussi une série d'articles très favorables à l'URSS². Le séjour de Novick sera également utilisé contre les dirigeants du CAJ.

Après la guerre, la direction du CAJ tente de maintenir et d'élargir les relations du comité avec les organisations juives occidentales, en particulier avec le Congrès juif mondial (CJM) dirigé par Stephen Wise et Nahoum Goldmann, que Mikhoels et Fefer avaient rencontrés lors de leur voyage aux États-Unis en 1943.

En août 1944, Mikhoels, Fefer et Epstein envoient une lettre à Molotov pour lui suggérer que le CAJ accepte l'invitation du Congrès juif mondial à une conférence prévue pour le mois de novembre 1944³, mais l'idée est repoussée par le Comité central⁴. Les relations du CAJ avec le Congrès juif mondial se sont très rapidement détériorées et la coupure du monde en deux camps, exacerbée après la création du Kominform en septembre 1947, envenima la situation. Le CAJ reçut, en octobre 1947, une invitation du CC du PC bulgare à prendre part à une réunion des partis communistes des démocraties populaires pour organiser la lutte contre le Congrès juif mondial⁵. La similitude avec la réunion du Kominform était évidente. Mais le département international repoussa cette idée, soulignant néanmoins que les organisations juives démocratiques – communistes – appartenant au CJM devaient lutter pour en changer la « direction réactionnaire »⁶.

1. Shimon Redlich, *Propaganda...*, *op. cit.*, p. 152.

2. *Ibidem*, p. 154-155 ; Guennadi Kostyrtchenko, *op. cit.*, p. 83.

3. CRCEDHC, f. 17, o. 125, d. 246, l. 185, 18 août 1944, in *Evreiski antifachistskii Komitet*, *op. cit.*, p. 211.

4. CRCEDHC, f. 17, o. 125, d. 246, l. 186, 2 septembre 1944, *ibidem*, p. 213-214.

5. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 250, ll. 17-18, Note de Fefer et Mikhoels à Jdanov, 22 octobre 1947, confidentiel.

6. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 250, l. 19, note de Baranov à Jdanov, 5 janvier 1948.

En avril 1948, la direction du CAJ décida de lancer une campagne de propagande contre le CJM, afin d'attirer l'attention sur « son penchant pour le compromis avec la réaction anglo-américaine, son caractère sioniste »¹. Un débat opposa ceux qui, comme Fefer, étaient partisans de rompre totalement avec le Congrès et de ne pas participer à la conférence de Montreux prévue pour l'été 1948 et ceux qui, comme Markish, étaient favorables au maintien des contacts, même indirects, entre les deux organisations. L'intransigeance l'emporta – de toute façon, une autre ligne n'aurait pas été acceptée par Souslov et Jdanov – et Fefer publia un article incendiaire dans *Eynikait* sur la conférence de Montreux².

En 1946, à la suite de la visite en URSS de Ben-Zion Goldberg, le CAJ émit l'idée de créer un grand mouvement international juif prosoviétique afin d'influencer l'opinion publique juive en Occident. Mikhoels et Fefer soumirent leur idée à Kouznetsov en janvier 1947. Ils lui demandèrent si le CAJ pouvait prendre part au comité d'organisation d'une conférence mondiale des organisations juives antifascistes et des comités d'amitié avec l'URSS, afin de contribuer au renforcement « des forces démocratiques parmi les travailleurs juifs à l'étranger » et d'influencer « la direction politique de la conférence. Nos représentants pourront utiliser cette importante tribune dans un but de contre-propagande et pour démasquer les ennemis de l'URSS qui diffusent des élucubrations calomnieuses sur notre patrie »³. Mais, une fois de plus, Souslov s'opposa à cette initiative en expliquant qu'elle « pourrait être exploitée par les forces réactionnaires étrangères dans des buts antisoviétiques ».

La quasi-totalité des propositions du CAJ entre 1944 et 1948 pour maintenir et développer des contacts avec les organisations juives occidentales furent rejetées par Souslov, Jdanov et Molotov. Du coup, le CAJ perdait l'objectif principal qui lui avait été assigné : mobiliser l'opinion publique juive occidentale en faveur de l'URSS. En dépit des refus essuyés, les dirigeants du CAJ ne purent se résoudre à abandonner leurs tentatives de maintenir des contacts avec l'Occident, même après l'assassinat de Mikhoels en janvier 1948. Lors d'une séance du présidium du CAJ consacrée, en avril 1948, au travail de propagande, Fefer plaida en faveur du développement des relations du CAJ avec les « organisations progressistes » à l'étranger⁴. Les dirigeants du

1. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 444, l. 138, Protocole de la réunion à huis clos du présidium du CAJ du 27 avril 1948.

2. Shimon Redlich, *War, Holocaust and Stalinism*, op. cit., p. 82-83.

3. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 250, l. 3, 17 janvier 1947.

4. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 447, ll. 166-167, protocole de la réunion du présidium du CAJ du 27 avril 1948, confidentiel.

CAJ, malgré les lourdes menaces qui pesaient déjà sur eux, ne voulaient pas renoncer à ce qui avait constitué la raison d'être et la source du succès du comité. Cependant, cette insistance ne tardera pas à se retourner contre Fefer et ses compagnons.

Parallèlement à cette activité en direction de l'Occident, les dirigeants du CAJ cherchèrent à développer, après la guerre, leurs relations avec les Juifs d'Europe orientale, contrôlée désormais par l'URSS, principalement avec les communautés juives polonaise et roumaine.

Les relations avec les Juifs d'Europe centrale et orientale

En 1946, plusieurs organisations roumaines invitèrent le CAJ à envoyer une délégation à Bucarest. Cette proposition, contrairement aux autres, ne fut pas rejetée par le CC : Staline autorisa Mikhoels à effectuer un voyage d'un mois en Roumanie¹. Mais, sans que l'on en connaisse la cause, il n'eut jamais lieu. L'année suivante, Mikhoels et Fefer demandèrent à nouveau l'approbation de Souslov pour se rendre en Roumanie², à l'invitation du Comité démocratique juif – une organisation créée en juin 1945, contrôlée par les communistes, mais qui ne parvint pas à s'implanter dans la communauté juive roumaine³. C'est précisément cet argument qu'avancèrent les responsables du département international pour rejeter cette proposition⁴.

Les tentatives du CAJ en direction de la communauté juive polonaise ne rencontrèrent pas plus d'écho auprès de Souslov. Après 1945, le CAJ tenta de maintenir des relations avec le Comité organisationnel des Juifs polonais en URSS, fondé un an plus tôt à Moscou sous l'égide de l'Union des patriotes polonais (procommuniste), chargée du rapatriement des Juifs polonais dans leur pays⁵. Les modalités de coopération entre les deux organisations firent l'objet de discussion au cours de l'année 1945, et des échanges de délégation furent envisagés. En septembre 1946, Hersh Smolar, membre du PC polonais, et du présidium du Comité central des Juifs polonais

1. CRCEDHC, f. 17, o. 117, d. 582, l. 97, décision du Politburo du 31 janvier 1946, in *Evreiski antifachistski Komitet, op. cit.*, p. 217-218.

2. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 1058, l. 1, 8 avril 1947.

3. Nicolas Sylvain, « Rumania », in Peter Meyer (éd.) *The Jews in Soviet Satellites*, Syracuse University Press, 1953, p. 524-531 ; CRCEDHC f. 17, o. 128, d. 1058, ll. 4-6.

4. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 1058, 24 avril 1947.

5. Hanna Shlomi, « The "Jewish Organising Committee" in Moscow and the Jewish Central Committee in Warsaw, June 1945-February 1946 : Tackling Repatriation », in Norman Davies, Antony Polonsky (Edited by), *Jews in Eastern Poland and in the USSR, 1939-46*, Londres, Macmillan, 1991, p. 240-254.

suggéra au CAJ d'entamer une collaboration afin « de consolider la lutte contre les Juifs agents des forces réactionnaires anglo-saxonnes »¹. La réponse de l'adjoint de Souslov, Choumeiko, fut cinglante : « Le CAJ a été informé de l'inutilité d'intervenir dans des questions qui sortent du cadre de ses fonctions. »² Là encore Mikhoels et Fefer tentèrent de poursuivre leurs efforts pour maintenir leurs relations avec les communautés juives extérieures à l'Union soviétique. Ils demandèrent l'autorisation de se rendre à une conférence en Pologne sur la culture juive. La réponse fut une nouvelle fois négative : « La proposition du CAJ est une faute et [...] la conférence est une manifestation de caractère exclusivement sioniste et nous recommandons de la [la proposition] rejeter. »³

De fait, le CAJ faisait face à un problème insoluble : soit il renonçait au maintien de contacts avec l'Occident et perdait sa raison d'être ; soit il réorientait son activité vers les affaires des Juifs soviétiques, mais il dépassait alors le cadre de ses activités. En réalité, son destin était quasiment scellé en 1946. Après la guerre, le CAJ intervient de plus en plus dans le champ des affaires des Juifs d'URSS, malgré l'avertissement qu'a constitué l'épisode de la Crimée. Mais sa situation devient de plus en plus délicate du fait de l'appui de l'URSS à la création d'Israël et des réactions que cette politique ne manque pas de provoquer chez les Juifs soviétiques.

IV — Le CAJ et la création d'Israël

Le soutien soviétique à la création d'Israël place les dirigeants du Comité devant une situation délicate et dangereuse. En effet, le CAJ doit à la fois effectuer un travail de propagande à l'étranger pour soutenir la politique exprimée à l'ONU par Gromyko et, dans le même temps, il doit signifier aux Juifs soviétiques que la création d'un État juif en Palestine ne les concerne pas et que l'URSS est leur seule patrie.

Un équilibre précaire

Même pendant la guerre, au plus fort de l'activité du CAJ en direction de l'Occident, ses contacts avec la Palestine avaient été limités au strict nécessaire par le pouvoir soviétique. La Ligue du

1. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 868, l. 103, 18 septembre 1946.

2. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 868, l. 99, 19 décembre 1946.

3. CRCEDHC, f. 17, o. 128 ; d. 76, l. 70, 6 décembre 1946.

V et le CAJ entretenirent des rapports limités, au moins jusqu'en 1944. Le premier contact fut établi par l'envoi par la Ligue du V d'un message au CAJ lors de son premier plénum, en mai 1942. À plusieurs reprises, la Ligue du V fit part de son souhait de recevoir une délégation du CAJ en Palestine¹ – Epstein suggéra qu'une délégation du CAJ se rende à la conférence d'août 1942 arguant que cela « aurait un grand impact sur de larges cercles de Juifs riches aux États-Unis et dans les autres pays ce qui favoriserait le succès de la campagne d'aide à l'Armée rouge »².

Aucune suite ne fut jamais donnée à cette invitation, qui aurait pourtant pu s'inscrire dans le cadre de la tournée de Mikhoels et Fefer en Occident. Il est évidemment symptomatique que la Palestine ait été écartée du programme de la tournée des deux dirigeants du CAJ. Un tel voyage aurait eu une portée symbolique beaucoup trop importante. Il n'aurait pas manqué d'être interprété comme un geste politique fort de l'URSS en faveur du Yishouv. Alors que, matériellement, une étape en Palestine eût été facile à organiser – elle se situait sur le chemin emprunté par Mikhoels et Fefer pour se rendre aux États-Unis. Ils firent même en Égypte une escale d'une semaine, sur laquelle nous ne disposons que de peu d'informations³. La Ligue du V envoya un message au CAJ lors de son troisième plénum qui se tint en avril 1944 à Moscou⁴. Mais elle ne parvint pas à obtenir une invitation à la conférence⁵. Le message envoyé par la Ligue fut l'occasion d'un incident qui mit un terme aux relations entre les deux organisations. Le message avait été signé par David Remez, représentant du Mapai (Parti travailliste). Lorsqu'il fut publié dans l'organe du CAJ, *Eynykait*, deux signatures avaient été ajoutées : celle des deux compagnons de route, Zweig et Tsurilnikov. Ce qui provoqua la colère des dirigeants de la Ligue. Par ailleurs, à partir d'août 1944, le CAJ cessa d'envoyer des matériaux au journal *Davar*. Enfin, en septembre 1944, le CAJ adressa un télégramme à la Ligue déclarant que : « Les activités de votre Ligue ne correspondent plus à ses objectifs initiaux. Le présidium

1. Shimon Redlich, *op. cit.*, p. 145-148.

2. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 792, l. 1, 18 août 1942, Note de Epstein à Chtcherbakov, Alexandrov, Gueorgui et Lozovski, in *Evreiski antifachistski*, *op. cit.*, p. 203.

3. Mikhoels et Fefer décrivent leur voyage dans un article publié dans le journal *Voïna i Rabotchii klass*. À partir de 1945, ce journal changea de titre et devint *Novoe Vremia* (*Temps nouveaux*), hebdomadaire contrôlé par le ministère des Affaires étrangères. *Voïna i Rabotchii Klass*, n° 3, 1^{er} février 1944, p. 27-31.

4. *Evreiski narod v bor'be protiv fachisma, materialy III antifachistskogo mitinga predstavitelei evreiskogo naroda i III plenuma evreiskogo antifachistskogo komiteta v SSSR*, Moscou, Der Emes, 1945, p. 145.

5. Shimon Redlich, *op. cit.*, p. 147.

du CAJ s'interroge sur la poursuite des contacts. »¹ La Palestine devait rester hors du champ d'action du CAJ. Pourtant, les dirigeants du CAJ ne cesseront jamais de s'intéresser à la Palestine même si, à l'exception d'un article de Chakhno Epstein paru en novembre 1944 dans *Eynikait*,² le CAJ se garda de prendre position sur la question palestinienne avant le soutien officiel de l'URSS au partage de la Palestine en novembre 1947.

À partir de ce moment-là, les dirigeants du CAJ ne cachèrent plus leur sympathie pour le combat mené par les Juifs en Palestine. David Bergelson publia, dans *Eynikait*, un article intitulé « L'Union soviétique, le véritable défenseur du peuple juif », dans lequel il affirmait que la position soviétique à l'ONU avait montré « les liens entre le peuple juif et la Palestine »³. À l'occasion du trentième anniversaire de la mort de l'écrivain Mendele Moikher-Sforim, Mikhoels prononça un discours au cours duquel il fit allusion à l'un des personnages de l'écrivain célébré : « Benjamin, parti à la recherche de la Terre promise, demande à un villageois rencontré en chemin, la route vers Eretz-Israël... Et voici que, il y a peu, depuis la tribune des Nations Unies, le camarade Gromyko a répondu à cette question ! »⁴ Quelques jours plus tard, sur *Radio Moscou* en yiddish, Fefer fit un discours, destiné au public américain, dans lequel il déclara que « depuis trente ans, l'URSS combattait pour l'indépendance des petits États comme l'Abyssinie, la Yougoslavie, la Grèce, l'Indonésie, la Corée et maintenant la Palestine »⁵. Fefer et Kheifetz proposèrent à Molotov d'envoyer une lettre au secrétaire général de l'ONU, afin de soutenir l'application du plan de partage menacé par les hésitations américaines⁶, mais Souslov et Jdanov s'y opposèrent⁷.

Quelques jours avant la proclamation de l'État d'Israël, la question de l'organisation de la propagande sur la Palestine est discutée lors de la réunion du présidium du CAJ. Khaikin expliqua que le CAJ

1. Archives sionistes S 25/5298, cité in Shimon Redlich, *op. cit.*, p. 148.

2. Dans cet article intitulé « La renaissance d'une nation », Epstein écrivait que « le peuple juif a droit à l'indépendance politique en Palestine. Aucune personne sensée et aimant la liberté ne peut avoir quelque chose à objecter à ce que les Juifs y continuent à mettre en valeur, en toute liberté, le foyer qu'ils y ont établi par un travail dur, constructif, sur la base de l'autonomie ». Il soulignait néanmoins que les Juifs soviétiques n'étaient pas concernés, *Eynikait*, 8 novembre 1944 cité in Shimon Redlich, *Propaganda and Nationalism in Wartime Russia*, *op. cit.*, p. 148 ; Lionel Kochan (sous la direction de), *Les Juifs en Union soviétique depuis 1917*, Paris, Calmann-Lévy, 1971, p. 161.

3. Cité in Yaacov Ro'i, *Soviet Decision Making...*, *op. cit.*, p. 187.

4. Cité in Natalia Vovsi-Mikhoels, *op. cit.*, p. 219.

5. Cité in Yaacov Ro'i, *op. cit.*, p. 187.

6. APEFR, f. 06, o. 10, p. 14, d. 142, l. 48, 6 avril 1948.

7. Shimon Redlich, *War, Holocaust*, *op. cit.*, p. 111.

devait articuler son travail sur la Palestine autour de cinq thèmes. Les deux premiers thèmes sont relatifs à la dénonciation de la politique des « puissances impérialistes » qui sont intéressées par le pétrole et par l'inclusion de la Palestine dans leurs « plans militaro-stratégiques ». Le CAJ doit montrer que l'attitude de l'URSS à l'égard de la Palestine est « juste et conséquente », à l'instar de la politique de Lénine et Staline qui a permis de résoudre la question nationale en URSS. « Il ne faut pas seulement populariser les réalisations des Juifs de l'Union soviétique, mais aussi les vastes et immenses succès de tous les peuples de l'Union soviétique. » Enfin, la propagande du CAJ doit mettre en évidence que la création d'Israël n'est possible qu'à la condition d'unir tous les « éléments du peuple juif en Palestine » et « d'établir des relations amicales entre les peuples juif et arabe »¹.

Les thèmes de propagande ne diffèrent pas de ceux développés par les autres institutions soviétiques au même moment. En revanche, un élément apparaît clairement : le soutien à Israël ne doit pas servir de prétexte à l'expression du nationalisme des Juifs soviétiques. Cette consigne ne sera pas vraiment suivie.

Lors d'une réunion le 19 mai 1948, le présidium du CAJ décida d'adresser, avec l'accord de Molotov², un télégramme de félicitations au président du nouvel État, Chaim Weizmann, et de le publier le lendemain dans *Eynikayt*³.

Au cours de cette même réunion, la question du contenu de la propagande à l'égard de la création d'Israël fut à nouveau évoquée : « Cet événement est, sans aucun doute, l'un des plus significatifs dans l'histoire du peuple juif, et c'est pourquoi il occupe la première place dans la presse juive mondiale. Dans notre propagande, nous devons démasquer tous les Juifs agents de l'impérialisme américain et britannique. L'État d'Israël, comme nous le voyons dans les documents officiels et dans la composition de son gouvernement provisoire, n'est en aucune manière différent des États bourgeois-démocratiques ordinaires. Bien que la création d'un État souverain en Palestine ait une grande signification progressiste, nous ne devons pas perdre de vue que la bourgeoisie juive en Palestine n'est ni

1. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 447, l. 137, Protocole de la réunion du présidium du CAJ du 27 avril 1948, confidentiel.

2. Fefer raconta lors du procès du CAJ, en 1952, qu'il avait envoyé le projet de texte au MID et à Souslov, que le texte fut revu par Molotov et Zorine, le vice-ministre des Affaires étrangères, *Nepravednyi*, *op. cit.*, p. 140.

3. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 1054, ll. 128-145, sténogramme de la réunion du présidium du CAJ du 19 mai 1948 cité in *Evreiski antifachistskii Komitet*, *op. cit.*, p. 300-301 ; *Eynikait*, 20 mai 1948.

meilleure, ni pire qu'une autre bourgeoisie. À mesure que sa position sera consolidée, elle sera plus encline à s'appuyer sur les cercles réactionnaires américains ou anglo-américains si les travailleurs d'Israël n'opposent pas la résistance nécessaire. »¹

Ces critiques à l'égard du gouvernement israélien, tout en étant plus nuancées, rappellent celles, déjà évoquées², qui avaient été émises par le département de politique extérieure. Des propos similaires apparaissent aussi dans les rapports sur les événements en Palestine, que le CAJ adresse régulièrement au CC après la création d'Israël³. Ils marquent les limites dans lesquelles le soutien du CAJ à Israël peut s'exprimer, et visent à rappeler que l'appui à l'État juif n'est pas synonyme d'un changement d'analyse sur la nature du sionisme.

Les Juifs d'URSS

La création d'Israël provoqua une grande effervescence parmi les Juifs d'URSS, d'autant plus forte que le soutien soviétique à la cause sioniste libéra les préventions. Les sentiments des Juifs d'URSS à l'égard d'Israël s'exprimèrent principalement sous deux formes : des lettres adressées au CAJ, et des manifestations publiques ou semi-publiques.

L'ouverture des archives soviétiques a permis de découvrir les lettres envoyées par les Juifs d'URSS – principalement au CAJ, mais pas seulement – après la création d'Israël. On peut distinguer trois types de lettres : celles émanant de personnalités juives soviétiques, proches du pouvoir et disposant d'un certain prestige ; celles envoyées à titre individuel par des Juifs soviétiques, et enfin des lettres collectives adressées au nom de groupes professionnels ou locaux.

Les lettres des personnalités adressées au CAJ sont les plus symboliques, en raison de la position occupée par leurs auteurs. Leur contenu surprend par la chaleur des sentiments qu'expriment, à l'égard d'Israël, ces personnalités d'ordinaire plutôt prudentes et qui prennent toujours garde à ne pas dépasser les limites imposées par les règles de fonctionnement du pouvoir stalinien.

Dans une lettre intitulée « Le peuple soviétique est avec vous », Ehrenbourg écrit : « L'État juif d'Israël est né dans la tragédie –

1. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 1054, ll. 128-145, Sténogramme de la réunion du présidium du CAJ du 19 mai 1948, cité in *Evreiski antifachistski Komitet, op. cit.*, p. 300-301 ; *Eynikait*, 20 mai 1948.

2. Voir chapitre V.

3. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 447, l. 95, 7 septembre 1948, confidentiel.

l'acte de sa création a été écrit non pas dans l'encre, mais dans le sang. [...] Le peuple soviétique a montré ce qu'est la fraternité. Il l'a montré sur les rives de la Volga et de la Vistule au cours des années de cruelles épreuves. Si les Juifs sont restés en vie après les terribles années du fascisme, c'est seulement parce que le peuple soviétique, au prix de son sang, a triomphé du racisme. Le gouvernement soviétique a immédiatement reconnu le nouvel État d'Israël. Cette reconnaissance donnera des forces aux héros qui maintenant défendent Israël contre des légions de mercenaires.»¹ Il semble qu'Ehrenbourg ait envoyé ce texte à Albert Einstein au lendemain de la création d'Israël².

Le courrier reçu par le CAJ indique qu'il était soumis à une très forte pression de la part d'une partie de la communauté juive soviétique, désireuse qu'il s'engage plus fermement en faveur d'Israël et qu'il prenne des initiatives. Un groupe d'étudiants de Leningrad, dans un texte signé par trente-six personnes, demande « quelles sont les mesures concrètes que le Comité antifasciste juif propose de prendre pour aider Israël dans sa lutte contre les protégés de l'impérialisme anglo-américain. Nous demandons au Comité antifasciste juif de publier dans la presse centrale une protestation contre l'invasion de l'État d'Israël par les armées arabes »³.

Une famille de Chkalov s'adresse avec véhémence au CAJ : « Camarades ! Qu'attendez-vous ? Pourquoi le comité ne fait-il rien ? Pourquoi n'essayez-vous pas de faire quelque chose pour arrêter la terrible tragédie en Palestine ? L'Union soviétique a détruit le monstre Hitler. N'est-il pas possible de venir à bout de ses successeurs fascistes ? Nous devons arrêter cette horrible tragédie maintenant, dans les prochains jours, dans les prochaines heures. Vous devez faire tout ce qui est en votre pouvoir. Chaque minute est précieuse. »⁴

Les auteurs des lettres ne se contentent pas d'interpeller le CAJ. Ils proposent d'organiser une aide matérielle à l'État juif, notamment des livraisons d'armes ou la formation d'une légion de combattants juifs⁵. La référence au modèle espagnol est évidente, voire souvent explicite : Kaplan, de Moscou, écrit : « Il ne fait aucun doute

1. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 88, l. 2, mai 1948, cité in *Evreiski antifachistski Komitet, op. cit.*, p. 280.

2. Joshua Rubenstein, *Tangled Loyalties, The Life and Times of Ilya Ehrenbourg*, Londres / New York, I. B. Tauris Publishers, 1996, p. 256 ; Ewa Bérard, *La vie tumultueuse d'Ilya Ehrenbourg, Juif, écrivain et soviétique*, Paris, Ramsay, 1991, p. 275.

3. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 20, l. 18-19, 17 mai 1948, *ibidem*, p. 283.

4. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 8, l. 54, 21 mai 1948, *ibidem*, p. 285.

5. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 1055, ll. 66-67, 22 mai 1948, *ibidem*, p. 286.

que le gouvernement de l'URSS ne s'opposera pas à cette initiative comme il ne s'opposa pas à l'aide à l'Espagne républicaine. »¹

L'enthousiasme des Juifs d'URSS pour la création d'Israël ne se manifesta pas seulement par la voie épistolaire. De nombreux groupes se formèrent à travers l'Union soviétique, en particulier dans les universités, où l'on discutait des événements en Palestine en écoutant les radios étrangères comme la *BBC* ou *Voice of America*². Au lendemain de la création d'Israël, dans la synagogue de Moscou, où se rassemblèrent les Juifs moscovites pour le *shabbat*, deux jeunes Juifs accrochèrent une bannière sur laquelle était inscrit : « Le peuple juif est vivant ! »³ En juin 1948, un office fut célébré à la synagogue de Moscou, en présence d'un représentant du Conseil pour les affaires religieuses, dans une atmosphère de grande ferveur. La synagogue était décorée aux couleurs d'Israël⁴. D'autres cérémonies furent organisées à Tachkent (Ouzbékistan), Tchernovtsy (Ukraine) et dans d'autres villes⁵.

C'est surtout après l'arrivée des diplomates israéliens à Moscou, en septembre 1948, que se déroulèrent les plus importantes manifestations publiques d'attachement des Juifs soviétiques à l'État d'Israël.

Le 11 septembre 1948, le samedi suivant son arrivée dans la capitale soviétique, Golda Meyerson se rendit à la synagogue où elle fut accueillie très chaleureusement par 20 000 Juifs moscovites⁶.

À la suite de cette visite et des réactions que provoquait chaque apparition de l'ambassadeur d'Israël, et quelques jours avant le nouvel an juif, Ilya Ehrenbourg publia, dans la *Pravda*, un article de mise en garde. Les circonstances qui ont présidé à la rédaction de cet article, longtemps restées inconnues, peuvent maintenant être éclaircies. En fait, c'est Staline qui a ordonné à Ehrenbourg de rédiger ce texte. Au départ, il avait été envisagé de publier un article collectif, mais Ehrenbourg s'y est opposé, lors d'une réunion avec

1. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 1055, l. 61, 17 mai 1948, *ibidem*, p. 283.

2. Yaacov Ro'i, *The Struggle for Soviet Jewish Emigration 1948-1967*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 20-21.

3. *Ibidem*, p. 25.

4. *Idem*.

5. Guennadi Kostyrtchenko, *op. cit.* p. 112.

6. Les versions divergent sur cet épisode. Dans ses mémoires, Golda Meir rapporte qu'aucune personne présente à la synagogue ne s'adressa à elle, mais que les Juifs rassemblés n'en finissaient pas de la regarder. D'autres témoignages indiquent que sa présence donna lieu à des manifestations de joie et nombreux furent les fidèles à suivre la délégation israélienne dans les rues de Moscou après la cérémonie ; Golda Meir, *Ma vie*, Paris, Robert Laffont, 1975, p. 263, et Joshua Rubenstein, *Tangled Loyalties*, *op. cit.*, p. 257.

Malenkov, Kaganovitch, Pospelov et Ilitchev¹, préférant une autre formule : une réponse à une fausse lettre. L'article d'Ehrenbourg se présentait comme la réponse au courrier d'un jeune étudiant juif de Munich, qui se plaignait de l'antisémitisme en Allemagne de l'Ouest et demandait à l'écrivain si la création d'Israël était la solution à la question juive. Cette lettre n'était qu'un procédé littéraire pour permettre à Ehrenbourg d'envelopper son message. En réponse à cet « étudiant », il affirmait que la nation juive n'existait pas et que l'antisémitisme était le seul lien qui unissait les Juifs de par le monde. L'assimilation des Juifs dans leurs pays respectifs constituait la seule solution à la question juive. Ehrenbourg explique à son interlocuteur imaginaire qu'Israël est dirigée par la bourgeoisie et non par la classe ouvrière. Il n'est donc pas possible de faire confiance aux dirigeants israéliens. Mais surtout, conclut Ehrenbourg, « un citoyen d'un pays socialiste ne pourra jamais envier le destin d'un peuple qui supporte le joug de l'exploitation capitaliste. L'avenir des travailleurs juifs de tous les pays est lié à l'avenir du socialisme. Les Juifs soviétiques, avec tous les peuples soviétiques, travaillent pour construire leur patrie socialiste. Ils ne regardent pas vers le Proche-Orient, ils regardent vers le futur. Et je crois que les travailleurs de l'État d'Israël qui ne partagent pas le mysticisme des sionistes regardent maintenant vers le nord, vers l'Union soviétique ».

L'avertissement d'Ehrenbourg aux Juifs soviétiques est clair : l'URSS est leur seule patrie et, en aucun cas, il ne saurait être question d'exprimer un quelconque sentiment à l'égard de l'État hébreu. Il vaut également pour les diplomates israéliens en poste à Moscou, comme l'explique Ehrenbourg quelques semaines plus tard à M. Namir, lors d'une réception à l'ambassade d'Albanie, à qui il prodigua un « conseil amical » : éviter de chercher à inciter les Juifs russes à émigrer, car cela pourrait provoquer la colère du gouvernement et des Juifs soviétiques². Mais ni les diplomates israéliens, ni les Juifs moscovites ne suivirent les conseils d'Ehrenbourg. Comme le souligne Guennadi Kostyrchenko, « les Juifs n'entendirent pas l'appel à la docilité qu'il contenait, mais ils virent par contre l'esprit de collaboration idéologique avec le régime assimilationniste qui pointait le bout de l'oreille »³.

Pire, ils récidivèrent. À l'occasion des fêtes du Nouvel an juif (4 octobre 1948) et du Grand pardon (10 octobre 1948), la communauté juive de Moscou se rassembla massivement à la synagogue

1. APFR, f. 3, o. 65, d. 7, ll. 167-177, 18 septembre 1948, *STO*, t. 1, p. 375.

2. AEI, 130.09/2325/4, 2 décembre 1948, *DISR*, t. 1, p. 411.

3. Guennadi Kostyrchenko, *V plenou...*, *op. cit.*, p. 122.

autour des diplomates israéliens dans un climat empreint d'une très forte émotion que Golda Meir a décrit dans ses Mémoires¹. Entre 10 000 et 20 000 personnes, selon les estimations², participèrent à ces manifestations qui constituèrent pour les Juifs soviétiques la dernière occasion, avant de longues années, d'exprimer leurs sentiments à l'égard d'Israël. Au lendemain du Nouvel an juif, le président du Conseil des Affaires religieuses envoie une note à Molotov, dans laquelle il s'inquiète de ces débordements et suggère quelques mesures destinées à reprendre le contrôle de la synagogue de Moscou. Le rabbin est invité à limiter ses contacts avec les diplomates israéliens et à n'entretenir aucune relation personnelle avec eux. Il suivit ces instructions. Mais cela était insuffisant aux yeux du pouvoir soviétique. En effet, ce dernier craignait que les contacts entre les diplomates de Tel-Aviv et le rabbin n'encourageassent « inévitablement des attitudes indésirables chez certains Juifs d'URSS qui se rendent à la synagogue ». Pour le président du Conseil des affaires religieuses, il était établi que le personnel de l'ambassade ignorait les mises en garde du rabbin³.

Alerté et surpris par la réaction des Juifs d'URSS à l'arrivée des diplomates israéliens à Moscou, le Kremlin porta alors une attention redoublée aux moindres contacts entre les représentants de l'État juif et le judaïsme soviétique. En octobre 1948, l'attaché de presse de l'ambassade, A. Levavi, demanda au MID l'autorisation de publier un bulletin d'information sur Israël à destination du corps diplomatique⁴. Tiré à 140 exemplaires, un premier numéro du bulletin est envoyé aux ambassades étrangères, aux institutions soviétiques et quelques-uns à des communautés religieuses (30) et à des kolkhozes juifs (3)⁵.

Les responsables soviétiques tiennent la preuve que l'État hébreu cherche à inciter les Juifs soviétiques à émigrer. La réaction ne se fait pas longtemps attendre. Le 7 février 1949, le vice-ministre des Affaires étrangères, V. Zorine, convoque G. Meir. L'ambassade d'Israël, lui dit-il en substance, mène des activités illégales. Outre la diffusion de ce bulletin en dehors des cercles diplomatiques, Zorine lui reproche d'encourager les Juifs d'URSS à émigrer en Israël

1. Golda Meir, *op. cit.*, p. 264-267.

2. Golda Meir donne le chiffre de 50 000 mais il semble très surestimé, *ibidem*, p. 265 ; Yaacov Ro'i, *The Struggle*, *op. cit.*, p. 33 ; Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 114.

3. APEFR, f. 089, o. 1, p. 2, d. 12, ll. 32-33, 30 novembre 1948, confidentiel, *SIO*, t. 1, p. 434.

4. APEFR, f. 089, o. 1, p. 2, d. 20, ll. 20-21, 14 octobre 1948, confidentiel, *SIO*, t. 1, p. 405.

5. AEI 130.09/2325/4, 17 février 1949, *DISR*, t. 1, p. 445.

et de les inciter à renoncer à la nationalité soviétique. Le MID demande donc expressément aux représentants d'Israël de mettre un terme à ces activités « incompatibles avec une attitude loyale à l'égard de l'Union soviétique »¹. Le message est sans ambiguïté : les diplomates israéliens doivent cesser leurs contacts avec les Juifs d'URSS. M. Namir l'a d'ailleurs bien compris : « Nous devons agir avec une grande prudence », écrit-il à M. Sharett après cet épisode². Il admittra, quelque temps plus tard, que l'ambassade israélienne est la seule représentation diplomatique à avoir enfreint les règles qui régissent les rapports entre les citoyens soviétiques et les étrangers et d'ajouter : « Nous sommes la seule ambassade pour laquelle deux millions de citoyens ressentent quelque chose de spécial. [...] L'existence même de notre ambassade – le bâtiment, les voitures, le drapeau, le personnel, la langue – constitue une “provocation sioniste”. »³ À partir de 1950, les diplomates israéliens assistent impuissants à la dégradation de la situation des Juifs soviétiques. Aucun d'entre eux ne prend plus le risque de rencontrer les envoyés de Tel-Aviv. Leur présence à la synagogue de Moscou, à l'occasion du Nouvel an juif, ne provoque plus de manifestations d'enthousiasme débridé. Elle est entourée d'une atmosphère de tension et de peur⁴.

De leur côté, les dirigeants du CAJ ne pouvaient rester indifférents au flot de réactions provoquées par la création d'Israël et aux appels qui leur étaient lancés. L'attitude qu'ils adoptèrent ne fut certainement pas celle qu'escomptaient les auteurs des lettres que nous avons mentionnées et les nombreux visiteurs du comité. Après les premières lettres, appels téléphoniques et visites reçus par le comité, Kheifetz – qui, rappelons-le, appartient aux organes de la sécurité d'État – informe le département de politique étrangère du CC. Il communique les noms, adresses et téléphones des visiteurs et auteurs de lettres⁵, sans ignorer les risques que pouvait présenter cette démarche pour ceux qui étaient ainsi identifiés.

Le 5 juin, Baranov adresse un rapport de synthèse à Souslov, sur la base des informations transmises par le CAJ. Il indique que « de nombreuses lettres soulignent la signification politique de la création de l'État national juif pour les Juifs des pays capitalistes

1. APEFR, f. 021, o. 3, p. 1, ll. 75-76, 7 février 1949, *SIO*, t. 1, p. 460.

2. AEI 130.09/2325/4, 17 février 1949, *DISR*, t. 1, p. 445.

3. AEI 130.02/2384/15, 17-21 juillet 1950, *DISR*, t. 2, p. 590.

4. AEI 130.11/2492/16, 16 février 1951, *DISR*, t. 2, p. 686 ; AEI 130.09/2325/6, 4 octobre 1951, *DISR*, t. 2, p. 745.

5. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 445, ll. 54-57, 17 et 18 mai 1948, confidentiel ; *ibidem*, ll. 82-87 ; 24 mai 1948.

et le dévouement des Juifs citoyens de l'URSS pour leur patrie soviétique. [...] Cependant, une série de lettres reflète clairement des sentiments nationalistes. Les auteurs de ces lettres ne distinguent pas les Juifs citoyens de l'URSS des Juifs vivant dans les pays capitalistes et, apparemment, considèrent Israël comme leur véritable patrie et tendent à la placer plus haut que l'URSS »¹. Dans son rapport, Baranov ne préconise aucune mesure pour enrayer cette montée du « nationalisme » des Juifs soviétiques. Ce problème fit l'objet de discussions au cours de plusieurs réunions du présidium du CAJ. Les sténogrammes de ces réunions montrent que les dirigeants du CAJ étaient très inquiets des réactions des Juifs soviétiques à l'égard de la naissance d'Israël : « Certaines lettres, déclare Fefer à la réunion du 7 juin 1948, témoignent qu'à côté de l'expression de la colère légitime contre l'agression, il y a des lettres écrites dans un esprit de nationalisme bourgeois. Nous ne mentionnons pas seulement un petit nombre de lettres. [...] Le sionisme, qui était tenu sous le boisseau, revient maintenant à la surface. C'est ce que l'on voit à travers les lettres. Les gens pensent maintenant que le sionisme, que nous avons condamné, est devenu légitime. »² Tous les intervenants étaient d'accord pour condamner et combattre ces tendances « nationalistes », en soulignant, comme le poète Leib Kvitko, le danger pour le CAJ de garder le silence : « La chose la plus importante est de faire comprendre clairement à certains de nos citoyens juifs que leur patrie est ici, en Union soviétique. »³

Mais aucune mesure ne fut prise avant le mois de septembre 1948 et les manifestations qui suivirent l'arrivée des diplomates israéliens à Moscou. Au mois d'octobre, une nouvelle réunion du présidium fut consacré à ce problème. Les dirigeants du CAJ décidèrent qu'une « campagne d'explication » plus approfondie était nécessaire. « Nous devons montrer qu'Israël ne peut pas être la seule patrie pour les Juifs », déclara Gubelman. Et Fefer d'ajouter : « Il y aura le socialisme en Israël bien que le docteur Weizmann ait déclaré qu'Israël ne serait jamais communiste. Mais, pour l'instant, il n'y pas de socialisme et ce petit État juif est déjà surpeuplé. Comment peut-il être une patrie pour les Juifs ? »⁴

L'inaction du CAJ, dans les semaines qui suivirent l'arrivée des lettres et appels en faveur d'Israël, s'explique par la contradiction,

1. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 608, ll. 7-8, 5 juin 1948, strictement confidentiel.

2. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 1054, ll. 163-178, Sténogramme de la réunion du présidium du CAJ du 7 juin 1948 cité in *Evreiski antifachistski Komitet, op. cit.*, p. 301-302.

3. *Ibidem*, p. 303.

4. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 1054, ll. 163-178, Sténogramme de la réunion du présidium du CAJ du 21 octobre 1948, *ibidem*, p. 305.

dans laquelle se trouvait le comité, entre la nécessité de défendre la politique soviétique à l'égard de l'État juif pour les besoins de la propagande à l'étranger et l'impérieuse obligation de ne pas laisser déraiper l'enthousiasme des Juifs d'URSS. Ainsi que le souligne Fefer : « Il faut dire que c'était plus difficile pour nous au moment où l'État d'Israël fut proclamé. Nous étions simplement attaqués. [...] Maintenant nous devons accomplir un grand travail d'explication. »¹ Le CAJ devait agir dans le cadre que lui imposait le pouvoir, mais aussi tenir compte des pressions qu'exerçaient les Juifs d'URSS. D'où le caractère de plus en plus étroit de sa marge de manœuvre.

Les dirigeants du comité n'auront pas le temps de mettre en œuvre la campagne d'explication qu'ils avaient décidée. Un mois plus tard, le 20 novembre, le comité sera dissous et la machine répressive s'enclenchera.

Le Birobidjan

La question du Birobidjan fut à nouveau posée à la fin de la guerre, après l'enterrement implicite du projet de République juive en Crimée. La tentative d'inciter les Juifs soviétiques à s'installer dans cette région fut relancée en raison de la conjonction de trois facteurs : les tensions créées par le retour des Juifs dans leurs anciens foyers, notamment en Ukraine ; la nécessité pour le pouvoir soviétique de détourner l'attention des Juifs d'URSS du sionisme et de la création d'Israël, et de montrer à l'Occident que l'URSS offrait une pleine égalité en droit à sa population juive, de même qu'aux autres nationalités de l'Union.

Jusqu'à la fin de la guerre avec le Japon, la Région autonome juive du Birobidjan était dans une zone militaire interdite d'accès, et donc toute possibilité d'émigration était exclue. Le nouveau plan quinquennal (1946-1950), prévoyait que l'Extrême-Orient recevrait une part significative des populations qui avaient vécu dans des régions détruites par la guerre². Dans ce cadre, le 26 janvier 1946, le Conseil des commissaires du peuple de la RSFSR adopta une résolution sur le renforcement de l'économie de la Région autonome juive. Les commissariats du peuple à la Santé publique et à l'Instruction publique furent chargés d'envoyer des médecins et des enseignants juifs au Birobidjan³.

1. *Ibidem*, p. 307.

2. Benjamin Pinkus, *The Jews of the Soviet Union*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 192.

3. Henri Sloves, *L'État juif de l'Union soviétique*, Paris, Les Presses d'aujourd'hui, 1982, p. 267.

La question du Birobidjan fut discutée à la réunion du présidium du CAJ au mois de février 1946¹ et, quelques jours plus tard, une rencontre fut organisée à Moscou entre les dirigeants du CAJ et les députés du Birobidjan, Alexandre Bakhmoutski – par ailleurs secrétaire du Comité régional du parti – et Shifra Koutchina². Les deux députés publièrent des articles dans *Eynikait* appelant les Juifs à s'installer et à venir travailler au Birobidjan³. Au cours de l'année 1946, les dirigeants du CAJ s'impliquèrent encore un peu plus dans ce dossier, en créant un sous-comité chargé du Birobidjan⁴ et en écrivant à Kaganovitch pour lui demander d'intervenir afin de faciliter l'émigration des Juifs vers cette région en soulignant que : « La question du Birobidjan prend de plus en plus d'importance au plan international, car le Birobidjan, en tant que centre de l'organisation étatique judéo-soviétique, est devenu un point de ralliement dans la lutte des forces progressistes juives à l'étranger contre le sionisme et la réaction. »⁵

Les dirigeants du CAJ s'adressèrent aussi à Beria et Jdanov⁶, semble-t-il avec un certain succès : les premiers trains d'immigrants arrivèrent au Birobidjan à partir de décembre 1946. Environ 10 000 Juifs émigrèrent dans cette région entre 1946 et 1948⁷. Ils venaient de l'Ukraine, de la Crimée, mais également d'Ouzbekistan. Le pouvoir, en signe de bonne volonté, fit réparaître le *Birobidjan Stern*, le journal en yiddish qui existait avant-guerre, et créa une revue, *Birobidjan*, ainsi qu'une maison d'édition. Le théâtre juif reprit ses activités et la bibliothèque fut agrandie. Une synagogue fut même ouverte avec des fonds destinés à la remise en état des écoles⁸. Le poète Der Nister partit de Moscou avec un groupe d'émigrés, séjourna quelques semaines au Birobidjan à l'été de 1947. À son retour, il publia plusieurs articles lyriques et enthousiastes⁹. Cependant, les méthodes de l'administration soviétique n'avaient guère évolué depuis les années trente. À leur arrivée, les

1. Shimon Redlich, *War, Holocaust...*, *op. cit.*, p. 49.

2. Henri Slovès, *op. cit.*, p. 268.

3. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 914, ll. 6-7, 1946, in *Evreiski antifachistskii Komitet*, *op. cit.*, p. 142-143.

4. Shimon Redlich, *War, Holocaust...*, *op. cit.*, p. 49.

5. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 914, ll. 6-7, 1946, in *Evreiski antifachistskii Komitet*, *op. cit.*, p. 142-143.

6. Shimon Redlich, *War, Holocaust...*, *op. cit.*, p. 49.

7. Les estimations varient entre 10 000 et 30 000 personnes, Henri Slovès, *op. cit.*, p. 269.

8. Robert Weinberg, *Stalin's Forgotten Zion*, Berkeley / Los Angeles / Londres, University of California Press, 1998, p. 77.

9. *Ibidem*, p. 270.

nouveaux immigrants, comme leurs prédécesseurs, trouvaient des conditions d'accueil déplorables et repartaient presque aussitôt¹. La possibilité d'élever la région au statut de République fut même envisagée par Fefer... quelques jours avant la dissolution du CAJ. Le 9 octobre 1948, le dernier train d'émigrants arriva au Birobidjan. La répression qui allait s'abattre sur le CAJ n'épargnerait pas la Région autonome juive. Comme avant la guerre, cette dernière allait à nouveau subir les effets en retour de la nouvelle vague de purges décidée par Staline.

L'activité du CAJ en direction de l'Occident a été, en partie, limitée en raison de la réaction des Juifs soviétiques, qui exerçaient une pression de plus en plus forte sur le comité pour qu'il s'implique davantage à la fois dans la résolution de leurs problèmes et dans le soutien au combat d'Israël contre les États arabes. Dans le même temps, le pouvoir soviétique a tenté, comme pendant la guerre, d'utiliser les Juifs soviétiques pour gagner le soutien de l'opinion publique juive occidentale et, tout en soutenant la création d'Israël, pour concurrencer le projet sioniste par la relance de la colonisation du Birobidjan. L'ensemble de cette politique ne pouvait produire que des contradictions :

- Contradiction entre le désir d'influencer l'opinion publique occidentale, et la limitation de l'activité du CAJ qui constituait le principal outil permettant d'atteindre cet objectif ;
- Contradiction entre le soutien de Moscou à Israël, l'hostilité des bolcheviks au sionisme et l'interdiction faite aux Juifs d'URSS de manifester leurs sentiments à l'égard de l'État juif ;
- Contradiction, enfin, entre la volonté du pouvoir soviétique de proposer un modèle – socialiste – alternatif au sionisme comme le Birobidjan, et son incapacité à créer les conditions du succès d'un tel projet.

Toutes ces contradictions, conjuguées avec le mode de fonctionnement du système soviétique, débouchèrent sur une crise entre le pouvoir et les Juifs soviétiques, crise que Staline choisit, comme souvent, de résoudre par la violence.

1. Robert Weinberg, *op. cit.*, p. 82.

CHAPITRE VII

Le complot sioniste I Procès à Moscou

Les années noires. L'expression a souvent été employée pour désigner cette période qui, de 1948 à la mort de Staline en 1953, fut synonyme de répression pour les Juifs soviétiques. Celle-ci connut différentes phases dont les ressorts et les objectifs ne furent pas, dans chaque cas, identiques. La première concerna les cadres juifs de la nomenklatura politique, intellectuelle et scientifique soviétique. Pendant cette période, qui s'achève avec le procès du CAJ, la répression n'a pas visé les Juifs soviétiques dans leur ensemble en tant que groupe social et national. La question est de savoir si le déclenchement de cette première phase est lié à la politique soviétique à l'égard d'Israël. A-t-il précédé ou suivi la réorientation de l'attitude de Moscou envers l'État hébreu ? En est-il la cause principale ou secondaire ? Ou bien n'a-t-il été que la conséquence du retournement – si retournement il y a eu – de la diplomatie soviétique au Proche-Orient ?

I — La dissolution du Comité antifasciste juif

Les attaques contre le CAJ ne débutèrent pas en 1948 après l'arrivée de Golda Meir à Moscou, ni même en 1946 avec le lancement de la *Jdanovchtchina*, mais dès 1943 soit peu de temps après la création du CAJ.

Les prémisses

En mai 1943, le secrétaire exécutif du Sovinformburo, V. Kroujkov, envoie une lettre à Chtcherbakov pour dénoncer l'activité du CAJ : « Je pense personnellement que la direction du Comité antifasciste juif s'immisce dans des affaires dans lesquelles elle ne devrait pas s'immiscer. Je considère politiquement nuisible le fait

que la direction du CAJ reçoive des lettres de la part de citoyens Juifs soviétiques contenant toutes sortes de requêtes de caractère matériel ou concernant les conditions de vie, et se soucie de satisfaire ces demandes en écrivant aux organes du Parti et de l'État soviétique. Si vous considérez mes remarques comme correctes, je vous demande de donner des instructions au cam. Lozovski à Kouïbychev. »¹ Cette attaque n'est qu'un exemple parmi d'autres. Elles avaient toutes pour cible le rôle du CAJ auprès des Juifs d'URSS. Elles ne laissent pas d'étonner, sachant que le comité avait reçu l'approbation des plus hautes instances de l'État soviétique pour mener son activité.

Mais il faut se rappeler que, dans le même temps, Staline entreprit de russifier les institutions soviétiques afin de mobiliser le peuple russe dans la guerre contre l'Allemagne ; une russification de l'appareil de l'État et du Parti, mais aussi des institutions culturelles aux relents nettement antisémites – les artistes visés étaient pour la plupart juifs. Ainsi, en août 1942, Alexandrov, chef du département de l'Agitation et de la Propagande du CC, adressa une note à Malenkov, Chtcherbakov et Andreev sur « la nomination et la promotion des cadres dans le secteur artistique », dans laquelle ils soulignait que « des non-russes (principalement des Juifs) » se trouvaient à la direction des départements du Comité pour les affaires artistiques et dans de nombreuses institutions artistiques russes, où « les Russes sont dans une situation de minorité nationale »². Ces considérations étaient émaillées d'exemples sur la présence de nombreux Juifs au Bolchoï, dans l'orchestre philharmonique de Moscou, au conservatoire de Leningrad, mais également parmi les critiques musicaux, littéraires et artistiques des grands journaux soviétiques comme la *Pravda* ou les *Izvestia*³. Cette politique sonne indéniablement – même s'il faut se garder de toute reconstruction *a posteriori* – comme un prélude aux campagnes contre le « cosmopolitisme » des années 1949-1953. À la lumière de ces documents, il apparaît que des courants nationalistes russes étaient solidement implantés dans l'appareil du parti et que, le moment venu, à partir de 1946, Staline saura les utiliser pour mener sa politique contre les « influences étrangères ».

Vers la fin de la guerre, les critiques contre le CAJ commencèrent à se faire plus précises et plus aigües. En mai 1945, une réunion du

1. AEFR, f. 8114, o. 1, d. 792, l. 9, 11 mai 1943, in *Evreiski antifachistski Komitet*, op. cit., p. 167.

2. CRCEDHC, f. 17, o. 125, d. 123, l. 21, cité in Guennadi Kostyrchenko, op. cit., p. 9.

3. *Ibidem*, p. 10-11.

Sovinformburo fut consacrée à l'examen des conclusions d'une commission qui avait été chargée par Lozovski d'étudier le travail réalisé par le CAJ durant la guerre. Cette commission concentra son attention sur les articles envoyés par le CAJ à l'étranger¹. Ce travail était très important aux yeux des responsables du parti dans la mesure où il était au cœur de l'activité de propagande du CAJ. Lors de cette réunion, l'un des membres de la commission déclara que le CAJ avait remporté des succès significatifs à l'aune des objectifs qui lui avaient été assignés. Mais il lui reprochait le contenu trop judéo-centré des articles envoyés à l'étranger².

Pour l'heure, les dirigeants du comité se sentaient encore suffisamment forts et protégés pour répondre à ces attaques. Lors de la réunion du Sovinformburo, Mikhoels rejeta l'argument selon lequel la mise en avant du rôle des Juifs pourrait servir la propagande ennemie. « Personne ne pense que ce sont deux frères juifs qui ont pris Berlin », s'exclama Mikhoels avant d'ajouter : « Nous connaissons parfaitement bien la part importante prise par le grand peuple russe et le rôle, à la mesure de ses moyens, joué par le peuple juif. »³

En vieux bolchevik expérimenté, Lozovski, usant des ressorts de la dialectique, prit la défense du CAJ. Tout en reconnaissant le bien-fondé d'une partie des critiques qui lui étaient adressées, il appelait le CAJ à prendre en compte la nouvelle réalité : la résistance contre le fascisme doit faire place à la lutte des classes⁴. Cette intervention est aussi révélatrice de la reprise en main de la société soviétique, qui se dessine dès le lendemain de la victoire. Le renforcement de la lutte des classes et de la bataille idéologique annoncée par Lozovski est le signe que, la paix revenue, le pouvoir stalinien a l'intention de resserrer l'étau sur la société.

L'offensive contre le CAJ commença à prendre un tour plus inquiétant à la fin de l'année 1945, avec la lettre adressée à Malenkov par Matveï Chkiriátov, le vice-président de la commission de contrôle du parti. Le contenu de cette lettre marqua le franchissement d'une étape, car la dissolution du CAJ y était ouvertement évoquée : « Les différentes déclarations de Mikhoels et Fefer montrent qu'ils envisagent de manière incorrecte le travail futur du comité, en considérant que leurs tâches doivent aussi inclure les questions concernant le travail culturel et éducatif au sein de la

1. Shimon Redlich, *War, Holocaust...*, *op. cit.*, p. 92.

2. AEFR, f. 8581, o. 1, d. 1161, ll. 1-26, Sténogramme de la réunion du Sovinformburo à propos du CAJ, 22 mai 1945, in *Evreiski antifachistski Komitet*, *op. cit.*, p. 174.

3. AEFR, f. 8581, o. 1, d. 1161, ll. 1-26, Sténogramme de la réunion du Sovinformburo à propos du CAJ, 22 mai 1945, *ibidem*, p. 176.

4. *Ibidem*, p. 177.

population juive d'URSS (la presse, l'édition, les clubs, etc.). À notre avis, ces intentions des collaborateurs du Comité transforment cette organisation en une sorte de Commissariat pour les Affaires juives politiquement nuisible et constituent une déformation des objectifs qui ont été définis lors de la création du comité [...]. Nous sommes profondément convaincus que le CAJ ne peut pas être maintenu en l'état et qu'il faut examiner d'urgence la question de son activité future. Si son existence est jugée nécessaire, alors il faudra définir le cadre de son activité, renforcer sa direction et choisir pour cela des dirigeants politiques fermes. Sinon, il faut dissoudre cette organisation. »¹

Cependant, ce n'est que plusieurs mois après cette lettre que la situation devint vraiment dangereuse pour le CAJ et ses dirigeants même si, comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, le champ des activités du comité fut considérablement restreint à partir de mai 1945. Ce sont le transfert du CAJ sous l'autorité du CC et de Jdanov, à partir de l'été 1946, et le lancement, à la même date, de la *Jdanovchtchina* qui marquent le véritable départ de la campagne contre le CAJ.

La dernière offensive

La fin de l'année 1946 fut une période de grande turbulence pour le CAJ. Dès le mois de septembre, il doit affronter simultanément les conséquences de plusieurs décisions sur les plans tant structurel que politique. En passant sous le contrôle du CC, en août 1946, le CAJ perd son protecteur, Solomon Lozovski, ce qui, dans le système stalinien, est en général de mauvais augure. D'autant plus que la position de ce dernier est considérablement affaiblie : en quelques semaines, il a perdu son poste de vice-ministre des Affaires étrangères et celui de directeur du Sovinformburo, dont il avait hérité après la mort de Chtcherbakov en mai 1945. Lozovski n'est pas le seul cadre dirigeant juif du MID à être mis à l'écart. Les deux vice-ministres des Affaires étrangères, Litvinov et Maïski, sont également envoyés à la retraite ainsi que certains de leurs proches. Mais la purge au MID n'est pas directement liée à l'affaire du CAJ. En fait, elle aurait dû se produire dès 1939. « Lorsque Molotov est arrivé à la tête de la diplomatie soviétique, Staline lui avait dit : “Débarrasse des Juifs le Commissariat du peuple.” “Heureusement qu'il me l'a dit”, ajoute Molotov. Car les Juifs formaient la majorité absolue de la direction des ambassadeurs. Ce qui est évidemment

1. CRCEDHC, f. 17, o. 125, d. 317, ll. 288-292, 25 décembre 1945, *ibidem*, p. 180.

mauvais. »¹ La purge fut conduite par une commission composée de Beria, Molotov, Malenkov et Dekanozov. Elle aurait probablement dû se conclure par un grand procès, mais le déclenchement de la guerre l'en empêcha. Staline avait encore besoin des diplomates expérimentés tels que Maïski ou Litvinov². En 1946, il ne s'agit que de mener à son terme la purge entamée sept ans plus tôt. La porte de l'École supérieure de diplomatie est désormais fermée aux Juifs³.

Placé sous l'autorité d'Andreï Jdanov, membre du Politburo, le CAJ doit rapidement prendre la mesure et s'adapter à la situation nouvelle créée par le lancement de la campagne de reprise en main des milieux intellectuels, au mois d'août 1946, par son nouveau tuteur. Cette offensive contre les influences étrangères dans la culture, contre le « décadentisme occidental », le « particularisme anti-russe », « l'individualisme petit-bourgeois »⁴, visait à refermer les espaces de liberté qui avaient été concédés aux intellectuels pendant la guerre. Pour des familiers du système stalinien, comme l'étaient les dirigeants du CAJ, cela signifiait que les contacts avec l'étranger devenaient suspects et que toute expression d'une culture nationale pouvait être interprétée comme un « particularisme anti-russe » et un « nationalisme bourgeois ». Dès le mois de septembre, Fefer critique dans *Eynikait* le concept d'unité juive et affirme que le CAJ « n'en a jamais parlé sans qu'elle ne soit fondée sur une attitude positive envers l'Union soviétique »⁵.

Les écrivains se réunirent pour discuter de la nouvelle ligne définie par Jdanov en matière de littérature et adoptèrent une résolution soulignant que la « littérature juive soviétique, bien qu'étant saine pour l'essentiel, comporte une série de défauts importants dont elle doit se libérer pour mieux servir, et avec plus de succès, le peuple, le parti, la patrie soviétique »⁶. Cependant, malgré cette mise en œuvre de la nouvelle ligne, le CAJ n'évita pas l'offensive menée par Jdanov, Souslov et Abakoumov, le nouveau ministre de la Sécurité d'État.

En septembre 1946, une commission composée de quatre personnes, chargée de mener une enquête sur l'activité du CAJ, adresse son rapport à Souslov. Après avoir reconnu le rôle positif joué par le CAJ pendant la guerre, les auteurs expliquaient que « la direction

1. Felix Tchouev, *op. cit.*, p. 232.

2. Sabine Dullin, *Diplomates et diplomatie soviétiques en Europe (1930-1939)*, Thèse de doctorat, Université Paris I, 1998, p. 590-626.

3. Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 59.

4. Nicolas Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, Paris, PUF, 1990, p. 357.

5. Cité in Shimon Redlich, *War, Holocaust, op. cit.*, p. 121.

6. CRCEDHC, f. 17, o. 125, d. 459, ll. 24-31, avril 1947, note d'Alexandrov, Gueorgui à Jdanov, in *Evreiski antifachistskii Komitet, op. cit.*, p. 335.

du CAJ n'a pas tiré les conclusions correctes de ses nouvelles tâches dans la situation de l'après-guerre et se trouve sous l'emprise de l'idéologie sioniste bourgeoise »¹. Et d'ajouter quelques pages plus loin : « Les liens du CAJ avec les organisations juives à l'étranger n'affaiblissent pas les tendances nationalistes et sionistes mais, au contraire, dans une certaine mesure, encouragent cette tendance parmi notre intelligentsia juive en l'éloignant de la réalité soviétique. »² Analysant le matériel de propagande envoyé par le CAJ en Occident, les auteurs du rapport considéraient que les exploits des soldats juifs de l'Armée rouge étaient trop mis en avant, mais surtout que « la plupart des articles ont un caractère apolitique et culturel »³ et que « le rôle des Juifs dans l'art et la littérature est excessivement grossi »⁴. Deux reproches typiques de la *Jdanovchtchina*⁵. En conclusion, on accusait le CAJ d'être tombé « sous l'influence des sentiments nationalistes et de s'être peu à peu transformé en organe pour les affaires juives »⁶. Il lui était fait grief de diffuser, à l'étranger, une propagande qui ne montrait pas « l'essor de notre économie d'après-guerre, la croissance et le développement de nos peuples, la justesse de la politique nationale de notre Parti, ce n'est pas une propagande de combat, elle n'est pas d'actualité, elle n'est pas offensive »⁷. La commission proposait la dissolution du comité, l'arrêt de la publication d'*Eynikait* et le transfert de ses fonctions de propagande pour l'étranger au Sovinformburo.

Le 12 octobre 1946, Abakoumov, le ministre de la Sécurité d'État, envoya au CC et au Conseil des ministres une note intitulée « Sur les manifestations nationalistes de certains collaborateurs du Comité antifasciste juif »⁸. Ce premier rapport fut suivi d'un autre, rédigé par Mikhaïl Souslov, la nouvelle étoile montante du parti, adressé à l'ensemble du Politburo. Souslov reprenait, pour l'essentiel, les arguments contenus dans le rapport de la commission qui avait enquêté sur le CAJ. Il critiquait, notamment, la trop grande attention portée par le CAJ à l'égard de la Palestine : « Il faut souligner que le CAJ, dans une série d'articles qu'il a envoyés à la presse

1. CRECDHC, f. 17, o. 128, d. 868, l. 86.

2. *Ibidem*, l. 89.

3. *Idem*.

4. *Idem*, l. 91.

5. L'art et la littérature étaient les secteurs les plus visés de cette campagne contre les intellectuels et les attaques contre les œuvres « dépourvues d'idées » l'un des slogans favoris. Le « caractère apolitique » est à rapprocher de ce slogan et signifiait que les articles du CAJ ne répondaient pas aux canons politiques en cours.

6. *Ibidem*, l. 98.

7. *Idem*.

8. *Izvestia TSKPSS*, n° 12, 1989, p. 36.

juive à l'étranger, manifeste une évidente sympathie envers l'idée sioniste de créer un État juif en Palestine et avec l'idée d'une émigration massive des Juifs en Palestine. Cela explique pourquoi le CAJ consacre une attention excessive à son travail sur la Palestine. Entre le 1^{er} juin 1945 et le 27 juin 1946, il y [en Palestine] a envoyé plus de 900 articles et matériaux, soit une quantité une fois et demi supérieure à celle envoyée en Angleterre. Dans le cas présent, les collaborateurs du CAJ ne prennent pas seulement part à "l'orchestre sioniste mondial" mais ils suivent la politique des Baruch américains qui, à travers l'émigration massive des Juifs, tentent d'implanter en Palestine un grand réseau de renseignement de l'impérialisme américain. Il faut aussi avoir en tête que la vaste propagande du CAJ au Moyen-Orient, et en particulier en Palestine, porte sans aucun doute atteinte aux intérêts de l'Union soviétique en créant une mauvaise impression auprès de la population arabe à propos de l'attitude de l'URSS à l'égard du problème palestinien. »¹

L'accusation, sous la plume de Souslov, est grave. Elle sous-entend que le CAJ est complice d'activité d'espionnage. Avec son rapport, Souslov franchit une nouvelle étape en criminalisant l'activité du CAJ. Le comité n'est plus seulement accusé d'être judéo-centré ou de s'être transformé en département pour les affaires des Juifs d'URSS. Notons, en outre, que Souslov n'envisage certainement pas à ce moment-là que l'URSS va soutenir la création d'Israël. Les Arabes palestiniens lui semblent alors l'allié naturel de Moscou.

En conclusion, Souslov souligne, citations de Lénine et Staline à l'appui, que « dans son activité, le Comité antifasciste juif se fonde non sur des positions léninistes-staliniennes, mais sur les positions du sionisme bourgeois et du bundisme ». Il indique que « le département de politique extérieure du CC considère inutile et politiquement nuisible le maintien du CAJ et soumet à votre examen la proposition de sa liquidation »². Il semble bien que la décision de liquider le CAJ fut prise à la suite de ce rapport de Souslov. Les archives du CAJ furent saisies et emmenées au MGB³.

Quelques semaines plus tard, Souslov et Alexandrov, respectivement responsables du département de politique extérieure et de celui de l'Agitation et de la Propagande, adressèrent une nouvelle note sur les activités du Comité antifasciste des scientifiques et du CAJ à Molotov et Kouznetsov⁴. Les deux responsables suggéraient

1. CRCEDHC, f. 17, o. 128, d. 868, ll. 116-117, 19 novembre 1946.

2. *Ibidem*, l. 122.

3. Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 66.

4. CRECDHC, f. 17, o. 128, d. 1056, ll. 7-11.

de mettre fin aux activités des deux comités, mais l'essentiel du document concernait le CAJ. Un pas supplémentaire avait été franchi, car Souslov et Alexandrov faisaient mention d'un entretien qu'ils avaient eu avec Mikhoels et Fefer sur les erreurs commises par le comité depuis la fin de la guerre. Un projet de résolution était joint à ce rapport, signé par Mikhoels, proposant la cessation des activités du CAJ. Pourtant, le comité ne fut pas dissous. Plus étonnant, les archives, qui avaient été saisies par le MGB fin décembre 1946 – probablement au même moment que l'entretien entre Souslov, Alexandrov, Fefer et Mikhoels –, lui furent rendues. Enfin, Souslov déclara à Fefer, lors d'une conversation téléphonique, que le comité devait continuer son activité¹.

Une pause avait donc été décrétée dans l'opération de liquidation du CAJ. Elle allait durer près d'un an, jusqu'à l'assassinat de Mikhoels en janvier 1948, et même deux ans : le comité ne sera dissous qu'en novembre 1948 et ses dirigeants arrêtés en janvier 1949. Preuve que la liquidation de cette institution n'était pas chose facile à mettre en œuvre. Cette pause est peut-être le fruit d'une certaine instabilité au sommet de la direction soviétique, conséquence de la bataille que se livrent les diverses factions et clans autour de Staline.

Même si l'étau se desserrait quelque peu autour du CAJ, il demeurait sous surveillance. Cependant, les attaques se firent moins vives. En juillet 1947, Baranov, l'adjoint de Souslov, et Grigorian, l'adjoint d'Alexandrov, adressèrent une note à Jdanov sur le CAJ. En introduction, ils soulignaient qu'après la vérification du travail du comité opérée par le département de politique extérieure, le CAJ « a pris certaines mesures pour améliorer son travail de propagande à l'étranger », notamment en ne se limitant plus à des thèmes sur la vie des Juifs d'URSS, mais en envoyant aussi des matériaux sur l'amitié des peuples de l'URSS. Mais le reste de la note de Baranov et Grigorian n'était qu'une dénonciation des manquements du CAJ : « fautes nationalistes » dans la propagande, mise en avant de la culture juive et du rôle des Juifs dans les différents domaines de la vie de l'URSS, insuffisance de la résistance opposée aux campagnes antisoviétiques en Occident. Les deux auteurs soulignaient le rôle de porte-parole de la communauté juive d'URSS que s'était attribué le CAJ. Les fonctionnaires du Comité central ne demandaient plus la dissolution du comité, mais joignaient un projet de résolution du CC visant à « améliorer » le travail du CAJ². Ils proposaient une redéfinition des tâches du CAJ ; une restructuration de sa direction,

1. Guennadi Kostyrtchenko, *op. cit.*, p. 66.

2. CRECDHC, f. 17, o. 128, d. 1058, ll. 132-135.

notamment la mise à l'écart de Fefer accusé de s'être entouré de collaborateurs peu qualifiés¹ ; enfin l'arrêt du journal *Eynikait* et son remplacement par un mensuel de quatre pages tiré à 15 000 exemplaires. Au lieu de liquider le CAJ, Baranov et Grigorian proposaient de le transformer en une coquille vide.

Certains, qui avaient pris part auparavant à l'offensive contre le comité, se mirent à le défendre, à l'image d'Alexandrov. En avril 1947, il envoya une note à Jdanov pour réfuter les accusations émises par le directeur du département des cadres du CC, M. Chtcherbakov, sur les « tendances nationalistes et mystico-religieuses dans la littérature yiddish soviétique »². Pour Alexandrov, « les écrits des écrivains juifs soviétiques pendant la guerre patriotique et dans la période de l'après-guerre sont, dans leur grande majorité, pénétrés de l'idée du patriotisme soviétique et ont un ton optimiste »³. L'attitude d'Alexandrov ne laisse pas d'étonner, car il avait été un des plus virulents opposants au CAJ. Il faut certainement replacer ce changement de position dans le cadre des manœuvres d'appareil en cours pendant cette année 1947. La position d'Alexandrov, ancien protégé de Chtcherbakov, était menacée par Souslov. Ce dernier parviendra à ses fins : il le remplaça à la tête du département de l'agitation et de la propagande au mois de septembre 1947.

Si le CAJ semblait avoir obtenu un sursis au début de l'année 1947, Jdanov et Souslov n'avaient pas pour autant renoncé à leur entreprise contre le comité. La publication du *Livre noir* devint leur nouveau cheval de bataille.

Depuis la fin de la guerre, le *Livre noir* était devenu l'une des principales activités du CAJ. Après le retrait d'Ehrenbourg⁴ et le rapport de la commission nommée par Lozovski, le comité éditorial avait été restructuré et le manuscrit remanié, notamment pour répondre aux critiques de la commission. Le principal reproche concernait les passages sur l'attitude des populations locales à l'égard des Juifs pendant la guerre : « Il est indispensable de réviser très soigneusement tous les documents et récits, surtout ceux concernant l'Ukraine [...] afin qu'on ne puisse pas s'imaginer que les éléments antisoviétiques locaux ont joué un rôle primordial dans l'anéantissement de la population juive. »⁵ Il n'était pas question, aux yeux des respon-

1. *Ibidem*, I, 133.

2. CRCEDHC, f. 17, o. 125, d. 459, ll. 24-31, 7 octobre 1946, *ibidem*, p. 329-333.

3. CRCEDHC, f. 17, o. 125, d. 459, ll. 24-31, avril 1947, in *Evreiski antifachistski Komitet*, *op. cit.*, p. 333-336.

4. Voir chapitre VI.

5. Cité in Ilya Altman, « Préface à l'édition russe », in Ilya Ehrenbourg, Vassili Grossman, *Le Livre noir*, Paris, Actes Sud / Solin, 1995, p. 25.

sables du parti, de faire mention des actes de collaboration entre les populations locales et les nazis dans le processus d'extermination des Juifs. Encore moins s'agissant de l'Ukraine, qui se trouvait sous la responsabilité de Nikita Khrouchtchev. Le manuscrit du *Livre noir* était prêt au début de l'année 1946 et fut diffusé dans dix pays, dont les États-Unis et la Palestine¹. Cette version fut utilisée par Ehrenbourg et par le procureur soviétique L. Smirnov lors du procès de Nuremberg².

Au même moment, l'édition américaine du *Livre noir* faisait l'objet de nombreux échanges de correspondance entre Ben-Zion Goldberg et les dirigeants du CAJ, en raison du désaccord soviétique sur la préface rédigée par Albert Einstein. Einstein soulignait que « le peuple juif a proportionnellement plus souffert de la catastrophe des dernières années qu'aucun autre peuple touché »³. Elle fut finalement retirée de l'édition américaine sous la pression des dirigeants soviétiques.

Au printemps de 1946, le *Livre noir* semblait prêt à être publié, mais le déclenchement de la *Jdanovchtchina* à l'été 1946 marqua un nouveau coup d'arrêt. Au mois de novembre 1946, alors que de très lourdes menaces pesaient sur le CAJ, Mikhoels, Fefer, Ehrenbourg et Grossman prirent l'initiative de s'adresser à Jdanov pour solliciter son aide. Ce dernier transmit la lettre à Alexandrov qui considéra que la publication du *Livre noir* n'était pas nécessaire. Alexandrov reprochait en particulier à l'ouvrage de « donner une fausse image du véritable caractère du fascisme et de ses organisations. L'idée que les Allemands ont pillé et exterminé seulement les Juifs parcourt tout le livre. Le lecteur a involontairement l'impression que les Allemands ont combattu l'URSS dans le seul but d'exterminer les Juifs »⁴. Lentement, mais sûrement, les charges contre le *Livre noir* commençaient à s'accumuler. Il n'était plus seulement fait grief à cette entreprise de mettre en avant les souffrances des Juifs au détriment de celles des autres peuples de l'URSS ou de souligner la complicité entre les nazis et certaines populations locales comme en Ukraine, les Juifs se voyaient maintenant reprocher de se considérer comme les seules victimes.

Malgré cet avis négatif, Jdanov ne s'était, provisoirement, pas opposé à l'impression du *Livre noir* : le département de l'Agitation

1. *Ibidem*, p. 27 : le manuscrit fut aussi envoyé en Australie, en Angleterre, en Bulgarie, en Italie, en France, au Mexique, en Roumanie, en Hongrie.

2. CRCEDHC, f. 17, o. 125, d. 438, l. 214, 28 novembre 1946, in *Evreiski antifachistski Komitet, op. cit.*, p. 260.

3. *Ibidem*, p. 28.

4. CRCEDHC, f. 17, o. 125, d. 438, l. 216-218, 3 février 1947, *ibidem*, p. 261.

et de la Propagande et le Glavlit (la censure) donnèrent leur approbation en juillet 1947. Mais, le 20 août, nouveau retournement : le Glavlit ordonne de stopper la publication sans motif apparent¹. Mikhoels tente de sauver le *Livre noir* en septembre en s'adressant une nouvelle fois à Jdanov². Sans succès. Le 7 octobre 1947, le directeur du département des publications de l'Agitprop, M. Morozov envoie une note à Jdanov qui met un terme définitif à cette entreprise : « Le *Livre noir* contient de graves erreurs politiques. Le département de la Propagande n'approuve pas la publication du livre en 1947. En conséquence, le *Livre noir* ne doit pas être édité. »³

Lozovski déclara qu'il avait approuvé la décision de ne pas publier le *Livre noir*, mais que celui-ci avait été utile à l'URSS lors du procès de Nuremberg⁴. Une fois le procès de Nuremberg achevé, le *Livre noir* ne présentait plus d'intérêt aux yeux des dirigeants soviétiques. Au contraire, il devenait encombrant, car il mettait en cause l'attitude de certains segments de la population soviétique, risquait de créer un précédent et d'inciter éventuellement d'autres nationalités à revendiquer leur *Livre noir*.

À partir de ce moment-là, le *Livre noir* fut utilisé contre ceux qui avaient conduit la réalisation de ce projet. Il convient néanmoins de s'interroger sur les attitudes contradictoires de certains responsables à l'égard de sa publication. Pourquoi l'édition du livre a-t-elle été autorisée en juillet 1947, puis annulée en août ? La question reste pour l'instant sans réponse. Mais, à l'instar de la dissolution du CAJ, le processus qui conduisit à l'interdiction de publier le *Livre noir* fut lent et révèle, sinon une indécision, du moins certaines hésitations du pouvoir soviétique dans ces différentes affaires. L'arrêt du *Livre noir* n'est pas lié à la situation en Palestine : au même moment la décision de soutenir la création d'un État juif venait d'être prise. Il faut probablement replacer ces hésitations dans le cadre des débats, des manœuvres d'appareil et de la lutte pour le pouvoir qui traversent le groupe dirigeant soviétique au cours des années 1946-1948.

L'assassinat de Mikhoels à Minsk, en janvier 1948, marque une nouvelle étape – mais non l'ultime – de l'offensive contre le CAJ. Les documents soviétiques aujourd'hui disponibles montrent que l'élimination de Mikhoels, camouflée en accident de la circulation,

1. CRCEDHC, f. 17, o. 125, d. 438, l. 219-220, 18 septembre 1947, *ibidem*, p. 262.

2. *Ibidem*.

3. CRCEDHC, f. 17, o. 125, d. 438, l. 219-220, 7 octobre 1947, *ibidem*, p. 263.

4. *Nepravednyi soud, op. cit.*, p. 190.

a été décidée par Staline à la fin de l'année 1947¹. Mais, curieusement, ce n'est pas l'activité de Mikhoels à la tête du CAJ – ou du moins pas directement – qui servit de prétexte à Staline. Mikhoels fut accusé d'avoir livré aux services secrets américains, avec la complicité de membres de la famille Allilouiev, la belle-famille de Staline, des renseignements sur la vie privée du *Vojd*. La criminalisation des liens entre Mikhoels et la famille Allilouiev avait été obtenue par des aveux extorqués sous la torture à Isaac Goldstein, un chercheur de l'Institut d'économie de l'Académie des sciences, qui connaissait Evguenia Allilouieva, la belle-sœur de Staline² arrêtée avec son deuxième mari au début du mois de décembre 1947³. Sous la torture, Goldstein mit en cause Zakhar Grinberg, responsable de l'Institut Gorki, membre du CAJ et, à ce titre, proche collaborateur de Mikhoels. Grinberg fut, lui aussi, arrêté et torturé jusqu'à ce qu'il « avoue » que Mikhoels s'intéressait à la fille de Staline, Svetlana, et à son mari, d'origine juive, Grigori Morozov⁴. Abakoumov transmit tous ces « aveux » à Staline, qui ordonna de tuer Mikhoels dans les meilleurs délais⁵. Mikhoels fut exécuté, sous la conduite de hauts responsables du ministère de la Sécurité d'État, le 12 janvier 1948, à Minsk⁶.

Pourquoi Staline a-t-il fait assassiner Mikhoels, plutôt que de l'arrêter et le juger comme les autres membres du CAJ ? La réponse à cette question demeure incertaine.

Contrairement à l'affaire du CAJ qui a duré près de six ans – de la première demande de dissolution, en 1946, et à l'exécution de Lozovski, de Fefer et des autres condamnés du procès, en août 1952 –, l'assassinat de Mikhoels semble avoir été décidé très rapidement.

1. Sur les détails concernant la préparation et l'exécution de l'assassinat de Mikhoels, voir Alexandre Bortchagovski, *L'Holocauste inachevé*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1995 ; Arkady Vaksberg, *Stalin against the Jews*, New York, Vintage Books, 1994 ; Pavel Sou-doplatov *et alii*, *op. cit.*, p. 368. Dans une lettre adressée à Malenkov dans les jours suivant la mort de Staline, Beria a exposé les détails de l'assassinat de Mikhoels en se fondant, en particulier, sur le témoignage d'Abakoumov alors emprisonné à la Loubianka ; voir le texte de cette lettre in Alexandre Bortchagovski, *op. cit.*, p. 9-12. Voir aussi les témoignages de Nikita Khrouchtchev, *Souvenirs*, p. 250, et de la fille de Staline, Svetlana Alliluyeva, *En une seule année*, Paris, Robert Laffont, 1970, p. 137.

2. Elle avait épousé en premières noces Pavel Allilouiev, le frère de Nadejda, la femme de Staline qui s'est suicidée en 1932. Pavel Allilouiev est mort dans des circonstances restées mystérieuses.

3. Sur cet épisode, voir Guennadi Kostyrthenko, *op. cit.*, p. 84-95 ; Alexandre Bortchagovski, *op. cit.*, p. 47-53.

4. *Ibidem*.

5. Lettre de Beria à Malenkov, 2 avril 1953, in *Evreiski antifachistski Komitet*, *op. cit.*, p. 357-359.

6. L'opération fut conduite par Abakoumov, le vice-ministre de la Sécurité d'État Ogoltsov, le ministre de la Sécurité d'État de Biélorussie Tsanova, *ibidem*.

Il ne s'est écoulé qu'un mois entre l'arrestation de Evguenia Allilouieva et l'élimination de Mikhoels. Pourquoi Staline, qui savait attendre le moment le plus propice en bien des circonstances, a-t-il choisi de précipiter la fin de Mikhoels, alors qu'au même moment, le président du CAJ aurait pu lui être fort utile pour défendre sa politique en Palestine et que sa mort pouvait créer des complications ?

La seule hypothèse plausible est que Staline n'a pas toléré la diffusion – imaginaire – d'informations sur sa vie privée aux États-Unis – il a donc décidé de faire un exemple. Il s'agirait plus d'une réaction émotionnelle que d'un calcul politique, dont le *Vojd* ne se départit pas tout à fait : pressentant les réactions, en URSS et à l'étranger, que pourrait susciter la mort de Mikhoels, il décida de maquiller l'assassinat en accident de la circulation et d'offrir des funérailles officielles à Mikhoels. Il y eut même un compte rendu dans la *Pravda*¹, qui soulignait que des dizaines de milliers de moscovites étaient venus rendre hommage au directeur du Théâtre juif. Ainsi, Staline évitait tous les désagréments. Il permit qu'un hommage fût rendu à Mikhoels en mai 1948, alors que le CAJ était de plus en plus menacé. Ehrenbourg y prononça un discours qui, dans le contexte de l'époque, n'était pas sans risque : « Mikhoels était un patriote ardent de notre grande patrie soviétique et Mikhoels était un bon [vrai] Juif [passionnément dévoué à la cause de son peuple]. Seul un fou ou un aveugle [peuvent croire] croiront que ces deux passions sont incompatibles. Au moment même où nous évoquons l'œuvre du grand acteur dramatique Solomon Mikhoels, quelque part, bien loin d'ici [et pourtant si près] éclatent des bombes et des grenades ; ce sont des Juifs du jeune État d'Israël qui défendent leurs villes et leurs villages contre les légionnaires anglais. La justice s'est heurtée encore une fois à l'avidité du gain, le sang [de nobles adolescents] d'hommes coule à cause du pétrole. Je n'ai jamais été partisan de l'idée sioniste, mais aujourd'hui il ne s'agit pas [d'une idée] d'idées mais d'hommes vivants. [...] Je suis convaincu que, dans cent ans, les enfants [apprendront qu'il existait un] liront toujours des livres sur le patriote passionné de l'Union soviétique, sur l'homme soviétique passionné, sur ce Juif passionné au talent extraordinaire [d'acteur]. Ils apprendront qu'il a joué sur les planches de la tragédie : la tragédie des siècles, la tragédie des peuples. Sa vie a été marquée par la tragédie de son peuple. Il ne

1. 17 janvier 1948. La *Pravda* publia aussi un article très élogieux sur Mikhoels dès le lendemain de sa mort. *Pravda*, 15 janvier 1948.

lui a pas tourné le dos : il a vécu avec son peuple et il est mort en pensant à lui ; [il est mort pour son peuple]. »¹

Ce dernier morceau de phrase, qu'Ehrenbourg ne prononça pas, est une allusion sans équivoque au destin tragique de Mikhoels. Malgré le camouflage de l'assassinat, l'entourage proche de Mikhoels comprit fort bien que sa mort n'avait rien d'accidentel. Il semble même que la femme de Molotov, Polina Jemtchoujina, ait déclaré que c'était un assassinat². Après la mort de Mikhoels, le CAJ poursuivit son activité pendant près d'un an. Il est probable que le soutien soviétique à la création d'Israël empêchait une attaque frontale contre le comité. Mais le ministère de la Sécurité d'État n'en continuait pas moins à épaissir le dossier.

En mars 1948, Abakoumov envoya à Staline, Molotov, Jdanov et Kouznetsov³ un rapport sur le CAJ, dans lequel toute l'activité du CAJ était désormais criminalisée : « À la suite de mesures de sécurité prises par le ministère de la Sécurité d'État, écrit Abakoumov, il a été établi que les dirigeants du Comité antifasciste juif sont des nationalistes actifs pro-américains et qu'ils mènent en fait un travail nationaliste antisoviétique [...] L'ancien président du comité, S. M. Mikhoels, était connu bien avant la guerre comme un nationaliste actif et une sorte de porte-drapeau des milieux nationalistes juifs. »⁴ Abakoumov reprochait aux dirigeants du CAJ d'avoir établi des contacts avec les services d'espionnage américain au cours de leur tournée aux États-Unis ; d'utiliser le CAJ « comme une couverture pour leur travail antisoviétique »⁵ ; de diriger des groupes nationalistes juifs en Ukraine et en Biélorussie ; d'avoir tenté de transformer le CAJ en « une sorte d'organe d'État pour les affaires juives »⁶. Abakoumov revient ensuite sur l'affaire de la Crimée, en soulignant que cette idée était le résultat des entretiens qu'avaient eus Mikhoels et Fefer aux États-Unis, et, pour la première fois, met en cause Lozovski, accusé d'avoir pris part à la rédaction de la lettre adressée à Molotov. Enfin, Abakoumov accuse le CAJ de donner l'impression que « l'intelligentsia juive joue un rôle décisif dans

1. Cité in Ewa Bérard, *La vie tumultueuse d'Ilya Ehrenbourg juif, russe et soviétique*, Paris, Ramsay, 1991, p. 276-277. Les passages entre crochets ont été supprimés par Ehrenbourg.

2. Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 105.

3. Archives de l'ex-KGB, 26 mars 1948, strictement confidentiel, in *Evreiski antifachistski Komitet*, *op. cit.*, p. 359-371. Il convient de noter que ce rapport n'a pas été envoyé à Beria, pourtant responsable de la sécurité d'État au titre de vice-Premier ministre.

4. *Ibidem*, p. 359-360.

5. *Idem*, p. 362.

6. *Idem*, p. 363.

tous les domaines de la vie de l'URSS »¹ et d'avoir reçu en URSS des personnages suspectés d'espionnage comme Ben-Zion Goldberg ou Paul Novick.

Abakoumov ne proposait aucune mesure particulière et son rapport ne contenait aucun nouveau « reproche ». L'originalité, si l'on peut dire, résidait dans le fait que toute l'activité du CAJ était maintenant présentée sous le prisme de l'espionnage. La reconnaissance du rôle positif joué par le CAJ pendant la guerre avait complètement disparu. Le CAJ était devenu une organisation d'espionnage, dirigée par des nationalistes juifs en liaison avec des espions juifs américains. Malgré la gravité des accusations portées par Abakoumov, aucune suite ne fut donnée. Ce n'est que plusieurs mois plus tard, le 20 novembre 1948, que le Politburo prit la décision de dissoudre le comité : « Le bureau du Conseil des ministres de l'URSS charge le ministère de la Sécurité d'État de l'URSS de dissoudre immédiatement le Comité antifasciste juif, car les faits montrent que ce comité est le centre de la propagande antisoviétique et envoie régulièrement des informations antisoviétiques aux services de renseignement étrangers. Les organes de presse de ce comité doivent être fermés et les dossiers du comité confisqués. N'arrêter personne pour le moment. »²

Les arrestations ne tardèrent pas. Elles avaient d'ailleurs débuté avant la décision du Politburo. Deux ans s'étaient donc écoulés entre les premières attaques sérieuses contre le CAJ et sa dissolution. Le processus qui conduisit à ce dénouement ne connut pas de progression linéaire, de montée en puissance selon un plan programmé à l'avance. Au contraire, il y eut des moments de tension et de répit, des attaques violentes suivies de longues pauses. Ce qui nous amène à nous interroger sur les causes de ce processus apparemment chaotique marqué par l'incertitude et les hésitations plus que par la cohérence d'objectifs définis et mis en œuvre.

II — Procès à Moscou

Les années 1949-1953 sont le théâtre de plusieurs affaires dont certaines, mais pas toutes, revêtent un caractère plus ou moins antisémite. Cependant, si l'antisémitisme est un trait commun à

1. *Idem*, p. 368.

2. CRCEDHC, f. 17, o. 162, d. 39, l. 140, Extrait du protocole n° 66 de la réunion du Politburo du Comité central, décision n° 81 du 20 novembre 1948 adressée à Malenkov, Abakoumov, Smirtyukov, strictement confidentiel, dossier spécial in *Evreiski antifachistski Komitet, op. cit.*, p. 371-372.

l'ensemble de ces affaires, il convient de les distinguer et de les analyser chacune dans leur singularité, car leurs ressorts sont différents.

La fin du CAJ

Presque quatre ans s'écoulèrent entre les premières arrestations, à la fin de l'année 1948, et l'exécution des condamnés du procès du CAJ, en août 1952. Cette affaire connut différentes phases, et tant l'instruction que le procès se déroulèrent dans le plus grand secret, à la différence des affaires des années trente ou du complot des Blouses blanches.

La première phase de l'affaire du CAJ, après sa dissolution, couvre la période qui va de la fin de l'année 1948 au début de l'année 1950. David Hofstein, poète et membre du présidium du CAJ, fut le premier à être arrêté à Kiev, le 16 septembre 1948 – avant la dissolution du comité¹. Celle-ci avait été ordonnée six mois plus tôt, le 26 mars 1948, mais cette décision était restée sans effet, sans explication apparente². La vague des arrestations ne débuta vraiment qu'un mois après la décision du Politburo. D'abord avec celles de Fefer et Zouskine, qui avait remplacé Mikhoels à la direction du théâtre juif de Moscou, le 24 décembre 1948. Puis ce fut le tour de Boris Chimelovitch et de Iossif Iouzefovitch, le 13 janvier 1949.

Ce même jour, un an après l'assassinat de Mikhoels, Lozovski fut convoqué au Comité central par Malenkov et Chkiriátov, qui l'accusèrent d'avoir pris une part active dans l'affaire de la Crimée. Cette version était conforme aux accusations portées par Abakoumov dans son rapport du mois de mars 1948. À la suite de cette discussion, Malenkov et Chkiriátov envoyèrent une note à Staline demandant l'exclusion de Lozovski du PCUS³. Lozovski était accusé « d'être lié avec les personnalités du comité antifasciste, de s'être mis d'accord avec le Comité antifasciste juif dans le dos du CC du PCBUS pour réaliser le plan des cercles capitalistes américains de créer un État juif en Crimée et de s'adresser au gouvernement soviétique pour obtenir plus rapidement un succès dans cette affaire.

1. *Nepavednyi soud*, *op. cit.*, p. 15.

2. Cette date correspond à l'envoi à Staline du rapport d'Abakoumov sur le CAJ, dans lequel Hofstein était explicitement mis en cause pour avoir dirigé en Ukraine un groupe de nationalistes juifs rassemblant des écrivains, des journalistes et des artistes, accusés de promouvoir l'idée de l'unité nationale des Juifs et celle d'un État juif indépendant, Archives de l'ex-KGB, 26 mars 1948, strictement confidentiel, in *Evreiski antifachistski Komitet*, *op. cit.*, p. 362 ; Alexandre Bortchagovski, *op. cit.*, p. 59.

3. *Izvestia TsK KPSS*, n° 12, 1989.

En outre, à la demande de Mikhoels, de Fefer et d'autres nationalistes juifs, Lozovski a reçu à plusieurs reprises les correspondants américains Goldberg et Novick, qui sont des espions américains et leur a largement fourni des matériaux secrets sur l'état de l'industrie militaire de l'URSS, à l'insu et sans autorisation du gouvernement. Tout en ne niant pas pour l'essentiel les accusations qui lui sont présentées, Lozovski tente d'expliquer ses actions criminelles par des fautes et un manque de vigilance. Considérant la conduite de Lozovski incompatible avec le titre de membre du CC du PCBUS et de membre du parti, exclure Lozovski S. A. du CC du PCBUS et du parti »¹. Le 20 janvier, Lozovski fut à nouveau convoqué au CC où il lui fut donné lecture de cette décision. Lozovski écrivit à Staline pour protester de sa bonne foi : « Je vous prie de m'entendre une dernière fois et de considérer que je n'ai jamais trompé le parti ni le Comité central. »² Il fut arrêté le 26 janvier 1949.

Solomon Lozovski appartient à la même génération que Staline. D'un an son aîné, il est né en 1878 dans une famille juive en Ukraine. Il travaille dès l'âge de onze ans comme apprenti boucher, puis devient forgeron. En 1901, il adhère au Parti ouvrier social-démocrate russe. Arrêté à plusieurs reprises et envoyé en déportation, il s'exile à Paris en 1909. Là, il participe activement à la vie syndicale au sein des casquettiers juifs. En 1912, il rompt avec les bolcheviks, sans pour autant rejoindre les mencheviks. Il rentre en Russie au cours de l'été 1917, où il prend la tête du Conseil panrusse des syndicats. Lozovski ne goûte guère les penchants dictatoriaux de Lénine. Il s'oppose à la confiscation des imprimeries et refuse de voter la dissolution de l'Assemblée constituante. Il est alors exclu du parti bolchevik, puis réintégré en décembre 1919. Il va désormais se consacrer à l'Internationale syndicale rouge (le Profintern) dont il devient secrétaire général. À ce poste, il garde un œil attentif sur le mouvement ouvrier français. En 1927, il se rallie à Staline dans la lutte pour le pouvoir qui oppose les héritiers de Lénine. Il échappe à la grande purge de 1937-1938 et entre, en 1939, avec Molotov, au Narkomindel où il devient vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères. Dix ans plus tard, il est devenu un ennemi du peuple. Dépouillé de tout, en dépit de son âge avancé – il a soixante et onze ans –, il ne s'effondre pas. Lozovski résiste à ses bourreaux, même si parfois il plie sous la torture et signe des « aveux ». Au cours du procès du CAJ en 1952, il reviendra sur ces confessions extorquées par la force, présentera

1. CCDC, f. 2, o. 1, d. 19, l. 4, décision du CC du 18-19 janvier 1948.

2. Cité in Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 129.

des excuses à ceux qu'il a calomniés et mettra en pièces le dossier d'accusation devant un tribunal stupéfait.

Les agents de la Sécurité d'État procédèrent à d'autres arrestations entre le 24 et le 28 janvier, notamment celles de Leib Kvikto, Solomon Bregman, Peretz Markish, David Bergelson, Lina Stern. Des collaborateurs du Sovinformburo, qui n'étaient pas membres du CAJ mais avaient participé à ses activités, furent aussi arrêtés : Ilya Watenberg et sa femme Tchaika Watenberg-Ostrovskaja¹, et Emilia Téoumine, qui s'était occupée de Goldberg lors du séjour de ce dernier en URSS en 1946. Les correspondants de *Eynikait* furent arrêtés dans différentes villes².

Mais l'arrestation la plus spectaculaire fut celle de la femme de Molotov, Polina Jemtchoujina. Celle-ci n'était pas seulement l'épouse du deuxième personnage de l'État soviétique. Elle mena également sa propre carrière politique. Née en 1897, dans une famille juive en Ukraine, Polina Jemtchoujina – de son vrai nom Perle Karpovskaïa – adhéra au parti bolchevik en 1921. La même année, à Petrograd, elle rencontra Molotov qui fut séduit par son énergie et sa détermination : « Elle était belle, intelligente, et surtout c'était une vraie bolchevique, une vraie soviétique. »³ Visage carré, le front dégagé, la mâchoire volontaire, la coiffure stricte, Polina Jemtchoujina était une sorte de *prima donna*, selon l'expression de Nina Beria⁴.

Très vite le couple devient familier des Staline. Polina se lie d'amitié avec l'épouse du *Vojd*, Nadejda Allilouieva. Elle fut même probablement l'une des dernières personnes à lui parler en novembre 1932, avant que Nadejda ne mette fin à ses jours. Est-ce pour cette raison, ou parce qu'il la trouvait trop autonome, que Staline lui voua une inimitié certaine dès les années trente ? Après une ascension rapide – commissaire du peuple à l'Industrie alimentaire en 1938, puis à la pêche un an plus tard –, elle connaît une première alerte cette année-là. Le NKVD a découvert un réseau de « saboteurs » et « d'espions allemands » au sein de son commissariat. Elle est sermonnée à deux reprises par le Politburo pour son « manque de vigilance », puis démise de ses fonctions en octobre 1939. Elle est nommée à un poste de haut fonctionnaire au commissariat à l'Industrie textile avant d'être expulsée du Comité central en février 1941 – Molotov s'est abstenu lors du vote. Staline aurait même songé à

1. Ils avaient travaillé comme traducteurs pour le CAJ.

2. « The liquidation of the Newspaper *Eynikayt* and Repressions in Leningrad », *Jews and Jewish Topics in the Soviet Union*, 3 (16), 1991, p. 57-59 ; Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 155.

3. Felix Tchouev, *op. cit.*, p. 316.

4. Sergo Beria, *op. cit.*, p. 243.

la faire enlever¹. Ce sont son amitié avec Mikhoels et ses relations avec Golda Meir qui vont sceller son destin. Elle est arrêtée le 24 janvier 1949. Son interpellation fut précédée d'une confrontation avec Fefer et Zouskine, en décembre 1948, et de son exclusion du parti. En outre, Staline obligea Molotov à divorcer de sa femme à la fin de l'année 1948². On lui reprochait d'avoir servi d'intermédiaire aux dirigeants du CAJ, notamment dans l'affaire de la Crimée, et d'avoir laissé entendre que la mort de Mikhoels n'avait rien d'accidentel³. Proche de l'acteur, qui la qualifiait de « bonne fille d'Israël », elle avait déclaré lors de ses obsèques qu'il avait été assassiné. Ses rapports avec G. Meir avait également renforcé la méfiance de Staline. Jemtchoujina n'hésitait pas à s'afficher en sa compagnie ; elles se seraient même rendues ensemble chez Beria⁴. Le 7 novembre 1948, lors d'une réception à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre, elle eut une conversation avec G. Meir, aux yeux de toute l'assistance à qui elle lança : « Que les choses aillent bien pour vous et tout ira bien pour tous les Juifs ! » Bref, pour Staline la coupe était pleine. Au cours d'une confrontation avec Jemtchoujina⁵, Lozovski confirma les accusations avant de se rétracter lors du procès⁶ et de déclarer devant les juges : « J'ai calomnié deux femmes, Lina Solomonovna Stern et Polina Semionova Molotova. »⁷ Jemtchoujina resta emprisonnée un an avant d'être envoyée en relégation au Khazakstan – et ramenée à Moscou en janvier 1953 pour l'affaire des Blouses blanches.

Le sort d'un personnage central de l'histoire du CAJ demeure plus incertain. Les informations concernant Grigori Kheifetz après la dissolution du comité sont contradictoires. Une chose est sûre : son dossier fut traité séparément. Il ne figure pas parmi les accusés du procès du CAJ qui se tint en 1952. Certaines sources situent son arrestation en 1948⁸, et d'autres en 1952⁹. Il est probable que son statut d'agent à part entière de la Sécurité d'État, à la différence de Fefer, impliquait un traitement séparé et qu'il a peut-être bénéficié

1. *Ibidem*.

2. Voir le témoignage de Molotov in Felix Tchouev, *Sto Sorok Besed s Molotovym*, Moscou, Terra, 1991, p. 473.

3. Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 134-137.

4. Sergo Beria, *op. cit.*, p. 243.

5. Voir des extraits de cette confrontation et des interrogatoires de Jemtchoujina in Larissa Vassilieva, *Kremlevskie Jeny*, Moscou, Bagirus, 1992, p. 333-347.

6. *Nepavednyi soud*, *op. cit.*, p. 195.

7. Alexandre Bortchagovski, *op. cit.*, p. 134.

8. Pavel Soudoplatov, *Missions spéciales*, *op. cit.*, p. 271.

9. Mikhail Panteleiev, « Abraham Gouralski : un Kominternien », *Communisme*, n° 53-54, 1998, p. 89.

de la protection de Beria, sous les ordres duquel il avait servi. Son rôle dans l'espionnage atomique aux États-Unis explique aussi certainement que son cas ne fut pas inclus dans le procès du CAJ.

Le déroulement des événements qui suivirent ces arrestations indique qu'un « règlement » rapide de cette affaire était envisagé. Les anciens collaborateurs du CAJ durent subir des interrogatoires « intensifs » et furent atrocement torturés au cours des premiers mois suivant leur incarcération. Plus de quarante officiers instructeurs de la Sécurité d'État, dirigés par le major-général A. Leonov et les colonels M. Likhatchev et V. Komarov, conduisirent les interrogatoires¹. Staline était informé régulièrement du déroulement de l'instruction. Abakoumov lui envoya une vingtaine de protocoles au cours des deux premiers mois². Au bout d'un an, la première phase de l'instruction était apparemment achevée et le procès semblait devoir se tenir assez rapidement. D'après le témoignage de Lozovski devant le tribunal en 1952³, une trentaine de personnes auraient dû être jugées au cours de ce procès : les 15 membres ou collaborateurs du CAJ jugés en 1952, onze autres personnes liées à l'affaire du CAJ, ainsi que Jemtchoujina.

Mais, soudain, l'affaire du CAJ fut délaissée pendant près d'un an. Différents éléments peuvent expliquer cette phase de pause. Plusieurs accusés refusaient de reconnaître leurs « crimes », malgré les pressions et les tortures, à l'instar de Jemtchoujina ou de Chimelovitch. En revanche, plusieurs personnalités arrêtées en marge du dossier du CAJ furent jugées en 1950. Ce fut le cas, notamment, de Myriam Jeleznova-Eisenstadt, de Samuel Persov et de Naum Levine, collaborateurs du CAJ, tous trois condamnés à mort par le Collège militaire de la Cour suprême de l'URSS, présidé par le juge Tcheptsov – le même tribunal qui jugera Lozovski, Fefer et les autres – le 22 novembre 1950⁴. D'autres, comme l'écrivain Der Nister, accusé de développer des idées sionistes à propos du Birobidjan⁵, ou le professeur de littérature I. Noussinov, décédèrent sur les lieux de leur détention en 1950⁶.

L'instruction et la préparation du procès du CAJ furent relancées par la purge qui se déroula au MGB durant l'été 1951, à la suite de la dénonciation d'Abakoumov par le lieutenant-colonel Rioumine,

1. Guennadi Kostyrtchenko, *op. cit.*, p. 137.

2. *Nepravdenyi soud...*, *op. cit.*, p. 8.

3. *Ibidem*, p. 194.

4. Guennadi Kostyrtchenko, *op. cit.*, p. 156, Alexandre Bortchagovski, *op. cit.*, p. 89-90.

5. Alexandre Bortchagovski, *op. cit.*, p. 251.

6. Guennadi Kostyrtchenko, *op. cit.*, p. 158.

chef du département de l'instruction des affaires importantes du MGB. Ce dernier accusait Abakoumov de comploter contre les dirigeants du Politburo en dissimulant les plans terroristes des agents des services de renseignement étrangers, de s'être enrichi grâce à ses fonctions et aussi d'avoir protégé les jeunes dirigeants d'une organisation « trotskyste », l'Union de lutte pour la cause de la révolution¹.

Abakoumov fut arrêté le 12 juillet 1951, ainsi que l'un de ses principaux adjoints, Lev Schwarzmann. Rioumine, qui fut chargé de l'enquête, accusa Abakoumov d'avoir fait traîner l'affaire du CAJ : « Pour certaines affaires graves, l'instruction était menée de façon superficielle, et l'activité criminelle des ennemis de l'État soviétique n'était pas découverte intégralement. Des criminels particulièrement dangereux n'étaient pas totalement démasqués : on abandonnait pratiquement l'instruction de leurs crimes contre l'État en ne les interrogeant pas pendant de longs mois, et même des années... Tel était le cas dans les affaires des ennemis du pouvoir soviétique, les nationalistes juifs Lozovski, Stern, Chemiliovitch et d'autres, dont l'instruction n'était plus menée depuis plus d'un an. »² Le nouveau ministre de la Sécurité d'État, Seymon Ignatiev, informa Malenkov et Beria dans une lettre datée du 24 août 1951, « qu'il n'y a absolument aucun document qui confirment les dépositions de ceux qui ont été arrêtés concernant les activités nationalistes et d'espionnage sous la couverture du CAJ »³. Malgré l'absence de preuves contre les membres du CAJ, l'affaire n'en resta pas là. Au contraire. Elle fut relancée.

Le MGB fut alors le théâtre d'une purge de ses principaux cadres juifs, accusés de participer à une conspiration sioniste dont le CAJ était le centre. Si l'enquête avait été ralentie, il fallait, dans la logique stalinienne, que les accusés aient des complices au sein du MGB. En octobre 1951, Staline ordonna l'arrestation de tous les colonels et les généraux du MGB, soit près de cinquante officiers⁴, dont Leonide Etigon – l'un des participants à l'assassinat de Trotski – et Leonide Raikhman.

Rioumine et Ignatiev lancèrent l'offensive finale contre le CAJ à la fin de l'année 1951. Staline leur envoya un questionnaire fixant le cadre des interrogatoires, qui devaient être centrés autour des

1. Jean-Jacques Marie, *Les derniers complots de Staline*, Bruxelles, Complexe, 1993, p. 108-112.

2. Cité in Alexandre Bortchagovski, *op. cit.*, p. 315.

3. *Izvestia TSK KPSS*, n° 12, 1989, p. 38.

4. Pavel Soudoplatov, *op. cit.*, p. 374.

liens du CAJ avec les services de renseignement étrangers¹. Les dossiers et les publications du CAJ furent à nouveau examinés par les « experts » du MGB. Dans une lettre à Staline, Rioumine et Ignatiev affirmaient que les documents du CAJ présentaient « un intérêt opérationnel significatif au point de vue de la documentation de l'activité d'espionnage et nationaliste des prévenus »².

Lozovski et tous ceux qui avaient été arrêtés en 1949 furent à nouveau soumis à des interrogatoires et torturés. Rioumine et Ignatiev voulaient accélérer la conclusion de l'affaire. Il semble qu'ils souhaitent par ailleurs ouvrir une nouvelle enquête en vue d'autres procès sur des personnalités liées au CAJ, dont certaines étaient en liberté, comme Ehrenbourg ou Grossman, alors que d'autres se trouvaient déjà dans les prisons du MGB comme Grigori Kheifetz³. Le 3 avril 1952, après plus de trois ans d'instruction, Ignatiev envoya une lettre à Staline : « Je vous informe que le dossier d'instruction est transmis à l'examen du Collège militaire de la Cour suprême de l'URSS avec la proposition de condamner à être fusillés Lozovski, Fefer et tous leurs complices à l'exception de Stern. Déporter Stern dans une région reculée pour dix ans. »⁴ Le lendemain, le Politburo entérinait cette proposition. Seule la condamnation de Lina Stern était ramenée à cinq ans au lieu de dix. Les semaines suivantes furent consacrées à la préparation du procès, qui s'ouvrit, à huis clos, le 8 mai 1952, dans l'enceinte du MGB.

Contrairement aux grands procès des années trente ou à ceux qui se déroulèrent dans les démocraties populaires au même moment, le procès du CAJ ne fut pas public. Pourquoi fut-il décidé de tenir ce procès dans le plus grand secret lui ôtant ainsi sa fonction de prophylaxie sociale, cette « pédagogie infernale » décrite par Annie Kriegel⁵ ?

Bien que cela n'apparaisse pas dans les documents, on peut avancer plusieurs hypothèses.

Aucun dirigeant de premier plan ne figurait au banc des accusés du procès du CAJ. Malgré son long parcours au sein du mouvement révolutionnaire russe, Lozovski ne pouvait être comparé à Zinoviev ou Boukharine. Il ne s'agissait pas pour Staline d'éliminer des rivaux potentiels. La démonstration de force d'un procès public n'avait, de ce point de vue, pas de réel intérêt. Un procès public contre les

1. *Nepravednyi soud*, *op. cit.*, p. 10.

2. *Ibidem*, p. 10.

3. *Ibidem*, p. 11.

4. *Ibidem*.

5. Annie Kriegel, *Les grands procès dans les systèmes communistes*, Paris, Gallimard, Coll. « Idées », 1972.

membres d'une organisation juive et ne comptant que des Juifs pouvait entraîner de sérieuses difficultés vis-à-vis de l'opinion publique mondiale. Certes, le procès de Prague montrera que Staline ne répugnait pas à organiser un procès à grand spectacle aux relents nettement antisémites. Mais, à Prague, ce seront des dirigeants du parti tchécoslovaque qui seront jugés, et non des artistes et des scientifiques de renom. Enfin, l'attitude de certains accusés qui refusaient de reconnaître leurs crimes pouvait faire craindre aux responsables du MGB et à Staline des « dérapages » au cours du procès. C'est d'ailleurs ce qui se passera : la plupart des accusés refuseront de jouer le jeu en expliquant, comme Lozovski, qu'ils avaient tout signé pendant l'instruction pour pouvoir garder leurs forces pour le procès. Lors de la première audience, sur les quinze accusés, trois refusèrent de se reconnaître coupables (Lozovski, Chimelevitch et Stern), deux acceptèrent toutes les charges retenues contre eux (Fefer et Teoumine) et les autres se déclarèrent partiellement coupables¹.

Le déroulement du procès fut à l'image de toute l'affaire montée contre le CAJ : chaotique. Malgré les quarante-deux volumes de documents de l'instruction, le dossier se révéla très mince au plan pénal. En outre, plusieurs accusés, et en particulier Lozovski, démontrèrent l'inanité de l'accusation. Le procès dura plus de deux mois. Il se déroula dans des conditions hors normes soviétiques : non seulement les accusés refusèrent de suivre le scénario écrit à l'avance mais, de plus, le président du tribunal, le lieutenant-général de justice Alexandre Tcheptsov, prit l'initiative de suspendre le procès au début du mois de juillet pour un complément d'information car, « dès les premiers jours du procès la cour a immédiatement eu des doutes sur l'objectivité de l'instruction »². Tcheptsov demanda une enquête supplémentaire au Procureur général Safonov qui la lui refusa, puis à Nicolas Chvernik, président du présidium du Soviet suprême, qui lui conseilla de s'adresser à Malenkov. Tcheptsov fut reçu par Malenkov, en présence de Rioumine et Ignatiev, et fut accusé de faire traîner le procès. « Que voulez-vous, déclara Malenkov, nous mettre à genoux devant ces criminels, le

1. *Nepravednyi soud, op. cit.*, p. 21-22.

2. Ces informations sont tirées d'une lettre que Tcheptsov écrivit en 1957 au maréchal Joukov, dans le cadre de l'affaire du groupe anti-parti, c'est-à-dire l'élimination politique de l'opposition à Khrouchtchev composée principalement de Malenkov et Molotov. De fait, Tcheptsov avait intérêt à noircir le rôle de Malenkov et à embellir le sien. Il ne semble toutefois pas qu'il faille mettre en question l'exposé des faits donnés par Tcheptsov. L'intégralité de cette lettre à Joukov a été publiée par Arkadi Vaksberg, *Stalin against the Jews, op. cit.*, p. 227-236.

peuple a déjà approuvé la sentence dans cette affaire, exécutez la décision du Politburo. »¹ Le procès reprit le 11 juillet pour s'achever le 18 par la condamnation à mort – conformément à la décision du Politburo, prise trois mois plus tôt – de tous les accusés à l'exception de Lina Stern. Le juge Tcheptsov tenta de faire un dernier geste pour les condamnés en leur permettant d'introduire un recours en grâce... qui ne fut même pas examiné. Tous les condamnés à mort furent fusillés, dans le plus grand secret, le 18 août 1952².

La démarche du juge Tcheptsov ne laisse pas d'étonner, alors qu'il reconnaît lui-même que, depuis 1935, les décisions concernant ce type d'affaires étaient prises par Staline et le Politburo avant tout jugement, et que le rôle des juges consistait à appliquer ces décisions. Pourquoi Tcheptsov a-t-il pris des risques dans une affaire considérée comme sensible ? D'autant plus qu'il ne s'est pas contenté d'une simple démarche, mais il a poursuivi ses tentatives jusqu'à la dernière limite. Il est peu probable qu'un homme dans sa position ait agi seul sans une puissante protection. Jean-Jacques Marie avance que Tcheptsov était encouragé par Beria à retarder le dénouement de l'affaire du CAJ³. L'hypothèse a quelque fondement, nous y reviendrons.

Loin de confirmer l'existence d'un vaste plan d'élimination des Juifs d'URSS, l'affaire du CAJ, avec son mélange d'hésitations, de brutalité, d'accélération suivies de longues pauses, d'incohérences, est révélatrice d'un certain type de fonctionnement du système stalinien, que Nicolas Werth caractérise par « l'inadéquation permanente entre l'objectif proclamé et sa réalisation, les déviations, les dérapages, les luttes chaotiques et violentes, les règlements de comptes »⁴. Comment ne pas être frappé, en effet, par le décalage entre l'objectif – la liquidation du CAJ – et l'incapacité des institutions auxquelles cette tâche avait été assignée de la mener à bien. La longueur de l'instruction, la faiblesse des accusations, le déroulement du procès, les luttes entre les clans au sein du MGB, qui ne sont probablement que le reflet de la bataille pour le pouvoir au sommet du Parti-État, illustrent bien cette inadéquation et la large part d'improvisation qui présidait à la mise en œuvre des décisions.

L'affaire du CAJ ne fut pas le seul moment de la répression contre

1. *Ibidem*, p. 235.

2. Seul Solomon Bregman ne fut pas exécuté. La détention et les tortures détériorèrent gravement son état de santé déjà fragile. Il fut hospitalisé au cours du procès et l'examen de son cas fut suspendu. Il décéda le 23 janvier 1953 à l'hôpital de la prison de Boutyrki, *Nepravdnyi soud*, *op. cit.*, p. 386.

3. Jean-Jacques Marie, *op. cit.*, p. 74.

4. Nicolas Werth, *Histoire de l'Union soviétique 1917-1953*, Paris, PUF, 1995, p. 73.

les Juifs au cours des années 1949-1953. Elle prit d'autres formes dans le cadre d'affaires plus ou moins directement liées à celle du CAJ ou n'ayant aucun rapport avec celle-ci, avant d'atteindre son paroxysme avec le complot des Blouses blanches. Soulignons que cette présentation présente le défaut de créer un enchaînement logique reliant les événements entre eux. Or, ces affaires répondaient à des objectifs différents.

Purge au Birobidjan

À partir de 1949, la Région autonome juive du Birobidjan subit les effets en retour de l'affaire du CAJ. Les dirigeants du Birobidjan sont taxés, à l'instar de ceux du CAJ, de « nationalisme bourgeois juif » et accusés d'entretenir des liens avec l'étranger, en particulier avec les États-Unis.

Il leur est reproché à la fois d'avoir voulu transformer la région en République autonome, de favoriser le développement de la culture juive, d'avoir privilégié le recrutement de cadres juifs dans les organes du parti et d'avoir entretenu des contacts avec le CAJ. Pour se défendre, Bakhmoutski, le secrétaire régional du PCUS au Birobidjan, écrivit au CC pour dénoncer les membres du CAJ et déclarer qu'il n'avait eu « aucune relation personnelle avec les criminels et les scélérats, les ennemis du peuple de l'ex-Comité antifasciste juif »¹.

Bakhmoutski et les autres dirigeants du Birobidjan se voyaient aussi reprocher leur liens avec l'Ambidjan, le comité américain d'aide au développement de la région autonome juive. En juin 1949, sur une décision du Politburo, Bakhmoutski et Lévitine, le président du comité exécutif régional, furent limogés. Le Poliburo stigmatisait leurs relations avec l'Ambidjan : « Ils [Bakhmoutski et Lévitine] ont accepté les aumônes de ce comité, s'efforçant de développer les liens, ce en quoi ils favorisaient la diffusion d'opinions pro-américaines et nationalistes bourgeoises dans une certaine partie de la population de la région. »² Sur le fond, les accusations étaient les mêmes que celles adressées au CAJ. Peu de temps après, l'activité des dirigeants du Birobidjan fut criminalisée ; un nombre important de cadres juifs de la région furent à leur tour limogés. Bakhmoutski fut arrêté en janvier 1951, ainsi que d'autres dirigeants de la région, jugés avec lui en février 1952 devant le Collège militaire. Bakhmoutski fut condamné à mort,

1. Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 172.

2. *Ibidem*, p. 173.

mais sa peine fut commuée en vingt-cinq ans d'emprisonnement. Les autres accusés furent eux aussi condamnés à de longues peines de détention¹.

La campagne contre le cosmopolitisme

La campagne contre les « influences étrangères », ouverte par Jdanov en août 1946, se transforme en une campagne contre le « cosmopolitisme » à partir du mois de janvier 1949. L'intelligentsia juive semble en être la cible principale, alors que la Jdanovchtchina avait touché l'ensemble du milieu intellectuel. La lutte contre le « cosmopolitisme bourgeois » allait prendre, au fil des semaines, une tonalité franchement antisémite ; ce qui conduisit à l'interpréter comme une nouvelle étape de la répression visant les Juifs, alors qu'au même moment Staline ordonnait une vague d'arrestations dans l'affaire du CAJ. Si le caractère antisémite de ce nouvel avatar de la *Jdanovchtchina* – qui se poursuivait sans son initiateur, décédé six mois plus tôt – ne fait aucun doute, il semble qu'il ait surtout servi à masquer une lutte pour le pouvoir aux échelons inférieurs de la nomenklatura, dont les Juifs ont été les instruments et les victimes.

Les termes de « cosmopolite » et de « cosmopolite sans racines » commencèrent à apparaître dans la presse en 1948². Mais ce n'est qu'à partir de janvier 1949 que son usage devint systématique pour désigner les nouveaux ennemis du régime. Une résolution du CC, adoptée le 24 janvier 1949, marque le lancement officiel de la campagne contre « le cosmopolitisme sans racines et les forces antipatriotiques »³. Si la décision fut prise par Staline, cette campagne trouve sa source dans le conflit qui opposait l'Union des écrivains, dirigée par Fadéev, et l'Union des critiques dramatiques, placée sous l'autorité de Dmitri Chepilov. Les conceptions littéraires ou théâtrales des différents protagonistes ne constituaient en rien les véritables enjeux de ce conflit. Les luttes de clans pour le partage du pouvoir et du prestige étaient au cœur de cette bataille⁴. Alors que l'Union des critiques dramatiques, soutenue par Chepilov, un protégé de Jdanov, semblait en passe de remporter une victoire à la fin de l'année 1948, Fadéev, avec le soutien de Malenkov, mena la

1. *Ibidem*, p. 175-176 ; Nora Levin, *The Jews in the Soviet Union since 1917. Paradox of survival*, New York / Londres, New York University Press, p. 535-541.

2. Benjamin Pinkus, *The Jews of the Soviet Union*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 153-154.

3. Guennadi Kostyrtchenko, *op. cit.*, p. 190.

4. Sur ce point voir notre développement, chapitre X.

contre-offensive en faisant appel à Staline, auquel il ne s'adressa pas directement. Il confia cette tâche à Anna Baguitcheva, une journaliste qui travaillait à la section artistique des *Izvestia*. La lettre de Baguitcheva dénonçait les critiques dramatiques qui allaient être stigmatisées dans les colonnes de la *Pravda*, quelques semaines plus tard : « Camarade Staline, des ennemis sévissent dans l'art. Je réponds sur ma vie de l'exactitude de ces paroles. Les coupables de la désorientation des théâtres sont un groupe de critiques de premier plan, des cosmopolites, des formalistes masqués, qui occupent des positions dominantes dans la critique et infléchissent l'opinion de dirigeants bornés, même ceux de journaux comme *Sovietskoe Isskoustvo* et les *Izvestia*. Leurs chefs sont Youzovski, Matskine, Gourvitch, Altman, Boiadjev, Varchavski, Bortchagovski, Gozenpoud, Maliouguine. [...] Ils n'ont pas d'orgueil national, ils n'ont pas d'idées ni de principes, ils ne sont guidés que par le désir de faire carrière et d'accréditer l'idée américano-européenne qu'il n'existe pas d'art soviétique. »¹

La lettre de Baguitcheva est un concentré de tous les slogans de la *Jdanovchtchina* et annonce presque mot pour mot l'article de la *Pravda* du 28 janvier 1949, intitulé « À propos d'un groupe anti-patriotique de critiques dramatiques », qui marqua le déclenchement public de la campagne contre le cosmopolitisme. Contrairement à la *Jdanovchtchina*, cette nouvelle offensive n'était pas circonscrite aux seuls milieux intellectuels. Elle prit un caractère franchement antisémite avec la publication des véritables noms des critiques, à côté de leurs pseudonymes littéraires, afin de souligner leur origine juive. Une pratique, comme l'a souligné Yehoshua Gilboa, déjà utilisée par la propagande nazie ou les Russes blancs, qui ajoutaient toujours le nom des dirigeants bolcheviques d'origine juive à côté de leur pseudonyme².

L'affaire des critiques dramatiques fut de courte durée : elle prit fin au printemps de 1949³ mais la campagne contre le cosmopolitisme se poursuivit. Elle s'étendit rapidement à d'autres secteurs que celui des écrivains, puis atteignit le secteur économique pour prendre l'aspect d'une véritable purge antijuive. Dans la plupart des cas, cette campagne, à l'instar de ce qui s'était passé dans l'affaire des critiques dramatiques, fut instrumentalisée dans la lutte pour le pouvoir que se livraient les clans au sein des différentes institutions.

1. CRCEDHC, f. 17, o. 132, d. 337, ll. 75-80, cité in Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 184-185.

2. Yehoshua Gilboa, *The Black Years of Soviet Jewry 1939-1953*, Boston, Little, Brown and Company, 1971, p. 159.

3. Le dernier article de la *Pravda* consacré à cette affaire parut le 10 avril 1949.

Celle-ci ne constituait pas le seul fondement à cette campagne contre le cosmopolitisme, mais en était l'un des axes principaux. La russification des secteurs clés du régime, à savoir les secteurs de la propagande, de l'industrie et de la sécurité d'État, apparaît comme l'objectif central de cette campagne. Seul le secteur nucléaire, placé sous l'autorité de Beria, échappa à la purge, afin de ne pas porter atteinte aux intérêts de l'URSS en matière de sécurité. Néanmoins, il semble que Beria dut user de toute son influence pour persuader Staline de le maintenir à l'écart de la campagne anticosmopolite¹.

À la différence de l'affaire du CAJ, la campagne contre le cosmopolitisme n'entraîna ni arrestations ni procès. L'activité des cosmopolites ne fut pas criminalisée. Les victimes perdirent leur emploi, furent exclues du parti, mais, à de rares exceptions, elles n'eurent pas à craindre pour leur vie. Les motifs de cette « clémence » sont difficiles à cerner. Une vague de répression massive et sanglante visant principalement les Juifs aurait peut-être été difficile à gérer au plan international.

Les dirigeants du CAJ étaient suspectés de velléités d'autonomisation et de transgression des règles de fonctionnement du pouvoir stalinien. En outre, leurs liens avec l'Occident étaient inacceptables aux yeux de Staline dans le contexte de l'après-guerre. Dans le cas de la campagne anticosmopolite, les liens des victimes avec l'Occident étaient surtout d'ordre symbolique par l'adhésion à une certaine conception de la culture. Les purges visaient les échelons inférieurs de la nomenklatura et les cadres de l'économie, au moins jusqu'en 1951 avec la purge au MGB après la chute d'Abakoumov.

La première phase de la répression contre les Juifs d'URSS s'achève en août 1952 avec le procès des dirigeants du CAJ. Circonscrite à l'intelligentsia juive soviétique, elle va s'étendre aux démocraties populaires et aux autres segments de la société juive en URSS sans que, pour autant, ces autres phases ne répondent à un plan d'ensemble qui aurait visé les Juifs dans les pays européens sous contrôle soviétique. Indirecte jusque-là, la référence à Israël et au sionisme va devenir explicite et perturber les relations entre l'État hébreu et les pays du camp socialiste.

1. Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 288.

CHAPITRE VIII

Le complot sioniste II Procès à Prague

La dimension antisémite des grands procès de dirigeants communistes, qui rythmèrent la soviétisation des démocraties populaires à partir de 1949, a été souvent soulignée. Même si, comme l'indique Karel Bartosek, cet aspect a été le plus étudié au détriment de la répression contre la société, dont le nombre de victimes fut proportionnellement bien plus important¹, nous devons y revenir et nous interroger sur la relation entre la répression antisémite en URSS et dans les démocraties populaires et son impact sur la politique soviétique au Proche-Orient.

Le « complot sioniste » apparaît lors du procès Rajk en 1949. Au centre du procès Slansky en 1952, il devait, selon toute vraisemblance, s'étendre à la Roumanie. Est-il une prolongation de la campagne contre le cosmopolitisme et le nationalisme bourgeois en URSS ? Le procès Slansky s'inscrit-il dans le cadre de l'affaire des Blouses blanches ? Quels sont les objectifs, propres aux démocraties populaires, de ces campagnes antisémites ?

I — Le procès Rajk

La dimension antisémite-antisioniste ne fut pas au cœur du procès Rajk. L'objectif central de ce procès était de mettre en lumière l'existence d'un complot impérialiste américano-yougoslave destiné à infiltrer des agents au sein du Parti communiste hongrois (PCH) dans le but de préparer un coup d'État militaire ; d'assassiner les dirigeants du PCH, Matyás Rakosi, Ernó Geró et Mihály Farkas ; de

1. Pour toute la période 1948-1954, les communistes représentent environ 0,1 % des condamnés, 5 % des condamnés à mort, 1 % des morts (peines capitales exécutées, suicides provoqués par la persécution, morts dans les camps et les prisons, assassinats par les gardiens au cours de « tentative de fuites » ou au cours d'« actes de rébellion »). Voir Karel Bartosek, *Les aveux des archives*, *op. cit.*, p. 229.

restauration du capitalisme et de détacher la Hongrie du camp soviétique¹. Cependant, le complot sioniste y fut bien évoqué pour la première fois. Laszlo Rajk lui-même n'était pas juif, mais plusieurs de ses coaccusés – trois sur huit – furent stigmatisés au cours du procès en raison de leur origine : Tibor Szonyi, Pal Justus et l'adjoint de Szonyi au département des cadres du CC du PC hongrois, Andras Szalai. Pendant le procès, ce dernier fut accusé d'être membre du mouvement sioniste². Quant à Szonyi, il avoua avoir mené des activités d'espionnage pour le compte d'agents sionistes. Szalai et Szonyi, avec Rajk, furent condamnés à mort et pendus à l'issue du procès.

Nous ne savons pas si le thème du sionisme fut une « suggestion » soviétique ou une « initiative » hongroise, mais les dirigeants du PCH venaient de faire d'une pierre deux coups. En effet, la plupart d'entre eux, non seulement étaient arrivés dans les valises de l'Armée rouge à l'image de Matias Rakosi, mais, en outre, étaient d'origine juive. Comme le souligne Miklos Molnar, « malgré ses bruyantes protestations nationalistes, le parti communiste hongrois est perçu et identifié comme un parti russe et juif, porteur d'une idéologie totalement étrangère. Or, il existe en Hongrie une russo-phobie, un antisémitisme et un anticommunisme solidement implantés dans les mentalités collectives. [...] L'hostilité contre le communisme s'est teintée d'antisémitisme dès que la lutte brutale du parti pour le pouvoir est apparue aux yeux d'un grand nombre comme l'installation d'un pouvoir juif »³. De ce point de vue, la liquidation de Rajk, plutôt connu pour ses sentiments antisémites, portera préjudice à l'audience du PCH dans la société hongroise⁴. L'élimination du dirigeant le plus populaire du PCH par un Politburo à majorité juive a renforcé, au sein de la population l'équation, communistes = juifs, même si cette sureprésentation des Juifs dans les organes dirigeants a masqué le fait que « la majorité des Juifs sur-

1. George Hodos, *Show trials. Stalinist purges in Eastern Europe, 1948-1954*, New York, Praeger, 1987, p. 58.

2. Eugene Duschinsky, « Hungary », in Peter Meyer et alii, *The Jews in the Soviet Satellites*, op. cit., p. 458.

3. Miklos Molnar, *De Béla Kun à János Kádár. Soixante-dix ans de communisme hongrois*, Paris, PNFSP/IUHEI, 1987, p. 186-187 ; sur l'antisémitisme en Hongrie, voir aussi François Fejtő, *Hongrois et Juifs, histoire millénaire d'un couple singulier (1000-1997)*, Paris, Balland, 1997 ; Victor Karady, « Antisemitism in Twentieth-century Hungary : a Socio-historical Overview », *Patterns of Prejudice*, vol. 27, n° 1, 1993, p. 71-92 ; Andras Kovacs, « Antisemitism in Post-Communist Hungary », *Patterns of Prejudice*, vol. 27, n° 2, 1993, p. 95-101 ; Laszlo Varga, « The Image of the Jews in Hungarian Public Opinion », *ibidem*, p. 103-118.

4. *Ibidem*, p. 188.

vivants à la Shoah avaient vécu le régime communiste en victimes, et non comme bourreaux et tortionnaires »¹.

Le thème de l'antisionisme n'est pas le seul trait commun aux procès Rajk et Slansky, car le second a largement été alimenté par le premier. Si le procès Rajk trouve sa source à Prague avec l'arrestation de Noel Field, les prémisses du procès Slansky furent la conséquence des événements qui se déroulèrent à Budapest. Les premières arrestations de dirigeants tchécoslovaques furent le fruit des « aveux » de Noël Field², de Gejza Pavlik³, et des accusés du procès Rajk. À partir de ces aveux, les dirigeants hongrois envoyèrent à leurs homologues tchèques une liste mettant en cause une soixantaine de dirigeants tchécoslovaques impliqués dans le complot titiste-impérialiste. Cette liste devait permettre de découvrir le « Rajk tchécoslovaque » et de monter un autre procès. Mais les

1. François Fejtő, *op. cit.* ; Victor Karady, *op. cit.*, 1993, p. 71-92.

2. La personnalité de Noel Field ne laisse pas d'intriguer. Idéaliste sincère et naïf, agent soviétique, agent double ? Diplomate américain à la SDN, puis à l'Unitarian Service, où il aide les réfugiés antifascistes, il était à ce titre en contact avec le chef des services de renseignement américains, Allan Dulles. Field aurait été recruté par les services soviétiques dans les années trente, sans qu'il soit possible d'en établir le moment précis, mais les Américains auraient été au courant de son activité d'espionnage dès 1940-1941 après la défection du général Krivitsky. Pourtant, Field n'a pas été inquiété jusqu'en 1947, date à laquelle ses activités commencèrent à être évoquées aux États-Unis dans le cadre de la commission des activités anti-américaines. Field, toujours en Europe, décida de s'installer dans les démocraties populaires, et plus précisément à Prague. La copie d'une lettre de Field à Dulles, arrivée simultanément à Prague et à Budapest, va servir de point de départ au lancement du procès Rajk. Rakosi demande alors à Gottwald d'arrêter Field et de le transférer à Budapest. Field est appréhendé à Prague, en mai 1949, et envoyé à Budapest avec sa femme. On ne dispose pas encore d'informations sur son rôle exact dans la construction du procès Rajk. Field et sa femme ont été libérés en 1954, et n'ont jamais été jugés. Après sa libération, Field resta en Hongrie jusqu'à sa mort en 1970. Stephen Koch, *La fin de l'innocence. Les intellectuels d'Occident et la tenation stalinienne*, Paris, Grasset, 1995, p. 191-203, p. 369-374 ; Karel Kaplan, *Dans les archives du comité central. 30 ans de secrets du bloc soviétique*, Paris, Albin Michel, 1978, p. 142-147 ; Georges Hodos, *op. cit.*, p. 25-32.

3. Gejza Pavlik, qui avait combattu dans les rangs de l'Armée rouge au cours de la guerre civile, avait participé à l'insurrection communiste hongroise de 1919, était ensuite devenu un fonctionnaire du parti tchécoslovaque. Après l'entrée des troupes allemandes à Prague, il s'enfuit en Suisse grâce à l'aide de Field. Il y passa la guerre durant laquelle il travailla au sein de l'organisation d'aide aux victimes du nazisme dirigée par Field, puis entra à Prague en 1945. En Suisse, il rencontra aussi l'un des accusés du procès Rajk, Tibor Szony. En mai 1949, probablement à la suite des « aveux » de Szonyi, le colonel Ernő Szücs, des services de sécurité hongrois, se rend à Prague et demande l'extradition de Pavlik. Le couple Pavlik est emmené à Budapest : torturé pendant un mois, il donne une liste de soixante noms de membres du PCT participant au complot titiste-impérialiste. Ensuite, ils furent renvoyés à Prague où ils nièrent tout ce qu'ils avaient avoué sous la torture, mais le conseiller soviétique Byelkin considéra cette rétractation comme une provocation. Pavlik fut jugé à son tour en juin 1950. Georges Hodos, *op. cit.*, p. 76 ; Karel Kaplan, *Dans les archives, op. cit.*, p. 143 ; Karel Kaplan, *Report on the Murder of the General Secretary*, London, I.B.Tauris, 1990, p. 38-52.

dirigeants du PCT ne furent pas convaincus par les informations transmises par le parti frère hongrois, au point que Matias Rakosi se plaignit auprès des Soviétiques du manque de vigilance des dirigeants tchécoslovaques¹. Sous la pression de Moscou et de Budapest, la chasse aux « ennemis à l'intérieur du parti », aux comploteurs titistes et impérialistes est ouverte. Les premières arrestations ne tardent pas, à commencer par celle du vice-ministre du Commerce extérieur Eugen Löbl en novembre 1949, puis celle de plusieurs dirigeants régionaux au cours de l'année 1950 ; enfin le haut de la pyramide du pouvoir est touché au début de l'année 1951, avec les arrestations notamment de Vladimir Clementis et d'Artur London, respectivement ministre et vice-ministre des Affaires étrangères, de Karel Svab, vice-ministre de la sécurité d'État ou de Bedrich Reicin, vice-ministre de la Défense. Malgré l'« aide » des conseillers soviétiques et ces nombreuses arrestations suivies de longues séances de tortures, les dirigeants tchécoslovaques ne parviennent pas à construire un dossier un tant soit peu cohérent pour pouvoir organiser un procès Rajk tchécoslovaque. Dès lors, en 1951, le complot titiste-impérialiste se transforme en complot sioniste.

II — Le complot de remplacement

L'idée de développer le complot sioniste plutôt que le complot titiste fut d'abord le produit des circonstances. Près de deux ans d'enquêtes, d'arrestations et d'aveux n'avaient pas permis de réunir suffisamment d'éléments pour convoquer un procès de grande envergure. « Au départ, note Karel Kaplan, le procès manquait donc d'un plan précis. Tel quel, il aurait certes pu servir à intimider la société tchécoslovaque et remplir ainsi un certain rôle sur le plan local, mais pas sur la scène internationale : avec un nombre d'accusés supérieur au procès Rajk, il aurait eu à l'extérieur des retombées politiques et idéologiques à peine équivalentes. »²

Le dossier manquait à la fois de consistance et d'un personnage de premier plan susceptible de donner l'éclat nécessaire à cette opération de pédagogie infernale. À partir du milieu de l'année 1951, les conseillers soviétiques et leurs affidés tchécoslovaques développent un nouveau concept de procès, selon l'expression de

1. Galina Pavlovna Murachko, « Delo Slanskogo », *Voprosy Istorii*, n° 3, 1997, p. 6.

2. Karel Kaplan, *Dans les archives...*, *op. cit.*, p. 159.

Karel Kaplan¹ : la Tchécoslovaquie est victime d'un vaste complot sioniste-impérialiste, et accessoirement titiste, dont le chef n'est autre que le secrétaire général du PCT, Rudolf Slansky². Cette version sera la bonne. Il n'est évidemment pas anodin que les conseillers soviétiques aient proposé cette réorientation de l'affaire « Rajk tchécoslovaque », au moment où précisément le MGB moscovite est le théâtre d'une vaste purge visant à éliminer tous les cadres juifs, à relancer l'affaire du Comité antifasciste juif et à démarrer celle des Blouses blanches. La coïncidence est trop flagrante pour être seulement fortuite, nous y reviendrons.

Le sionisme devint l'élément central du « complot impérialiste contre la Tchécoslovaquie » à partir du milieu de l'année 1951, même si le thème du complot sioniste apparaît dès les premiers mois des interrogatoires de certains accusés du procès Slansky, comme nous l'indique le témoignage d'Eugen Löbl³ arrêté en novembre 1949. Après l'arrestation de Karel Svab, en février 1951, les conseillers soviétiques demandent à ce que Andrej Keppert soit nommé à la sécurité d'État tchécoslovaque afin de conduire la « recherche des ennemis dans le parti ». À cette fin, Keppert crée un département spécial chargé du sionisme⁴.

Les propos antisionistes se font de plus en plus fréquents dans

1. Karel Kaplan, *Report on the Murder*, op. cit.

2. L'analyse des conditions du choix de Rudolf Slansky comme chef de la conspiration dépasse le cadre de notre propos. Notons que Staline ne fut pas immédiatement convaincu de la validité des accusations portées contre Slansky à partir du début de l'année 1951. Dans un premier temps, il rejeta l'idée d'une conspiration menée par Slansky, puis, en juillet 1951, il demanda que Slansky soit sanctionné pour les fautes qu'il avait commises dans le cadre de son travail de secrétaire général du PCT, à savoir qu'il avait manqué de vigilance et laissé des ennemis s'infiltrer dans l'appareil du parti et de l'État tchécoslovaque. Staline demanda à Gottwald de démettre Slansky de ses fonctions de secrétaire général puis, en novembre, il ordonna l'arrestation de Slansky et envoya même Mikoïan à Prague pour mettre un terme aux hésitations de Gottwald, Karel Kaplan, *Dans les archives...*, op. cit., p. 170-179 ; *Report on the Murder...*, op. cit., p. 116-151 ; Amy Knight, *Beria*, Paris, Aubier, 1994, p. 253.

3. Dès son premier interrogatoire, Löbl fut l'objet d'injures antisémites. Alors qu'il demandait à connaître les charges retenues contre lui, l'enquêteur Kohoutek, chargé de son cas, lui lança : « Ne croyez pas que nous allons avaler vos ruses de juif. Vous voulez savoir ce que nous savons déjà, pour être en mesure de mieux nous cacher ce que nous ignorons encore. » Puis il l'accusa d'appartenir à une famille sioniste et d'être un impérialiste sioniste : Eugen Löbl, *Le procès de l'aveu*, Paris, Éditions France-Empire, 1977, p. 62. Plus tard, Kohoutek rectifiera son discours pour lui donner une connotation sociale : « Loebl, nous ne sommes pas antisémites ; nous estimons sincèrement les Juifs qui sont fidèles au parti. Voyons, certains de nos camarades haut placés sont juifs. Quand je dis ruse de juif, je veux dire ruse de bourgeois juif. Bien que vous soyez membre du parti depuis fort longtemps, vous avez gardé à l'esprit que vous aviez été élevé dans ce milieu et vous n'avez pas abandonné votre éducation typique de l'idéologie bourgeoise juive », *ibidem*, p. 68.

4. Karel Kaplan, *Report on the murder...*, op. cit., p. 135.

la bouche des conseillers soviétiques. Ainsi, au début de l'année 1951, Vladimir Boiarsky, le chef des conseillers soviétiques en Tchécoslovaquie, déclare-t-il à Jarmila Taussigová, membre de la commission de contrôle du PCT et arrêtée en 1951, que « notre plus grand ennemi est le sionisme international »¹. Les attaques vont se préciser à partir du mois de septembre 1951. Lors de la session du CC du PCT, le ministre de la culture et de l'information, Vaclav Kopecky, déclare que « dans le passé, nous avons dû combattre l'antisémitisme bestial. Aujourd'hui, de la même façon, nous devons supprimer le sionisme parce que nous savons que beaucoup de personnes d'origine juive ont changé d'attitude à l'égard de la classe ouvrière. Hitler a persécuté les Juifs parce qu'ils nous avaient rejoints. Maintenant, en revanche, ils sont alliés avec l'impérialisme anglo-américain qui soutient Israël et compte sur le sionisme, comme instrument pour désintégrer de l'intérieur le socialisme et les partis des régimes des démocraties populaires »².

Quelques jours plus tard, le même Kopecky, lors d'un entretien avec le chargé d'affaires soviétique à Prague, met en avant le fait que les personnes arrêtées dans le cadre de la conspiration « étaient des cosmopolites »³, c'est-à-dire d'origine juive. Les semaines passant, ce ne sont plus simplement les hauts cadres juifs du PCT qui semblent visés, mais la communauté juive tchécoslovaque dans son ensemble, comme en témoigne l'entretien du chargé d'affaires soviétique avec le ministre de la Défense, Alexej Cepicka, qui déclare : « L'activité de la communauté juive en Tchécoslovaquie provoque une sérieuse inquiétude. De nombreux faits indiquent que la communauté juive est étroitement liée aux services de renseignement sionistes, yougoslaves et anglo-américains. » Cepicka poursuit son attaque en affirmant que, pendant la guerre, les Allemands ont confié la gestion des biens juifs confisqués à un « groupe de juifs » qui collabora avec eux. Or, se plaint le ministre de la Défense, aucun de ces Juifs n'a été jugé après la guerre pour fait de collaboration. S'ils n'ont pas été jugés, c'est parce qu'ils étaient protégés. Par qui ? Par le secrétariat du CC du PCT, dont le chef n'est autre que Slansky. CQFD. En outre, la communauté juive aurait, toujours selon Cepicka, œuvré avec succès pour échapper à la nationalisation de ses biens en 1948⁴.

1. *Ibidem*, p. 134.

2. *Idem*, p. 136.

3. APEFR, f. 0138, o. 33, p. 191, d. 16, ll. 69-72, 18 septembre 1951, confidentiel, cité in Galina Pavlovna Murachko, « Delo Slanskogo », *Voprosy Istorii*, n° 3, 1997, p. 12.

4. CRCEDHC, f. 17, o. 137, d. 610, ll. 177-181, 10 octobre 1951, confidentiel, *ibidem*, p. 15.

Une fois la conspiration sioniste choisie comme l'un des axes essentiels du complot impérialiste en Tchécoslovaquie, il restait à lui donner de la consistance. C'est la tâche à laquelle vont s'atteler les enquêteurs de la sécurité d'État tchécoslovaque, dûment chaperés par les conseillers soviétiques.

Le premier moyen pour y parvenir consista à chercher à impliquer des cadres juifs du PCT ou de l'appareil d'État dans la conspiration, comme en témoigne Artur London. Au cours des interrogatoires, les enquêteurs tentent d'obtenir un maximum de noms juifs¹. Eugen Löbl fut soumis au même régime après l'arrestation de Slansky.

Le second moyen fut d'impliquer Israël. La Tchécoslovaquie avait joué un rôle essentiel dans la création de l'État juif en lui fournissant une aide militaire décisive. Il suffisait donc de mettre en cause ceux qui avaient participé à cette politique. À l'instar de Beidrich Reicin, qui avait pris une part active aux négociations et à la mise en œuvre des livraisons d'armes à Israël et à la formation d'une brigade de volontaires pour aller combattre en Palestine en 1948. Il est arrêté, en février 1951, en même temps que London, Clementis et d'autres². En octobre, lors d'un entretien avec le chargé d'affaires soviétique, Cepicka, le ministre de la Défense met en cause Reicin, qu'il accuse d'être « étroitement lié à la communauté juive » tchécoslovaque, pour son rôle en 1948 : « Il est établi, déclare Cepicka, que Reicin, a organisé en Moravie un groupe armé de juifs d'une centaine de personnes pour l'envoyer en Israël pendant la guerre entre Israël et les États arabes. Il est maintenant difficile

1. « Dès qu'un nom nouveau apparaît, les référents insistent pour savoir s'il ne s'agit pas d'un Juif. Les habiles posent la question ainsi : "Comment s'appelait-il avant ? N'a-t-il pas changé de nom en 1945 ?" Si la personne est réellement d'origine juive, les référents s'arrangent pour l'inclure dans un procès verbal sous un prétexte ou un autre, qui peut très bien n'avoir rien à faire avec les questions traitées. Et, devant ce nom, on place le qualificatif rituel de "sioniste". Il s'agit d'accumuler dans les procès verbaux le plus grand nombre possible de Juifs. Quand je cite deux ou trois noms, s'il en est un qui "sonne juif", on ne transcrit que celui-là. Ce système de répétition, pour primaire qu'il soit, finira par donner l'impression voulue, à savoir que l'accusé n'était en contact qu'avec des Juifs, ou du moins une proportion remarquable de Juifs. » Mais, dans les transcriptions des interrogatoires, le mot juif n'apparaît jamais. Il est remplacé par celui de sioniste. « Nous sommes dans l'appareil de sécurité d'une démocratie populaire, expliquera l'enquêteur à London. C'est pourquoi nous écrivons : "sioniste". Je lui fais remarquer que "sioniste" est un qualificatif politique. Il me répond que ce n'est pas vrai et que ce sont les ordres qu'il a reçus. Il ajoute : "D'ailleurs, en URSS, l'utilisation du mot Juif est également interdite. On parle d'Hébreux." Je lui démontre la différence entre hébreu et sioniste. Rien à faire. Il m'explique qu'hébreu sonne mal en tchèque. Il a l'ordre de mettre "sioniste", voilà tout. » Artur London, *L'aveu, dans l'engrenage du procès de Prague*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1968, p. 291-292.

2. Voir la liste in Karel Kaplan, *Report on the murder...*, op. cit., p. 108.

d'établir si ce groupe est parti en Israël ou s'il était destiné à cet objectif. Il n'est pas exclu que Reicin et Sling aient préparé ce groupe à des fins putschistes. Il existe aussi des raisons de penser que les armes, envoyées de Tchécoslovaquie en Israël, aient atterri en Yougoslavie. Jusqu'à présent, le lieu où les sommes d'argent des ventes d'armes de la Tchécoslovaquie à Israël se sont perdues n'a pas encore été établi. Ces sommes atteignent quelques millions de couronnes. L'enquête a déjà montré que Reicin avait à sa disposition un avion et l'utilisait sans aucun contrôle pour des voyages à l'étranger. Cepicka considère, rapporte le chargé d'affaires soviétique, que la mission israélienne à Prague était étroitement liée à Reicin et à d'autres ennemis et était l'un des centres d'espionnage les plus importants en Tchécoslovaquie. »¹ Quelques semaines plus tard, Kopecky portera les mêmes accusations sur Reicin².

Au-delà des invraisemblances des propos de Cepicka – comment un groupe armé a-t-il pu disparaître sans laisser de traces dans un pays sous très haute surveillance militaire et policière –, l'objectif visé est clairement exposé : Israël, grâce à des complicités au plus haut niveau de la hiérarchie du Parti-État tchécoslovaque, mène des activités d'espionnage en collaboration avec l'ennemi yougoslave. La trame de la conspiration impérialiste est ainsi dessinée. Il convient alors de l'alimenter. L'arrestation de Slansky, le 23 novembre 1951, va donner l'impulsion nécessaire.

Officiellement, Slansky est arrêté parce qu'il s'apprêtait à fuir la Tchécoslovaquie pour Israël³. Le lendemain de son arrestation, Ladislav Koprova, le ministre de la Sécurité d'État, déclare devant le bureau politique du PCT que Slansky est coupable de diriger un groupe d'ennemis incluant des anciens de la guerre d'Espagne, des nationalistes slovaques et des exilés de Londres. Et surtout Slansky est accusé d'être à la tête d'un groupe sioniste, dont le but est de s'emparer du pouvoir⁴. Quelques jours plus tard, le 6 décembre 1951, devant le comité central du PCT, Kopecky explique les méfaits du sionisme : « Le sionisme est devenu un danger très sérieux ces dernières années. Il est devenu un instrument important de l'impérialisme américain et britannique. L'organisation sioniste internationale est liée à l'État juif d'Israël. Les avocats du sionisme pensent que, dans les démocraties populaires, le sionisme peut être trans-

1. CRCEDHC, f. 17, o. 137, d. 610, ll. 177-181, 10 octobre 1951, confidentiel, *Voprosy Istorii*, n° 3, 1997, p. 15.

2. AEPFR, f. 0138, o. 34, p. 207, d. 17, d. 20, ll. 20-22, 13 décembre 1951, confidentiel, document reproduit in « Delo Slanskogo », *Voprosy Istorii*, n° 4, 1997, p. 3.

3. Karel Kaplan, *Report on the murder...*, op. cit., p. 145.

4. *Ibidem*, p. 147.

formé en une sorte de titisme. Ils ont parlé de titisme juif. Des connexions avec le sionisme ont été découvertes en Hongrie et en Pologne. Slansky et les autres ont formé un second centre. Ils pensaient qu'un jour ils nous détiendraient, qu'ils nous emprisonneraient, qu'ils nous jugeraient. Mais au lieu qu'ils nous attrapent par le cou, nous les avons attrapés. »¹

Au cours de ces interrogatoires, les enquêteurs de la sécurité d'État tentèrent – et ils finirent par arriver à leurs fins – de faire avouer à Slansky que, d'une part, il n'était pas de nationalité tchèque, mais juive², et, d'autre part, qu'il était à la tête de la conspiration sioniste³. Les interrogatoires sur le sionisme se déroulèrent entre mai et juillet 1952, soit au moment même où se tenait à Moscou le procès du CAJ.

La sécurité d'État tchèque ne se contenta pas de monter un complot sioniste ; elle décida d'impliquer directement l'État hébreu en arrêtant deux Israéliens à la fin de l'année 1951 : Simon Orenstein et Mordechaï Oren. Les deux Israéliens n'avaient pas été choisis par hasard.

Simon Orenstein avait été attaché commercial de l'ambassade d'Israël à Prague en 1948. À ce titre, il avait participé aux négociations sur les livraisons d'armes tchèques à Israël. Ses interlocuteurs étaient, entre autres, Otto Fishl et Eugen Löbl⁴. Il participa aussi à des réunions avec Slansky, à propos des Juifs hongrois qui avaient quitté clandestinement la Hongrie et qui étaient entrés illégalement en Tchécoslovaquie pour rejoindre l'Autriche⁵.

Mordechaï Oren, en tant que dirigeant du Mapam, le parti le plus marxiste de la gauche sioniste, avait, lui aussi, tenté de jouer les intermédiaires entre le mouvement sioniste et les autorités tchèques. La cible est clairement affichée avec ces deux arrestations en novembre et en décembre 1951 : donner de la vraisemblance au complot sioniste, en y impliquant des Israéliens ayant eu un rôle direct dans les négociations israélo-tchécoslovaques.

Oren⁶ et Orenstein seront torturés pendant des mois afin qu'ils avouent leurs « crimes » contre l'État tchécoslovaque et qu'ils témoignent lors du procès Slansky en novembre 1952. Orenstein attestera que les États-Unis ont soutenu la création d'Israël dans le

1. *Ibid.*, p. 149.

2. *Ibid.*, p. 188-189.

3. *Ibid.*, p. 193-195.

4. Arnold Krammer, *The Forgotten Friendship...*, *op. cit.*, p. 108-109.

5. *Ibidem*, p. 116.

6. Sur l'arrestation et la détention d'Oren, voir son témoignage, *Prisonnier politique à Prague*, Paris, Julliard, 1960.

but de créer une base américaine au Proche-Orient, mais surtout qu'Israël devait mener des activités d'espionnage et de sabotage dans les démocraties populaires. Prague a été choisi comme le centre de ces activités d'espionnage en raison des liens qui unissaient l'ambassadeur d'Israël en Tchécoslovaquie, Ehud Avriel, et le secrétaire général du PCT, Rudolf Slansky¹.

Mordechaï Oren, quant à lui, servira pour établir un lien entre le complot sioniste et le complot titiste. Cette relation a été établie à partir des interrogatoires de Slansky et d'Oren. Chacun d'entre eux a « avoué » avoir été en contact avec Moshé Pijade, un dirigeant juif du PC yougoslave, sans qu'il soit possible de déterminer si ce sont les enquêteurs qui ont « suggéré » ce nom à Slansky et à Oren, ou si c'est l'un des deux qui l'a lâché au cours d'un interrogatoire, les enquêteurs en ayant ensuite profité pour tirer la pelote². Toujours est-il que Pijade devint l'élément unificateur entre titisme et sionisme et que Oren dut avouer qu'il avait rencontré plusieurs fois Pijade, lequel lui avait parlé de ses rencontres avec Slansky³.

Au cours du procès, en novembre 1952, Oren viendra réciter son témoignage appris avec les enquêteurs de la StB. Il avouera que Pijade lui avait demandé de transmettre des documents à Slansky et que ce dernier était en relation avec le ministre israélien des Affaires étrangères, par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Israël à Prague, Ehud Avriel⁴. Ainsi, la théorie du complot titiste-sioniste-impérialiste pouvait-elle être présentée, même s'il ne faisait aucun doute que accusés et témoins récitaient une leçon apprise et truffée d'invéraisemblances et d'incohérences.

Pour accentuer le trait du complot sioniste, les dirigeants du PCT, probablement en concertation avec les conseillers soviétiques, décidèrent de mentionner l'origine des accusés⁵. Comme, sur les quatorze accusés, onze étaient d'origine juive⁶ et explicitement désignés

1. Peter Meyer, « Czechoslovakia », in Peter Meyer, Bernard Weinryb, Eugene Duschinsky, Nicolas Sylvain, *The Jews in the Soviet Satellites*, Syracuse University Press, 1953, p. 179-180.

2. Dans leur rapport d'interrogatoire, les enquêteurs ont noté que, le 12 avril 1952, Slansky a avoué avoir rencontré l'agent titiste Pijade à l'ambassade de Yougoslavie à Prague au printemps 1948 : Karel Kaplan, *Report on the murder*, *op. cit.*, p. 165. Lors d'un interrogatoire, les enquêteurs demandèrent à Oren de raconter ses séjours en Yougoslavie en 1947 et 1948. Oren expliqua qu'il avait rencontré Pijade une seule fois en 1947, Mordechaï Oren, *op. cit.*, p. 188. Il n'est pas possible de déterminer si les propos de Slansky et d'Oren – qui ne se connaissaient pas – relèvent de la coïncidence ou de la pression des enquêteurs.

3. *Ibidem*, p. 188-196 ; p. 241-245.

4. *Ibidem*, p. 288-293.

5. Karel Kaplan, *Report on the murder...*, *op. cit.*, p. 222-225.

6. Slansky, Geminder, Frejka, Reicin, London, Hadju, Löbl, Margolius, Fishl, Sling et

comme tels, l'effet recherché était bien de souligner cette dimension, mais également de montrer que le complot était le produit d'étrangers à la nation. Le fait même de répartir les accusés en Juifs d'un côté, et Tchèques et Slovaques, de l'autre, n'avait d'autre but puisque la législation tchécoslovaque ne reconnaissait pas de nationalité juive. Dans le même but, le procureur mit en doute la maîtrise de la langue tchèque de plusieurs des accusés en leur demandant – comme à Geminder, qui venait d'une famille germanophone – s'ils voulaient un interprète¹. Il convient cependant de souligner qu'au moment du verdict, cette distinction ne joua aucun rôle : les trois personnes qui ne furent pas condamnées à mort étaient juives (London, Löbl et Hadju).

L'acte d'accusation puis les « auditions » des accusés et des témoins permirent d'étaler le complot sioniste-titiste-trotskyiste-impérialiste. Dans son réquisitoire, le 26 novembre 1952, le procureur, Josef Urvalek, se lança dans une longue diatribe ouvertement antisémite contre le sionisme et Israël, véhiculant tous les clichés de l'« internationale juive »². Le même antisémitisme, latent sinon déclaré, se retrouve dans la campagne de propagande antisioniste menée après l'arrestation de Slansky, en novembre 1951, jusqu'au lendemain du procès, un an plus tard. Ainsi, par exemple, le journal communiste slovaque publia-t-il un article justifiant un antisémitisme de « classe », au nom des ouvriers qui, « guidés par leur sain instinct de classe, trouvent toujours la bonne orientation à propos de la question juive. Ils ont toujours vécu en paix avec les pauvres travailleurs juifs, mais ils ont toujours haï les capitalistes juifs parce que ces capitalistes exploitaient les masses »³.

Les accents antisémites de la campagne antisioniste et du procès Slansky étaient suffisamment forts pour que Klement Gottwald, le président tchécoslovaque, se sente obligé, quelques jours après la fin du procès, de réaffirmer que l'antisionisme n'était pas synonyme d'antisémitisme et que la lutte contre le sionisme était parfaitement justifiée : « Après l'établissement de l'État d'Israël et son acceptation de la domination américaine, toutes les organisations sionistes sont devenues des branches des services d'espionnage américains. [...] Le sionisme est un ennemi dangereux et sournois. Cela signifie-t-il qu'une personne d'origine juive est identique à un sioniste ? Non. Le facteur décisif est l'origine de classe de l'individu, son

Simone étaient d'origine juive, alors que Frank et Svab étaient tchèques et que Clementis était slovaque.

1. Peter Meyer, *op. cit.*, p. 175-176.

2. Texte reproduit in Artur London, *op. cit.*, p. 415-416.

3. Cité in Peter Meyer, *op. cit.*, p. 163-164.

attitude à l'égard de son pays natal, son dévouement et son travail pour le socialisme. »¹

En bon marxiste, Gottwald cherche à donner un contenu de classe au discours antisioniste-antisémite. Mais, si c'est l'origine de classe qui a conduit Slansky et les autres accusés à commettre les crimes qui leur sont reprochés, pourquoi avoir souligné leur origine juive dans l'acte d'accusation ? Le discours de Gottwald contient, lui aussi, des passages ouvertement antisémites. Si les crimes de Slansky et de ses comparses n'ont pas été découverts, comprend-on, c'est parce que les sionistes – il faut entendre les Juifs – avancent masqués et exploitent sans vergogne les nobles et sincères sentiments des communistes.

L'utilisation du complot sioniste au cours du procès Slansky et la campagne de propagande ouvertement antisémite réveilla l'hostilité de la population à l'égard des Juifs, en particulier en Slovaquie² où l'antisémitisme était plus profondément enraciné qu'en Bohême-Moravie³. Ce que reconnaît, à demi-mots, le ministre des Affaires étrangères lors d'un entretien avec l'ambassadeur d'URSS à Prague, qui attribue la diffusion de propagande antisémite en Slovaquie à l'action des nostalgiques du régime fasciste de Jozef Tiso⁴. La propagande antisémite produisit aussi son effet à l'intérieur du PCT. Après l'arrestation de Slansky, le CC du PCT reçut des milliers de résolutions, dont un nombre conséquent demandait la révocation des Juifs de tous les postes de l'administration⁵.

Le choix du sionisme et des Juifs comme cible privilégiée de la répression à l'égard des dirigeants communistes de la Tchécoslovaquie est d'abord un choix opportuniste qui, s'il a été décidé à Moscou, s'explique aussi par des facteurs internes.

1. *Radio Prague*, cité in Peter Meyer, *op. cit.*, p. 189-190.

2. Peter Meyer, *op. cit.*, p. 188. Après que l'Allemagne nazie se fut emparée de la Tchécoslovaquie en 1939, elle procéda à son démembrement à l'issue duquel un État fantôme slovaque fut instauré, dirigé par Jozef Tiso. Cet État se dota d'une législation antijuive. En 1940, la Slovaquie comptait près de 90 000 Juifs, pour une population de 2 650 000 habitants. À l'issue de la guerre, il n'en restait plus que 20 000 environ. Sur les 70 000 Juifs slovaques déportés, 65 000 ne revinrent pas. Raul Hiblierg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, *op. cit.*, p. 621-642.

3. Encore qu'il ne faudrait pas sous-estimer les sentiments antisémites des Tchèques et faire porter le fardeau de l'antisémitisme aux seuls Slovaques, Eva Schmidt-Hartmann, « The Enlightenment that Failed : Antisemitism in Czech Political Culture », *Patterns of Prejudice*, vol. 27, n° 2, 1993, p. 119-128.

4. APEFR, f. 0138, o. 34, p. 207, d. 16, ll. 119-121, 1^{er} décembre 1952, confidentiel, document reproduit in *Voprosy Istorii*, n° 4, 1997, p. 15.

5. Karel Kapan, *Report on the murder*, *op. cit.*, p. 149.

III — En quête de légitimité

La cause première de la construction de la thèse du complot sioniste est l'échec de celle du complot titiste-trotskyiste. Le procès de Prague aurait dû se tenir dans la foulée du procès de Budapest. Dans un premier temps, il a semblé que la purge tchécoslovaque empruntait cette voie¹, mais, malgré les conseils de leurs homologues soviétiques, les responsables de la StB ont été incapables de construire un second procès Rajk. En 1951, alors que la purge menaçait de s'enliser, il a fallu lui trouver un nouveau concept. La solution est effectivement venue de Moscou, avec le développement du complot sioniste dirigé par Slansky. Si le choix du sionisme s'inscrivait dans le cadre de la campagne engagée en URSS à la même époque, il répondait aussi à des nécessités internes à la Tchécoslovaquie et aux démocraties populaires : « nationaliser » ces régimes perçus comme étrangers.

Les dirigeants des démocraties populaires souffraient d'un déficit de légitimité. Perçus le plus souvent comme des partis russes et juifs, notamment en Hongrie, en Pologne ou en Tchécoslovaquie, les partis communistes étaient en quête de stabilisation sociale. Cet impératif était partagé par l'URSS qui avait besoin d'un camp socialiste stable et fort, alors que la guerre froide se radicalisait. De ce point de vue, l'élimination des Juifs des postes de direction pouvait permettre de renforcer l'audience de ces régimes, dans des sociétés où l'antisémitisme était loin d'avoir disparu. La construction d'un patriotisme communiste impliquait de ménager certains sentiments populaires nationalistes qui, comme le souligne François Fejtö, ne visaient pas seulement les Juifs, mais aussi d'autres minorités nationales, comme les Allemands de Sudètes ou de Pologne expulsés en 1945 ou les Hongrois de Slovaquie².

Le deuxième facteur, qui explique le choix des Juifs comme cible de la purge des dirigeants communistes, est relatif aux difficultés économiques que connaît la Tchécoslovaquie – comme les autres démocraties populaires –, liées à l'instauration du modèle soviétique et à la militarisation de l'économie³, accrues après le

1. *Ibidem*. Voir aussi le témoignage d'Eugen Löbl, arrêté en novembre 1949 dans la foulée du procès Rajk.

2. François Fejtö, *Les Juifs et l'antisémitisme dans les pays communistes*, Paris, Plon, 1960, p. 79-80.

3. Jiri Pelikan, *The Czechoslovak Political Trials 1950-1954. The Suppressed Report*

rejet, imposé par Moscou, du plan Marshall en 1947¹. Pour pallier les insuffisances de ces économies planifiées, le pouvoir accroît la pression sur la société, augmente les cadences de travail et les normes de productivité, ce qui entraîne le mécontentement des ouvriers, la multiplication des conflits sur les lieux de travail, des fraudes et des vols et donc, par voie de conséquence, le renforcement des sanctions. Comme l'URSS, les démocraties populaires s'engagent sur le chemin de la criminalisation des rapports sociaux : l'absentéisme, le retard, les infractions à la législation du travail sont considérés comme des délits dans le cadre de lois sur la « *discipline socialiste dans le travail* ».

À la dégradation des rapports sociaux s'ajoutent la baisse du niveau de vie, la réapparition des files d'attente devant les magasins, le rétablissement du rationnement, la pénurie et l'inflation². La tension monte entre le pouvoir et la société et, pour éviter que la marmite n'explode, il faut trouver un exutoire et des responsables à jeter en pâture. Ce sera l'une des fonctions du procès Slansky, même si ce n'est pas la seule, ni même peut-être la principale.

À cette aune, les Juifs font figure de coupable idéal. Il suffit de réactiver quelques clichés antisémites pour obtenir le résultat voulu. La « démonstration » de la culpabilité des Juifs est relativement facile à construire. Les Juifs sont des sionistes au service de l'impérialisme et du capitalisme américain, qui les utilisent pour saboter l'économie des démocraties populaires et piller leurs richesses, comme le souligne l'acte d'accusation du procès contre le « centre de conspiration contre l'État dirigé par Slansky »³.

Le problème de la restitution des biens confisqués par les nazis aux Juifs tchécoslovaques pendant la guerre est exploité avec le même objectif : montrer que la loi sur la restitution des biens « est devenue, d'après les instructions de Slansky, un instrument d'escroquerie cynique de l'État tchécoslovaque dans l'intérêt des capitalistes ». En réalité, en Tchécoslovaquie, comme dans les autres démocraties populaires, les Juifs ne récupérèrent pas grand-chose, et ceux qui choisissaient d'émigrer en Israël devaient abandonner leurs biens

of the Dubcek Government's Commission on Inquiry, 1968, Stanford, Stanford University Press, 1971, p. 100.

1. Sur ce point voir Anna Di Biagio, « The Marshall Plan and the Founding of the Cominform », in Francesca Gori, Silvio Pons (Edited by), *The Soviet Union and Europe in the Cold War 1949-53*, Londres, Macmillan Press, 1996, p. 208-221.

2. François Fejtö, *Histoire des démocraties populaires*, Paris, Seuil, coll. « Points », tome 1, *L'ère de Staline*, 1979, p. 299-311.

3. Eugen Löbl, *Procès à Prague. Un survivant du procès Slansky parle*, Paris, Stock, 1969, p. 134-135.

et acquitter de fortes taxes¹. Mais la réalité des faits importait peu, seul comptait le bénéfice que le régime pouvait tirer de telles accusations. Ironie de l'histoire, Eugen Löbl, au banc des accusés du procès Slansky en 1952, avait mené les négociations avec les représentants israéliens sur la question des biens des Juifs tchécoslovaques qui émigraient en Israël. Il s'était montré très ferme, contraignant les diplomates israéliens à revoir substantiellement leurs exigences à la baisse².

L'antisémitisme du procès Slansky visait à détourner vers les Juifs le mécontentement de la société contre le Parti-État. Cette recherche du bouc émissaire, pour désigner les responsables des tensions sociales et des échecs du régime, avait été un axe essentiel de la stratégie menée par Staline dans les années trente pour canaliser le mécontentement social. Staline n'avait pas pris les Juifs pour cible, mais les « bureaucrates », les « petits chefs » et autres « spéculateurs »³. La méthode utilisée par les dirigeants communistes en Europe de l'Est n'est guère différente.

L'élimination des Juifs des organes de direction du PCT constituait aussi l'un des aspects de la lutte pour le pouvoir, et pas seulement au sommet de la hiérarchie. Après leur prise du pouvoir, les régimes communistes en Europe de l'Est manquaient de cadres d'origine populaire. Les Juifs, qui avaient été persécutés par les régimes précédents, ont fourni un contingent important de ces cadres qui faisaient défaut, y compris dans les organes de répression. Staline a utilisé les Juifs pour accomplir les basses œuvres de la prise du pouvoir, ce qui en a fait une cible idéale – et populaire – pour une nouvelle purge⁴.

À partir du début des années cinquante, une nouvelle génération de cadres d'origine ouvrière, formés par le régime, attend son tour, et les Juifs constituent un obstacle sur le chemin de leur ascension sociale. Alors que les démocraties populaires sont en voie d'être bolchevisées, cette purge des cadres juifs, d'origine bourgeoise selon les canons staliniens, vient à point nommé pour procéder à la prolétarianisation de l'appareil de l'État et du Parti.

Si les facteurs que nous venons d'analyser ont joué un rôle certain dans le choix des dirigeants juifs du PCT comme cible privilégiée de la purge, il n'en reste pas moins que c'est à Moscou

1. Voir chapitre IV.

2. Arnold Kammer, *op. cit.*, p. 108-109.

3. Nicolas Werth, « L'appel au petit peuple selon Staline », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 56, 1997, p. 132-141.

4. Vojtech Mastny, *The Cold War and Soviet Insecurity. The Stalin's Years*, Oxford, Oxford University Press, 1996, p. 71.

qu'il faut rechercher l'origine du déclenchement de la campagne antisioniste à Prague.

IV — Moscou-Prague

La décision d'orienter la purge en Tchécoslovaquie vers le complot sioniste a été prise au milieu de l'année 1951 et, de toute évidence, l'ordre est venu de Moscou. La relance de la préparation du procès de Prague est chronologiquement parallèle à la reprise et à la conclusion de l'affaire du CAJ à Moscou. En outre, elle se déroule au moment où le MGB soviétique subit une purge de ses principaux cadres juifs. La valse des conseillers soviétiques à Prague semble suivre le cours des méandres des luttes de pouvoir au MBG à Moscou¹.

Le rapprochement entre les événements à Moscou et à Prague s'impose d'autant que, si l'on repart des premières arrestations en 1949, les affaires déclenchées en Tchécoslovaquie et en URSS connaissent les mêmes errements. Démarrage rapide en 1949, puis pause inexplicquée en 1950, relance en 1951, en particulier au second semestre, et conclusion en 1952, le tout accompagné de violentes campagnes de propagande à forts relents antisémites ayant pour thème la lutte contre le cosmopolitisme et le nationalisme bourgeois

1. Les premiers conseillers soviétiques, Makarov et Likhatchev, sont arrivés en octobre 1949 pour suivre la construction des procès, suite à une demande de Gottwald à Staline datant du 16 septembre. Mais, n'ayant pas obtenu les résultats attendus, le Politburo soviétique décida de les remplacer par Boïarski, en juin 1950. Un an plus tard, Staline décida de rappeler Boïarski. Gottwald tenta de l'en dissuader, en lui écrivant que Boïarski « apporte une aide appréciable au ministre de la Sécurité d'État et son rappel rendra plus difficile notre travail dans ce secteur ». Gottwald s'attira une réponse cinglante de Staline : « En ce qui concerne votre appréciation du travail du camarade Boïarski et votre souhait de le laisser en fonction de conseiller du ministère de la Sécurité d'État de la République tchécoslovaque, nous sommes d'un avis tout différent. L'expérience du travail de Boïarski en République tchécoslovaque a bien montré qu'il n'avait pas la qualification suffisante pour remplir avec esprit de responsabilité ses devoirs de conseiller. C'est pourquoi nous avons décidé de le révoquer de Tchécoslovaquie. Si vous aviez réellement besoin d'un conseiller en matière de sécurité d'État (c'est à vous d'en décider), nous nous efforcerons de trouver un responsable plus solide et plus expérimenté. » Boïarski est rappelé au moment même où Abakoumov est éliminé du MGB. Cette coïncidence n'est certainement pas le fruit du hasard. Toutefois, Boïarski réussit à échapper à la purge du MGB, malgré la chute de son parrain Abakoumov. Galina Pavlovna Murachko, « Delo Slanskogo », *Voprosy Istorii*, n° 3, 1997, p. 6-7 ; Karel Kaplan, *Report on the murder... op. cit.* ; Albina Fedorovna Noskova, « Moskovskie sovietniki v stranakh Vostotchnoi Evropy (1945-1953 gg.) », *Voprosy Istorii*, n° 1, 1998, p. 104-112.

Sur la carrière de Boïarski, voir Evguenia Albats, *La bombe à retardement. Enquête sur la survie du KGB*, Paris, Plon, 1995, p. 123-172. Boïarski fut remplacé par un protégé de Khrouchtchev, Alexei Bestchastnov, qui mena le procès à son terme.

juif. Il convient néanmoins de souligner une différence notable : le procès de Prague est public et vise à marquer les esprits, alors que le procès du CAJ se tient à huis clos et dans le plus grand secret, au point que les familles des victimes n'auront aucune nouvelle du sort de leur parent pendant plusieurs années.

Peut-on en déduire que le procès de Prague s'inscrit dans une vaste opération, orchestrée par Staline, visant à mettre en œuvre la dénonciation d'un immense complot sioniste et qui devait s'achever à Moscou par le procès des Blouses blanches¹, et éventuellement la déportation des Juifs soviétiques ? Il ne fait aucun doute qu'à partir de la seconde moitié de l'année 1951, Staline a décidé de faire du sionisme l'ennemi principal, pour en finir avec les affaires en cours et, probablement, de réaliser une grande purge au sommet du pouvoir soviétique². Pour autant, le déroulement des différentes affaires est trop chaotique pour affirmer que, dès le départ, leurs instigateurs, à Moscou et dans les démocraties populaires, avaient élaboré un plan précis. Même si l'on retrouve certains traits communs, les objectifs poursuivis à Prague, Moscou, Bucarest ou Budapest n'étaient pas nécessairement identiques.

Dans un cas, les dirigeants qui viennent de la résistance intérieure sont supprimés au profit des « moscovites » comme à Budapest (procès Rajk) ou à Sofia (procès Kostov), alors que des « moscovites » font les frais des purges à Prague (Slansky et nombre de ses coaccusés) ou à Bucarest (Ana Pauker, Vasile Luca).

Autre question : parmi les dirigeants communistes des démocraties populaires liquidés ou écartés, il y avait une grande proportion de Juifs ayant appartenu à l'appareil du Komintern. Leur origine juive fut-elle la cause de leur perte ? Autrement dit, comme l'affirme Karel Bartosek, Staline voulait-il « régler le compte des Juifs dans l'appareil international communiste, en les éliminant définitivement »³. Cet aspect a peut être joué un certain rôle, mais l'antisémitisme de Staline ne nous semble pas déterminant, car il utilisait ou réprimait les Juifs en fonction des objectifs qu'il poursuivait.

Le passage dans les Brigades internationales en Espagne ou / et dans la résistance à l'étranger pendant la guerre, l'expérience politique accumulée au cours de ces épisodes, puis pendant la période de prise du pouvoir après 1945 : voilà autant de traits que pratiquement tous les dirigeants jugés, éliminés ou écartés entre 1949 et

1. Voir chapitre suivant.

2. *Idem*.

3. Karel Bartosek, « Europe centrale et du Sud-Est », in Stéphane Courtois *et alii*, *Le Livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1997, p. 472.

1953 ont en commun, qui semblent plus déterminants que leur judéité. Ces expériences avaient pu favoriser l'autonomisation de ces acteurs du système communiste. Autonomisation que, précisément, Staline craignait, car elle portait en elle le risque de voir émerger de nouveaux Tito. En fait, la plupart des accusés du procès Slansky rassemblaient plusieurs des critères, recensés par Annie Kriegel, qui ont présidé à la constitution des groupes et des catégories dans lesquels étaient recrutés les accusés. Sur les cinq critères avancés par Annie Kriegel¹, trois s'appliquent aux accusés du procès Slansky :

- Le critère socioprofessionnel, c'est-à-dire l'origine de classe. Douze des quatorze accusés ne sont pas d'extraction ouvrière ;
- Le critère culturel, soit les « liaisons » à l'étranger, y compris dans les pays socialistes. La totalité des accusés ont séjourné à l'étranger à un moment de leur vie et, pour certains, y ont de la famille ;
- Le critère ethnique, autrement dit l'appartenance à une minorité nationale. Sur quatorze accusés, onze sont juifs et un slovaque. Seuls deux sont tchèques : Karel Svab et Josef Frank.

Une autre hypothèse a été avancée par les historiens tchèques : le bloc soviétique se préparait à la guerre avec l'Europe de l'Ouest². Ce procès spectaculaire visait à conditionner les opinions publiques. Les pièces apportées à la démonstration sont effectivement troublantes : militarisation de l'économie et des rapports sociaux, augmentation démesurée du budget militaire, multiplié par dix entre 1948 et 1953, allongement de la durée du service militaire, campagne de propagande. L'économie tchécoslovaque aurait été mise en situation de préguerre afin de pouvoir fournir, le moment voulu, l'industrie d'armement nécessaire à la guerre contre l'Ouest.

En outre, après le déclenchement de la guerre en Corée, les États-Unis ont renforcé leur dispositif d'opérations clandestines (*covert actions*) et de propagande – avec la création de *Radio Free Europe* – en direction des démocraties populaires. La Tchécoslovaquie était l'une des cibles privilégiées de ces opérations. L'aviation américaine viole plusieurs fois l'espace aérien tchécoslovaque en 1951, et le nombre d'étrangers arrêtés pour avoir franchi clandes-

1. Les deux autres critères sont : le critère idéologique, c'est-à-dire une affiliation de jeunesse à un parti non communiste ou à un groupe d'opposition à l'intérieur du Parti communiste ; le critère familial, soit des liens de famille avec un « ennemi du peuple », Annie Kriegel, *Les grands procès...*, *op. cit.*, p. 44.

2. Karel Kaplan, *Dans les archives...*, *op. cit.*, p. 162-169 ; Karel Bartosek, *ibidem*, p. 470-472.

tinement la frontière croît de manière exponentielle à partir de cette année-là¹. Ces opérations des services de renseignement américain ont certainement contribué à conforter la psychose de l'espionniste de Staline, mais elles s'incrinvent surtout dans le cadre de l'intégration de la RFA dans l'Europe occidentale. À partir de 1951, le réarmement de l'Allemagne est envisagé et provoque l'inquiétude de l'URSS, tout comme l'entrée dans l'OTAN de la Grèce et de la Turquie. Les arguments ne manquent pas pour démontrer que la tension monte en Europe à partir de 1951, mais cela signifie-t-il pour autant que l'URSS se préparait à une guerre offensive contre l'Europe de l'Ouest ? D'après le témoignage d'Alexej Cepicka, gendre de Gottwald et à l'époque ministre de la Défense, en janvier 1951, une conférence aurait rassemblé au Kremlin les plus hautes autorités politiques et militaires du bloc soviétique. Lors de cette réunion, Staline aurait déclaré qu'aucune armée européenne n'était en mesure de résister à l'Armée rouge et que l'URSS disposait d'une supériorité militaire sur les États-Unis pour encore trois ou quatre ans. Il fallait donc saisir cette occasion pour engager une mobilisation totale des ressources du bloc soviétique afin d'étendre le socialisme sur l'Europe tout entière. L'URSS et ses alliés devaient former un bloc aussi monolithique que possible, et ne pouvaient donc se permettre de s'encombrer de dirigeants peu sûrs². Selon le fils de Beria, l'URSS se préparait à une troisième guerre mondiale nucléaire. Les industries d'armement fonctionnaient comme en temps de guerre. L'objectif de Staline aurait été de couper les communications entre l'Europe et les États-Unis, de prendre la Méditerranée et surtout de s'emparer de l'Allemagne³.

Cette hypothèse manque encore d'éléments plus probants et soulève un certain nombre de réserves. Comment les économies du bloc soviétique auraient-elles pu supporter un conflit majeur, alors qu'elles étaient à peine remises de la guerre et profondément déstabilisées par l'instauration d'un système planifié ? Si Staline préparait son camp à la guerre, pourquoi alors cette campagne antisémite ? Cela signifierait-il qu'il envisageait d'employer le même argument qu'Hitler – les Juifs en soutenant les Alliés avaient déclaré la guerre au Troisième Reich – pour justifier sa guerre contre les Juifs ? Rien ne permet de l'affirmer.

Il est certain que la remise à l'ordre du jour du climat de psychose et d'espionniste rappelle les méthodes des années trente. Les

1. Vojtech Mastny, *The Cold War and Soviet Insecurity*, op. cit., p. 118.

2. Karel Kaplan, *Dans les archives...*, p. 168.

3. Sergo Beria, op. cit., p. 324-329.

purges entreprises en Europe de l'Est, et qui devaient se poursuivre en URSS, auraient pu servir à remplacer les anciens dirigeants – qui avaient connu la guerre, et étaient donc peut-être peu enclins à s'y lancer une nouvelle fois – par une nouvelle génération, totalement soumise à Staline, comme celle arrivée au pouvoir à la faveur des purges des années 1936-1939.

En 1952, dans son opuscule *Les Problèmes économiques du socialisme en URSS*, Staline reprend la thèse de l'inévitabilité de la guerre entre les pays capitalistes et exprime ses doutes quant à la réelle efficacité du mouvement pour la paix¹. Faut-il y voir la relance de la politique des années trente, qui consistait à « exploiter les contradictions de l'impérialisme », en espérant que le camp socialiste en serait renforcé ? « Staline tenait le raisonnement suivant, expliquera Molotov des années plus tard : la Première Guerre mondiale a arraché un pays à l'esclavage capitaliste. La Deuxième Guerre mondiale a donné naissance au système socialiste, et la troisième en finira à tout jamais avec l'impérialisme. »² En 1952, Staline formula quelques doutes sur la puissance réelle de l'armée américaine et sur la motivation de ses soldats. Lors d'un entretien avec le dirigeant du PC chinois, Zhou Enlai, en septembre 1952, Staline déclara à son interlocuteur : « Les Américains ne sont pas capables de faire la guerre à grande échelle, en particulier après la guerre en Corée. Toute leur force réside dans la puissance aérienne et dans la bombe atomique. (...) Ils veulent soumettre le monde entier, mais ils ne peuvent pas venir à bout de la petite Corée. Les Américains ne savent pas comment combattre. »³

Dans son discours au XIX^e congrès du PCUS, en octobre 1952, Malenkov semble ouvrir la perspective de la coexistence pacifique⁴. Ce thème, Staline le reprend dans l'interview qu'il accorde au correspondant du *New York Times* en décembre 1952, auquel il affirme que la guerre entre les États-Unis et l'URSS n'est pas inévitable⁵. Mais cela, comme le souligne Vojtech Mastny, avait probablement pour but de rassurer le monde sur ses intentions, alors qu'il se préparait à lancer l'offensive finale de sa guerre intérieure⁶. Faute de sources suffisantes, il est difficile d'explorer plus avant cette

1. Joseph Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, 1952, p. 39.

2. Felix Tchouev, *Conversations avec Molotov*, op. cit., p. 97.

3. APFR, f. 45, o. 1, d. 329, ll. 54-72, 20 août 1952, document reproduit et traduit in *Cold War International History Project Bulletin*, n° 6-7, 1995-1996, p. 13.

4. Gueorgui Malenkov, *Rapport présenté au XIX^e congrès du parti sur l'activité du Comité central du parti communiste (bolchevik) de l'URSS*, 5 octobre 1952, p. 78-79.

5. I. V. Staline, *Sotchinenia*, tome 3, 1946-1953, Stanford, Stanford University Press, 1967, p. 316.

6. Vojtech Mastny, *The Cold War and Soviet Insecurity*, op. cit., p. 158.

hypothèse de la préparation d'une nouvelle guerre en Europe. À l'exception des éléments fournis par les historiens tchèques, aucun document découvert dans les archives à Moscou ces dernières années ne vient, pour l'heure, l'étayer. Il est plus probable que l'URSS cherchait à consolider son empire, en obtenant une soumission totale des démocraties populaires et renouvelée du mouvement communiste, à un moment où elle avait peut-être besoin de réaffirmer son leadership après la victoire de Mao en Chine.

L'hypothèse de la préparation à la guerre revient à privilégier comme facteur explicatif les objectifs de la politique extérieure soviétique. Une autre hypothèse s'inscrit dans cette même perspective. La répression des dirigeants communistes juifs en Tchécoslovaquie serait liée aux changements de la politique soviétique au Proche-Orient. La Tchécoslovaquie ayant été le pourvoyeur d'armes d'Israël, l'élimination des dirigeants qui ont mis en œuvre cette politique doit servir, d'une part, à donner un signe au monde arabe sur les nouvelles intentions de l'URSS et, d'autre part, à désigner le responsable de cette politique erronée, Israël s'étant rangé du côté des impérialistes américains. Ce sont des agents sionistes masqués qui ont trompé les dirigeants soviétiques.

Parmi ceux qui se trouvent sur le banc des accusés du procès du « Centre de conspiration contre l'État », plusieurs ont pris une part directe aux négociations israélo-tchécoslovaques : Beidrich Reicin, Eugen Löbl, Vladimir Clementis (qui n'est pas juif), Bedrich Geminder, Otto Sling. Quant à Slansky, en tant que secrétaire général du PCT, il ne pouvait ignorer – pas plus que Gottwald – la coopération militaire entre son pays et l'État juif. Ajoutons aussi Eduard Goldstücker, l'ancien ambassadeur de Tchécoslovaquie en Israël entre 1949 et 1951 (auparavant il avait été en poste à Londres), qui ne figure pas au procès Slansky, mais qui a été arrêté en 1951. Goldstücker sera jugé en mai 1953 – après la mort de Staline – et condamné à la perpétuité lors du procès des employés – dont de nombreux diplomates juifs – du ministère des Affaires étrangères¹. Cependant, tous les responsables de premier plan qui participèrent à la politique pro-israélienne n'eurent pas à connaître la répression. Ainsi, le Premier ministre Antonin Zapotocky fut épargné, alors qu'il avait été au cœur d'une partie des négociations².

La campagne antisioniste en Tchécoslovaquie n'a pas constitué le point culminant de la dégradation des relations entre Prague et Tel-Aviv : elle a plutôt marqué le début de la montée de la tension

1. Jiri Pelikan, *The Czechoslovak Political Trials 1950-1954*, op. cit., p. 121.

2. Karel Kaplan, *Report on the murder*, op. cit., p. 240.

entre les deux pays. En effet, quelques semaines avant son déclenchement, la Tchécoslovaquie livrait encore des armes à Israël. La mise en avant de la thèse du complot sioniste et l'arrestation de deux ressortissants israéliens dans le cadre du procès Slansky ne pouvaient que déboucher sur un conflit diplomatique entre la Tchécoslovaquie et Israël. Lorsqu'elle apparaît en 1951, cette thèse n'est pas destinée à réorienter la politique étrangère tchécoslovaque, mais doit servir à conclure le dossier d'une purge, enlisée depuis plusieurs mois, dans l'appareil d'État et du PCT. L'origine juive des accusés a servi de dénominateur commun à la fabrication d'un complot alors que, dans un premier temps, la purge devait conduire à « démasquer le Rajk tchécoslovaque ». Soulignons tout de même qu'Antonin Novotny, alors premier secrétaire du CC du PCT, se félicite, auprès de l'ambassadeur soviétique à Prague, de l'accueil favorable du procès Slansky dans les pays arabes¹.

Plusieurs historiens ont émis l'idée que les purges et les procès dans les démocraties populaires auraient constitué l'une des multiples facettes de la lutte pour le pouvoir, particulièrement violente dans le secteur des organes de sécurité, que se livraient les différents clans au sein du Politburo soviétique. Le procès Slansky aurait été l'un des épisodes de cette bataille. À travers Slansky, Beria aurait été visé². À partir de 1938, lorsqu'il arrive à la tête du NKVD, Beria contrôle, en partie, l'activité des services de renseignements soviétiques à l'étranger. À ce titre, il avait supervisé la fin de la guerre d'Espagne et les réseaux soviétiques de lutte antifasciste, auxquels ont participé plusieurs accusés du procès Slansky, tout comme Noël Field. Beria a également participé à la mise en place des organes de sécurité d'État dans les démocraties populaires après 1945. Pour toutes ces raisons, un lien peut être établi entre le procès Slansky et l'offensive menée contre Beria en URSS, à partir de 1951 : parallélisme de la chronologie, similitude des accusations (complot sioniste). N'oublions pas que le procès Slansky précède de quelques semaines l'éclatement de l'affaire des Blouses blanches, qui vise directement Beria. Mais, surtout, Slansky, avant son arrestation, concentrait entre ses mains le pouvoir sur les organes de la Sécurité d'État, depuis son retour, en 1944... de Moscou, où il avait passé la guerre. Au point que, comme le note Karel Kaplan, le « contrôle de la police politique avait pratiquement échappé au ministre de l'Intérieur. La direction effective

1. APEFR, f. 0138, o. 35, p. 226, d. 15, ll. 4-6, 1^{er} avril 1953, strictement confidentiel, document reproduit in *Voprosy Istorii*, n° 4, 1997, p. 16.

2. Vojtech Mastny, *The Cold War and Soviet Insecurity*, op. cit., p. 155-156 ; Annie Kriegel, *Les Grands procès*, op. cit., p. 153-154.

était exercée par Slansky, Svab et sa section ultra-secrète du secrétariat du comité central. La situation n'avait guère changé avec la création, en 1950, d'un ministère de la Sécurité d'État »¹. Cette fonction ne pouvait lui avoir été confiée qu'avec l'approbation de Beria². Si l'on retient cette hypothèse, le pouvoir de Beria a d'abord été détruit à la périphérie avant d'être attaqué au centre ; le coup final devait être porté avec l'affaire des Blouses blanches.

L'arrestation de Slansky donna un nouvel élan aux purges dans les autres démocraties populaires, en particulier en Roumanie. Cependant, le thème du sionisme ne fut pas utilisé pour écarter les dirigeants mis en cause, même si Ana Pauker, la ministre des Affaires étrangères, d'origine juive, vétéran du Komintern³, est renvoyée du Politburo en mai 1952, puis démise de son poste de ministre en juillet. Elle n'est pas accusée d'avoir participé à un complot sioniste, mais d'avoir cédé au « déviationnisme droitier » en compagnie de Vasile Luca et de Teohari Georgescu⁴. À travers Pauker et Luca, d'origine hongroise, il paraît plus vraisemblable que Gheorghui-Dej s'en soit pris aux représentants des minorités nationales pour mieux asseoir son pouvoir⁵.

Il convient toutefois de souligner que la campagne antisioniste a démarré en Roumanie dès la fin de l'année 1948⁶ – alors que l'URSS soutenait encore Israël –, qu'elle s'est poursuivie au cours des années suivantes et a repris de la vigueur au lendemain du procès Slansky⁷. Le thème de l'antisionisme n'a pas été instrumentalisé contre Ana Pauker, mais l'arrestation de celle-ci en février 1953, en pleine affaire des Blouses blanches, ne permet pas d'exclure l'hypothèse de l'utilisation du complot sioniste si un procès avait eu lieu.

En RDA, Paul Merker, membre du CC du SED, et ancien membre

1. Karel Kaplan, *Dans les archives...*, *op. cit.*, p. 157.

2. Karel Kaplan affirme toutefois que Beria et Slansky ne se sont jamais rencontrés, *ibidem*, p. 224. Après le XX^e congrès du PCUS, les dirigeants tchécoslovaques refuseront de réhabiliter Slansky et l'accuseront d'avoir été, non plus le « Rajk tchécoslovaque », mais le « Beria tchécoslovaque » en ayant introduit dans ces organes de sécurité des méthodes illégales, qui se sont ensuite retournées contre lui.

3. Sur ses activités dans le Komintern, voir Stéphane Courtois, Annie Kriegel, *Evgen Fried, le grand secret du PCF*, Paris, Seuil, 1997.

4. Véronique Stephan, *Biographie d'Ana Pauker*, mémoire de DREA, Inalco, 1993, Paris, p. 106-117.

5. Brigitte Mihok, « Minorities and Minority Policies in Romania since 1945 », *Patterns of Prejudice*, vol. 27, n° 2, 1993, p. 84-86.

6. Nicolas Sylvain, « Rumania », in Peter Meyer *et alii*, *The Jews in Soviet Satellites*, *op. cit.*, p. 533-552.

7. MAE, Fonds Europe 1944-1960, Roumanie, dossier 89, ff. 43-45, note de l'ambassade de France à Bucarest, 5 décembre 1952.

du Politburo du KPD, est expulsé du CC en 1950 et arrêté au lendemain du procès Slansky. Il est accusé d'être un agent au service du sionisme et de l'impérialisme américain. En fait, ce sont les positions de Merker sur la question juive – qui lui-même n'était pas juif – qui lui sont reprochées. En effet, à la différence de Walter Ulbricht ou de Wilhelm Pieck, Merker avait défendu l'idée que l'antisémitisme avait joué un rôle central dans l'idéologie nazie alors que, selon l'orthodoxie communiste en la matière, le nazisme était avant tout une tentative de détruire la classe ouvrière et ses organisations politiques et de préserver le capitalisme par la force et la violence. Pour mettre sa théorie en conformité avec la pratique, Merker était partisan de restituer aux Juifs les biens que les nazis leur avaient pris et de réserver ce droit à ceux qui avaient été persécutés pour leur origine, et pas seulement à ceux qui avaient combattu les nazis.

Autant de conceptions inacceptables aux yeux des dirigeants du SED. Après l'arrestation de Merker, le SED publia un document intitulé « Leçons du procès contre le centre de la conspiration de Slansky », dans lequel le sionisme est violemment dénoncé : « Le mouvement sioniste n'a rien en commun avec les buts de l'humanité. Il est dominé, dirigé et organisé par l'impérialisme américain, qui sert exclusivement ses intérêts et les intérêts des capitalistes juifs. » Dans le contexte de l'Allemagne d'après-guerre, ces phrases prenaient une résonance particulière. Au cours des interrogatoires, les agents de la Stasi et du MGB soviétique l'abreuvèrent d'insultes antisémites. Le procès de Merker eut lieu en mars 1955, soit deux ans après la mort de Staline. L'acte d'accusation et le verdict, à connotation nettement antisémite, étaient entièrement centrés sur les rapports de Merker avec les Juifs et avec les accusés du procès Slansky, notamment Otto Katz (André Simone)¹.

En Hongrie, à la fin de l'année 1952, des cadres juifs sont arrêtés ainsi que des médecins travaillant dans les hôpitaux, les instituts du parti et de la Sécurité d'État. Gábor Péter, le chef de la police politique, l'AVH, est arrêté à son tour².

La campagne antisioniste a atteint son paroxysme en Europe de l'Est avec le procès Slansky. Elle va se poursuivre à Moscou avec l'affaire des Blouses blanches.

1. Jeffrey Herf, « East German Communists and the Jewish Question : The Case of Paul Merker », *Journal of Contemporary History*, vol. 29, n° 4, 1994, p. 627-661. Paul Merker fut condamné à huit ans de prison et libéré quelques mois plus tard en janvier 1956.

2. George Hodos, *op. cit.*, p. 66.

CHAPITRE IX

Le complot sioniste III L'affaire des Blouses blanches

Lorsqu'il a éclaté en janvier 1953, le complot des Blouses blanches est apparu comme le point d'orgue de la campagne antisémite qui avait débuté cinq ans auparavant. Cette dernière affaire de l'époque stalinienne constitua-t-elle un maillon de la chaîne des campagnes politiques visant les Juifs dans l'après-guerre, ou bien s'était-elle développée en marge de ces campagnes ? Quels en étaient les objectifs et les acteurs ? Était-elle le prélude, comme on l'a parfois avancé, à un vaste plan de déportation des Juifs soviétiques ?

Le complot des Blouses blanches a cristallisé tous les aspects des affaires antérieures. Il fut à la fois l'expression d'un antisémitisme, de la lutte pour le pouvoir et d'un certain nationalisme russe, auxquels Staline ajouta des motifs d'ordre privé. Mais, surtout, il conduisit à la rupture des relations diplomatiques entre Moscou et Tel-Aviv.

I — La construction du complot

L'antisémitisme n'est pas la seule, ni même la cause première de l'affaire des Blouses blanches. Comme l'a montré Guennadi Kostyrtchenko, ses racines sont à rechercher dans les purges qui frappèrent les milieux de la médecine soviétique à partir de 1948, à la suite de l'affaire Lyssenko, du nom de ce biologiste soviétique qui, avec le soutien de Staline, contestait les postulats de la biologie mendélienne¹.

Cette purge toucha tous les instituts de médecine et s'étendit jusqu'à la direction du ministère de la Santé de la RSFSR. Comme

1. Sur cette affaire, voir Joel et Dan Kotek, *L'Affaire Lyssenko*, Bruxelles, Complexe, 1986 ; Alexei Kojevnikov, « Rituals of Stalinist Culture at Work : Science and the Games of Intraparty Democracy circa 1948 », *The Russian Review*, n° 57, 1998, p. 25-52.

dans le secteur culturel, elle avait démarré sur des motifs pseudo-idéologiques, mais elle était en réalité d'une tout autre nature. La purge avait pour objectif, sinon affirmé, du moins sous-jacent, une russification des institutions médicales. Par conséquent, les médecins juifs devinrent la cible privilégiée, en particulier à Leningrad, car une connexion fut établie entre les deux purges qui frappaient la ville. Après l'élimination de Kouznetsov, de Voznessenski et de leur groupe – promu par Jdanov –, les nouveaux dirigeants de la ville, soutenus par Malenkov, accusèrent leurs prédécesseurs d'avoir partout favorisé la nomination de Juifs. En mai 1949, le tout nouveau chef du parti à Leningrad, V. Andrianov, fit parvenir à Malenkov une lettre en ce sens, rédigée par un certain A. Makarov : « Saint Petersburg, Petrograd, Leningrad – est une ville russe qui a été construite exclusivement avec les os des ouvriers russes. Sa population est toujours pour l'essentiel russe. Tous les secteurs de l'économie de la ville ont toujours été dirigés par des Russes. À l'heure actuelle, il s'est créé une situation insupportable pour les Russes dans certains secteurs de l'économie de la ville. Le commerce, l'industrie locale, des instituts de toutes sortes, la recherche, la santé, etc., sont fermement contrôlés par les Juifs. Dans le secteur de la santé, la situation est devenue totalement intenable pour les Russes : tout ce qui est russe est résolument rejeté. Il n'est plus possible de tolérer les difficultés qu'éprouvent les Russes à travailler dans les organismes de santé. Toutes les positions centrales dans le système de santé sont aux mains des Juifs qui maintiennent les Russes à l'écart de la direction de la santé de Leningrad. »¹

Après Leningrad, la purge toucha le secteur de la psychiatrie à Moscou, au mois de septembre 1949. Une enquête fut diligentée par la commission de contrôle du parti à Moscou. Elle concluait que toutes les institutions psychiatriques et neuropsychiatriques étaient dirigées par des Juifs². Après cette inspection, une purge fut déclenchée, qui se prolongea jusqu'en 1952. Elle frappa toutes les institutions médicales. Le trop grand nombre de médecins juifs était à chaque fois dénoncé et résultait, selon le ministre de la Sécurité d'État, Abakoumov, « d'une violation des principes bolcheviques à l'égard de la sélection du personnel »³.

1. CRCEDHC, f. 17, o. 118, d. 478, ll. 246-249, cité in Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 293.

2. CRCEDHC, f. 17, o. 118, d. 530, ll. 178-183, *ibidem*, p. 295. Cette inspection fut menée à la suite d'une « opportune » lettre anonyme, reçue par le CC, qui dénonçait la situation de monopole des Juifs dans les institutions psychiatriques.

3. CRCEDHC, f. 17, o. 119, d. 12, ll. 90-92, *ibidem*, p. 299.

Les milieux médicaux et, en leur sein, les médecins juifs, étaient la cible des purges bien avant le déclenchement de l'affaire des Blouses blanches. Il est maintenant possible de repérer le moment où l'affaire du CAJ fut reliée à celle, encore embryonnaire, des Blouses blanches. L'arrestation par le MGB, en novembre 1950, du professeur Yaacov Etinguer – sur dénonciation de Fefer, qui le désigna comme l'un des dirigeants de juifs nationalistes bourgeois dans le secteur médical –, constitua le point de départ de l'articulation des deux affaires. Fefer mettait aussi en cause d'autres médecins, qui seront impliqués dans le complot des Blouses blanches, en les accusant d'avoir déclaré que l'URSS n'aidait pas suffisamment l'État d'Israël¹. C'est donc à partir des interrogatoires de Fefer en 1949 que, quatre ans plus tard, l'affaire des Blouses blanches sera reliée à celle du CAJ, avec l'État d'Israël en toile de fond commune.

La fabrication du complot prit forme au cours des interrogatoires d'Etinguer, conduits par Rioumine. Arrêté pour propos antisoviétiques, Etinguer dut « confesser » l'existence d'un complot de médecins juifs². À partir de ces « aveux », Rioumine établit une liste des conspirateurs (dix-sept noms, la plupart juifs) regroupant les principaux responsables des institutions médicales de Moscou. Mais cette initiative n'eut pas l'heur de plaire à Abakoumov, qui n'y donna aucune suite. Entre-temps, Etinguer, n'ayant pas supporté les tortures et les très rudes conditions de détention, décéda en prison. Rioumine se saisit alors de ce prétexte pour dénoncer auprès de Staline le « sabotage » d'Abakoumov, accusé d'avoir délibérément ignoré les aveux d'Etinguer sur le complot des médecins. Abakoumov est arrêté en juillet 1951, et Rioumine relance le complot des médecins. Jusqu'au printemps de 1951, d'après le témoignage du fils d'Etinguer, arrêté un mois avant son père, le complot des Blouses blanches ne fut jamais mentionné. Les interrogatoires portaient sur le nationalisme juif³.

En fait, ce sont des motifs relevant de la vie privée de Staline qui donnèrent l'impulsion décisive à l'affaire des médecins. Au début de l'année 1952, le médecin personnel de Staline, le Dr Vinogradov, lui recommanda de cesser son activité politique en raison de la dégradation de son état de santé. Cela provoqua la méfiance et la colère de Staline, soupçonnant une machination pour l'écartier

1. *Ibidem*, p. 301. Fefer dénonça notamment Vovsi, le cousin de Mikhoels.

2. Jean-Jacques Marie, *Les Derniers complots de Staline*, Bruxelles, Complexe, 1993, p. 112.

3. Iakov Etinger, « The Doctor's plot : Stalin's solution to the Jewish Question », in Yaacov Ro'i (ed.), *Jews and Jewish Life...*, op. cit., p. 111.

du pouvoir¹. Il menaça Ignatiev, le successeur d'Abakoumov au MGB, du même sort que ce dernier s'il ne démasquait pas les agents américains parmi les médecins². Les premières arrestations dans les milieux médicaux chargés de la santé de dirigeants soviétiques eurent lieu en février 1952³ ; elles se poursuivirent tout au long de l'année. Ainsi, au début de l'été, une pédiatre de la polyclinique du Kremlin, Evguenia Lifschits, fut accusée d'avoir mal soigné les enfants de dirigeants soviétiques, et ce sur ordre des cercles sionistes américains qui lui auraient transmis leurs instructions par l'intermédiaire du professeur Vovsi, le cousin de Mikhoels⁴. Dès lors, toutes les affaires étaient reliées entre elles.

La fabrication de l'affaire dura près d'un an. En septembre 1952, Ignatiev présenta à Staline un rapport de Rioumine, qui établissait que plusieurs médecins, dont Vinogradov et Etinguer, avaient assassiné Jdanov et Chtcherbakov⁵. Le 18 octobre, Staline autorisa l'utilisation de la torture contre les médecins qui refusaient d'« avouer » leurs crimes. Pour donner plus de consistance à son dossier, Rioumine fit mener, par des médecins de l'hôpital du Kremlin et du MGB, une enquête prouvant que Jdanov et Chtcherbakov avaient été mal soignés.

Le 4 novembre 1952, le MGB arrêta Vinogradov. Puis, ce fut au tour de Vassilenko, Vovsi, et Kogan le 11, et de Feldamn, Grinstein et Temkin au début du mois de décembre. Curieusement, alors que Rioumine avait conduit toute l'affaire des médecins, il fut démis de ses fonctions au MGB au lendemain de l'arrestation des principaux médecins au mois de novembre, et remplacé par Goglidzé, un protégé de Beria. Les médecins avouèrent « leurs crimes » sous la torture, et l'affaire fut examinée par le Politburo le 1^{er} décembre 1952.

Au cours de cette réunion, Staline déclara aux membres du Politburo que le général Vlassik, le chef de sa garde personnelle et

1. Iakov Rappoport, qui fut arrêté dans le cadre de l'affaire des Blouses blanches, rapporte que Vinogradov, inquiet de la détérioration de l'état de santé de Staline, lui avait recommandé une totale cessation d'activité. Celui-ci serait alors entré dans une colère indescriptible lorsque Beria lui rapporta les conclusions de Vinogradov, et aurait ordonné l'arrestation de Vinogradov, Iakov Rappoport, *Souvenirs du procès des Blouses blanches*, Aix-en-Provence, Alinéa, 1988, p. 28.

2. Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 307.

3. *Ibidem* ; Iakov Rappoport, *op. cit.*, p. 28.

4. Arkadi Vaksberg, *op. cit.*, p. 243.

5. Outre Vinogradov et Etinguer, Rioumine mettait en cause les professeurs Egorov, Vassilenko et Lang, Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 273. À la suite de ce rapport, avec l'assentiment de Staline, le MGB arrêta les professeurs Maiorov, Fedorov, Busalov et Egorov.

Abakoumov, le ministre de la Sécurité d'État, lui avaient caché un document important prouvant qu'un complot avait été organisé pour tuer Jdanov : « Vous êtes aveugles. Que deviendrez-vous sans moi, les chatons ? Le pays disparaîtra parce que vous ne savez pas reconnaître les ennemis ! »¹

Le document en question était une lettre écrite par un médecin, le docteur Lydia Timachouk, à propos des conditions dans lesquelles, en 1948, Jdanov avait été soigné par les médecins de l'hôpital du Kremlin, dans les semaines précédant sa mort. Plusieurs versions ont circulé sur la lettre de Timachouk, jusqu'à ce qu'elle soit retrouvée dans les archives soviétiques.

Au cours de son discours secret devant le XX^e congrès du PCUS en 1956, Khrouchtchev déclara que Timachouk avait « été influencée ou avait reçu des ordres de quelqu'un – après tout c'était une collaboratrice de la Sécurité d'État – pour écrire à Staline »². Cette lettre était donc un faux. Dans ses mémoires, il laissait entendre que c'était la folie de Staline qui l'avait conduit à prendre au sérieux les allégations de Timachouk : « Si Staline avait été un homme normal, écrit Khrouchtchev, il n'aurait pas accordé la moindre attention à la prose de Timachouk. De telles lettres émanent de déséquilibrés ou de gens qui cherchent à perdre leurs ennemis. »³

Il est maintenant possible de retracer le parcours de cette fameuse lettre qui fut utilisée par Staline pour fabriquer le complot des médecins. Contrairement aux assertions de Khrouchtchev, ce n'était ni un faux, ni une commande. Elle fut écrite par Lydia Timachouk deux jours avant la mort de Jdanov, à la suite d'un désaccord de diagnostic qu'elle avait eu avec les médecins traitants du dirigeant. En effet, l'état de santé de Jdanov s'était considérablement détérioré au mois de juillet 1948 – il fit plusieurs attaques cardiaques. Le 27 août, le professeur Egorov demanda à Lydia Timachouk d'effectuer un électrocardiogramme. Timachouk conclut à un infarctus du myocarde, alors que les médecins de Jdanov diagnostiquèrent un trouble fonctionnel. Dans d'autres circonstances, le désaccord aurait pu en rester là, mais, dans l'URSS stalinienne, la divergence dégénéra en conflit. D'où, la lettre de Timachouk à Vlassik. Dans cette lettre, elle explique que les médecins Egorov et Maïorov lui ont demandé de modifier les conclusions de son électrocardiogramme pour les mettre en conformité avec les leurs, puis

1. Guennadi Kostyrtchenko, *op. cit.*, p. 338.

2. Branko Lazitch, *Le Rapport Khrouchtchev et son histoire*, Paris, Seuil, coll. « Points », 1976, p. 124.

3. Nikita Khrouchtchev, *Souvenirs*, p. 269.

met explicitement en cause les médecins de Jdanov : « Je considère que les consultants et le médecin traitant Maïorov sous-estiment complètement la gravité de l'état d'A.A [Jdanov] en l'autorisant à se lever, à marcher dans le parc, à se rendre au cinéma, que cela a provoqué la deuxième attaque et à l'avenir peut conduire à une issue fatale. Malgré cela, sur la requête de mon chef, j'ai modifié l'électrocardiogramme en n'y indiquant pas l'infarctus du myocarde, je réserve mon opinion et j'insiste sur l'observation d'un régime alimentaire le plus strict pour A. A. »¹

Le destinataire de cette lettre, le général Vlassik, chef de la garde personnelle de Staline, indique que Timachouk était probablement une collaboratrice de la Sécurité d'État. La démarche de Timachouk trouvait effectivement sa source dans un désaccord sur un diagnostic médical concernant un des plus hauts personnages du Parti-État soviétique. Devant la probabilité d'une dégradation irrémédiable de l'état de santé de Jdanov, Timachouk a, de toute évidence, cherché à se couvrir en alertant l'un des plus proches collaborateurs de Staline. Il ne s'agissait ni d'une commande en vue de fabriquer un faux, ni même, de la part de Timachouk, d'une volonté délibérée de nuire à ses collègues. Sa démarche s'inscrivait probablement dans la logique d'un système où chacun cherchait à se prémunir par avance.

Abakoumov transmet cette lettre à Staline dès le 30 août 1948, soit la veille de la mort de Jdanov. Le *Vojd* n'y donna aucune suite et l'envoya aux archives². Pourquoi celui-ci, souvent présenté comme atteint de paranoïa, ne porta-t-il aucune attention à cette lettre, alors que ses propres médecins étaient accusés d'avoir falsifié les conclusions d'un examen de l'un des principaux dirigeants soviétiques ? Question sans réponse.

Le Dr Timachouk n'en resta pas là : elle écrivit une seconde lettre sur cette affaire, quelques jours après la mort de Jdanov. Le destinataire était cette fois A. Kouznetsov, secrétaire du CC et membre du Politburo, un proche de Jdanov. Sur le plan médical, elle rapportait les mêmes faits que dans la lettre à Vlassik. Mais elle ajouta que celle-ci, dont l'existence était connue des médecins du Kremlin, lui avait valu d'être mise à l'écart de l'hôpital du Kremlin³. Sa lettre restant sans réponse, elle écrivit à nouveau à Kouznetsov, au début de l'année 1949, afin d'obtenir un rendez-vous

1. Lettre de Lydia Timachouk au général Vlassik, 29 août 1948. Ce document est reproduit dans la revue *Istochnik*, n° 1, 1997, p. 5, sans mention des cotes d'archives.

2. Voir le fac-similé de ce document in Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 313.

3. Lettre de Lydia Timachouk à Alexis Kouznetsov, 7 septembre 1948, *Istochnik*, n° 1, 1997, p. 5.

avec ce dernier, mais sans plus de succès¹. Les lettres du Dr Timachouk restèrent dans les archives jusqu'en 1952. En août 1952, alors que Rioumine était en train de monter le dossier contre les médecins, Lydia Timachouk fut convoquée à deux reprises au MGB, où elle fut invitée à raconter ce qu'elle savait sur la mort de Jdanov². L'ironie de l'histoire est que, sur le plan médical, le Dr Timachouk avait proposé le bon diagnostic sur l'état de santé de Jdanov, comme le reconnaîtra le Dr Egorov, après sa libération en mars 1953³.

Staline décida donc d'utiliser la lettre de Timachouk pour déclencher le complot des Blouses blanches. Son attitude n'est pas sans rappeler celle qu'il avait eue au lendemain de l'assassinat de Kirov⁴. Il se sert de faits réels pour mettre en œuvre une campagne de terreur. Après la réunion du 1^{er} décembre, le CC adopta une résolution sur l'éradication du sabotage dans la médecine. Le ministre de la Santé Smirnov perdit son poste par la même occasion⁵. Une autre résolution concernant la situation au MGB fut adoptée. Elle soulignait la nécessité « d'en finir de manière décisive avec l'absence de contrôle dans l'activité des organes du ministère de la Sécurité d'État et de placer leur travail sous le contrôle systématique des organisations centrales et locales du parti »⁶.

Manifestement, Staline voulait reprendre en main le MGB après les changements opérés à la direction du parti à la suite du XIX^e congrès, qui s'était tenu au cours du mois d'octobre. Le général Vlassik est arrêté le 15 décembre⁷, A. Poskrebychev, le secrétaire particulier de Staline depuis 25 ans, est congédié. Le 9 janvier, une nouvelle réunion du Politburo est consacrée à l'affaire des médecins. Le projet de communiqué de l'agence Tass sur les médecins saboteurs fut élaboré lors de cette réunion, et le présidium adopta la résolution suivante : « Approuver le projet de communiqué de presse sur l'arrestation du groupe de médecins et de saboteurs et sa publi-

1. *Ibidem*, p. 8.

2. Ces faits sont rapportés par L. Timachouk dans des lettres qu'elle écrivit en mars 1956 à Pegov, secrétaire du Soviet suprême, et à Khrouchtchev au lendemain de sa mise en cause lors du XX^e congrès du PCUS, *Istochnik*, n° 1, 1997.

3. Le professeur Egorov admit dans une lettre à Beria, écrite le 27 mars 1953, que Jdanov avait bien eu un infarctus et que lui et ses collègues n'avaient établi ni le bon diagnostic, ni prodigué le bon traitement, Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 315.

4. Voir Alla Kirillina, *L'Assassinat de Kirov*, Paris, Seuil, 1995.

5. Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 338.

6. *Izvestia TsKPS*, n° 2, 1991, p. 513.

7. Pavel Soudoplatov, *Missions spéciales*, *op. cit.*, p. 412 ; Jean-Jacques Marie, *op. cit.*, p. 132, *Voenno-istoritchski journal*, n° 12, 1989, p. 86.

cation avec un article de la *Pravda* sur cette question »¹. Après plus d'un an et demi de fabrication, le complot des Blouses blanches éclate le 13 janvier 1953, avec la publication dans la *Pravda* d'un communiqué de l'agence Tass et d'un article.

Le communiqué met en cause un groupe de médecins-saboteurs, accusés d'avoir assassiné Chtcherbakov – qui, rappelons-le, avait supervisé le CAJ pendant la guerre – et Jdanov et d'avoir cherché à éliminer des chefs militaires. Un lien est établi entre ces médecins et l'affaire du CAJ. Les médecins auraient reçu leurs ordres de « l'organisation juive internationale nationaliste bourgeoise Joint », présentée comme une organisation d'espionnage créée par les services secrets américains. Les ordres du Joint auraient été transmis aux médecins par l'intermédiaire du professeur Chimelovitch et « du nationaliste juif bourgeois notoire Mikhoels »². Chimelovitch et Mikhoels – assassiné exactement cinq ans auparavant – étaient tous deux morts, comme certains des neuf médecins mis en cause dans le communiqué : les Professeurs Etinguer et M. B. Kogan.

Seuls neuf médecins, sur les quatorze arrêtés à cette date, sont mentionnés dans le communiqué³. Une nouvelle vague d'arrestations touche les médecins après la publication du communiqué du 13 janvier 1953. D'après les données rassemblées par Guennadi Kostyrtchenko, trente-sept personnes, dont vingt-huit médecins, ont été arrêtées dans le cadre du complot des Blouses blanches dont une majorité de Russes⁴. Mais les arrestations ne furent pas circonscrites au cercle des « médecins du Kremlin ». Les familles des victimes du CAJ, ignorant que celles-ci avaient été exécutées six mois plus tôt, furent à nouveau frappées. À la fin du mois de janvier, les femmes de Kvikto, Zouskine, Bergelson, Markich et Iouzefovitch sont arrêtées et condamnées à dix ans d'exil⁵.

Polina Jemtchoujina, l'épouse de Molotov, est ramenée de son exil du Kazakhstan à Moscou, et interrogée dans le cadre du « complot ». Vinogradov, Kogan et Vovsi l'avaient « accusée », au cours de leurs interrogatoires, d'être une nationaliste juive. Elle est interrogée à la Loubianka pendant tout le mois de février⁶.

Ivan Maïski, ancien ambassadeur en Grande-Bretagne au cours

1. Décision du présidium du PCUS, protocole n° 7, Guennadi Kostyrtchenko, *op. cit.*, p. 339.

2. *Pravda*, 13 janvier 1953.

3. Voir par exemple le récit de Iakov Rappoport sur son arrestation, *op. cit.*, p. 35-37.

4. Guennadi Kostyrtchenko, *op. cit.*, p. 348.

5. Jean-Jacques Marie, *op. cit.*, p. 152 ; Esther Markich, *Le Long retour*, *op. cit.*, p. 215-231.

6. Larissa Vassilieva, *Kremlevskie Jeny*, *op. cit.*, p. 347-348.

des années trente et ancien vice-ministre des Affaires étrangères jusqu'en 1946, fut arrêté le 19 février 1953 et accusé d'être un espion britannique¹. Il resta en prison après la mort de Staline, car il lui fut reproché de comploter avec Beria, qui aurait voulu en faire son ministre des Affaires étrangères. Il ne sera libéré qu'en 1955.

Une autre personnalité de « marque » fut arrêtée le 9 février 1953 : Maria Evzorovna Weizmann, la sœur du président de l'État d'Israël, Chaim Weizmann. Son dossier fut traité par Ignatiev, le ministre de la Sécurité d'État, et Malenkov². Maria Weizmann, dont le mari, V. Savitski, avait été arrêté en 1949 pour activités anti-soviétiques, elle aussi médecin, était accusée de mener de l'« agitation sioniste », de critiquer la vie soviétique, de répandre des calomnies haineuses sur les dirigeants du parti et du gouvernement et d'avoir exprimé le souhait d'émigrer en Palestine. En outre, Maria Weizmann était accusée d'avoir eu des relations avec les « ennemis du peuple » Trotski et Radek. Ignatiev soulignait enfin que les collaborateurs de l'ambassade d'Israël à Moscou avaient tenté d'établir des relations avec elle à plusieurs reprises entre 1949 et 1952.

Maria Weizmann fut interrogée pendant plusieurs semaines après son arrestation, notamment sur ses relations avec Mikhoels. Le 12 août 1953, elle fut condamnée à cinq ans de camp pour activité antisoviétique par le ministère de l'Intérieur, sa peine fut aussitôt amnistiée sur la base du décret du 27 mars 1953³. Il convient d'ajouter que l'URSS et Israël venaient de renouer leurs relations diplomatiques.

II — Les réactions

À la différence de l'affaire du CAJ ou de celle de Leningrad, qui se déroulèrent dans le plus grand secret, l'affaire des Blouses blanches fit l'objet d'une campagne de mobilisation des « masses », par voie de presse et sur les lieux de travail, qui rappelle par bien des aspects les campagnes des années 1936-1938, au moment des procès de Moscou. Cette campagne à l'intérieur de l'URSS fut doublée d'une

1. Jean-Jacques Marie, *op. cit.*, p. 158 ; Alexander Nekrich, « The Arrest and Trial of I. M. Maisky », *Survey*, vol. 22, n° 3-4, 1976, p. 313-320 ; Pavel Soudoplatov, *op. cit.*, p. 424-426.

2. La note d'Ignatiev à Malenkov est datée du 7 février 1953, soit deux jours avant l'arrestation de Maria Weizmann, *Istotchnik*, n° 1, 1994, p. 91-92.

3. Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 354 ; sur le décret d'amnistie, voir Nicolas Werth, « L'amnistie du 27 mars 1953, la première grande sortie du Goulag », *Communisme*, n° 42-43-44, 1995, p. 211-223.

seconde, orchestrée par les partis communistes à travers le monde. Ce qui laisse à penser qu'un grand procès – sur le modèle de ceux des années trente en URSS ou de ceux des démocraties populaires dans l'après-guerre – était en préparation.

Le caractère odieux et absurde des accusations portées contre les médecins arrêtés dans le cadre de cette affaire a provoqué de vives réactions d'indignation à travers le monde. En revanche, de nombreux segments de la société soviétique accordèrent un crédit certain au complot des Blouses blanches. La dimension antisémite de l'affaire produisait un effet non de discrédit, mais au contraire d'attraction et de vraisemblance, car elle s'inscrivait dans une tradition antisémite ancienne profondément enracinée dans la société russe. Le sacrifice humain, le crime rituel perpétré par des Juifs sont les clichés antisémites les plus anciens et les mieux partagés, et pas seulement par les Russes. Si la majorité des médecins arrêtés n'étaient pas juifs, les organisateurs de cette affaire lui donnèrent un caractère nettement antisémite, en articulant l'affaire du CAJ et celle des médecins, les accusations d'assassinats de dirigeants soviétiques avec le rôle d'organisations internationales sionistes et juives. L'ouverture des archives permet de mieux cerner les réactions, déjà connues par un certain nombre de témoignages, de la société soviétique lors de ces semaines qui suivirent la « révélation » du complot des Blouses blanches. Les rapports des instances régionales du parti, à Moscou et en Ukraine, donnent une idée des réactions de la société après la publication des articles dans la presse. Ils doivent être utilisés avec précaution, car ils sont inévitablement biaisés, pour plusieurs raisons. Les responsables du parti veulent montrer aux instances supérieures qu'ils sont « vigilants » et qu'ils appliquent avec fermeté la ligne du parti, en faisant la chasse aux « ennemis du peuple ». Les propos rapportés, notamment ceux tenus lors de réunions publiques sur les lieux de travail, ne peuvent être pris pour argent comptant dans la mesure où les individus, sous la surveillance de leurs collègues, de leur hiérarchie, des responsables du parti et de la Sécurité d'État, ne prennent pas le risque d'exprimer leur désaccord. Ils auront même tendance à vouloir démontrer leur adhésion sans réserve à la ligne du parti. Malgré ces remarques, ces rapports nous apportent de précieuses informations sur les réactions provoquées par l'affaire des Blouses blanches, en particulier sur la manifestation ouverte de sentiments antisémites ; la résurgence des souvenirs des années 1937-1938 ; la peur éprouvée par la population juive.

En Ukraine, les rapports font état de réactions extrêmement hostiles aux Juifs. Dans une usine de Kiev, un tract anonyme appelle

à chasser les Juifs. « Tous les Juifs sont nos ennemis et des traîtres à notre patrie bien-aimée. »¹ De très nombreux tracts de ce type furent retrouvés à Kiev au cours des mois de janvier et février 1953. Des rapports sur l'état de l'opinion à Moscou rapportent des propos semblables : « Jusqu'à maintenant je n'étais pas antisémite, mais je le suis devenu après la lecture de la dépêche de l'agence Tass » ; « Regardez seulement à Moscou, si un Juif apparaît, il s'entoure obligatoirement d'autres Juifs. Comment peut-on parler de critique et d'autocritique, ils se protègent et s'aident les uns les autres. La plupart d'entre eux vivent bien et cela parce qu'ils travaillent là où on peut le plus facilement voler l'État et tromper la population. »² Comme le souligne Jean-Jacques Marie, « cette hystérie n'épargna pas l'univers des camps, notamment à Vorkuta, où étaient internés de nombreux nationalistes baltes et ukrainiens, et d'anciens collaborateurs des nazis ; la campagne y rencontre un grand écho »³. Le fils de Iakov Etinguer, arrêté en même temps que son père et envoyé au Goulag, raconte que les conditions de détention des prisonniers juifs se détériorèrent après le 13 janvier 1953⁴.

Les rapports dont nous disposons font également état des réactions de la population juive. Le déclenchement de la campagne des Blouses blanches a immédiatement ravivé les souvenirs des années 1937-1938 et la crainte d'une vaste purge. Pour le directeur d'une usine de Moscou : « La situation ainsi créée dans le pays, c'est la réédition de 1937, mais sous une autre forme. Maintenant, on a juste à s'asseoir sur nos valises en attendant l'arrestation ou la déportation. En ce moment, il ne faut plus chercher à arriver dans la vie, il faut prendre soin de sa santé, ne pas être mis en prison, après on verra. »⁵

Il semble bien que la population juive fut prise de panique au lendemain de la publication du communiqué de l'Agence Tass : « Au dépôt de tramways Kirov, aucun Juif n'était présent à la lecture

1. Rapport de Grigori Grichenko, secrétaire du comité de région de Kiev du PC d'Ukraine au secrétaire du CC du PC d'Ukraine, L. G. Melnikov, 15 janvier 1953, document provenant des Archives centrales d'État d'Ukraine, publié in Mordechai Altshuler, « More About the Reaction of the Doctor's Plot », *Jews in Eastern Europe*, 2 (30), 1996, p. 36.

2. CCDC, f. 5, o. 25, d. 504, ff. 134-138, Rapport du secrétaire du comité du parti et de la ville de Moscou adressé au CC, 13 janvier 1953, publié in Nicolas Werth, Gaël Moullec, *Rapports secrets soviétiques 1921-1991, La société russe dans les documents confidentiels*, Paris, Gallimard, 1994, p. 587-588.

3. Jean-Jacques Marie, *op. cit.*, p. 142.

4. Iakov Etinger, « The Doctor's Plot : Stalin's Solution to the Jewish Question », in Yaacov Ro'i (ed.), *Jews and Jewish Life...*, *op. cit.*, p. 114.

5. CCDC, f. 5, o. 25, d. 504, ll. 117-139, Rapport du MGB envoyé par le vice-ministre Goglidzé à Staline, Malenkov, Beria, Boulganine, Khrouchtchev, 14 janvier 1953, strictement confidentiel, in Nicolas Werth, Gaël Moullec, *op. cit.*, p. 589.

publique des articles de journaux consacrés aux médecins-tueurs. Cela a sauté aux yeux de tous et nombreux sont ceux qui ont posé la question : mais où se sont cachés les Juifs ? Ils pensent qu'il vaut mieux ne pas se faire voir aujourd'hui. »¹ Ceci est confirmé par le témoignage d'Esther Markich, la femme de Peretz Markich : « À Moscou régnait une atmosphère de veille de pogrom. Il était dangereux pour les Juifs de sortir dans la rue, on rossait les enfants juifs dans les écoles. C'est ce qui arriva à mon fils cadet. Avec une certaine fierté il me raconta que des voyous lui avaient dit : "Fous le camp dans ton Israël !" Et une voisine, une femme russe d'un certain âge, me raconta une histoire épouvantable. Elle était allée chercher son petit-fils et elle l'attendait près de la sortie. Soudain, un petit garçon juif s'approcha d'elle en courant et lui dit : "Mémé, dites que je suis votre petit-fils ! Ils veulent me tuer parce que je suis juif !" »²

L'affaire des Blouses blanches, en réactivant la culture antisémite russe – que l'avènement du socialisme avait en principe éradiquée, selon les critères du marxisme-léninisme codifiés par Staline –, rencontra un réel écho dans la société soviétique. Quel était l'objectif de cette affaire ?

III — Un plan de déportation des Juifs ?

Une hypothèse a été avancée selon laquelle Staline, s'appuyant sur l'hostilité de la société à l'égard des Juifs, avivée par l'affaire des médecins, préparait un grand procès, qui aurait été suivi d'une déportation massive des Juifs vers la Sibérie.

Selon la version exposée par Arkadi Vaksberg, le procès devait être public, les accusés condamnés à mort et exécutés sur la Place rouge. Après quoi, une vague de pogroms – organisée par le pouvoir – aurait atteint tout le pays³. Les arrestations des médecins, les tortures qu'ils ont subies pour leur faire avouer la version mise au point par Staline et la Sécurité d'État, la campagne de propagande dans tout le pays dénotent la préparation d'une opération de grande envergure. Les méthodes employées sont les mêmes qu'au cours de la période 1936-1938. Le caractère public de ce procès ne fait pas

1. CCDC, f. 5, o. 25, d. 504, ff. 134-138, Rapport du secrétaire du comité du parti et de la ville de Moscou adressé au cc, 13 janvier 1953, publié in Nicolas Werth, Gaël Moullec, *op. cit.*, p. 588.

2. Esther Markich, *op. cit.*, p. 212. Voir aussi Yehoshua Gilboa, *The Black Years of Soviet Jewry*, *op. cit.*, p. 328-330.

3. Arkadi Vaksberg, *Stalin against the Jews*, *op. cit.*, p. 257-258.

de doute car, dans le cas contraire, les accusés auraient été arrêtés dans le secret et personne n'aurait eu connaissance de leur sort, comme cela s'était passé dans l'affaire du CAJ. En revanche, l'éventualité d'une exécution publique sur la place Rouge, suivie d'une déportation des Juifs pour les « protéger » de la colère populaire, est très improbable. Même si une telle hypothèse n'est pas *a priori* absurde, car elle repose sur des précédents en la matière et des témoignages concordants.

Depuis le début des années trente, le pouvoir soviétique pratique la déportation de peuples entiers vers le « second goulag », celui des « colons spéciaux » qui avait, dans un premier temps, été instauré pour les Koulaks avant d'être étendu aux peuples suspects¹. « Ni détenus, ni citoyens libres »², privés de tout droit, « soumis au bon vouloir des officiers du Guépéou »³, ils sont censés coloniser par leur travail et à moindre coût des régions inhospitalières du pays, en Asie centrale et en Sibérie⁴. En 1953, le nombre de ces « colons spéciaux » est équivalent à celui des détenus du Goulag, soit 2 750 000 personnes. Les plus grandes vagues de déportation se déroulèrent pendant la guerre, visant notamment les Allemands et les peuples du Caucase. Au cours de toutes ces années, le pouvoir soviétique avait acquis une certaine « expérience » : Beria, qui supervisait toutes les opérations de déportation, se félicitait dans ses rapports à Staline, de « la remarquable efficacité opérationnelle » de ses services⁵.

Un plan de déportation des Juifs, qui seraient venus grossir le contingent des « colons spéciaux », se serait situé dans la continuité d'une politique poursuivie depuis plus de vingt ans. Les Juifs n'étant pas rassemblés dans une région circonscrite du territoire soviétique, leur déportation eût été probablement plus difficile à organiser. Mais cela n'aurait en rien constitué un obstacle de principe. En outre, celle-ci se serait inscrite dans le droit fil des autres déportations. En effet, les peuples déportés étaient collectivement « punis », soit pour une collaboration supposée avec l'ennemi comme les peuples du Caucase ou les Allemands, soit en raison de leurs liens également

1. Sur cette question, voir les travaux de Nicolas Bougaï, *Staline-Beria, Nado Ikh Deportirovat*, Moscou, Droujba Narodov, 1992, et *L. Beria-I. Stalinu, Soglasno vachemu ukazaniu*, Moscou, 1995 ; Jean-Jacques Marie, *Les peuples déportés d'Union soviétique*, Bruxelles, Complexe, 1995 ; Nicolas Werth, « Déplacés spéciaux et colons de travail dans la société stalinienne », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 54, avril-juin 1997, p. 34-50.

2. Nicolas Werth, *op. cit.*, p. 34.

3. Jean-Jacques Marie, *op. cit.*, p. 14.

4. Nicolas Werth, *op. cit.*, p. 34.

5. Nicolas Werth, « Un État contre son peuple », in Stéphane Courtois (sous la direction de), *Le Livre noir...*, *op. cit.*, p. 243.

supposés avec « les représentants de nationalités ayant eu la malchance de résider dans les zones frontalières de l'URSS, donc soupçonnés d'être des espions potentiels »¹, comme les Finlandais, les Polonais, les Coréens, etc. « La discrimination s'exerçait plus vigoureusement contre tous les groupes ethniques qui bénéficiaient d'une possibilité de soutien à l'étranger. »² Dans l'affaire des Blouses blanches, les liens imaginaires entre les médecins, le CAJ et les organisations juives et sionistes américaines pouvaient servir de prétexte à la déportation des Juifs. La « jurisprudence » en la matière était abondante et prête à servir de nouveau.

Sur le principe, l'hypothèse d'une déportation des Juifs non vers des camps de concentration ou d'extermination, mais vers des zones de « peuplements spéciaux » n'est pas à exclure. Elle a été alimentée par plusieurs témoignages, y compris de hauts responsables soviétiques, et aussi par une rumeur persistante sur l'existence d'une lettre signée par les grands noms de l'intelligentsia juive soviétique appelant à la déportation des Juifs vers le Birobidjan, pour les protéger de la colère populaire engendrée par l'affaire des médecins. D'après Alexandre Iakovlev, l'idée de la déportation des Juifs, et de cette lettre, reviendrait à Dmitri Tcheshnokov, rédacteur en chef de la revue *Voprosy Filosofii* et membre du présidium du PCUS depuis le XIX^e congrès, qui se déroula au mois d'octobre 1952³. Cette lettre, dont le contenu réel était resté inconnu jusqu'à présent, vient d'être exhumée des archives⁴. Elle est intitulée « Lettre à la *Pravda* ». La date n'y figure pas, mais elle a probablement été rédigée dans les jours qui ont suivi l'attentat contre la légation soviétique en Israël, le 9 février 1953 – elle évoque cet événement. Il n'y est aucunement fait mention d'un quelconque plan de déportation des Juifs.

Les auteurs commencent par une attaque en règle contre l'idée d'unité du peuple juif, véhiculée par « les sionistes, [qui] sont les complices des riches juifs et des ennemis acharnés des travailleurs juifs ». Les Juifs n'échappent pas à la division du monde en deux camps : « le camp des travailleurs et le camp des exploiters et des oppresseurs des travailleurs ». Ils poursuivent par une violente diatribe contre Israël « règne de l'exploitation des masses populaires, du profit pour un groupe de riches. Il ressort que la clique des dirigeants d'Israël représente non pas le peuple juif composé en

1. Nicolas Werth, « Déplacés spéciaux... », *op. cit.*, p. 35.

2. Pavel Soudoplatov, *op. cit.*, p. 383.

3. Alexandre Iakovlev, *Ce que nous voulons faire de l'Union soviétique*, Paris, Le Seuil, Paris, 1991, p. 147.

4. *Istotchnik*, n° 1, 1997, p. 143-146.

majorité de travailleurs, mais des millionnaires juifs liés aux capitalistes des États-Unis ». L'État juif est accusé d'être « devenu une base pour l'agression américaine contre l'Union soviétique et contre tous les peuples pacifiques » et d'être responsable de l'attentat contre l'ambassade d'URSS à Tel-Aviv. Après avoir dénié toute légitimité à Israël « à représenter les intérêts de la communauté imaginaire de tous les Juifs », les auteurs en arrivent à la partie la plus intéressante de leur lettre. Ils affirment solennellement leur loyauté à l'égard du « peuple russe » : « Les ennemis de la liberté des nations et de l'amitié des peuples tentent d'étouffer chez les Juifs le sentiment de devoir élevé de citoyen soviétique, ils veulent transformer les Juifs de Russie en des espions et des ennemis du peuple russe et créer ainsi un terrain [propice] pour un regain de l'antisémitisme, cette ancienne survivance du passé. Mais le peuple russe comprend que l'immense majorité de la population juive en URSS est une amie du peuple russe. Aucun ennemi qui usera de subterfuges ne réussira à miner la confiance du peuple juif à l'égard du peuple russe, ne réussira à nous brouiller avec le grand peuple russe. Les travailleurs juifs du monde entier ont un ennemi commun. Ce sont les oppresseurs impérialistes, au service desquels se trouvent les dirigeants réactionnaires d'Israël et aussi les espions et les saboteurs, tous les Vovsi, Kogan, Feldman. » Et d'en appeler « à la lutte contre les milliardaires, les millionnaires juifs et leur réseau d'agents sionistes ».

L'affirmation de la loyauté et de l'amitié du peuple juif à l'égard du peuple russe nous amène à nous demander si cette lettre ne visait pas aussi à contenir les manifestations d'antisémitisme violent que l'affaire des médecins avait contribué à raviver. D'ailleurs, l'ensemble du texte, qui devait être signé par les personnalités juives soviétiques les plus éminentes, peut se lire à cette aune. La communauté juive soviétique, face à la « trahison » de certains de ses membres – les médecins criminels à la solde des nationalistes bourgeois juifs au service de l'impérialisme et des capitalistes juifs, israéliens et américains –, réaffirme par cette lettre sa loyauté au régime, au pouvoir mais aussi à la société russe pourtant encline à assimiler l'ensemble des Juifs soviétiques aux « médecins criminels ».

Cette « Lettre à la *Pravda* » devait être signée par cinquante-six personnalités juives soviétiques, dont Lazare Kaganovitch et son épouse, le colonel David Dragunski, Vassili Grossman et Ilya Ehrenbourg, ainsi que de nombreux académiciens, musiciens et lauréats du prix Staline. Mais plusieurs des signataires prévus, dont Kaganovitch et Ehrenbourg, refusèrent de la parapher. Kaganovitch aurait expliqué à Staline qu'il était prêt à signer en tant que membre du

Politburo, mais pas comme juif¹. Faute d'autres documents, il n'est pas possible de vérifier la réalité des propos de Kaganovitch.

Deux des signataires Issac Mintz et M. Marinine, journaliste à la *Pravda*, tentèrent de convaincre Ehrenbourg, mais sans succès. L'écrivain décida de s'adresser directement à Staline, le 3 février 1953, avec une lettre « prudente et rusée »² qui « témoigne d'une parfaite connaissance du destinataire, Ehrenbourg y faisant appel à des raisonnements d'ordre politique plutôt qu'humanitaire »³. Son propos : « exposer [ses] doutes et demander conseil » au *Vojd*⁴. Il fait part de ses craintes de voir cette initiative de Juifs soviétiques « renforcer les tendances nationalistes chez les gens hésitants et qui ne sont pas très conscients. Dans le texte de la "lettre", il y a le terme de "peuple juif", qui peut encourager les nationalistes et troubler les gens qui n'ont pas encore compris qu'il n'y a pas de nation juive ». Fort du souvenir de son article paru dans la *Pravda* en septembre 1948, il pense peut-être qu'une initiative de ce type entraînera une nouvelle crispation de la communauté juive.

Mais il s'inquiète surtout des conséquences au plan international : « La publication de la "Lettre", signée par des scientifiques, des écrivains, des compositeurs, etc., d'origine juive peut raviver l'odieuse propagande antisoviétique que mènent maintenant les sionistes, les bundistes et les autres ennemis de notre patrie. » Il est inquiet des effets négatifs que cette lettre à la *Pravda* ne va pas manquer de provoquer en Occident, alors que l'affaire des médecins a déjà suscité une très vive émotion. Or, Ehrenbourg est fortement exposé par son rôle auprès des intellectuels occidentaux. C'est à lui que l'on demande des explications. Il n'a jamais failli, mais sa position risque avec cette lettre de devenir intenable, même si les partis communistes ont déclenché une bruyante campagne de propagande contre les « médecins criminels ».

Il convient de souligner que cette lettre à Staline est antérieure à la version de la « Lettre à la *Pravda* » dont nous disposons. La première date du 3 février, alors que la seconde, qui ne fait pas mention d'un appel à la déportation des Juifs, est postérieure au

1. Felix Tchouev, *Tak Govoril Kaganovitch*, Moscou, Otetchestvo, 1992, p. 174.

2. Jean-Jacques Marie, *op. cit.*, p. 144.

3. Lilly Marcou, *Ilya Ehrenbourg*, Paris, Plon, 1991, p. 287.

4. Cette lettre est la version retrouvée dans les Archives présidentielles de la Fédération de Russie, APFR, f. 3, o. 32, d. 17, l. 100-100ob, in *Istotchnik*, n° 1, 1997, p. 142-143. Il en existe apparemment plusieurs versions qui correspondent aux brouillons restés en la possession d'Ehrenbourg, voir Ewa Bérard, *La vie tumultueuse...*, *op. cit.*, p. 298-299 ; Jean-Jacques Marie, *op. cit.*, p. 145-146 ; Anatol Goldberg, *Ilya Ehrenbourg, Writtings Politics and the Art of Survival*, Londres, Weinfeld and Nicolson, p. 281-282.

9 février. Ce qui laisse la possibilité, infime mais réelle, que la « lettre à la *Pravda* » ait été corrigée dans l'intervalle. Cependant, les termes du texte d'Ehrenbourg ne permettent nullement d'affirmer qu'il a refusé de signer cette dernière parce qu'elle aurait contenu un appel à la déportation des Juifs. Il n'y fait en aucune façon référence. Même une lecture serrée « entre les lignes » ne peut conduire à formuler une telle conclusion.

L'attitude d'Ehrenbourg, au cours de ces semaines, ne laisse pas d'étonner de la part d'un serviteur zélé du régime soviétique. Le 27 janvier 1953, il reçut son prix Staline au Kremlin, en l'absence de tout membre du Politburo. À cette occasion, il prononça un discours lourd de sous-entendus : « Je veux rendre hommage à tous les combattants de la paix qui sont diffamés, persécutés, torturés, traqués et tués. Je veux rappeler la nuit noire des prisons, des interrogatoires, des procès, du sang, et du courage d'un grand nombre. »¹ Son discours est écouté dans un silence glacial, selon les témoins². Il sera publié le lendemain à la une de la *Pravda*, mais un morceau de phrase a été ajouté. Les persécutions sont le fait « des forces de la réaction »... Ehrenbourg se sentait-il condamné, comme il en aurait fait part à Nadejda Mandelstam³, ou se savait-il si utile à Staline auprès de l'opinion publique occidentale qu'il pouvait prendre des risques ?

Comment la lettre d'Ehrenbourg fut-elle reçue par Staline ? Nous ne savons pas si ce dernier l'a lue. Il est peu probable que l'intervention d'Ehrenbourg ait stoppé le projet de déportation des Juifs, si toutefois il a existé, car aucun élément ne corrobore l'hypothèse que la « Lettre à la *Pravda* » contenait un appel au « transfert » des Juifs soviétiques vers la Sibérie. Ehrenbourg a reconnu, à la fin de sa vie, que sa lettre à Staline n'avait pas dû produire un grand effet : « Je pensais alors que j'étais parvenu à convaincre Staline par ma lettre, mais il me semble à présent que l'affaire avait traîné et que Staline n'avait pas eu le temps de mettre ses projets à exécution »⁴. L'hypothèse de la déportation des Juifs s'est aussi appuyée sur les témoignages de certains dirigeants soviétiques.

Plusieurs articles parus dans la presse occidentale, après le XX^e congrès, publièrent des informations à ce sujet. Le *Times* rapporta, en avril 1956, les propos qu'aurait tenus Khrouchtchev lors d'une réunion du présidium, peu de temps après le XX^e congrès.

1. Joshua Rubenstein, *op. cit.*, p. 272.

2. *Idem.*

3. *Idem.*, p. 270.

4. Cité in Lilly Marcou, *op. cit.*, p. 289.

Selon cette version, Staline aurait déclaré, lors d'une réunion du Politburo, qu'il avait décidé de rassembler les Juifs et de les transporter dans une région du nord pour y établir une nouvelle zone de résidence. Mikoïan et Molotov auraient protesté arguant des remous que cela provoquerait à l'étranger ; Vorochilov se serait mis en colère en jetant sa carte du parti sur la table¹. Cette version semble peu crédible, compte tenu de ce que l'on sait sur les rapports entre Staline et les autres membres du Politburo depuis le milieu des années trente. Il est peu probable qu'un seul d'entre eux ait pris le risque de défier le *Vojd* et encore moins de l'exprimer violemment.

Une autre version a été relatée dans *France-Soir* en juin 1957, sur la base d'informations fournies par Panteleimon Ponomarenko, alors ambassadeur d'URSS en Pologne, et qui était entré au présidium du CC après le XIX^e Congrès, en octobre 1952. Elle ne diffère pas de la précédente, sauf que, selon Ponomarenko, c'est Kaganovitch et non Vorochilov qui se serait mis en colère. Cette version est aussi peu crédible que la précédente.

Une troisième version a été donnée par Khrouchtchev², déjà à l'origine des deux précédentes, selon laquelle il se serait opposé à Staline et aurait ainsi sauvé les Juifs.

Dans les trois cas, il semble surtout que Khrouchtchev ait cherché à noircir le portrait de Staline et peut-être cherché à équilibrer, à peu de frais, sa politique d'alliance avec le monde arabe. Aucune de ces versions ne s'appuie sur des faits crédibles et vérifiables. Or, Khrouchtchev, que ce soit dans l'affaire Kirov ou sur le rôle de Timachouk dans celle des médecins, n'a pas hésité à falsifier les faits pour atteindre ses objectifs politiques.

Nicolai Boulganine a, lui aussi, apporté son témoignage sur cet éventuel plan de déportation des Juifs. D'après l'ancien Premier ministre soviétique, ce plan existait, et il était même prévu que les trains transportant les Juifs seraient attaqués en chemin³. Mais Boulganine n'apporte pas le moindre commencement de preuve à ses propos.

Si ni la « Lettre à la *Pravda* », ni les différents témoignages ne permettent d'accréditer l'hypothèse d'un plan de déportation des Juifs, en revanche une rumeur à ce sujet a bien circulé au cours des semaines qui ont précédé la mort de Staline, comme le montrent les rapports des secrétaires régionaux du parti.

Le secrétaire du parti de la ville de Kiev rapporte que le directeur

1. *The Times*, 17 avril 1956.

2. *The Times*, 8 septembre 1959.

3. Iakov Etinger, « The Doctor's plot... », *op. cit.*, p. 118.

d'une usine de la ville, un juif, a « déclaré que “tous les Juifs vont être rassemblés et exilés dans la taïga. Toutes les conversations à leur propos parlent de cela et c'est ainsi que les railleries sur eux vont se terminer. La politique est maintenant que si un Juif coupable peut être trouvé, tous seront punis. Cela va arriver bientôt” »¹.

Un employé d'une conserverie de Stalino déclare : « Maintenant nous allons tous être envoyés en Sibérie. Il n'y a rien à faire. Nous devons simplement y aller. »² Une lettre anonyme reçue par le secrétaire du parti de la région de Sumy demande l'expulsion des Juifs vers une partie éloignée du pays³.

Les rumeurs sur la déportation des Juifs existaient. À défaut de documents, on peut formuler trois hypothèses :

- 1 / Un plan de déportation était en cours de préparation et la rumeur avait commencé à circuler. S'il l'on se réfère aux déportations précédentes, celles-ci avaient été préparées et mises en œuvre rapidement et dans le plus grand secret, la circulation d'information pouvant compromettre la « réussite » de l'opération. Cela nous conduit à ne pas suivre cette piste. Ce que confirme le témoignage, à prendre avec précaution, d'un adjoint de Beria, Pavel Soudoplatov : « Il aurait fallu que le gouvernement émette une directive hautement confidentielle au moins un mois avant le début de l'action. C'est pourquoi il ne s'agit, à mon avis, que d'une rumeur, probablement fondée sur des commentaires formulés par Staline ou Malenkov à propos de la colère exprimée par le public envers les Juifs, tenus pour responsables du complot des Blouses blanches. »⁴ Le fils de Beria confirme cette version⁵ ;
- 2 / Staline avait décidé la déportation des Juifs, mais la conjugaison des résistances et de la confusion qui régnait au sommet du pouvoir à ce moment-là a retardé l'exécution du plan, qui a été définitivement enterré par la mort de Staline.
- 3 / Cette rumeur a été fabriquée et diffusée par la Sécurité d'État afin de conditionner la société pour préparer, non pas la déportation des Juifs, mais une nouvelle vague de terreur similaire à celle des années 1937-1938.

Ces deux dernières hypothèses sont pour l'instant invérifiables, faute de documents.

1. Mordechai Altshuler, *op. cit.*.

2. *Idem.*

3. *Idem.*

4. Pavel Soudoplatov, *op. cit.*, p. 382.

5. Sergo Beria, *op. cit.*, p. 341.

L'existence éventuelle d'un plan de déportation des Juifs ne repose, pour l'heure, sur aucun fait solide. Aucun document n'a été retrouvé dans les archives, mais de nombreux fonds sont encore inaccessibles. Les témoignages sont émaillés de trop d'incohérences et d'invéraisemblances pour être tenus pour fiables. En outre, la « Lettre à la *Pravda* », principal élément sur laquelle s'appuyait la thèse du plan de déportation, ne contient finalement aucune trace de ce projet. Il n'est pas absurde en soi, compte tenu du contexte et des précédents, de penser que les Juifs auraient pu venir grossir les rangs des « colons spéciaux » au début de l'année 1953, mais rien ne permet de donner corps à cette éventualité.

IV — Le dénouement

Le 5 mars 1953, Staline meurt. La dénonciation du complot monté contre les médecins, comme celle du meurtre de Mikhoels, figurent parmi les tout premiers actes de la déstalinisation. On ne peut manquer de souligner, dans les deux cas, la continuité des méthodes. Le complot des Blouses blanches avait été rendu public, la dénonciation le sera aussi ; l'assassinat de Mikhoels était resté secret, la révélation du crime le demeurera aussi. À l'origine de ces deux réhabilitations, un même homme : Beria.

Le 2 avril 1953, la veille de la réhabilitation des médecins, Beria écrit une lettre à Malenkov, dans laquelle il fait la lumière sur les circonstances de la mort de Mikhoels¹. Beria lave Mikhoels de toutes les accusations portées contre lui dans le cadre de l'affaire des médecins, et qualifie de « patriotiques » les interventions de Mikhoels lors de sa tournée, en compagnie de Fefer, en Occident en 1943. Il relate en détail l'assassinat de Mikhoels sur la base des interrogatoires d'Abakoumov et des témoignages d'Ogoltsov et de Tsanova, tous trois ayant agi sur les ordres directs de Staline. Beria conclut que « les assassinats de Mikhoels et de Goboulov représentent une violation flagrante des droits du citoyen soviétique, protégés par la Constitution de l'URSS ».

La lettre de Beria constitue une attaque contre Staline, puisque c'est ce dernier qui a ordonné l'élimination de Mikhoels. Elle marque aussi sa volonté de se dégager de toute responsabilité dans cette affaire – alors même que le MGB n'était plus sous son autorité directe au moment des faits, même si l'ensemble des questions

1. La lettre de Beria à Malenkov est publiée in *Evrejski antifachistski Komitet, op. cit.*, p. 357-359.

liées à la Sécurité d'État était de son ressort en tant que vice-Premier ministre et membre du Politburo. Il convient de souligner que seul le cas de Mikhoels est évoqué dans cette lettre, et non l'affaire du CAJ dans son ensemble. Cette démarche de Beria soulève beaucoup de questions, sur lesquelles nous reviendrons dans le chapitre suivant.

À peine Staline est-il enterré que les interrogatoires des médecins cessent et, moins de dix jours après sa mort, ils sont libérés. Mais, bien plus que la libération des médecins, c'est leur réhabilitation publique – en même temps qu'une libération massive de prisonniers du Goulag – tout juste un mois après la mort de Staline qui marque la première étape de la « sortie du stalinisme », pour reprendre l'expression de Nicolas Werth. Le 4 avril 1953, la *Pravda* publie, en première page, un communiqué du ministère de l'Intérieur dirigé par Beria, qui stupéfie le monde entier et dont les effets vont se faire ressentir au plus profond de la société soviétique. Le communiqué, approuvé la veille par le présidium, indique que les accusations portées contre les médecins étaient sans fondement et que leurs aveux avaient été obtenus par « des moyens d'enquête illégaux ». ¹ En conséquence, les médecins étaient libérés. Comme l'ont noté Nicolas Werth et Gaël Moullec, « la nouvelle ébranle tout l'édifice de la répression, elle éclaire, pour la première fois dans ce pays, le mécanisme des aveux, elle démontre le système de la terreur, celui des procès publics de Moscou comme celui des dizaines, des centaines de milliers de condamnations invraisemblables prononcées depuis près de vingt ans contre de prétendus “espions”, “saboteurs” et autres “terroristes” » ².

Cette reconnaissance de l'arbitraire par l'institution centrale en charge de la répression allait profondément déstabiliser la société soviétique. Des sentiments contradictoires d'incompréhension, de colère et de soulagement traversent les réactions recueillies par les instances du parti. D'après l'étude réalisée par Alexander Lokshin à partir des lettres écrites par des non-juifs reçues par la *Pravda* entre le 9 et le 13 avril 1953, un peu plus d'un tiers condamnaient la réhabilitation des médecins et près de la moitié exprimaient leur étonnement devant cette réhabilitation inattendue ³. Le jour même de la publication du communiqué dans la *Pravda*, le secrétaire du

1. Guennady Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 357.

2. Nicolas Werth, Gaël Moullec, *op. cit.*, p. 586.

3. L'auteur s'appuie sur deux rapports rédigés, à partir de cinquante-neuf lettres, par le rédacteur en chef de la *Pravda* Dmitri Chepilov et envoyés à Khrouchtchev, Alexander Lokshin, « The Doctor's Plot : The Non-Jewish Response », in Yaacov Ro'i (éd.), *Jews and Jewish Life...*, *op. cit.*, p. 158-159.

parti de la région de Moscou envoie un rapport à Khrouchtchev, dans lequel il note : « Les travailleurs des entreprises de Moscou commentent, avec une activité inhabituelle, le communiqué du ministère de l'Intérieur publié ce jour dans la presse. Les travailleurs prennent des positions diverses, posent de nombreuses questions. Les travailleurs approuvent le gouvernement pour la publication de ce communiqué et pour son contrôle strict des structures de l'appareil d'État. Nombreux sont ceux qui posent la question suivante : "Pourquoi les individus arrêtés ont-ils reconnu leur culpabilité ?" Certains camarades refusent de croire à la complète innocence des médecins arrêtés. »¹

D'après les documents dont nous disposons, on peut distinguer cinq types de réactions :

- 1 / un soutien total aux décisions du gouvernement et du parti quelles qu'elles soient ;
- 2 / un soutien au gouvernement, assorti de violentes attaques contre les organes de la Sécurité d'État et de la police² ;
- 3 / des réactions de soutien, mais fortement teintées d'antisémitisme³. Dans ce cas, les Juifs sont accusés d'être les seuls bénéficiaires de la réhabilitation ;
- 4 / des réactions de rejet de la réhabilitation des médecins, qui ont aussi un caractère nettement antisémite⁴ ;
- 5 / des réactions de type « nationaliste », qui craignent que la réhabilitation des médecins ne porte atteinte à l'image de l'URSS à l'étranger.

Il reste difficile de mesurer l'ampleur des réactions à la réhabilitation des médecins, car nous ne possédons que des données partielles. Mais il est certain qu'elle ne fit pas l'unanimité et que les sentiments antisémites exprimés avec le déclenchement de l'affaire ne se sont pas éteints avec sa conclusion. Comme le souligne Alexander Lokshin, « l'annonce de la réhabilitation des médecins provoqua des sentiments antisémites massifs »⁵. Pourtant, l'affaire des médecins ne visait pas uniquement des individus d'origine juive. Yehoshua Gilboa a fort justement noté que le communiqué du MVD évite soigneusement de faire explicitement référence à la dimension

1. CCDC, f. 5, o. 30, d. 19, ff. 10-26, 4 avril 1953, *ibidem*, p. 592-593.

2. *Idem*, p. 592.

3. CCDC, f. 5, o. 30, d. 30, ll. 2-21 et 98-122, Recueil de lettres parvenues à la *Pravda* adressées à Khrouchtchev, 9 avril 1953, *ibidem*, p. 594.

4. *Idem*, p. 593.

5. Alexander Lokshin, « The Doctor's Plot : The non-jewish response », in Yaacov Ro'i (éd.), *op. cit.*, p. 165.

juive de l'affaire, qu'il s'agisse du rôle du Joint ou des accusations de nationalisme juif bourgeois. Parmi les médecins dont les noms sont cités, il y a une courte majorité de non-juifs¹. Tous ces éléments constituaient un signe, mais ils étaient insuffisants. Avec la réhabilitation des médecins, le pouvoir soviétique avait ouvert la boîte de Pandore. Les parquets furent submergés de centaines de milliers de demandes de réhabilitation².

Cette réaction de la société constitue l'une des raisons de l'élimination de Beria en juin 1953. Il apparaît maintenant clairement que les successeurs de Staline ont eu peur d'être débordés par les mouvements d'une société contre laquelle les bolcheviks avaient mené une véritable guerre depuis 1917. Beria fut mis en cause, à plusieurs reprises, lors du plenum du Comité central de juillet 1953, pour avoir donné trop de publicité à la réhabilitation des médecins. Reprochant à Beria sa politique à l'égard des nationalités, Kaganovitch déclara : « Sa ligne, qu'il conduisit comme ministre de l'Intérieur, consistait à monter une nation contre l'autre sur le territoire des républiques unies. Même si l'on prend l'exemple de l'affaire des médecins, que certains éléments ont liée de façon incorrecte aux Juifs en général, même dans l'affaire de la libération des médecins, qui a été faite correctement par le parti, Beria a agi de manière sensationnelle et artificielle, ici Beria a mis en œuvre sa méthode d'autopublicité afin de dire "je le fais et non pas le CC, c'est moi qui corrige, pas le gouvernement". »³

Un autre intervenant lors de ce plenum, Nicolas Chataline, fera allusion au rôle de Beria dans la réhabilitation des médecins : « Il est tout à fait clair qu'il fallait les libérer, les réhabiliter et qu'ils se remettent au travail. Non, ce perfide aventurier a obtenu la publication d'un communiqué spécial du ministère de l'Intérieur, cette question a été traitée sur tous les tons dans notre presse. Il faut dire que tout cela a produit une impression pénible sur notre opinion publique. L'erreur a été corrigée par des méthodes qui ont causé un tort important aux intérêts de notre État. Les répercussions à l'étranger n'ont pas non plus été en notre faveur. À la lumière des matériaux dont nous disposons maintenant sur Beria, il est tout à fait clair que la promotion de l'affaire des médecins n'a été avantageuse que pour lui et pour ses protecteurs. »⁴

Ces déclarations sont l'expression des résistances au sein du

1. Yehoshua Gilboa, *op. cit.*, p. 334.

2. Nicolas Werth, *Le Livre noir...*, *op. cit.*, p. 281.

3. *Izvestia TsK KPSS*, n° 1, 1991, p. 192.

4. *Izvestia TsK KPSS*, n° 2, 1991, p. 157.

pouvoir à une reconnaissance publique des erreurs, des fautes et des crimes commis pendant l'ère stalinienne. De toute évidence, une partie de l'appareil aurait souhaité que les médecins fussent réhabilités dans le secret.

L'affaire des médecins aura marqué l'année 1953 à un double titre. Elle a constitué le point culminant du second stalinisme. Il ne fait pratiquement aucun doute qu'elle constituait le prélude à une nouvelle vague de terreur, qui n'aurait épargné aucun secteur de la société de la base au sommet du Parti-État. Elle est aussi révélatrice de la difficulté de plus en plus grande du pouvoir stalinien à maîtriser les mouvements qu'il impulse, comme le montrent la confusion et les incohérences, l'absence d'un dessein rationnel qui entourent l'affaire des médecins.

Dans le même temps, les répressions conduites pendant les années d'après-guerre s'inscrivent, par les méthodes employées, dans la parfaite continuité de celles des années trente. Les conflits, souvent expression des contradictions d'une politique incohérente, sont toujours résolus par la violence. L'affaire des médecins fut le dernier épisode du stalinisme, mais aussi le premier d'une déstalinisation qui n'osait pas encore se proclamer comme telle. Ce premier pas provoqua des remous si forts au sein de la société, que les dirigeants soviétiques tentèrent de contenir pour un temps ce mouvement afin d'en conserver la maîtrise. Les événements qui suivirent la mort de Staline, et en particulier l'élimination de Beria, montrèrent que le PCUS était loin d'être monolithique. Si tous étaient d'accord pour ne plus régler les conflits par l'élimination physique, en revanche, il existait des lignes de fracture sur la politique à suivre, sur la part d'héritage stalinien à assumer et sur celle qu'il convenait de rejeter. Ces clivages structureront les affrontements au sein du pouvoir au moins pendant les dix années suivantes, jusqu'à la chute de Khrouchtchev en 1964.

La réhabilitation des médecins, par les réactions qu'elle a provoquées, marque à coup sûr la renaissance timide de la société soviétique. Il nous faut maintenant examiner les raisons pour lesquelles les Juifs semblent avoir été la cible privilégiée de ces années noires, et dans quelle mesure la répression contre eux peut être ou non articulée avec la politique de l'URSS au Proche-Orient.

CHAPITRE X

Antisémitisme et stalinisme

De l'affaire du Comité antifasciste juif à celle des Blouses blanches, en passant par les purges dans les démocraties populaires, les Juifs sont indéniablement l'une des cibles privilégiées de la répression du second stalinisme. Ce constat soulève de nombreuses interrogations, dans la mesure où, en URSS, la discrimination était jusque-là avant tout sociale, à la différence du nazisme caractérisé par la discrimination raciale. Encore faut-il fortement nuancer cette assertion, puisque dès les années trente – et même avant, si l'on remonte aux opérations de décosquisition¹ –, les peuples suspects (Finnois, Polonais, Coréens, Grecs, Kurdes, etc.) commencent à être déportés collectivement. Pendant la guerre, le mouvement touche les peuples du Caucase collectivement punis. Ils sont envoyés en déportation en Asie centrale, au Kazakhstan, en Sibérie ou dans le Grand Nord. Après la guerre, c'est au tour des Baltes et des Ukrainiens.

La répression contre les Juifs surprend parce qu'elle marque une rupture avec la tradition marxiste : selon celle-ci, l'antisémitisme était un produit de l'exploitation capitaliste utilisé par la bourgeoisie afin de diviser la classe ouvrière et de la détourner de la lutte révolutionnaire. En outre, cette répression contre les Juifs arrive au lendemain de la découverte du génocide perpétré par les nazis. Pourquoi alors les Juifs ont-ils acquis le statut d'ennemi principal du régime stalinien au lendemain de la guerre ? L'étaient-ils devenus en tant que Juifs ou bien pour d'autres causes, leur origine ne constituant alors qu'un dénominateur commun secondaire ? Était-ce le résultat de la paranoïa antisémite de Staline ?

Le choix des Juifs comme cible de la répression des dernières années du stalinisme ne peut s'expliquer par une cause unique, mais par une conjugaison de quatre facteurs :

1. Nicolas Werth, « Un État contre son peuple », *op. cit.*, p. 112-117.

- l'antisémitisme. Le pouvoir soviétique n'aurait évidemment pas pu s'en prendre aux Juifs si le sentiment antisémite n'avait pas existé en son sein, mais aussi dans la société russe ;
- l'autonomie des Juifs en tant que groupe social. Le mode de fonctionnement du système stalinien repose en partie sur une logique de clan selon laquelle aucun groupe, quel qu'il soit, ne peut disposer d'une autonomie. L'autonomisation acquise par les Juifs pendant la guerre à travers le CAJ, puis, à partir de 1948 avec la naissance d'Israël, a constitué, aux yeux du pouvoir stalinien, une transgression inacceptable de cette règle et ce, à un moment où s'opère une reprise en main générale de la société soviétique ;
- la lutte pour le pouvoir. Les campagnes politiques de l'après-guerre sont, en partie, des instruments de la lutte pour le pouvoir à laquelle se livrent les différents clans autour de Staline : Beria, Malenkov, Jdanov, Molotov, Khrouchtchev. Les alliances entre ces clans se font et se défont au gré des circonstances. Les différentes affaires sont instrumentalisées pour réduire le pouvoir de l'un, écarter voire éliminer l'autre, promouvoir de nouveaux dirigeants. Le contenu politique et idéologique des affaires et des campagnes est secondaire au regard des enjeux de pouvoir et des luttes d'influence ;
- le facteur extérieur. Le contexte international joue un rôle essentiel dans le choix des cibles de la répression. Si les causes des purges sont d'abord internes, la radicalisation de la guerre froide, la rupture soviéto-yougoslave, la nécessité de consolider le camp socialiste ont contribué à leur développement, avec le retour du syndrome de la citadelle assiégée. Dans ce cadre, l'attraction d'Israël vers le camp occidental a constitué une circonstance aggravante, alors que les Juifs soviétiques avaient manifesté leur enthousiasme pour l'État hébreu naissant.

I — L'instrumentalisation de l'antisémitisme

L'antisémitisme obsessionnel de Staline a souvent été avancé comme clé d'explication de la répression qui s'est abattue sur les Juifs après 1946. Cette lecture nous semble tout à fait insuffisante pour comprendre le processus politique qui a conduit à faire des Juifs les cibles privilégiées de la répression d'après-guerre. Certes, il est possible d'admettre que la rancune longtemps accumulée par Staline à l'égard de ses brillants opposants (Trotsky, Zinoviev, Kamenev, etc.) ait fini par influencer son action politique. Mais cela

n'explique pas pourquoi il n'a pas mené une politique antisémite avant 1946, ni pourquoi il a utilisé les Juifs lorsque ceux-ci pouvaient le servir pour atteindre ses objectifs.

La personnalisation à l'extrême de l'Histoire ne permet pas de comprendre la complexité des processus sociaux, les interactions entre l'État et la société, les conflits institutionnels et la part de contrainte que doit subir l'homme d'État dans son action politique. Même si, comme dans le cas de Staline, il joue un rôle si central que, à sa disparition, « le système a perdu quelque chose qui lui était essentiel », comme l'a noté François Furet¹. En outre, dans le cas qui nous occupe, cela reviendrait à admettre l'interprétation donnée par Khrouchtchev lors du XX^e congrès : Staline porte seul l'entière responsabilité des crimes commis, faisant ainsi l'impasse sur l'implication des autres dirigeants de l'époque et sur le soutien d'une partie du corps social à ces répressions. Pour analyser l'antisémitisme de la période stalinienne, il convient de distinguer entre l'antisémitisme d'État et l'antisémitisme populaire et d'observer l'articulation entre ces deux phénomènes.

L'antisémitisme populaire

Depuis la fin du XIX^e siècle, la Russie a connu plusieurs vagues d'antisémitisme populaire violent². Contrairement à une idée assez répandue, elle a découvert assez tardivement l'antisémitisme. En réalité, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la Russie eut très peu de contacts avec les Juifs. Avant 1772, note Andreas Kappeler, le pays n'avait acquis aucune expérience en la matière ; il n'y avait guère de préjugés antijuifs dans la société russe : ni la Moscovie, ni la Russie de Pierre le Grand ne comptaient des Juifs en nombre appréciable³. Avec son expansion à l'Ouest, à la suite des partages successifs de la Pologne entre 1772 et 1795, la Russie doit intégrer plus de 700 000 Juifs⁴. Les préjugés antijuifs hérités de la tradition polonaise et ukrainienne ne tardèrent pas à se diffuser parmi les Russes, qui craignaient la concurrence économique des Juifs, notam-

1. François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au xx^e siècle*, Paris, Robert Laffont / Calmann-Lévy, 1995, p. 503.

2. 1881-1884 ; 1903-1906 ; 1919-1921.

3. Andreas Kappeler, *La Russie, empire multiethnique*, Paris, Institut d'études slaves, 1994, p. 89. Voir aussi Salo W. Baron, *The Russian Jew under Tsars and Soviets*, New York, Macmillan, 1976 et pour l'ensemble de la période allant de la fin du XVIII^e siècle aux années vingt, l'œuvre magistrale de Simon Doubnov, *Histoire moderne du peuple juif 1789-1938*, Riga, 1938, rééd., Paris, Les amis de Simon Doubnov / Les Éditions du Cerf, 1994.

4. Chaim Potok, *Une Histoire du peuple juif*, Paris, Ramsay, 1996, p. 547.

ment à la campagne dans le secteur du commerce de l'alcool. Cette crainte constitua l'une des raisons de la décision prise par Catherine II, à la fin du XVIII^e siècle, de transférer les Juifs vers les villes et de les cantonner dans une zone de résidence, constituée de vingt-cinq provinces s'étendant sur un peu plus d'un million de kilomètres carrés, de la Baltique à la mer Noire, pour leur interdire l'accès à la Grande Russie¹.

Odessa, troisième ville de l'Empire, connut un phénomène de pogroms récurrents tout au long du XIX^e siècle. À l'origine, ces pogroms relevaient plus de l'antijudaïsme chrétien que de l'antisémitisme moderne. Ils se déroulaient en général autour de la semaine sainte, qui souvent coïncidait avec la Pâque juive. Les Juifs étaient accusés de procéder à des meurtres rituels d'enfants pour se procurer leur sang, afin de confectionner le pain azyme des Pâques juives². À la veille de la première grande vague de pogroms de 1881, l'antisémitisme était déjà un phénomène assez répandu et encouragé par de violentes campagnes de presse à travers l'Empire³. Les pogroms de 1881 marquent un tournant dans l'histoire de l'antisémitisme en Russie, dans la mesure où ce dernier devient un phénomène de masse, instrumentalisé par le politique, aussi bien du côté du pouvoir que des opposants.

Le pouvoir tsariste va chercher à récupérer le phénomène en renforçant les mesures législatives à l'égard des Juifs⁴, tout en essayant de maîtriser la violence populaire qui se déchaîne au moment des pogroms. Il redoute que cette violence ne finisse par se retourner contre lui et qu'elle ne détériore l'image de la Russie à l'étranger, alors que Saint-Petersbourg a un besoin crucial de capitaux pour conduire son industrialisation⁵. En revanche, Nicolas II soutiendra la diffusion de la propagande antisémite en finançant, pour un montant de douze millions de roubles, l'édition de brochures et de livres⁶.

1. John D. Klier, « Russian Jewry on the eve of the Pogroms », in John D. Klier, Shlomo Lambroza (Edited by), *Pogroms : Anti-Jewish Violence in Modern Russian History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 7.

2. John D. Klier, « The Pogrom Paradigm in Russian History », *ibidem*, p. 16. Voir aussi du même auteur *Imperial Russia's Jewish Question, 1855-1881*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

3. Michael Aronson, « The Anti-Jewish pogroms in Russia in 1881 », *ibidem*, p. 45.

4. En mai 1882, Alexandre III édicte un décret rétrécissant la zone de résidence et interdisant aux Juifs de s'installer à la campagne. En 1887, un *numerus clausus* est institué limitant l'entrée des Juifs dans les écoles et les universités. En 1891, les artisans juifs de Moscou sont expulsés.

5. Michael Aronson, *op. cit.*, p. 54.

6. Leon Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme*, Paris, Seuil, coll. « Points », tome 2, 1981, p. 346.

Le mouvement révolutionnaire populiste, pour des raisons exactement inverses, cherche lui aussi à tirer des bénéfices de la vague pogromiste. Il espère que cette violence constitue le prélude à une révolution sociale¹. Elle ne viendra pas, mais les pogroms vont se poursuivre avec une phase très violente entre 1903 – où le meurtre d'un adolescent, à Kichinev en Bessarabie, attribué aux Juifs, provoqua un pogrom qui fit plus de quarante morts et cinq cents blessés en deux jours – et 1906².

En 1911, l'accusation de meurtre rituel est à nouveau sur le devant de la scène avec l'affaire Beilis. Le meurtre d'un enfant à Kiev est attribué à un Juif, Mendel Beilis, qui aurait accompli ce crime rituel pour fournir le sang chrétien nécessaire à la fabrication du pain azyme de la Pâque juive. Le gouvernement, sous la pression des courants antisémites, avait orienté l'enquête de telle sorte qu'un Juif soit accusé du meurtre. Le procès de Beilis eut lieu en 1913, mais le dossier était si peu consistant qu'il fut acquitté. Le jury déclara tout de même que l'on avait bien à faire à un meurtre rituel³. Même dans le camp monarchiste et au sein de l'Église orthodoxe, des voix s'élevèrent pour dénoncer la machination contre Beilis.

Ces poussées d'antisémitisme meurtrier se déroulent à des moments de crise de l'histoire du tsarisme : au lendemain de l'assassinat d'Alexandre II, pendant la guerre russo-japonaise, avant et après la révolution de 1905, au moment de l'assassinat de Stolypine en 1911.

La Première Guerre mondiale ne va guère améliorer la situation. Après la retraite de l'armée russe en 1915, les Juifs sont soupçonnés d'espionnage au profit de l'Allemagne, et déportés vers l'intérieur de la Russie qu'ils découvrent pour la première fois dans des conditions dramatiques⁴. L'effondrement de l'Empire, la révolution bolchevique puis la guerre civile ont précipité la Russie dans un nouveau cycle de violence, auquel les Juifs n'échappent pas. Entre 1919 et 1921, environ 200 000 juifs trouvent la mort à la suite des pogroms perpétrés aussi bien par les nationalistes ukrainiens que

1. Claudio Sergio Ingerflom, « Idéologie révolutionnaire et mentalité antisémite : les socialistes russes face aux pogroms de 1881-1883 », *Annales, économie, société civilisation*, n° 3, 1982, p. 434-453.

2. Plusieurs provinces de l'Empire connaissent de violents pogroms, notamment en 1902 en Pologne, en 1903 en Bessarabie et en 1905 à Odessa. Entre 1905 et 1906, 657 pogroms ont été recensés dans la zone de résidence, faisant 3 103 morts, Shlomo Lambroza, « The pogroms of 1903-1906 », in John D. Klier, Shlomo Lambroza (Edited by), *op. cit.*, p. 228.

3. Leon Poliakov, *op. cit.*, p. 349-354.

4. *Ibidem*, p. 379.

par les armées blanches et même, dans une petite mesure, par les bolcheviks¹.

Cette tradition antisémite a été combattue dans les années vingt par le pouvoir bolchevique, mais la Seconde Guerre mondiale a démontré le peu d'efficacité de cette politique. La participation de la population à l'entreprise de destruction des Juifs dans les territoires occupés par les Allemands, notamment en Ukraine et en Biélorussie, a fait la preuve de la persistance de l'enracinement profond du sentiment antisémite.

Le « judéo-bolchevisme »

Le coup d'État conduit par Lénine, en novembre 1917, a entraîné un regain d'antisémitisme. Le nouveau gouvernement bolchevique était assez largement perçu comme un « pouvoir juif ». Le traité de Brest-Litovsk, signé en 1918 par Trotsky, était vu comme la preuve que les Juifs étaient prêts à brader les territoires russes pour se maintenir au pouvoir². Pendant la guerre civile, le thème du judéo-bolchevisme a servi de mot d'ordre aux armées blanches et aux nationalistes ukrainiens, mais aussi aux ouvriers de Petrograd en grève en mars 1919. À Lénine et Zinoviev venus leur rendre visite, les ouvriers lancèrent : « À bas les Juifs et les commissaires ! »³ La sureprésentation des Juifs dans l'appareil du Parti bolchevique dans les années vingt⁴, ainsi que leur accession, pour la première fois dans l'histoire de la Russie, aux fonctions politiques et administratives, y compris dans les Républiques de l'Union⁵, dans les organes de sécurité et de répression et même

1. Peter Kenez, « Pogroms and White Ideology in the Russian Civil War », in John D. Klier, Shlomo Lambroza (Edited by), *op. cit.*, p. 294. Les pogroms ont été commis principalement par des soldats indisciplinés et des paysans.

2. Michael Beizer, « Antisemitism in Petrograd/Leningrad, 1917-1930 », *East European Jewish Affairs*, vol. 29, n° 1-2, 1999, p. 14.

3. Nicolas Werth, « Un État contre son peuple », *op. cit.*, p. 99.

4. En 1918, sur 14 membres du cc, il y avait 4 Juifs (Kamenev, Trotsky, Zinoviev, Sokolnikov). En 1919, sur 19 membres, il y avait également 4 Juifs (Radek a remplacé Sokolnikov) et en 1921, sur 25 membres, 5 étaient juifs. La proportion est encore plus élevée au Politburo : sur 5 membres 3 sont juifs (Kamenev, Zinoviev et Trotsky ; les deux autres membres de cette instance étant Staline et Lénine). Mais elle diminue dès le début des années trente. En 1939, seul Kaganovitch était encore membre du Politburo, et la proportion de Juifs au cc n'était plus que de 10,1 %, mais encore supérieure à celle des membres juifs du parti bolchevik (4 à 4,5 %), Benjamin Pinkus « La participation des minorités nationales extra-territoriales à la vie politique et publique de l'Union soviétique 1917-1939 », *Cahiers du monde russe*, XXXVI (3), 1995, p. 307-308.

5. Parmi les commissaires du peuple d'origine juive les plus en vue dans les années vingt et trente, citons Kaganovitch, Litvinov ou Polina Jemtchoujina, l'épouse de Molotov. Kaganovitch occupa les fonctions de secrétaire général du cc du PC(b) d'Ukraine entre

dans l'Armée rouge¹ facilitèrent la diffusion de cette propagande identifiant le pouvoir bolchevique aux Juifs. Même si, en valeur absolue, la présence des Juifs dans l'État-parti restait modeste, leur sureprésentation par rapport à leur poids démographique au sein de la population soviétique² favorisa le développement de la propagande antisémite.

L'idéologie internationaliste des bolcheviks était un terreau favorable à l'exploitation du mythe de la conspiration juive mondiale contre la Russie, exposée dans les *Protocoles des sages de Sion*³. Dès le départ, l'équation posant un signe d'égalité entre le régime bolchevique et les Juifs a aggravé le déficit de légitimité des nouveaux dirigeants de la Russie. Si, à partir de 1927, l'élimination des principaux dirigeants juifs (Trotsky, Kamenev, Zinoviev, Sokolnikov, Iagoda) par Staline a été interprétée comme une volonté de réduire la sureprésentation des Juifs au sommet du pouvoir⁴, elle n'a pas résolu ce problème de légitimité, comme l'a montré la Seconde Guerre mondiale. En effet, ce thème du judéo-bolchevisme a été largement repris, avec succès, par la propagande nazie dans les territoires soviétiques occupés par l'armée du Reich, notamment en Ukraine et en Biélorussie.

La synthèse stalinienne

Ce phénomène fournit l'une des clés d'explication de l'instrumentalisation de l'antisémitisme par Staline dans l'après-guerre, qui va de pair avec sa réappropriation du nationalisme grand-russe. Le régime, à la recherche d'un nouveau souffle, décida de se débarrasser définitivement de cette ombre « judéo-bolchevique » qui handicapait sa stabilisation au sein de la société russo-slave. D'autant que les remous nationalistes en Ukraine n'ont pas cessé au lendemain de la guerre. Alors qu'il combattait sans relâche le nationalisme

1925 et 1928 et de premier secrétaire du CC du parti ukrainien entre mars et décembre 1947.

1. En 1926, l'Armée rouge comptait 2,1 % de Juifs (4,5 % parmi les officiers), Benjamin Pinkus, *op. cit.*, p. 313. Rappelons que Trotski fut le fondateur de l'Armée rouge.

2. En 1926, l'URSS recensait 2 672 499 Juifs recensés pour une population totale de 147 037 915 habitants soit 1,82 %. En 1927, le parti bolchevik compte près de 50 000 membres juifs soit 5,21 % des effectifs, c'est-à-dire trois fois plus que leur poids démographique. Près de 20 % des Juifs membres du parti bolchevik appartiennent aux organisations de Moscou (8 054) et Leningrad (2 991), *ibidem*, p. 304-305.

3. Sur les Protocoles, voir Pierre-André Taguieff (sous la direction de), *Les Protocoles des sages de Sion. Introduction à l'étude des Protocoles, un faux et ses usages dans le siècle*, Paris, Berg International, 1992 ; Norman Cohn, *Histoire d'un mythe. La « conspiration juive et les protocoles des sages de Sion*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1967.

4. Michael Beizer, *op. cit.*, p. 21.

ukrainien, le pouvoir soviétique pouvait, à travers le développement d'une propagande antisémite, donner quelques gages à la société ukrainienne. De ce point de vue les propos, prêtés à Khrouchtchev, sont révélateurs : « Il n'est pas de notre intérêt que les Ukrainiens associent le retour de l'autorité soviétique avec le retour des Juifs », aurait déclaré celui qui était alors le premier secrétaire du PC ukrainien¹.

Cet élément fournit une clé d'explication à l'interdiction de publier le *Livre noir* préparé par Ehrenbourg et Grossman. Ce recueil des atrocités subies par les Juifs aurait inmanquablement risqué de raviver cette association entre le pouvoir bolchevique et les Juifs. Les dirigeants soviétiques seraient alors apparus comme les protecteurs des Juifs, face à des sociétés dont une fraction avait pris une part active à l'entreprise nazie de destruction des Juifs. Or, ils cherchaient précisément à asseoir leur pouvoir dans ces régions qui étaient les moins disposées à l'accepter.

En outre, le second stalinisme, celui d'après 1945, est marqué par un retour à des valeurs traditionnelles et conservatrices. Le PCUS est sorti profondément transformé de la guerre. Ses effectifs sont passés de 2 300 000 membres en 1939 à 5 760 000 membres en 1945, dont au moins un million recrutés dans les zones occupées par l'armée allemande, qui ont fait l'expérience de la propagande nazie antisémite et des massacres des Juifs. L'objectif des dirigeants soviétiques est d'intégrer toutes les catégories hétéroclites – membres d'avant-guerre, militaires (2,5 millions, soit 40 % des effectifs), femmes, adhérents recrutés au fur et à mesure du recul de l'armée allemande – pour en faire un parti unifié, afin que les uns et les autres ne constituent pas des corps particuliers à l'intérieur du Parti².

À la recherche d'une nouvelle base sociale, le pouvoir stalinien s'engage dans un *big deal*, selon l'expression de Vera Dunham³, qui vise à séduire une nouvelle classe moyenne. Si l'antisémitisme stalinien n'est pas directement destiné à attirer ces catégories sociales, il s'inscrit bien dans le retour à des valeurs plus traditionnelles, en même temps qu'il donne le signal de la russification de l'appareil d'État et du parti. La récupération de l'antisémitisme populaire par le pouvoir stalinien ressemble fort au phénomène décrit par Moshe

1. Cité in Bernard D. Weinryb, « L'antisémitisme en Russie soviétique », *op. cit.*, p. 414.

2. Hélène Carrère d'Encausse, *L'URSS de la Révolution à la mort de Staline 1917-1953*, Paris, Seuil, coll. « Points », 1993, p. 260.

3. Vera S. Dunham, *In Stalin's Time. Middleclass values in Soviet Fiction*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.

Lewin : « Différentes couches de dirigeants, sous le coup d'une stratégie délibérée ou par suite d'un sincère besoin de combler le fossé avec les masses et de consolider les liens du système avec elles, encouragèrent l'adoption et la diffusion de traditions nationalistes, spirituelles et autres des masses urbaines, mais surtout rurales. »¹ Il convient également de souligner qu'il n'existait pas de séparation entre une société antisémite et un PCUS qui aurait été vierge de cette tradition. Des courants antisémites existaient à l'intérieur même de l'appareil du Parti-État, comme l'ont montré les premières attaques lancées contre les Juifs en 1942² et le comportement des fonctionnaires du MGB au cours des instructions des différentes affaires entre 1946 et 1953. L'après-guerre marque la fin de la lutte contre l'antisémitisme en URSS, au profit de la récupération de ce sentiment par le pouvoir. De ce point de vue, Staline se situe dans la continuité de ses prédécesseurs tsaristes.

Depuis 1881, l'antisémitisme est, dans l'histoire russe, un des lieux de rencontre favoris entre le pouvoir et le peuple³. Rompant avec la tradition léniniste en la matière, Staline réactive, à partir de 1946, ce lien qui unissait le tsar au peuple. L'instrumentalisation de l'antisémitisme à laquelle il procède, même si elle est chaotique, lui permet de reprendre certains thèmes antisémites en les adaptant au langage soviétique. La propagande antisémite et les affaires qui visent les Juifs entre 1946 et 1953 sont composées pour l'essentiel de deux figures classiques de l'antisémitisme, familières à la Russie : celle du complot et celle du meurtre rituel.

La théorie du complot n'est pas une spécificité de l'URSS stalinienne. Son succès universel, passé et présent, s'explique par le fait qu'elle constitue une réponse à une demande sociale d'explication des bouleversements et des catastrophes qui frappent une société. Elle introduit une cohérence dans cet ensemble de phénomènes négatifs et redoutables, elle affirme qu'il existe un lien, un enchaînement de toutes les formes de malheurs et de maux⁴.

La figure du complot est un thème central et récurrent du bolchevisme. Dans le mode de gouvernement stalinien, elle remplissait une fonction précise. « Le complot, note Nicolas Werth, permettait d'entretenir une atmosphère de crise et de tension. Il pouvait servir, à tout moment, de preuve tangible – de seul élément, en réalité – de l'existence d'une vaste conspiration qui menaçait le pays, ses

1. Moshe Lewin, *La formation du système soviétique*, Paris, Gallimard, 1987, p. 393.

2. Voir chapitre VI.

3. Claudio Sergio Ingerflom, *op. cit.*, p. 435.

4. Pierre-André Taguieff, *op. cit.*, volume I, p. 33-34.

dirigeants, le socialisme. Il fournissait, à terme, une excellente explication des faiblesses du système. »¹

Puissance cachée n'est pas synonyme de force irrationnelle ; elle est celle d'un groupe d'hommes à la fois décidés et dotés d'une faculté supérieure de calcul rationnel². Le comploteur doit être identifiable, l'ennemi clairement désigné afin que la chasse puisse s'ouvrir. Après la guerre, il n'y avait plus de koulaks, de déviationnistes et de trotskystes, les Juifs sont donc devenus les nouveaux comploteurs.

S'agissant du complot juif, Staline a inventé une nouvelle configuration : la conspiration sioniste. Le contenu est presque identique au complot des *Protocoles des sages de Sion* fabriqué par la police tsariste à la fin du XIX^e siècle, mais il est adapté aux règles de formation des énoncés du discours « langue de bois ». Il en résulte notamment, note Pierre-André Taguieff, la production d'un antisémitisme paradoxal, proprement soviétique, consistant à faire de l'antisémitisme tout en dénonçant « le racisme et l'antisémitisme », selon la formule rituelle. L'invocation de la position antiraciste – donc anti-antisémite – joue le double rôle de condition d'acceptabilité des attaques contre les Juifs (désignés par des substituts lexicaux : les « sionistes », ou l'insistance sur les patronymes « juifs ») et de masque de la vision antijuive du monde qu'elles présupposent (les Juifs traîtres, hypocrites, dominateurs, etc.)³.

Les Juifs, euphémisés sous le vocable de sionistes, cherchent, en association avec l'impérialisme américain, à dominer le monde et à détruire, en les gangrénant de l'intérieur, l'URSS et les pays socialistes. Il est donc légitime de combattre les porteurs – les Juifs – de cette idéologie – le sionisme – élevée au rang d'ennemi principal.

L'opposition théorique du bolchevisme – et du marxisme dans son ensemble – au sionisme a facilité le passage de l'antisionisme à l'antisémitisme, en lui offrant une rhétorique acceptable, évitant d'avoir recours à des énoncés trop proches de l'antisémitisme traditionnel. L'instrumentalisation du discours antisioniste constituait un moyen commode et efficace de contourner l'amalgame avec le nazisme : en produisant un langage codé, mais parfaitement identifiable par les récepteurs. L'antisionisme, qui n'était initialement qu'une négation théorique et politique du projet national juif,

1. Nicolas Werth, « Un État contre son peuple », *op. cit.*, p. 201.

2. Pierre-André Taguieff, *op. cit.*, p. 26.

3. Pierre-André Taguieff, *op. cit.*, p. 214.

devient le mode de désignation d'un peuple promis à la vindicte générale¹.

Le complot a été, sciemment, associé avec d'autres figures classiques de l'antisémitisme : celles du meurtre rituel et de l'assassinat du tsar. Cette synthèse a été opérée dans l'affaire des Blouses blanches, où l'on retrouve le complot – impérialiste-sioniste – et le meurtre rituel perpétré par des médecins empoisonneurs, élément appartenant à l'antijudaïsme chrétien. Staline y ajoute un troisième trait : l'assassinat des dirigeants soviétiques. Par là, il fait appel à un événement ancré dans la mémoire collective russe : l'assassinat du tsar Alexandre II en 1881, qui fut le détonateur des pogroms. Une rumeur s'était répandue selon laquelle les Juifs étaient les auteurs de l'attentat et que son successeur Alexandre III avait publié un décret ordonnant de battre les Juifs pour avoir tué le tsar et exploité le peuple. Mais cette rumeur, contrairement à l'affaire des Blouses blanches, n'avait pas été lancée par le gouvernement du tsar, mais était le fruit d'un mouvement assez largement spontané². L'idée que les Juifs étaient des assassins des dirigeants russes fit son chemin : en 1924, les rapports de la Tchéka mentionnaient que des rumeurs se propageaient selon lesquelles « Lénine avait été empoisonné par des youpins qui tentaient de prendre le pouvoir. Lénine avait été empoisonné par des médecins juifs »³.

En lançant l'affaire des Blouses blanches, les dirigeants soviétiques ne pouvaient ignorer que les mêmes causes risquaient de produire les mêmes effets. Les rapports sur les réactions de l'opinion publique soviétique, en janvier-février 1953, démontrent l'efficacité de l'opération. Les sentiments antisémites s'expriment sans restriction⁴. La mort de Staline a arrêté la machine infernale, mais l'on ne peut exclure l'hypothèse de violences contre les Juifs si la campagne s'était poursuivie. D'autant que les bolcheviks n'ont jamais hésité à utiliser la violence populaire lorsqu'elle pouvait servir leurs intérêts immédiats, à la différence du pouvoir tsariste qui craignait que les débordements de la violence antisémite ne se retournassent contre lui.

Les campagnes antisémites de l'après-guerre et l'élimination des Juifs des postes de responsabilité de l'appareil d'État et du PCUS s'inscrivent dans l'histoire longue de la Russie. Après avoir combattu l'antisémitisme populaire, le pouvoir soviétique a décidé de

1. Annie Kriegel, *Les Juifs et le monde moderne*, Paris, Seuil, 1977, p. 230.

2. Michael Aronson, *op. cit.*, p. 52-53.

3. Guennadi Kostyrchenko, *Prisonniers du Pharaon rouge*, Paris, Actes Sud / Solin, 1998, p. 383.

4. Voir chapitre IX.

l'instrumentaliser pour séduire certaines couches sociales et nationales¹, et tenter d'effacer les effets du slogan « judéo-bolchevique » diffusé par la propagande nazie, blanche ou nationaliste. Cette politique se situe dans le cadre de la récupération des valeurs grands-russes opérée pendant la guerre.

L'interprétation que nous proposons suppose que le choix des Juifs comme ennemi principal du régime ait été le fruit d'une démarche rationnelle, se fixant des objectifs politiques et sociaux précis, et non celui de la paranoïa et de la folie de Staline. Si la construction des campagnes contre les Juifs a été rationnellement conduite, comme le prouve la sélection des thèmes ayant un sens pour la mémoire collective russe, le déroulement de la répression antisémite s'est fait de manière chaotique, avec une grande part d'improvisation et en fonction des aléas de la situation politique intérieure et internationale. En outre, certaines phases ont été déclenchées pour des motifs politiques, mais aussi pour procéder à des règlements de compte, y compris familiaux, comme en témoigne la répression subie par la belle-famille de Staline.

La remontée des archaïsmes

Si Staline a choisi d'instrumentaliser l'antisémitisme après 1946, c'est en grande partie parce que cette tradition persistait dans la société russe et qu'elle avait cruellement resurgi à la faveur de la Seconde Guerre mondiale. Certes, l'antisémitisme était l'un des traits les mieux partagés dans l'Europe des années trente et quarante, mais plus d'une décennie de politique du pouvoir bolchevique pour lutter contre ce phénomène semblait n'avoir produit aucun résultat.

Si l'on excepte les régions annexées dans le cadre du pacte germano-soviétique de 1939, force est de constater que la résurgence ou la persistance du sentiment antisémite en Russie fait partie de cette remontée à la surface des archaïsmes décrite par Moshe Lewin². La guerre civile et son flot de violences provoquèrent une « archaïsation » de la société russe, au point qu'elle en ressortit « plus moujik », plus vulnérable et plus exposée que jamais aux valeurs de la vieille Russie³. Déjà bouleversée de fond en comble depuis 1914, elle va connaître un deuxième traumatisme avec la

1. Victor Karady, « Les Juifs et la violence stalinienne », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 120, 1997, p. 5.

2. Moshe Lewin, *op. cit.*, Paris, Gallimard, 1987.

3. *Ibidem*, p. 28.

collectivisation et l'industrialisation à marche forcée, à partir de la fin des années vingt. En l'espace de quelques années à peine, la majeure partie de la population changea de situation et de rôles sociaux, de classe et d'emploi¹. Ce « télescopage des étapes » du développement, cette modernisation effrénée a conduit à la résurgence des traits les plus archaïques, dont l'antisémitisme. Plus le système stalinien est allé de l'avant dans son développement économique et ses transformations socialistes, plus il s'est abandonné aux valeurs très traditionnelles de l'autorité, de la hiérarchie et du conservatisme².

Il est frappant de constater que les grandes phases de la modernisation de la Russie ont engendré des vagues d'antisémitisme. Les pogroms de 1881 – sans commune mesure avec la violence antisémite des années quarante – se sont produits après deux décennies de réforme de l'Empire, qui n'ont évidemment rien de commun avec la modernisation imposée par la terreur de l'époque stalinienne. Vers la fin du XIX^e siècle, les Juifs sont perçus comme l'avant-garde du capitalisme menaçant de subvertir l'ordre établi³. Il n'est pas exclu que les Juifs, du fait de leur présence dans l'appareil d'État et du Parti, aient été considérés comme les responsables de cette modernisation forcée et accélérée de la Russie stalinienne.

La Seconde Guerre mondiale est survenue après les deux chocs de la guerre civile et de l'industrialisation. Elle a permis à tous ces archaïsmes de s'exprimer sans plus aucune retenue, en particulier contre les Juifs. La Russie a connu un cycle de violence presque ininterrompu entre 1914 et 1945. Seules les années 1922-1928 font figure d'exception, de pause relative. Comment ces années de violence n'auraient-elles pas pu « primitiviser », toujours selon l'expression de Moshe Lewin, la société russe, affaiblir ses défenses immunitaires contre la remontée des archaïsmes les plus brutaux ?

Enfin, l'instabilité de la politique soviétique dans les affaires juives, selon la formule d'Annie Kriegel⁴, a contribué à la remontée de l'antisémitisme traditionnel. Assimilationniste dans les années vingt, le pouvoir soviétique offrit aux Juifs, dans le même temps, des institutions propres – un commissariat aux Affaires juives et une section juive au sein du parti bolchevik, puis une région autonome au Birobidjan – au nom du respect, provisoire, des particularités nationales. Ce fut aussi l'âge d'or de la culture yiddish, avec

1. *Ibidem*, p. 380.

2. *Ibidem*, p. 393-394.

3. Heinz-Dietrich Lowe, « Government Policies and the Tradition of Russian Antisemitism, 1772-1917 », *Patterns of Prejudice*, vol. 27, n° 1, 1993, p. 53.

4. Annie Kriegel, *Les Juifs et le monde moderne*, op. cit., p. 215.

ses écoles, ses théâtres et sa littérature. Cette reconnaissance s'est accompagnée, au nom de la lutte contre la religion, d'une destruction des institutions religieuses et de l'interdiction de l'hébreu. Les années trente marquent un premier tournant, avec le retour d'une politique assimilationniste amputée de la reconnaissance des particularités nationales : les institutions politiques et culturelles juives sont dissoutes, et les dirigeants du Birobidjan n'échappent pas à la Grande terreur. Au cours des années quarante, le judaïsme soviétique est décimé par l'entreprise de destruction nazie, mais, dans le même temps, il est à nouveau doté d'une institution, le CAJ, qui rayonne au plan international.

L'émergence d'un antisémitisme d'État après la guerre, couplé à la liquidation des institutions juives reconstruites à travers le CAJ et à l'expulsion des Juifs de l'appareil du Parti et de l'État, met un terme au cycle entamé en 1917. La fin de cette phase d'émancipation ambiguë, mais néanmoins exceptionnelle dans l'histoire russe – hormis la parenthèse inachevée sous Alexandre II – ouvre à nouveau la voie à l'expression de cet antisémitisme populaire latent, que la modernisation brutale et la violence qui travaillaient la société russe depuis 1914 ont fait resurgir.

II — L'autonomisation des Juifs soviétiques

La deuxième clé d'explication du choix des Juifs comme ennemi principal du régime stalinien après 1945 réside dans le fait qu'ils ont été perçus comme un groupe n'ayant pas respecté les règles du jeu édictées par le pouvoir. L'une d'entre elles consiste à prévenir la formation de groupes autonomes, qu'ils soient national, social, religieux, professionnel, à l'intérieur du parti, du mouvement communiste international, de l'URSS, du « cercle du Kremlin ». Comme l'ont montré les travaux d'Alexandre Kvachonkine et d'Oleg Khlevniouk¹, le mode de gouvernement mis en place par Staline repose sur une logique de type clanique².

1. Alexandre Kvachonkine, « La correspondance des dirigeants bolcheviques, 1917-1927 », *Les Cahiers de l'ИИП*, n° 35, 1996, p. 13-28 ; Oleg Khlevniouk, *Le cercle du Kremlin. Staline et le Bureau politique dans les années 30 : les jeux du pouvoir*, Paris, Seuil, 1996.

2. Stéphane Courtois, s'appuyant sur la définition du clan donnée par Émile Durkheim, propose d'élargir ce modèle à l'analyse du phénomène communiste dans son ensemble. Dans cette perspective, le communisme aurait été la manifestation dans le monde moderne de la survivance du système clanique-totémique. Stéphane Courtois, « De la contre-société à la contre-église. La dimension religieuse du phénomène communiste français », *in* Sté-

Ce mode d'organisation hérité, selon A. Kvachonkine, de la culture politique du Caucase, a été instauré dans les années vingt par Staline. Au départ, le clan était constitué d'un groupe de dirigeants originaires du Caucase (Ordjonikidzé, Mikoïan, Énoukidzé, Nazaretian ; d'autres l'intégreront plus tard comme Beria) ou qui avaient entamé leur carrière politique dans cette région (Vorochilov, Boudienny, Kirov, etc.). Dès les premières années du régime, ce groupe s'est soudé autour de leur « patron » (*khozian*) à Moscou¹. Des liens d'allégeance personnels, un système de valeurs liait les membres du clan à leur chef – en l'occurrence Staline – supérieur aux institutions (le Bureau politique, le CC, le gouvernement), ce qui permettait à Staline de mener une politique indépendante, du vivant même de Lénine.

Les différents clans représentés au CC et dans les organes dirigeants s'efforçaient de placer leurs hommes à tous les niveaux de la hiérarchie du pouvoir. Les membres dirigeants du clan reproduisaient à leur tour ce système au plan local et développaient de cette façon une « clientèle » de petits chefs dévoués corps et âmes à leur « protecteur » monté à Moscou². L'ascension de Beria a suivi ce schéma : sous la protection d'Ordjonikidzé, Beria est entré dans le clan stalinien. Il a commencé son ascension en Géorgie, puis est monté à Moscou, où il a ensuite développé son propre clan³.

À partir des années trente, le système du clan devient un élément structurel de l'organisation du pouvoir et du rapport entre l'État, le Parti, l'administration et la société. Le principe d'allégeance unique et totale à Staline, devenu le Guide (*Vojd*), triompha en 1937-1938 à l'issue de plusieurs années de crise et d'affrontements avec un appareil d'État de plus en plus complexe et hypertrophié. Tous les liens politiques, personnels, professionnels, générateurs de solidarité, qui n'avaient pas pour origine l'adhésion à la politique de Staline ou à sa personne, ont été détruits⁴. Tout l'effort de Staline a consisté à faire correspondre les institutions à la trame du clan.

Ce mode de gouvernement clanique fonctionne suivant une règle

phane Courtois, Marc Lazar, Shmuel Trigano (sous la direction de), *Rigueur et Passion, Hommage à Annie Kriegel*, Paris, Le Cerf / L'Âge d'Homme, 1994, p. 187.

1. C'est ainsi que les membres du groupe stalinien désignent leur chef, Oleg Khlevniouk, *op. cit.* ; Yves Cohen, « Des lettres comme action : Staline au début des années 1930 vu depuis le fonds Kaganovic », *Cahiers du Monde russe*, 38 (3), 1997, p. 307-346.

2. Alexandre Kvachonkine, *op. cit.*, p. 20-21.

3. Sur la carrière de Beria, voir Amy Knight, *op. cit.* ; Sergo Beria, *op. cit.* Dans une lettre à Kaganovitch en 1932, Staline décrit Beria comme « un bon organisateur, pragmatique et capable », Yves Cohen, *op. cit.*, p. 327.

4. Nicolas Werth, « Totalitarisme ou révisionnisme : l'histoire soviétique, une histoire en chantier », *Communisme*, n° 47-48, p. 62.

non écrite, mais non moins bien réelle : l'interdiction à tout groupe, quel qu'il soit, d'acquérir une quelconque autonomie qui pourrait concurrencer l'allégeance exclusive due à Staline. Dans ce cadre, les relations qu'un groupe peut entretenir avec l'étranger sont immédiatement considérées comme suspectes et placées sous haute surveillance. La relation avec l'étranger est perçue comme une tentative de s'affranchir de cette allégeance exclusive. La suspicion s'inscrit dans le cadre d'une culture politique qui divise le monde entre les « amis » et les « ennemis » et qui a fait de l'adage « qui n'est pas avec nous est contre nous » l'axiome du régime¹. Le début de la guerre froide, la bipolarisation du monde, le retour en force du syndrome de la citadelle assiégée, donnent un nouvel élan à la lutte menée par le pouvoir stalinien contre l'autonomisation des groupes et *in fine* de la société.

Les Juifs d'URSS, ou du moins une fraction d'entre eux, ont-ils manifesté des velléités d'autonomisation, qui auraient pu déclencher les foudres staliniennes ? Pour répondre à cette question, il est indispensable de revenir aux événements de la guerre.

La création du Comité antifasciste juif en 1942 était destinée à mobiliser les Juifs en Occident, en particulier aux États-Unis, afin de recueillir soutien politique et contribution financière à l'effort de guerre soviétique. Mikhoels et Fefer étaient partis en tournée, dans la seconde moitié de l'année 1943, à cette fin. Ils obtinrent un succès considérable, certainement déplacé aux yeux de Staline, ce qui les rendit suspects. Mais, surtout, au fil du temps, le CAJ commença à élargir le champ de ses activités. Conçu comme un instrument de propagande à destination des opinions publiques juives occidentales, le CAJ se transforma peu à peu pour devenir le quasi-porte-parole des Juifs d'URSS. Cette transgression des règles de fonctionnement qui lui avaient été fixées fut intolérable au pouvoir stalinien, car elle était la marque de l'autonomisation du CAJ et, à travers lui, des Juifs soviétiques. Cette tendance s'aggrava avec l'affaire du projet de République juive en Crimée. L'idée de créer une république juive en Crimée avait été suggérée à Mikhoels et Fefer aux États-Unis et devait recevoir des financements américains ; ce qui, au mieux, ne pouvait que susciter la méfiance de Staline. Mais, surtout, ce projet consacrait la volonté d'autonomisation des Juifs soviétiques et avait été engagé sans l'aval de Staline. Même s'ils avaient reçu des assurances de leurs parrains au Politburo, les dirigeants du CAJ s'étaient engagés sur un terrain fort dangereux. Le projet de *Livre noir* sur les crimes perpétrés par les nazis contre les Juifs en URSS finit

1. Nicolas Werth, Gaël Moullec, *op. cit.*, p. 345.

également par alimenter la suspicion. Cette entreprise se transforma, aux yeux du pouvoir stalinien, en une expression du particularisme et du nationalisme juifs bourgeois. Les dirigeants du CAJ étaient aveuglés par le succès de leur tournée à l'étranger et ne pouvaient rester impassibles devant la détresse et le désespoir des Juifs d'URSS, qui étaient en train de subir la plus terrible catastrophe de leur histoire. Ils avaient enfreint, par imprudence ou par excès de confiance, les règles de fonctionnement du pouvoir stalinien, que pourtant ils connaissaient fort bien. Cette transgression allait se révéler fatale.

La suspicion de Staline, et d'une partie de l'appareil du parti, envers les dirigeants du CAJ, et par voie de conséquence envers les Juifs d'URSS, débuta bien avant la décision soviétique de soutenir la création d'Israël. Cependant, l'enthousiasme des Juifs d'URSS pour la naissance de l'État juif – auquel les dirigeants soviétiques ne s'attendaient probablement pas – allait porter le coup de grâce aux dirigeants du CAJ. Toutefois, il ne fait aucun doute que, même sans cet événement, ils auraient été liquidés, puisque Staline avait fait assassiner Mikhoels dès le mois de janvier 1948.

Les manifestations de soutien des Juifs d'URSS pour un État étranger, qui plus est non socialiste, étaient, dans la logique du mode de gouvernement stalinien, un défi lancé à l'exclusivité de l'allégeance au pouvoir soviétique. De cette situation au complot sioniste contre l'URSS, le pas fut allègrement franchi, d'autant plus facilement que la radicalisation de la guerre froide et l'attraction naturelle du mouvement sioniste pour l'Occident avaient conduit Israël à se rapprocher des États-Unis. La possible relation entre un peuple de l'Union et une puissance étrangère, qui n'avait jamais été admise auparavant, était synonyme de trahison pour Staline. Comme les Coréens, les Allemands, les Finnois, les Grecs et d'autres, les Juifs furent préventivement punis pour détruire cet espace d'autonomie virtuelle que leur offrait la création d'Israël.

Cette grille de lecture des événements conjuguée à des préjugés antisémites a conduit Staline à considérer que les Juifs échappaient à son contrôle et à les ranger dans la catégorie des ennemis du peuple et de son régime. La répression s'est d'abord abattue sur ceux qui avaient été les premiers vecteurs de cette autonomisation – les dirigeants du CAJ –, puis elle a atteint ceux qui en étaient des porteurs potentiels – les cadres juifs de l'appareil d'État et du Parti – ; elle menaçait de s'élargir à l'ensemble des Juifs soviétiques avant que la mort de Staline n'y mette un terme.

III — La guerre des clans

Ce mode clanique d'organisation, où les conflits sont résolus par la violence, le plus souvent par l'élimination physique des dirigeants en disgrâce, engendre une lutte permanente d'abord pour la survie de chacun, puis pour le pouvoir. Dans ce système, les décisions sont élaborées et prises dans le secret, les conflits et les débats se déroulent de manière souterraine et n'arrivent sur la place publique que sous la forme d'affrontements idéologiques codés, de campagnes politiques, où chacun fait assaut de pureté dogmatique, indéchiffrables pour le commun des mortels. Les nominations, promotions et rétrogradations dans l'appareil du Parti-État, le plus souvent elles aussi secrètes, indiquaient l'ascension ou la chute de tel chef de clan, de ses clients et protégés.

Dans ce cadre, les véritables débats idéologiques, au moins sous le règne de Staline, sont pratiquement inexistants. Comme l'a montré Oleg Khlevniouk pour les années trente, le groupe dirigeant soviétique ne se partageait pas entre modérés et radicaux. Les tournants étaient toujours impulsés par le centre, c'est-à-dire Staline, et les autres dirigeants adoptaient des positions tantôt radicales, tantôt modérées, en fonction des circonstances, des alliances, des rapports de force et de la situation institutionnelle de chacun¹. Comme le souligne un politologue américain, « les positions idéologiques adoptées sur des questions importantes ne reflétaient pas nécessairement les préférences idéologiques personnelles, mais les obligations politiques des différents leaders envers leurs subordonnés et leurs alliés »². Mais aussi, pourrait-on ajouter, le positionnement idéologique avait pour fonction première d'assurer la survie du chef de clan et son maintien au sein du groupe dirigeant³.

1. Oleg Khlevniouk, *op. cit.*

2. Gavriel D. Ra'anan, *International Policy Formation in the USSR. Factionnal Debates during the Zhdanovschina*, Archon Books, 1983, p. 10.

3. Par exemple, il n'est pas certain que Jdanov soit le père de la Jdanovschina. En réalité, ce que l'on a appelé la Jdanovschina était à l'origine une attaque contre Jdanov lui-même. En effet, elle démarra en août 1946 par la dénonciation des déviations de deux revues léningradoises *Zvezda* et *Leningrad*, blâmées pour avoir diffusé des « idéologies étrangères à l'esprit de parti » en publiant les œuvres de la poétesse Anna Akhmatova et de l'écrivain Mikhaïl Zochtchenko. Or, cette attaque ne pouvait laisser Jdanov indifférent puisque, ayant été le patron de Leningrad pendant toute la guerre, il avait fait de la ville son fief régional et y avait placé un de ses proches, Alexeï Kouznetsov. Comme le souligne Natacha Laurent, « conformément à la pratique stalinienne qui veut que l'accusé se transforme en accusateur, Jdanov endosse l'habit de grand inquisiteur et devient le principal organisateur de la campagne qui porte son nom », Natacha Laurent, *Le travail des censeurs en Union soviétique dans les années 1940. Les relations entre les professionnels du cinéma*

Le souci premier des dirigeants qui appartiennent à la sphère étroite au sommet du pouvoir est de conserver, de renforcer leurs positions et de « protéger les leurs » des foudres de la répression. Cette capacité à exercer son pouvoir de protection détermine, en grande partie, les ressources de puissance dont dispose chaque dirigeant. Par exemple, à l'origine du conflit entre Staline et Ordjonikidzé, on trouve la volonté de Staline de s'attaquer à la clientèle de son vieux compagnon géorgien. Ordjonikidzé s'est avoué vaincu – qu'il se soit suicidé ou non ne change rien à l'affaire – lorsqu'il n'a plus été en mesure de jouer son rôle de protecteur et donc de chef de clan¹.

Cette capacité de protection constitue donc un indicateur de la puissance d'un dirigeant, de ses ressources et détermine, par voie de conséquence, sa place dans le jeu d'équilibre des forces au sommet de la pyramide. S'il est en mesure de consolider, de renforcer son clan, de distribuer autour de lui de la puissance, du prestige, et des rémunérations matérielles – des postes dans la nomenklatura –, alors il pourra se maintenir au sommet du pouvoir. Dans le cas contraire, la chute est rapide et le plus souvent irrémédiable.

Staline a triomphé dans les années trente parce qu'il maîtrisait parfaitement les règles de fonctionnement de ce système, qu'il avait largement contribué à créer². Ses capacités de manœuvrier et de tacticien lui ont permis d'arbitrer cette guerre des clans, en veillant toujours à s'entourer de dirigeants qui lui soient redevables de leur ascension, en les plaçant toujours en situation de concurrence les uns avec les autres, en alimentant la suspicion et les jalousies. « Il s'agissait, écrit Moshe Lewin, d'un cas exemplaire des relations qui existent nécessairement entre un maître despotique et puissant, qui a la haute main sur l'emploi et le sort de chacun de ses collaborateurs triés sur le volet, et le cercle restreint des potentats qui l'entourent, et qui n'ont aucune sécurité dans leur vie, pour ne pas parler de leur emploi. »³ Khrouchtchev, plus tard, se fera l'écho de ce jeu d'équilibre des forces auquel se livrait Staline⁴.

et le Comité central du Parti communiste, 1939-1948, Thèse de doctorat, EHESS, 1998, p. 222. Sur la Jdanovschina, voir aussi Gavriel Ra'anani, *op. cit.* ; Werner G. Hahn, *Postwar Soviet Politics. The Fall of Zhdanov and the Defeat of Moderation, 1946-1953*, Ithaca / Londres, Cornell University Press, 1982.

1. Oleg Khlevniouk, *Stalin i Ordjonikidze : konflikty v Politburo*, Moskva, 1994.

2. Oleg Khlevniouk, *Le cercle du Kremlin...*, *op. cit.*, p. 282.

3. Moshe Lewin, *op. cit.*, p. 399.

4. Khrouchtchev rapporta lors du plenum du comité central de septembre 1958, dans son style caractéristique, la façon dont Staline gérait l'équilibre entre ses subordonnés : « Staline nous tombait dessus et nous en mettait plein la tête chacun à notre tour (rires). S'il s'était acharné sur quelqu'un, on savait que, la fois d'après, il s'en prendrait à un

Une nouvelle configuration du groupe dirigeant a émergé de la grande purge de 1936-1938 et a été entérinée lors du XVIII^e congrès du PCUS, en 1939. La génération parvenue au sommet du pouvoir à la faveur des purges (Beria, Malenkov, Jdanov, Khrouchtchev, Voznessenski, pour l'essentiel) est sortie renforcée de l'épreuve de la guerre. Chacun d'entre eux a disposé d'une certaine autonomie, compte tenu des circonstances exceptionnelles et vitales, et s'est constitué des réseaux de clientèle. Staline se retrouve donc entouré de dirigeants solidement ancrés dans l'appareil d'État et du parti, aux ambitions concurrentes et contradictoires. Entre 1945 et 1953, il va tenter de renouer avec les pratiques des années trente afin de garder la maîtrise de ces jeux de pouvoir.

Dans ce contexte, quel fut le rôle de la répression contre les Juifs, des campagnes antisionistes, de l'affaire des Blouses blanches ? Les campagnes politiques des années quarante et cinquante préfiguraient-elles, comme celles de la décennie précédente, une nouvelle vague de purges ? Quels dirigeants étaient visés à travers les différentes affaires ? Autrement dit, comment ont-elles été instrumentalisées dans la lutte pour le pouvoir ?

Le groupe dirigeant, tel qu'il se dessine au lendemain de la guerre, est composé à la fois de vieux bolcheviks qui ont fait presque toute leur carrière aux côtés de Staline (Molotov, Kaganovitch, Mikoïan, Vorochilov) et de nouveaux promus des purges de 1936-1938 (Jdanov, Beria, Malenkov, Voznessenski et, dans une certaine mesure, Khrouchtchev, dont le rôle deviendra plus important à partir de 1949). Outre Staline, Beria, Jdanov, Malenkov et Molotov sont les véritables détenteurs du pouvoir au sein de ce groupe. Chacun de ces hommes est doté d'un clan et dispose, soit d'une base régionale et institutionnelle, soit d'une double base institutionnelle.

Beria est à la tête des organes de sécurité et de répression et d'une base régionale en Transcaucasie ; Jdanov règne sur l'idéologie et a fait de Leningrad son fief régional ; Malenkov a le contrôle des cadres du parti et exerce son influence dans l'industrie ; Molotov est à la tête du ministère des Affaires étrangères et de l'appareil gouvernemental.

Nous n'allons pas ici retracer en détail les conflits, et leurs méandres, qui rythmèrent les années entre la fin de la guerre et la mort de Staline¹. On peut distinguer trois phases au cours de cette période.

autre pour maintenir l'équilibre », cité in Gaël Moullec, « De quelques sténogrammes des plénums du Comité central (1941-1966) », *Les Cahiers de l'ИИП*, n° 35, 1996, p. 102.

1. Sur ce point, voir Werner H. Hahn, *Postwar Politics*, *op. cit.* ; Gavriel D. Ra'anani, *International Policy...*, *op. cit.* ; Iouri Nikolaevitch Joukov, « Bor'ba za vlast' v roukovodstve SSSR v 1945-1952 godakh », *Voprosy Istorii*, n° 1, 1995, p. 23-39 ; R. G. Pikhoia,

La première couvre les années 1946-1948, pendant lesquelles l'affrontement Malenkov-Jdanov structure la lutte pour le pouvoir. Malenkov, allié à Beria, tente de contrecarrer la montée en puissance de Jdanov, revenu de Leningrad et devenu le numéro deux du parti, place auparavant occupée par Malenkov. Pendant cette première phase, la position de Malenkov est affaiblie, au point qu'il est écarté du secrétariat du comité central¹. La mort de Jdanov, en août 1948, marque la fin de cette phase alors que, semble-t-il, la situation de ce dernier commençait à se détériorer².

La deuxième phase, qui s'étend de 1949 à 1951, voit la revanche de Malenkov, avec l'aide de Beria et Abakoumov, sur les protégés de Jdanov. L'affaire de Leningrad, qui débute en 1949, constitue une attaque contre les principaux membres du clan Jdanov : Nicolaï Voznessenski, Nikolaï, président du Gosplan, vice-président du Conseil des ministres³ et Alexeï Kouznetsov, patron du parti de Leningrad et secrétaire du Comité central⁴. En octobre 1950, ils sont éliminés à la suite d'un procès, tenu à huis clos, et condamnés

« O vnoutripolititcheskoï bor'be v soviet'skom roukovodstve 1945-1958 gg. », *Novaia i Noveichaia Istorija*, n° 6, 1995, p. 3-14.

1. Malgré sa promotion au Politburo en tant que membre à part entière, le 18 mars 1946, la position de Malenkov commença à s'affaiblir quelques semaines plus tard, à la suite de sa mise en cause dans deux affaires : l'affaire de l'aviation et celle de l'industrie allemande. Ces deux affaires portèrent un rude coup à sa puissance. Le 4 mai 1946, il perd son poste de secrétaire du CC et le contrôle du département des cadres, qui revient à Kouznetsov, un proche de Jdanov, ainsi que son titre de vice-président du Conseil des ministres, mais il reste membre du Politburo. En août 1946, Malenkov retrouva ses fonctions gouvernementales, avant de réintégrer le secrétariat du CC en juillet 1948. Il redevient le numéro deux du parti et, en 1949, récupère le contrôle sur l'idéologie, Iouri Joukov, *op. cit.*, p. 31-35.

2. La première attaque sérieuse contre Jdanov eut lieu pendant l'été 1948, lorsque son fils Iouri, à la tête du secteur scientifique du département de l'Agitprop, par ailleurs gendre de Staline, fut mis en cause dans le cadre de l'affaire Lyssenko. Il semble néanmoins que Iouri Jdanov, qui ne maîtrisait pas encore les règles des jeux du pouvoir au sein de la nomenklatura, fit quelques maladresses en voulant s'attaquer à Lyssenko, Alexei Kojevnikov, « Rituals of Stalinist Culture at Work : Science and the Games of Intraparty Democracy circa 1948 », *The Russian Review*, n° 57, 1998, pp. 41-44. Le retour de Malenkov au secrétariat du CC, en juillet 1948, était un signe de mauvais augure pour Jdanov, Iouri Joukov, *op. cit.*, p. 33.

3. Voznessenski est l'un des principaux membres du groupe dirigeant issu des purges, comme Malenkov, Beria et Jdanov. Membre du GKO pendant la guerre, premier vice-président du Sovnarkom à partir de 1941, il est aussi membre titulaire du Politburo à partir de 1947. Il est arrêté le 27 octobre 1949 dans le cadre de « l'affaire de Leningrad » et fusillé le 1^{er} octobre 1950. Il sera réhabilité en 1954.

4. Alexeï Kouznetsov a fait la plus grande partie de sa carrière à Leningrad, où il succède à Jdanov en janvier 1945 au poste de premier secrétaire du parti de la ville. En 1946, il devient secrétaire du comité central et récupère le département, stratégique, des cadres après la disgrâce de Malenkov. En septembre 1947, Staline lui confie le contrôle du MGB, et il entre dans le cercle restreint du groupe dirigeant. Il est arrêté et fusillé en même temps que Voznessenski, puis sera aussi réhabilité en 1954.

à mort¹. La décision avait été prise par le Politburo avant l'ouverture du procès.

La dernière phase débute en 1951, avec l'arrestation d'Abakoumov et la purge au MGB au mois de juillet. Elle se poursuit avec la découverte du complot mingrélien en Géorgie. En octobre 1952, le XIX^e congrès du PCUS marque le début d'une vaste réorganisation du groupe dirigeant, entreprise par Staline, dont l'étape suivante devait être l'affaire des Blouses blanches. Cet ultime épisode de la lutte pour le pouvoir sous Staline visait, selon toute vraisemblance, à éliminer Beria, mais également Molotov et Mikoïan.

Les différentes affaires dans lesquelles les Juifs font figure de cible principale – celle du CAJ, des Blouses blanches et des purges au sein des diverses institutions – traversent les trois phases : la première, celle du CAJ, débute en 1946, et la dernière, celle des Blouses blanches, s'achève en 1953. Pour tenter de déterminer la place qui revient à ces affaires dans la lutte pour le pouvoir au sein du groupe stalinien, il convient de s'interroger sur les acteurs. Qui a déclenché et mené ces affaires ? Qui était visé ?

Bien que contemporaine de l'affrontement Jdanov-Malenkov, l'affaire du CAJ n'en est pas pour autant l'expression : les deux clans y ont participé. La paternité des attaques contre le CAJ revient à Malenkov, puisque c'est l'un de ses protégés, Mikhaïl Chkriatov, le vice-président de la commission de contrôle du parti, qui, le premier, demande la dissolution du CAJ, auquel il reproche de s'autotransformer en commissariat pour les Affaires juives². Ces deux hommes sont présents à chaque étape décisive de la destruction du CAJ : en 1945, lors de la première attaque sérieuse ; en 1949 ce sont eux qui organisent la destitution, puis l'arrestation de Lozovski. Mais surtout, en 1952, Malenkov et Chkriatov sont au cœur d'un moment clé du procès. Alors que, devant la faiblesse du dossier d'accusation, le lieutenant-général de justice Tcheptsov suspend le procès et entreprend des démarches pour entamer une enquête complémentaire, Malenkov lui ordonne d'appliquer les décisions du Politburo et donc de condamner à mort les accusés. On retrouve aussi l'ombre de Malenkov dans le complot des Blouses blanches : c'est son ancien secrétaire, Semion Ignatiev, qui, devenu ministre de la Sécurité d'État en remplacement d'Abakoumov éliminé, conduisit l'affaire. Malenkov fut aussi à l'origine du

1. Sur l'affaire de Leningrad, voir *Izvestia TsK KPSS*, n° 2, 1989, p. 126-137 ; V. I Demidov, V. A. Koutousov, *Leningradskoïe Delo*, Leningrad, Lenizdat, 1990 ; Elena Zoubkova, « Kadrovaia politika i tchistki v KPSS (1949-1953) », *Svobodnaia Mysl'*, n° 4, 1999, p. 102-110.

2. Voir chapitre VI.

lancement de la campagne contre les « cosmopolites sans racines » en janvier 1949 – c'est lui qui présida la réunion du bureau du Comité central chargé de l'organiser¹.

Pourtant, d'après Khrouchtchev, Malenkov ne semblait pas particulièrement animé de sentiments antisémites². Staline, comme il l'avait fait pour sa fille Svetlana, exigea de Malenkov que sa fille, Volia, divorçât de son mari juif, le fils d'un ancien collaborateur de Malenkov, M. Chamberg, lequel, pour compliquer un peu plus l'imbroglio, était marié avec la fille de Lozovski³. Or, Staline chargea aussi Malenkov de liquider Lozovski en janvier 1949. Dans cette organisation clanique du pouvoir, les liens familiaux entre les membres du groupe dirigeant doivent être pris en compte pour comprendre les mécanismes de la répression et le choix des cibles. Staline n'aimait rien tant que de s'en prendre aux proches de ses collaborateurs⁴.

Jdanov est le deuxième personnage central de l'affaire du CAJ. Il a mené, entre 1946 et 1948, la première phase de l'offensive contre le CAJ qui se déroula au même moment que la *Jdanovchtchina*. Toutefois, si les activités du CAJ tombaient sous le coup des principaux slogans de cette campagne idéologique – lutte contre les influences étrangères, le nationalisme bourgeois, le décadentisme occidental, etc. –, elle ne visait pas les Juifs, qui devinrent la cible principale de la répression après la mort de Jdanov avec la campagne contre le « cosmopolitisme sans racines » en 1949.

À partir de 1946, le CAJ passe sous l'autorité de Jdanov. Mais ce sont surtout ses deux adjoints, Alexandrov pour l'agitation et la propagande, et Souslov pour le secteur de la politique extérieure, qui s'occupèrent du dossier. Alexandrov fut rapidement écarté : il perdit son poste en septembre 1947 au profit de Souslov, qui connaissait alors une ascension rapide⁵. Mais Souslov ne peut pas être considéré comme un proche de Jdanov. Au contraire, sa pro-

1. Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 190

2. Nikita Khrouchtchev, *Souvenirs*, *op. cit.*, p. 277.

3. *Ibidem* ; Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 131-132. Ainsi, Iouri Jdanov était aussi le gendre de Staline dont il avait épousé la fille, Svetlana. Le fils de Mikoïan était marié à la fille de Kouznetsov. Malenkov parvint à sauver les Chamberg de la répression.

4. Outre qu'il obligea Molotov à divorcer et qu'il fit arrêter sa femme, Staline fit aussi fusiller l'épouse, juive, d'Alexandre Poskrebychev, son secrétaire particulier depuis 1934. Lorsque ce dernier voulut savoir ce que l'on reprochait à son épouse, Staline répondit : « Continue à travailler, on te trouvera une autre femme. »

5. Souslov devient secrétaire du CC en 1947. Directeur du département de politique extérieure du CC depuis 1946, Souslov récupère le département de l'Agitprop en septembre 1947, à la suite de l'éviction d'Alexandrov. Il occupe les fonctions de rédacteur en chef de la *Pravda* entre 1949 et 1950 avant d'être élu au présidium (le nouveau Politburo) au XIX^e congrès en 1952.

gression rapide dans l'appareil, sur le même terrain que Jdanov – le contrôle de la propagande et de l'idéologie –, en faisait un concurrent direct pour l'ancien chef du parti de Leningrad. Le rôle effectif de Jdanov dans la conduite de l'élimination du CAJ semble assez marginal, dans la mesure où les principales décisions – dissolution du comité et procès – ont été prises après sa mort, ce qui ne signifie pas qu'il s'y serait opposé s'il avait survécu. Au demeurant, aucun membre du groupe dirigeant n'a adopté une telle attitude. Tous se sont pliés aux décisions de Staline. Souslov sera présent à toutes les étapes de la répression contre les Juifs. Pendant l'affaire des Blouses blanches, dont il est l'un des organisateurs, alors que la plupart des membres du groupe dirigeant s'abstiennent de toute déclaration publique, Souslov sera l'un des seuls à apporter sa pierre à l'édifice. Il constitue l'un des personnages clés de ces différentes affaires.

Jdanov, Souslov, Malenkov forment le noyau central de la répression contre les Juifs. Staline, d'après les documents disponibles, a joué un rôle décisif. À chaque étape cruciale, il prend les décisions et les fait entériner par le Politburo ; il suit les enquêtes et se fait transmettre les procès-verbaux des interrogatoires.

Deux personnages semblent avoir été la cible de ces campagnes contre les Juifs : Molotov et Beria. En 1945, Molotov est toujours le second personnage de l'État soviétique, en tant que premier vice-président du Conseil des ministres, ministre des Affaires étrangères et membre du Politburo. Cependant, sa position commence à s'affaiblir à partir de 1946. Après la guerre, Staline multiplie les réorganisations du travail gouvernemental et du Politburo, en créant toutes sortes de commissions parallèles, qui lui permettent de maintenir un subtil équilibre des forces au sein du groupe dirigeant. En mars 1946, il crée un bureau du Conseil des ministres, qui succède aux deux bureaux opérationnels du Sovnarkom créés en septembre 1945. Alors que Molotov présidait l'un de ces deux bureaux, la présidence du nouveau bureau du Conseil des ministres est attribuée à Beria¹.

Mais surtout, à la fin de l'année 1948, Molotov est obligé de voter l'exclusion du parti de sa femme, Polina Jemtchoujina, et de divorcer sur ordre de Staline. Jemtchoujina est arrêtée en janvier 1949, dans le cadre de l'affaire du CAJ. Molotov n'aura presque pas de nouvelles de son épouse jusqu'à la mort de Staline. La chute de Jemtchoujina marque le début du déclin de Molotov. Au mois de mars, il perd son poste de ministre des Affaires étrangères au

1. Iouri Joukov, *op. cit.*, p. 24-25.

profit de Vychinski, son adjoint depuis 1939. En 1952, lors du XIX^e congrès du PCUS, le renouvellement des instances dirigeantes détériore encore un peu plus sa position. S'il fait bien partie du présidium élargi qui remplace le Politburo, il a été écarté, tout comme Mikoïan, du bureau du présidium, qui ne compte que neuf membres¹. Il ne fait plus partie du cercle restreint qui compose le groupe dirigeant autour de Staline, comme le souligne Molotov lui-même dans ses mémoires². À partir du mois d'octobre 1952, son nom ne figure plus dans l'agenda des visiteurs reçus par Staline dans son bureau du Kremlin³. Selon plusieurs témoins, Staline s'en serait pris violemment à Molotov – et à Mikoïan –, lors du plénum du CC qui suivit immédiatement le XIX^e congrès. D'après Khrouchtchev, dont les propos sont confirmés par d'autres témoins, Staline « a laissé entendre que ces vieux militants de notre parti s'étaient rendus coupables de crimes, évidemment sans fondement. Il n'est pas exclu que, si Staline était resté à la barre quelques mois de plus, les camarades Molotov et Mikoïan n'auraient pas prononcé de discours au présent congrès »⁴.

Il semble bien que cette disgrâce de Molotov soit due à l'implication de son épouse dans l'affaire du CAJ⁵. Avec le déclenchement de l'affaire des Blouses blanches, la position de Molotov semble de plus en plus menacée. D'autant que Staline a fait revenir Jemtchoujina de son exil au Kazakhstan, pour l'impliquer dans le complot⁶. Molotov, qui avait en partie eu la responsabilité de l'activité du

1. Le bureau du présidium est composé de Staline, Malenkov, Beria, Khrouchtchev, Vorochilov, Kaganovitch, Sabourov, Pervoukhine et Boulganine. Le présidium comprend en outre seize autres membres titulaires, dont Molotov et Mikoïan et Souslov, Ignatiev et Chkriatov, les organisateurs du complot des Blouses blanches, ainsi que onze membres suppléants parmi lesquels Brejnev, Kossyguine, Vychinski.

2. « En 1953, Staline ne m'invitait plus, non seulement pour les réunions en petit comité, mais pas davantage en camarade, pour une soirée ou une séance de cinéma, on a cessé de m'inviter », Felix Tchouev, 140..., *op. cit.*, p. 465.

3. *Istoritcheskii Arkhiv*, n° 1, 1997, p. 32-38.

4. Rapport secret de Nikita Khrouchtchev devant le XX^e congrès du PCUS, Branko Lazitch, *Le rapport...*, *op. cit.*, p. 149. Voir aussi le témoignage de l'écrivain Konstantin Simonov, à l'époque membre suppléant du CC. Simonov rapporte que Staline déclara que Molotov était « l'incarnation même de l'impérialisme et qu'il s'était rendu coupable de nombreuses capitulations depuis la fin de la guerre », Jean-Jacques Marie, *Les Derniers complots*, *op. cit.*, p. 122.

5. Molotov en était convaincu lorsqu'il déclarait à son biographe : « Il avait manifesté son manque de confiance envers ma femme. C'était l'effet de sa défiance à l'égard des milieux sionistes. (...) On cherchait à m'atteindre, on a voulu lui faire avouer qu'elle avait trempé dans un complot, il fallait l'impliquer pour me mouiller, comme on dit. On la convoquait sans cesse pour l'interroger, pour lui faire dire que je n'étais pas vraiment partisan de la ligne générale du parti », Felix Tchouev, *op. cit.*, p. 466.

6. Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 354-355.

CAJ¹, et qui avait conduit la politique de soutien de l'URSS à la création d'Israël, était une victime désignée, de la purge en préparation à l'occasion du complot des Blouses blanches.

La cible principale des campagnes contre les Juifs semble bien être Beria. L'hypothèse a déjà été avancée depuis longtemps, mais les informations apportées par les travaux les plus récents et par les documents exhumés des archives en renforcent la crédibilité. Pourtant, Beria donnait l'impression d'être le personnage le plus puissant d'URSS, après Staline. Le magazine *Time* lui consacra même sa couverture en mars 1948. Commissaire du peuple aux Affaires intérieures depuis 1938, vice-président du Sovnarkom depuis 1941, Beria est fait maréchal de l'URSS en 1945. À cette date, il prend en charge le projet de construction de la bombe atomique soviétique, pour lequel il dispose d'immenses ressources humaines et techniques. En mars 1946, il devient, en même temps que Malenkov, membre à part entière du Politburo et participe à toutes les commissions parallèles que Staline fait et défait, au cours des dernières années avant sa mort². Au titre de vice-président du Conseil des ministres, il obtient le contrôle sur le MVD et le MGB, sur l'administration des camps, c'est-à-dire sur l'ensemble des organes de répression. À ce titre, il pourrait être tenu pour le principal responsable des affaires visant les Juifs. Mais, en réalité, son pouvoir, bien qu'immense, n'est pas total. Toujours soucieux de maintenir l'équilibre des forces au sein du groupe dirigeant et surtout de limiter le pouvoir de Beria sur l'appareil policier, Staline a procédé à des nominations qui relativisent la puissance de son compatriote géorgien. En 1945, Beria quitte le NKVD pour se consacrer entièrement au projet atomique. Staline saisit l'occasion pour nommer à sa place Sergueï Krouglov, qui ne fait pas partie des proches de Beria³. En 1946, à la tête du MGB, il a remplacé Vsevold Merkoulou – un proche de Beria – par Viktor Abakoumov. Pendant la guerre, Staline avait nommé ce dernier directeur du Smerch, le service de contre-espionnage de l'Armée rouge. Pour limiter encore un peu plus le pouvoir de Beria, en septembre 1947, Staline confia à A. Kouznetsov, un membre du clan Jdanov, la supervision du MGB au titre de secrétaire du CC⁴.

1. La responsabilité en incombait à Lozovski, mais comme Molotov, au titre de ministre des Affaires étrangères, était son supérieur hiérarchique, il pouvait facilement tomber sous le coup d'une accusation de « manque de vigilance ».

2. Iouri Joukov, *op. cit.*.

3. Ami Knight, *op. cit.*, p. 213.

4. Iouri Joukov, *op. cit.*, p. 30.

Abakoumov, que seul Khrouchtchev présenta comme un homme de Beria¹, voulut, dès son arrivée à la tête du MGB, se distinguer auprès de Staline dans l'affaire du CAJ. En octobre 1946, alors que les premières manœuvres contre le Comité venaient à peine d'être lancées, Abakoumov envoya un rapport à Staline « Sur les manifestations nationalistes de certains membres du comité antifasciste juif ». Pendant deux ans, Abakoumov supervisa le dossier du CAJ et, en mars 1948, il adressa à Staline, Molotov, Jdanov et Kouznetsov – mais pas à Beria – un rapport dans lequel les activités du CAJ étaient réduites à de l'espionnage.

L'affaire du CAJ, même si elle ne le visait pas directement, constituait sans conteste un coup porté à Beria. Comme nous l'avons vu, Beria était à l'origine de ce comité et en avait contrôlé l'activité pendant la guerre. Plusieurs membres du comité, en particulier Fefer et Kheifetz, relevaient directement de son autorité : Fefer comme collaborateur du NKVD, et Kheifetz, comme agent à part entière, ancien consul soviétique à San Francisco et impliqué dans les affaires d'espionnage atomique aux États-Unis. Pendant la première phase de l'affaire du CAJ, entre 1946 et 1949, Beria ne put, ou ne voulut, rien faire pour défendre ses anciens protégés. À partir de 1949 et jusqu'en 1951, l'affaire du CAJ connaît une pause qui reste largement inexplicite. L'hypothèse la plus probable réside dans le fait qu'à ce moment-là Beria, allié à Malenkov, s'est livré à la destruction du clan Jdanov après la mort de ce dernier. L'affaire de Leningrad a permis à Beria et Malenkov, avec l'accord de Staline, de prendre leur revanche sur leur défunt rival. Le dossier contre Kouznetsov, Voznessenski et les autres membres du groupe Jdanov, a été construit par... Abakoumov. L'alliance avec Malenkov et Abakoumov a peut-être permis de faire ralentir le dossier du CAJ.

Cela est confirmé par le fait que la chute d'Abakoumov en juillet 1951 – causée précisément par son « inefficacité » dans l'affaire du CAJ et son incapacité à monter celle des Blouses blanches – a entraîné celle des anciens collaborateurs juifs de Beria, en particulier Leonid Etigon, l'un des organisateurs de l'assassinat de Trotsky. Tous les anciens collaborateurs de Beria sont accusés de participer à un complot nationaliste juif. Plus de cinquante personnes sont arrêtées. Autant de faits qui sont synonymes de menaces pour Beria. Comme ce dernier a en charge le contrôle de la sécurité d'État, la découverte d'un complot au sein du MGB signifie qu'il n'a pas été suffisamment vigilant et, en outre, qu'il s'est entouré d'espions sionistes.

1. Nikita Krouchtchev, *Souvenirs*, *op. cit.*, p. 244.

La purge au MGB relance l'affaire du CAJ, et marque le début de celle des Blouses blanches. Le procès et la liquidation des principaux dirigeants du CAJ, décidés par le Politburo, indiquent que Beria n'a rien pu faire pour leur éviter une issue fatale. Même si son nom n'a jamais été prononcé au cours du procès, cela constitue un revers pour lui, qui avait été le parrain du CAJ. Les accusations d'espionnage au service du sionisme et de l'impérialisme américain portées contre le CAJ sous-entendent que la Sécurité d'État, sous le contrôle de Beria pendant la guerre, n'a pas accompli son travail.

L'affaire des Blouses blanches vise Beria encore plus directement. Le 4 décembre 1952, quelques semaines avant l'annonce publique de la découverte du complot, Staline fait voter au Politburo une résolution intitulée « Sur la situation dans le ministère de la Sécurité d'État et sur le sabotage dans le système des soins ». L'efficacité du contrôle de Beria est directement mise en cause : « Considérer la mise en œuvre du contrôle sur les organes du ministère de la Sécurité d'État comme la tâche la plus urgente et la plus importante du parti, des organes dirigeants du parti et des organisations du parti. Il est nécessaire de mettre radicalement un terme à l'absence de contrôle de l'activité des organes du ministère de la Sécurité d'État et de placer leur travail sous le contrôle systématique et permanent du parti, de ses organes dirigeants et des organisations du parti. »¹ Le motif de l'attaque est identique à celui qui précéda la chute d'Abakoumov en juillet 1951 : les organes du MGB ne sont pas contrôlés, donc celui qui en a la charge, en l'occurrence Beria, est coupable des manquements du MGB.

Cette première offensive contre Beria est suivie d'une seconde, au moment de l'annonce publique du complot des Blouses blanches, le 13 janvier 1953. À côté du communiqué de l'Agence Tass dénonçant le complot, l'éditorial de la *Pravda* s'en prend violemment aux organes de la Sécurité d'État : « Le fait qu'un groupe de dégénérés méprisables parmi les hommes de science ait été capable de mener leurs machinations en toute impunité montre que nos organes soviétiques et leurs responsables ont perdu leur vigilance et ont été infectés par la crédulité. Les organes de la Sécurité d'État n'ont pas découvert à temps cette organisation terroriste de sabotage parmi les médecins. Ces organes auraient dû être particulièrement vigilants, puisque l'histoire nous a déjà donné des exemples de vils assassins et de traîtres à la patrie qui, sous le masque de médecins, ont conduit des machinations, comme les médecins Levin et Pletnev

1. Cette résolution a été citée par Malenkov lors du plénum du CC de juillet 1953, qui fit suite à l'arrestation de Beria, « Delo Beria », *Izvestia TsK KPSS*, n° 1, 1991, p. 142.

qui ont assassiné le grand écrivain russe A. M. Gorki, des éminents hommes d'État soviétiques, Kouibychev et Menjinski, au moyen de traitements délibérément nocifs, sur les ordres des ennemis de l'Union soviétique. »¹

La meilleure preuve que Beria était la cible principale de l'affaire des Blouses blanches se trouve dans le fait qu'après la mort de Staline, l'une de ses premières initiatives fut de libérer et de réhabiliter les médecins. Il créa plusieurs commissions chargées d'enquêter sur toutes les affaires qui le visaient directement ou indirectement². Il s'attacha également à réhabiliter Mikhoels, ainsi que l'indique la *Pravda* du 6 avril 1953 : « Il a été établi par exemple par une enquête minutieuse qu'une personnalité honnête, l'artiste du peuple Mikhoels, avait été calomniée. » Or, ni Malenkov, qui avait participé activement à la liquidation du CAJ, ni les autres dirigeants, ne pouvaient être à l'origine de cette réhabilitation. Si Beria a mené l'enquête sur l'assassinat de Mikhoels³ et a pris l'initiative de le réhabiliter, alors que l'URSS était saisie par une vague d'antisémitisme populaire, c'était bien parce qu'il poursuivait un objectif politique : montrer aux autres membres du groupe dirigeant et à la société qu'il avait retrouvé sa puissance et son rôle de chef de clan. Le choix des réhabilitations ne devait rien au hasard : ni Abakoumov, ni Rioumine, à l'origine de l'affaire du CAJ pour le premier, et de celle des Blouses blanches pour le second, ne furent sauvés par la mort de Staline⁴. En revanche, bien que démis de ses fonctions de ministre de la Sécurité d'État par Beria, Ignatiev eut la vie sauve.⁵ Grâce à la protection de Malenkov, puis de Khrouchtchev, il put réintégrer l'appareil du pouvoir après l'élimination de Beria⁶.

Le fait que Beria ait été la cible des campagnes antisémites de l'après-guerre ne fut pas le seul produit de la volonté de Staline de limiter le pouvoir de son puissant second. Certes, l'emprise de Beria sur les organes de la Sécurité d'État constituait un danger aux yeux

1. *Pravda*, 13 janvier 1953.

2. En particulier sur « l'affaire des médecins », l'« affaire mingrélienne » et le complot sioniste au MGB, v. P. Naoumov, « Byl li zagovor Berii ? », *Novaia i Novechaia Istorija*, n° 5, 1998, p. 20.

3. Voir les détails dans le chapitre précédent.

4. Abakoumov fut d'abord maintenu en prison par Beria, qui lui vouait une solide rancune, avant d'être jugé et fusillé en 1954, officiellement pour avoir fomenté l'affaire de Leningrad. Khrouchtchev en fit, à cette occasion, un complice de Beria. Rioumine fut jugé et exécuté en juillet 1954.

5. Le 5 avril 1953, Beria fit adopter une résolution au présidium pour écarter Ignatiev du MGB, *Izvestia TsK KPSS*, n° 2, 1991, p. 193. Peu de temps avant son élimination, Beria songeait à le faire arrêter, V. P. Naoumov, *op. cit.*, p. 26.

6. Il réintégra le CC et devint premier secrétaire du Parti de Bachkirie, puis de Tatarie.

de Staline, dans la mesure où il contrôlait sa sécurité, mais il existait d'autres sources de conflits entre les deux hommes. La question des nationalités était l'une de celles-ci.

Par conviction ou par calcul, Beria avait choisi de faire de la question de la place des nationalités dans le système soviétique l'un des axes de sa politique et surtout, par ce biais, de se constituer une clientèle. Or, dans l'après-guerre, Staline fit le choix exactement inverse : il décida de s'appuyer sur les Russes en valorisant le rôle de ces derniers au sein de l'Union. Dans les dernières années avant la mort de Staline, on peut distinguer les signes de la bataille entre les deux hommes. Elle prit parfois un tour anecdotique, à en croire le témoignage de Khrouchtchev¹, mais aussi politique, comme le montre l'intervention de Beria lors du XIX^e congrès du PCUS. À cette occasion, il fut le seul orateur à se référer aux nations de l'URSS, alors que les autres employaient le terme de peuple. De même, il mit sur le même plan la dénonciation du « chauvinisme de grande puissance », c'est-à-dire le nationalisme russe, et celle du nationalisme bourgeois et du cosmopolitisme. Les autres intervenants se gardaient bien d'évoquer le nationalisme russe. Au cours de ce même discours, Beria se prononça pour une politique de développement de l'usage des langues nationales, de formation des cadres locaux². Autant d'éléments qui prenaient le complet contrepied de la politique de russification menée par Staline.

Cette différence d'approche de la question nationale entre Staline et Beria déboucha sur un conflit, dont l'expression prit la forme de l'affaire mingrélienne. En novembre 1951, au moment même où les cadres juifs du MGB, proches de Beria, étaient éliminés, Staline dénonça un complot nationaliste mingrélien en Géorgie qui, selon lui, visait à rattacher la Mingrélie – une région de la Géorgie – à la Turquie. Or, Beria était lui-même originaire de Mingrélie. Staline, fidèle à sa méthode, l'envoya en Géorgie pour éliminer les comploteurs. Beria dut liquider des hommes qui lui étaient fidèles³.

Dans le cadre de ses prises de positions sur la question des nationalités, il n'est pas absurde de penser que Beria ait cherché à

1. Selon Khrouchtchev, Beria avait entouré Staline d'un personnel de service entièrement géorgien. Ce qui aurait eu le don d'agacer le *Vojd*, qui renvoya tous les Géorgiens pour les remplacer par des Russes, Nikita Khrouchtchev, *op. cit.*, p. 294-296. Toujours selon Khrouchtchev, Nikita, lors des dîners qui avaient lieu dans la datcha de Staline, Beria apportait sa propre nourriture, composée d'aliments géorgiens, *ibidem*, p. 284.

2. Charles H. Fairbanks, Jr., « National Cadres as a Force in the Soviet System : The Evidence of Beria's Career, 1949-1953 », in Jeremy Azarel (edited by), *Soviet Nationalities Policies and Practices*, New York, Praeger, 1978, p. 144-186.

3. Sur l'affaire de Mingrélie, voir Ami Knight, *op. cit.*, p. 240-247 et Sergo Beria, *op. cit.*, p. 336-338.

intégrer les Juifs dans sa clientèle politique. Ce qui n'implique pas qu'il fut animé de sentiments philosémites¹. Pourtant, à plusieurs reprises, il montra un intérêt particulier pour la question juive. D'abord avec la création du CAJ, même s'il était avant tout conçu comme un outil de propagande. Ensuite, pendant la guerre, il apporta son soutien à Mikhoels et Fefer. Lorsque ces derniers dénoncèrent les incidents qui se produisirent en Ukraine après le départ de l'armée allemande, il demanda à Khrouchtchev d'aider les Juifs qui, selon ses termes, « avaient été victimes d'une répression spéciale de la part des occupants allemands », à se réinstaller en Ukraine². Enfin, il semble qu'il fit construire à Tbilissi un musée ethnologique consacré aux Juifs géorgiens³.

Mais, surtout, Beria, outre ses compatriotes géorgiens, s'était entouré de nombreux cadres juifs au NKVD et au NKGB, ce qui permit à Staline de l'impliquer dans les complots sionistes. Ce dernier, qui avait choisi de s'appuyer sur les Russes, a parachevé l'entreprise de russification – déjà largement entamée à la fin des années vingt⁴ – de l'appareil du Parti-État, en éliminant les Juifs des secteurs sensibles (diplomatie, appareil de sécurité, science, médecine). Staline souhaitait réduire le nombre de Juifs, qui avait progressé, pendant la guerre, dans l'appareil du parti. Au 1^{er} janvier 1946, le parti bolchevik comptait 202 768 Juifs pour 5 513 649 adhérents, contre 176 884 pour 3 872 465 membres au 1^{er} janvier 1941⁵. En outre, d'après le témoignage de son fils, Beria aurait joué un rôle fondamental dans la décision de Staline de soutenir la création d'Israël et de lui apporter une aide militaire. Il voyait dans l'État juif « une base qui permettrait d'influencer le monde juif avec toutes ses ressources financières dans le sens des

1. Il semble que Beria ne dédaignait pas les « blagues antisémites ». Molotov rapporte qu'il parlait de « Lazare l'israélite » à propos de Kaganovitch, Felix Tchouev, *140...*, *op. cit.*, p. 383.

2. Document reproduit in *Evreiski Antifachistski Komitet v SSSR*, *op. cit.*, p. 119.

3. Benjamin Pinkus, *The Soviet Government and the Jews 1948-1967. A documented Study*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, p. 456-457.

4. En Russie, les Russes occupent 80 % de l'ensemble des postes de commande en 1939. En réalité, ils n'ont pas été défavorisés par rapport aux minorités nationales dans la répartition des postes de direction, en raison de la très forte croissance des institutions politiques et économiques entre 1926 et 1939. Celle-ci a permis aux autorités soviétiques de l'époque d'intégrer massivement les non-Russes dans les nouvelles institutions, sans en chasser les Russes. Durant cette période, les taux de participation au pouvoir augmentent, en doublant ou en triplant pour les Russes, mais plus que quadruplant ou quintuplant pour les populations titulaires (les groupes nationaux sur leur territoire), René Houle, « Russes et non-Russes dans la direction des institutions politiques et économiques en URSS. Une étude des recensements, 1926-1979 », *Cahiers du monde russe*, 38 (3), p. 354.

5. Chiffres cités par Guennadi Kostyrchenko, *op. cit.*, p. 75.

intérêts de l'Union soviétique. Peu importait à mon père que ses dirigeants ne soient pas communistes, pourvu qu'ils nous soient utiles »¹.

Dès la mort de Staline, Beria tenta de mettre en pratique ses conceptions sur la question nationale. À la mi-avril, il adressa au présidium un rapport sur les « fautes » commises dans la politique des nationalités, en particulier en Ukraine occidentale, en Biélorussie, en Lituanie et en Lettonie. Il critiquait la politique de répression de masse menée après la guerre dans ces républiques. Beria fit adopter, par le présidium, une résolution qui imposait que les candidats aux postes de direction dans les républiques connaissent la langue de la nationalité titulaire et que les publications du Parti soient traduites². Ces propositions furent en grande partie à l'origine de son élimination, en juin 1953³.

Il reste une question à laquelle il est difficile de répondre. Pourquoi Malenkov, qui, semble-t-il, était allié à Beria tout au long des années d'après-guerre pour mieux se défendre contre le groupe Jdanov, a-t-il pris une part importante à la répression contre les Juifs, laquelle visait Beria ? Cela confirme que les alliances au sein du groupe dirigeant – au moins sous Staline – étaient surtout d'ordre tactique, et que les considérations d'ordre idéologique jouaient un rôle restreint.

La difficulté que l'on éprouve à dénouer les fils des intrigues des jeux du pouvoir dans l'après-guerre et à déterminer les véritables objectifs que poursuivait Staline sont la marque de la confusion qui règne à ce moment-là au sommet du pouvoir soviétique⁴. Malgré son lancement spectaculaire, l'affaire des Blouses blanches a rapidement donné des signes de faiblesse. La mobilisation de la presse fut de courte durée et, à l'inverse des années 1936-1938, aucun dirigeant appartenant au cercle restreint autour de Staline n'intervint pour mobiliser les « masses ». Les causes de cet essoufflement restent obscures : résistances au sommet du pouvoir, effet des problèmes de santé de Staline ?

Si les différentes affaires des années 1946-1953, la redistribution

1. Sergo Beria, *op. cit.*, p. 291.

2. V. P. Naoumov, *op. cit.*, p. 22-23.

3. *Ibidem*, p. 28.

4. Certains auteurs, comme Gavriel Ra'anani, interprètent l'affaire des Blouses blanches comme une réhabilitation posthume des partisans de Jdanov, dans la mesure où la victime centrale du complot est Jdanov. En outre, son fils Iouri, en disgrâce depuis 1948, put refaire surface à cette occasion, en signant un article dans la *Pravda*, trois jours après la dénonciation du complot, Gavriel Ra'anani, *op. cit.*, p. 168. L'hypothèse n'est pas absurde, mais, faute d'éléments plus solides, elle nous entraîne dans des conjectures aussi obscures que les événements.

des cartes et des postes au XIX^e congrès en 1952, le retour de la chasse aux « ennemis du peuple » sont annonciateurs d'une vaste purge, les desseins de Staline restent obscurs. Voulait-il préparer la société soviétique à la guerre, à une réorientation de son pouvoir vers un régime nationaliste et antisémite ?

En revanche, il apparaît clairement que les campagnes antisémites avaient aussi pour fonction d'alimenter la lutte pour le pouvoir au sein du groupe dirigeant.

IV — La politique soviétique au Proche-Orient

L'antisémitisme des années 1946-1953 fut-il le produit d'une réorientation de la politique étrangère soviétique au Proche-Orient ? Le désir des dirigeants soviétiques de contracter une alliance avec le monde arabe les a-t-il conduits à réprimer les Juifs en URSS et dans les démocraties populaires, afin de donner des garanties visant à effacer l'effet négatif produit par le soutien de Moscou à la création d'Israël ?

Comme nous l'avons longuement analysé dans les chapitres précédents, l'hypothèse selon laquelle la répression à l'égard des Juifs d'URSS serait le résultat d'une modification de la politique soviétique au Proche-Orient n'est vérifiée par les faits ni au plan chronologique, ni au plan des orientations.

Au plan chronologique, l'offensive contre les Juifs d'URSS, à travers le CAJ, débute bien avant une quelconque politique pro-arabe du Kremlin. Datant de 1946, elle est même antérieure au soutien soviétique à la création d'Israël. Au cours de la période d'alliance entre l'URSS et le mouvement sioniste (1947-1949), la répression n'a jamais cessé, même si son rythme a légèrement ralenti. Alors que l'URSS était en train d'autoriser la livraison d'armes tchécoslovaques à Israël, Staline a fait assassiner Mikhoels en janvier 1948, et Abakoumov demandait la liquidation du CAJ en mars.

Le soutien de l'URSS à Israël sur la scène internationale jusqu'en 1949 n'a pas été un obstacle à la liquidation du CAJ en novembre 1948 et à l'arrestation de ses principaux dirigeants entre cette date et la fin du mois de janvier 1949, soit avant une supposée déception soviétique devant le faible score réalisé par le Parti communiste israélien aux premières élections générales.

La chronologie de la terreur stalinienne à l'égard des Juifs épouse plus sûrement les méandres de la lutte pour le pouvoir en URSS et les choix opérés sur la politique à mener dans les démocraties populaires que des retournements d'alliance au Proche-Orient.

La période 1949-1951, au cours de laquelle se développent les affaires impliquant des Juifs en URSS et en Europe de l'Est, correspond plutôt à un moment de pause relative dans l'offensive contre la conspiration sioniste alors que, dans le même temps, l'URSS tente de se rapprocher de certains pays arabes, en particulier de l'Égypte.

À partir de la seconde moitié de l'année 1951, qui marque le début de l'offensive finale contre les « comploteurs sionistes », la situation de l'URSS au Proche-Orient se détériore : les Occidentaux relancent leur projet d'organisation de défense régionale et le gouvernement égyptien, dirigé par le Wafd et soutenu par l'URSS, est chassé du pouvoir. L'arrivée au pouvoir des Officiers libres en juillet 1952 est interprétée à Moscou comme une manœuvre américaine.

Loin d'être le fruit d'un retournement de la politique étrangère soviétique au Proche-Orient, la politique de répression à l'égard des Juifs présentait plutôt plus d'inconvénients que d'avantages pour l'URSS sur la scène internationale : Moscou se retrouvait sous le coup de l'accusation de mener une politique antisémite, et ce quelques années à peine après la découverte d'Auschwitz. Les partis communistes en Occident furent obligés de déployer l'artillerie lourde de la propagande pour soutenir l'URSS et essayer de convaincre l'opinion publique de la réalité des accusations portées contre les médecins¹.

En réalité, la rupture entre l'URSS et Israël, malgré une dégradation continue des relations entre les deux pays, a été différée jusqu'au moment où la contradiction entre la répression antijuive, en URSS comme dans les démocraties populaires, et le maintien précaire d'un équilibre des forces au Proche-Orient est devenue insurmontable. Cette contrainte a été renforcée par la question migratoire. L'arrêt de l'émigration des Juifs des démocraties populaires vers Israël, et le refus opposé aux demandes émanant des Juifs d'URSS, sont le produit de considérations intérieures. La doctrine soviétique en la matière étant d'interdire tout départ massif de sa population vers l'Occident capitaliste, une dérogation accordée aux Juifs pouvait mettre le système en péril. Non seulement elle aurait ouvert une brèche dans le contrôle de la population, mais elle aurait aussi pu provoquer le ressentiment envers le pouvoir des autres minorités nationales, disposant de liens à l'étranger, non autorisées à partir.

L'étude de la politique de l'URSS à l'égard des Juifs entre 1946 et 1953 montre que ce sont bien les facteurs internes qui ont pesé

1. Sur le PCF, voir Annie Kriegel, *Ce que j'ai cru comprendre*, Paris, Robert Laffont, 1991 ; Maxime Rodinson, *Peuple juif ou problème juif ?*, Paris, Maspéro, 1981 ; Jean-Jacques Marie, *Le Dernier complot*, *op. cit.* ; Karel Barotsek, *Les aveux des archives*, *op. cit.*

sur la conduite de Moscou au Proche-Orient. En raison de son mode de fonctionnement et de sa culture politique, le pouvoir stalinien n'a pu résoudre que par la violence son conflit avec les Juifs soviétiques. Le débordement de ce conflit sur le champ diplomatique s'est traduit par la rupture des relations avec Israël. Toutefois, ni la répression des Juifs d'URSS, ni l'évolution de la politique soviétique au Proche-Orient ne sont le produit d'un processus linéaire, d'une politique rationnelle qui aurait été décidée après l'analyse des facteurs et des options. Le décalage entre les décisions et leur application – ou leur non-application –, l'absence de stratégie clairement définie tant au plan interne qu'externe, les contradictions entre les contraintes intérieures et extérieures sont révélateurs d'un pouvoir qui évolue dans un cadre totalitaire au point de vue des structures et de l'idéologie, mais qui fonctionne de manière improvisée et chaotique.

Sources

Archives

- APEFR : Archives de politique extérieure de la Fédération de Russie, Moscou.
- CRCEDHC : Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine, Moscou.
- CCDC : Centre de conservation de la documentation contemporaine, Moscou.
- MAE : Archives du ministère des Affaires étrangères, Paris.

Documents

- EHRENBURG Ilya, GROSSMAN Vassili, *Le Livre Noir. Textes et témoignages*, Paris, Solin / Actes Sud, 1995.
- MID SSSR, *SSSR i arabskie strany 1917-1960. Dokumenty i materialy*, Gosudarstvennoe izdatel'stvo političeskoj literatury, Moscou, 1961.
- NAUMOV V. P., *Nepravednyj sud poslednij rasstrel. Stenogramma sudbenogo processa nad členami evrejskogo antifacištskogo komiteta*, Moscou, Nauka, 1994.
- REDLICH Shimon, *War, Holocaust and Stalinism. A documented History of the Jewish Anti-Fascist Committee in the USSR*, Londres, Hardwood Academic Publishers, 1995.
- REDLICH Shimon, KOSTYRČENKO Gennadij, *Evrejskij Antifašistskij Komitet v SSSR 1941-1948. Dokumentirovannaâ istoriâ*, Moscou, Meždunarodnye otnošeníâ, 1996.
- Sovetsko-izrail'skie otnošeníâ. Sbornik dokumentov (1941-1953)*, Moscou, Meždunarodnye otnošeníâ, 2000, 2 vol.
- WERTH Nicolas, MOULLEC Gaël, *Rapports secrets soviétiques 1921-1991. La société russe dans les documents confidentiels*, Paris, Gallimard, 1994.

Bibliographie indicative¹*Mémoires et témoignages*

- ALLILUYEVA Svetlana, *En une seule année*, Paris, Robert Laffont, 1970.
- AVRIEL Ehud, *Open the Gates ! A personal Story of « Illegal » Immigration to Israel*, Londres, Weinfeld and Nicolson, 1975.
- BERIÂ Sergo, *Moj otec Lavrentij Beriâ*, Moscou, Sovremennik, 1994.
- , *Mon père*, Paris, Plon, 1999.
- DJILAS Milovan, *Conversations avec Staline*, Paris, Gallimard, 1971.
- EBAN Abba, *Autobiographie*, Paris, Buchet / Chastel, 1979.
- EMIoT Israel, *The Birobidzhan Affair, A Yiddish Writer In Siberia*, Philadelphia, The Jewish Publication Society of America, 1981.
- GROMYKO Andreï, *Mémoires*, Paris, Belfond, 1989.
- GROSSMAN Vassili, *Tout passe*, Paris, Le livre de poche, 1984.
- IAKOVLEV Alexandre, *Ce que nous voulons faire de l'Union soviétique. Entretiens avec Lilly Marcou*, Paris, Le Seuil, 1991.
- KHROUCHTCHEV Nikita, *Souvenirs*, Paris, Robert Laffont, 1970.
- , *Mémoires inédits*, Paris, Belfond, 1991.
- KORNIENKO Georgui Markovic, *Holodnaâ Vojna*, Moscou, Meždunarodnye otnošeniâ, 1994.
- LÖBL Eugen, *Procès à Prague. Un survivant du procès Slansky parle*, Paris, Stock, 1969.
- , *Le procès de l'aveu*, Paris, Editions France-Empire, 1977.
- LONDON Artur, *L'aveu*, Gallimard, coll. « Folio », 1986.
- , *Aux sources de l'aveu*, Paris, Gallimard, 1997.
- MAISKY Ivan, *Memoirs of a Soviet Ambassador, The War 1939-43*, Londres, Hutchinson, 1967.
- MARDOR Munya M., *Strictly Illegal*, Londres, Robert Hale, 1964.
- MARKICH Esther, *Le long retour*, Paris, Robert Laffont, 1974.
- MEIR Golda, *Ma vie*, Paris, Robert Laffont, 1975.
- NOVIKOV Nikolaj Vasil'evič, *Puti i perput'iâ diplomata. Zapiski 1943-1944gg*, Moscou, Nauka, 1976.
- , *Vospominaniâ Diplomata : Zapiski (1938-1947)*, Moscou, Izdatel'stvo politiceskaâ literaturnaâ, 1989.

1. Pour une bibliographie exhaustive, voir notre thèse : Laurent Rucker, *L'URSS et le conflit israélo-arabe (1941-1956)*, Thèse de doctorat (sous la direction du professeur Marc Lazar), Université Paris X, 1999, 2 vol.

- RAPPOPORT Yakov, *Souvenirs du procès des Blouses blanches*, Aix-en-Provence, Alinéa, 1988.
- , *The Doctor's Plot of 1953*, Cambridge, Harvard University Press, 1991.
- SOUDOPLATOV Pavel, SOUDOPLATOV Anatoli, SCHECTER Jerrold et Leona, *Missions spéciales. Mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov*, Paris, Le Seuil, 1994.
- TCHOUEV Félix, *Conversations avec Molotov. 140 Entretiens avec le bras droit de Staline*, Paris, Albin Michel, 1995.
- VOVSI-MIKHOELS Natalia, *Mon père Salomon Mikhoels. Souvenirs sur sa vie et sa mort*, Montricher, Les Éditions Noir sur Blanc, 1990.

Ouvrages

- BARON Salo W., *The Russian Jew under Tsars and Soviets*, New York, Macmillan, 2nd edition, 1976.
- BARTOSEK Karel, *Les aveux des archives. Paris-Prague-Paris, 1948-1968*, Paris, Seuil, 1996.
- BERARD Ewa, *La vie tumultueuse d'Ilya Ehrenbourg, Juif, Russe et Soviétique*, Paris, Ramsay, 1991.
- BIALER Uri, *Between East and West : Israel's foreign policy orientation 1948-1956*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- BLUM Arlen, *Evrejskij Vopros pod sovietskoj cenzuroj 1917-1991*, Saint-Pétersbourg, 1996.
- BOERSNER Demetrio, *The Bolsheviks and the National and Colonial Question (1917-1928)*, Geneve, Librairie Droz, 1957.
- BORTCHAGOVSKY Alexandre, *L'holocauste inachevé ou comment Staline tenta d'exterminer les Juifs d'URSS*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1995.
- BRYM Robert J., *The Jewish Intelligentsia and Russian Marxism*, New York, Schocken Books, 1978.
- CAPLAN Neil, *Futile Diplomacy. The United Nations, The Great Powers, and the Middle East Peacemaking 1948-1954*, Londres, Frank Cass, 1997.
- CARRÈRE D'ENCAUSSE Hélène, *La politique soviétique au Moyen-Orient*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1975.
- , *Le grand défi. Bolcheviks et nations 1917-1930*, Paris, Flammarion, 1987.
- , *Staline, l'ordre par la terreur*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 1979.

- CHARBIT Denis, *Sionismes, textes fondamentaux*, Paris, Albin Michel, 1998.
- CHEITALINSKY Vitali, *Dans les archives littéraires du KGB*, Paris, Pluriel, 1993.
- COHEN Michael J., *Palestine and Great Powers 1945-1948*, Princeton, Princeton University Press, 1982.
- COHEN Michael J., *Fighting World War Three From the Middle East, Allied Contingency Plans, 1945-1954*, Londres, Franck Cass, 1996.
- COHN Norman, *Histoire d'un mythe. La conspiration juive et les protocoles des sages de Sion*, Gallimard, coll. « Folio », 1992.
- CONFINO Michael, SHAMIR Shimon (ed. by), *The USSR and the Middle East*, Jerusalem, Israel University Press, 1973.
- CONQUEST Robert, *La Grande terreur*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1995.
- COURTOIS Stéphane et alii, *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997.
- DAGAN Avigdor, *Moscow and Jerusalem. Twenty Years of Relations between Israel and the Soviet Union*, New York, Abelard-Schuman, 1970.
- DAWISHA Adeed and Karen, *The Soviet Union in the Middle East : Policies and Perspectives*, Londres, Heinemann for the Royal Institute of International Affairs, 1982.
- DAWISHA Karen, *Soviet Policy towards Egypt*, Londres, MacMillan Press, 1979.
- DEVEREUX David, *The Formulation of British Defence Policy towards the Middle East, 1948-1956*, Londres, Macmillan, 1990.
- DIECKHOFF Alain, *L'invention d'une nation, Israël et la modernité politique*, Paris, Gallimard, 1993.
- , *Le sionisme comme racisme : genèse, expansion, itinéraires, résurgence d'une équation perverse*, Thèse de doctorat, Université Paris X, 1983.
- DOUBNOV Simon, *Histoire moderne du peuple juif*, Paris, Les Amis de Simon Doubnov / Éditions du Cerf, 1994.
- DUNHAM Vera. S., *In Stalin's Time. Middleclass Values in Soviet Fiction*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.
- FAWCETT Louise L'Estrange, *Iran and the Cold War. The Azerbaijan Crisis of 1946*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.
- FEJTŐ François, *Les Juifs et l'antisémitisme dans les pays communistes*, Paris, Plon, 1960.
- FRANKEL Jonathan, *Prophecy and Politics. Socialism, Nationalism, and the Russian Jews, 1862-1917*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

- GADDIS John Lewis, *We Know Now. Rethinking Cold War History*, Oxford, Clarendon Press, 1997.
- GALLISSOT René (sous la direction), *Mouvement ouvrier, communisme et nationalismes dans le monde arabe*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1978.
- GERGES Fawaz A., *The Superpowers and the Middle East*, Boulder, Westview Press, 1994.
- GILBOA Yehoshua, *The Black Years of Soviet Jewry 1939-1953*, Boston-Toronto, Little Brown and Company, 1971.
- GINAT Rami, *The Soviet Union and Egypt, 1945-1955*, Londres, Frank Cass, 1993.
- GITELMAN Zvi, *Jewish Nationality and Soviet Politics. The Jewish Section of the CPSU*, Princeton, Princeton University Press, 1972.
- GOLAN Galia, *Soviet Policies in the Middle East from World War II to Gorbachev*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- GOLDGEIER James M., *Leadership Style and Soviet Foreign Policy, Stalin, Khrushchev, Brezhnev, Gorbachev*, Baltimore / Londres, The Johns Hopkins University Press, 1994.
- GORI Francesca, PONS Silvio (Ed.), *The Soviet Union and Europe in the Cold War, 1945-1953*, Londres, MacMillan Press, 1996.
- GORODETSKY Gabriel (Ed.), *Soviet Foreign Policy 1917-1991. A retrospective*, Londres, Frank Cass, 1994.
- GOVRIN Yosef, *Israeli-Soviet Relations 1953-1967. From Confrontation to Disruption*, Londres, Frank Cass, 1998.
- GREILSAMMER Alain, *Les communistes israéliens*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978.
- GRESH Alain, VIDAL Dominique, *Les 100 portes du Proche-Orient*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996.
- , *Palestine 47, un partage avorté*, Bruxelles, Complexe, 1987.
- GROSSER Pierre, *Les temps de la guerre froide. Réflexions sur l'histoire de la guerre froide et sur les causes de sa fin*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995.
- HABERER Erich, *Jews and Revolution in Nineteenth-Century Russia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.
- HAHN Peter L., *The United States, Great Britain, and Egypt, 1945-1956*, Chapel Hill / Londres, 1991.
- HAHN Werner G., *Postwar Soviet Politics, The Fall of Zhdanov and the Defeat of Moderation, 1946-1953*, Ithaca / Londres, Cornell University Press, 1982.
- HERZL Théodore, *L'État des Juifs*, Paris, La Découverte, 1989.
- HILLEL Marc, *Le massacre des survivants en Pologne 1945-1947*, Paris, Plon, 1985.

- HODOS George H., *Show trials. Stalinist Purges in Eastern Europe, 1948-1954*, New York, Praeger, 1987.
- ILAN Amitzur, *Bernadotte in Palestine, 1948*, Oxford, Macmillan, 1989.
- KAGEDAN Allan Laine, *Soviet Zion. The Quest for a Russian Jewish Homeland*, Londres, Macmillan, 1994.
- KAPLAN Karel, *Dans les archives du comité central (30 ans de secrets du bloc soviétique)*, Paris, Albin Michel, 1978.
- , *Procès politiques à Prague*, Bruxelles, Complexe, 1980.
- , *Report on the Murder of the General Secretary*, Londres, I.B. Tauris, 1990.
- KAPPELER Andreas, *La Russie, empire multiethnique*, Paris, Institut d'études slaves, 1994.
- KENNAN George F., *Soviet Foreign Policy*, Princeton, Van Nostrand Company, 1960.
- KERSHAW Ian, LEWIN Moshe (Ed. by), *Stalinism and Nazism : Dictatorship in Comparison*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- KHLEVNIUK Oleg, *Le cercle du Kremlin, Staline et le Bureau politique dans les années 30 : les jeux du pouvoir*, Paris, Seuil, 1996.
- KIMCHE Jon, KIMCHE David, *The Secret Roads, The « Illegal » Migration of a People 1938-1948*, Londres, Secker and Warburg, 1955.
- KLIER John D., LAMBROZA Shlomo, *Pogroms : Anti-Jewish Violence in Modern Russian History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.
- KNIGHT Amy, *Beria*, Paris, Aubier, 1994.
- KOCHAN Lionel (sous la dir.), *Les Juifs en Union soviétique depuis 1917*, Paris, Calmann-Lévy, 1971.
- KOSTYRČENKO Gennadij, *V plenu u krasnogo faraona. Polițičeskie presledovaniâ evreev v SSSR v poslednee stalinskoe desâtilietie*, Moscou, Mezhdunarodnye otnošeníâ, 1994.
- KRAMMER Arnold, *The Forgotten Friendship. Israel and the Soviet Bloc, 1947-1953*, Urbana / Chicago, Londres, University of Illinois Press, 1974.
- KRIEGER Annie, *Le système communiste mondial*, Paris, PUF, 1984.
- , *Les grands procès dans les systèmes communistes*, Gallimard, coll. « Idées », 1972.
- , *Les Juifs et le monde moderne*, Paris, Seuil, 1977.
- , *Réflexions sur les questions juives*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1984.
- « La politique extérieure de l'URSS », *Communisme*, n° 49-50, 1997.

- « La question du totalitarisme », *Communisme*, n° 47-48, 1996.
- LAQUEUR Walter, *Histoire du sionisme*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1994, 2 vol.
- , *The Soviet Union and the Middle East*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1959.
- LAURENS Henry, *Le grand jeu. Orient arabe et rivalités internationales*, Paris, Armand Colin, 1991.
- , *La question de Palestine*, Paris, Fayard, tome premier « 1799-1922. L'invention de la Terre sainte », 1999.
- LAZITCH Branko, *Le Rapport Khrouchtchev et son histoire*, Paris, Le Seuil, coll. « Points », 1976.
- « Le mouvement communiste au Moyen-Orient », *Communisme*, n° 6, 1984.
- « Les archives : la nouvelle histoire de l'URSS », *Communisme*, n° 42-43-44, 1995.
- LEVESQUE Jacques (avec la collaboration de DUHAMEL Luc), *L'URSS et sa politique internationale*, Paris, Armand Colin, 2^e éd, 1987.
- LEVIN Nora, *The Jews in the Soviet Union since 1917. Paradox of survival*, New York / Londres, New York University Press, 2 vol., 1988.
- LEWIN EPSTEIN Noah, RITTERBAND Paul, RO'I Yaacov (Ed. by), *Russian Jews on Three Continents. Migration and Resettlement*, Londres, Frank Cass, 1997.
- LEWIN Moshe, *La formation du système soviétique*, Paris, Gallimard, 1985.
- , *Russia / USSR / Russia. The Drive and Drift of a Superstate*, New York, The New Press, 1995.
- LIEVEN Dominic, *The Russian Empire and his Rivals*, Londres, John Murray, 2000.
- LOUIS Roger, STOOKEY Robert (edited by), *The End of the Palestine Mandate*, Londres, I.B. Tauris, 1986.
- LUCKIJ Vladimir, *Anglo-Egipetskij konflikt pered Sovietom Bezopasnosti*, Moscou, Izdatel'stvo Pravda, 1947.
- , *Palestinskaâ Problema*, Moscou, Izdatel'stvo Pravda, 1946.
- MALIA Martin, *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie 1917-1991*, Paris, Le Seuil, 1994.
- MARIE Jean-Jacques, *Les derniers complots de Staline. L'affaire des Blouses blanches*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1993.
- , *Les peuples déportés d'Union soviétique*, Bruxelles, Complexe, 1995.
- MASTNY Vojtech, *The Cold War and Soviet Insecurity. The Stalin Years*, New York / Oxford, Oxford University Press, 1996.

- MEDVEDEV Roy, *Le stalinisme. Origines, histoire, conséquences*, Paris, Seuil, 1972.
- MERHAV Peretz, *La gauche israélienne*, Paris, Éditions Anthropos, 1973.
- MEYER Peter, WEINRYB Bernard D., DUSCHINSKY Eugene, SYLVAIN Nicolas, *The Jews in the Soviet Satellites*, Syracuse University Press, 1953.
- MILOGRADOV P. V., *Arabskij vostok v medunarodnyh otnošeníâh*, Moscou, Izdatel'stvo Pravda, 1946.
- « 1948-1988 Le choix des puissants », *Revue d'études palestiniennes*, n° 28, 1988.
- MINCELES Henri, *Histoire générale du Bund*, Paris, Austral, 1995.
- MININBERG L. Leonid., *Sovietskie evrei v nauke i promyšlennosti v period vtoroj mirovoj vojny (1941-1945gg)*, Moscou, Ic-Garant, 1995.
- MORRIS Benny, *1948 and After, Israel and the Palestinians*, Oxford, Oxford University Press, 1994.
- , *The Birth of the Palestinian Refugee Problem 1947-1949*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.
- NAIMARK Norman, GIBIANSKII Leonid (Edited by), *The Establishment of Communist Regimes in Eastern Europe, 1944-1949*, Boulder, Westview Press, 1997.
- NEKRICH Aleksandr, *Les peuples punis*, Paris, François Maspéro, 1982.
- NEŽINSKIJ L. N., *Sovietskaâ vnešnaâ politika v gody « holodnoj vojny » (1945-1985). Novoe pročtenie*, Moscou, Meždunarodnye otnošeníâ, 1995.
- NOVE Alec (Edited by), *The Stalin Phenomenon*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1993.
- PAPPE Ilan, *The Making of the Arab-Israeli Conflict 1947-1951*, Londres / New York, I.B. Tauris, 1994.
- PELIKAN Jiri, *The Czechoslovak Political Trials 1950-1954*, Stanford, Stanford University Press, 1971.
- PINCHUK Ben-Cion, *Shtetl Jews under Soviet Rule. Eastern Poland on the Eve of the Holocaust*, Cambridge, Basil Blackwell, 1990.
- PINKUS Benjamin, *The Soviet Government and the Jews, 1948-1967. A documented study*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.
- POLIAKOV Léon, *Histoire de l'antisémitisme*, Paris, Seuil, coll. « Points », tome 2, 1981.
- RA'ANAN Gavriel D., *International Policy Formation in the USSR. Factional « debates » during the Zhdanovchina*, Hamden, Archon Books, 1983.

- RAPPOPORT Louis, *Stalin's War Against the Jews. The Doctor's Plot and the Soviet Solution*, New York, The Free Press, 1989.
- REDLICH Shimon, *Propaganda and Nationalism in Wartime Russia. The Jewish Antifascist Committee in the USSR, 1941-1948*, Boulder, East European Monographs, 1982.
- REY Marie-Pierre, *De la Russie à l'Union soviétique : la construction de l'Empire 1462-1953*, Paris, Hachette, 1994.
- REYNOLDS David (Edited by), *The Origins of the Cold War in Europe, International Perspectives*, New Haven / Londres, Yale University Press, 1994.
- RICHTER James G., *Khrushchev's Double Bind. International Pressures and Domestic Coalition Politics*, Baltimore / Londres, The Johns Hopkins University Press, 1994.
- RO'I Yaacov (Ed.), *Jews and Jewish Life in Russia and the Soviet Union*, Londres, Franck Cass, 1995.
- , *From Encroachment to Involvement*, New York / Jerusalem, John Wiley / Israel University Press, 1974.
- , *Soviet Decision Making in Practice. The USSR and Israel 1947-1954*, New Brunswick, Transaction Books, 1980.
- , *The Limits to Power, Soviet Policy in the Middle East*, Londres, Croom Helm, 1979.
- , *The Struggle for Soviet Jewish Emigration 1948-1967*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
- RUBENSTEIN Joshua, *Tangled Loyalties, The Life and Times of Ilya Ehrenburg*, Londres / New York, I. B. Tauris Publishers, 1996.
- RUBENSTEIN Sondra Miller, *The Communist Movement in Palestine and Israel, 1919-1984*, Boulder / Londres, Westview Press, 1985.
- RUBIN Barry, *The Great Powers in the Middle East 1941-1947. The Road to Cold War*, Londres, Frank Cass, 1980.
- SAYIGH Yezid, SHLAIM Avi, *The Cold War and the Middle East*, Oxford, Clarendon Press, 1997.
- SLOVES Henri, *L'État juif de l'Union soviétique*, Paris, Les Presses d'Aujourd'hui, 1982.
- SOKOLOFF Georges, *La puissance pauvre. Une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, Paris, Fayard, 1993.
- STERNHELL, *Aux origines d'Israël. Entre nationalisme et socialisme*, Paris, Fayard, 1996.
- TER MINASSIAN Taline, *Colporteurs du Komintern. L'Union soviétique et les minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1997.
- TRAVERSO Enzo, *Les marxistes et la question juive*, Paris, La Brèche, 1990.

- ULAM Adam B., *Expansion and Coexistence. The History of Soviet Foreign Policy, 1917-67*, New York, Praeger, 1968.
- ULDRICKS Teddy J., *Diplomacy and Ideology. The Origins of Soviet Foreign Relations, 1917-1930*, Londres, Sage Publications, 1979.
- VAKSBERG Arkady, *Stalin against the Jews*, New York, Vintage Books, 1994.
- VASSILIEV Alexei, *Russian Policy in the Middle East : from Messianism to Pragmatism*, Reading, Ithaca Press, 1993.
- VIDAL Dominique (avec Joseph Algazy), *Le péché originel d'Israël. L'expulsion des Palestiniens revisitée par les « nouveaux historiens » israéliens*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1998.
- WEINBERG Robert, *Stalin's forgotten Zion. Biriobidzhan and the making of a Soviet Jewish Homeland*, Berkeley, University of California Press, 1998.
- WERTH Nicolas (sous la direction de), « Pour une nouvelle historiographie de l'URSS », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 35, 1996.
- , *Histoire de l'Union soviétique*, Paris, PUF, 2^e éd., 1992.
- WESTAD Odd (Ed. by), *Reviewing the Cold War*, Londres, Frank Cass, 2000.
- WOHLFORTH William Curti, *The Elusive Balance, Power and Perceptions during the Cold War*, Ithaca / Londres, Cornell University Press, 1993.
- ZUBOK Vadislav, PLESHAKOV Constantine, *Inside the Kremlin's Cold War*, Cambridge / Londres, Harvard University Press, 1996.

Index

- Abakoumov, Viktor, 251, 252, 258, 260, 261, 262, 266, 267, 274, 290, 300, 301, 302, 303, 304, 318, 343, 344, 348, 349, 350, 351, 355.
- Abdallah (émir), 113, 127, 129.
- Abramovici, Robert Adam, 134.
- Abramovitch, Raphaël, 37.
- Agami, Moshe, 144.
- Agronov, Reuben, 81.
- Akhmatova, Anna, 340.
- Aleikhem, Sholem, 214, 228.
- Alem, Jean-Pierre, 34.
- Alexandre II, 327, 333, 336.
- Alexandre III (patriarche d'Antioche), 172, 326.
- Alexandrov, Gueorgui, 233, 248, 251, 253, 254, 255, 256, 345.
- Allilouiev (famille), 258.
- Allilouiev, Pavel, 258.
- Allilouieva, Evguenia, 258, 259.
- Allilouieva, Nadejda, 264.
- Alter, Viktor, 211, 212, 213, 216, 217.
- Altman, Iogann, 273.
- Andreev, Andreï, 248.
- Andrianov, V., 300.
- Antonov, Alexeï, 139.
- Asch, Sholem, 214, 219.
- Attlee, Clement, 82, 120.
- Austin, Warren, 108, 109.
- Averbach, Wolf, 58.
- Avriel, Ehud, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 141, 144, 152, 173, 195, 284.
- Bagdache, Khaled, 115, 116, 117.
- Baguitcheva, Anna, 273.
- Bakhmoutski, Alexandre, 244, 271.
- Bakouline, Ivan, 138, 140, 154, 169.
- Balfour, Arthur James, 32, 33, 34, 47.
- Baranov, Leonid, 229, 241, 242, 254, 255.
- Bartosek, Karel, 132, 137, 141, 275, 291, 292.
- Barziläi, Israel, 58, 95.
- Bassim, Zaki Mahmoud, 118.
- Bauer, Otto, 18, 19, 22, 24.
- Beilis, Mendel, 196, 327.
- Ben Gourion (Gryn), David, 32, 49, 64, 65, 69, 70, 80, 94, 97, 112, 118, 123, 128, 130, 132, 133, 136, 139, 141, 150, 152, 156, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 173, 180, 182, 184, 185, 187, 189, 193.
- Ben-Zvi, Itzhak, 67.
- Bergelson, David, 210, 217, 234, 264, 306.
- Berger-Barzilay, Joseph, 58.
- Beria, Lavrenti, 96, 211, 212, 213, 214, 217, 224, 225, 226, 227, 244, 251, 265, 266, 267, 270, 274, 293, 296, 297, 302, 307, 311, 317, 318, 319, 321, 322, 324, 337, 342, 343, 344, 346, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354.
- Beria, Nina, 264.
- Bernadotte, Folke (comte), 126, 127, 128, 129, 131, 154, 183, 364.
- Bestchastnov, Alexeï, 290.
- Bevin, Ernest, 81, 96, 147, 148, 158.
- Bialer, Uri, 132, 138, 144, 145, 146,

- 149, 152, 155, 160, 169, 173, 182, 187, 190, 191, 193.
 Bodrov, Mikhaïl, 135.
 Boïarski, Vladimir, 290.
 Borokhov, Ber, 25, 26, 39.
 Bortchagovski, Alexandre, 228, 258, 262, 265, 266, 267, 273.
 Boudienny, Semion, 337.
 Boukharine, Nikolaï, 268.
 Boulganine, Nikolaï, 170, 174, 181, 309, 316, 347.
 Bregman, Solomon, 264, 270.
 Brejnev, Leonid, 347.
 Broido, Grogorii, 41.
 Busalov, 302.
 Byelkin, 277.
 Cadogan, Alexandre (sir), 131.
 Carrère d'Encausse, Hélène, 157, 330.
 Cepicka, Alexej, 280, 281, 282, 293.
 Chagall, Marc, 214, 218.
 Chamberg, M., 345.
 Chaoui, Nicolas, 117, 118.
 Chaplin, Charlie, 218.
 Chataline, Nikolaï, 321.
 Chepilov, Dmitri, 272, 319.
 Chimelovitch, Boris, 262, 266, 269, 306.
 Chkiriatchov, Matveï, 249, 262.
 Chtcherbakov, Alexandre, 68, 210, 213, 215, 217, 218, 219, 224, 227, 233, 247, 248, 250, 255, 302, 306.
 Chtchiborine, Alexeï, 80, 174, 195.
 Churchill, Winston, 63, 76, 80, 86, 209.
 Chvernîk, Nikolaï, 269.
 Citron, Asher, 173.
 Clementis, Vladimir, 133, 134, 135, 136, 278, 281, 284, 295.
 Cohen, Yehoshua, 128.
 Courtois, Stéphane, 7, 14, 56, 291, 297, 311, 336.
 Crum, Bartley, 70.
 Curiel, Henri, 202, 203.
 Dadjani, Moussa, 113.
 Dan, Chaïke, 144, 145.
 Dej, Gheorghiu, 297.
 Der Nister, 244, 266.
 Diamenstein, Simon, 36, 40.
 Dieckhoff, Alain, 7, 25, 26, 27, 28, 59.
 Dimitrov, Georgui, 139.
 Din, Salah al-, 203.
 Djilas, Milovan, 139.
 Dragunski, David, 313.
 Dulles, Allan, 277.
 Dunham, Vera, 330.
 Durkheim, Émile, 13, 336.
 Dzerjinski, Feliks, 50, 52, 53, 54.
 Eban, Abba, 101, 109, 125, 127, 156.
 Eden, Anthony, 62, 76.
 Egorov, P., 302, 303, 305.
 Ehrenbourg, Ilya, 184, 210, 219, 220, 221, 223, 236, 237, 238, 239, 255, 256, 259, 260, 268, 313, 314, 315, 330, 361.
 Einstein, Albert, 211, 218, 219, 220, 237, 256.
 Eisenstadt, Shmuel, 94.
 Eisenstein, Sergueï, 210.
 Eltsine, Boris, 11.
 Engels, Friedrich, 19.
 Enoukidzé, Abel, 337.
 Epstein, Chakhno, 210, 214, 227, 234.
 Epstein, Eliahu, 65, 80, 103, 104.
 Erchov, Pavel, 124, 150, 162, 163, 180, 185, 188, 189, 192, 193, 195, 197.
 Erem, Moshe, 95.
 Erlich, Henryk, 211, 212, 213, 216, 217.
 Etigon, Leonid, 267, 349.
 Etinguer, Iakov, 301, 302, 306, 309.
 Fadeev, Alexandre, 272.
 Farkas, Mihály, 275.
 Farouk (roi), 74, 202, 204.
 Fawzi, Mahmoud, 200.
 Fedorin, Mitrofan, 159, 162, 163.
 Fedorov, A., 302.
 Fefer, Itzhik, 45.
 Fejtö, François, 276, 277, 287, 288.
 Feldman, A., 313.
 Felix, Otto, 133.
 Feuchtwanger, Lion, 218.

- Field, Noel, 277, 296.
 Fishl, Otto, 283, 284.
 Frances, Yitzhak, 145.
 Frank, Josef, 292.
 Furet, François, 325.
- Galili, Israël, 163, 164.
 Garbouz, Iossif, 96.
 Geertz, Clifford, 14.
 Geminder, Bedrich, 284, 285, 295.
 Georgescu, Teohari, 297.
 Geró, Ernó, 275.
 Gilboa, Yehoshua, 197, 273, 310, 320, 321.
 Goglidzé, Sergueï, 302, 309.
 Goldberg, Ben Zion, 219, 227, 228, 229, 230, 256, 261, 263, 264.
 Goldman, Nahoum, 63, 80, 143, 217, 229.
 Goldstein, Isaac, 258.
 Goldstücker, Eduard, 295.
 Golubev, Konstantin, 91.
 Gomulka, Wladislav, 90, 139.
 Gorbatchev, Mikhaïl, 59, 363.
 Gottwald, Klement, 135, 142, 277, 279, 285, 286, 290, 293, 295.
 Gozenpoud, A., 273.
 Grady, Henry, 94.
 Graham, Ronald, 33.
 Granowski, Alexis, 214.
 Greilsammer, Alain, 54, 56, 57, 113, 115, 116, 162, 196.
 Grichenko, Grigori, 309.
 Grigorian, V., 254, 255.
 Grinberg, Zakhar, 258.
 Grinstein, A., 302.
 Gromyko, Andreï, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 106, 108, 109, 111, 113, 114, 126, 127, 132, 136, 140, 143, 154, 174, 181, 182, 185, 200, 220, 232, 234.
 Grossman, Vassili, 219, 220, 221, 255, 256, 268, 313, 330.
 Gusev, Fedor, 110.
- Ha'am, Ahad, 32.
 Habibi, Émile, 113, 159.
- Hadju, 284, 285.
 Herzl, Théodore, 20, 123.
 Herzog, Halevi Isaac, 62, 63, 66.
 Hilberg, Raul, 89, 90, 144.
 Hitler, Adolf, 55, 74, 85, 111, 212, 237, 280, 293.
 Hofstein, David, 217, 262.
 Husseini, Hadj Amin al-, 57, 113.
- Iagoda, Guenrikh, 53, 329.
 Iakovlev, Alexandre, 312.
 Iakovlev, Vladimir, 94, 95.
 Ignatiev, Semion, 344.
 Iouzefovitch, Iossif, 262, 306.
- Jabotinsky, Vladimir, 32.
 Jdanov, Andreï, 251.
 Jdanov, Iouri, 343, 345.
 Jeleznova-Eisenstadt, Myriam, 266.
 Jemtchoujina (Karpovskaia), Polina (Perle), 156, 260, 264, 265, 266, 306, 328, 346, 347.
 Joukov, Gueorgui (maréchal), 269.
- Kaganovitch, Lazare, 51, 90, 194, 224, 239, 244, 313, 314, 316, 321, 342.
 Kalinine, Mikhaïl, 43, 45, 46, 211, 228.
 Kamenev, Lev, 324, 328, 329.
 Kantor, Sarah, 213.
 Kapitsa, Piotr, 210.
 Kaplan, Karel, 237, 277, 278, 279, 281, 282, 284, 290, 292, 293, 295, 296, 297.
 Kappeler, Andreas, 325.
 Karlson, Eduard, 51, 52.
 Katz (Simone), Otto (André), 298.
 Katznelson, Berl, 66.
 Kautsky, Karl, 18, 20, 22.
 Kavtaradzé, Sergueï, 75, 76.
 Kennan, George, 86, 87, 107, 108.
 Keppert, Andrej, 279.
 Keren, Moshe, 190.
 Kerenski, Alexandre, 34.
 Kheifetz, Grigori, 217, 227, 234, 241, 265, 268, 349.
 Khlevniouk, Oleg, 336, 337, 340, 341.
 Khrouchtchev, Nikita, 174, 181, 224,

- 256, 258, 269, 290, 303, 305, 309, 315, 316, 319, 320, 322, 324, 325, 330, 341, 342, 345, 347, 349, 351, 352, 353, 365.
- Kirov, Sergueï, 305, 316, 337.
- Kogan, B., 302, 306, 313.
- Komarov, V., 266.
- Kopecky, Vaclav, 280, 282.
- Koprova, Ladislav, 282.
- Kostov, Traicho, 145, 291.
- Kostyrchenko, Guennadi, 223, 228, 229, 238, 239, 240, 248, 251, 253, 254, 260, 263, 264, 265, 266, 271, 272, 273, 274, 299, 300, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 319, 333, 345, 347, 353.
- Koutchina, Shifra, 244.
- Kouznetsov, Alexeï, 230, 253, 260, 300, 304, 340, 343, 345, 348, 349.
- Krammer, Arnold, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 141, 142, 157, 166, 172, 283.
- Kriegel, Annie, 7, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 28, 268, 292, 296, 297, 333, 335, 336, 356.
- Krivitsky, Walter, 277.
- Krouglov, Sergueï, 348.
- Kroujkov, V., 247.
- Kubovy, Arie, 196.
- Kvachonkine, Alexandre, 336, 337.
- Kvikto, Leib, 210, 217, 264, 306.
- Lagroye, Jacques, 14.
- Lang, G., 302.
- Latsis, Martin, 44.
- Laurens, Henry, 33, 74, 76, 173, 179, 205.
- Lavon, Pinhas, 160.
- Lavrentiev, Anatoli, 77.
- Lazar, Marc, 7, 14, 15, 56, 336, 360.
- Lebedev, Vladimir, 95.
- Leonov, A., 266.
- Levavi, Arie, 124, 240.
- Levine, Naum, 266.
- Levite, Liova, 95.
- Lévitine, M., 271.
- Lewin, Moshe, 331, 334, 335, 341.
- Lie, Trygve, 96.
- Lifschits, Evguenia, 302.
- Likhatchev, M., 266, 290.
- Litvinov, Maxime, 42, 63, 65, 70, 71, 72, 73, 78, 79, 81, 220, 223, 250, 251, 328.
- Löbl, Eugen, 278, 279, 281, 283, 284, 285, 287, 288, 289, 295.
- Lokshin, Alexandre, 319, 320.
- London, Artur, 278, 281, 284, 285.
- Lozovski, Solomon, 68, 72, 78, 81, 210, 213, 215, 216, 217, 218, 222, 223, 225, 227, 228, 229, 233, 248, 249, 250, 255, 257, 258, 260, 262, 263, 265, 266, 267, 268, 269, 344, 345, 348.
- Luca, Vasile, 291, 297.
- Lutski, Vladimir, 91, 93, 185.
- Lvov (prince), 34.
- Lyssenko, Trofime, 299, 343.
- Magnès, Judah, 97.
- Maiorov, G., 302.
- Maïski, Ivan, 62, 63, 64, 65, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 78, 212, 250, 251, 306.
- Makarov, A., 290, 300.
- Malenkov, Gueorgui, 72, 141, 159, 170, 174, 181, 207, 211, 224, 227, 239, 248, 249, 251, 258, 261, 262, 267, 269, 272, 294, 300, 307, 309, 317, 318, 324, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 354.
- Malik, Iakov, 125, 131, 132.
- Maliouguine, Leonid, 273.
- Mandel'sberg, Meir, 50.
- Mandelstam, Nadejda, 315.
- Mann, Thomas, 218.
- Manouilski, Dimitri, 70, 78, 81, 127, 131.
- Mao Zedong, 295.
- Mardor, Munya, 133.
- Marie, Jean-Jacques, 226, 267, 270, 301, 305, 306, 307, 309, 311, 314, 347, 356.
- Marinine, M., 314.
- Markish, Esther, 223.

- Markish, Peretz, 210, 223, 264.
 Marshall, George, 108, 124.
 Marx, Karl, 140.
 Masaryk, Jan, 134.
 Mastny, Vojtech, 167, 289, 293, 294, 296.
 Maximov, Mikhaïl, 91, 93, 94.
 McMichael, Harold, 69.
 Medem, Vladimir, 24, 211.
 Meir (Meyerson), Golda, 124, 127, 131, 140, 150, 151, 154, 155, 156, 184, 186, 238, 240, 247, 265.
 Melnikov, L. G., 309.
 Menjinski, Vitatcheslav, 53, 54, 351.
 Merker, Paul, 297, 298.
 Merkoulov, Vsevolod, 348.
 Mikhaïlov, Sergueï, 67, 68, 76, 79.
 Mikhoels (Vovsi), Solomon, 16, 45, 210, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 249, 254, 256, 257, 258, 259, 260, 262, 263, 265, 301, 302, 306, 307, 318, 319, 338, 339, 351, 353, 355, 361.
 Mikoïan, Anastase, 174, 181, 211, 224, 279, 316, 337, 342, 345, 347.
 Mikounis, Shmuel, 116, 117, 134, 139, 141, 142, 147, 148, 158, 159, 186, 195, 196.
 Milogradov, Pavel, 159, 184.
 Minzeles, Henri, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 26, 31, 34, 36, 37, 211.
 Mintz, Isaac, 314.
 Moikher Sforim, Mendele, 214.
 Molnar, Miklos, 276.
 Molotov, Viatcheslav, 62, 63, 71, 72, 74, 75, 78, 81, 86, 88, 96, 104, 105, 106, 109, 123, 124, 129, 131, 135, 146, 150, 156, 170, 172, 174, 181, 186, 187, 211, 217, 222, 223, 224, 225, 229, 230, 234, 235, 240, 250, 251, 253, 260, 263, 264, 265, 269, 294, 306, 316, 324, 328, 342, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 353, 361.
 Morisson, Herbert, 94.
 Morozov, Grigori, 258.
 Morozov, M., 257.
 Moullec, Gaël, 7, 209, 309, 310, 319, 338, 341.
 Mussolini, Benito, 74, 111.
 Nahhas, Pacha, 74, 203.
 Namir, Mordechai, 145, 149, 151, 155, 193, 239, 241.
 Nassar, Fouad, 113, 115, 116.
 Nasser, Gamal Abdel, 164, 204, 205.
 Nehru, Jawaharlal, 161.
 Nicolas II, 326.
 Noussinov, Itzhak, 266.
 Novikov, Nikolai, 74, 87.
 Novotny, Antonin, 296.
 Ogoltsov, Sergueï, 258, 318.
 Ordjonikidzé, Sergo, 337, 341.
 Oren, Mordechai, 134, 139, 142, 283, 284.
 Orenstein, Simon, 283.
 Oumanski, Konstantin, 63, 66, 80.
 Pauker, Ana, 139, 144, 145, 149, 291, 297.
 Pavlik, Gejza, 277.
 Pegov, 305.
 Persov, Samuel, 266.
 Pervoukhine, Mikhaïl, 347.
 Péter, Gábor, 298.
 Petrenko, Nikolai, 67, 68.
 Pieck, Wielhem, 298.
 Pierre le Grand, 325.
 Pijade, Moshe, 284.
 Plekhanov, Gueorgui, 20.
 Ponomarenko, Panteleimon, 316.
 Poskrebychev, Alexandre, 106, 305, 345.
 Pospelov, Piotr, 239.
 Rabin, Itzhak, 11.
 Radek, Karl, 307, 328.
 Raïkhmann, Leonid (général), 226.
 Rajk, Laszlo, 275, 276, 277, 278, 279, 287, 291, 296, 297.
 Rakosi, Matias, 275, 276, 277, 278.
 Rankovic, Alexandre, 135, 136, 139.

- Rappoport, Iakov, 302, 306.
 Ratner, Yohanan, 139.
 Recin, Bedrich, 137.
 Remez, David, 233.
 Renner, Karl, 24.
 Ribbentrop, Joachim von, 62, 72.
 Riftin, Yaacov, 163, 164.
 Rioumine, Mikhaïl, 266, 267, 268, 269, 301, 302, 305, 351.
 Ro'i, Yaacov, 81, 82, 90, 95, 96, 103, 109, 111, 125, 126, 127, 130, 131, 132, 133, 138, 139, 140, 141, 153, 161, 164, 169, 170, 172, 174, 179, 190, 193, 195, 200, 204, 234, 238, 240, 301, 309, 319, 320.
 Roosevelt, Franklin Delano, 80, 209.
 Rosenberg, James, 222.
- Sabourov, Maxime, 347.
 Safonov (procureur général), 269.
 Samylovski, Ivan, 77, 80, 97.
 Savitski, V., 307.
 Schmitt, Carl, 14.
 Schwarz, Hillel, 202.
 Schwarzmann, Lev, 267.
 Seraev, Ilya, 139.
 Shabibi, Husayn Mahmoud al, 118.
 Shamir, Itzhak, 101.
 Sharett (Shertok), Moshe, 150, 169, 190, 194, 241.
 Sikorski, Wladislaw, 212.
 Silver, Abba Hillel, 92, 102.
 Simonov, Konstantin, 347.
 Slansky, Rudolf, 134, 137, 142, 195, 196, 275, 277, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 291, 292, 295, 296, 297, 298, 360.
 Sling, Otto, 282, 284, 295.
 Slovès, Henri, 36, 39, 40, 42, 43, 45, 46, 47, 244.
 Smirnov, L., 256, 305.
 Smolar, Hersh, 231.
 Sneh, Moshe, 102, 133, 144, 163, 164.
 Sochor, Antonin, 141, 142.
 Sokolnikov (Brillant), Grigori, 328, 329.
 Solod, Daniil, 80, 111, 115, 116, 172.
- Soudoplatov, Pavel, 96, 128, 226, 258, 265, 267, 305, 307, 312, 317, 361.
 Soultanov, Abdourakhman, 68, 110.
 Souslov, Mikhaïl, 214, 227, 228, 230, 231, 232, 234, 235, 241, 251, 252, 253, 254, 255, 345, 346, 347.
 Spiegelglass, Solomon, 227, 228.
 Staline, Joseph, 11, 12, 13, 16, 20, 21, 22, 30, 36, 41, 43, 46, 50, 63, 71, 72, 73, 78, 80, 81, 82, 85, 86, 90, 101, 106, 109, 112, 129, 136, 140, 150, 156, 167, 168, 170, 172, 174, 175, 181, 182, 183, 189, 207, 208, 209, 211, 212, 213, 216, 219, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 231, 235, 238, 245, 247, 248, 250, 251, 253, 254, 258, 259, 260, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 272, 273, 274, 279, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 298, 299, 301, 302, 303, 304, 305, 307, 309, 310, 311, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 321, 322, 323, 324, 325, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 360, 361, 364, 365.
 Stein, Boris, 96, 97.
 Stern, Lina, 264, 265, 268, 270.
 Sternhell, Zeev, 26.
 Stolypine, Piotr, 327.
 Svab, Karel, 278, 279, 284, 292, 297.
 Svoboda (général), 141.
 Sykes-Picot (accords), 33, 34.
 Syrkin, Nachman, 25.
 Szalai, Andras, 276.
 Szonyi, Tibor, 276, 277.
 Szücs, Ernö, 277.
- Tabet, Antoine, 111, 116.
 Taguieff, Pierre-André, 329, 331, 332.
 Tarasenko, Vassili, 153.
 Tarnopoler, Luwish, 188.
 Taussigová, Jarmila, 280.
 Tcheptsov, Alexandre, 266, 269, 270, 344.

- Tchesnokov, Dmitri, 312.
 Temkin, A., 302.
 Teoumine, Emilia, 269.
 Ter Minassian, Taline, 38, 55, 56, 57,
 61, 67, 120, 172.
 Timachouk, Lydia, 303, 304, 305, 316.
 Tiso, Jozef, 286.
 Tito (Broz), Josip, 292.
 Toubi, Tawfik, 113, 158, 159.
 Touma, Emile, 113, 114, 115, 116.
 Traverso, Enzo, 18, 19, 20, 22, 24, 25,
 29.
 Trotski, Léon, 33, 267, 307.
 Truman, Harry, 82, 86, 94, 107, 108,
 119, 120, 124, 127, 133, 177.
 Tsanava, Lavrenti, 258, 318.
 Tsurilnikov, Shlomo, 233.

 Ulbricht, Walter, 298.
 Urvalek, Josef, 285.

 Vaksberg, Arkadi, 258, 269, 302, 310.
 Varchavski, Iakov, 273.
 Vassilenko, V., 302.
 Vavilov, Mikhaïl, 102, 103.
 Vilenska, Esther, 158, 159.
 Vinogradov, Sergueï, 65.
 Vlassik, Nikolai (général), 302, 303,
 304, 305.
 Vorochilov, Kliment, 72, 211, 316,
 337, 342, 347.

 Voznessenski, Nikolai, 224, 300, 342,
 343, 349.
 Vychinski, Andreï, 72, 78, 93, 95, 96,
 97, 104, 105, 106, 129, 131, 140,
 147, 150, 151, 155, 170, 172, 175,
 184, 186, 194, 347.

 Wahl, David, 92, 102, 103.
 Waltz, Kenneth, 119.
 Watenberg, Ilya, 264.
 Watenberg-Ostrovskaja, Tchaïka, 264.
 Weizmann, Chaim, 32, 63, 64, 69, 108,
 218, 235, 307.
 Weizmann, Maria, 307.
 Werth, Nicolas, 7, 41, 209, 251, 270,
 289, 307, 309, 310, 311, 312, 319,
 321, 323, 328, 331, 332, 337, 338.
 Wise, Stephen, 63, 229.

 Youzovski, Iossif, 273.

 Zaïtsev, Gueorgui, 77, 78.
 Zapotocky, Antonin, 134, 295.
 Zaroubine, Vassili, 217.
 Zhou Enlai, 294.
 Zinoviev, Grigori, 268, 324, 328, 329.
 Zochtchenko, Mikhaïl, 340.
 Zorine, Valerian, 128, 135, 138, 140,
 154, 186, 187, 235, 240.
 Zouskine, Veniamine, 262, 265, 306.
 Zweig, Arnold, 233.

Table des matières

Remerciements	7
Introduction	11
Chapitre I – COMMUNISME ET SIONISME : UNE OPPOSITION IRRÉDUCTIBLE ?	17
I – Les racines d'un conflit	17
Assimilation contre nation	17
Autonomie contre territoire	23
La synthèse impossible	25
II – Des idéologies concurrentes	27
L'universalisme prolétarien	27
Deux offres politiques	29
III – La Palestine à Moscou	32
Déclaration Balfour et révolution d'Octobre	32
Quand les bolcheviks deviennent bundistes	34
Inverser la pyramide	39
Sion en Extrême-Orient	44
IV – Le sionisme, entre tolérance et répression	47
V – La révolution et la Palestine	54
Chapitre II – L'URSS, LA GUERRE, LA QUESTION JUIVE ET LA PALESTINE	61
I – Les premiers contacts	62
Londres, Washington, Ankara	62
La ligue du V	66
Maïski en Palestine	69
II – Les options	71
Moscou s'installe au Proche-Orient	73
L'option arabe	76
L'option juive	79

Chapitre III – LA SURPRISE	85
I – Les personnes déplacées	89
II – Objectif ONU	92
III – Un ou deux États ?	97
IV – La création de l'État d'Israël	107
V – Les réactions du monde arabe	110
Les États arabes	110
Le parti communiste palestinien	111
Les partis communistes libanais et syrien	116
Chapitre IV – LA LUNE DE MIEL	123
I – Un soutien politique	123
Le plan Bernadotte	126
Les réfugiés arabes	130
II – Des armes pour les Juifs	132
Les négociations	132
La brigade tchécoslovaque	140
III – Un soutien démographique	142
L'immigration d'Europe de l'Est	143
L'immigration de masse	149
IV – Une offensive révolutionnaire ?	157
Israël communiste ?	157
Déstabiliser le monde arabe ?	164
Chapitre V – DU SOUTIEN À LA RUPTURE	167
I – Du soutien actif à la neutralité passive	168
Jérusalem	168
Les réfugiés	170
Les ventes d'armes	172
Les différends entre Israël et les pays arabes	173
II – La guerre froide au Proche-Orient	176
La quadrature du cercle	177
La déclaration tripartite	178
Le refus égyptien	181
III – La lente dégradation des relations soviéto-israéliennes	183
Les premiers signes	183
La guerre de Corée	189
Vers la rupture	191

IV – Les relations soviéto-arabes	199
Le gouvernement Wafd	203
Les Officiers libres	204
Chapitre VI – LES JUIFS D'URSS ET LA CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL	209
I – La création du Comité antifasciste juif	210
L'appel du 24 août	210
Le voyage de Mikhoels et Fefer aux États-Unis	216
Le <i>Livre noir</i>	219
II – Un État juif en Crimée	221
III – Le Comité antifasciste juif après la guerre	227
Les relations avec l'Occident	227
Les relations avec les Juifs d'Europe centrale et orientale	231
IV – Le CAJ et la création d'Israël	232
Un équilibre précaire	232
Les Juifs d'URSS	236
Le Birobidjan	243
Chapitre VII – LE COMLOT SIONISTE I : PROCÈS À MOSCOU	247
I – La dissolution du Comité antifasciste juif	247
Les prémisses	247
La dernière offensive	250
II – Procès à Moscou	261
La fin du CAJ	262
Purge au Birobidjan	271
La campagne contre le cosmopolitisme	272
Chapitre VIII – LE COMLOT SIONISTE II : PROCÈS À PRAGUE	275
I – Le procès Rajk	275
II – Le complot de remplacement	278
III – En quête de légitimité	287
IV – Moscou-Prague	290
Chapitre IX – LE COMLOT SIONISTE III : L'AFFAIRE DES BLOUSES BLANCHES	299
I – La construction du complot	299
II – Les réactions	307
III – Un plan de déportation des Juifs ?	310
IV – Le dénouement	318

Chapitre X – ANTISÉMITISME ET STALINISME	323
I – L'instrumentalisation de l'antisémitisme	324
L'antisémitisme populaire	325
Le « judéo-bolchevisme »	328
La synthèse stalinienne	329
La remontée des archaïsmes	334
II – L'autonomisation des Juifs soviétiques	336
III – La guerre des clans	340
IV – La politique soviétique au Proche-Orient	355
Sources	359
Bibliographie	360
Index	369